|  |
| --- |
| **SOUS LA DIRECTION DE**  Albert FAUCHER (1915-1992)  Économiste, Université Laval  (1988)  Cinquante ans de sciences sociales à l’Université Laval.  *L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Sous la direction d’Albert FAUCHER

**Cinquante ans de sciences sociales à l’Université Laval. L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)**

Sainte-Foy, Qc. : Faculté des sciences sociales de l’Université Laval, 1988, 390 pp.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

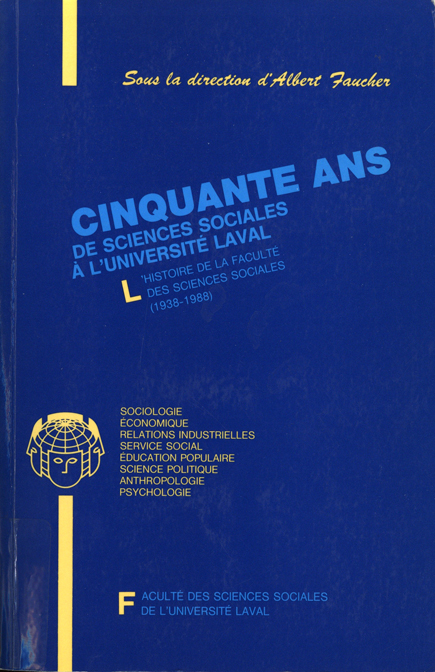
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 27 mai 2019 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

SOUS LA DIRECTION DE  
Albert FAUCHER (1915-1992)

Cinquante ans de sciences sociales à l’Université Laval. *L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*



Sainte-Foy, Qc. : Faculté des sciences sociales de l’Université Laval, 1988, 390 pp.

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#tdm)

Voici l'histoire d'une institution universitaire qui célèbre en 1988 son cinquantième anniversaire. L'École des sciences sociales, politiques et économiques, constituée en 1938 et affiliée à la Faculté de philosophie, acquiert en 1943 le statut de Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et se ramifie en spécialités à compter de 1944. Le présent ouvrage raconte l'origine de cette institution et explique l'organisation et le développement de ses départements et écoles qui aujourd'hui, à leur façon respective, participent à l'étude de la sociosphère.

Ontcontribué à cet Ouvrage : Eugène Bussière, Jean-Charles Falardeau, Napoléon LeBlanc, Nicole Gagnon, Marc-Aurèle Thibault, Gérard Dion, James Thwaites, Simone Paré, Vincent Lemieux, Marc-Adélard Tremblay, Jean-Yves Lortie, Hubert Laforge.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[4]



*Près des Remparts dans le vieux Québec, 2 rue de l'Université, logent les Sciences sociales, jusqu'en 1961.*

[5]

— *Sous la direction d'Albert Faucher* —

**CINQUANTE ANS**

**DE SCIENCES SOCIALES**

**À L’UNIVERSITÉ LAVAL**

L’HISTOIRE DE LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES  
DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

(1938-1988)

Sociologie, économique, relations industrielles, service social, éducation populaire, science politique, anthropologie, psychologie

Faculté des sciences sociales  
de l’Université Laval

Sainte-Foy, 1988

[6]

*Les Presses de l'Université Laval  
ont collaboré à la production de cet ouvrage.*

FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL 1988

ISBN 2-7637-6717-6

[389]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Table des matières

[Quatrième de couverture](#Cinquante_ans_sc_soc_couverture)

Eugène Bussière, [En hommage au fondateur](#Cinquante_ans_sc_soc_hommage_fondateur). [7]

Albert Faucher, [Avant-propos](#Cinquante_ans_sc_soc_avant_propos). [11]

1. Jean-Charles Falardeau, [La Faculté du Cap Diamant, une genèse et une réussite](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_01). [15]

2. Eugène Bussière, [L'éducation des adultes à l'Université Laval](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_02). [35]

3. Napoléon LeBlanc, [Le Service extérieur d'éducation sociale et le Centre de culture populaire](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_03). [55]

4. Nicole Gagnon, [Le Département de sociologie, 1943-1970](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_04). [75]

5. Marc-Aurèle Thibault, [Le Département d'économique, 1943-1987](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_05). [131]

6. Le Département des relations industrielles, 1943-1987

A) Gérard Dion, [Nos commencements](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_06A). [163]

B) James Thwaites, [Évolution et développement](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_06B). [183]

7. Simone Paré, [L'École de service social](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_07). [219]

8. Vincent Lemieux, [Le Département de science politique](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_08). [251]

9. Marc-Adélard Tremblay, [Le Département d'anthropologie. La recherche et l'intervention anthropologique à l'Université Laval](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_09). [279]

10. Jean-Yves Lortie, [L'École de psychologie de la Faculté de science sociale](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_10). [329]

11. Hubert Laforge, [Une institution en pleine croissance](#Cinquante_ans_sc_soc_texte_11). [363]

[Notices biographiques](#Cinquante_ans_sc_soc_notices_bio) [381]

[7]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

En hommage au fondateur

Par Eugène Bussière

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Le très révérend père Georges-Henri Lévesque, dominicain, choisi par 'ses supérieurs, au début des années trente, pour entreprendre en Europe des études approfondies en sciences sociales, en revint armé pour affronter avec assurance et largeur de vue les problèmes et les doctrines de salut qui surgissent alors ici en grand nombre, comme il arrive toujours en période de crise.*

*Formé aux meilleures disciplines universitaires de son temps et guidé par la pensée de maîtres comme Rutten, Delos, Sertillanges et Duthoit, il ne tarda pas à se faire remarquer par la sûreté de ses jugements et la hardiesse de ses positions de même que par des intuitions fondamentales qui surgissaient spontanément en communiquant ses assurances et ses convictions imperturbables de succès. Il fut tout de suite appelé à enseigner au Collège des Dominicains à Ottawa et à l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal, une école du soir fondée et dirigée par Edouard Montpetit.*

*Déjà bien au fait des mouvements sociaux européens qui commençaient à rayonner jusqu'ici, il eut sur nos mouvements naissants des vues pénétrantes qui en firent un conseiller recherché des évêques progressifs tout autant qu'il était craint et même honni par d'autres, restés figés dans un traditionalisme étroit. Ses opinions, souvent osées pour l'époque, de même que l'énoncé de certains principes à forte saveur protestante, comme celui de la non-confessionnalité des coopératives, lui donnaient l'allure d'un prophète bien en avance sur son temps. Le père Lévesque était un de ces esprits* [8] *remuants et audacieux qui semblent être nés pour changer le monde et qui sont capables de tout entreprendre.*

*Appelé en 1938 à fonder une École de sciences sociales, politiques et économiques à l'Université Laval, il fut pour ses élèves l'éveilleur qui leur fit délaisser* « *notre maître le passé »* *pour les engager résolument avec lui dans le présent et dans l'avenir avec un sens de l'apostolat social et un esprit d'ouverture peu communs.*

*Cet esprit, il l'a véhiculé partout, et il a été marqué par ce qu'il y a déplus rare et de plus authentique dans la charité, le respect des opinions et des croyances d'autrui. Il n'a jamais voulu que sa foi soit un obstacle à la charité et, sans ostentation inutile ou même nuisible, il a pénétré tous les milieux et a été recherché partout comme le « jolly monk »* *qui sème l'espoir, l'entente et la joie parmi les hommes.*

*Sa hardiesse dépensée, son ouverture d'esprit, sa tolérance, son profond respect d'autrui, sa recherche constante et passionnée de la vérité et son amour de la liberté en firent un chef de file, le maître dont le Québec avait besoin pour secouer toutes ses vieilles nostalgies d'un passé révolu et se tourner résolument vers l'avenir afin d'opérer progressivement et sans trop de heurts une transformation nécessaire dans les esprits et les institutions. Un tel éveil prit figure de révolution, si joliment qualifiée de tranquille, en catalysant les forces obscures qui commençaient à surgir d'un peu partout et que seul un religieux éclairé et courageux pouvait alors mobiliser. Il fut ainsi l'un des rares hommes de son temps à sauver l'honneur de l'esprit et à assurer notre salut intellectuel alors que régnait au Québec une forme d'absolutisme qui nous apparentait au tiers-monde.*

*Comment s'étonner qu'il ait été la cible des ultra-conservateurs et des jansénistes attardés ? S'il avait vécu au siècle de J.-J. Rousseau, ils l'auraient certes accusé d'être son disciple puisque son ouverture d'esprit et ses qualités de caractère correspondent à celles que cet auteur controversé attribue au Christ lui-même. Ces qualités ont fait de lui l'une des personnalités les plus attachantes de sa génération et c'est à elles qu'on peut attribuer son étonnante pénétration de milieux si divers. Voici comment Rousseau les décrit dans sa troisième Lettre de la Montagne adressée à ses détracteurs :*

*Je ne puis m’empêcher de dire qu'une des choses qui me charment dans le caractère de Jésus n 'est pas seulement la douceur des moeurs, la simplicité, mais la facilité, la grâce et même l'élégance. Il ne fuyait ni les plaisirs ni les fêtes, il allait aux noces, il voyait les femmes, il jouait avec les enfants, il aimait les parfums, il mangeait chez les financiers. Ses disciples ne jeûnaient point, son austérité n'était point fâcheuse. Il était à la fois indulgent et juste, doux aux* [9] *faibles et terrible aux méchants. Sa morale avait quelque chose d'attrayant, de caressant, de tendre ; il avait le cœur sensible, il était homme de bonne société.*

*C'est avec ces qualités de caractère, avec cette ouverture sur l'extérieur et les idées force de vérité et de liberté que le père Lévesque a fondé son École. Il en a imprégné tout son enseignement et s'est guidé sur elles pour le choix de ses professeurs.*

*Sa seule présence parmi nous, ses attitudes simples et non conformistes, sa générosité toujours en éveil créaient un climat de sympathie communicative qui nous unissait autour de lui et nous faisait participer à la même ambition de changer la société en la servant avec un désintéressement de moine. Il était véritablement le* « *Père »* *de tous et non pas un gourou exerçant son emprise sur un groupe d'initiés réunis en une secte fermée. Son sens profond de la dignité des personnes le préservait de la tentation de peser sur nous du poids de son prestige intellectuel et de sa réputation, ou même de sa fonction de directeur. Quand il avait choisi quelqu'un pour le seconder et qu'il lui avait donné sa confiance, il lâchait les rênes. Le rôle d'un directeur, dans sa pensée, n était pas de se substituer à ses adjoints, mais de les laisser travailler en paix et de venir constater les résultats.*

*Si, en créant une École, il a aussi fait école, il n'a jamais cherché délibérément à embrigader des disciples. En fait, les diplômés de l'École ont choisi, dès les débuts, des orientations très diverses qui les ont amenés, comme il le déclarait récemment lui-même,* « *dans les milieux les plus divers et souvent même dans des camps opposés... D'aucuns sont du côté patronal, d'autres ont épousé la cause syndicale. Ils sont libéraux, conservateurs ou péquistes ; capitalistes ou socialistes, fédéralistes ou séparatistes ; nationalistes ou internationalistes* [[1]](#footnote-1) »...

*C'est dans cette atmosphère de grande liberté, si nouvelle, que plusieurs de ses premiers étudiants, soucieux d'engagement social, ont été entraînés dans un tourbillon d'activités exaltantes. Beaucoup de ceux qui se sont trouvés dans son sillage immédiat ont même été amenés sur des routes insoupçonnées et remplies d'imprévus qui leur ont souvent fait dépasser les objectifs visés.*

*C'est un attribut rare donné à quelques êtres privilégiés de pouvoir ainsi susciter le dynamisme en répandant la joie et l'affection autour d'eux et de faire croire à la noblesse et à la valeur d'un idéal. Le père Georges-Henri Lévesque fait ainsi figure de maître, de grand éducateur. C'est ce titre, noble entre tous, qui est à l'origine de tant d'autres qui lui ont valu* [10] *honneurs et distinctions de toutes sortes, que j'ai voulu mettre ici en relief en ma qualité de président de la première promotion d'anciens d'une Faculté qu'il a fondée il y a cinquante ans et qui lui vaut aujourd'hui nos hommages respectueux en même temps que l'admiration et la reconnaissance du pays tout entier* [[2]](#footnote-2)\**.*

*Eugène Bussière.*



Les Diplômés de la première promotion, 1941.

[11]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

AVANT-PROPOS

Par Albert FAUCHER

[Retour à la table des matières](#tdm)

LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES de l'Université Laval prend occasion de son cinquantenaire pour remonter le long des ans jusqu'à ses commencements, afin de mieux se connaître, de s'orienter. Comme *institution universitaire,* elle se fait un point d'honneur de se souvenir de ses commencements, de ses cheminements, de ses continuels efforts d'adaptation aux ressources et aux besoins de la société qui la supporte et la sollicite à la fois, n'oubliant pas que l'étude de son développement se trouve étroitement liée à celle de son milieu socioculturel.

École affiliée à la Faculté de philosophie à ses débuts (1938-1943), elle offrait alors un programme général portant sur l'éducation populaire, la philosophie sociale et économique, le droit, l'économie politique et la doctrine sociale de l'Église. C'était, en somme, un programme proportionné aux ressources disponibles et adapté aux désirs et aux volontés du milieu de cette époque. Plus tard, les ressources humaines le permettant, la Faculté allait offrir des programmes spécialisés, plus précisément adaptés aux exigences du marché du travail, et elle devait se structurer à l'avenant des besoins de la société. C'est ainsi que, successivement, apparurent les départements et écoles : sociologie, économique, relations industrielles, service social (1943), science politique (1954), anthropologie (1970), psychologie (1974), de sorte que la Faculté allait devenir un agrégat de départements et écoles plus ou moins liés par la conscience d'une commune appartenance et, à certains égards, disjoints.

[12]

Pareille évolution ne manque pas de soulever des questions car, ici, la spécialisation entraînait l'effritement d'une structure basée sur un certain dosage de positif, de normatif et de théorique qui avait fait la marque d'identité de la Faculté des sciences sociales à ses débuts. Espérons donc que le lecteur trouvera dans notre ouvrage collectif quelques réponses à ces questions.

Les premiers chapitres décrivent les commencements : l'École des sciences sociales, économiques et politiques des années 1938-1943 et l'avènement des programmes départementaux ; les autres chapitres expliquent la formation et le développement des départements et écoles, du point de vue de l'enseignement et de la recherche. Ainsi, notre collectif veut retracer le cheminement du simple au complexe et illustrer en quelque sorte la condition et la rançon du devenir scientifique d'une institution. À l'imitation des sciences naturelles qui ont eu besoin de fragmenter leur objet en s'affinant, les sciences humaines ont choisi d'abstraire de leur objet certains aspects et d'en organiser l'étude en autant de départements qui, aujourd'hui, paraissent plutôt indépendants les uns des autres.

À mi-chemin vers son centenaire, la Faculté se voit donc dotée d'une histoire par ceux-mêmes qui l'ont vécue, en tout ou en partie. Félicitons les auteurs d'avoir réussi à l'écrire à bref délai, en dépit d'une documentation plutôt rare. Certes, il y avait abondance de documents, mais ces documents se trouvaient perdus dans une masse de papiers inutiles. Il fallait donc, pour les rendre utilisables, entreprendre une épuration et une certaine classification. Heureusement, ce fut l'occasion d'une collaboration entre la Faculté et le Service des archives de l'Université dont il convient de se réjouir, et d'autant plus que, chemin faisant, on y aura découvert, à la satisfaction des administrateurs sans doute, qu'on peut par archivage libérer de l'espace ; ce qui pourrait devenir, si la collaboration se maintient, une façon ingénieuse et peu coûteuse d'agrandir la bâtisse par le dedans.

Quoi qu'il en fût, l'état de la documentation pertinente ne permettait pas aux collaborateurs de donner de façon systématique les références à leurs sources d'information. C'est dommage, car ces références auraient facilité la tâche des historiens qui, un jour, récriront cette histoire dans une perspective beaucoup plus vaste et, naturellement, nous aurions voulu leur présenter, en 1988, une esquisse mieux étayée des premiers cinquante ans. Il faut dire encore que le temps nous pressait et nous amenait à restreindre la perspective : nous avons donc mis l'accent sur l'organisation des départements et sur l'évolution des programmes d'enseignement et de recherche, voulant illustrer, sinon expliquer, comment, même dans les sciences humaines, le développement scientifique peut entraîner la spécialisation.

[13]

Nous regrettons ce rétrécissement du champ de vision : des aspects s'y trouvent omis qui eussent fait ressortir la dynamique présence de notre institution dans la société canadienne. Disons par exemple que nous aurions dû étudier particulièrement les rapports entre la Faculté et les autres institutions qui l'ont défendue, soutenue, combattue, entre la Faculté et la société qui en recueillait les résultats, positifs ou négatifs. Car un peu comme l'entreprise économique, dont elle possède certains caractères d'ailleurs, l'institution universitaire mobilise des ressources, matérielles, spirituelles, intellectuelles ; elle les organise en fonction d'un agir efficace, elle exerce une influence sur son milieu, elle provoque des répercussions sociales et des rebuffades politiques. Bref, elle assume des risques, elle suppute les résultats, elle en mesure les conséquences, elle rend ses comptes. Nous aurions dû encore y ajouter une dimension biographique en associant plus étroitement l'institution aux personnes qui ont travaillé à sa fondation, qui l'ont dirigée, qui y ont participé, directement ou indirectement. Pareille optique ferait mieux voir ses aspirations ou ses ambitions, ses idées, ses inquiétudes ou ses questions : ce serait en somme l'histoire de ses professeurs, de leur avènement pédagogique et de leur enseignement, de leurs travaux de recherche ; et, pourquoi pas aussi l'histoire de ses anciens étudiants qui, œuvrant en divers milieux, ont établi la pertinence et l'importance de leur savoir et y ont acquis une stature professionnelle. Car, enfin, c'est tout cela l'histoire d'une institution universitaire, et bien davantage sans doute.

Et, malgré tout, c'est un peu tout cela que notre ouvrage aura évoqué d'une certaine façon, s'il arrive à montrer que l'institution universitaire représente un réseau de relations, personnelles et institutionnelles, fort complexe, et qu'on peut l'étudier sous divers et multiples aspects. Espérons que les ressources et les talents de nos successeurs leur permettront de rassembler tous ces aspects dans une histoire globale.

Albert Faucher,  
*professeur entérite.*

[14]

[15]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 1

“La faculté du Cap Diamant,  
une genèse et une réussite.”

Par Jean-Charles FALARDEAU

[Retour à la table des matières](#tdm)

LA FACULTÉ des sciences sociales de Québec est née d'un acte de foi, d'une conviction et d'un immense espoir. Plus prosaïquement, elle a été le résultat d'une création datée dans le temps, prolongement d'une institution pré-existante, les deux inscrites dans une plus vaste institution dont elles étaient des parties constituantes : l'Université Laval de Québec. Même si cette faculté est relativement récente, son évocation risque d'être scotomisée de plus d'une façon, comme la mémoire elle-même. Commençons donc par nos débuts et même par ce qui précède ces débuts.

Des temps ternes et troublants

On a dit que le XXe siècle québécois n'avait commencé que dans les années 1920. L'affirmation est particulièrement juste si l'on songe que c'est en 1920 que l'Université de Montréal devint autonome. Que c'est cette année-là aussi que l'Université Laval de Québec connut une sorte de seconde croissance. Jusqu'alors, elle n'avait guère été, depuis sa fondation en 1852, que l'addition de trois écoles professionnelles : théologie, droit et médecine auxquelles s'ajoutait une Faculté des arts, laquelle n'était constituée que d'un regroupement des collèges classiques qui lui étaient affiliés. En 1920, une campagne publique de souscription apporte à l'institution demi-centenaire un sang neuf qui lui permet aussitôt de [16] susciter la création d'une École normale supérieure (1920) qui deviendra une Faculté des lettres (1937), d'une École supérieure de chimie (1920) la future Faculté des sciences (1937), d'une École de pharmacie (1924) et d'une École supérieure de philosophie (1926) qui deviendra Institut supérieur de philosophie en 1932, plus tard Faculté de philosophie.

Dans l'enseignement supérieur du Québec, comme dans l'ensemble du monde occidental au XIXe siècle, les sciences de la nature ont en général fait leur apparition avant les sciences de la culture. Ainsi, dès le début du siècle, le gouvernement provincial du Québec avait créé, dans quelques villes, des écoles techniques destinées à préparer aux métiers de l'industrie les finissants des écoles primaires. Bien auparavant, en 1873, on avait fondé à Montréal une École polytechnique ayant mission de former des ingénieurs de travaux publics. De son côté, l'Université Laval de Québec, dès 1907, organisait une École d'arpentage qui se doublait, en 1910, d'une École de foresterie. En 1907 aussi, le gouvernement provincial créait, à Montréal, une École des hautes études commerciales qui devait, selon le vœu de celui qui en avait initialement proposé l'idée, J.-X. Perrault, « former des hommes capables d'accéder à la direction des affaires et de devenir les artisans d'une restauration économique ».

On devait beaucoup parler restauration durant les premières décennies du siècle, jusqu'au célèbre *Programme de restauration sociale* de 1935. Point n'est besoin de rappeler qu'à cette dernière date le Québec vivait les affres de la grande dépression déclenchée par la crise économique de 1929. À tous les niveaux de la vie collective, ces années furent des années de transformations et de perturbations dramatiques provoquées par un chômage généralisé. Simultanément à l'augmentation spectaculaire du nombre des sans-travail dans tous les domaines, on assista à un reflux des ruraux vers les villes, à une recrudescence des protestations populaires, à l'apparition de groupuscules de toute nature inspirés par les fascismes européens, à la déstabilisation d'une société jusqu'alors maintenue en place par les normes de ses institutions traditionnelles, la paroisse, la famille, le clergé. Si bien que, durant le demi-siècle à venir, on put départager les Québécois de toute condition et de tout âge en deux grandes catégories : ceux qui avaient vécu la crise des années trente et ceux qui ne l'avaient point connue.

C'est dans le but de se mettre à l'heure de ces mutations et, selon ses faibles moyens, d'y faire face que l'Université Laval, en 1932, avait créé une première École des sciences sociales, comme l'avait fait modestement l'Université de Montréal, dès sa fondation, en 1920. Cette École de Laval, affiliée à l'École supérieure de philosophie, était largement le fief de [17] professeurs ecclésiastiques et dispensait des cours du soir qui, dans l'ensemble, ne faisaient que vulgariser les enseignements pontificaux et les encycliques en matière sociale. Enseignement abstrait et éthéré qui, en aucune façon, n'abordait les problèmes spécifiques de la société québécoise et, conséquemment, ne pouvait encore moins aider à les résoudre. La pensée sociale québécoise demeurait à l'heure du XIXe siècle.

Vers le milieu de cette décennie arriva à l'Université Laval un jeune dominicain d'Ottawa, le père Georges-Henri Lévesque, chargé d'un cours de philosophie économique à l'École supérieure de philosophie. Un homme de vision et d'ardeur qui devait insuffler à la vétusté institution toutes les ressources de son dynamisme. Il avait étudié quelques années en Europe où il avait été en contact avec des personnalités marquantes dans les universités et dans de nombreuses initiatives d'apostolat social. De retour au Canada, en 1932, il eut l'occasion de parcourir la province en y donnant des conférences et en observant les mutations qu'avait entraînées la crise des années trente.

Il a raconté lui-même comment avait germé dans son esprit l'idée d'un enseignement scientifique des sciences sociales qui fût authentiquement universitaire [[3]](#footnote-3). Les débuts de l'institution qu'il avait à l'esprit furent silencieux, voire secrets. Ils prirent d'abord la forme d'entretiens amicaux avec trois prêtres du Séminaire de Québec qui partageaient ses préoccupations, l'abbé Charles-Omer Garant qui devait devenir évêque auxiliaire de Québec, l'abbé Georges-Léon Pelletier, futur évêque de Trois-Rivières, et l'abbé Alphonse-Marie Parent, déjà secrétaire adjoint de l'Institut supérieur de philosophie, qui devait occuper successivement tous les hauts postes de l'institution universitaire, d'abord à titre de secrétaire général, de vice-recteur et de recteur. On multiplie les textes de projets et, lorsque le dernier de ceux-ci sembla satisfaisant, se posa le problème de le faire parvenir à l'autorité suprême de l'Université qui n'était autre que son chancelier, le cardinal-archevêque de Québec, Rodrigue Villeneuve, O.M.I. L'agent de liaison fut le doyen de la Faculté de théologie, le chanoine Arthur Robert, depuis longtemps intéressé par la « question sociale ».

Télescopons de nouveau les événements. L'épisode final eut lieu le 28 février 1938 à l'occasion d'une conférence publique du père Lévesque donnée au Palais Montcalm de Québec sous la présidence du cardinal Villeneuve. Celui-ci annonça solennellement que, le jour même, le Conseil de l'Université avait décidé la fondation, à Laval, d'une École des sciences [18] sociales dont le directeur serait le père Lévesque. L'épilogue de son allocution mérite d'être cité ; même s'il est soulevé par un élan trop lyrique, il comporte un élément vaguement prophétique : « Je rends grâce à la direction de notre université, disait le cardinal, pour cette importante création... Je pense que nous avons maintenant lieu d'espérer que, si nous ne retrouvons pas le paradis perdu, nous serons quand même dans le chemin pour y arriver... »

Avant la Faculté, l'École

Le coup d'envoi était donné. Il restait à se mettre à l'œuvre, et assez rapidement, car il y a peu de temps entre février et l'automne qui le suit. Le père Lévesque avait décidé qu'il faudrait cinq ans avant que la nouvelle École pût devenir une faculté autonome. Cette École fut donc d'abord rattachée à la Faculté de philosophie que l'Université avait constituée, l'année précédente, en transformant son École supérieure de philosophie. Il fallait fabriquer, de toutes pièces, un programme de trois années d'études qui devait conduire à une maîtrise et, après deux premières années, à un baccalauréat en sciences sociales.

Le fondateur se mit à l'œuvre, en tenant forcément compte des personnalités locales susceptibles d'assurer les enseignements qui composeraient les premiers programmes. Si l'on parcourt la liste des cours de cette première année et des quelques années qui suivirent, on constate qu'ils se répartissent en quatre ou cinq grandes catégories plus ou moins imperméables. D'abord des cours de caractère philosophique : philosophie sociale, philosophie politique, philosophie économique, méthodologie générale et spéciale. En second lieu, des enseignements portant sur des disciplines sociales empiriques : sociologie, science économique, histoire économique générale et histoire des doctrines économiques, histoire économique canadienne, finances publiques, géographie humaine, les grands mouvements politiques contemporains ; suit une liste de divers cours juridiques : droit civil, droit constitutionnel et administratif, législation sociale, droit international, droit public de l'Église ; enfin, des cours orientés vers l'action : morale sociale, technique de l'action, organisation professionnelle, service social. À ces cours s'ajouta, dès la première année, le début d'un cycle de deux ans d'enseignement du soir sur le mouvement coopératif. Cet enseignement récapitulait l'histoire du mouvement en différents pays, ses principes de base, ses méthodes, ses modes d'organisation. Il se prolongera plus tard en une série de cours par correspondance, lesquels avec la revue *Ensemble* constitueront modestement la pierre d'angle d'une future rénovation du mouvement coopératif québécois.

[19]

On aura remarqué le nombre relativement important des enseignements portant l'étiquette de philosophie. Il y avait à cela deux raisons principales. L'une, d'ordre diplomatique : l'École ne voulait pas sembler rompre avec la tradition de la pensée orthodoxe de l'université québécoise ni s'afficher prématurément comme une entreprise « laïcisante ». Plus profondément, il reste qu'une formation intellectuelle digne de ce nom ne peut se structurer solidement qu'en se basant sur des données philosophiques.

Malgré ces préoccupations et ces embûches, l'École fut prête à ouvrir ses portes au début d'octobre 1938. Le premier cours du père Lévesque fut une éloquente leçon d'ouverture et électrisa ses auditeurs. Il était étayé sur trois affirmations clés qui, de plus d'une façon, signalaient ce que devaient être les trois pôles de l'orientation générale de l'École durant ses premières années et longtemps par la suite. « En ce moment, disait le Père Lévesque, nous faisons l'histoire de l'Université Laval. » Affirmation prophétique car, si elle nous situait dans une continuité intellectuelle, elle nous projetait dans le dynamisme d'un avenir que nous avions à construire et dont nous devions nous exalter dès le départ. La seconde affirmation, dans le prolongement de la première, venait en accentuer l'urgence. En effet, prenant le contrepied du titre d'un ouvrage de l'abbé Groulx, le père Lévesque nous parlait avec assurance de « notre maître, l'avenir », aphorisme qui ne voulait que nous inciter à nous mettre incessamment au travail et nous donner confiance dans « des lendemains qui chantent ».

La troisième pensée devait être fréquemment reprise par la suite par le père Lévesque. « La liberté aussi vient de Dieu... » Ce matin-là, s'élançant au-dessus de la large manche blanche de la tunique, pointant vers le crucifix noir qui surplantait la tribune (on songe à une toile de Goya), cette exclamation, tombant dans les oreilles déjeunes pétris par des maîtres qui n'avaient cessé de les galvaniser par le sacro-saint impératif de l'autorité, ne pouvait que dilater l'esprit et le cœur en proposant une boussole nouvelle pour l'orientation de toute une vie.

Qui étaient ces jeunes Québécois du premier cours et des toutes premières années de l'École ? Ils étaient une soixantaine qui se pressaient dans l'amphithéâtre de Droit de la côte Sainte-Famille. Soixante individus disparates venus de tous les coins de l'horizon géographique et intellectuel du Québec : tous des « enfants de la crise ». Des prêtres et des ecclésiastiques, plusieurs femmes, quelques journalistes de toutes allégeances. Tous avaient dû travailler pour « gagner » leurs études et tous devaient continuer à travailler pour les poursuivre en sciences sociales. Les motivations qui les animaient variaient sûrement de l'un à l'autre mais un dénominateur commun étayait leur intention profonde. Quelques années plus tard, un [20] professeur devait, durant plus de vingt ans, soumettre aux étudiants, au début de chaque année, un même questionnaire dont la question principale demandait : « Pour quelles raisons avez-vous choisi les sciences sociales ? » Dans la très grande majorité des cas, d'année en année, les réponses se recoupaient dans une identique affirmation : « pour mieux connaître ma société et pour aider mes compatriotes à améliorer leur sort ». Il serait étonnant que les étudiants de la toute première année n'aient pas été entraînés par un souci identique et par les mêmes ambitions.



« Après le jour de mon ordination, ce premier jour de l'École  
est le plus beau de ma vie... » [Georges-Henri Lévesque]

Aussi bien, il n'est pas sans intérêt de noter que, durant les six ou sept premières années, un bon nombre d'étudiants nous vinrent de juvénats d'ordres religieux ou de grands séminaires : un du noviciat des dominicains de Saint-Hyacinthe, un de chez les trappistes, un du noviciat des pères Blancs d'Afrique, les autres de grands séminaires. Ce phénomène tient sans doute au fait qu'encore à cette époque le jeune homme qui terminait ses études classiques se trouvait dans une sorte de cul-de-sac qui ne lui laissait comme option professionnelle que la médecine, le droit, la vie religieuse, un peu les sciences. Il est aussi pertinent de rappeler un [21] parallélisme encore plus significatif : aux États-Unis, à la seconde génération de sociologues, plus des trois quarts d'entre eux étaient fils de pasteurs... Dans un ordre d'idée parallèle, soulignons aussi que, durant les toutes premières années, un professeur et trois étudiants avaient complété un cours d'agronomie avant de se diriger vers les sciences sociales. Sans le savoir, ils se situaient dans le début d'une « tradition » québécoise : en effet, notre premier sociologue, Léon Gérin, lorsqu'il arriva à Paris, pour poursuivre des études supérieures, s'inscrivit d'abord au Muséum d'Histoire naturelle pour y suivre des cours de botanique et d'histoire naturelle. Le fils d'Antoine Gérin-Lajoie, l'auteur de *Jean Rivard,* ne pouvait oublier son ascendance ni le vœu paternel. Ce n'est que plus tard qu'il découvrit l'École de la Science sociale de Tourville et Demolins. Ne pressentait-il pas aussi une continuité entre la vie à la campagne et la vie sociale en général ?

L'un des premiers étudiants devait écrire, dès la troisième semaine des cours, dans le journal des étudiants, l’*Hebdo-Laval :* « Qu'êtes-vous venus voir dans cette nouvelle École des sciences sociales ? — Un roseau agité par le vent ?... — Mais encore, qu'êtes-vous venus voir ? — Un nouveau « salon où l'on cause » ? Une vague Académie de Platon où l'on discute sans trop savoir de quoi l'on parle ? — Non, et je vous dis en toute sincérité : il s'agit d'une véritable école supérieure qui est promise à de grands destins... »

Il fallait un certain don d'enthousiasme et quelque naïveté pour parler ainsi d'un avenir inconnu. Naïveté surtout si l'on s'arrête au programme des cours dont nous avons esquissé un aperçu sommaire. Naïveté enfin si l'on considère les noms des professeurs qui constituent la première équipe d'enseignants. Parmi ceux-ci, avons-nous rappelé, un certain nombre étaient déjà professeurs de carrière à l'Université Laval ou en des universités européennes. Évoquons en premier lieu l'imposante figure de Charles De Koninck, jeune docteur en philosophie et en théologie arrivé depuis peu de l'Université de Louvain et qui savait communiquer de façon lumineuse les principes de philosophie sociale ; le père Ignatius Eschmann, un Allemand débonnaire venu de l'*Angelicum* de Rome et à qui on avait demandé un enseignement portant à la fois sur la méthodologie et la sociologie générale ; monsieur Paul-Henri Guimont (dont nous aurons à reparler), diplômé de l'Université Harvard et à l'enseignement duquel plusieurs étudiants durent leur orientation en économique ; le notaire Joseph Sirois qui venait de faire partie de la célèbre commission canadienne dite Rowell-Sirois sur les problèmes constitutionnels et qui, de ce fait, était l'homme le plus informé pour nous parler des avatars du droit constitutionnel ; le [22] révérend père Lévesque lui-même qui s'était chargé d'un double enseignement, l'un en philosophie économique, l'autre qui s'intitulait énigmatiquement « Technique de l'action... » À cette litanie, il faut ajouter plusieurs autres noms et d'autres enseignements qui, au cours des cinq premières années, vinrent étayer en le diversifiant l'enseignement de l'École. Le cours de l'incontournable père Papin-Archambault, S.J., sur l'enseignement social de l'Église ; de messieurs Victor Barbeau et Henri-C. Bois en coopération ; de monsieur Benoît Brouillette en géographie humaine ; de monsieur Lionel Roy sur la situation internationale du Canada ; de Me Paul LeBel en histoire des doctrines économiques et de l'abbé Georges Savard en histoire générale. À ces noms s'ajouta, en 1940, celui d'un autre dominicain français, le révérend père Jean-T. Delos, chargé d'un cours de sociologie générale qu'il orientait dans la perspective de l'École française des institutionnalistes : Renard, Hauriou et Duguit.

De cet inventaire elliptique, on peut retenir au moins deux faits d'une signification durable. D'une part, malgré les intentions utopiques du fondateur, l'École, à ses débuts, a plutôt le caractère d'un grand collège que d'une véritable faculté universitaire : la bibliothèque est inexistante ; les étudiants ne sont pas encadrés ni encore moins dirigés par les enseignants ; les cours eux-mêmes ne dépassent pas, en général, le niveau de vagues ou pieuses généralités — bref, l'atmosphère générale laisse les étudiants plutôt passifs et guère disposés à l'initiative personnelle. Par contre, dès les débuts, les influences intellectuelles sont de deux ordres : l'influence européenne et l'influence américaine. Nous verrons que cette double polarisation ne fera que s'amplifier avec les années et sera telle que l'École, plus tard la Faculté, tout en demeurant enracinée dans les problèmes québécois, en cherchera tant l'éclairage que les solutions dans les foyers intellectuels d'Europe pour, finalement, opérer ses propres synthèses originales.

Au-dessus et par-delà ce cheminement s'exerce, répétons-le, l'influence dynamique et toujours discrète du révérend père Lévesque. Influence psychologique, intellectuelle, aussi morale. On ne dira jamais assez que ce qui a essentiellement caractérisé cet homme à tous les niveaux est qu'il fut imbronchablement, de façon subtile ou éclatante, un grand prêtre. Peuvent en témoigner non seulement les étudiants de l'École et de la Faculté mais tous ceux qui ont été en contact avec le père Lévesque durant la suite de son existence. La marque qu'il a imprimée en eux a été une marque sacerdotale. Soit par des conseils discrets, soit par des conversations d'où devait découler le choix de l'orientation de toute une vie, soit par un simple encouragement ou par des mises en garde, le souci primordial de ses propos a incessamment été d'ordre spirituel. Que si l'on cherche en quoi a [23] consisté le « secret » de l'épanouissement de la Faculté des sciences sociales de Laval, c'est là qu'il faut le chercher, dans l'esprit et l'âme de cet homme qui fut d'abord un dominicain : un homme qui avait consacré ses pensées, son action, toute sa vie, à la recherche de la vérité. C'est nantis de ce viatique que les élèves de l'École, plus tard de la Faculté, ont, une fois leurs études terminées, quitté l'institution pour s'engager dans le champ d'activités qu'ils avaient élu pour exercer leurs talents.

Les universités ne vivent pas seulement des paroles qui sortent de la bouche des professeurs, mais aussi des sous qui sortent du gousset de leurs mécènes. L'École des sciences sociales, à ses débuts, vécut financièrement du support de l'Université Laval : entendons du Séminaire de Québec, et aussi de l'aide que lui apportèrent bénévolement quelques amis généreux. Parmi ceux-ci, un nom mérite une mention particulière, d'autant que personne n'en a jamais rien su sauf quelques intimes du père Lévesque. Il s'agit d'un des premiers professeurs dont nous avons déjà parlé : monsieur Paul-Henri Guimont. Celui-ci faisait précocement partie du contingent des jeunes hommes d'affaires prospères de la ville de Québec. Bien qu'il ne fût pas exceptionnellement riche, il sut avec une extrême discrétion combler à point des déficits épisodiques de la jeune institution. À ce titre, il fut un inestimable bras droit du père Lévesque. Grâces lui soient enfin rendues !

À la fin de la troisième année, ce fut le départ du premier groupe de finissants, dans toutes les directions professionnelles. Quelques-uns parmi ces finissants qui pressentaient, confusément ou très vivement pour en avoir discuté avec le père Lévesque, qu'ils pouvaient prévoir un poste de professeur dans l'École, se dirigèrent vers les États-Unis pour poursuivre des études plus avancées : deux vers l'Université Harvard en philosophie sociale et en économique ; un vers Washington, en service social ; un quatrième à Chicago en sociologie. Deux autres devaient, l'année suivante, suivre des voies similaires, l'un vers l'University of Western Ontario, à London ; l'autre, à Toronto, en histoire économique.

Durant l'été qui suivit la première année académique, des ouvriers transformèrent une ancienne maison située tout à l'extrémité de la rue de l'Université, près de la rue des Remparts. C'est dans cette maison rénovée que s'installa l'École dès l'automne. Un local qui sans être vaste offrait, au moins dans un lieu unique, le minimum d'espace dont elle avait besoin : au rez-de-chaussée, une salle des pas perdus et le bureau du directeur, un secrétariat et une salle de réunion ; à l'étage, deux salles de cours ; au second, deux autres salles de cours, une salle de lecture et l'espace d'une bibliothèque à venir.

[24]

À l'automne survint un nouveau contingent d'étudiants. Quelques cours furent ajoutés au programme de la première année. Quelques professeurs nouveaux apparurent. L'École prit lentement un nouveau rythme de croisière. Déjà, c'était la seconde guerre mondiale et le ciel québécois s'était lourdement assombri de l'absence et du silence de la France.

C'est durant ces années que l'Université Laval avait connu une sorte de troisième naissance. Grâce à l'encouragement, quelquefois à l'impulsion directe de son infatigable secrétaire général, Mgr Alphonse-Marie Parent, des institutions nouvelles avaient vu le jour : l'École de pédagogie en 1943, un Institut d'histoire et de géographie en 1946, des archives de folklore qui équivalaient pratiquement à un département d'ethnographie, en 1949.

Ces institutions, en particulier l'École de pédagogie, devaient établir avec l'École des sciences sociales d'étroites relations. Deux événements marquants ponctuent ces années 1942 et 1943 à l'intérieur même de l'École : la mise en marche, en 1942, de *Cahiers* périodiques sur des problèmes sociaux d'actualité locale ou internationale et faisant appel à des collaborateurs internes ou externes ; la venue à l'École, durant deux trimestres consécutifs (automne 1942 et hiver 1943), d'un sociologue de l'Université de Chicago, le professeur Everett C. Hughes, qui donna des enseignements orientés principalement sur l'initiation à la recherche. Au moment de son départ, il publia un des *Cahiers* de l'École sous le titre *Programme de recherches sociales pour le Québec,* qui dessinait à larges traits les principaux champs d'investigation qui pouvaient solliciter le labeur des professeurs de l'École durant les années à venir.

La Faculté du Cap Diamant

L'événement principal, fondateur, eut lieu en 1943. En décembre de cette année, l'Université Laval décréta que l'École devenait une faculté autonome dont le doyen serait évidemment le père Lévesque. Sans savoir qu'il empruntait un modèle américain, le nouveau doyen subdivise la nouvelle faculté en quatre départements : sociologie et morale sociale, économique, relations industrielles, service social (qui devint peu après une École de service social). Le « département » n'a jamais fait partie (du moins jusqu'à une époque récente) de la structure des universités françaises : il est une création institutionnelle de l'université américaine... On nomma comme directeur des études un religieux qui avait été associé à l'École comme professeur en 1942, le franciscain Gonzalve Poulin. Aussi bien, dès cette année-là, on réaménagea le programme des cours en créant une première année d'enseignements obligatoires pour tous les étudiants, un [25] tronc commun que sanctionnerait le baccalauréat en sciences sociales, les deux années suivantes conduisant à une maîtrise étant encadrées par l'un ou l'autre des départements. Ce régime dura jusqu'en 1948, alors que le cours complet de la Faculté, jusqu'en 1952, fut porté à quatre ans, le tronc commun à tous les étudiants demeurant d'une année. Dans le même temps, la Faculté institua un centre de recherches sociales qui, à ses débuts, constitua en quelque sorte le laboratoire d'un enseignement qui se donnait en première année sur les méthodes de recherches sociales. Une première manifestation concrète de ce Centre fut une publication décrivant les problèmes du logement dans la ville de Québec (1944). Quelques années plus tard, en 1946, le Centre mobilisa tous les étudiants de la Faculté en une vaste enquête auprès d'un échantillon de plus de 7 000 familles représentatif de toutes les familles de Québec. Entre temps, chaque année et durant trois ans, les étudiants de première participèrent à une investigation des problèmes sociaux dominants dans trois paroisses défavorisées de la périphérie de la ville. Pour autant, la ville servit de « laboratoire social » aux étudiants de la Faculté. Prophétisme involontaire, ces enquêtes sur les paroisses furent une sorte de chant du cygne dans la mesure où, à peine quelques années plus tard, les paroisses commencèrent à perdre leur intérêt et leur importance et l'institution familiale elle-même, dans Québec comme ailleurs dans la province, commença à s'effriter.

Durant les premières années de leur existence, les départements durent improviser, chacun à sa façon, les programmes de cours, la pédagogie adaptée à ces cours, des formules de séminaires, des bibliographies. Pour tous, le grand problème demeura longtemps celui de la bibliothèque. Jusqu'en 1946, tous les contacts avec la France demeurant inexistants, il fut impossible soit de commander des livres français, soit de s'abonner à des revues françaises. La solution de rechange fut de drainer vers la Faculté, depuis la bibliothèque générale de l'Université, le plus grand nombre possible d'ouvrages se rapportant à nos disciplines. Mais là se posa le délicat problème que l'on devine : il se trouvait que la plupart des œuvres qui nous intéressaient appartenaient à la catégorie d'ouvrages dits « réservés » sinon tout à fait interdits à la lecture générale. C'était le cas de Montesquieu, de Spencer, de Durkheim, et de combien d'autres. En plein milieu du XXe siècle ! Quelle frustration pour ceux d'entre nous qui avions connu la dilatante liberté des universités américaines ! Mais grâce à nos demandes répétées et grâce surtout aux discrètes ou insistantes interventions du doyen, il fut possible de faire diriger chez nous la plupart des ouvrages que nous sollicitions. Ce n'est pas là le moindre des élargissements d'horizon que provoqua la présence de la Faculté des sciences sociales.

[26]

Se posa aussi durant les premières années et longtemps par la suite un problème aussi délicat qu'important : celui de la traduction d'ouvrages ou d'articles de revues américaines. Tous les « jeunes professeurs de carrière » qui avaient étudié aux États-Unis avaient forcément été en contact avec une littérature scientifique en langue américaine (qui n'était souvent pas du meilleur anglais). Un de leurs efforts d'adaptation avait été de s'adapter aux néologismes de cette langue doublement étrangère. Mais il n'était pas question de transformer notre Faculté en institution subrepticement bilingue en farcissant la tête des étudiants d'un sabir franglais qui n'avait déjà que trop cours sous d'autres formes dans notre société. Il n'y avait qu'une solution : traduire nous-mêmes au moins des chapitres de livres ou des articles entiers et les distribuer aux étudiants. Pour autant, la Faculté anticipait de quarante ans les injonctions de la loi 101 et prévoyait les recommandations du Conseil de la langue française...

Il ressort des deux derniers ordres de remarques que les influences qui ont inspiré les enseignements de la Faculté ont été également européennes (éminemment françaises) et américaines. Évoquons quelques noms : Montesquieu, Comte, l'Allemand Max Weber, Durkheim, Raymond Aron, du côté français ; Sumner, W. I. Thomas, Park, Redfield, Wirth, Leontieff, du côté américain. Chaque professeur, selon les cas, visait à dégager les principes éthiques qui éclairaient les prémisses de sa discipline, les fondements empiriques qui en avaient été établis au XIXe siècle, en élargissant sa réflexion aux dimensions des recherches et des hypothèses contemporaines qui ont rajeuni ou réorienté la pensée. Aussi bien, une préoccupation dominante des enseignements de la Faculté, dès les premières années, fut de centrer ceux-ci sur le destin du Québec en dégageant de son passé les traits marquants de ses institutions, des mentalités, des idéologies qui avaient conditionné son évolution... Nous avons déjà fait allusion aux effets de la crise des années trente. L'impact de celle-ci fit ressortir les faiblesses qui, à notre insu, avaient miné certains fondements de notre société que nous avions cru les plus inébranlables. Plus dramatique encore, tandis qu'une industrialisation effrénée avait entraîné une urbanisation massive et une perturbation de la structure des familles, de leurs modes de comportement et de pensée ainsi qu'une altération des mentalités, les idéologies véhiculées par la pensée officielle de l'Église et des pouvoirs politiques persistaient à promulguer des idéaux qui étaient ceux d'une société rurale demeurée de type traditionnel. Un écart sans cesse grandissant comme celui d'une paire de ciseaux qui s'ouvre s'était établi entre l'état réel de la société et les définitions officielles qu'on ne cessait de lui en présenter. Notre société vivait dans une sorte de vide, dans un état que [27] Durkheim avait jadis qualifié d'anomie. Nos enseignements devaient faire prendre conscience de cette évolution, de cet intolérable état de fait, et faire réfléchir sur les moyens les plus aptes à nous acheminer vers le réalisme et le progrès. Ainsi la Faculté, à la fois par sa seule présence et par ses enseignements, fut un catalyseur de transformations intellectuelles et de renouveau social.

Durant les années cinquante, la Faculté s'enrichit du retour des plus brillants élèves de nos premières années qui eux-mêmes étaient allés se perfectionner, principalement dans les universités d'Europe : la Sorbonne, Louvain, la *London School of Economics and Political Science*, Genève. Notre corps professoral se dilata de façon dynamique ; les départements, plus diversifiés, purent s'engager dans une vie communautaire et mieux encadrer leurs étudiants. Bientôt, des ouvrages originaux commencèrent à paraître.

Ce ferment intellectuel ne fut toutefois pas l'effet d'un credo collectif ni d'une « doctrine » qui eût été formulée par les professeurs ou par leur doyen. Ce que l'on a appelé l'« esprit » de la Faculté ne fut pas la conséquence d'un ensemble de préceptes a priori mais plutôt la convergence de pensées individuelles qui cheminaient chacune selon son inspiration dans la plus complète des autonomies. S'il y eut un principe qui détermina un esprit de la Faculté, ce fut celui de la plus entière liberté qui était affirmée à temps et à contretemps par le père Lévesque et dont chaque professeur faisait sa pâture en tout domaine et en toutes circonstances.

Longtemps, on a reproché à la Faculté dans son ensemble ou à ses professeurs individuellement de ne pas s'affirmer davantage dans les débats « nationalistes » de l'époque, depuis la Ligue pour la défense du Canada, le Bloc populaire, les polémiques de l’*Action nationale.* À ceci, il y a une réponse simple et catégorique : nous n'étions pas une école apostolique ni une tribune politique.

D'ailleurs, le concept de nationalisme est chargé de connotations multiples. D'une part, il signifie une intensité du sentiment patriotique. À ce point de vue, notre institution a toujours été franchement et imbronchablement patriotique. À un autre extrême, le terme nationaliste renvoie à une ou des positions idéologiques qui en font un impératif absolu, généralement polémique. C'est en ce sens que le nationalisme canadien-français a davantage été un phénomène montréalais que québécois. Songeons à Louis-Joseph Papineau et à Etienne Parent. Nous avons peut-être inconsciemment cherché à nous situer du côté d'Etienne Parent plutôt que de Louis-Joseph Papineau. Quoi qu'il en soit, nous n'avons jamais été, idéologiquement, solidaires de quelque école de pensée que ce soit — bien [28] que, durant les années soixante-dix, certains de nos professeurs aient été, de leur propre chef, ostensiblement péquistes.

Notre œcuménisme intellectuel fut d'ailleurs perçu avec satisfaction par tous les groupements ou associations qui firent appel à plusieurs professeurs à titre de conférenciers ou de conseillers. La Faculté devint ainsi un réservoir privilégié où, de tous les coins du Québec oriental et même de l'ensemble du Québec, on venait chercher des conseils ou des inspirations. Prenons à témoin, en particulier, les nombreuses « tables rondes » de discussion de Radio-Canada qui se multiplièrent durant les années cinquante et auxquelles furent invités de nombreux professeurs de la Faculté. Ces tables rondes constituaient une tribune où des esprits libres venaient discuter de sujets d'actualité et débrider les plaies plus ou moins visibles de notre société. C'était l'époque du gouvernement Duplessis et Dieu sait que l'on n'avait que l'embarras du choix des sujets de contestation de ce régime qui se faisait une politique d'attitudes antisyndicales, de compressions du système d'enseignement à tous ses niveaux et d'oppressions à toutes les formes de liberté. C'est pourquoi on peut parler de maquis pour définir les quelques groupes ou institutions qui, tels Radio-Canada et la Faculté des sciences sociales de Québec, les syndicats ouvriers et le journal *le Devoir,* ne cessèrent, durant ces années, de dire non à l'agresseur gouvernemental et préparèrent les voies aux libérations de toutes sortes qui éclatèrent dans les années soixante et auxquelles on appliqua l'appellation équivoque de « révolution tranquille ».

Une autre initiative, peut-être la plus importante, qui durant ces années constitua un carrefour de toutes ces contestations et leur donna une voie commune, fut l'Institut canadien des affaires publiques, fondé en 1954. Les conférences annuelles de l'Institut, dont chacune durait une semaine, s'adressaient à un vaste public auquel il étendait la discussion et la réflexion d'un conférencier et de quelques participants choisis. On peut affirmer que cet ICAP fut l'une des principales soupapes de sûreté qui permit l'aération de cette période de notre société qu'un historien français, Henri Marrou, a qualifiée de mérovingienne.

La présence publique de la Faculté ne fut pas seulement orale mais prit la forme d'écrits collectifs. Le premier fut provoqué par la célébration du centenaire de l'Université Laval en 1952. À cette occasion, l'Université avait décidé qu'il conviendrait d'organiser quatre colloques scientifiques qui perpétueraient l'évidence de son progrès. La Faculté se mit sur les rangs pour l'organisation de l'un d'entre eux. Il eut lieu en juin 1952 et porta sur le thème des répercussions sociales de l'industrialisation au Québec. La plupart des communications présentées en séance publique [29] furent par la suite publiées en un volume portant comme titre [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949) [[4]](#footnote-4)dont on a dit qu'il avait marqué un tournant de la recherche sociale au Québec.

Deux ans plus tard, Maurice Lamontagne publia une œuvre qui fit autant sinon davantage sensation, *le Fédéralisme canadien* [[5]](#footnote-5).Ce volume, qui suivait de près l'enquête générale menée par le juge Thomas Tremblay à la demande du gouvernement du Québec sur les problèmes constitutionnels canadiens, proposait un diagnostic solidement documenté des acquis et surtout des déficits de la fédération canadienne après cent ans d'existence. À rencontre de nombreuses études polémiques ou passionnelles sur le sujet, il offrait une analyse des facteurs permettant d'expliquer « pourquoi et comment le Canada a connu une certaine unification politique » et comment « notre pays a évolué en oscillant entre deux pôles d'attraction, le gouvernement central et les gouvernements provinciaux » (Introduction, page 6).

Un autre volume exige une mise au point car il a donné lieu à de regrettables méprises. C'est l'essai collectif intitulé *la Grève de l'amiante.* Même s'il fut publié tardivement, en 1956, il constitue une étude d'ensemble, par de nombreux collaborateurs, dont plusieurs professeurs de la Faculté, sur la célèbre grève des ouvriers de l'amiante en 1949. Il existait alors une petite « fondation », inconnue du grand public et même des universités, composée de trois membres, les professeurs Frank R. Scott, de McGill, Jean-Charles Falardeau, de l'Université Laval, et monsieur Eugène Forsey. Ceux-ci avaient la responsabilité de gérer une dotation mise à leur disposition par une riche personne de l'Ouest dans le but de faire connaître les uns aux autres les Canadiens de langue française et de langue anglaise. Il apparut à la fondation que la grève de l'amiante constituait un sujet volcanique dont les tenants et les aboutissants méritaient d'être connus par le grand public, d'abord celui du Québec. On confia la mise en œuvre d'une série d'études à un responsable qui fut Jean Gérin-Lajoie. Mais on connaît les lenteurs et les délais inévitablement inhérents à ce genre d'entreprise. Quelques années passèrent sans résultat. Avec l'accord des intéressés, on finit par confier la responsabilité de la coordination à Pierre Elliott Trudeau. Celui-ci fit diligence et poussa le zèle jusqu'à rédiger un long chapitre d'introduction qui était rien de moins qu'une récapitulation [30] de l'histoire sociale du Québec depuis le début du siècle. Ce chapitre, remarquable en tous points, assura la cohésion de l'ensemble des études particulières en les situant dans leur contexte global. Si bien que s'accrédita bientôt la légende que l'ensemble de *la Grève de l'amiante* était l'œuvre de Pierre Trudeau et qu'on lui en attribua depuis la paternité complète et exclusive. Il était temps de laisser à César ce qui est à César et de nous rendre ce qui est à nous...

De nombreuses autres publications, plusieurs de haute valeur, se multiplièrent vers cette époque : œuvres d'Yves Martin, de Fernand Dumont, de Gérard Bergeron, de Léon Dion, de Gérard Dion, d'Adélard Tremblay et de quelques autres mais on en parlera plus au long dans les chapitres suivants qui traiteront de chacun des départements de la Faculté. Ainsi, très tôt notre Faculté est devenue une entité plus grande que la somme de ses parties.

Les réunions annuelles de l'ICAP que nous avons évoquées furent aussi pour la Faculté l'occasion de bénéficier de l'enseignement de professeurs français invités. Chaque réunion, en effet, accueillit comme conférencier d'honneur une sommité du monde intellectuel universitaire de France. Chaque fois, nous profitâmes de leur passage au Canada pour les inviter à venir rencontrer nos étudiants pour une ou plusieurs conférences. C'est ainsi qu'au cours des années nous eûmes la faveur de recevoir à la faculté monsieur Beuve-Meury, le réputé directeur du journal *le Monde* de Paris, des professeurs du Collège de France tels que messieurs Paul Muss, François Perroux, Raymond Aron. D'autres vinrent grâce à d'autres conjonctures : les professeurs Georges Gurvitch, Maurice Duverger, Jean Stœtzel, Georges Balandier ou encore Roland Barthes et le directeur de la revue *Esprit,* Albert Béguin, et le poète Pierre Emmanuel.

Le révérend père Lévesque a pu raconter [[6]](#footnote-6) toutes les vilenies et les attaques dont la Faculté a été la cible durant cette décennie. Contre vents et marées, nous demeurions inébranlables. Comme la rue des Remparts à la pointe orientale du Cap Diamant auquel nous étions accrochés. Le Cap Diamant : bastion extrême de la ville de Québec, de l'ensemble du Québec, pourrions-nous dire, que durant plus de vingt ans nous avions défendu avec une inébranlable conviction. Plusieurs d'entre nous avons vu dans cet enracinement géographique un symbole profond, le support de notre mythologie personnelle la plus stimulante. La première Faculté des sciences sociales de Québec a bien été la « Faculté du Cap Diamant ».

[31]

L'exil

Nous disons la première car, aux environs des années soixante, il fallut déménager, comme plusieurs facultés avaient commencé à le faire, à la nouvelle cité universitaire qui, depuis quelques années, s'était installée sur le plateau de Sainte-Foy, à l'ouest de Québec. Peut-être ce déplacement fut-il une entreprise nécessaire par suite de la croissance exponentielle du nombre des étudiants. Durant ses premières années du moins, il prit un caractère catastrophique : construction d'édifices ressemblant davantage à des usines ou à des sièges sociaux d'entreprises commerciales ; bureaucratisation croissante de la structure universitaire ; anonymat kafkaïen des relations entre professeurs et entre départements. La Faculté cessa d'être une entité homogène pour n'être plus qu'un assemblage de départements imperméables les uns aux autres sans dénominateur commun. Sur les remparts, nous avions vécu une vie communautaire, quasi familiale ; à Sainte-Foy, nous devînmes l'équivalent d'une gare de triage. Cette parcellisation fut davantage accentuée dans les années 1965 et les suivantes par l'arrivée massive des premiers étudiants ayant terminé leur cours dans ces institutions qui avaient été la « géniale » création du Rapport Parent : les cégeps ! Nous nous retrouvâmes devant des auditoires de 200 à 300 étudiants de première année. D'où nécessité de comprimer certains enseignements, de multiplier le nombre des assistants de cours, de modifier la forme des examens. Les départements devinrent eux-mêmes de petites usines. Certains prirent l'allure de navettes spatiales, éparpillées dans la galaxie Gutenberg. L'institution dont nous célébrons le cinquantenaire n'est plus une entité homogène mais une nébuleuse dont les astéroïdes voguent chacun dans sa direction. Mais ce n'est là qu'un cas particulier d'un phénomène devenu général. Nous sommes à une époque de remise en question. Les institutions que l'on croyait les plus solidement ancrées s'interrogent sur leurs raisons d'être et sur l'orientation de leur devenir. Notre Faculté n'a rien à craindre : elle a connu des moments de somnolence, voire de quasi-léthargie. Elle est maintenant riche de nouvelles ressources en homme et en idées. Tout l'incite, et en particulier le présent anniversaire, à se donner un nouveau souffle et de nouvelles énergies qui en feront un dynamique laboratoire et un phare comme elle l'était sur le Cap Diamant : le phare du plateau de Sainte-Foy.

Elle peut et elle doit, à compter de maintenant, redonner aux sciences de l'homme la place qui leur revient au-dessus du désarroi actuel des tendances et des idéologies. On ne peut plus les aborder comme on le faisait il y a cinquante ans. Il semble que la meilleure voie pour leur redonner du sens soit de les transcender sous une optique philosophique : circonscrire leurs

[32]



[33]

fondements dans ce qui les constitue en sagesse pour la pensée humaine. Déjà, des pistes sont dessinées : à nous de les élucider et de les élargir.

Jean-Charles FALARDEAU,  
*professeur émérite.*

[34]

[35]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 2

“L’éducation des adultes  
à l’Université Laval.”

Par Eugène BUISSIÈRE

[Retour à la table des matières](#tdm)

L’ÉDUCATION DES ADULTES n'est apparue que tardivement au Québec et c'est par le biais de la coopération qu'elle pénétra à l'Université Laval.

Il est vrai que sa Faculté des arts offrait déjà des cours du soir et des conférences au public de la ville de Québec il y a plus d'un siècle et que sa première École des sciences sociales, une école du soir, créée en 1932 fit de même. C'était, en somme, une forme d'éducation populaire orientée vers la culture générale, mais, comme monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, personne n'aurait songé alors à présenter ces activités sous le vocable d'éducation des adultes.

C'est plutôt du côté de Sainte-Anne-de-la-Pocatière qu'il faut en chercher les premières manifestations. Dès les années trente, des fascicules polycopiés sur l'histoire des Pionniers de Rochdale, sur la doctrine coopérative et sur la technique et les vertus du cercle d'études émanaient de son École d'agriculture et circulaient un peu partout dans la province. Son École des pêcheries devait ensuite normaliser et intensifier ces activités bénévoles de coopérateurs zélés en créant un Service économique et social inspiré des réalisations de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish.

Cette université s'était rendue célèbre par sa promotion des coopératives en milieu ouvrier, particulièrement dans la région minière de Sydney et auprès des pêcheurs du Cap-Breton en Nouvelle-Écosse. Son « Extension Department » offrait un programme élaboré d'éducation des adultes axé [36] sur la coopération qui la faisait apparaître comme La Mecque de la foi coopérative. Des animateurs de mouvements sociaux de tous les coins du Canada et du monde entier y affluaient, pour des stages plus ou moins prolongés, en quête d'inspiration et de connaissances susceptibles de les rendre aptes à entreprendre dans leurs milieux, souvent sous-développés, des programmes similaires à ceux que le Rev. M. M. Coady et le très populaire Father J. J. Thompkins avaient pu réaliser.

Le Service économique et social de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, animé par Alexandre Boudreau formé aux disciplines d'Antigonish, se donna une mission semblable auprès des pêcheurs de la Gaspésie si fortement touchés par la crise économique et victimes depuis fort longtemps de la voracité d'un capitalisme abusif.

Créée presque en même temps, la nouvelle École des sciences sociales de l'Université Laval allait suivre une trajectoire analogue. En plus d'un enseignement conduisant à des grades universitaires, sinon à des professions bien identifiées, elle voulut être un centre vivant de la pensée sociale d'où sortirait une élite capable d'assumer de hautes fonctions dans la société mais aussi de répondre au besoin pressant de rénovation sociale. Son directeur, le révérend père G.-H. Lévesque, dominicain, voulut qu'elle assumât, dès les débuts, des responsabilités vis-à-vis de la nation tout entière. Il visait non seulement à lui fournir des cadres nouveaux, mais aussi à s'en rapprocher par des organismes qu'il sut créer ou développer. C'est ainsi que, avant même d'avoir produit des diplômés, l'École des premiers jours, tout en se voulant pleinement universitaire, commença à exercer une action directe sur le mouvement coopératif qu'elle jugeait capable d'éveiller la population à un sens plus aigu de ses responsabilités et de promouvoir son émancipation économique.

Comme à Antigonish, c'est par cette action extérieure de même, il va sans dire, que par la personnalité exceptionnelle de son directeur que l'École a pu avoir, dès sa naissance, un rayonnement qui dépassa vite les frontières de sa petite circonscription pour se répercuter aussitôt jusqu'à l'étranger.

Cours du soir

Le père Lévesque, déjà bien au fait du mouvement coopératif et voyant en lui « un instrument privilégié de salut pour le peuple canadien-français tellement en retard ou défavorisé sur le plan économique [[7]](#footnote-7) », offrit au [37] grand public, en même temps qu'il les rendait obligatoires à ses étudiants réguliers de première année, un ensemble structuré de cours du soir sur la doctrine, les méthodes d'action et les diverses réalisations coopératives. Leur succès fut immédiat et si complet qu'ils attirèrent plus de deux cents auditeurs.

Le père Lévesque vit peut-être là une indication que le moment était venu de rallier les forces coopératives du Québec. La coopération était partout dans l'air et répondait d'une façon concrète et immédiate au besoin de rénovation sociale si fortement ressenti alors, ainsi qu'aux aspirations des réformateurs sociaux que plusieurs de ses étudiants voulaient être. Elle apparaissait même à certains comme une nouveauté, une découverte venue de l'extérieur, alors qu'existaient depuis longtemps au Québec des coopératives agricoles bien vivantes et bien structurées, des caisses populaires d'épargne et de crédit et des mutuelles d'assurances, véritables associations coopératives mal identifiées comme telles et œuvrant dans le silence sur des voies parallèles sans aucune action concertée.

Pressé d'agir comme beaucoup de ses étudiants qui vivaient avant la lettre leurs années d'impatience, et fort du succès des cours du soir qui avaient permis des contacts fructueux avec les responsables des principales organisations coopératives québécoises, le père Lévesque fonda avec eux, le 2 avril 1939, le Conseil supérieur de la coopération. Il voulait ainsi sortir ces organisations de leur isolement en réunissant leurs dirigeants dans une sorte de comité de sages qui veillerait à l'intégrité de la doctrine héritée des Pionniers de Rochdale, la diffuserait largement par des publications spécialisées et des programmes éducatifs, assurant ainsi la cohésion et

l'unité du mouvement. Il fut élu président, Jean-Marie Martin, professeur à l'École, fut nommé secrétaire et Marie-Louis Beaulieu, également professeur, fut choisi comme conseiller juridique. Dès lors l'École, qui offrait aussi de maintenir un embryon de secrétariat, se trouvait si étroitement liée au Conseil que celui-ci devint en quelque sorte son organe de diffusion extra-muros.

Plusieurs initiatives allaient alterner de l'une à l'autre alors que se constituèrent au fur et à mesure des besoins et des circonstances deux noyaux de services éducatifs, l'un à l'École, chargé des cours du soir, des voyages d'études et de certaines publications, l'autre rattaché au Conseil sous le nom de Service d'éducation populaire, responsable d'un programme de promotion et d'éducation coopératives qui ne tarda pas à déborder ces cadres comme je l'indiquerai plus loin.

Souvent sollicités à l'extérieur par l'intérêt et les espoirs que suscitaient la nouvelle École et le Conseil, certains étudiants acceptaient de participer [38] à de nombreux débats, cercles d'études et causeries organisés alors dans beaucoup de salles paroissiales. Ils y faisaient connaître l'École et avaient parfois la candeur de s'afficher un peu comme les porte-parole et les défenseurs de la doctrine sociale de l'Église. Ils se considéraient déjà comme des *éducateurs d'adultes.* Quelques-uns d'entre eux avaient même été invités à participer chaque matin aux « élévations matutinales », programme radiophonique édifiant dont la désignation nourrissait l'ironie souriante des confrères.

Il est peut-être difficile pour bien des jeunes d'aujourd'hui d'imaginer la foi, les convictions, et en même temps le profond désintéressement personnel qui poussaient plusieurs d'entre nous à développer dans le peuple une prise de conscience éclairée de ses problèmes et le désir d'y apporter des solutions. Notre ardeur à communiquer nos certitudes apparaîtrait certes aujourd'hui comme une forme un peu agaçante de prosélytisme encore nourri d'une bonne dose de candeur, mais la paisible contemplation de la vérité académique reçue nous paraissait bien futile si elle ne pénétrait pas dans les âmes et les institutions. Transformer la société, apporter de nouvelles espérances aux jeunes issus comme nous de la crise des années trente et faire œuvre en profondeur, tel était notre idéal, notre but. À chaque génération ses propres préoccupations et ses propres façons d'y répondre.

Voyages d'études

Au cours des vacances d'été qui suivirent sa première année d'enseignement, l'École organisa, avec la collaboration d'Alexandre Boudreau, un voyage d'études coopératives dans les provinces Maritimes. Elle inaugurait en quelque sorte le tourisme culturel qui est aussi une forme d'éducation des adultes. Voir ailleurs ce que font les autres, s'efforcer de les comprendre pour en tirer des leçons, c'est élargir ses horizons, c'est s'éduquer.

Ce voyage permit aux fidèles des cours du soir sur la coopération et à quelques étudiants de l'École de sentir le climat de ferveur qui émanait d'Antigonish où ils purent assister à des conférences suivies d'échanges fructueux et rencontrer les animateurs de coopératives diverses, y compris les Crédit Unions qu'on nous faisait découvrir sans se rendre compte qu'elles étaient de véritables émanations de nos caisses populaires Desjardins. À cause de barrières qui entourent souvent les « réserves », elles avaient puisé leur inspiration aux États-Unis qui la tenaient de nous. Elles appliquaient intégralement la doctrine des pionniers de Rochdale et c'est ainsi que fut confirmée dans l'université catholique Saint-François-Xavier [39] l'« orthodoxie » du principe de la non-confessionnalité des coopératives, sujet ardemment débattu dans notre province où l'appartenance à des clubs neutres comme le Rotary ou le Kiwanis était déclarée anathème.

Poussant plus loin leurs investigations, les voyageurs se rendirent au Cap-Breton où ils découvrirent un mouvement en pleine effervescence animé par les Acadiens, ces cousins héroïques et chaleureux trop longtemps isolés de nous. Cette île émerveilla par la splendeur de ses paysages et plus encore par la chaleur de l'accueil. Partout les gens du Québec étaient reçus comme appartenant à la même famille. Les salles paroissiales étaient pavoisées comme aux grands jours de fête pour offrir de véritables festins où n'apparaissait jamais à côté des homards la délicieuse morue fraîche : ce mets trop ordinaire pour des invités était invariablement remplacé par le poulet rôti ou la dinde du dimanche. Les voyageurs ont sans doute, comme moi, gardé de ce premier contact avec le peuple acadien un souvenir ému et n'ont jamais dû oublier la leçon de courage et de fierté qu'ils ont tirée de sa fidélité exemplaire à ses origines.

Le voyage se révéla un moyen si agréable de s'éduquer que l'École en organisa deux autres semblables les années suivantes, l'un chez les pêcheurs de la Gaspésie et l'autre au Lac-Saint-Jean. Aux coopérateurs, ces visites apparurent comme un soutien de leurs efforts et, aux lecteurs de la revue *Ensemble* /qui en fit des reportages détaillés, elles apportaient la confirmation des valeurs économiques et sociales exceptionnelles issues de la coopération.

Revue Ensemble !,   
Calendrier Coop, Congrès

La publication de la revue *Ensemble !* avait été l'une des premières initiatives du nouveau Conseil. Elle fut possible grâce à l'étonnante solidarité que le Conseil avait suscitée chez ses membres qui apportèrent une collaboration bénévole et dans certains cas un modeste soutien financier qui permit d'offrir à 1 $ par année l'abonnement à cette revue mensuelle.

L'un des constants soucis de cette revue fut l'ouverture sur l'extérieur et la recherche de secteurs nouveaux à explorer comme les coopératives d'électricité à la campagne avant l'avènement de l'électrification rurale par Hydro-Québec, les coopératives d'habitation en milieu urbain et le vaste réseau des coopératives affiliées à la Co-operative Union of Canada. Elle avait un but strictement éducatif et présentait des études sur des sujets fort variés, par exemple, nos lois coopératives, la tenue des assemblées, le cercle d'études. Elle offrait aussi des rubriques régulières ayant pour [40] titres : Page de la famille, Nouveautés en librairie, Consultations coopératives, et le tout était agrémenté de La Ristourne de la gaieté.

Son tarif d'abonnement n'arrivait pas à combler les déficits et, malgré la réclame auprès des coopérateurs, il fallut recourir à d'autres stratagèmes. C'est alors que fut tentée la publication d'un *calendrier coop.* Avec l'appui des coopératives pour sa diffusion auprès de leurs membres, ce calendrier pouvait à la fois contribuer à renflouer le budget du Conseil et faire œuvre éducative. Il fut annoncé à grand renfort de publicité dans *Ensemble !* au prix alléchant de 25 cents l'unité ou de 20$ le cent. Son grand format, sa présentation en couleurs, ses illustrations différentes pour chaque mois ainsi que ses slogans reçurent la faveur des coopérants et, trois semaines avant Noël, le Conseil avait déjà enregistré des commandes de plus de 8 000 exemplaires, et ce n'était qu'un début.

Évidemment, ce calendrier n'était pas la solution miracle aux déficits chroniques du Conseil à ses débuts, mais il apportait un soulagement temporaire appréciable et surtout il affermissait la présence du Conseil et démontrait sa volonté de vivre tout en répandant un peu partout la doctrine coopérative en capsules.

Les *congrès annuels* du Conseil supérieur de la coopération furent aussi des manifestations de grande portée. Axés sur des thèmes particuliers comme l'Éducation, la Paix, les Mutuelles, etc., ils mettaient toujours l'accent sur l'importance de l'éducation dans toute association coopérative en insistant sur son caractère éminemment social. Il convient de signaler que les rapports de ces congrès constituent une documentation fort importante pour l'histoire de la coopération au Québec. Toutefois, l'une des activités éducatives du Conseil qui attira peut-être davantage l'attention du grand public fut son programme radiophonique « Préparons l'avenir ».

« Préparons l'avenir »

En fondant le Conseil supérieur de la coopération, le père Lévesque n'avait pas ignoré l'université McGill. Son Rural Adult Education Service rattaché au Collège MacDonald était dirigé par un éducateur exceptionnel, Alex Sim, et celui-ci fut désigné pour représenter cette institution au sein du Conseil. Nos contacts avec lui nous avaient fait réaliser l'importance des tribunes radiophoniques des Farm Forums et des Citizens Forums inaugurés avec succès sur le réseau anglais de Radio-Canada. Dans une province où beaucoup restait à inventer, il suffisait d'un peu d'ouverture d'esprit pour trouver, tout près, des idées nouvelles faciles à adopter et à adapter comme celle d'une tribune semblable en langue française.

[41]

En nous appuyant sur le précédent de la C.B.C., il ne fut pas difficile de convaincre Radio-Canada que, avec l'imposant réseau de contacts dont disposait le Conseil supérieur de la coopération, il pourrait atteindre un important auditoire. Le Conseil offrait d'organiser des équipes d'auditeurs formés en cercles d'études et de leur adresser chaque semaine un bulletin d'information sur les sujets à débattre, sachant qu'il pouvait compter sur l'École pour en assurer la rédaction.

La formule suivante fut adoptée : un programme d'une demi-heure à la radio, chaque mercredi en début de soirée, sur des questions économiques et sociales d'actualité, présentées sous forme de discussions à l'intérieur d'un cercle d'études fictif animé par un annonceur de Radio-Canada.

Ce cercle, toujours le même, amorçait la discussion après un bref exposé du sujet par son président qui utilisait un texte préparé par l'équipe des sciences sociales. « Ce soir, annonçait-il, nous allons débattre l'important sujet de... » Puis suivait la discussion, également préparée d'avance et, en fin d'émission, les voix s'atténuaient pour laisser place à l'annonceur. Il invitait alors les équipes d'auditeurs organisées par le Conseil à continuer la discussion dans leurs cercles respectifs et à faire parvenir au poste CBV de Québec un bref rapport de leurs délibérations en utilisant la feuille spéciale du bulletin qui contenait les questions.

Les émissions ne visaient pas à fournir des solutions toutes faites aux problèmes soulevés ; elles avaient pour unique but de poser des questions d'une façon vivante et de laisser aux auditeurs le soin d'y apporter eux-mêmes leurs propres réponses. À l'émission suivante, le responsable du programme présentait en quelques minutes une synthèse des opinions venues d'un peu partout et mettait ainsi en rapport les uns avec les autres des gens de diverses régions tout en créant dans le public un éveil aux problèmes de l'heure. Cette formule avait aussi l'avantage d'initier un grand nombre de personnes à la technique du cercle d'études si largement employée dans les mouvements d'éducation des adultes.

Dès les débuts de l'émission, en janvier 1944, plus de dix mille auditeurs avaient pu être groupés en équipes d'études et Radio-Canada en avait atteint de son côté six mille. Tous les records des Farm Forums et des Citizens Forums avaient été dépassés. Un tel succès n'aurait pas été possible sans l'aide financière de Radio-Canada qui avait permis de recourir aux professeurs de l'École et de constituer une petite équipe pour dépouiller les rapports des cercles d'études, en faire la synthèse et assurer la préparation hebdomadaire du bulletin et son expédition.

Par ailleurs, l'organisation des cercles d'auditeurs fut grandement facilitée par le concours de tous les organismes membres du Conseil et de la [42] Société d'enseignement postscolaire dont il sera question plus loin. Coopératives agricoles, caisses populaires, coopératives de consommation, mutuelles, Union catholique des cultivateurs, cercles des fermières, mouvements d'action catholique, syndicats, trouvèrent dans ce programme une occasion exceptionnelle d'entrer activement dans le champ de l'éducation des adultes.

C'est ainsi que, dès la deuxième année du programme, il fut possible de confier l'organisation des cercles d'auditeurs à la Société d'éducation des adultes du Québec, nouvellement créée, qui se chargea en même temps d'analyser les réponses et d'en faire rapport à la radio. Elle ne put toutefois s'occuper du bulletin qui devint la responsabilité du Service extérieur d'éducation sociale que l'École, promue Faculté, venait d'institutionnaliser en rapatriant chez elle le Service d'éducation populaire du Conseil qu'elle animait.

Comme on le voit, les activités extra-muros de l'École se confondaient souvent dans les débuts avec celles du Conseil puisque les responsables en étaient les mêmes.

Les Cahiers

Parallèlement à cette action éducative à forte saveur coopérative, le père Lévesque estimait important d'étendre le rayonnement de l'École par la publication de cahiers sur les grands problèmes d'actualité.

Les jésuites avaient déjà établi un large réseau d'action sociale par leur École sociale populaire en diffusant des tracts dans les collèges et dans les mouvements de jeunesse qu'elle animait. Elle les nourrissait d'une pensée cléricale entachée d'un nationalisme étroit largement inspiré des idées de l'abbé Lionel Groulx et elle exerçait un quasi-monopole sur ce qu'il était convenu d'appeler la doctrine sociale de l'Église. La nouvelle École des sciences sociales de Québec risquait alors d'apparaître comme une menace à ce monopole et le père Lévesque, dominicain, crut de bonne stratégie d'inviter le plus jésuite des jésuites, le père Papin Archambault, l'âme dirigeante de ce réseau, à donner à son École des cours d'action catholique. C'était là sans doute une concession nécessaire au milieu encore très fermé et très clérical du Québec mais peut-être aussi le prix à payer pour prévenir des rivalités stériles. Il crut alors le moment opportun de publier les *Cahiers de l'École des Sciences sociales.* C'est le père Jean-Thomas Delos, O.P., un sociologue de réputation internationale, qui inaugura la série en présentant un « Témoignage sur la crise actuelle ». Par la suite, les sujets les plus divers furent abordés allant de l'humanisme de l'économie à l'assurance [43] sociale, l'acte confédératif de 1867, la montée du Canada vers l'indépendance, l'hygiène sociale et l'étude et l'enseignement de l'anglais.

Société canadienne d'enseignement postscolaire

Lancer une publication nouvelle est chose relativement facile mais encore faut-il, pour en garantir le succès, prévoir une clientèle stable. Le père Lévesque crut la trouver en s'assurant la collaboration de la Société canadienne d'enseignement postscolaire (la Canadian Association for Adult Education) dont il connaissait les principaux responsables. Cette collaboration engageait l'École sur une voie nouvelle qui allait la conduire plus avant dans le champ proprement dit de l'éducation des adultes.

Fondée en 1935, la Canadian Association for Adult Education réunissait une cinquantaine d'organismes incluant les universités intéressées à l'éducation des adultes. Elle avait son siège à Toronto avec un directeur employé à plein temps et maintenait un semblant de secrétariat français à Ottawa avec l'aide bénévole du professeur Séraphin Marion qu'elle avait nommé éditeur français. Ce secrétariat français était en fait l'œuvre d'un « French Committee » formé par les membres francophones de la CAAE. Ainsi cette dernière prenait-elle davantage figure d'association nationale en représentant le dualisme linguistique et culturel du pays.

Ces débuts encore timides d'une collaboration sincèrement recherchée par l'élément anglophone allaient nous faire prendre plus pleinement conscience que le champ de l'éducation des adultes dépassait largement celui de l'« enseignement postscolaire » auquel la traduction française du nom de la société semblait vouloir le restreindre.

Le Québec avait toute une chaîne d'organisations qui se préoccupaient à leur façon d'éducation populaire comme les mouvements d'action catholique, l'Union catholique des cultivateurs, les cercles des fermières et, dans une certaine mesure, les syndicats ouvriers et les coopératives, mais il n'existait pas d'association d'éducation des adultes comme telle et l'étiquette elle-même lui était étrangère.

L'offre de collaboration provenant d'une institution profondément engagée dans une foule d'activités éducatives comme l'École des sciences sociales de l'Université Laval ne pouvait que fortifier l'action de la Société d'enseignement postscolaire, et le French Committee n'hésita pas à associer son nom à la publication des *Cahiers.* Ce début de collaboration de même que l'éveil d'un grand nombre d'organisations au besoin d'éducation populaire amenèrent cette société, sous l'influence de l'École, à se détacher de la CAAE pour former une association autonome, son but étant [44] d'assurer une plus grande cohésion et une meilleure coordination des mouvements de langue française du pays.

Il parut naturel de choisir l'École comme siège du nouvel organisme et de faire appel à son personnel pour en assumer la direction. Comme la plupart de ces activités étaient menées de front par les mêmes personnes — très peu nombreuses — le temps était venu d'en concentrer la direction en un seul endroit. En 1944, l'École venait d'être érigée en Faculté avec restructuration en départements et c'est alors que fut officialisé son département d'extension sous le nom de Service extérieur d'éducation sociale.

Service extérieur d'éducation sociale

Ce Service allait continuer l'œuvre commencée par les cours du soir, les voyages d'études, les *Cahiers* et son action éducative au sein du Conseil supérieur de la coopération en élargissant l'éventail de ses cours du soir, en inaugurant des cours par correspondance sur la coopération et en tentant des expériences nouvelles comme la tribune radiophonique « Préparons l'avenir » dont j'ai parlé, les sessions intensives et le Camp Laquémac.

Cours du soir et cours par correspondance

Les cours du soir avaient pris une extension considérable et continuaient d'attirer un vaste public. Outre la coopération, ils s'étendaient maintenant à divers aspects de l'économie et de l'administration publique, et la nouvelle École de service social rattachée à la Faculté offrait de son côté des cours du soir sur la famille dont l'administration était confiée au Service extérieur.

L'intérêt suscité par ces cours amena le Service extérieur à organiser des cours par correspondance sur le sujet le plus en vogue : la coopération. Ces cours, très élaborés, dépassaient la simple vulgarisation et conduisaient à un certificat d'études coopératives qui faisait dire avec fierté à certains responsables d'organisations coopératives qui les avaient suivis qu'ils étaient diplômés de la Faculté des sciences sociales. Ils furent publiés en brochures dépassant le plus souvent les cent pages et couvraient les sujets suivants : doctrine coopérative, caisses populaires, coopératives agricoles, coopératives de consommation, organisation et administration financière, législation coopérative, l'éducation coopérative, histoire de la coopération, comptabilité des coopératives agricoles. Leur rédaction a été faite bénévolement grâce à l'esprit d'entraide qui régnait parmi les meilleurs spécialistes [45] du mouvement coopératif et à l'aide de certains professeurs plus particulièrement intéressés à la coopération comme Albert Faucher.

Par contre, leur publication en brochures et tout l'appareil administratif nécessaire pour maintenir des rapports vivants avec ceux qui s'y étaient inscrits et leur faire subir des examens donnant droit au certificat exigeaient un personnel supplémentaire que l'École ne put recruter que grâce au secours financier du Service provincial de l'aide à la jeunesse qui apporta son assistance de bien d'autres façons comme il sera indiqué plus loin.

Ces cours eurent un succès incontestable. Monsieur Maurice Colombain fut le premier à nous adresser ses félicitations depuis Genève où il occupait la direction du Service de la coopération au Bureau international du travail. Cet organisme ayant trouvé refuge à l'Université McGill pendant la guerre, monsieur Colombain l'avait accompagné à Montréal d'où il avait suivi de très près les activités du Conseil et de l'École. Il appréciait particulièrement notre façon simple et concrète de présenter la coopération en mettant en relief ses exigences éducatives et, bien qu'il fût lui-même, avec le Dr Fauquet qui l'avait précédé au B.I.T., notre principale source d'inspiration, il nous demanda l'autorisation d'utiliser ces cours pour une adaptation destinée aux pays en voie de développement où la coopération apparaissait comme un instrument d'éducation et de progrès.

Sans doute a-t-il contribué à les faire connaître, car aux correspondants du Québec et des milieux francophones canadiens vinrent bientôt s'ajouter des recrues d'Europe, d'Amérique latine et même des pays d'Asie où le français avait pénétré.

L'Éducation des adultes, ses origines, sa pédagogie

L'École des sciences sociales avait fait preuve d'un dynamisme peu commun dans sa hâte de sonner l'éveil et de mobiliser le public pour l'étude de ses problèmes. Visant d'abord à préparer ses étudiants pour l'action sociale, elle avait ajouté à son programme régulier de première année un cours sur la doctrine coopérative et un second sur l'éducation sociale populaire, qui me furent confiés.

Comme professeur de coopération au niveau universitaire, je ne crus pas devoir user de méthodes très différentes de celles que j'avais déjà expérimentées et je continuai à éviter le ton magistral. Quand j'inaugurai le cours sur l'éducation des adultes, je ne pouvais puiser dans un corps de doctrine élaboré depuis un siècle comme celui de la coopération. La notion d'éducation des adultes était relativement nouvelle et ne correspondait encore à aucune définition précise, et ses méthodes comme son champ d'action propres restaient vagues et incertains.

[46]

Inaugurer un tel enseignement à l'université me plaçait sur le même pied que certains de mes anciens professeurs qui avaient dû créer un cours nouveau et je me sentis alors devenir fort indulgent à leur endroit. J'apprenais que faire vite et bien n'était pas toujours facile et j'optai pour la méthode du « learning by doing » en associant en quelque sorte les étudiants à mon enseignement. Le cours se faisait avec eux, sans prétention académique, comme une recherche commune qu'il me fallait naturellement amorcer, alimenter et guider. Leurs interrogations m'aidaient à clarifier certains points et plus je les mettais à contribution, plus ils montraient d'intérêt. La réciprocité de nos rapports fut à notre mutuel avantage.

Cette méthode active, d'abord introduite dans les écoles d'avant-garde et qui était courante dans les mouvements d'éducation des adultes, me paraissait convenir parfaitement à des étudiants qui se destinaient à l'action sociale. Une telle démarche me permettait également de dépasser les simples généralités abstraites tout en évitant l'écueil aussi stérile des recettes toutes faites. Les solutions concrètes se trouvent rarement dans les livres ou dans des cours et c'est le fait de la culture de les trouver soi-même.

Pour un universitaire, c'était sans doute un chemin peu habituel pour transmettre le savoir mais déjà l'esprit démocratique qui régnait à l'École permettait cette liberté d'outrepasser le respect des formes et des hiérarchies. Le directeur de l'École n'avait-il pas rendu obligatoire la participation de ses élèves réguliers à un cercle d'études hebdomadaire qu'il animait lui-même ?

Aujourd'hui, cet enseignement occupe une place honorable dans nos universités où il a conquis ses lettres de noblesse sous le nom savant d'andragogie.

Il n'est peut-être pas sans intérêt d'examiner ici brièvement comment est née l'éducation des adultes et sous quelles formes elle s'est d'abord manifestée historiquement. Ce n'est qu'après un assez long cheminement qu'elle a pu atteindre le degré de pénétration dans les esprits et les institutions que nous lui connaissons aujourd'hui et il faut en retracer les origines lointaines au XVIIIe siècle.

Il est intéressant aussi de rappeler que la nécessité d'une « seconde instruction » destinée aux « citoyens de tous âges » a pris naissance avec l'avènement de la démocratie et de la révolution industrielle. Dès 1792, Condorcet préconisait pour la France un programme à triple but : affermissement des connaissances, éducation morale et civique, perfectionnement professionnel. « Consolider les notions acquises, disait-il, développer les principes et les règles de la morale ainsi que la connaissance des lois nationales, donner des lumières sur les découvertes dans les [47] sciences, les expériences, les procédés utiles aux arts, faire en sorte que le bien immédiat qui peut résulter du progrès des sciences ne soit pas exclusivement réservé aux savants et à la jeunesse, enfin montrer à l'homme l'art de s'instruire soi-même », tel était ce programme.

Fort en avance sur son temps, ce programme est resté lettre morte. Il devait cependant prendre corps en Europe, surtout en Angleterre, à la faveur d'un vaste mouvement d'émancipation sociale qui donna naissance en même temps au coopératisme et au syndicalisme. L'histoire de l'éducation des adultes comme celle de la coopération est intimement liée aux conditions sociales et économiques qui prévalaient au milieu du siècle dernier en Europe comme elle le fut ici à Antigonish et au Québec un siècle plus tard. L'influence des Pionniers de Rochdale et des réformateurs sociaux, comme Owen, ne tarda pas à se répandre. Les expériences de vie communautaire de ce dernier valaient surtout comme illustration de sa philosophie sociale qui peut se ramener à trois idées maîtresses s'appliquant aussi bien au mouvement coopératif qu'à l'éducation des adultes : (1°) les hommes s'éduquent entre eux ; (2°) ils sont victimes de leur milieu, c'est à eux de le transformer ; (3°) le milieu peut toujours être amélioré grâce à l'éducation généralisée.

Les classes populaires eurent vite le sentiment que leur infériorité sociale tenait principalement à leur manque d'éducation qui restait le monopole des classes bourgeoises. Les Pionniers de Rochdale eux-mêmes, en inscrivant l'éducation à leur programme, visaient tout autant la formation générale de leurs membres que la formation coopérative. En cela, ils étaient des précurseurs, voire même des révolutionnaires, car l'éducation était le privilège exclusif des riches. Chercher à apprendre, c'était chercher à se hausser à leur niveau : un défi inacceptable.

On trouve un exemple frappant de cette opposition à l'éducation populaire dans un discours que le président de la Société royale d'Angleterre prononça à la Chambre des communes contre un projet de loi destiné à répandre les écoles primaires dans toute l'Angleterre. Je cite :

Quelle que soit la valeur du projet en théorie de donner l'éducation aux classes laborieuses des pauvres, il sera en fait préjudiciable à leur morale et à leur honneur. Il va leur apprendre à mépriser leur sort au lieu d'en faire de bons travailleurs en agriculture ou en tout autre emploi onéreux auxquels ils sont destinés. Au lieu de leur enseigner la subordination, il les rendra rebelles et réfractaires ; il les rendra capables de lire la littérature séditieuse, les livres vicieux et les publications contre le christianisme. Il les rendra insolents envers leurs supérieurs. [48] D'autres affirmèrent avec une franchise tout aussi brutale que la généralisation de l'enseignement priverait les riches de serviteurs.

Comme on le voit, toute société tend à se perpétuer dans le sens de son développement passé et des privilèges acquis et elle y réussit en transmettant par l'éducation sa propre vision de l'existence. Le type d'homme que chaque société se propose de réaliser par l'éducation répond à la notion qu'elle se fait d'elle-même et par conséquent de l'homme lui-même et de ses fonctions. « L'homme que l'éducation veut réaliser en nous, écrit Durkheim, ce n'est pas l'homme tel que la nature l'a fait, mais tel que la société veut qu'il soit. » L'éducation traditionnelle a donc tendance à créer le conformisme pour assurer l'unité du groupe. Ce n'est que parvenu à un certain niveau de progrès matériel que la société est amenée à reconnaître la valeur de la personne et à respecter ses droits. Car un tel progrès impose la différenciation des fonctions et la formation de groupes divers, groupements coopératifs, groupements syndicaux, groupements professionnels, groupements éducatifs, qui sont plus libres des contraintes sociales et des conformismes qui pèsent sur l'ensemble de la société et peuvent lutter contre le conservatisme et l'immobilisme qui paralysent leur développement.

Ainsi, les conditions idéales pour assurer l'éducation des adultes se retrouvent à l'intérieur d'un groupe parce que les aspirations les plus intimes de chacun ne peuvent se réaliser que dans la vie collective et que, d'autre part, seul le groupe peut révéler à l'individu les potentialités souvent ignorées qu'il porte en lui. C'est dans le groupe que se développe la prise de conscience des exigences de la vie collective et de l'œuvre à réaliser en commun et que s'accomplit cette pénétration lente d'une conscience par une autre, qui est une condition essentielle de toute éducation véritable.

C'est cette philosophie et non la course aux diplômes qui a nourri l'action du Service extérieur et qui l'a amené à expérimenter des méthodes nouvelles ouvrant la voie à une pédagogie propre aux adultes. Je vais tenter d'illustrer cette pédagogie par deux exemples concrets de réalisations qui semblent caractériser davantage cette époque de pionniers, mais auparavant il convient de rappeler brièvement le rôle joué à cette époque par le Service provincial de l'aide à la jeunesse, car c'est en grande partie grâce à son soutien financier qu'elles furent rendues possibles.

Service de l'aide à la jeunesse

Le Service de l'aide à la jeunesse a joué un rôle d'une extrême importance pour la formation des jeunes et même des adultes. Créé en 1937 pour [49] administrer diverses ententes fédérales-provinciales, il fut rattaché en 1946 au nouveau ministère du Bien-Être social et de la Jeunesse qui étendait son action en formant une Division des cours d'éducation populaire.

Louis-Philippe Audet en fut nommé le surintendant. Homme affable et compétent, cet ancien éducateur apporta toujours à nos demandes d'aide financière une compréhension bienveillante peu commune en milieu bureaucratique et jamais il ne nous laissa l'impression d'être des quémandeurs importuns. Au contraire, il passait avec nous des heures à examiner dans le détail les projets que nous lui soumettions et nous le sentions animé d'un réel souci de servir sans jamais manifester aucune forme de dirigisme. Uniquement intéressés de part et d'autre à l'éducation, nous étions sur la même longueur d'ondes. Dans son esprit comme dans le nôtre, l'éducation relevait des institutions qui en avaient la charge et le rôle de sa Division lui paraissait être de les soutenir dans leur action.

Grâce à sa collaboration, il fut possible de réaliser une variété étonnante de projets dont les plus répandus furent les « Sessions intensives », le plus élaboré, les Cours par correspondance sur la coopération, et le plus novateur, le Camp Laquémac...

Sessions intensives

Les sessions intensives pouvaient durer de deux à trois jours jusqu'à deux à trois semaines. Elles s'adressaient tantôt à des groupes de personnes d'âges et de milieux divers, tantôt à des groupes plus homogènes de personnes cherchant à se renseigner dans un domaine particulier comme, par exemple, l'organisation des loisirs en milieu urbain ou la gérance des coopératives. La coopération était de beaucoup le sujet le plus en demande à cause du regain d'intérêt suscité par l'action du Conseil supérieur de la coopération.

J'ai encore en mémoire une session intensive de trois semaines sur la coopération organisée en 1943 à la Maison des pères oblats de Sainte-Agathe, dans le nord de Montréal. Les étudiants, au nombre de 35, sans compter les pères de la Maison, étaient de conditions et d'âges très divers et venaient de tous les coins du diocèse de Mont-Laurier. Il y avait des curés, des vicaires, des industriels, des cultivateurs, des ouvriers et des chômeurs. Il y avait des jeunes sans barbe et des plus vieux aux cheveux blancs. Tous avaient le même esprit et le même désir : se renseigner, apprendre, pour trouver un mouvement sauveur.

Pour donner ces cours, on faisait appel, selon les besoins, à l'équipe de la Faculté, au Service de l'économie rurale du ministère de l'Agriculture ou [50] aux spécialistes des grandes centrales coopératives comme la Coopérative fédérée de Québec et la Fédération des caisses populaires Desjardins. La formule utilisée laissait une place importante à la discussion.

Les sujets pouvaient se limiter à la doctrine coopérative et à ses méthodes de diffusion s'il s'agissait de former des animateurs, des propagandistes ou de simples sympathisants. Ils pouvaient également être centrés sur des questions plus techniques telles que la législation coopérative ou les divers aspects de la gérance d'une caisse populaire ou d'une coopérative agricole, par exemple.

Chaque fois que la chose était possible, nous nous efforcions d'appliquer la formule de l'internat qui préserve des distractions de l'extérieur et favorise le choc des idées, cette sorte de « cross fertilization » si chère à nos voisins anglophones que j'ai d'ailleurs expérimentée moi-même jusque dans ses extrêmes limites à leur contact comme je vais maintenant l'indiquer.

Camp Laquémac

Dès l'organisation du Service extérieur, j'avais répondu en ma qualité de directeur à l'invitation d'Alex Sim de participer, au cours de l'été 1943, à une rencontre qu'il souhaitait rendre bilingue et qu'il avait baptisée Camp MacDonald pour signifier que, même destinée à des éducateurs d'adultes, cette rencontre ne prévoyait aucun cours ni conférences et qu'elle se déroulerait dans une atmosphère de détente malgré l'encadrement universitaire du MacDonald Collège à Sainte-Anne-de-Bellevue où il dirigeait le Rural Adult Education Service de l'Université McGill.

Il réunissait là les leaders des communautés agricoles anglophones du Québec avec ce qu'il appelait des « resource persons » pour des échanges libres sans programme bien défini où chacun pouvait aborder les sujets de son choix. On y discutait de l'éducation des adultes, de ses méthodes et de l'utilisation des moyens modernes de diffusion comme le film, la radio et l'imprimé.

Nous étions quelques-uns du Québec francophone à venir nous initier à cette façon peu habituelle de s'éduquer qui offrait davantage l'apparence d'une détente de fin de semaine que d'une session d'études. Une rencontre éducative qui laisse une place relativement effacée aux experts et où les sujets restent à préciser d'heure en heure avait de quoi surprendre des esprits cartésiens habitués à baser des discussions sur des principes éprouvés pour en tirer les déductions d'ordre pratique. Si l'on ajoute à ce désarroi intellectuel les difficultés de langue, on comprendra que nous nous sentions [51] un peu perdus et assez sceptiques face à cette approche nouvelle. Je découvrais, quant à moi, un monde nouveau qui allait assez tôt me devenir familier, mais j'avais encore tout à apprendre de l'art de discourir de nos voisins aussi bien que de leur art culinaire, de leur puritanisme, de leur méfiance du papisme et parfois du mépris plus ou moins conscient que certains d'entre eux éprouvaient presque instinctivement à notre égard.

Ce n'était pas le cas d'Alex Sim. Comme nous tous, il avait hérité des séquelles de la conquête mais il avait eu l'intelligence et le courage de s'en libérer. S'il ne put jamais arriver à se sentir bien à l'aise dans notre langue, il nous a quand même mieux compris que beaucoup d'autres qui avaient opté pour le « Parisian French ». Alex a toujours manifesté un désir sincère de rapprochement dans un parfait esprit de compréhension. Cet esprit, il réussissait, sans paroles, à l'insuffler dans notre groupe en créant une atmosphère de détente et de sympathie qui ressemblait déjà à de l'amitié.

Une fois de retour, en réfléchissant sur cette étrange expérience, je me rendis vite compte que l'ignorance que nous avions depuis si longtemps les uns des autres était à l'origine de bien des malentendus et que le cartésianisme en était peut-être aussi responsable que la pensée inductive. Je découvrais aussi que les contacts humains en profondeur et les échanges de personne à personne sans « tuteur » interposé étaient peut-être plus valables chez des adultes que nos méthodes didactiques traditionnelles. Pourquoi, après tout, le savoir devrait-il rester figé, une fois pour toutes, dans des formules intangibles réservées à quelques privilégiés et ne pourrait-il pas être exposé au voisinage fécond du bon sens populaire ? J'étais mûr pour qu'une nouvelle forme de collaboration porte tous ses fruits, pour construire avec Alex Sim le Camp Laquémac. Le Camp MacDonald n'avait été que la phase expérimentale de recherches sur les méthodes d'éducation des adultes que le Camp Laquémac devait mettre à l'essai d'une façon plus poussée.

On a pu voir que l'idée fondamentale de cette méthode active était le respect pour l'intelligence de chacun et la foi en ses potentialités. S'instruire plutôt qu'instruire aurait pu être notre devise. Nous respections le savoir et nous avions toujours soin de nous entourer de spécialistes, mais nous faisions en sorte qu'ils ne puissent se servir de nos recrues comme de simples réceptacles de connaissances théoriques. Nous voulions rendre le savoir plus facilement assimilable en le faisant absorber par petites becquetées selon l'appétit de chacun.

Une autre idée également importante à notre point de vue était de reproduire une communauté miniature à l'image du Canada avec ses deux [52] langues officielles, ses multiples ethnies et tout ce que cela comporte d'efforts de compréhension pour maintenir l'harmonie et l'unité. Cette communauté devait permettre d'appliquer toutes les méthodes d'animation sociale qui font appel à la responsabilité et à la créativité de chacun, depuis les problèmes d'administration jusqu'à ceux des loisirs.

Laquémac était donc une communauté vivante administrée par les participants eux-mêmes selon les principes de la démocratie. Son nom lui-même était la marque d'un esprit d'œcuménisme avant la lettre puisqu'il associait pour la première fois au Québec une université catholique de langue française à une université protestante de langue anglaise dans une œuvre commune d'éducation : LA, signifiant Laval, QUE, indiquant Québec, et MAC, le Collège MacDonald de l'Université McGill.

Un article signé conjointement par Alex et moi en résume succinctement l'histoire [[8]](#footnote-8) et Paul Lengrand en présente l'essentiel dans une publication polycopiée parue à la suite d'une session de Laquémac. Il avait participé en France à la fondation de Peuple et Culture dont il était le vice-président et il enseignait alors le français à l'Université McGill. Il fut ravi d'accepter notre invitation de participer avec sa femme Lucienne à une session de Laquémac dont le thème devait porter sur la notion de culture vivante. Il était bien préparé pour mesurer les effets d'une doctrine que nous pratiquions sans trop nous soucier de la définir et il trouva à Laquémac l'application concrète des aspirations de son mouvement.

Dans la préface qu'il écrivit pour cette publication, il affirme qu'« une culture vivante est une culture populaire » et, après avoir rappelé qu'« à Laquémac la culture est vivante et populaire », il ajoute :

À Laquémac se trouvent et collaborent des gens de métier, d'inspiration, de race, de nation, de tradition, d'origine sociale et d'objectifs particuliers très différents. Mais par leur diversité même ils représentent la structure riche et multiforme de la nation canadienne comme de toute nation. Tous s'efforcent d'oublier ce qui les sépare pour ne prêter attention qu'à ce qui les unit. Et chacun est étonné de découvrir comme cela est simple. Il suffit de le vouloir. Pendant dix jours, ils travaillent, apprennent et vivent ensemble. En même temps qu'ils s'instruisent et s'enrichissent de l'infinie richesse de chaque destinée, ils font l'expérience et souvent l'apprentissage de la communauté. Par là Laquémac est une date, non seulement dans l'histoire de la culture, mais dans l'histoire d'un peuple.

[53]

Une expérience internationale semblable fut tentée par l'Unesco en Autriche en 1950 à la suite de sa première grande conférence internationale sur 1 éducation des adultes qui s'était également inspirée des idées venues de Québec.

Tel est mon témoignage de pionnier sur le rôle important joué par la Faculté des sciences sociales dans le champ de l'éducation des adultes à ses débuts. L'histoire de ce rôle eut une suite qui déborde le cadre de ce récit Un ancien collègue qui s'est joint à la Faculté en 1947 va la raconter

Eugène Bussière.

[54]

[55]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 3

“Le Service extérieur d'éducation sociale  
et le Centre de culture populaire.”

Par Napoléon LEBLANC

[Retour à la table des matières](#tdm)

DANS SON TEXTE, Eugène Bussière met en relief l'esprit de l'étroite collaboration qui s'est progressivement développée entre la nouvelle Ecole des sciences sociales, politiques et économiques et le Conseil supérieur de la coopération dès sa fondation en 1939. En effet, l'une et l'autre, plutôt que de se disputer leur champ de compétence respectif, conjuguent, sous les formes les plus variées, leurs ressources intellectuelles, scientifiques et financières en vue d'animer une campagne d'éducation des adultes et, particulièrement, de propager l'esprit civique et l'esprit de coopération... afin de promouvoir l'intérêt public et, plus spécialement, de préparer pour l'avenir une génération d'hommes instruits de leurs devoirs et conscients de leurs responsabilités [[9]](#footnote-9).

L'École accède au rang de Faculté des sciences sociales le 1er décembre 1943. La nouvelle faculté entend continuer sa participation à cette campagne et, à cette fin, le Conseil de l'Université, à sa séance du 8 juin 1944, l'autorise à donner suite à son projet de « créer un Service extérieur d'éducation populaire *(Extension department)* qui fusionnera les cours du soir de la faculté, le Service d'éducation sociale populaire du Conseil [56] supérieur de la coopération, le Service social économique de l'École des pêcheries [[10]](#footnote-10) ».

Cependant, pour des raisons techniques, la fusion du Service social économique n'ayant eu lieu, le Service extérieur d'éducation sociale que fonde la Faculté regroupe les cours du soir et le Service d'éducation sociale populaire du Conseil supérieur de la coopération. Du point de vue de la Faculté, ce service, « à proprement parler un nouveau département », est destiné « à diffuser dans le grand public, par les moyens les plus modernes d'enseignement et de communication des idées, les enseignements sociaux donnés à la Faculté même ainsi que les résultats des recherches faites à la Faculté sur des problèmes concrets et actuels... et à répondre ainsi au besoin de notre peuple de recevoir une éducation civique et sociale qui le rende meilleur et plus fort et conscient de la nécessité des réformes sociales [[11]](#footnote-11) ».

Le Service extérieur d'éducation sociale (1944) et son successeur, le Centre de culture populaire (1951), ont-ils bien répondu à la mission qu'on leur avait assignée ? Voilà la question à laquelle nous essaierons de répondre dans le second volet de ce chapitre, en nous limitant à la période 1948-1964. Cette période se présente en deux phases. La première se caractérise par la continuité et le développement, la seconde par l'émergence de besoins et problèmes nouveaux, par des orientations nouvelles et, en fin de compte, par des conditions qui ont amené la fin des activités du Centre de culture populaire, en 1964 [[12]](#footnote-12).

Pour le Service d'éducation sociale, il s'agissait d'abord de préparer et d'offrir des programmes d'étude adaptés aux besoins de la société de l'époque et de s'assurer la collaboration de citoyens et de groupes professionnels, puisqu'il fallait bien identifier et définir les besoins. Ensuite, le Service devait recruter des participants suffisamment motivés et susceptibles d'exercer dans leurs milieux respectifs une action efficace. Ainsi naissait le Service extérieur d'éducation sociale, comme organe d'animation sociale ; il se manifestait comme œuvre de collaboration et de concertation.

Pareil organe d'animation sociale devait nécessairement tenir compte des objectifs et des méthodes de ses participants. Et ainsi s'établirent, en [57] collaboration, les programmes de cours du soir et de cours par correspondance sur la coopération, les sessions intensives d'étude, le camp Laquémac ; et ainsi furent mis en œuvre, à compter de 1948, l'éducation artistique, les cours d'été sur la radio, sur la télévision et, en 1954, la Cinémathèque.

Les cours du soir

On se rappelle que, dès sa fondation, le Service extérieur assumait la responsabilité des cours du soir de la Faculté, composés de quatre secteurs d'étude : économique, administratif, coopératif, familial. Ces deux derniers accueillaient le plus fort contingent des étudiants. La conversion, en 1945, de la section d'étude coopérative en un cours par correspondance sur la coopération entraîna une importante réduction des inscriptions aux cours du soir. L'hétérogénéité des classes rendait l'enseignement difficile ; plusieurs étudiants abandonnaient les cours durant le premier semestre de sorte qu'à l'ouverture du second semestre la classe se trouvait réduite de 50 pour 100, dont une minorité seulement se présentait à l'examen de fin d'année.

Afin de corriger une situation aussi frustrante, le Service extérieur substitua aux sections d'étude existantes des programmes de cours répondant aux besoins spécifiques que lui exprimaient des organisations locales ou communautaires ; et c'est ainsi que, dès 1947-1948, le Service extérieur offrait une nouvelle série de cours : *(a)* pédagogie familiale, organisé avec la collaboration de l'École des parents de la ville de Québec et l'École de pédagogie et d'orientation ; *(b)* urbanisme, avec la collaboration du chapitre de Québec de l'Association canadienne d'urbanisme ; *(c)* les loisirs de la jeunesse, avec la collaboration de la section d'étude sur les loisirs du Conseil central des œuvres de Québec et de l'Œuvre des terrains de jeux de Québec. Ce dernier cours répondait au besoin de formation de moniteurs affectés au fonctionnement des terrains de jeux, des colonies de vacances et des centres provinciaux et, on le verra plus loin, il engageait le Service extérieur à organiser une session intensive d'étude annuelle, de 1947 à 1959.

Le Département des relations industrielles offrait, pour sa part, des cours sur les relations du travail et les divers aspects de la législation : la convention collective, les procédures de négociation, diverses clauses de sécurité, chacune étant étudiée d'après les points de vue moral, sociologique, économique et juridique.

Le Service a donné, en moyenne annuelle, 390 heures de cours, à 210 étudiants, de 1947-1948 à 1952-1953 ; la moyenne n'était plus que de 120 heures, et 470 étudiants, de 1953-1954 à 1958-1959, l'École de pédagogie et [58] d'orientation ayant créé en 1952 un cours d'été et, en 1954, un cours de deux ans préparant au baccalauréat en pédagogie avec spécialisation en éducation physique et récréation.

Les cours par correspondance sur la coopération

En 1951, le Centre de culture populaire, avec la collaboration de l'Union des mutuelles-vie françaises, publiait une quatrième section de cours s'ajoutant aux trois sections des cours sur la coopération. Cette section, consacrée à l'étude de la mutualité comprenait 15 leçons portant sur la doctrine et l'histoire, les aspects techniques et la législation. Ces leçons répondaient à la demande des membres-propagandistes et des représentants des Sociétés fraternelles ; elles s'adressaient également aux coopérateurs intéressés à cette formule d'assurance et à toute personne désirant connaître ces sociétés.

Cette quatrième série portait de 90 à 105 le nombre de leçons des cours par correspondance sur la coopération. L'aspirant au diplôme devait travailler 60 leçons : les 45 premières constituant le tronc commun, plus les 15 leçons de la série de son choix, il devait accomplir avec succès tous les travaux prescrits et subir l'examen final. On estime à 500 les étudiants ainsi inscrits, 120 ayant satisfait aux conditions du diplôme.

Par ailleurs, ils ont été nombreux ceux que les cours par correspondance ont intéressés. Ne visant pas l'obtention d'un diplôme, ces personnes préféraient se limiter à l'étude d'une des quatre sections, la complétant par les 10 leçons consacrées à la doctrine coopérative ou à l'histoire de la coopération. En outre, les cours par correspondance constituaient la documentation de référence pour les représentants du mouvement coopératif aux sessions intensives.

Les sessions intensives

Au cours de cette décennie, le Centre de culture populaire [[13]](#footnote-13) a utilisé davantage la « session intensive ». On trouvait cette formule plus pratique et plus efficace comme moyen de formation et d'enseignement ; plus pratique parce qu'on pouvait en ajuster la durée (de 4 à 10 jours) au gré des participants, et parce que le Service de l'aide à la jeunesse acceptait de subventionner cette forme d'éducation ; plus efficace aussi, car la formule [59] entraînait les étudiants à participer de façon plus active. Cette participation les amenait à découvrir les besoins de leurs propres milieux ; et ainsi ils pouvaient mieux collaborer à la préparation de la session suivante.

Il convient de rappeler ici que le succès des sessions intensives n'eût pas été possible sans la collaboration de plusieurs organismes, nommément : la Coopérative fédérée de Québec, la Fédération des caisses populaires Desjardins, la Fédération régionale des mouvements socio-économiques ruraux (Abitibi), l'Alliance des coopératives de consommation, l'Œuvre des terrains de jeu de Québec, la Confédération otéjiste provinciale, le Service de l'enseignement agricole de Québec. Pareille collaboration exigeait des rapports soutenus entre le personnel du Centre d'éducation populaire et les représentants des organismes intéressés, surtout pour la préparation des sessions d'étude. Ces représentants exerçaient double fonction ou assumaient double responsabilité. Dans un premier moment, ils représentaient leurs institutions auprès du Centre d'éducation populaire et collaboraient à la préparation des programmes et, dans un second moment, ils rendaient compte des résultats de la session d'étude auprès de leurs commettants. Quant au Centre d'éducation populaire lui-même, il devait en outre préparer les programmes, solliciter l'aide financière du Service de l'aide à lajeunesse, faire la publicité et assurer la réalisation des sessions dans les meilleures conditions matérielles et pédagogiques.

Ainsi, le Centre a pu tenir 35 sessions intensives et rassembler 1951 responsables : 1 140 moniteurs et monitrices de loisir, 623 administrateurs de coopératives et 188 animateurs de cercles déjeunes agriculteurs.

Les sessions de formation des moniteurs et monitrices de loisir ont évolué au rythme de la croissance du nombre des terrains de jeux et de la modernisation de leurs équipements. Les terrains de jeux se sont associés en fédérations diocésaines et celles-ci se sont constituées juridiquement, en 1953, sous le nom de Confédération otéjiste provinciale, ayant le mandat « de coordonner les efforts et de faciliter le fonctionnement et le développement des terrains de jeux ». Conscient de la complexité des œuvres de loisir, l'organisme provincial devait insister de plus en plus sur la formation de moniteurs et monitrices.

La Confédération a proposé la tenue de sessions intensives pour les moniteurs, en deux étapes successives. La première année, la Confédération a proposé de tenir simultanément à Saint-Jean, Québec, et à Québec, une session de première année, celle du Centre de culture populaire, et d'instituer une session de deuxième année que celui-ci administrait. Cette session était accessible aux moniteurs qui avaient réussi la session de première année et le stage dans un terrain de jeux. Le Centre leur décernait un certificat.

[60]

Il faut bien remarquer que, désormais, le rôle du représentant du Centre de culture populaire dans la planification des programmes et dans la mise en œuvre des sessions intensives s'amenuise car, en 1955, la Confédération créait sa propre Commission provinciale pour la formation des moniteurs de loisir. Cette Commission était constituée de prêtres responsables des fédérations diocésaines des terrains de jeu, de deux représentants de la Confédération et d'un représentant du Centre de culture populaire. La Confédération devait ensuite modifier sensiblement les programmes de formation, à cause du développement des activités sportives dans les terrains de jeu, de sorte que, en avril 1960, la Confédération, faisant sienne la recommandation de sa Commission provinciale, écrivait au recteur de l'Université : « le temps est arrivé pour la Confédération d'assumer l'entière responsabilité des sessions de formation des moniteurs et des monitrices »... et elle remerciait l'Université Laval qui, par l'entremise du Centre de culture populaire, avait « grandement aidé à la formation des moniteurs ».

Les sessions intensives  
de perfectionnement d'administrateurs de coopératives

Il convient de rappeler ici les objectifs spécifiques recherchés et, le cas échéant, les résultats obtenus, des 17 sessions intensives que le Service extérieur organisait, de 1948 à 1955, à l'intention des personnes travaillant dans les divers secteurs du mouvement coopératif.

Viennent d'abord les trois sessions, de quatre jours chacune, tenues à La Ferme en 1948, 1949 et 1951, avec la collaboration de la Fédération des mouvements sociaux économiques de l'Abitibi. Celle-ci y réunissait 152 participants d'expérience au service de la Régionale de l'Union catholique des cultivateurs, de sociétés coopératives agricoles, de syndicats coopératifs de consommation, de syndicats coopératifs de travail, de chantiers coopératifs et de caisses populaires.

Les sessions commençaient par une revue des problèmes propres à la région, par une analyse de leur incidence sur les entreprises coopératives, et par un exposé de solutions possibles. Bien entendu, les communications soulevaient des discussions, lesquelles préparaient d'autres communications sur l'organisation d'une région rurale comme l'Abitibi, caractérisée par le voisinage d'entreprises forestières et minières, sur le fonctionnement de son marché et sur les facteurs conditionnant plus particulièrement le succès des entreprises coopératives.

Des évaluations de ces sessions par les participants, citons le témoignage suivant : « Ces cessions nous ont fourni l'occasion privilégiée d'étudier [61] notre situation avec la collaboration de professeurs de l'Université. Elles nous ont aidés à accéder à une vue d'ensemble de nos problèmes et surtout d'en identifier les causes tout autant que les moyens dont nous disposons pour les résoudre, nous aidant ainsi à évaluer nos projets de solutions et à les modifier. Enfin, tous reconnaissent que, grâce à ces sessions, ils ont appris à mieux se connaître ainsi que leur région et ses problèmes. »

Des sessions intensives tenues à Québec, trois furent conduites en collaboration avec la Fédération des caisses populaires en 1948, 1950 et 1951, réunissant 147 participants ; trois autres, avec la collaboration de l'Alliance des coopératives de consommation en 1949,1951 et 1952. Celles de 1948 et 1950, organisées avec les caisses populaires, ont duré trois semaines chacune. Cette fois, il s'agissait plutôt de cours spéciaux, pour les employés de caisses populaires, portant sur la doctrine coopérative, la coopération d'épargne et de crédit, la législation coopérative. Le programme réservait une part importante à la comptabilité : principes fondamentaux, pratiques comptables dans les caisses populaires, travaux pratiques.

On remarque, dans les années cinquante, un déclin des sessions intensives dans ces deux secteurs. La Fédération des caisses populaires et l'Alliance des coopératives de consommation, en se développant, tendent à organiser elles-mêmes leurs réunions d'étude, en dehors de l'Université. Aussi, dès 1951, les inscriptions aux sessions intensives commencent-elles à diminuer remarquablement. « Pour le moment, écrivait un correspondant en 1952, les besoins actuels des caisses sont suffisamment satisfaits » ; on en vient à constater que dorénavant les cours devront être d'un plus haut niveau. Puis, après 1952, l'Alliance des coopératives de consommation faisait savoir qu'il serait « opportun de suspendre ces cours... afin d'évaluer les résultats des sessions précédentes et de suivre l'évolution du secteur en vue d'offrir des cours adaptés aux besoins du mouvement ».

La situation paraissait différente dans le secteur agricole. La Coopérative fédérée, avec un réseau de 407 coopératives affiliées, offrait un bassin de recrutement plus vaste. Il convient de remarquer que plus de 50 pour 100 des 647 sociétés coopératives agricoles recensées en 1948 avaient été fondées au cours de la période 1939-1945 dans un contexte de rationnement et de contrôle des prix. Le retour à un marché de plus en plus libre créait des problèmes à la vente des produits agricoles et les gérants de coopératives agricoles devenaient conscients des contraintes du marché et désiraient en connaître les causes, en apprécier les effets sur le fonctionnement de leur entreprise et en informer les sociétaires. Cette conjoncture qui inquiétait la Coopérative fédérée motivait la tenue de sessions intensives pour gérants de coopératives agricoles. Les sessions visaient deux objectifs : on voulait [62] d'abord faire comprendre la dynamique complexe du grand marché agricole et ses rapports avec les coopératives et leur centrale, la Coopérative fédérée ; puis, on voulait initier les participants aux méthodes d'éducation et d'action, en vue d'assurer une communication efficace entre sociétaires, et entre sociétaires et administrateurs.

Le contenu du programme de chacune des huit sessions tenues entre 1948 et 1955 inclusivement était conçu comme une série d'étapes vers l'accomplissement de ce double objectif. À chaque étape, depuis 1949, le programme intégrait les propositions des participants relatives aux sessions futures. C'est ainsi qu'on inscrivait des exposés sur la nature et les fonctions du marché, les caractéristiques du marché des produits agricoles, le contrôle des inventaires, les pratiques administratives, les conditions d'une saine gestion financière, l'économique de la coopération et l'analyse des états financiers.

À la session de 1954, la sixième de la série, on a constaté que quarante gérants avaient déjà participé à plus *qu'une* session intensive depuis 1948, quelques-uns à deux, d'autres à trois et même quatre. Les participants de la session de 1954 ont recommandé la préparation d'un programme qui mettrait davantage l'accent sur les fonctions économiques de la coopérative agricole, sur la notion de profit et sa raison d'être dans la coopérative agricole, sur l'administration et les méthodes d'analyse financière. Conséquemment, dès 1955, le Centre de culture populaire organisait deux sessions d'étude ; l'une s'articulant sur l'ancien programme s'adresserait à un groupe de nouveaux gérants, l'autre s'articulant sur un programme plus avancé et modifié conformément aux vœux des participants de 1954 s'adresserait aux gérants d'expérience. Ce fut un succès. En 1955, 56 pour 100 des gérants, soit 228 sur les 407 coopératives affiliées, avaient participé aux sessions.

L'année suivante, à cause de problèmes graves que la distribution de certains herbicides et fongicides avait causés à des coopératives affiliées, la Coopérative fédérée organisait elle-même une session d'étude, technique dans son contenu, à l'intention de ses gérants. Elle demandait donc au Centre de culture populaire de différer de quelques années la tenue de ses sessions intensives. Plus tard, en 1959, à la suite de changements majeurs dans son entreprise, la Coopérative fédérée faisait savoir qu'elle ne comptait plus la tenue de sessions intensives parmi ses priorités.

À l'automne 1950, le directeur de la section des jeunes agriculteurs (Agriculture-Québec) nous demandait si le service d'éducation populaire de l'Université Laval ne pourrait pas contribuer à la formation démocratique de ses membres (quelque 4000 répartis en 150 cercles), leur enseigner [63] comment s'y prendre pour s'autogérer, au lieu de s'en remettre toujours à l'autorité de leurs agronomes pour convoquer et tenir des réunions, arrêter un plan de travail annuel, et même pour exprimer leurs besoins et définir leurs projets professionnels.

À la suite de plusieurs rencontres, on décida de tenir une session intensive de quatre jours, réunissant des présidents et des secrétaires des cercles d'agriculteurs. Le programme, par son contenu et sa méthode, plaçait les participants en situation d'apprentissage : comment situer la nouvelle agriculture dans la société contemporaine, comment poser les problèmes et comment les discuter en assemblée, comment délibérer et, en fin de compte, comment décider.

Par la suite, le programme de chaque session fut amélioré et ajusté à l'avenant des résultats obtenus : en 1956, 188 directeurs de cercle y participaient. Il faut lire les rapports de leur stage pour en apprécier la valeur. De plus, les agronomes ont dit qu'en 1956 la plupart des participants, les plus influents, y ont trouvé une motivation nouvelle de leur action et qu'ils ont donné un souffle nouveau à l'œuvre des cercles. Peu après d'ailleurs, la section québécoise des jeunes agriculteurs entreprenait de redéfinir ses objectifs.

Le camp Laquémac

Laquémac a tenu 14 sessions annuelles de 1946 à 1959. Révisés d'une session à l'autre, ses programmes annuels s'articulaient à deux questions fondamentales : « Comment développer la fonction de chef parmi des hommes libres, et quelle orientation donner aux programmes d'éducation des adultes pour que ceux-ci aident chaque individu à prendre conscience de ses ressources et de ses responsabilités, à trouver les moyens matériels, intellectuels et moraux dont il a besoin pour s'exprimer [[14]](#footnote-14). » Ces questions sont sous-jacentes au thème directeur du programme de chaque session, qu'il s'agisse de culture vivante, des méthodes de travail et de l'action démocratique, des instruments de la culture de masse, du rôle des organisations bénévoles dans notre système socio-culturel, de la professionnalisation du leadership dans les organisations bénévoles, etc.

Si elles sont choisies pour leur compétence, on s'attend que les personnes ressources aient l'aptitude de relier leurs contributions intellectuelles et scientifiques au thème retenu et aux questions précédentes qui y sont implicites.

[64]

Bon an, mal an, Laquémac accueille une moyenne de 85 participants et participantes, d'horizons culturels variés, venant du Québec, des autres provinces canadiennes et, parfois, d'autres pays. Chaque groupe est représentatif des personnels qui s'identifient à l'un ou l'autre des divers aspects de l'éducation des adultes, qu'ils soient à l'emploi d'organismes privés, de services publics ou parapublics. Nonobstant la diversité de leurs occupations, ces participants se rejoignent dans une volonté commune de communiquer leur expérience personnelle et leurs convictions, d'enrichir leur bagage conceptuel et d'apprendre à utiliser diverses méthodes et de participer à une expérience communautaire inédite [[15]](#footnote-15).

Ainsi se propageait la renommée de Laquémac. En 1949, la Canadian Association for Adult Education lui attribuait le Henry Marshall Award et lui rendait ce témoignage : « Depuis sa fondation, ce programme de formation a eu une influence des plus importantes sur l'éducation des adultes, non seulement dans la province de Québec, d'où venait la majorité des participants, mais aussi dans d'autres provinces, par l'exemple qu'il a donné aussi bien que par ceux qui ont participé à ses sessions [[16]](#footnote-16). »

Deux ans plus tôt, un agriculteur de l'ouest québécois, représentant de l'Union catholique des cultivateurs en avait témoigné en ces termes : « Je m'y suis rendu plutôt par devoir qu'avec enthousiasme. Qu'arriverait-il à un colon parmi tant d'intellectuels ? Dès le premier contact, je fus mis à l'aise. J'ai senti que le rural que j'étais pouvait jouer un rôle dans la société et s'y sentir chez lui. »

Et ce témoignage du Dr Eckart Wessling de Berlin Hermsdorf qui, en 1955, était en voyage d'étude au Canada à titre de boursier de la Canada Foundation. S'étant inscrit à sa session de l'été 1955, il écrivait :

At all the numerous lectures, discussions and social evenings two things particularly impressed me : the well developped techniques of group discussions and the self discipline invariably shown by the participants. More important was the spirit in the camp : the efforts to ensure mutual understanding and tolérance even when opinions differed widely. It was clear that ail the participants had succeeded in transforming their own words and ideas into acts and in creating an atmosphere which could be seen as a model for every social democracy : do democracy.

[65]

Et ce témoignage de deux participants, membres de l'Ontario Junior Farmers Association, pour qui « Camp Laquémac was a rich experience... It is a real place of learning and a place of personal growth in human relations, in the appreciation and understanding of others whose vocation, way of life and thoughts are so different from your own [[17]](#footnote-17)... »

Laquémac tenait en 1957 sa dernière session au lac Chapleau. Depuis plusieurs sessions les participants, en nombre croissant, dénonçaient les installations trop rudimentaires du camp et recommandaient de trouver un endroit plus confortable. Mais le Macdonald Collège s'interrogeait sur la pertinence des activités de son Adult Education Service. Il en confiait l'étude à un comité consultatif et celui-ci recommandait dans son rapport remis en avril 1958, que « la responsabilité du camp Laquémac soit dévolue à d'autres organisations, le plus tôt possible ». Le comité justifiait sa recommandation par le fait que « au départ le camp Macdonald fut créé dans le but de former des leaders ruraux du Québec, mais au cours des années récentes, devenu le camp Laquémac, il a surtout recruté des travailleurs sociaux, des enseignants et des fonctionnaires des divers gouvernements provenant aussi bien des provinces d'Ontario, des Maritimes et de l'Ouest que du Québec ».

Au terme de cette revue des divers programmes du Service extérieur et du Centre d'éducation populaire, il reste à examiner les autres qui ont été mis en œuvre après 1948, soit l'éducation artistique, les cours d'été sur la radio, et la Cinématèque et les publications.

L'éducation artistique

Dès sa fondation, le Service extérieur avait conçu certains programmes d'activités d'inspiration culturelle. C'était une dimension déjà évidente dans les programmes des cours du soir : les loisirs de la jeunesse conçus dans une perspective de récréation physique, intellectuelle et artistique. Il en fut ainsi du Camp Laquémac où l'on attachait une importance aux relations interculturelles et aux ateliers consacrés à l'emploi des arts, de la musique et du chant.

Avec l'engagement de Pierre Boucher en 1948 et sa nomination comme chargé du cours de psychologie collective à la Faculté des sciences sociales, le Service extérieur faisait un pas de plus en inscrivant le théâtre dans ses activités. Pierre Boucher était aussi comédien et, rattaché au Service extérieur, il travaillait à la promotion du bon théâtre à Québec où les [66] comédiens s'éloignaient des pièces à thèse : *l'Abonneux* ou *le Père Pro,* pour s'attaquer à des classiques à la hauteur de leur talent. Pierre et d'autres comédiens fondèrent la Troupe des comédiens de Québec, comptant sur quelques mécènes qui amasseraient et administreraient les fonds nécessaires. La Troupe gagna la sympathie du public mais sans déclencher une avalanche de contributions.

Le directeur de la troupe rédigea, à l'intention de l'Université, un mémoire discutant la place des arts dans un service d'éducation populaire et sociale. Jusqu'ici, écrivait-il, « l'éducation populaire se développe surtout dans le domaine social et par l'enseignement qui vise une meilleure compréhension et une plus juste pratique de la vie sociale, alors que la pratique des arts, le théâtre notamment, vise à décloisonner les groupes et à fournir aux hommes l'occasion de se rencontrer dans des cadres plus larges que ceux de leurs milieux respectifs... » C'était préconiser une approche artistique à l'éducation populaire.

On trouvait la proposition prématurée. À cette époque, l'avènement de la télévision entraînait la concentration des productions dramatiques de Radio-Canada à Montréal et attirait les comédiens de Québec. Pierre Boucher s'établissait à Montréal en 1955.

Les cours d'été sur la radio

En 1948, le Service extérieur inaugurait des cours d'été sur la radio, conçus de façon à répondre à un triple objectif : « contribuer au perfectionnement des connaissances et du savoir-faire des personnels (auteurs, réalisateurs et annonceurs) travaillant dans les différents postes de radiodiffusion ; initier les éducateurs et les animateurs de groupes et de mouvements sociaux aux méthodes d'utilisation de ce puissant moyen d'éducation populaire ; rendre ces diverses catégories professionnelles capables de mesurer l'influence de la radio sur la population ».

Le directeur du Service de l'aide à la jeunesse donnait son appui au projet, ainsi que le président de Radio-Canada. Celui-ci écrivit : « Il y va de notre intérêt. Comptez sur notre collaboration. » Cette collaboration s'est concrétisée dans son autorisation au directeur du Service extérieur de confier la direction de ces cours à monsieur Aurèle Séguin qui, à cette époque, était directeur de Radio-Collège et aussi l'autorisation de recourir à l'aide du poste CBC à Québec, pour les travaux pratiques prévus au programme.

Le programme comprenait un minimum de cours théoriques. L'un traitait de psychologie collective ou de psychologie sociale (1956), l'autre [67] portait sur la radio comme moyen de communication sociale, d'information, et comme véhicule culturel. Les autres cours s'articulaient aux deux sections de travaux pratiques, l'une portant sur le réalisateur, son rôle et les règles de la réalisation d'un programme, littéraire, musical, théâtre, etc., l'autre sur le rôle de l'annonceur : journal parlé, information, interview, reportage.

Le directeur et les professeurs tenaient compte de ce schéma général au moment d'ajuster, d'une session à l'autre, le programme à la lumière de l'expérience acquise et des propositions judicieuses des étudiants, notamment ceux venant des postes privés. C'est dans le but de voir ces derniers plus nombreux qu'en 1951 la durée de la session fut réduite à deux semaines. En 1956, une nouvelle section, la réalisation et la télévision, était ajoutée au programme et la Télévision de Québec, le poste CFCM-TV, rendait ses studios accessibles pour les travaux pratiques des étudiants.

En 15 sessions, de 1948 à 1962, les cours d'été sur la radio et la télévision furent suivis par 319 étudiants, soit une moyenne de 21 par session. C'était le groupe idéal, compte tenu de la capacité d'accueil des studios mis à sa disposition. Chaque groupe comprenait, en proportion variable d'une année à l'autre, des employés de postes privés de radiodiffusion, quelques étudiants d'université, des enseignants du niveau secondaire, des professeurs de collèges classiques. Cependant le nombre des « radiodiffuseurs » importants pendant les premières sessions devenait minoritaire à partir de 1959 ; on ne les retrouvait plus dans la courte liste des inscriptions à une seizième session annuelle.

Ces cours ont fait leur temps : ils ont duré aussi longtemps qu'ils s'avéraient utiles. Entre-temps, ils avaient mérité des éloges et reçu des témoignages encourageants : « Je vous écris pour vous féliciter de votre initiative et vous remercier des résultats appréciables obtenus dans l'amélioration des « sujets » que notre compagnie vous a envoyés » (Radio-Nord Inc., 1948). Et ce témoignage d'un participant gérant d'un poste privé de Montréal qui dit « avoir appris beaucoup plus qu'il ne soupçonnait à son arrivée. Ces cours répondent à un besoin urgent. » Et enfin, le directeur des programmes à la Télévision de Québec, apprenant l'annulation de la seizième session en 1962, dit qu'« il souhaite vivement qu'il soit possible, dans un avenir rapproché, de reprendre ces cours qui ont tellement aidé notre industrie, à venir jusqu'ici ».

La Cinémathèque

Établie en 1954, en vertu d'un accord conclu entre l'Office national du film et l'Université Laval, la Cinémathèque, dont la gestion et l'administration [68] furent confiées au Centre de culture populaire, avait pour fonction de procurer des films de 16mm et des films fixes au personnel enseignant de l'Université et aux institutions d'éducation populaire, de constituer un fichier, etc., bref, de promouvoir l'éducation par la méthode audiovisuelle.

En janvier 1955, Arsène Turcotte, alors secrétaire du Centre de culture populaire, ajoutait à ses responsabilités celle de diriger, à temps partiel, la nouvelle cinémathèque, l'Université lui fournissant l'espace et l'équipement de base requis pour recevoir, classer et ranger les films, et même une salle de visionnement. Puis, en 1956 et 1957, la Cinémathèque concluait des ententes avec l'Institut canadien du film et avec le Service d'information du Royaume-Uni, l'un et l'autre s'engageant à lui fournir des films de langue française.

Le premier catalogue de 700 titres publié en 1958 témoignait déjà de son importance ; et déjà son personnel ne suffisait pas à répondre aux nombreuses demandes provenant de 139 organismes d'éducation populaire, des cinémathèques locales, des ciné-clubs, des institutions d'enseignement, des facultés et écoles universitaires et des sociétés scientifiques. C'est pourquoi l'Université Laval devait, dès 1958, engager une directrice et un certain personnel de soutien, recevant à cette fin une subvention de 3 000$ de l'Office national du film. À la suite de cette réorganisation, et grâce au concours de la Faculté des arts, la Cinémathèque connut une expansion nouvelle en incluant dans sa clientèle les collèges classiques à titre d'abonnés. Enfin, en 1964, la Cinémathèque allait devenir un service annexé à la Bibliothèque de l'Université Laval.

Les publications

La publication des *Cahiers de la Faculté,* responsabilité du Service extérieur, avait cessé à l'hiver de 1948. Le nouveau directeur, le père Gilles-Marie Bélanger, O.P., en fonction de 1950 à 1955, lançait une nouvelle collection, dite Culture populaire, et en 1952-1953 paraissaient neuf brochures [[18]](#footnote-18) d'inégale longueur traitant de questions sociales d'intérêt particulier pour notre milieu.

[69]

La Société canadienne d'enseignement postscolaire [[19]](#footnote-19)

On sait l'étroite collaboration qui existait entre le Service extérieur et la Société canadienne d'enseignement postscolaire depuis septembre 1946. Il convient donc de reprendre ici un aspect de l'action de cette Société depuis la publication du *Répertoire national de l'éducation populaire au Canada français* en novembre 1949.

Le répertoire réunissait, pour la première fois, des renseignements abondants sur quelque 215 associations, groupes, organismes ou services publics considérés comme des intervenants directs ou indirects dans le domaine de l'éducation populaire. Singulièrement réparties, les quatre catégories [[20]](#footnote-20)offrent au lecteur, le plus souvent, la description de leurs objectifs respectifs, et de leurs programmes d'activités, l'identification des membres ou des clientèles, leur source de financement et, le cas échéant, leurs méthodes de travail. En outre, on y prend connaissance des activités éducatives ou de l'aide qu'offrent à des publics déterminés certains ministères ou sociétés publiques tant provinciaux que fédéraux. De plus, ce répertoire, en lui-même un bon document de travail, devait être complété par un second rapport, établi cette fois d'après l'analyse critique des données déjà recueillies et par une vue d'ensemble qualitative du mouvement d'éducation populaire au Canada français.

Dès la parution du répertoire, le conseil d'administration formait un comité de six membres chargé « d'assumer la direction du rapport final de l'enquête » (inventaire).

Au terme de ses premières délibérations en 1950, le comité recommandait de procéder en deux étapes : faire d'abord des analyses sectorielles, entreprendre ensuite l'évaluation globale du mouvement au moyen d'études approfondies des trois principes fondamentaux de l'éducation populaire : le contenu des activités, la méthode, les principes inspirant la pédagogie ; la place de l'éduqué et le rôle de l'éducateur ; et enfin les techniques : bibliothèques, films, radio, cercles d'études, assemblées, etc. De là, le comité proposait au conseil d'administration son projet d'une publication [70] visant à faire mieux connaître les objectifs que poursuit la Société, sa conception de l'éducation des adultes, les projets qu'elle se propose de réaliser à moyen terme. Tirée à 3000 exemplaires, cette publication paraissait en juin 1952 sous le titre *Éducation des adultes au Canada : vue d'ensemble, Essai de définition, Orientation ;* elle répondait aux vœux des 100 participants du congrès national des 13 et 14 mai 1950 ayant pour thème : « les tâches actuelles en éducation populaire ».

C'est ainsi que la Société allait s'engager dans l'organisation de congrès ou de colloques. Elle organisait le colloque de 1953 sur les « organismes publics et organismes privés dans l'éducation populaire » puis, en 1956, un congrès national sur « les institutions d'enseignement et l'éducation des adultes » ; et enfin, en 1958, un congrès sur « l'éducation des adultes et la démocratie ».

Chacune de ces réunions mettait en relation des praticiens de l'éducation des adultes, des professeurs de Laval et d'autres universités, et des éducateurs d'autres niveaux d'enseignement, et les responsables d'associations populaires, ce qui leur permettait de mieux comprendre leurs besoins et leurs rôles respectifs et de s'ouvrir à la spécificité de l'éducation des adultes. Les débats au sujet de l'éducation des adultes débouchent sur le besoin général d'accès à l'éducation et sur la rénovation des méthodes d'enseignement. En 1955, la Société canadienne d'éducation des adultes [[21]](#footnote-21) réussissait à faire accepter le concept d'étudiant-adulte auprès du département de l'Instruction publique, celui-ci autorisant la fusion des programmes des 8 et 9e en un seul programme d'une durée d'une année à l'intention des adultes. Ce n'était qu'un point de départ, bien sûr, mais, de notre point de vue, c'était l'aboutissement concret des rencontres et des congrès antérieurs.

Cette revue des activités du Service extérieur d'éducation sociale et du Centre d'éducation sociale, de 1948 à 1958, et de leur association à celles de la Société canadienne d'éducation des adultes, laisse entrevoir les besoins nouveaux et les changements qui en résulteront au cours de la période 1959-1964.

Besoins nouveaux — orientations nouvelles : 1959-1964

Le calendrier du Centre de culture populaire pendant cette période, plus courte que la précédente mais non moins active, comprend :

[71]

\* la session des cours d'été sur la radio et la télévision ;

\* la supervision des travaux des étudiants inscrits au cours par correspondance sur la coopération et de ceux de quatre groupes (110 étudiants) inscrits à la section d'étude : la mutualité ;

\* des cours du soir : loisirs récréatifs, chant choral, perfectionnement professionnel et cours d'introduction au bien-être social ;

\* la dernière session du camp Laquémac (1957) ;

\* onze sessions intensives ayant pour objet soit la compréhension interculturelle, soit les méthodes d'organisation communautaire, soit le corporatisme professionnel et l'action syndicale, les méthodes de discussion et les procédures des assemblées délibérantes ;

\* la préparation d'un cours par correspondance pour *la Terre de chez nous ;*

\* la collaboration de la Cinémathèque et des collèges classiques.

L'ensemble de ces activités représente 1 265 heures d'enseignement et de travaux pratiques à 2 340 étudiants et participants en 1959-1960, et en 1962-1963.

Plutôt que de faire une rétrospective de ces activités, il vaut mieux examiner brièvement celles qui présagent de nouvelles orientations, telles l'élaboration d'un cours d'initiation au bien-être social et la préparation du cours par correspondance sur l'aménagement régional ou la planification.

Introduction au bien-être social

Ce cours comprend un noyau important d'enseignements relatifs à divers aspects du bien-être social : la philosophie, les conceptions qui inspirent les premières mesures de bien-être, selon les systèmes politiques, l'histoire de la législation sociale en général et de celles du Canada et du Québec. S'y greffent d'autres enseignements portant sur des notions d'économique, la relation de l'économique et du social, le développement psychosocial de la personnalité et traitement des troubles de personnalité, etc.

Élaboré par un comité conjoint de six membres, venant de l'École de service social, du Centre de culture populaire et du ministère du Bien-Être social et de la Jeunesse, ce cours a pour objet de préparer des agents de bien-être social à l'exercice efficace de leur fonction. Il leur est offert gratuitement, le Service de l'aide à la jeunesse assumant les droits d'inscription. Pour en faciliter l'accès aux étudiants, ces cours sont donnés de 16 h à 18 h, les mardi et jeudi, pendant 30 semaines par année. À leur [72] ouverture, en septembre 1960, 54 agents y sont inscrits. Mais ils ne sont que 29 en avril 1961, malgré les efforts des professeurs à adapter raisonnablement leur enseignement à leur niveau de scolarité et d'expérience. On en retrouve 27 en septembre 1961, et Seulement 18 terminent le cycle du cours en avril 1962. Les témoignages d'appréciation de ces diplômés n'ont pas incité à continuer ces cours.

Cours par correspondance pour la Terre de chez nous

À l'été 1962, le directeur de *la Terre de chez nous,* l'organe de l'U.C.C, sollicite la collaboration de professeurs de la Faculté et du Centre de culture populaire à la préparation d'un cours à publier pendant l'année 1962-1963 sous la rubrique « les cours à domicile » de ce journal. L'objet du cours est d'abord « de préciser les idées au sujet de l'aménagement rural qu'on ne saurait discuter sans le placer dans le contexte général de l'aménagement régional ou la planification » et ensuite « de préparer les idées aux développements futurs ».

Tel que convenu, l'élaboration du plan général de ce cours est confiée à un comité formé de trois professeurs de la Faculté, de deux représentants de *la Terre de chez nous* et de l'U.C.C, et du secrétaire du Centre de culture populaire (Yvon Daneau) que le Comité désigne comme rédacteur des 20 leçons.

CONCLUSION

Au terme de cette revue, le lecteur a sans doute l'impression que le Centre de culture populaire est devenu progressivement anémique à comparer aux autres départements de la Faculté. Demandons-nous plutôt si la Faculté pouvait encore se justifier d'offrir un tel service ou, inversement, si la société québécoise avait encore besoin de l'Université pour faire de l'éducation populaire.

Il faut dire, en effet, que le tissu social n'est plus le même en 1962 qu'il était en 1944, ou même en 1958 ; que la société québécoise a d'autres exigences et que l'Université Laval doit en tenir compte. Déjà, les syndicats ont organisé leur propre service d'éducation ; la CSN, pour sa part, a institué son Collège du travail en 1952 et, chaque année, elle y tient une séance d'étude, dont elle assume l'entière responsabilité. Quant aux caisses populaires, elles se donnent, elles aussi, leur instrument d'éducation, l'Institut coopératif Desjardins, inauguré à l'automne 1963. Enfin, en ces [73] années-là, tous les secteurs du mouvement coopératif s'occupent eux-mêmes de la refonte des lois coopératives.

En ces circonstances, l'Université Laval va s'occuper de ce que les autres ne peuvent pas faire. Elle fonde, en mai 1962, à titre provisoire, le Service de l'extension de l'enseignement universitaire « qui assume la responsabilité de toutes les catégories d'étudiants qui n'entrent pas dans la définition de l'étudiant régulier » et, confirmant cette mission de l'Extension, le 29 mai 1963, le Conseil de l'Université précise que, « grâce à cet organisme, l'université pourra ainsi répondre à certains besoins de la société québécoise. Même si l'enseignement dispensé dans les cadres de l'Extension n'est pas toujours de niveau universitaire proprement dit, l'Université Laval a cru de son devoir d'en assumer la responsabilité pour suppléer, du moins pendant un laps de temps, à certaines carences dans l'organisation actuelle de l'enseignement. »

Du côté de la Faculté, après son emménagement au pavillon Pouliot de la Cité universitaire, la population étudiante croît rapidement, et le recrutement de nouveaux professeurs dans tous les départements de même que l'aménagement de la Bibliothèque passent au rang des priorités budgétaires.

Rappelons enfin qu'un rapport d'un comité du ministre de la Jeunesse et de l'Éducation, rendu public en 1964, reconnaissait ces conditions nouvelles et recommandait des changements dans l'échelle des priorités du ministère.

Autant de facteurs qui expliquent l'amenuisement du Centre de culture populaire de l'Université Laval. Au terme de son courageux effort, ne convient-il pas de lui rendre hommage, car c'est un peu grâce à lui si la société québécoise en arrive à se passer de lui. Son animation a rendu possible la rencontre de citoyens qui se sont reconnus capables de penser et d'agir par eux-mêmes, qui se sont réunis pour réveiller chez les autres cette capacité ou, comme dirait Montaigne, pour les sortir de leurs certitudes habituelles et leur apprendre à se remettre en question et à accueillir les autres.

Napoléon LeBlanc.

[74]

[75]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 4

“Le Département de sociologie  
1943-1970.” [[22]](#footnote-22)\*

Par Nicole GAGNON

[Retour à la table des matières](#tdm)

LA SOCIOLOGIE est entrée en force à l'École des sciences sociales, grâce à la venue de deux éminents professeurs étrangers, le dominicain français J.-Thomas Delos (1891-1974) et l'Américain Everett C. Hughes (1897-1983), qui lui ont apporté l'envergure et le prestige du savoir international.

Docteur en droit et spécialiste des relations internationales, le père Delos était titulaire du cours de sociologie générale à l'Université catholique de Lille, où le père Lévesque avait été son élève. C'est l'occupation allemande de 1940 qui permet à celui-ci de le récupérer. De janvier 1941 au [76] printemps 1944, il enseigne donc à Laval la sociologie générale et les relations internationales. En 1944, il publie à Montréal un ouvrage sur *la Nation,* destiné à remettre en place les intempérances du nationalisme.

L'ouvrage du père Delos est une longue critique de l'idée d'État-Nation qui, confondant le culturel avec le politique, aboutit au césaropapisme de la culture. La nation, écrit-il, est la conscience de soi d'un groupe ethnique, tandis que l'État est l'ordre de droit du corps social organisé. La nation forme un milieu culturel génétique, fondé sur les déterminismes et les particularismes historiques de l'ethnicité, alors que l'ordre étatique est fondé sur la nature humaine universelle. L'État est une société, c'est-à-dire une personne morale, libre sujet de droit, mais la nation n'est qu'une communauté de communautés, incapable d'arriver à la personnalité juridique sans prendre un autre nom qu'elle-même. Elle tire alors sa garantie, non du droit, mais de la fidélité des hommes à son idéal de vie historique. Il n'existe donc pas de droits de la nation, mais il y a des droits nationaux, à savoir culturels, parmi les droits de la personne. Il n'y a pas de droit à la particularité pour les groupes ethniques, mais un droit à la manière particulière d'être homme pour les individus.

Le père Delos est un grand professeur magistral, qui « typifie parfaitement l'universitaire classique » et qui a beaucoup d'ascendant sur ses étudiants. Dans son mémoire sur *les Communautés canadiennes-françaises d'autrefois* (1946), Claude Corrivault écrit qu'il s'est « largement inspiré de l'enseignement de ce savant sociologue et professeur » pour éclaircir la notion de communauté. De même, son jeune collègue Jean-Charles Falardeau lui dédie, « en épilogue à de nombreuses discussions sur le sujet », un article sur la stratification sociale, publié dans la *Revue dominicaine* de 1945. Et Léon Dion, qui ne l'a pas connu personnellement, se réfère encore à *la Nation* dans sa thèse de maîtrise sur *les Concepts fondamentaux de la sociologie* ( 1948), pour compléter Tönnies et Durkheim quant à l'opposition communauté/société. La sociologie du père Delos n'apparaît cependant pas comme un mode de connaissance novateur. D'inspiration juridique et axée sur l'institution, elle reste enracinée dans la philosophie du bien commun : la société est une personne morale qui se matérialise dans l'organisation ; la finalité et le bien commun sont la raison d'être des sociétés ; entre la sociologie, qui est science, et la morale, le bien commun joue le rôle d'agent de liaison. Dans sa thèse de maîtrise sur *l'Institution juridique* ( 1953), Fernand Dumont estimera alors, tout en reconnaissant à cette pensée le mérite de la cohérence et de la précision, qu'elle « ne se donnerait qu'abusivement pour une sociologie ». Car l'idée de finalité, écrit-il, doit rester extérieure à l'expérience scientifique ; surtout, cette [77] théorie de l'institution confond « l'ordre de la constatation des faits et celui de l'idéal ».

La pensée du père Delos ne correspond pas à l'exigence positiviste caractéristique de la sociologie québécoise en émergence : l'aptitude à percevoir les faits en dehors des idées reçues — « en deçà de la théologie et au delà des habitudes nationalistes » (Falardeau) — et les idées elles-mêmes comme des faits (Dumont). C'est sans doute pourquoi on a un peu oublié son héritage. D'abord, la formulation de la conception dualiste des sciences sociales, qui, distinguant l'aspect positif de l'aspect normatif, légitime justement le développement d'un savoir positif autonome vis-à-vis l'enseignement moral de la doctrine catholique. Aussi, une influence oblique sur la pensée de Fernand Dumont, dont le projet de thèse est né explicitement d'une confrontation entre « la théorie proprement sociologique de l'institution » — celle de l'École française de sociologie — et la conception juridique de Delos. Plus généralement, on peut relier à celui-ci la place centrale de l'opposition communauté/ société dans la tradition sociologique de Laval. Enfin et surtout, « il fut largement responsable [...] d'une ouverture aux problèmes mondiaux qui constitua une marque de commerce de la Faculté à ses débuts [[23]](#footnote-23) » — et peut-être alors aussi du parti pris antinationaliste des années cinquante.

Outre son manque de positivisme, l'enseignement du père Delos est davantage orienté vers ce qui deviendra la science politique. L'influence d'Everett C. Hughes et de l'École de Chicago sur l'avenir de la réflexion sociologique à Laval est alors, sinon plus fondamentale, du moins plus frappante.

« S'il existe à l'Université de Chicago une école sociologique originale, cela n'est pas sans rapport avec le fait que ces observateurs n'ont pas à chercher bien loin un sujet d'étude [[24]](#footnote-24). » Dès la fondation de l'université (1892), le Département de sociologie avait été orienté vers ce qui allait devenir la marque de commerce de l'École : la recherche empirique, axée sur un objet bien spécifique, la ville même de Chicago. Celle-ci se développait à un rythme effarant ; en 1920, elle compterait quelque 25 pour 100 d'Américains d'origine contre plus de 70 pour 100 d'immigrants ou fils d'immigrants. On comprend alors que, dans cet environnement hautement [78] dynamique, symbole par excellence de la civilisation capitaliste et du *meltingpot,* on ait eu l'idée d'implanter très tôt cette discipline nouvelle qu'était la sociologie et que celle-ci y ait connu une effervescence tout à fait remarquable. Sur la base de l'observation *in vivo* de ce laboratoire extraordinaire qu'était la ville-champignon, et sous le leadership de William I. Thomas puis de Robert E. Park, l'École de Chicago a dominé toute la sociologie américaine jusqu'en 1935. On y a développé une sociologie urbaine et, plus généralement, une sociologie du changement, axée sur la psychosociologie et l'écologie humaine.

En 1923, Cari A. Dawson, diplômé de Chicago, ouvre un département de sociologie à McGill. Il y recrute, en 1927, Everett C. Hughes, issu lui aussi de Chicago et une des futures gloires de l'École. « Des innombrables observations toujours pertinentes » de son maître, Robert Park, Hughes a retenu l'idée que « les « *laboratoires »* humains les plus fascinants pour le chercheur social sont les pays ou les régions où cohabitent des groupes sociaux d'origine ethnique ou culturelle différente [[25]](#footnote-25) ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Park a orienté ce disciple préféré vers McGill, où il pourrait poursuivre les études de minorités et de relations interethniques, un des principaux champs d'intérêt de la sociologie de Chicago. Hughes arrive donc à McGill avec l'intention d'étudier les « ethniques » de Montréal : les Canadiens français, avec lesquels il ne tardera pas, dira Hubert Guindon, à « tomber en amour ». S'inspirant des travaux d'un maître du département voisin à Chicago, l'anthropologue Robert Redfield, il conçoit un vaste plan de recherche pour l'étude des transformations sociales dans la société québécoise : « pratiquer des coupes en profondeur sur des localités dont chacune représenterait un degré croissant de complexité sociale [...] depuis un village « traditionnel « jusqu'à la métropole montréalaise [[26]](#footnote-26) ». Horace Miner, un élève de Redfield, se charge du premier pôle, avec la monographie de Saint-Denis-de-Kamouraska, amorcée en 1936. Et Hughes s'attaque de son côté, en 1937, au point milieu entre le village et la métropole, représenté par la petite ville industrielle de Drummondville. L'année suivante, recruté par la « maison-mère », il retourne à Chicago.

Dès 1939 paraît l'ouvrage de Miner. Jean-Charles Falardeau, alors étudiant à la toute nouvelle École des sciences sociales de Laval, en entend [79] parler par des camarades de McGill : il « avale d'un trait » l'ouvrage et se retrouve conquis par le regard ethnographique. Apprenant la venue de Hughes à Montréal, à l'été 1939, pour retravailler sa monographie, Falardeau cherche à le rencontrer et « cette rencontre fut décisive » : il irait étudier avec Hughes, une fois sa licence terminée. De Chicago, où il arrive à l'automne 1941, il incite le père Lévesque à faire venir son mentor à Laval, où celui-ci sera professeur invité à l'automne 1942, ainsi qu'au début du trimestre d'automne 1943. Hughes enseigne les méthodes de recherche et la sociologie des relations ethniques.

Quels qu'aient pu être le prestige de Chicago et les qualités intellectuelles d'Everett C. Hughes, le trop bref séjour de celui-ci à Laval aurait été par soi insuffisant pour y infléchir l'orientation de la sociologie. C'est par Falardeau que passe cette influence.

Originaire de Québec, Jean-Charles Falardeau a été destiné par sa mère à devenir élève des jésuites. Il se retrouve donc, fin des années 1920, au Collège Sainte-Marie de Montréal, puis à Brébeuf, pour ses études classiques. Ses camarades sont Roger Duhamel, Robert Élie ;son aîné est Saint-Denys Garneau : il appartient presque à cette « communauté d'amis exigeants » qui fondent *la Relève.* Il a reçu la même formation, il partage les mêmes préoccupations culturelles et les mêmes intérêts littéraires. Comme eux, il se voudra l'avant-garde de cette jeunesse intellectuelle de la Crise, marquée par l'espoir et les « activités de renaissance [[27]](#footnote-27) ».

C'est au Séminaire de Québec, toutefois, que Falardeau revient terminer ses années de philosophie ; après quoi, pressé par ses parents d'avoir à gagner sa vie, il s'inscrit en droit. Il n'a pas pour autant renoncé à sa vocation d'intellectuel : il poursuit parallèlement des études de philosophie, il rédige des chroniques culturelles pour l’*Hebdo-Laval,* il fonde avec un groupe d'amis (Jean-Charles Bonenfant, Jean-Louis Gagnon, Luc Lacour-cière...) un cercle littéraire où s'entretient la flamme de la haute culture. À l'ouverture de l'École des sciences sociales, il pressent qu'il y pourra trouver les « nourritures terrestres » où puiser réponses aux grandes interrogations nées de la Crise. Il s'y inscrit dès 1938 et bientôt il renonce à ses études de droit.

Les jeunes intellectuels de *la Relève* ont rompu avec l'engagement nationaliste de leurs aînés, au nom d'une exigence spirituelle supérieure et d'une doctrine « à caractère délibérément plus universel ». Ils sont partis [80] en quête de l'homme intérieur, l'homme de la théologie et de l'expression littéraire. À une même exigence de transcendance et d'universalisme culturel, Jean-Charles Falardeau trouvera réponse dans la quête de l'homme social, dans la révolution scientifique plutôt que spirituelle. Aux idéologies nationalistes enracinées dans une vision mythique du passé, il voudra opposer une nouvelle définition de la société, fondée sur l'observation positive de la réalité contemporaine. C'est cette faculté de regarder autrement et de voir autre chose qui l'a fasciné chez Everett C. Hughes. Ce que lui apporte la sociologie, c'est un nouveau mode de connaissance pour exercer la fonction d'intellectuel.

Le Département de sociologie et de morale sociale,   
1943-1951

À la transformation de l'École des sciences sociales en Faculté autonome ( 1943), un Département de sociologie et de morale sociale est mis sur pied, dont le père Lévesque garde la direction. Des quatre étudiants partis parfaire leur formation à l'étranger et qui sont revenus comme professeurs au début de cette année-là, deux sont destinés à la sociologie : Jean-Charles Falardeau et Maurice Tremblay, lequel a étudié à Harvard. Le premier est responsable des méthodes de recherche, de la sociologie urbaine, de la sociologie rurale et de la sociologie des institutions, dont il sera officiellement titulaire en 1949. Le second, qui deviendra titulaire de philosophie sociale, enseigne aussi l'histoire de la pensée et la théorie politique. Le père Delos est encore en poste ; recruté l'année suivante par l'Ambassade de France au Vatican, il sera remplacé par le père Poulin, directeur de l'École de service social, comme titulaire du cours de sociologie générale en première année. Un autre dominicain, le père Gilles-Marie Bélanger, rejoint alors provisoirement les rangs du corps professoral de sociologie ; en plus de remplir la fonction de secrétaire de la Faculté, il est chargé d'un cours sur le milieu rural et titulaire d'un enseignement sur la doctrine sociale de l'Église.

Défini comme disciplinaire pour les deux tiers, le programme des étudiants de sociologie comprend en outre des cours de droit, d'économique, d'histoire, de géographie humaine, assumés par des professeurs des autres départements ou des chargés de cours d'une autre Faculté ou de l'extérieur. On fait aussi appel aux chargés de cours pour des enseignements complémentaires dans la partie disciplinaire, tels des cours d'anthropologie et de folklore donnés par Marius Barbeau et Luc Lacourcière. De même, Pierre Boucher, un diplômé de la première promotion qui fera carrière dans le [81] théâtre, enseigne la psychologie sociale, domaine où il s'est spécialisé dans le cadre de sa thèse de licence, une *Introduction à une étude de la foule* (1946). Quant aux cours de philosophie et de morale sociale, qui comptent pour près de 15 pour 100 du programme, ils sont communs à tous les étudiants de la Faculté et concentrés, comme ceux de statistiques, en première année.

Le nom officiel du Département est donc en porte à faux : la morale sociale n'est pas destinée spécifiquement aux étudiants de sociologie ni les cours donnés principalement par les professeurs de ce département. La désignation officielle n'est d'ailleurs pas utilisée dans les documents à usage interne, où il est question de Département de sociologie tout court. L'étiquette, basée sur l'enseignement du père Delos, est là d'abord pour donner une couleur d'orthodoxie à la Faculté. Plus fondamentalement, elle sert aussi à marquer la rupture avec l'acception courante du terme « sociologie », facilement considéré comme synonyme de « doctrine sociale catholique ». L’*Annuaire* de la Faculté précise alors : « En plus d'enseigner et de commenter les principes qui seuls permettent d'expliquer et d'ordonner la vie sociale, le département reconnaît qu'il y a non seulement place mais nécessité, au-dessous de la philosophie sociale qui lui sert de guide, pour une science positive de la société à laquelle nous réservons le nom de sociologie. » Cette conception « dualiste » des sciences sociales, qui distingue nettement entre aspect normatif (« doctrine sociale ») et science positive (« sociologie »), permet de moduler la définition de leurs rapports, selon les nécessités stratégiques de la conjoncture ou du public : « Alors que le père Lévesque affirme devant les autorités de l'Université le primat du normatif, il déclare la même année devant la Canadian Political Science Association qu'« en tant que sociologue, l'étudiant ne s'attache qu'à une chose : constater objectivement, sèchement les faits tels qu'ils sont, en faisant abstraction de ce que par ailleurs la philosophie a pu lui apprendre à penser » [[28]](#footnote-28). »

L'étiquette dit pourtant, en un sens, la vérité. Car les thèses d'étudiants à l'époque, tout en attestant une capacité à se mouvoir à l'aise dans le mode de pensée positif, ne font pas abstraction, lorsque le sujet s'y prête, de considérations morales ou de convictions religieuses orthodoxes. Celle de Léon Dion est exemplaire à cet égard. « Les remarques que nous ferons au cours de notre thèse, écrit-il en introduction, seront, en général, conformes aux exigences de la sociologie, science positive. » Ce qui ne l'empêche pas [82] d'adresser à Tönnies une critique, d'abord sociologique, puis morale, ou de noter en bas de page : « Cette idée douteuse [que la religion tend de plus en plus à s'assimiler à la science] est due au fait que Tönnies n'a jamais pu pénétrer intimement le sentiment religieux et qu'il n'a vu que la façade extérieure de la religion chrétienne. » (P. 20.) Et contre Durkheim : « Est-ce que l'observation de la réalité nous permet de justifier notre « petit frisson » contre le matérialisme à nous qui sommes de bons spiritualistes ? » (P. 65.) Aux trois auteurs qu'il critique, Dion reproche au bout du compte d'avoir négligé les rapports d'opposition pour ne s'arrêter qu'aux formes de solidarité — ce qui augure bien pour un futur politologue... — mais plus fondamentalement, d'avoir abordé les deux modes de socialité comme deux formes historiques successives, critique grosse de portée pour le « sociologue chrétien ». Celui-ci, conclut la thèse, « a maintenant la grande joie de constater que les conclusions de sa science peuvent servir à des fins surnaturelles. [...] Si [la notion de communauté] doit aux préoccupations religieuses d'avoir été introduite si tôt en sociologie et si elle contribue à conserver l'Unité de l'Église, cela ne l'empêche pas d'être un des deux grands concepts fondamentaux de la sociologie. Au contraire, c'est bien plutôt un argument contre ceux qui prétendent que les formations communautaires disparaissent graduellement. » (P. 100.)

Articulée en quatre départements d'enseignement, la nouvelle Faculté retrouve son unité de fait dans une structure de recherche commune, dont le père Poulin assume la direction, avec Jean-Charles Falardeau comme bras droit et principal maître d'œuvre des premiers grands projets. Au départ, la contribution du Service social au Département de recherches semble prédominer : une des premières réalisations de celui-ci est une étude sur *le Logement à Québec* (1944), par le père Poulin, Roger Marier (aussi de Service social) et Falardeau. C'est encore de Service social que provient l'initiative d'une enquête sur l'évolution, entre 1939 et 1944, des conditions de vie des familles de Québec, dont les données sont recueillies au printemps 1945, principalement par les étudiants de ce département. L'assistant-directeur n'en considère pas moins le Département de recherches « comme une sorte d'extension du Département de sociologie [[29]](#footnote-29) ». C'est que, contrairement aux autres sciences sociales — et surtout le Service social, avec lequel elle s'apparente alors le plus — la sociologie n'apparaît pas d'emblée comme quelque chose de très pratique. « Le nœud du [83] problème est [qu'elle] n'est, de soi, orientée vers aucune occupation exclusive et bien déterminée », lit-on dans l’*Annuaire* de la Faculté. Dans la ligne de l'enseignement reçu à Chicago, Falardeau entend alors faire de la recherche la pratique propre de la sociologie. « La recherche, la recherche, toujours la recherche », tel fut donc le « triple mot d'ordre » de ces années des commencements.

Sachant que le père Lévesque comptait sur lui pour implanter à Laval l'enseignement de la sociologie positive, Falardeau était parti pour Chicago dans l'état d'esprit d'un chargé de mission. Déjà « alerté » par ses lectures de Miner et de Léon Gérin, ainsi que par ses contacts avec Hughes, il avait une conception très empiriste de sa discipline : l'avenir de la sociologie n'était pas du côté des théories de la communauté ou de la nation (Delos), mais bien plutôt dans l'observation de la réalité. Tout en s'imbibant des notions et perspectives développées à Chicago, il avait employé ses deux années d'étude à jeter les bases d'une sociographie du Canada français. Avec Robert Redfield, le théoricien de *la folk society,* il avait entrepris une étude comparée de l'institution paroissiale en France, sous l'Ancien Régime, et au Québec ; « avec Warner, une exploration des strates socio-économiques de l'univers québécois ; avec Wirth, une analyse de la morphologie de la ville de Québec ; avec Burgess, une esquisse d'étude à effectuer sur nos structures familiales ». Et, dès son retour, Everett Hughes lui confiait la tâche de réaliser le *Programme de recherche sociale pour le Québec* qu'il laissait en cadeau d'adieu à la jeune institution où il avait été professeur invité l'année précédente.

*Le Programme de recherche...* de Hughes est axé sur la famille et la paroisse, institutions « les plus importantes de l'histoire du peuple canadien-français ». S'il est vrai que le « motif central » de la recherche est donné par les problèmes sociaux urgents, il reste que les problèmes fondamentaux sont les mêmes pour toutes les sociétés ; il faut donc mettre l'accent sur les institutions caractéristiques d'une culture et analyser les problèmes « dans leur cadre propre », « comme parties d'un ensemble vivant », selon le postulat fonctionnaliste des anthropologues de « l'unité organique de la société » : « [...] toutes recherches sociales qui se désintéresseraient ou ne tiendraient pas suffisamment compte de ces relations fonctionnelles manqueraient inévitablement leur but ». Ces principes posés, Hughes pointe de façon précise les recherches à entreprendre. Pour la famille : étude de la composition des ménages, du cycle familial, des conditions dans lesquelles les enfants quittent le ménage, des usages familiaux en matière de propriété et d'héritage... Il faudra effectuer des monographies de paroisses pour l'étude des problèmes des milieux défavorisés : délinquance, loisirs, logement, [84] etc., de même que pour les questions de culture, telles que « le rôle de la musique dans la vie d'un peuple ». On pourra aussi étendre la perspective fonctionnaliste à l'étude du « métabolisme interne » des villes elles-mêmes, genre de recherches qui, aux États-Unis, « doivent être rangées parmi les plus utiles ». Hughes invitait ainsi Falardeau à faire de la ville de Québec un premier laboratoire de recherche et d'enseignement pour une sociologie québécoise encore à naître. Autant que possible, précisait-il dans un document pédagogique, il faut faire faire aux étudiants des travaux reliés à la paroisse ouvrière de Saint-Sauveur.

Tel l'illustre précurseur de la sociologie québécoise, Léon Gérin (1863-1951), Falardeau s'est mis au travail « comme un artisan fidèle et imaginatif [[30]](#footnote-30) ». *Le programme de recherche...* « n'a pas été exécuté à la lettre, tel qu'il avait été conçu », écrira-t-il plus tard ; il fut toutefois une « source d'inspiration globale pour les premiers efforts [[31]](#footnote-31) ». Il n'en est peut-être pas sorti un nouvel « habitant de Saint-Justin » (Gérin) ou un second « Cantonville » (Hughes), mais plusieurs thèses d'étudiants, des articles dispersés et des travaux inédits.

Pendant près de dix ans les étudiants de la Faculté des sciences sociales de Laval seront donc initiés aux techniques de recherches par la préparation de monographies portant sur la ville de Québec. Un à un les différents quartiers de Québec seront l'objet de monographies plus ou moins poussées où seront analysés les phénomènes de concentration et de ségrégation. Falardeau lui-même fera plusieurs essais sur la transformation globale de la ville de Québec, entre autres une excellente monographie de la transformation de la rue Saint-Louis et de la Grande-Allée, qui illustrait de façon presque parfaite les hypothèses de l'écologie urbaine de Chicago. De 1946 à 1952, Falardeau a accumulé plus d'articles et plus de textes non publiés portant sur la ville que tout autre sociologue québécois qui devait le suivre jusqu'à nos jours [[32]](#footnote-32).

Vu qu'il rapporte ces faits dans le cadre d'un bilan sur la sociologie urbaine, Gérald Fortin passe sous silence les travaux sur la famille, d'importance comparable, et les « réflexions sur nos classes sociales », que [85] Falardeau poursuivra tout au long de sa carrière et dès 1942. Il laisse également de côté l'étude du milieu rural, de moindre ampleur mais qui n'a pas pour autant été négligée. Les étudiants qui sont initiés à l'art de faire de la recherche « avec ses pieds » sont envoyés dans les villages de la région de Québec aussi bien que dans les quartiers de la ville. Et, en 1949, paraît dans la *Revue de l'Université Laval* un article de méthode sur « L'analyse des communautés rurales », dont une version plus sommaire date de 1944. Falardeau y compare la méthode monographique de Gérin à celle de la nouvelle anthropologie fonctionnaliste américaine.

Fortin attribue à l'absence de revues scientifiques le fait que la production sociologique des années quarante soit restée inconnue, sauf des étudiants du temps. Il y a une raison plus profonde. Falardeau considérait la recherche comme « la condition essentielle de toute vie intellectuelle » ; il n'avait pas tant l'intention — tel que l'avait prophétisé à Gérin son maître français Demolins — d'« écrire un livre qui allait étonner ses compatriotes » que de diffuser une culture scientifique pour la formation d'une nouvelle intelligentsia. Comme il y insistera à plus d'une reprise, ce sont les étudiants qui furent sa « raison d'être ». La recherche empirique pratiquée au Département de sociologie des années quarante était ainsi d'abord et avant tout une pédagogie du regard sociologique : « Je me souviens que je fis de longues promenades dans le quartier Saint-Sauveur, notant mes observations sur l'architecture des maisons, l'organisation des rues, les conversations entendues dans les petits magasins, les personnes rencontrées, leurs vêtements, leurs allures extérieures. Je fis aussi à cette occasion mes premières entrevues, armé d'une grille que je trouvais bien fragile mais qui s'avérait efficace [[33]](#footnote-33). »

Guy Rocher, qui rapporte ces souvenirs, avoue avoir été étonné qu'on lui ait présenté « une discipline d'observation aussi détachée que possible de toute intention d'intervention sociale [[34]](#footnote-34)*»*. De surcroît, les étudiants de l'époque étaient « sceptiques et même critiques » à l'endroit de cette pédagogie de la recherche au ras du sol, « croyant que la sociologie se trouvait beaucoup mieux dans les livres que dans l'observation empirique, [86] dans les statistiques que dans la monographie ». À ce moment-là, précise-t-il, nous n'avons sans doute pas « apprécié à sa juste valeur l'expérience de recherche que Jean-Charles Falardeau nous faisait vivre [[35]](#footnote-35) ».

Que l'étudiant Rocher apprécie mal l'apprentissage du regard ethnographique, c'est peut-être attribuable au fait qu'il est venu à la sociologie pour y chercher réponse à des problèmes d'action ; pour d'autres, la recherche à Saint-Sauveur fait simplement partie des « choses bizarres et disparates » qui composent le menu des étudiants de sociologie : « lire un tableau statistique à défaut de pouvoir en constituer un ; [...] spéculer sur l'emboîtement des « biens communs » thomistes ; ou trouver naturel que Drummondville ou Saint-Denis-de-Kamouraska soient de beaux sujets d'observation sociologique [[36]](#footnote-36) ».

Parmi les quelque vingt-sept finissants du Département de sociologie et de morale sociale, il faut retenir, pour la suite de l'histoire, outre le nom de Guy Rocher, ceux de Léon Dion, Gérard Bergeron, Marc-Adélard Tremblay et Claude Corrivault, qui y reviendront à titre de professeurs. Les autres iront dans la fonction publique à Ottawa, les agences de service social, le journalisme, le mouvement coopératif, l'urbanisme ou à Radio-Canada... ; Colette Beaudet (Carisse), une diplômée de 1947, sera professeur au Département de sociologie de Montréal.

Guy Rocher, natif de Berthier, arrive de Montréal. Après ses études classiques au Collège de l'Assomption (1935-1943), il opte tout naturellement pour le droit, car il vient d'une famille de juristes. Il laisse l'Université au bout d'un an pour devenir permanent de la Jeunesse étudiante catholique, dont il est le président national en 1946. La J.E.C. est à l'époque la grande école de formation pratique par où passent bon nombre des futurs chefs de la société, tels Camille Laurin, un proche camarade de Rocher, Marc Lalonde ou Claude Ryan. C'est là que les jeunes intellectuels découvrent la question ouvrière ou la réalité du social qui en mènera quelques-uns à la sociologie. « Je souffrais de ce que mon action sociale et celle du mouvement où j'étais engagé n'étaient fondées, à mes yeux, que sur une connaissance trop imparfaite de la société, [...] des mécanismes du changement social et de l'action historique [[37]](#footnote-37). » À Montréal, les sciences sociales n'existent encore que sous forme de cours du soir pour adultes. Rocher émigré donc à [87] Québec, pour s'inscrire à Laval en 1947. Et il opte pour la sociologie, à la fois « fasciné par les horizons intellectuels insoupçonnés » qu'elle lui ouvre et troublé par le mode de pensée positif qu'elle réclame. En bon élève, Rocher rédige, comme mémoire de baccalauréat, une monographie sur l'*Évolution démographique et économique de Saint-Laurent, près de Montréal* (1948), dont Falardeau n'a pu qu'être content. Au-delà de la minutie empirique et de la neutralité de l'observation, le positivisme sociologique se retrouve dans les grandes théories explicatives de Durkheim et surtout de Comte et de Spencer, dans lesquelles les étudiants de 1948-1950 sont immergés par deux forts cours de Léon Dion, un jeune chargé d'enseignement qui vient de terminer sa maîtrise. Sous sa direction, Rocher rédige une thèse portant sur *la Sociologie de la religion de Herbert Spencer* (1950) puis, renonçant à sa vocation d'homme d'action, il part étudier à Harvard, où règne Talcott Parsons, le nouveau maître de la sociologie américaine.

Contrairement à Rocher, Léon Dion est venu aux sciences sociales, en 1945, avec une vocation d'intellectuel déjà bien arrêtée, résolu même à y devenir professeur. Il est originaire du Bas-du-Fleuve (Saint-Arsène), fils d'un maître charpentier et d'une maîtresse d'école, et il a étudié au séminaire de Rimouski, qui a déjà fourni plusieurs recrues à l'École du père Lévesque. À la Faculté, il s'est trouvé un maître en la personne d'Egbert Munzer, un Juif allemand qui a une formation en économique et que le père Lévesque a déniché à Toronto, en 1946, pour assumer le cours de statistiques. En fait, Munzer enseigne surtout la philosophie politique, plus spécifiquement le marxisme et le communisme russe, tout en initiant son disciple à la tradition philosophique allemande. Sa maîtrise terminée, celui-ci est invité à différer ses études à l'étranger, pour remplacer son maître, qui a eu la fâcheuse idée de mourir prématurément à l'été 1948. Après deux ans de service, entrecoupés d'un séjour d'été à Harvard, Dion entreprend un périple européen, avec siège social à la London School of Economies et Karl Popper comme nouveau maître, tandis qu'un diplômé de 1947 qui rentre de Paris vient prendre la relève.

Inscrit à la Faculté en 1944, Gérard Bergeron avait opté pour les sciences sociales dès l'annonce de l'ouverture de l'École du père Lévesque, alors qu'il commençait à peine son cours classique au Collège de Lévis. Survient la guerre, qui marque l'irruption de la scène mondiale dans les horizons québécois : il se découvre une vocation de journaliste, expert en questions internationales. Le père Lévesque l'aura cependant bientôt repéré comme la recrue toute désignée pour combler le vide laissé par le départ du père Delos. Bergeron rédige une imposante thèse de maîtrise sur les Nations [88] Unies, comparées à l'ancienne Société des nations (1947), fait un séjour d'été à Columbia, passe un an à l'Institut des hautes études internationales de Genève et s'inscrit finalement à la Faculté de droit de Paris, où il met en chantier une thèse de doctorat sur le contrôle de l'énergie atomique. Comme presque tous ceux qui partent en « mission » d'étude à l'époque, il rentre à Laval en 1950 sans avoir terminé ce travail.

Marc-Adélard Tremblay reviendra au Département de sociologie en 1956, docteur en anthropologie de l'Université Cornell. Il est originaire des Éboulements et fils d'un journalier, débardeur au port de Montréal durant l'été. Grâce au soutien financier d'un oncle curé, il a étudié chez les jésuites et il est diplômé de l'Institut agronomique d'Oka. Autorisé à faire sa maîtrise en deux ans (1948-1950), il rédige sa thèse sur la ferme familiale des paroisses riveraines du comté de Kamouraska et il part ensuite pour Cornell, où il trouve plusieurs occasions de faire du terrain, notamment dans une perspective d'intervention.

Claude Corrivault, étudiant de la première promotion (1943-1946), est un Beauceron, fils de chef de gare, qui a fait ses études classiques à Bathurst. D'abord engagé aux archives du Musée de Québec, il est recruté en 1954 par l'École de commerce, où il enseigne la sociologie pendant une dizaine d'années. Il deviendra professeur régulier au Département de sociologie en 1963.

Tandis que Léon Dion poursuit sa deuxième année de service comme chargé d'enseignement (1949-1950), Jean-Charles Falardeau est à Bordeaux, invité de Jean Stoetzel, le titulaire de la chaire de sociologie de cette université, d'où est originaire la grande École française de Durkheim. C'est que, la sociologie française s'étant retrouvée quasi décimée après la guerre, Stoetzel songeait à redonner à Bordeaux la première place dans le domaine, en y faisant venir un professeur américain. Lors d'un voyage à New York en 1948, il s'était adressé à ce propos à la Fondation Rockefeller. Vu le problème de la langue, on l'avait alors référé à Falardeau, en lui payant même un billet de train pour Québec. Nonobstant la rareté de « langue d'œuvre » sociologique à Laval, celui-ci avait accepté l'invitation. (Il faut sans doute attribuer à cette absence le fait qu'on ne retrouve aucun finissant en sociologie l'année suivante.)

Avec le retour de Falardeau, tout auréolé de son prestige de professeur invité en Europe, et l'arrivée de Bergeron, qui rallume le flambeau des questions internationales, la sociologie à Laval commence à se sentir mûre pour pousser au-delà de ses racines dans l'environnement local. En 1951, le Département supprime la morale sociale de son étiquette officielle et Falardeau en devient le directeur. L'année suivante a lieu le célèbre [89] colloque sur « les répercussions de l'industrialisation dans la province de Québec », qui amorce le décollage des années 1950.

Les répercussions de l'industrialisation

À l'occasion de son centenaire, en 1952, l'Université Laval décide de la tenue de quatre symposiums, dont l'un est confié à la Faculté des sciences sociales, qui en remet la responsabilité à Jean-Charles Falardeau. Une question « s'est imposée » comme thème des débats, celle que formulait Hughes dans *Rencontre de deux mondes :* « Comment l'industrialisation pouvait-elle s'intégrer à l'organisation sociale spécifiquement rurale du Canada français ? [[38]](#footnote-38) » La date du colloque est fixée aux 5 et 6 juin, de façon à le faire chevaucher le congrès annuel de la Société canadienne de sciences politiques et s'assurer ainsi une plus large participation ; c'est la raison pour laquelle les exposés de la première journée ont été faits en anglais. Les actes paraissent l'année suivante, sous le titre « plus modeste et plus réaliste » *d'*[*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949)*.*

En plus d'être bilingue « par nécessité et par principe », le colloque sur « les répercussions de l'industrialisation » regroupe des participants actifs (conférenciers et commentateurs) d'horizons fort divers, avec une prépondérance toutefois de la sociologie et, en second lieu, de l'économique : cinq professeurs de la Faculté, dont trois économistes (Albert Faucher, Maurice Lamontagne, Charles Lemelin) et deux sociologues (Jean-Charles Falardeau, Maurice Tremblay), plus un ancien étudiant, Arthur Tremblay (1942), directeur-adjoint de l'École de pédagogie et d'orientation de Laval ; deux professeurs de sociologie de McGill (Oswald Hall, Aileen Ross), plus Everett Hughes, alors directeur du Département de sociologie de Chicago ; de l'Université de Montréal : un professeur de droit (Jacques Perreault), un scientifique expert en éducation (Léon Lortie) et le doyen de la Faculté des sciences sociales, l'économiste-sociologue Esdras Minville ; un économiste et un démographe de la fonction publique à Ottawa (O.J. Firestone, Nathan Keyfitz) ; deux experts du mouvement syndical (Eugène Forsey et le jésuite Jacques Cousineau) ; l'historien américain du Canada français, Mason Wade ; enfin, un journaliste du *Soleil* (Lorenzo Paré). Les exposés, suivis d'un commentaire, portent sur le développement industriel, l'agriculture, les mouvements de population, les structures sociales, le droit du

[90]



Symposium de 1952 : un comité consultatif, sous la présidence de Jean-Charles Falardeau (Maurice Lamontagne ; O.J. Firestone ; G.-H. Lévesque, O.P. ; Mason Wade ; Jean-Charles Falardeau ; Everett C. Hughes ; Albert Faucher ; B.S. Keirstead ; Nathan Keyfitz.)

[91]

travail, l'histoire politique, le système scolaire, les idéologies. Et le tout se termine par les réflexions de Hughes et de Minville, auxquelles Falardeau ajoute des « Perspectives » d'ensemble dans l'ouvrage publié.

Les *Essais...* sont accueillis avec enthousiasme par P.E. Trudeau, saluant sur les ondes de Radio-Canada puis dans *Cité libre* la « première analyse scientifique du Québec contemporain ». Est-ce bien la valeur scientifique des travaux qui leur vaut cette louange, ou plutôt la tonalité dominante au colloque, qui est à la critique du nationalisme, « ce credo exagérément ethnocentrique, dogmatique et emmêlé de notions religieuses » (Falardeau) ? L'historien américain qui en appelle à une « dimension internationale » de la pensée politique au Canada français s'attire bien la réplique du journaliste — « ce qu'on appelle « nationalisme » chez une minorité entourée de dangers n'est que l'exercice normal de la conscience politique chez les citoyens de n'importe quel pays du monde » — et Minville prend soin de mettre en garde contre l'évolution sociale qui « tend à assimiler le Canada français au reste du pays et même du continent ». Ces deux sons de cloche restent toutefois noyés par les perspectives continentalistes ou pancanadiennes que les lavaliens, anglophones à l'appui, mettent dans les débats.

L'évolution industrielle du Québec, écrivent Albert Faucher et Maurice Lamontagne, constitue « un phénomène régional s'expliquant essentiellement par l'évolution économique de tout le continent ». Si on examine les facteurs de localisation des industries à différentes périodes, on comprend notamment pourquoi la *vocation agricole* du Québec à la fin du XIXe siècle n'a pas été l'effet de l'idéologie ruraliste : c'est qu'« il n'y *avait rien d'autre à faire.* [...] Le seul phénomène particulier au Québec, c'était un problème démographique. Les seules solutions possibles étaient l'expansion agricole et l'émigration. » Avec la nouvelle phase d'industrialisation basée sur les richesses naturelles, « il ne fait pas de doute que les perspectives d'avenir sont excellentes [...] à la condition, évidemment, que les tendances économiques ne soient pas altérées par des facteurs politiques ou autres ». Dans un paragraphe de conclusion qui sera supprimé lors de la reproduction du texte dans l'édition de Rioux/Martin, les auteurs ajoutent qu'il y aurait peut-être cependant certains changements à faire pour empêcher que le « ressentiment nationaliste », qu'exprimait déjà la voix de Maria Chapdelaine, « ne se transforme en combat contre le capitalisme » ; « l'écho de Péribonka est un défi à l'esprit scientifique ».

« Nous sommes une enclave culturelle », renchérit Falardeau en conclusion ; « la phase difficile de notre mariage de raison avec le Canada est en voie de prendre fin ». Quant à Maurice Tremblay, il s'en prend directement aux contradictions du nationalisme économique :

[92]

[...] du fait que cette revalorisation de l'ambition économique s'accomplissait sous l'égide nationaliste, elle introduisait dans notre pensée sociale un impossible idéal d'enrichissement collectif en vase clos. Il était, et il est encore utopique de prétendre appliquer telle quelle, une philosophie traditionnellement ethnocentrique à un ordre économique qui s'exerce dorénavant à l'échelle continentale. À moins d'adopter le socialisme (ce qui serait, à notre avis, la seule attitude nationaliste complètement logique), il nous semble que c'est affoler inutilement notre pensée sociale que d'y incorporer d'un seul coup d'irréalisables rêves d'indépendance économique « nationale ».

Passé ce commun rejet de l'ethnocentrisme et ce commun accord pour poser le nationalisme en adversaire de la lucidité, les diagnostics divergent ou se contredisent. Là où Maurice Tremblay explique par l’*ethos* « la fin de non-recevoir qu'opposent aux carrières économiques le régime des classes sociales et le collège classique des Canadiens français », Hughes fait appel à la culture familiale pour rendre compte de la « division ethnique du travail » : les carrières scientifiques, caractéristiques de la grande industrie contemporaine, n'attirent pas le jeune Canadien français, qui « ne peut, sans risque pour son identité ethnique, aller aussi loin hors de son milieu que le Canadien anglais ». Et les économistes Faucher et Lamontagne, en renvoyant aux sociologues la question de l'infériorité des Canadiens français, leur suggèrent de chercher encore ici « une explication plus concrète et plus simple » dans la réalité économique, plutôt que dans les facteurs culturels ou dans les insuffisances du système d'éducation.

« De toutes ces mélodies discordantes, quelle symphonie tirer ? » se demande le chef d'orchestre. Dans sa propre communication sur « The changing social structures », Falardeau proposait une large fresque, basée sur les travaux disponibles et retraçant en termes concrets et évocateurs la transformation d'un Québec traditionnel en une société industrialisée et urbanisée. Selon un modèle sociologique à trois paliers, l'exposé part d'une typologie des villes, construite sur le critère du rôle qu'y joue l'industrie, s'attarde ensuite sur l'organisation sociale, pour déboucher sur un diagnostic concernant la culture. « C'est au sein de ces agglomérations en pleine expansion que la société canadienne-française s'est graduellement transformée » : changement dans la structure des occupations, perte de solidarité et montée de l'égalitarisme dans la famille ouvrière, bureaucratisation de la paroisse urbaine, décloisonnement des deux cultures dans les associations volontaires, émergence de nouveaux critères de stratification sociale, en conflit avec l'ancienne hiérarchie clérico-rurale. Le mode de vie des Canadiens français, conclut Falardeau, s'est donc modifié : partagés entre des normes conflictuelles, ils « sont en train d'improviser péniblement [93] une culture urbaine ». « Transplantés dans des milieux sans consistance », les migrants ruraux restent accrochés aux valeurs du passé ; les aspirations des ouvriers et des classes moyennes sont freinées par le désir de sécurité et de stabilité, en même temps que « les mythes et les normes de l'évangile social selon Hollywood entrent de plus en plus dans nos mœurs » ; « paralysés par des pressions sociales », les intellectuels n'osent pas « s'exprimer librement sur les véritables problèmes ».

Dans ses « Perspectives » de fin de volume, Falardeau tente maintenant de répondre plus directement à la question du colloque, tout en intégrant à son diagnostic les apports des différentes communications. Il remet d'abord en question « deux fausses idées claires », qui filtrent dans les essais : que l'industrialisation ait été un phénomène soudain et qu'elle se soit effectuée malgré nous. Notre société, dit-il, a consenti à l'inévitable : le voisinage avec les Etats-Unis « devait tôt ou tard faire de notre territoire à la fois un milieu d'expansion pour la technologie américaine et un marché pour sa production ». Ceci dit, le nationalisme vient embrouiller les choses. Le clergé nous a offert une image idéalisée de nous-mêmes, « transfigurée par la nostalgie d'un âge d'or du Canada français rural et paroissial [...] tandis que se constituait à son insu un prolétariat urbain » ; les chefs nationalistes ont « élaboré l'image d'un Canada français aigri et révolté contre « les autres » », en faisant des « Anglais » le bouc émissaire de la dépression des années trente. Depuis la guerre cependant, grâce notamment à la lucidité des jeunes chefs ou aumôniers syndicaux, « les réactions de notre milieu sont de plus en plus des réactions de classes », ce qui « atténue dorénavant les différences ethniques et religieuses entre les Canadiens français et le reste du pays ». Pour accéder à la fraternité des hommes prospères, les Canadiens français devront adopter l'anglais « comme langue pratique » ; et ils ne pourront entrer en concurrence avec les capitalistes américains et canadiens qu'en renonçant à la vision artisanale de l'économie, véhiculée par le credo nationaliste.

Mais là n'est pas le problème, car la civilisation industrielle et la culture canadienne-française ne sont pas de soi antinomiques. Le véritable problème de notre société n'est pas celui de l'industrialisation mais celui de l'américanisation, que la rhétorique nationaliste a dissimulé sous le ressentiment ethnique. « Pas plus que le Canada tout entier, nous ne pouvons échapper à la pénétration multiforme de notre milieu par les institutions et les modes de vie et de pensée de la civilisation américaine. [...] C'est contre certaines formes de cette civilisation urbaine et américaine fondamentalement antinomique avec sa philosophie de la vie et sa philosophie tout court que le Canada français oppose opiniâtrement l'affirmation de son identité [94] religieuse et culturelle. [...] Or les observateurs de ce drame ne parviennent pas à être optimistes. » Le défi est alors de se mettre au présent, en gardant, comme dit Minville, « *l'esprit* dont procédaient les institutions, les modes de vie » du passé. À ce défi, « chaque individu peut trouver facilement ses propres réponses. Mais que fera la collectivité ? »

La question nationale, dit en somme implicitement Falardeau en reprenant l'enseignement du père Delos, n'est pas une question d'économie ni de pouvoir : c'est une question de culture. C'était là retrouver le postulat premier de la tradition nationaliste, reformulé pour la situation de prospérité d'après-guerre et pour l'entrée dans la modernité.

Les [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949)n'en sont pas moins « une des pièces d'artillerie » dans « l'arsenal utilisé entre 1950 et 1960 [...] pour combattre le nationalisme canadien-français sous toutes ses formes [[39]](#footnote-39) ». Précisons tout de même que cet antinationalisme renoue en réalité avec le nationalisme canadien de Bourassa, fondé sur le postulat du Pacte de 1867, et dont la formule s'énonce comme suit : le Canada doit être à la fois français et anglais s'il n'est pas pour devenir américain. Un tel parti pris, en 1950, peut se comprendre comme phénomène de génération : le nationalisme des aînés, tout comme la doctrine sociale de l'Église, sont « devenus vides de sens ». Ce n'est pas tant la substance du message qui est rejetée mais, plus exactement, « la façon abstraite, routinière, purement verbale » dont ce message est formulé. Il incombe alors aux nouveaux intellectuels, formés à la lecture positive de la réalité, de « redéfinir la culture canadienne-française, de rénover les valeurs qui en sont la clé de voûte, de créer les institutions dans lesquelles elle doit s'incarner ».

Dans la tentative de redéfinition de l'identité collective, les intellectuels des sciences sociales se posent en alliés des militants sociaux de toute catégorie qui, « dans une visée rajeunie et réaliste », cherchent à faire accéder la classe ouvrière à l'existence « nationale ». Et ils se retrouvent en compétition avec les jeunes historiens de Montréal, héritiers de la tradition nationaliste. À ceux-ci comme aux économistes des Hautes Etudes commerciales, les sciences sociales de Laval opposent le principe de réalité : le Canada est un fait politique, tout comme l'Amérique est un fait économique. Le Canada français n'est alors rien de plus qu'un fait culturel, dont la signification historique ne s'épuise pas dans la doctrine [95] des nationalités qui prétend l'affirmer [[40]](#footnote-40). C'est pourtant au nom d'une même exigence de lucidité que les historiens de Montréal s'attachent à mettre en évidence le blocage, dû à la conquête, dans le développement d'une société québécoise « normale » ; pas plus que ceux de Laval, d'ailleurs, ils ne croient à l'État français d'Amérique qu'ils auraient souhaité. Leur pessimisme alors les condamne aux yeux des premiers, qui préfèrent croire à l'avenir de cette société. Et cet avenir, selon Falardeau, serait du côté d'une alliance entre le nationalisme canadien des « Anglais » et une forme atténuée de nationalisme québécois, dans une résistance conjointe à l'envahissement américain.

L'antinationalisme des nouveaux intellectuels de Laval peut aussi se comprendre comme phénomène d'alliance stratégique. Les sciences sociales ont besoin, pour se développer, d'un milieu plus vaste que celui de la petite Faculté près de la rue des Remparts. Formés en milieu anglophone, les jeunes professeurs de Laval y ont établi des contacts précieux qu'ils tiennent à conserver. D'où la nécessité de montrer patte blanche, en se dissociant complètement de l'« ethnocentrisme revanchard ». Leur expérience de relations interethniques est d'ailleurs parfaitement gratifiante, car la raison scientifique transcende facilement les particularismes culturels. Comme ils sont en outre trop peu nombreux pour songer à mettre sur pied leurs propres institutions savantes, leur intégration au milieu anglophone éclairé s'effectue sans problème. D'où l'optimisme avec lequel ils envisagent la question de « la dualité canadienne », confirmés par la lecture qu'en fait l'Américain Mason Wade. Ils sont alors bien résolus à « consacrer davantage leur énergie à une collaboration créatrice avec leurs compatriotes anglophones plutôt que de la gaspiller dans une résistance qui n'est plus nécessaire pour assurer la survivance culturelle [[41]](#footnote-41) ». Falardeau n'en demeure pas moins conscient que cette bonne entente repose sur une interprétation de la Constitution qui « étonne encore le Canadien de langue anglaise » : le pacte de 1867. Alors, il prévient :« Que les publicistes et les juristes canadiens-anglais la trouvent acceptable ou non, [cette interprétation] persistera comme l'un des.éléments les plus tenaces de la définition que le Canadien français donne de son Canada [[42]](#footnote-42). » Condition de possibilité de la [96] « dualité canadienne », le postulat du pacte se mue, en conclusion du texte, en fait accompli : « l'équilibre de la vie canadienne, s'il demeure subtil, est maintenant consolidé [...] La définition que le Canada donne maintenant de lui-même proclame ce jumelage de deux grands groupes dominants. » Naïveté à courte vue ou prophétisme à long terme ? Peut-être plutôt stratégie subtile de prévision créatrice, vu que, dix ans plus tôt, Falardeau s'avouait incapable de prédire « l'impact qu'aurait le démon de midi sur le mariage de raison canadien [[43]](#footnote-43) ».

Par delà le conflit de générations et la diplomatie académique, l'antina-tionalisme des années cinquante traduit une conviction et un parti pris dont les racines sont au moins triples. La sensibilité ouvriériste, d'abord, qui a été aiguisée par la grève d'Asbestos. L'idée catholique aussi, à laquelle Falardeau affecte d'alerter les étudiants dans son mot de bienvenue de la rentrée scolaire : « Être catholique, ne l'oublions pas, signifie être citoyen du monde. » La raison positive, enfin, et son exigence de réalité, dont ne tiennent pas compte les mots d'ordre nationalistes, qui empêchent « de vivre dans le présent », ou de l'affronter « avec une complète lucidité [[44]](#footnote-44) » ; ou alors, lorsqu'ils misent sur l'émergence d'une bourgeoisie canadienne-française, qui sont contradictoires. « Il n'y a qu'un rêve qui puisse contenir tout entier les aspirations de la nation, le rêve de l'État [[45]](#footnote-45). » Or, dans la conjoncture des années cinquante, l'État français d'Amérique n'est même pas *un possible ;* il ne peut être pensé que sous mode utopique. Par ailleurs, « les attaques virulentes d'antiduplessisme aigu [[46]](#footnote-46) » ne nuisent pas pour étayer les convictions antinationalistes de l'époque. Il reste que, si on pouvait en 1976 y diagnostiquer une confusion du regard sociologique (Jean Blain), il est moins évident, dix ans plus tard, que l'optimisme canadien des uns comme le pessimisme québécois des autres ait été pur manque de lucidité.

L'antinationalisme des sciences sociales s'est exprimé dans *Cité libre,* vers la fin des années cinquante, ainsi que dans le monument de Mason Wade à *la Dualité canadienne,* paru en 1960 mais dont la rédaction est un peu antérieure. Quant au colloque de 1952, il n'est qu'accessoirement une [97] machine de guerre contre les entêtements nationalistes chez les intellectuels montréalais ; d'abord et surtout, il s'agissait de poser les jalons d'une sociographie du Canada français. Si les historiens de Montréal y brillent par leur absence, c'est qu'ils n'ont pas encore commencé à se manifester vraiment ; en 1952, on ne connaît que les premières monographies de Frégault sur la Nouvelle-France, dont la pertinence est bien lointaine pour la question de l'industrialisation. Esdras Minville, en revanche, a été invité à présider la séance de clôture ; et s'il en profite pour discourir plus long que ce qu'on attendait, Falardeau n'en prend pas moins soin d'intégrer quelque chose de ses propos à ses « Perspectives » de conclusion.

Quelques-uns des essais seront reproduits ultérieurement dans des recueils, largement utilisés dans l'enseignement universitaire et qui restent des références de base. Les études de Faucher/Lamontagne, sur l'histoire de l'industrialisation, de Keyfitz, sur les changements démographiques, et de Falardeau, sur l'évolution des structures sociales, figurent dans le *French Canadian Society,* offert aux anglophones en 1964 par Marcel Rioux et Yves Martin et publié en version française en 1971. On trouve à nouveau le texte classique de Faucher/Lamontagne ainsi que celui de Maurice Tremblay sur les « orientations de la pensée sociale » dans le petit recueil de René Durocher et Paul-André Linteau sur *le* « *Retard »* *du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français,* publié également en 1971. D'autres de ces études auraient mérité de rester en circulation, telle celle de Léon Lortie et son commentaire par Arthur Tremblay, où les grands thèmes de la réforme scolaire des années soixante s'énoncent déjà explicitement.

Les [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949)marquent aussi l'émancipation de la sociologie québécoise vis-à-vis la tutelle américaine. Axé sur la famille et la paroisse, le *Programme de recherche* de Hughes était visiblement inspiré par une fascination d'ethnologue pour la culture traditionnelle des Canadiens français ; dans son analyse des structures sociales, Falardeau porte davantage le regard vers les classes sociales et la culture littéraire. Il a en outre coiffé l'ouvrage d'un « avant-propos », où on peut déceler les points de repère d'un nouveau programme de recherche, dont les perspectives diffèrent passablement de celles de 1943. Ce n'est plus tant Saint-Sauveur qu'il importe d'étudier ; c'est « l'univers social [...] qui constitue à lui seul presque la moitié de la province » : l'agglomération de Montréal. Les études à entreprendre concernent la langue populaire, le folklore urbain, le mouvement syndical, et des questions aussi modernes que l'influence des « ethniques » sur la vie québécoise, les multinationales et le transfert de technologie.

[98]

Le Canada français de Falardeau est donc beaucoup plus résolument moderne que celui de l'École de Chicago. En outre, la problématique de la « dualité canadienne » et de la « rencontre de deux mondes » perd du terrain. Si le texte sur les structures sociales prétend aborder la société québécoise « comme partie de l'ensemble canadien et comme partie du continent américain », en « avant-propos », il est plutôt question d'étudier le Canada français — c'est-à-dire « le Québec en tant qu'habitat principal, historique, de la société canadienne-française » — « dans sa totalité et dans chacune de ses composantes ». Ce langage reflète l'influence du fonctionnalisme, dont Falardeau s'était réclamé dans un article de 1950. La sociologie de celui-ci n'est pourtant pas fondée sur une perception systémique du social, non plus que sur le postulat de la causalité du culturel ; ce qu'elle retient du fonctionnalisme, c'est l'idée de totalité, au sens de perspective concrète (le phénomène social total) aussi bien que de perspective d'ensemble. Sous couvert de fonctionnalisme, la sociologie québécoise des années cinquante cherche à dépasser le concept formel de société (Delos) pour penser le Québec comme société globale, d'un point de vue universaliste qui en fasse « une contribution utile à la compréhension de problèmes qui se posent à l'échelle mondiale ».

Le Département de sociologie, 1951-1961

L'année du centenaire de l'université est pour la sociologie une année faste. Après le coup d'envoi du colloque au printemps, c'est le père Delos qui revient comme professeur invité au trimestre d'automne, tandis que Maurice Tremblay s'absente pour un voyage d'étude. Ce sont aussi Rocher et Dion qui rentrent au bercail, porteurs qui de la science américaine, qui de la haute culture européenne. (Porteurs aussi d'une conception libérale du métier d'universitaire, qui les amène à « couper le cordon ombilical », en refusant, au nom de la responsabilité individuelle et non communautaire de l'intellectuel, de signer un mémoire à la défense du père Lévesque, préparé par leurs collègues.) Le premier est chargé du cours d'introduction en première année, donné jusque là par le père Poulin, du cours de psychologie sociale (qu'enseigne encore Pierre Boucher) et de la sociologie des occupations. Les cours du second portent sur l'histoire socio-politique et sur les grandes idéologies politiques (communisme, démocratie). Parmi leurs onze étudiants, dont cinq dans les deux dernières années, ils ont trois futurs collègues : Fernand Dumont, en quatrième, Gérald Fortin et Yves Martin, en troisième. Le minuscule Département de sociologie regroupe donc cette année-là, en plus de Falardeau, six jeunes intellectuels qui seront des figures majeures de leur génération. Sauf [99] Rocher, qui vient d'une « bonne famille », ils sont d'origine moyenne ou même modeste (Dumont) : semi-notables de village (Dion, Bergeron, Fortin) ou couches intermédiaires urbaines (Falardeau, Martin). Au cours classique, par contre, ils étaient tous de l'élite scolaire ; c'est ce qu'on appellera le « grand cru » des années cinquante [[47]](#footnote-47).

Fernand Dumont s'est inscrit à la Faculté en 1949, avec des intérêts de philosophe et une vocation pour l'enseignement. Il est fils d'un ouvrier de la Dominion Textile, à Montmorency, et il a rattrapé le cours classique à mi-course, après être passé par l'école des frères au secondaire public. Au Petit séminaire de Québec, il a milité dans la J.E.C. et s'est occupé de journalisme étudiant. Il publie déjà en 1952 un recueil de poèmes et termine sa thèse dès cet été-là. En quatrième année, il peut donc consacrer son temps à la rédaction d'une « histoire du syndicalisme dans l'industrie de l'amiante », destinée à l'ouvrage collectif sur la grève d'Asbestos auquel travaillent quelques professeurs de la Faculté, notamment Falardeau, co-instigateur du projet. L'ouvrage est publié sous la direction de Pierre E. Trudeau, dont la longue introduction est incontestablement la plus redoutable pièce d'artillerie antinationaliste des années cinquante. L'étude de Dumont, par contre, est de la plus belle facture empirique, ramassant en deux phrases de conclusion une question de méthode : « Avant d'expliquer un événement social quelconque, il faut d'abord chercher comment les acteurs de l'événement se le sont expliqué. » Choisi comme recrue dès sa deuxième année, Dumont est envoyé à Paris en 1953 ; il s'inscrit à la Sorbonne comme élève de Gurvitch, tout en investissant surtout dans la psychologie et dans la philosophie des sciences. Il rentre en 1955, avec un projet de thèse sur la conscience historique à travers l'historiographie du Canada français. Natif de Lachine, Yves Martin est le fils d'un agent d'assurances qui déménage sa famille dans diverses villes du Québec. Après ses études classiques à Sherbrooke, où il s'est occupé de journalisme étudiant, il tâte du grand séminaire puis de la J.E.C. avant de s'orienter vers les sciences sociales, où il vient s'inscrire en 1950. Lui et Dumont deviennent des inséparables, porteurs de grandes ambitions scientifiques. Mettant en pratique l'enseignement de Durkheim, ils décident de se « diviser le travail » : Dumont prendra en charge la physiologie sociale (la culture) tandis que Martin assumera la morphologie, à savoir les structures démographiques et spatiales. En 1954, Martin part à son tour pour Paris.

[100]

Plutôt que de s'inscrire comme étudiant, il est stagiaire à l'Institut national d'études démographiques, où on lui confie notamment une recherche sur le « Niveau de vie des familles suivant le nombre d'enfants », publiée dans *Population* en 1956. Il rentrera au département cette année-là.

Gérald Fortin vient d'une famille de bûcherons, coureurs des bois, artisans-scieurs, avec une grand-mère marchand général et un père instituteur, aux confins du Bas-du-Fleuve (Saint-Luc-de-Matane). Il déménage à Québec en 1936, quand son père, militant de l'Union nationale, devient fonctionnaire puis, après l'intermède libéral, secrétaire personnel d'Onésime Gagnon, le député de Matane et ministre des Finances — ainsi que chargé de cours aux sciences sociales. Durant ses études au Petit séminaire de Québec (1942-1949), Fortin milite dans la J.E.C., dont il est deux ans le président diocésain, et il s'occupe de journalisme étudiant, avec Fernand Dumont, son camarade de classe. Alors que son père et ses aptitudes pour les mathématiques l'orientent vers le génie, l'esprit du temps lui suggère une vocation de « laïc ouvrier » ; il entre finalement chez les Trappistes, qu'il quitte au bout de trois mois. L'année suivante, il rejoint les sciences sociales, avec l'intention de s'inscrire en relations industrielles. Le père Lévesque le dirige plutôt vers la sociologie, dans l'idée de lui confier le champ de la sociologie du travail. À l'été 1953, Fortin est assistant pour une recherche sur la désorganisation sociale en Nouvelle-Ecosse, dirigée par Emile Gosselin de la Faculté, et Marc-Adélard Tremblay, alors étudiant de doctorat à Cornell. Cette expérience le conduit lui aussi à Cornell, où il termine son doctorat en deux ans (1954-1956). Sa thèse est une analyse de contenu de *VAction nationale,* sujet qu'il a choisi pour la raison toute pragmatique qu'il est pressé et qu'il a la documentation sur place, mais aussi pour en finir avec la « question nationale ». C'est le contraire qui se produit : « Je suis devenu nationaliste en essayant de ne pas l'être ! » D'abord engagé comme chercheur, Fortin s'intègre au département en 1957, en offrant à titre gracieux un cours de statistiques appliquées à la sociologie. L'année suivante, il occupe le poste de Martin, parti en stage au Bureau fédéral de la statistique ; on lui obtient un poste régulier en 1959.

Tandis que Dumont, Tremblay, Martin et Fortin fourbissent leur science à l'étranger, le Département de sociologie est pratiquement supprimé, avec la réforme des programmes de 1954. Ce remaniement vise à solutionner deux problèmes : le manque de cohérence des études générales de première année ; le manque d'adaptation du programme de sociologie pour les étudiants dont les intérêts vont au politique et les horizons de carrière, à la fonction publique. Conformément au rapport de la Commission des [101] études d'avril 1954, il est donc résolu de porter à deux ans les études de baccalauréat, en leur donnant comme finalité la formation scientifique ; et de consacrer deux années seulement d'études spécialisées à la formation professionnelle. Et on met sur pied un Département de sciences politiques et administratives, qui hérite de Maurice Tremblay, Gérard Bergeron et Léon Dion, ne laissant que Falardeau et Rocher pour la sociologie.

La minceur du corps professoral de sociologie n'est pas vraiment ce qui cause problème, vu qu'on peut compter sur une prochaine relève, notamment Fernand Dumont, vis-à-vis qui le père Lévesque s'est engagé et qu'une subvention de la Carnegie Foundation permettra effectivement d'embaucher l'année suivante. Mais la sociologie cadre mal avec les visées professionnelles des autres départements, n'ayant d'autre expertise à faire valoir que celle de la recherche. On décide alors de prendre au sérieux l'idée qu'elle est la « base » des autres sciences sociales pour en faire, à l'instar de la philosophie sociale, un enseignement général préalable à la spécialisation. Et on confie aux deux professeurs de sociologie la responsabilité du nouveau Département de formation sociale générale (baccalauréat). Quant au Département de sociologie, il subsistera selon une formule « souple », qui anticipe sur l'organisation départements/modules. Outre la responsabilité des études du baccalauréat, les professeurs de sociologie assumeront en effet trois fonctions : offrir des cours de service, selon les besoins des trois autres départements ; encadrer les travaux d'étudiants au Centre de recherches ; assumer la direction individuelle des étudiants qui, ayant « manifesté une aptitude réelle pour la recherche, [consentiraient] à s'y adonner de façon régulière et intensive durant les deux années conduisant à la maîtrise ».

La formule souple proposée par Falardeau n'a sans doute pas rencontré d'opposition de la part de Rocher, revenu des États-Unis avec l'idée d'implanter à Laval un Harvard en modèle réduit. Car Talcott Parsons avait justement fait éclater son propre département pour y substituer un programme pluridisciplinaire de *social relations.* Fernand Dumont, par contre, ne s'avérera que médiocrement intéressé par l'idée de se spécialiser en sociologie politique, conformément aux besoins du nouveau département mis sur pied. Encouragé par trois nouvelles inscriptions (Gérard Lapointe, l'abbé Roland Doyon, le père Justo Sacco), Falardeau entreprend donc en 1955 de remettre en question la décision de l'année précédente. Le problème est confié à un comité *ad hoc,* composé des trois professeurs du département, du père Poulin et de Léon Dion, sociologues de formation, et de trois autres professeurs de la Faculté : Charles Lemelin, Emile Gosselin et Marc Thibault. En mars 1956, le comité remet son rapport au Conseil de [102] la Faculté. On y fait d'abord valoir qu'il existe une demande pour une formation spécialisée en sociologie :

La plus épineuse question [...] est d'ordre pratique : les étudiants de notre milieu continueront-ils d'être intéressés [...] à la sociologie comme moyen de carrière professionnelle ? c'est-à-dire, en dernière analyse, y a-t-il suffisamment de débouchés professionnels pour continuer d'attirer des gradués universitaires en sociologie ?

Notre réponse à cette question cruciale est affirmative. Tout indique que les débouchés actuellement existants s'élargiront. [...] on peut prévoir que l'administration publique provinciale se débloquera un jour et fera davantage appel aux gradués universitaires experts en recherche.

Le rapport propose aussi un nouveau programme, qui réaffirme le primat de la recherche en même temps qu'il met davantage l'accent sur la théorie. La formation des étudiants fera en outre appel à l'initiative personnelle (cours de lecture dirigée) et surtout à l'encadrement individuel intensif. Et on conclut par une demande de deux nouveaux postes pour la prochaine année académique.

Le programme de 1956 comporte 690 heures de cours obligatoires, dont 180 pour la théorie générale (Comte, Spencer, Durkheim, Simmel, Weber, Parsons) de même que pour les méthodes et les statistiques ; 150 autres heures de théorie portent sur la psychologie (Dumont) ; 60 heures sont prévues pour la sociographie du Québec ; 120 porteront sur les idéologies contemporaines (cours de Léon Dion sur le marxisme et la démocratie, obligatoires aussi pour les étudiants de science politique). Cinq cours facultatifs complètent le programme : psychologie sociale (Rocher), relations ethniques (Falardeau), religions (Falardeau/Dumont), comportements politiques (Dumont) et occupations (Rocher).

Le rapport ayant été approuvé, on peut recruter Marc-Adélard Tremblay et Yves Martin, ce qui porte le nombre de professeurs à cinq, pour six étudiants à l'automne 1956. Même en tenant compte de ceux de baccalauréat, auxquels Falardeau et Rocher donnent chacun un cours de théorie et Tremblay un cours de méthode, ce ratio permet facilement l'encadrement individuel et le suivi collectif des dossiers. Les réunions de département, inaugurées par Falardeau en 1952, tournent effectivement en bonne part autour de chaque cas d'étudiant, dont on soupèse l'assiduité, suppute les chances d'avenir et qu'on convoque au besoin chez monsieur le directeur pour lui démontrer « le sérieux de sa situation ».

Le pari de 1956 semble gagné deux ans plus tard, quand l'inscription étudiante, stabilisée autour de trois par année depuis 1952, donne les [103] premiers signes de croissance : un transfuge de science politique porte à cinq le nombre de finissants tandis que sept recrues s'inscrivent en troisième année. Entre-temps, la force de frappe professorale a connu une réduction : en 1957, Guy Rocher s'absente pour terminer sa thèse de doctorat à Harvard — « Une interprétation sociologique des relations Église/ État en Nouvelle-France, au XVIIe siècle » ; cette année, c'est Martin qui est à Ottawa, remplacé toutefois par Fortin et par Jacques Henripin comme chargé du cours de démographie. À l'automne 1959, le département est au complet avec maintenant six professeurs ; mais la Faculté a décidé cette année-là de revenir à l'ancienne formule d'une année de formation générale pour trois d'études spécialisées. De sorte que, avec une inscription record de neuf en troisième année et douze en deuxième, c'est vingt-huit étudiants qu'il faut encadrer, comparativement à douze l'année précédente et sept deux ans plus tôt. C'est dire que la direction individuelle restera assez théorique et que les cours, en attendant une nouvelle refonte du programme, seront en partie communs aux trois années.

Le programme de 1956 n'a d'ailleurs pas été suivi exactement. Tremblay enseigne l'anthropologie culturelle plutôt que la sociographie du Québec ; le grand cours de théorie a été scindé en « histoire de la pensée sociologique » et « théorie systématique », assumés tous deux par Dumont ; de même pour le cours sur la religion, qui se dédouble en « sociologie de la paroisse » (Falardeau) et « sociologie des religions » (Dumont) ; les cours facultatifs sont devenus obligatoires, etc.

L'engagement de Fortin et un malheur survenu au printemps 1960 vont obliger à de nouvelles modifications. Sollicité par le directeur du Département de sociologie de Montréal, qui se cherche un successeur, Rocher décide de retourner dans son milieu d'origine. Le département de Laval perd ainsi, non seulement un pédagogue de grande classe, mais aussi un futur auteur à diffusion mondiale, lorsque paraîtra en trois tomes (1968, 1969), sous le titre *d'Introduction à la sociologie générale,* le cours de théorie bâti à Québec et mis au point à Montréal. Durant l'année académique 1960-1961, Rocher assume toutefois ses deux principales charges d'enseignement à Laval.

Outre Dumont, Martin et Fortin, deux autres des quelque trente-huit finissants (dont trente-deux diplômés) du premier Département de sociologie y seront recrutés ultérieurement : Marc-André Lessard (1956), en 1965, et Yvan Labelle (1959), en 1969. On en retrouvera encore une dizaine ailleurs dans l'enseignement universitaire — au total, pas loin de la moitié des diplômés : Gilles Beausoleil (1953) en relations industrielles, Robert Sévigny (1956) en sociologie à Montréal, Hubert de Ronseray (1958) en Haïti, [104] Gabriel Gagnon (1959) en anthropologie puis en sociologie à Montréal, Pierre W. Bélanger (1960) en sciences de l'éducation, Marc Laplante (1960) en urbanisme à Montréal, Marcel Rafie (1960) en sociologie à l'UQAM, Rémi Savard (1960) en anthropologie à Montréal, Lucien Laforest (1961) à la Faculté de médecine de Sherbrooke, Christiane Tremblay-Querido (1961) en sociologie à Montréal. Plusieurs rejoindront la fonction publique à Ottawa puis à Québec. Quelques-uns deviendront des noms connus sur la place publique : le journaliste Louis Martin (1959), le président d'Hydro-Québec Guy Coulombe (1961)...

Situation de la recherche

Grâce pour une part au stimulant financier de la fondation Carnegie, la recherche sociologique s'émancipe de la pédagogie et prend une forte ampleur à compter de 1955. Une part de la subvention obtenue par le Centre de recherches de la Faculté est confiée à Guy Rocher, pour mettre au travail Yves de Jocas sur une première étude de mobilité sociale. Les résultats sont publiés dans *The Canadien Journal of Economics and Political Science,* en février 1957 ; ils mettent en évidence l'écart grandissant entre la forte mobilité ascendante chez les Canadiens anglais et la relative stagnation occupationnelle des Canadiens français. Basée sur un échantillon des actes de naissance et de mariage du Service de démographie du Québec pour 1954, la recherche sera répliquée par Jacques Dofny et Muriel Garon-Audy, du Département de sociologie de Montréal, sur les données de 1964 ; à dix ans de distance, la tendance décelée par Rocher ne semble plus se confirmer.

À l'École de pédagogie et d'orientation, Arthur Tremblay amorce un vaste programme de recherche sur le système scolaire, subventionné aussi par la Carnegie (115 000$) : quelques étudiants de sociologie (Robert Sévigny, Gabriel Gagnon, Rémi Savard, Pierre Bélanger) y trouveront matière à thèse de maîtrise, maître et milieu d'apprentissage à la recherche, ou orientation de carrière ; plusieurs autres, un emploi d'été. Aux sciences sociales, par contre, les gros projets proviennent de commandites extérieures.

L'influence des études de sociologie religieuse et des grandes missions pastorales de l'Église de France a pénétré au Québec : en 1956, Mgr Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, croit bon de faire appel aux services du Centre de recherches de la Faculté pour connaître la réalité sociale de son diocèse, érigé cinq ans plus tôt. C'est Fernand Dumont, en collaboration avec Yves Martin, qui assume la commandite. Marc-André [105] Lessard et Robert Sévigny, les deux finissants de cette année-là, sont engagés comme assistants ; ils y trouvent leur orientation de carrière, l'un vers les études urbaines et régionales, l'autre, vers la psychosociologie religieuse et générale. « Nous avons fouillé le terrain en tous sens, dépouillant les fichiers de personnel dans les usines, visitant les curés, évaluant la production agricole, tâchant de déceler des chiffres de salaire et de revenus par des méthodes policières qui nous enchantaient [[48]](#footnote-48)... » Outre le rapport remis à l'évêque, il en sortira une « étude sociologique de la région de Saint-Jérôme », publiée en 1963 (F. DUMONT et Y. Martin, [*l'Analyse des structures sociales régionales*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030571354)*,* aux Presses de l'Université Laval). Par delà la description minutieuse, selon les paliers démographique, économique et social, des dix zones homogènes constitutives du territoire régional, on y trouve d'importantes considérations de méthode : primat de la perspective génétique sur l'analyse structuro-fonctionnelle, dialectique de la « saisie du paysage concret » et de l'analyse des facteurs objectifs, nécessité d'une sociologie clinique et d'une reformulation des modèles sociologiques généraux pour répondre à une visée spécifiquement régionale... « Une monographie dont Le Play aurait été content », conclut plus tard Dumont, et qui servira de modèle d'enquête sociographique pour le Centre de recherche en sociologie religieuse, ouvert en 1959 à la Faculté de théologie, par l'abbé Roland Doyon. Mais la recherche sur Saint-Jérôme est surtout un travail pionnier en sociologie du développement, indirectement à la source de l'expérience du B.A.E.Q. et dont s'inspireront encore certains chercheurs du GRIDEQ à Rimouski, au tournant des années quatre-vingt. Sur le versant de la culture, Dumont en a en outre tiré une analyse de la « Structure d'une idéologie religieuse », dont sort tout le courant d'études sur les idéologies, qui connaîtront un essor considérable au département dans les années soixante.

En 1956 également, un regroupement d'entrepreneurs forestiers commandite au Centre de recherches une étude sur l'instabilité occupationnelle de leur main-d'œuvre, dont prend charge Emile Gosselin et à laquelle collabore Marc-Adélard Tremblay. Gérald Fortin est engagé comme chercheur principal. Mais lorsque l'œil perspicace du sociologue découvre la cause du problème dans les pratiques de la compagnie plutôt que dans la psychologie du bûcheron, les fonds sont coupés et le rapport préliminaire est mis sur la tablette. Grâce à la Carnegie, Fortin peut néanmoins poursuivre ses recherches sur la mobilité occupationnelle en milieu rural, [106] dans le cadre d'une monographie de village. Les résultats de ces travaux seront publiés sous forme d'articles, dans *Recherches sociographiques.*

Ce sont ensuite les élites économiques du Bas Saint-Laurent qui s'organisent pour prendre en charge le développement de leur région. Le « premier geste » de Conseil d'orientation économique, créé en 1957, « a été de faire appel aux services des chercheurs », pour la réalisation d'une vaste enquête, confiée en majeure partie à la Faculté, sous la direction d'Yves Dubé, d'économique ; Yves Martin assume de son côté le volet démographique. Il prendra encore la responsabilité d'une étude écologique des « zones sociales » à Québec, dans le cadre d'une enquête sur le logement commanditée par les édiles québecquois en 1959 et dirigée par James Hodgson, d'économique ; Gabriel Gagnon, l'assistant de Martin, présentera une partie de l'étude comme thèse de maîtrise en 1960.

Lié à la Faculté depuis le début, le Mouvement Desjardins éprouve lui aussi le besoin de lumières sociologiques pour la réorientation de son action. Au congrès de la Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires, en septembre 1957, Yves Martin expose une problématique pour une recherche sur les budgets familiaux, dont M.-A. Tremblay et Gérald Fortin prendront ensuite charge. Un « octroi substantiel » permet de retenir les services d'un peloton d'étudiants interviewers à l'été 1959, d'un assistant à plein temps (Marc Laplante) et d'une équipe technique pour une couple d'années, ainsi que de mettre sur pied... le premier centre de traitement de l'information de l'Université, pour la réalisation d'une vaste enquête par questionnaire à l'échelle du Québec, qui se terminera en 1962. L'enquête Tremblay-Fortin, publiée en 1964 *(les Comportements économiques de la famille salariée du Québec,* aux Presses de l'Université Laval) est une première, qui n'aura d'ailleurs pas d'équivalent par la suite. L'excellence méthodologique du travail permet aux auteurs de prétendre à la très grande sûreté de leurs résultats, dont le plus important peut-être est que les comportements économiques des familles ne sont déterminés ni par l'appartenance de classe, ni par l'habitat rural ou urbain, mais par le niveau de revenu — conclusion imprévue et de haute portée pour l'interprétation de la société globale.

Toute cette effervescence de recherche ne fait pas que procurer un emploi temporaire aux finissants et du travail d'été pour les étudiants ; on songe aussi à la diffusion des travaux. « Ce serait manquer gravement à nos responsabilités intellectuelles que de laisser « dormir » les résultats de ces recherches au fond de nos tiroirs. » Un projet de revue facultaire, qui prendrait la relève, sous forme modernisée, des défunts *Cahiers de la Faculté,* traîne en longueur depuis une couple d'années. Le principal [107] obstacle, semble-t-il, provient de l'esprit internationaliste, qui invite à préférer les réseaux de diffusion extérieurs aux publications locales ; à quoi s'ajoute la difficulté de trouver une cohérence pluridisciplinaire pour l'entreprise. Avec l'approbation du Conseil de la Faculté, le Département de sociologie décide alors, à l'automne 1959, de faire cavalier seul. Consacrée aux travaux de recherche sur le Canada français, la revue sera néanmoins pluridisciplinaire dans son contenu, car la sociologie n'a-t-elle pas, « de par son destin et de par sa nature, une inéluctable fonction de polarisation et d'intégration » (Falardeau, allocution de lancement, 17 mai 1960) ? Dans l'esprit des fondateurs, cette formule n'est toutefois qu'une étape : « Nous pensons qu'il sera possible, dans quelques années, de publier une revue intégralement sociologique. Mais notre présent projet nous paraît correspondre à une phase nécessaire dans l'avancement de la sociologie au Canada français. » Après hésitation entre « cahiers » et « archives » de sociographie, on baptise la revue *Recherches sociographiques* et on opte pour la périodicité trimestrielle. Falardeau et Dumont seront les directeurs, Martin, le maître d'œuvre. Les trois autres professeurs du département, étayés de Léon Dion, Albert Faucher, Arthur Tremblay et l'abbé Roland Doyon, formeront le comité de rédaction.

La fondation de *Recherches sociographiques* semble marquer un virage localiste dans les orientations de la sociologie à Laval. Avant de s'adresser à la communauté scientifique internationale, ne faudra-t-il pas songer à alimenter la revue d'ici ? Et ne va-t-on pas se replier sur la monographie, comme aux beaux jours des années 1940, plutôt que d'accéder à la haute théorie de portée universelle ? Dans l'idée de Fernand Dumont, il s'agit bien plutôt de construire un milieu scientifique autour d'une institution, d'où il soit possible d'accéder à une authentique universalité. « L'intention de rejoindre la pensée la plus universelle devait être accompagnée, comme d'une condition d'authenticité, de la connaissance progressive du milieu social d'où le théoricien émerge. » (Projet soumis au comité de rédaction, 28 octobre 1959.) Côté pratique, Martin prend soin de donner à la revue une portée internationale, en montant un réseau d'échanges avec les grandes revues mondiales de sciences sociales. Dès l'été 1960, il a conclu affaire avec cinquante périodiques, dont la moitié (vingt-quatre) sont européens (seize français). Onze échanges vont aux États-Unis, trois en Amérique latine et un en Afrique du Sud, pour six périodiques canadiens et cinq québécois.

Le premier numéro paraît en mai 1960. Il est miméographié sur grand format (8 1/2 x 11), avec un tirage de 750 exemplaires. Outre le liminaire programmatique signé des deux directeurs, il comprend quatre articles de [108] recherche, une chronique sur les « situations de la recherche » et une rubrique de « comptes rendus ». La formule sera identique pendant les deux premières années, à quelques nuances près : une « revue des revues » s'ajoute aux numéros 2, 4 de 1960 et 2 de 1961, des « notes de recherche » remplacent à une couple de reprises la chronique sur la recherche en cours. En outre, les numéros 3 et 4 de 1961 sont regroupés en un cahier double de « matériaux pour une sociologie politique du Canada français », où les six articles de recherche sont complétés par un texte de présentation (Dumont) et un « inventaire des sources », préparé en collaboration sous la direction de Jean-Charles Bonenfant, de la Bibliothèque de la Législature. Des trente articles publiés en 1960 et 1961, près de la moitié (quatorze) sont signés par des professeurs du département, dont cinq en collaboration avec un autre professeur de la Faculté (ou un de Montréal) ; Fortin en a rédigé cinq, dont trois en collaboration. Quatre textes ont été fournis par les deux professeurs de la Faculté qui sont au comité de rédaction et trois, par des professeurs de la Faculté des lettres. Sept sont des thèses d'étudiants de sociologie ou de science politique. Un article provient du Département d'histoire à Ottawa et le dernier est extrait d'une thèse de doctorat américaine. Les professeurs du département ont en outre rédigé vingt-quatre des trente-cinq comptes rendus.

La recherche avait à ce point proliféré à la fin des années cinquante qu'on prévoyait pourvoir facilement la revue pour les huit numéros des deux premières années. Moyennant un peu de sollicitation. Falardeau active son réseau extérieur, mais l'historien Frégault donne priorité à la *Revue d'histoire de l'Amérique française ;* tel collègue de Montréal remet un texte qu'on préfère « ne pas publier immédiatement », pour manque de cohérence. Le numéro double de 1961, paru avec un fort retard, à dû être complété par une enquête *ad hoc* de Falardeau et par l'inventaire des sources. Il devient bientôt clair qu'on a péché par optimisme. À compter de 1962, la périodicité sera ramenée à trois numéros par année, en même temps que le format est réduit à 7 sur 10 et qu'on passe à la composition d'imprimerie. En octobre 1961, on décide en outre de la tenue, en avril, d'un grand colloque sur « l'état présent des recherches sur le Canada français ». En plus de regrouper, stimuler, orienter les efforts, les communications occuperont le numéro 1-2 de 1962, prévenant ainsi la disette de matière à publier.

Le colloque [*Situation de la recherche sur le Canada français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030616994)reprend, à dix ans de distance, l'intention des [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949)d'un tour d'horizon pluridisciplinaire des connaissances acquises, en vue d'« indiquer les recherches importantes qu'il reste à entreprendre ». La [109] formule se veut différente mais les objectifs sont en réalité formulés presque dans les mêmes termes. « Il ne s'agira pas, pour les auteurs des communications, de proposer leur interprétation de tel ou tel aspect de notre milieu. Ils auront plutôt à esquisser un diagnostic de l'état des travaux en tel ou tel chantier de la recherche et à indiquer, à partir de ce bilan, les tâches prochaines qui s'offrent aux chercheurs. » *(Programme du colloque.)* Les collaborateurs s'acquittent de la commandite de façon variable, parfois même « plutôt en zigzags » (Marcel Rioux), les uns s'en tenant à un inventaire, d'autres court-circuitant le bilan au profit de leur vision personnelle. Dans l'ensemble, toutefois, le contenu des exposés répond au mot d'ordre des organisateurs : « travail fait, travail à faire ».

La différence la plus visible par rapport au symposium de 1952 c'est que les dix-sept conférenciers et dix-sept commentateurs (sauf un Acadien) sont tous des scientifiques de Laval et de l'Université de Montréal. Les organisateurs avaient émis le vœu pieux d'une représentation égale des deux institutions ; en fait, Montréal ne fournit que six conférenciers et cinq commentateurs. Les exposés sont regroupés sous trois rubriques : les aspects historiques et les aspects écologiques, où les travaux « semblent plus abondants », les aspects sociologiques et anthropologiques, où la recherche est « encore un peu en friche » — impression que viendront sans doute corriger les Montréalais Benoît Mailhot ou Gilles Lefebvre, pour la psychologie sociale et la linguistique, entre autres. Quant aux tâches à entreprendre, les participants ont beaucoup insisté — l'atmosphère révolution tranquille aidant — sur l'organisation des infrastructures : archives, documentation, centres, planification, équipes, interdisciplinarité, formation de chercheurs... On a fait appel aux approches d'ensemble et aux méthodes universelles, ou dénoncé l'hypertrophie des préoccupations ethnocentriques. Mais plusieurs thèmes ou domaines de recherche précis ont aussi été pointés comme prioritaires. Par exemple : « je déplore beaucoup l'absence de bonnes études sur les Indiens de la Nouvelle-France » (André Vachon) ; « nous attendons avec impatience cette étude décisive sur les destins successifs de la bourgeoisie canadienne-française » (Fernand Ouellet) ; « tout le domaine de la génétique de population est en friche » (Jacques Henripin) ; « il est évident qu'il nous manque une sociologie des classes sociales du Canada français » (Guy Rocher).

Les professeurs du département assument chacun une communication. Au terme d'un inventaire minutieux et érudit des études religieuses, Falardeau propose des commentaires où les considérations de méthode se fondent sur un diagnostic de la culture canadienne-française : la psychologie du Canadien français étant « sous plus d'un rapport, théologique », il faut [110] aborder le phénomène religieux à partir des attitudes globales plutôt que par des sondages de pratique ; d'autre part, « les recherches à venir vaudront ce que vaudront notre perspective historique et notre information sur le passé ». L'inventaire de M.-A. Tremblay à propos de la culture acadienne débouche sur une nomenclature des lacunes qui mettent en évidence la « tâche vraiment colossale » d'une connaissance de l'Acadie. Yves Martin conclut son bilan des études urbaines par quelques suggestions précises de recherches à entreprendre pour connaître la société « *d'aujourd'hui »* et pour contribuer à la « tâche urgente » de l'aménagement urbain : le rôle des villes dans la dynamique du peuplement, la hiérarchie fonctionnelle des villes et leur contribution à l'aménagement du territoire, les modes de vie dans les banlieues nouvelles.

La communication de Gérald Fortin sur le milieu rural est plus ambitieuse, dans la mesure où elle propose une interprétation personnelle, basée sur les études classiques de Gérin, Miner, Blanchard, mais surtout sur les propres recherches de l'auteur. Côté bilan : « le milieu rural québécois est un monde inexploré où tout reste à découvrir ». Fortin ne s'en croit pas moins fondé à mettre la hache dans le modèle, largement pris pour acquis, de la société traditionnelle : le monde rural d'autrefois était hétérogène et caractérisé par de forts courants migratoires. Quant au milieu rural actuel, il est en majorité non agricole et pénétré par la mentalité urbaine. Côté travail à faire, les études les plus urgentes concernent d'abord « l'origine, l'intensité et la destination des grands courants migratoires qui ont agité la population rurale » ; par ailleurs, la structure du marché du travail dans le monde rural actuel.

Dumont s'est chargé du dernier exposé, sur « l'étude de la société globale ». La partie inventaire illustre par quelques cas types trois façons d'aborder le problème : la critique des idéologies, la connaissance historique, le modèle société traditionnelle/société urbaine. Une réflexion sur le concept de société globale invite à prendre distance vis-à-vis ces modes de pensée. Récusant la conception fonctionnaliste et l'idée de phénomène social total, qui présupposent l'unité de la société, Dumont pose que la société globale n'a d'existence que virtuelle et que le sociologue ne peut alors en aborder l'étude qu'à travers « des mécanismes particuliers et concrets qui travaillent à son intégration ». Quatre de ces mécanismes semblent caractéristiques de la société québécoise : les idéologies — auxquelles s'assimile l'historiographie — le système d'éducation scolaire, le pouvoir (à savoir l'État et les élites) et les classes sociales. On a ici, en condensé, un nouveau programme de développement pour la sociologie [111] québécoise des années soixante, en même temps qu'une nouvelle problématique pour l'étude des idéologies. Car Dumont invite les sociologues à renoncer à la contestation des idéologies, pour entreprendre plutôt de les analyser, à titre de « mécanismes par lesquels la société canadienne-française a tâché de se donner une représentation de ce qu'elle est ».

Le Département de sociologie et d'anthropologie,  
1961-1969

La recherche sur Saint-Jérôme, l'atmosphère de révolution tranquille, le contexte des indépendances africaines, la dominante de la pensée sociologique française, les intérêts personnels d'Yves Martin... orientent la sociologie, au tournant des années soixante, vers la question du développement. Un Groupe d'étude du développement économique et social, dont font partie Dumont et Martin, est mis sur pied à la Faculté, et deux assistants, l'un de sociologie et l'autre d'économique, sont engagés à l'été 1960 pour monter une documentation. Sans pour autant négliger les problèmes du Canada français, le groupe compte aborder la situation des pays en voie de développement, en portant « une attention particulière aux pays de l'Amérique latine et de l'Afrique du Nord ». À la rentrée, les apprentis sociologues de troisième année se voient offrir une option « recherche » ou « action ». Il ne s'agirait pour l'instant que de choisir entre un séminaire de Tremblay sur la monographie et un de Martin, sur le développement. Peut-être s'en est-on mal expliqué, ou les étudiants soupçonnent-ils une tentative de hiérarchisation entre la noble fonction de recherche et les basses tâches de l'application... quoi qu'il en soit, l'action n'attirant qu'un candidat sur douze, l'option doit être mise de côté. L'année suivante, c'est un choix tout différent qui sera offert — cette fois, avec preneurs — aux étudiants de troisième année : la sociologie ou l'anthropologie.

Dès l'annonce du départ de Rocher, au printemps 1960, le département a tenté de le remplacer par l'anthropologue Marcel Rioux, alors professeur à l'Université Carleton. Falardeau tâte prudemment le terrain auprès des hautes instances de Laval par une simple demande d'engagement comme professeur invité. Le projet est effectivement bloqué, Rioux étant tenu *persona non grata,* pour cause d'agnosticisme *public* — ce qui contrevient au caractère officiellement catholique de l'université. C'est le Département de sociologie de Montréal qui en hérite l'année suivante, moyennant le *nihil obstat* du cardinal. Cet échec n'empêche pas le département de Laval, sous la gouverne d'un nouveau directeur, d'investir dans l'anthropologie.

[112]

Désireux de consacrer son temps à un champ d'intérêt spécialisé, la sociologie de la littérature, Falardeau décide, en décembre 1960, de remettre les rênes du département à Fernand Dumont, le plus ancien de l'équipe mais qui n'a que trente-trois ans. La fonction de directeur, à l'époque, est encore une fonction de leadership intellectuel, bien plus que de gestion et de routine administrative. Dans la ligne de pensée durkheimienne, Dumont entreprend alors aussitôt d'élargir la sociologie vers une anthropologie générale, en y intégrant l'ethnologie ou anthropologie culturelle. Le projet est mis au point par les professeurs en mars 1961 et, sur approbation du Conseil de l'université, le département reprend une raison sociale complexe : Département de sociologie et d'anthropologie. L'intention n'est pas tant de faire cohabiter deux disciplines distinctes que d'ouvrir et de généraliser ce qui est conçu comme une seule et même science : la « science sociale » de Le Play et de Gérin, l'anthroposociologie de style Durkheim ; le programme d'études sera alors unique en deuxième année et largement commun en troisième et quatrième. Un nouveau cours de Dumont aura pour fonction d'expliciter la cohérence sous-jacente aux deux orientations proposées ; nonobstant les récentes remises en question de l'idée de *folk society,* il porte sur le modèle « société traditionnelle (anthropologie)/ société technologique (sociologie) » et sur ses fondements épistémologiques.

En suite des attaques portées, fin des années cinquante, par le doyen des sciences sociales de Montréal contre la sociologie de l'École de Chicago et de sa succursale lavalienne, certains intellectuels ou *social scientists* avaient cru devoir opposer la nouvelle sociologie de Montréal à une « école » de Québec — ce qui était peut-être, après tout, une façon d'entériner le jugement d'Everett Hughes, à l'effet que la Faculté de Laval était « le centre le plus actif en sciences sociales de l'Amérique du Nord ». Fernand Dumont n'en profite pas moins d'un compte rendu dans le deuxième numéro de *Recherches sociographiques* pour demander « qu'on nous laisse la paix avec cette « école de Québec » » : « Au cas où M. Lortie l'ignorerait, il règne au sein de la Faculté des Sciences sociales de Québec de grandes divergences idéologiques — que tous les professeurs tâchent de conserver comme un bien précieux ; d'autre part, les professeurs parlent peu, dans leurs cours, du nationalisme, de Gérin ou de M. Garigue — mais surtout, comme il se doit, de démographie, de stratification sociale, de la culture des Sioux ou de Durkheim. »

Effectivement, les étudiants d'alors n'entendaient guère parler de Gérin que dans le corridor et, même dans le cadre d'un cours comme la sociologie des relations ethniques, ils étaient plus facilement portés à traiter des [113] rapports structuraux entre art caduveo et organisation sociale bororo que des grands problèmes de la dualité canadienne. On corrige maintenant cette pédagogie peut-être un peu déracinée par l'introduction de quelques cours axés sur le milieu, qui sont l'équivalent des aires culturelles proposées aux anthropologues. À travers d'incessants remaniements et ajustements pragmatiques tout au long des années soixante, le programme de sociologie restera en gros articulé en quatre blocs, dont les trois premiers regroupent des cours obligatoires : théorie, méthode, Canada français, en plus des cours de sociologies spéciales, dont plusieurs sont optionnels.

La rentrée de 1961 a lieu sur le campus de Sainte-Foy, dans les locaux provisoires du pavillon des sciences appliquées, où la Faculté vient d'emménager. Dès cette année-là, les cinq étudiants qui optent pour l'anthropologie se voient offrir un programme étoffé. Avec un seul anthropologue de formation dans l'équipe, il a fallu faire appel à des collègues de la Faculté des lettres pour des cours de linguistique et de folklore, et prévoir l'invitation de plusieurs professeurs étrangers. Pour l'ethnologie de l'Afrique noire et de l'Amérique latine — les deux aires culturelles retenues en plus du Canada français — on a tenté de faire venir deux éminents savants français, Georges Balandier et Roger Bastide, qui transmettent l'invitation à Paul Mercier et à Maria Isaura de Quieroz — ce qui reste excellent. Le premier est en poste à compter de 1962 et aura le statut de professeur invité permanent ; celle-ci enseignera au département à l'automne 1964. Entretemps, l'anthropologie s'est doublée d'un autre professeur régulier : Albert Doutreloux, un africaniste belge mis en disponibilité par l'indépendance du Congo, qui arrive en novembre 1963.

Outre le besoin de compétences pour l'anthropologie, il faut voir à renflouer la sociologie générale, car le départ de Rocher n'a pas encore été comblé. Pour la psychologie sociale, on a songé à un autre professeur français, Jean Maisonneuve. Mais en ce début des années soixante, il n'y en a plus que pour l'anthropologie ; soucieux d'économiser les possibilités d'invitation de professeurs étrangers, on se rabat plutôt sur des chargés de cours de Montréal. Pour le grand cours d'introduction à la théorie en deuxième année, le besoin est urgent. À l'automne 1961, le département décide de faire à nouveau pression sur les supérieurs du père Jean-Paul Montminy, alors étudiant en quatrième année mais déjà docteur en théologie. Les dominicains ont vraisemblablement consenti à céder celui-ci dans l'idée d'assurer la continuité de leur présence à la Faculté ; il est donc engagé à l'été 1962.

Côté développement : Napoléon LeBlanc, directeur du Centre d'éducation populaire, a été affecté à la sociologie, mais pour être aussitôt nommé [114] doyen de la Faculté ; il n'aura qu'un pied dans le département. En 1961, il est déjà question d'ouvrir un Institut et Martin songe à son ancien assistant, Gabriel Gagnon, qui termine un doctorat avec Balandier, sur le développement coopératif au Sénégal ; devant l'offre au conditionnel qui lui parvient de Laval, Gagnon opte pour une proposition concurrente du Département d'anthropologie de Montréal. On récupère alors Claude Corrivault, professeur à la Faculté de commerce, qui est membre du groupe d'étude sur le développement et déjà chargé d'un cours au département. Le projet d'Institut prend cependant un méchant coup de plomb dans l'aile en 1964, quand Martin, que sollicite depuis 1961 Arthur Tremblay, maintenant sous-ministre de la Jeunesse, se décide à faire la plongée technocratique pour entreprendre une carrière de grand commis de l'État au nouveau ministère de l'Éducation. Il gardera toutefois pendant encore deux ans un pied au département et la responsabilité de la revue. C'est Marc-André Lessard, alors au Centre de recherche en sociologie religieuse, qui le remplace en 1965 pour la sociologie urbaine et régionale et, pour la démographie, André Lux, aussi spécialiste de la sociologie économique.

La question du développement a cependant un autre chef de file au département, en la personne de Gérald Fortin, qui a délaissé ses recherches sur les mathématiques sociales pour se retrouver éminence grise — « conseiller technique » — de la grande expérience de planification régionale dans l'Est du Québec (B. A.E.Q.), dont prend la direction Guy Coulombe, l'ancien assistant de sociologie pour le Groupe d'étude sur le développement. Le projet d'Institut ne sera donc pas mis de côté. En septembre 1964, sa création est considérée urgente et on en fait officiellement part au doyen. Le projet se transforme toutefois au cours de l'automne pour faire place à l'idée d'un Institut supérieur des sciences humaines, dont le développement formerait une première section. L’I.S.S.H. est mis sur pied en 1967, avec Fernand Dumont comme directeur. L'intention est de fournir un « milieu de travail » ou un « carrefour de réflexion » pour la recherche interdisciplinaire. L'Institut est ainsi un regroupement transfacultaire de professeurs seniors, qui ont le statut de directeurs de recherche et qui s'associent d'autres collègues. Il comprend deux sections : « sciences de la culture et épistémologie »,« développement économique et social ». Bien que définie par la recherche, cette nouvelle structure remplit aussi une fonction d'enseignement, en offrant des séminaires et travaux de recherche aux étudiants de maîtrise et de doctorat, qui pourront y faire une partie de leur scolarité moyennant approbation de leur département de rattachement. L'interdisciplinarité s'avère cependant difficile à mettre en pratique. [115] Quelques-uns des huit directeurs de recherche de la première section organisent des séminaires multiprofessoraux, mais qui ne sont pas toujours bidisciplinaires ; les autres ne font qu'inscrire à l'Institut un séminaire personnel — que suivent peut-être des étudiants d'autres départements. Quant à la section développement, elle offre la première année un séminaire d'Albert Faucher en histoire économique, des carrefours plus ou moins informels l'année suivante, et n'arrive pas à démarrer vraiment. De surcroît, Fortin quitte à son tour le département en 1969, pour prendre, après une année sabbatique au Mexique, la direction du Centre de recherche urbaine et régionale de 1T.N.R.S., nouvellement créé à Québec. Avec l'engagement de Doutreloux et de Lux, un autre Belge anciennement du Congo, le département a recruté deux premiers professeurs qui ne sont pas ses propres produits. En 1966, on engage encore l'Américaine Nancy Schmitz, diplômée de la Faculté des lettres de Laval en ethnologie du Canada français. Les professeurs n'ont pas pour autant renoncé à leur politique privilégiée de recrutement de produits locaux perfectionnés à l'étranger — le plus souvent moyennant une bourse de la Faculté, qui tient lieu d'engagement anticipé. En mai 1964, on a l'œil sur trois éventuelles recrues, disponibles vraisemblablement dans deux ans et qui semblent répondre à deux critères décisifs : la capacité de faire équipe avec le corps professoral en place, l'aptitude pédagogique. Le premier choix va à Renaud Santerre, un diplômé d'anthropologie de l'année précédente, avec formation initiale de linguiste, qui prépare un doctorat français sur l'Afrique ; il se laissera désirer, et en mettant ses conditions, jusqu'en 1968. Paul Bélanger, un diplômé de 1962 et assistant de Fortin depuis deux ans, est destiné à la coopération et au développement ainsi qu'à la psychologie sociale — domaine vers lequel on songe alors à ouvrir une troisième orientation ; il rentre de Paris, tel que prévu, en 1966, mais spécialisé en syndicalisme et mouvements sociaux. Pour les méthodes statistiques, on songe à Jean Pronovost, un diplômé de l'année, qui fera plutôt carrière comme haut fonctionnaire au ministère de l'Éducation ; à défaut, et pour combler la lacune chronique en psychologie sociale, on fera finalement appel, en 1967, à Nicole Gagnon, une diplômée de 1962 et ancienne assistante de Fortin, alors aux études à Paris. Au début de 1966, on décide encore de tâter le terrain auprès de trois nouveaux poulains, assistants de recherche au département ou finissants : Pierre Beaucage, pour l'ethnologie de l'Amérique latine ; Claude Beauchamp, qui fera des études doctorales à Paris dans le domaine de la coopération ; Pierre Saint-Arnaud, qu'on engage d'abord comme assistant.

[116]

Les plans d'embauché de la mi-soixante vont s'avérer insuffisants, alors que Fortin succède à Dumont comme directeur, en janvier 1966, tandis que celui-ci est professeur invité à la Sorbonne. Car la courbe d'inscription étudiante se met à prendre une pente apeurante. Après fluctuation en 1961, ce qui donne quatre finissants en 1964, pour quatorze l'année précédente, l'inscription a recommencé à croître. Désormais logé dans les nouveaux locaux du pavillon De Koninck, le département comptait, à l'automne 1964, 54 étudiants, dont 24 en deuxième année ; à l'hiver, les effectifs grimpaient de 75 pour 100, avec 40 recrues de première année ; cet hiver-ci, ils affichent un accroissement net de trente-quatre, soit une cinquantaine de nouvelles inscriptions, si on décompte les dix-sept finissants de 1965. Cette gratifiante popularité se transforme bientôt en quasi-catastrophe. Avec la suppression du trimestre de propédeutique, en 1966, les étudiants s'inscrivent directement dans les départements. À l'automne 1967, on en dénombre quelque 320, soit 261 dans les trois années de baccalauréat, 44 en maîtrise et une quinzaine au doctorat. Avec douze professeurs pour encadrer cette masse, le département « pourra fièrement changer son nom en celui d'École primaire de sociologie et d'anthropologie », plaisantait le directeur dans un S.O.S. adressé en juin au doyen.

Le raz-de-marée atteint à l'automne 1968 un premier sommet de quelque 430, érodé les années suivantes par des prérequis en mathématiques au cégep et par l'amputation de l'anthropologie — mais qui sera outrepassé en 1976, par suite de la suppression des prérequis. C'est maintenant Jean-Paul Montminy qui assume la gestion de ce département de masse. Falardeau est en Europe, professeur invité à l'Université de Caen. Trois nouveaux professeurs ont été engagés : Alf Schwarz, un autre ancien du Congo belge mais d'origine allemande, Renaud Santerre et Alfred Dumais, inscrit au département pour un doctorat ; un quatrième poste attend impatiemment le retour de Beaucage, qui rentre finalement pour le trimestre d'hiver. On pourra aussi compter sur trois professeurs invités, trois ou quatre chargés de cours, en plus d'une trentaine de répétiteurs ou assistants, recrutés chez les étudiants de maîtrise. Quatre postes sont encore ouverts en 1969 : celui prévu pour Beauchamp, un pour l'anthropologie, qui va à Paul Charest, et deux en développement, attribués à Yvan Labelle et Francine Dansereau, assistants à l'Institut supérieur des sciences humaines ; celle-ci démissionnera toutefois dès la fin de l'année. Par ailleurs, Fortin est en congé sabbatique, Falardeau est toujours à Caen et Doutreloux, à qui l'Université de Louvain vient d'offrir un poste, ne donne qu'un enseignement condensé en début de trimestre, avant de quitter définitivement le département.

[117]

Les ondes de choc de la révolte étudiante mondiale atteignent l'Université Laval à l'automne 1968, au moment où les effectifs de sociologie sont à un maximum. L'insécurité grégaire due à une subite densité écologique fournit un terreau propice aux mouvements de revendications ; les étudiants s'agitent, des cours sont contestés, le trouble atteint les plus jeunes rangs du corps professoral. L'agitation reprend de plus belle à l'automne 1969, tandis que professeurs, assistants et étudiants travaillent à mettre sur pied des structures de participation. Nonobstant une répartition très inégale entre les deux options (quatre fois plus d'étudiants et deux fois plus de professeurs en sociologie), les anthropologues réclament une représentation paritaire. Au conflit étudiant vient se greffer un contentieux chez les professeurs quant à l'attribution des postes, qui est sous-tendu par des rivalités personnelles. Plus fondamentalement, les nouveaux venus en anthropologie partagent mal la conception généralisante à l'origine du département, qui ralliait Tremblay et Doutreloux ; plutôt que des programmes d'études différenciés, assumés par une seule et même équipe de professeurs, ils conçoivent les deux options comme deux corps disciplinaires distincts, fédérés dans une unité administrative. Feignant d'ignorer un ratio étudiants/professeurs qui leur est hautement favorable ( 12 contre 20, pour les effectifs bruts ; 17 contre 34, pour les effectifs pondérés par le niveau d'études), les anthropologues mettent de l'avant d'ambitieux projets de développement disciplinaire, et Santerre soutient que les deux sections doivent être « considérées exactement sur le même pied ». Un projet d'attribution des postes d'assistants, en décembre, fait éclater le conflit. Le climat est alors si pourri que les professeurs de sociologie demandent le divorce et le rattachement de l'anthropologie à l'autorité directe du doyen, en attendant qu'un nouveau statut lui soit reconnu. Sociologie et anthropologie font « chambre à part » à compter de janvier et un comité facultaire est mis sur pied le 3 février pour étudier la situation. Encadrés par Santerre et Bélanger — lequel a d'emblée rejoint le clan de la contestation, à titre d'expert en mouvements sociaux et de partisan du mai 68 — les étudiants et assistants d'anthropologie entreprennent d'accélérer les choses le 11 mars, par une opération d'occupation de locaux, dont la première cible est l'Institut supérieur des sciences humaines, symbole du « pouvoir » de la haute culture savante. En mai, le comité remet son rapport, qui recommande la création d'un Département d'anthropologie, tout en mettant en garde contre les prétentions à de nouvelles ressources, ce département étant destiné à être moins gros que les autres. En dépit des politiques de l'Université, qui sont alors à la centralisation, le Département de sociologie et d'anthropologie redevient ainsi officiellement Département de sociologie tout court à l'automne 1970.

[118]

Pensées des années soixante

À compter de l'automne 1959, le Québec est « désormais » officiellement une société moderne qui proclame la nécessité des changements. Quoi qu'on ait pu en penser, la sociologie de Laval n'a pris qu'une part bien modeste à l'entreprise de modernisation étatique de cette époque. Guy Rocher, membre de la Commission Parent, représente maintenant Montréal ; il n'aurait d'ailleurs pas tant fait fonction de leader d'idées, à la commission, que de « *best-liked-man »*. Quoi qu'il en soit, le Rapport Parent est davantage le produit de l'esprit du temps que l'œuvre de la raison sociologique. Yves Martin est bien devenu un des grands commis de l'État modernisateur, mais en renonçant au métier d'universitaire. Quant à ceux qui restent : Falardeau occupe, de 1961 à 1963, la présidence d'un Conseil des arts du Québec, qui, à défaut de se retrouver sur la même longueur d'ondes que les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires culturelles, n'aura que peu d'impact et disparaîtra sans bruit [[49]](#footnote-49). Dumont n'assumera le mandat de définiteur de société qu'en 1968, et pour le compte de l'Église (Commission d'enquête sur le rôle des laïcs dans l'Église). Fortin résistera à la tentation du pouvoir, préférant le rôle de « rêveur de société ». Le département n'a vraiment été mêlé au processus de modernisation qu'au niveau régional, dans le cadre de la grande expérience de planification dans l'Est du Québec (B.A.E.Q.), dont les principaux responsables sont déjeunes produits de la sociologie de Laval et où la majorité des étudiants de l'époque ont eu l'occasion de faire leurs classes. Les professeurs considéraient toutefois que « le département n'a pas intérêt à prendre une responsabilité directe dans l'entreprise » — ce qui ne les a pas empêchés de faire leur incursion sur le terrain des opérations, ou de puiser dans l'expérience d'importants éléments de réflexion.

La conjoncture des années soixante, en revanche, a d'inévitables répercussions sur la pensée sociologique. Une phase de forte expansion économique, combinée à de spectaculaires victoires politico-technocratiques contre Ottawa, suscite un climat d'euphorie collective : « Québec sait faire. » La sociologie cesse alors de se cantonner dans l'ascèse positiviste, qui tentait d'opposer aux « fausses idées claires » la description objective de la réalité, pour endosser le volontarisme collectif et aborder la connaissance des *possibles.* Falardeau cherche les repères de la société possible dans [119] l'imaginaire romanesque ; Dumont interroge les idéologies pour comprendre « à quoi rêvent les collectivités » ; Fortin élabore lui-même une audacieuse utopie de « société démocratique de développement », qui déborde sur la gauche toutes les tendances technocratiques du temps.

1. Méditer sur le progrès

Le Département de sociologie de Montréal, qui tirait de l'arrière dans les années cinquante et qui avait même failli lui aussi être supprimé en 1959, amorce son décollage en 1960, avec l'acquisition de Guy Rocher et, l'année suivante, de Marcel Rioux et de Jacques Dofny, un autre immigrant belge. Aussitôt en place, Rioux et Dofny transforment la section de sociologie de l'ACFAS, ouverte par Falardeau en 1956, en Association canadienne des anthropologues, psychologues sociaux et sociologues de langue française, qui tient un colloque sur « le développement social » à l'automne 1962. Fernand Dumont y présente une ambitieuse communication.

Dumont aborde la question du développement sous l'angle d'une épistémologie de la science économique, domaine où il travaille depuis plusieurs années, dans le cadre d'un cours de sociologie économique. Pour le sociologue, « penser la dynamique sociale totale de notre société [...] ce sera ajouter de nouvelles dimensions à ce cadre assuré de variables économiques ». Au-delà de cette construction théorique, cependant, « la réflexion sur l'évolution se mue en méditation sur le progrès » et débouche ainsi inévitablement sur le problème des valeurs. Intervient alors un tout autre mode d'approche de la dynamique sociale : l'analyse des « idéalogies » — néologisme que Dumont laissera ensuite tomber — « seule source possible de lecture des fins [...], qui expriment à la fois l'émergence des valeurs au sein de l'évolution et l'irréductibilité des valeurs à l'évolution ». Ce texte de 1962 opère ainsi une jonction entre deux ordres de questions, auxquelles Dumont consacrera à chacune un livre : *les Idéologies,* publié aux PUF en 1974 ; [*la Dialectique de l'objet économique*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/oeuvres_completes/dialectique_objet_economique/dialectique_objet_economique.html)*,* paru chez Anthropos en 1970, mais présenté comme thèse de troisième cycle à la Sorbonne en 1966. Après quoi Dumont délaissera la question du développement économique pour s'attaquer à celle du développement culturel, d'abord avec *le Lieu de l'homme* (H.M.H., 1968), un ouvrage philosophico-théorique sur « la culture comme distance et mémoire ».

[120]

2. L'imaginaire social

L'association de sociologie fondée à Montréal végétera plus ou moins jusqu'à sa relance au milieu des années soixante-dix ; ses colloques n'empiéteront guère sur ceux de *Recherches sociographiques,* dont le premier, en avril 1962, devait inaugurer des assises biennales en février. Pour 1964 et 1966, la revue retient comme thèmes : la société traditionnelle et l'urbanisation, saisie dans ses aspects historiques et écologiques. On peut difficilement traiter de la première question sans de nouvelles recherches : les collaborateurs pressentis laissent alors entendre qu'ils ne sont pas en mesure d'y apporter une contribution originale à si brève échéance. Plutôt que de reporter le colloque à 1965, et risquer ainsi de voir s'effriter le projet d'assises biennales, on se rabat sur un autre thème, proposé par Falardeau : « littérature et société canadienne-française » — ce qui touche déjà à l'idée de développement culturel.

Vu le thème retenu, les participants au second colloque de la revue sont principalement des critiques littéraires, dont trois de Laval. Les écrivains Hubert Aquin et Claude Jasmin ont aussi été invités à commenter les exposés de Michel Van Schendel, Gilles Marcotte et Jean Filiatrault, sur l'amour, la religion et la révolte dans la littéraire romanesque. Sauf Jean-Charles Bonenfant, alors chargé de cours, aucun professeur de la Faculté n'y participe. Du département, seuls Falardeau et Dumont présentent une communication, la première commentée par Marcel Rioux et la seconde, par Jeanne Lapointe, de la Faculté des lettres — et ancienne étudiante de l'École du père Lévesque. Les cinq autres professeurs signent toutefois, dans l'ordre alphabétique, le texte d'une enquête collective (dont le maître d'œuvre est vraisemblablement Martin) sur « le statut de l'écrivain et la diffusion de la littérature », basée sur des données quantitatives et sur des entrevues auprès d'écrivains et d'éditeurs. Retenons-en que « 1955 [...] marque un point tournant dans toute la production du livre » ou que, « depuis 1957-1958, on assiste à un « renouveau » » ; que les éditeurs sont assez sévères devant le déferlement de jeunes auteurs, qui écrivent mal, s'engluent dans le défoulement sexuel et soumettent des textes insuffisamment travaillés ; « que l'avenir de la littérature, ici, est lié à une transformation radicale de la société ».

« Le romancier [...] pousse jusqu'à leur limite des destinées dont il a trouvé des indices dans son expérience [...], il décrit comme vraisemblable ce qu'il a pressenti comme possible. » L'univers romanesque apparaît alors comme la société « transposée [...] recomposée [...] transcendée » : la société possible. Falardeau base sur ces prémisses une analyse des « milieux [121] sociaux dans le roman canadien-français contemporain », effectuée sur un corpus de vingt-huit romans, publiés de 1938 à 1962. Il y repère notamment un clivage entre la famille bourgeoise, « où le personnage important est le père », et la famille ouvrière, dominée par la mère ; la faible importance du milieu de collège contrastant avec la présence surprenante de l'hôpital ; la persistance du personnage de l'écrivain, qui « incarne l'ambition la plus résolue d'émancipation sociale ». « Cette société, conclut-il, est de plus d'une façon insulaire. » Le décalage de classes et de générations qui y apparaît, par contre, « ne révèle-il pas aussi des cassures définitives dans notre continuité historique et des tentatives existentielles d'une nouvelle prise de possession d'un univers depuis longtemps désenchanté ? » Le texte sera reproduit dans *Notre société et son roman,* publié chez H. M. H. en 1967.

Le « beau texte » de Dumont, souligne le commentateur, « tout illuminé du dedans par un certain lyrisme de l'abstraction », expose trois perspectives de méthode constitutives d'une sociologie de la littérature : étude des œuvres singulières en tant qu'idéologies ; genèse de la fonction littéraire ; « éclairage de la démarche sociologique par les œuvres ». Le premier point fait écho aux travaux sur les idéologies, auxquels Dumont est en phase de donner une place marquante au département. Le second particularise le modèle global société traditionnelle/société technologique, mis à la base de l'enseignement au département et qui forme l'armature du *Lieu de l'homme.* Le troisième converge vers la problématique de Falardeau sur la littérature comme société possible, comme « indispensable dénonciatrice de déterminismes ». Ce texte sera lui aussi repris dans un recueil d'articles : *Chantiers. Essais sur la pratique des sciences de l'homme,* publié également chez H.M.H., en 1971.

3. La nation contre les classes

À son arrivée au Département de sociologie de Montréal, Marcel Rioux a encore eu l'idée de profiter du 5e congrès mondial de sociologie, qui doit se tenir à Washington en septembre 1962, pour organiser une rencontre de l'Association internationale des sociologues de langue française, fondée par Georges Gurvitch. Il fait part du projet aux collègues de Laval, qui se montrent intéressés, à condition qu'une partie des événements aient lieu à Québec. L'initiative de Rioux n'aboutit que deux ans plus tard. Vu que le département de Laval occupe encore le haut du pavé, et considérant que le président Gurvitch tient son directeur en estime toute particulière, c'est au Lac Beauport qu'a lieu le 5e congrès de l'A.I.S.L.F., du 29 septembre au 4 octobre 1964, soit quelques mois seulement après le colloque sur la [122] littérature. Yves Martin, qui travaille alors avec Marcel Rioux à la publication de leur recueil sur la *French Canadian Society,* en est le grand organisateur.

Le colloque du Lac Beauport porte sur les classes sociales. Les actes sont publiés dans les *Cahiers internationaux de sociologie* (XXXVIII et XXXIX), la revue de Gurvitch, mais les communications québécoises sont reproduites dans le numéro 1, 1965, de *Recherches sociographiques.* On y trouve des textes de Falardeau, Rioux, Dumont et Fortin (plus une étude de Dofny sur les aspirations à la mobilité sociale des ouvriers de la métallurgie, qui ne fait pas partie des actes du colloque) ; retenu vraisemblablement par les travaux de la Commission Parent, Rocher n'y est pas.

Rioux avait déjà publié, en 1962, un article conjoint avec Dofny sur « les classes sociales au Canada français », resté classique pour avoir donné le jour au concept de « classe ethnique », « mais sans que sa naissance soit l'occasion d'unanimes réjouissances [[50]](#footnote-50) ». Il revient ici sur les rapports entre conscience ethnique et conscience de classe. Réaffirmant la thèse que la première conditionne la seconde, il veut surtout pointer le phénomène nouveau du passage de la conscience ethnique à la conscience nationale : du Canada français comme culture, au Québec comme société industrielle et comme État. Toujours sensible à « ce qui est en train de naître », Rioux se trouve ainsi à donner ses lettres de créance scientifique au néo-nationalisme qui commence alors à émerger de l'idéologie modernisatrice de 1960. La question nationale n'en suscite pas moins une empoignade lorsqu'un précurseur du Général, l'anthropologue Jacques Berque, vient offrir aux Québécois l'analogie avec la décolonisation nord-africaine, ce qui lui vaut une rebuffade suisse pour ingérence dans les affaires internes des « Canadiens ».

Tout en prenant acte de l'émergence du néo-nationalisme ou du Québec comme « État de la société canadienne-française », les trois sociologues de Laval s'en tiennent au thème des classes sociales, qu'ils abordent dans une perspective historique. Dans sa communication au colloque « situation de la recherche », Dumont avait proposé quatre grandes voies d'approche à l'étude de la société globale, dont les idéologies et les classes sociales. Il synthétise ici ces deux avenues — dont la seconde recoupe en fait chacune des trois autres — dans une étude sur « les représentations idéologiques des classes au Canada français », qui débouche sur la question de la bourgeoisie. « Nous assistons présentement à l'émergence d'un néo-nationalisme [123] [où] le thème de la quasi-identification de la nation et de la classe prolétarienne redevient à la mode. » La redéfinition de la société globale dépend toutefois du statut qu'on y donnera à la bourgeoisie : ralliement au nationalisme de la grande bourgeoisie d'origine canadienne-française ou « développement social qui économise la constitution d'une bourgeoisie nationale pour s'appuyer sur des élites déjà existantes dans notre milieu mais à qui fait défaut encore une idéologie coordonnatrice ». Falardeau débouche sur un diagnostic fort voisin, au terme de son étude historique sur « l'origine et l'ascension des hommes d'affaires dans la société canadienne-française ». On ne peut appliquer le terme de bourgeoisie à cette « catégorie socialement visible », car « son rôle historique sur le plan de l'idéologie et du leadership a été à peu près nul ». Par contre, l'ascension récente des hommes d'affaires « au sommet de notre structure oligarchique les rapproche intimement du pouvoir politique ». Reste à savoir quelle correspondance s'établira entre leur idéologie et celle « d'autres catégories dominantes qui participent déjà à la définition d'une société en train de découvrir son vrai visage ». Quant à Fortin, il fait valoir comment le « phénomène crucial » de la consommation empêche la formation d'une conscience de classe en milieu rural comme en milieu ouvrier : « le producteur aussi bien que le citoyen sont encore à prendre conscience d'eux-mêmes » ; « l'idée d'autogestion est, à toutes fins pratiques, inexistante ».

4. L'ère des technocrates

Le colloque de *Recherches sociographiques,* en 1966, porte sur une autre des quatre grandes voies de recherche sur la société globale : le pouvoir (système politique, élites, autorité...). Le projet a été préparé par Dumont et Fortin, et l'organisation est assumée par Montminy, qui a remplacé Martin au poste de rédacteur. Tous les professeurs du département, sauf un, sont encore mis à contribution pour une communication ou un commentaire, alors que la sociologie de Montréal n'est représentée que par Jacques Brazeau et Jacques Dofny, qui assument respectivement un exposé sur « les nouvelles classes moyennes » et un commentaire. La contribution des professeurs de la Faculté (de science politique, surtout) prédomine aussi sur celle des universitaires montréalais. Par ailleurs, on a attribué la responsabilité de deux communications et d'un commentaire au docteur Camille Laurin (alors à l'Institut Albert-Prévost) et à Claude Ryan ainsi qu'à Jean-Marc Léger, journalistes au *Devoir.*

La nouvelle classe dirigeante — cadres, techniciens ou technocrates — dont la présence avait tout juste été signalée au colloque du Lac Beauport, occupe maintenant le devant de la scène, dans un Québec devenu carrément [124] moderne. « Notre société est dominée par deux constellations de planificateurs et de technocrates qui s'opposent, au moins partiellement, par leurs objectifs et par leurs idéologies. L'une est issue de l'université. L'autre est issue de la grande entreprise industrielle ou financière. L'une et l'autre cherchent à contrôler l’État. » (Falardeau.) « La caractéristique essentielle du pouvoir d'aujourd'hui réside dans un déplacement : du pouvoir sur les personnes au pouvoir sur la connaissance et sur les valeurs. » (Dumont.) « Le pouvoir ne se justifie plus par le recours à une valeur ou à une force externe à lui-même mais plutôt par sa rationalité interne en fonction des objectifs à atteindre [...] il faut une compétence. » (Fortin.)

De l'expérience du B.A.E.Q., qui a vu s'affronter élites locales, techniciens de la planification et animateurs populaires, Fortin a tiré l'idée d'une « société démocratique de développement », dont il expose ici, sous un mode qui se veut positif, une première ébauche. (La version développée, prévue pour servir d'introduction au rapport de la Commission Castonguay, mais finalement reléguée en annexe, sera publiée en 1970, sous le titre : *la Société de demain : ses impératifs, son organisation.)* Le projet de société de Fortin part d'une observation : « une affirmation croissante, dans tous les domaines, d'une volonté de participation aux décisions » : embryons de gouvernements régionaux, conseils consultatifs auprès des ministères, conscientisation des citoyens par l'animation sociale... Le problème qui se pose alors aux technocrates est de savoir allier leur valeur fondamentale d'efficacité/rationalité avec la valeur démocratique de la participation. Sauront-ils attendre l'unanimité de la population dont ils ont besoin pour travailler efficacement ? ou choisiront-ils de s'en passer devant l'urgence des besoins immédiats ? Le problème de la société postindustrielle revient donc à allier les revendications populaires aux exigences techniques, ce qui serait le nouveau rôle du sociologue et ce qui exige une nouvelle sociologie.

Tout comme pour le concept de « classe ethnique », la naissance du projet de société démocratique de développement ne sera pas « l'occasion d'unanimes réjouissances ». La nouvelle génération de sociologues issus de Laval fera bientôt valoir que la participation, loin d'être une nouvelle forme de démocratie, en est plutôt le contraire, et que, loin de s'opposer à la « société technocratique de bien-être », ce modèle n'est qu'une version sophistiquée de la société-machine, apte à s'adapter automatiquement à son environnement [[51]](#footnote-51). (Ces critiques valent certainement pour la participation, [125] telle qu'elle s'est réalisée dans les faits, mais pas nécessairement pour l'utopie sociale de Fortin, à laquelle on pourrait plutôt reprocher d'être doublement hégélienne : en partant du postulat que c'est par la participation à l'État que les hommes sont libres ; en supposant que la démocratie puisse dépasser la technocratie tout en l'englobant.) Pour l'instant, le commentateur Jacques Dofny fait état de trois objections : l'idée d'une société postindustrielle, tout aussi homogène que la société traditionnelle mais définie par les valeurs de la science et de la raison, saute par-dessus le présent ; il est abusif d'accorder aux techniciens une vision exacte de l'avenir ; les élites actuelles ne se nourrissent pas d'une philosophie de l'égalité ou de l'unanimité mais du principe de compétition et de libéralisme. À quoi font écho quelques commentateurs de Laval. La rationalité n'est pas une valeur susceptible de créer une nouvelle cohérence culturelle : à défaut de mécanismes de définition de valeurs communes, le Québec modernisé, sécularisé, « risque d'être une société stationnaire, où tout le monde a raison mais où il n'y a pas de politique commune, ou encore, une société totalitaire, où le pouvoir se charge d'imposer à tous les valeurs collectives » (Corrivault). Sous-jacente à l'idée d'un nouveau rôle pour le sociologue, c'est la tentation technocratique qui pointe l'oreille : la seule façon de répondre aux besoins de notre temps est de faire notre métier d'hommes de science (Doutreloux).

5. Une ville à inventer

Dès le printemps 1966, les professeurs du département décident des thèmes des trois prochains colloques de la revue. Pour le premier, on regroupe les questions de la société traditionnelle et de l'urbanisation, prévues antérieurement pour 1964 et 1966 ; en 1970, les débats porteront sur le développement et, en 1972, sur les idéologies et les mouvements sociaux.

Organisé par Lessard et Montminy, le colloque de 1968 ne porte finalement que sur l'urbanisation, renvoyant ainsi aux calendes grecques la question de la société traditionnelle — thème sans doute un peu hors d'ordre en cette conjoncture de modernité. Certaines des communications prévues au programme n'ont pu être données ou reproduites dans les actes, et les exposés, cette fois, ne sont pas commentés. De sorte que la publication ne regroupe que neuf communications (contre douze en 1966), en plus des brèves réflexions d'une table ronde, d'un « essai de synthèse » et d'une volumineuse « bibliographie des villes du Québec », établie par Lessard. La contribution des professeurs du département est en outre plus [126] limitée : deux communications seulement, outre la participation de Fortin et de Dumont à la table ronde et l'exposé de conclusion, confié cette fois à André Lux — le seul à n'avoir pas pris une part active au colloque de 1966.

C'est Fortin qui assume l'exposé d'ouverture, sur « le Québec : une ville à inventer » : combinaison d'observations positives et de vision utopique, qui synthétise plusieurs aspects de sa pensée. Il part du postulat que la pensée scientifique se rapproche de la pratique politico-sociale, que le déterminisme « cède le pas au volontarisme sociétal » et que la tâche de la sociologie est désormais prospective. « Je voudrais que ce colloque [...] recherche les innovations sociales encore mal définies qui contiennent déjà l'embryon des institutions futures possibles. » Quant à l'urbanisation, Fortin fait d'abord valoir qu'elle n'a pas été historiquement le produit de l'industrialisation ; la ville postindustrielle n'a alors pas davantage « à faire du centre un lieu de concentration des activités de production et de consommation de masse [mais plutôt] un lieu de création intellectuelle et un lieu de fête ». Il revient en outre sur l'idée que la distinction rural/ urbain ne veut plus rien dire, le Québec étant devenu « une immense ville à concentration variable », faite d'agglomérations et de villes-régions à faible concentration, où les jeunes ruraux sont de mentalité souvent plus moderne que les citadins. Il fait finalement appel à son modèle de participation et à l'idée de gouvernement régional pour parachever la transformation du Québec en société moderne, en allant jusqu'au bout du processus d'urbanisation. « Il est d'ailleurs trop tard pour choisir autre chose. Nous sommes condamnés à être créateurs. »

La vision prospective de Fortin ne rallie pas d'emblée les esprits. Pour le géographe, « l'œkoumène québécois se compose de deux types d'espaces fondamentalement différents » : la plaine de Montréal et le reste de la province (Louis Trottier). L'économiste fait valoir que la concentration est une variable majeure : elle accroît le pouvoir de choix, « ce qui explique son attrait pour les agents économiques » (Marcel Daneau). Fernand Dumont, de son côté, s'inscrit en faux contre le rêve d'un Québec de part en part urbain — « nos contemporains ont besoin qu'existent quelque part une vraie campagne et d'authentiques paysans » — tout en réclamant un déplacement de la recherche « vers l'analyse minutieuse de la culture urbaine ». Et dans son exposé de synthèse, Lux met en évidence la nécessité de distinguer entre les phénomènes qui relèvent de l'opposition rural/ urbain, de l'opposition traditionnel/moderne ou du clivage de classes sociales — pour conclure qu'il serait « plus réaliste [...] de concevoir le milieu urbain moins comme le diffuseur d'une culture autonome que [127] comme le « révélateur » de problèmes qui tissent le devenir global d'une société historique en quête d'une destinée encore incertaine ».

6. La crise du développement

Le colloque sur l'urbanisation sera le dernier de la série, les deux directeurs de *Recherches sociographiques* ayant décidé d'en rester là. Ils donnent pour raison que la recherche est désormais suffisamment développée pour que la revue puisse s'approvisionner sans se mettre en grandes dépenses d'organisation. Effectivement, celle-ci vivra sur son erre d'aller dans les années soixante-dix, alors que les professeurs du département n'y publient que très peu, surtout dans la première partie de la décennie : seulement sept des quatre-vingt-dix-neuf articles ou notes parus entre 1970 et 1975, la part du département s'élevant à 20 pour 100 avec treize textes d'étudiants — à 35 pour 100, si on inclut les anciens étudiants. (Il ne serait pas exact d'en déduire que les deux tiers des textes proviennent directement de l'extérieur, car ces chiffres incluent quelques numéros thématiques rassemblés par un professeur ou un ancien du département, dont Marc-Adélard Tremblay en 1970.)

La question du développement, qui devait faire l'objet du colloque de 1970, aboutira ainsi à Montréal, lorsque paraîtra, en 1973, un gros recueil de textes présentés par Gabriel Gagnon et Luc Martin (frère de l'autre), sur [*Québec 1960-1980. La crise du développement*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/gagnon_gabriel/Quebec_1960-1980/Quebec_1960-1980.html)*.* Le projet de « société démocratique de développement » de Gérald Fortin y est reproduit en larges extraits ; les deux auteurs y voient « une première ébauche », qu'ils prétendent « compléter en la précisant ». Le département de sociologie de Montréal se place ainsi à la pointe de la réflexion en matière de développement social. Car il a connu durant les années soixante une croissance « encore plus sensationnelle » que celui de Laval et il n'a plus rien d'un parent pauvre.

Au printemps 1968, Jacques Dofny, alors directeur du département de Montréal, propose à Falardeau et Dumont de transformer *Recherches sociographiques* en revue disciplinaire et d'en faire une publication conjointe des deux départements. Bien que l'idée soit parfaitement conforme à leur projet initial, ceux-ci refusent, incitant plutôt les collègues de Montréal à fonder une revue théorique, s'ils en voient le besoin — la revue de Laval demeurant alors pluridisciplinaire et axée sur la société québécoise. Comme mécanisme de concertation, on convient que les responsables de chaque revue feront statutairement partie du comité de rédaction de l'autre ; ces comités de rédaction n'existeront toutefois jamais que sur papier, de sorte [128] que les deux revues fonctionneront de façon complètement indépendante. *Sociologie et sociétés* paraîtra deux fois l'an, à compter de 1969, et s'orientera rapidement vers la formule des numéros thématiques, qui permet une plus grande diffusion. Faisant largement appel à la collaboration de sociologues étrangers, elle se différenciera de *Recherches sociographiques* non pas tant par un contenu plus théorique qu'à titre de carrefour international plutôt qu'interdisciplinaire.

La décision de renoncer aux colloques de *Recherches sociographiques* n'est sans doute pas étrangère à l'apparition d'une revue concurrente ; mais elle semble surtout refléter une perte de feu sacré imputable à tout un ensemble de facteurs conjoncturels. Quoi qu'il en soit, cette décision entérine ou provoque le déclin du leadership intellectuel de la sociologie à Laval. Moins du fait que la réflexion pour une part théorique en provenance de Montréal apparaisse désormais comme le discours sociologique légitime : parce que la sociologie perd ainsi sa fonction de convergence et de synthèse auprès des autres sciences humaines. Dans les années soixante, « *Recherches sociographiques* était le modèle pour les jeunes historiens en formation », à qui elle offrait « cette merveilleuse ouverture sur les sciences humaines », en raison de cette volonté de la sociologie « d'insérer l'étude du Québec contemporain dans une dimension historique [[52]](#footnote-52) ».

7. La conscience historique

Des quatre grandes voies de recherche que distinguait Fernand Dumont en 1962, celle du système d'éducation scolaire n'a jamais été abordée que de façon incidente au Département de sociologie de Laval, qui a pourtant fourni sa grosse part d'expertise au ministère de l'Éducation — à commencer par Yves Martin. C'est que ce domaine était depuis longtemps couvert à P École de pédagogie et d'orientation, par Arthur Tremblay, relayé ensuite par Pierre-W. Bélanger à la Faculté des sciences de l'éducation, ainsi que par Guy Rocher au département de Montréal. Dumont y a néanmoins fait une incursion au début de la décennie, en dirigeant notamment quelques thèses de maîtrise sur les idéologies scolaires ; mais ce sera pour déboucher sur cette autre voie d'approche à la société globale : les idéologies et l'historiographie.

[129]

Comme le souligne l'historien Paul-André Linteau, la dimension historique a été, dès les débuts, une des caractéristiques majeures de la pensée sociologique à Laval. Elle est constamment présente chez Falardeau, soutenant en 1962 que « les recherches à venir vaudront ce que vaudra notre perspective historique et notre information sur le passé » ; on la trouve dans les divers colloques de *Recherches sociographiques ;* elle caractérise la pensée de Fernand Dumont, centrée sur l'idée de « conscience historique ». Celui-ci profite alors de la fondation de l'Institut supérieur des sciences humaines, en 1967, pour faire alliance avec les historiens, en la personne de Jean Hamelin, maître à penser au Département d'histoire. Ils mettent sur pied un séminaire conjoint sur les « idéologies au Canada français », qui regroupe des étudiants des deux départements et auquel collabore Jean-Paul Montminy, ainsi que Fernand Harvey, un assistant qui a la double formation d'historien et de sociologue. Le séminaire durera quatre ans, couvrant successivement les périodes 1850-1900, 1900-1930, 1930-1940, 1940-1960. Les travaux seront publiés en six tomes, parus aux Presses de l'Université Laval entre 1971 et 1982. En 1971, le séminaire sur les idéologies sera relayé par un projet de plus grande envergure sur « les mutations du Québec contemporain » ; on peut y voir les grands axes d'un nouveau programme de développement pour la sociologie des années soixante-dix, où sont privilégiées les « questions de culture [[53]](#footnote-53) ».

\*   
\* \*

Le Département de sociologie de Laval a été affecté comme bien d'autres par les troubles étudiants de la fin soixante et par le marasme collectif d'octobre 1970. Avec la sécession de l'anthropologie et le départ de son deuxième chef de file en sociologie du développement, il est encore plus mal en point pour affronter, au début de la décennie, la concurrence d'une nouvelle revue à Montréal et d'un nouveau département à l'UQAM, où les intellectuels marxistes font une entrée en scène bruyante et remarquée. Deux professeurs auront encore quitté, fin des années soixante-dix : Paul Bélanger, passé à l'UQAM, et Yvan Labelle, retourné au Brésil ; d'excellentes recrues se seront aussi désistées. L'Institut supérieur des sciences humaines [130] agonise au tournant des années quatre-vingt, faute d'un leader prestigieux en mesure de faire contrepoids aux politiques institutionnelles de l'université, avec lesquelles ce type de structure cadre mal. Car Fernand Dumont, président-fondateur de l'Institut québécois de recherche sur la culture depuis 1979, n'a plus au département qu'une présence restreinte. Jean-Charles Falardeau prend sa retraite en 1982...

Période de déclin et fin du leadership sociologique de Laval ? ou plutôt conjoncture de vaches maigres ? Quinze autres professeurs, sans compter ceux qui sont déjà repartis, auront rejoint l'équipe en 1988, parmi lesquels de nouveaux maîtres à penser. Après la grève des professeurs de Laval, à l'automne 1976, on verra la relève reformuler les questions, investir dans de nouvelles recherches, rédiger livres et articles, élargir les réseaux d'échange scientifique, réinsuffler un dynamisme à la revue...

Le Département de sociologie n'arrête donc pas de vivre en 1970 et de faire une histoire qu'il vaudrait la peine de raconter, quand ces années seront suffisamment refroidies. Il restera aussi à évaluer l'impact d'une réflexion dont l'influence a largement débordé les frontières du milieu académique, et à dégager les traits caractéristiques d'une tradition de pensée originale.

Nicole Gagnon.

[131]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 5

“Le Département d'économique  
1943-1987.”

Par Marc-Aurèle THIBAULT

I. 1943 : L'ANNÉE DE FONDATION

[Retour à la table des matières](#tdm)

AU PLUS FORT de la seconde guerre mondiale et au terme, encore incertain, d'une crise économique elle aussi mondiale, c'est rien de moins qu'une mission, au sens propre du terme, que la Faculté naissante confie à son Département d'économique, l'une des quatre pierres d'angle sur lesquelles elle fonde sa structure. Pour les nations « alliées », parties au conflit, l'envergure des opérations militaires exigeait alors la mobilisation générale de toutes les ressources, humaines et matérielles, pour conjurer l'horreur de la défaite et amorcer le virage qui assurerait la victoire. Campagnes d'emprunts nationaux, — bien vite proposés comme « emprunts de la victoire », — pour le financement des industries de guerre, levées des troupes requises pour le remplacement des forces décimées du théâtre européen, tels pourraient être les actes les plus significatifs de cette mission, militaire celle-là, que le Canada acceptait de partager avec son voisin américain et ses mères patries du vieux continent ravagé. Mais pour les étudiants universitaires, qui devaient au gouvernement canadien de pouvoir poursuivre leurs études, les horreurs vivement ressenties de la guerre ne faisaient qu'ajouter une épreuve additionnelle aux souvenirs cauchemardeux d'une dépression économique dont on continuait de craindre la résurgence. Ni le plein emploi provoqué par une pression constante sur les ressources, ni la prospérité matérielle générée par la [132] production des biens de guerre, ni l'euphorie déclenchée par le succès continu des forces alliées et l'espoir mieux assuré d'une paix prochaine n'arrivaient à effacer les pénibles séquelles de la décennie qui précéda le déclenchement des hostilités. De tous côtés, tant dans les projets de société des pouvoirs politiques et religieux que dans les initiatives sociales des corps intermédiaires, c'était aussi le branle-bas de combat, en contrepoint de l'effort de guerre, contre le spectre du chômage, de la misère et la recherche fébrile de moyens pour assurer des conditions de plein emploi des ressources humaines et d'une prospérité matérielle compatible avec la dignité humaine. Telle était, la guerre terminée, la tâche à laquelle la société québécoise s'apprêtait à consacrer le plus gros de ses énergies.

C'est dans ce climat de révolution sociale, au sens le plus complet du terme, que fut fondée, à Québec, la Faculté des sciences sociales ; et c'est pour répondre au défi de cette révolution que le père Georges-Henri Lévesque confia à l'une de ses constituantes, le Département d'économique, la responsabilité de travailler à la recherche du mieux-vivre de notre société.

Déjà, dans son programme d'activités des années 1938-1943, l'École de sciences sociales, politiques et économiques témoignait du vif intérêt de son directeur et de ses collaborateurs pour la dimension économique de nos problèmes sociaux. À preuve leur souci, entre autres choses, d'appuyer les acquis du mouvement Desjardins et des différents secteurs de la coopération, de mieux connaître les caractéristiques et les forces de l'économie de marché, de faire appel à l'État pour l'inciter à prendre la relève du clergé et des communautés religieuses d'hommes et de femmes dans leurs entreprises d'enseignement et de bien-être ou, même, pour l'encourager à assumer un rôle supplétif comme agent de création de la richesse. Bien ancrée dans son milieu historique, et en accord avec une nouvelle philosophie sociale qu'elle partageait avec les éléments les plus progressistes de la hiérarchie et du clergé catholique, l'École des sciences sociales ne dédaignait pas de voir, dans la recherche du bien-être matériel, un moyen privilégié de trouver le chemin qui mène à la félicité. Et elle agissait en conséquence.

Le coup d'envoi de la Faculté des sciences sociales, en 1943, devait proposer une autre dimension, toute nouvelle celle-là, à l'analyse systématique de nos problèmes sociaux. Peut-être parce que la philosophie s'était révélée incapable de trouver des solutions pratiques aux problèmes humains — comme elle avait dû auparavant céder le pas aux sciences exactes dans la connaissance de la nature — la science économique, comme les autres sciences humaines, avait dorénavant pour mandat de [133] procéder à un examen critique des faits sociaux et économiques en faisant appel à l'approche positive de la méthode scientifique. Si la philosophie morale était toujours gardienne des principes qui devaient éclairer notre choix de société et permettre de répondre à la question « pourquoi », il revenait maintenant à la méthode scientifique et à ses techniques de recherche de répondre à la question « comment ». Ces futurs diplômés du Département d'économique étaient déjà perçus, par l'institution et ses mandants, comme les « ingénieurs » préposés à l'élaboration d'un modèle plus efficace de prospérité matérielle et de sécurité sociale. Comme bref constat de cette référence institutionnelle au couple morale/ technique, qui devait servir de cadre aux activités du Département d'économique, il convient de retenir, pour mémoire, quelques-uns des titres qui apparaissent à son programme de Maîtrise en sciences sociales (Économique), pour l'année universitaire 1943-1944 : « Encycliques sociales », « Morale familiale », « Sociologie et morale professionnelle », « Philosophie économique », « Morale et technique de l'action », « Doctrine sociale chrétienne », d'une part ; « Méthodes d'observation et de recherches », « Méthodes statistiques », « Théories économiques », « Organisation et fonction des marchés », « Les théories économiques », « Histoire économique générale », « Économie internationale », « Cycles économiques », « Économie contrôlée : expérience canadienne », « Organisation et administration des entreprises modernes », « Histoire de la coopération au Canada », d'autre part.

Telle paraît être la rampe de lancement du Département d'économique au début des années quarante ; telle était l'orientation qui devait guider l'histoire de ses dix premières années.

II. LA PREMIÈRE DÉCENNIE, 1943-1954 :  
LA FIDÉLITÉ AU MANDAT ORIGINAL

C'est à monsieur Paul-Henri Guimont, assisté de messieurs Maurice Lamontagne et Jean-Marie Martin, que revient l'honneur de présider à la mise en place du nouveau Département d'économique de la toute nouvelle Faculté des sciences sociales. Comme cela se produit souvent dans les institutions humaines, cette accession à un statut universitaire — la Faculté — plus autonome et plus responsable devait se traduire par un élan remarquable de la Faculté et de ses constituantes, les « Départements ». À la faveur d'un accueil sympathique et d'un appui tangible tant du pouvoir politique que d'une fraction importante des autorités ecclésiastiques, la toute jeune institution amorça sa carrière par un programme d'activités [134] qui se voulait un effort concerté de libéralisation de notre conscience collective. Ainsi en témoignent : des prises de position claires pour déconfessionnaliser — sans pourtant les laïciser — des institutions humaines, tels les syndicats de travailleurs ; des mises en garde nuancées contre la tendance envahissante du couple idéologique religion/ nation ; des avertissements sans équivoque pour exorciser la réputation abusivement mauvaise faite aux idéologies, encore mal articulées, du socialisme modéré ou du crédit social ; un encouragement soutenu, institutionnalisé, au système coopératif inspiré des pionniers de Rochdale ; une volonté, continûment affirmée, de confronter notre culture, nos institutions et les résultats de notre recherche aux expériences humaines valables de tous autres azimuts. Dans le sillage de l'unité facultaire, le Département d'économique fut fidèle à toutes ces causes et contribua, par ses moyens propres, à leur défense et illustration. Il le fit de façon ordonnée, tant par son programme d'enseignement et de recherche à l'intention de ses propres étudiants que par sa collaboration empressée à des projets communs avec d'autres unités pédagogiques de la Faculté, par son implication, sous forme de cours de service, dans les programmes de plusieurs autres Facultés universitaires et, enfin, par le rayonnement de ses membres dans les milieux professionnels québécois, canadiens et internationaux.

Un coup d'œil plus attentif au programme de cours dont il était question plus haut nous révèle les orientations pédagogiques et les objectifs professionnels de la direction. Les soixante-deux titres déjà mentionnés sont répartis inégalement en trois catégories : une première catégorie offre vingt et un cours, désignés comme cours généraux, à tous les étudiants des deux premières années de la Faculté, dans le cadre d'un baccalauréat général en sciences sociales ; en deuxième lieu, toujours dans le cadre du baccalauréat général, le programme prévoit deux autres cours qui font référence à la sociologie et à la morale sociale ; la section proprement économique, enfin, présente un bloc imposant de trente-neuf titres dont devait dépendre la formation professionnelle des économistes dans le cadre, cette fois, du programme de maîtrise.

En accord avec les autres Départements de la Faculté, le Département d'économique a accepté, dès le début de son mandat, le principe d'un programme d'études commun pour tous les étudiants de la Faculté et au terme duquel leur était décerné le baccalauréat (général) en sciences sociales. L'apport le plus important à cette partie de leur formation était assuré par le bloc des cours généraux. Un premier groupe exposait un contenu dogmatique basé sur divers aspects de la philosophie thomiste et aristotélicienne et sur une étude soignée des grandes encycliques dites [135] sociales. Une deuxième tranche, regroupant des cours de droit, constituait une base solide d'information sur le consensus de notre société relatif aux fondements de droit de la propriété privée, des individus, des groupes de travailleurs, des institutions économiques, de la sécurité sociale et, non des moindres, des pratiques et de l'évolution constitutionnelles. L'histoire, elle aussi, occupait une place de choix dans ce tronc commun. Elle trouvait à s'exprimer soit dans le cadre très vaste de l'histoire dite générale, celle de l'Angleterre, de la France, des États-Unis, du Canada, par exemple, soit sur des espaces plus restreints ou plus spécialisés, celle de l'évolution économique des États-Unis, du Canada, du mouvement coopératif, celle aussi, plus spécialisée, des relations du travail et du syndicalisme. À mi-chemin, au cours de cette période, le programme d'histoire fut même enrichi d'un enseignement important voué à la recherche des idées et des événements qui ont fait les assises idéologiques du marxisme et du national-socialisme.

Mais les ambitions scientifiques de la Faculté faisaient obligation à chacun de ses Départements d'enrichir le programme de baccalauréat d'activités d'appoint sous forme de cours d'introduction ou de projets de recherche dont la double fonction était d'initier l'étudiant à différentes méthodes scientifiques et de le confronter à un déploiement des divers champs d'opération des sciences sociales. Tout en faisant l'apprentissage des méthodes de recherche propres à chacune de ces sciences, l'étudiant avait alors la chance de se sensibiliser davantage à la complexité des problèmes sociaux et à la complémentarité des approches d'où pouvaient venir des éléments de solution.

Et comme bonne mesure, tant pour soumettre les connaissances acquises à l'épreuve des faits que pour favoriser la réflexion et sa formulation articulée, l'étudiant devait faire une recherche personnelle dont il faisait rapport dans un mémoire qui lui était crédité avec les mêmes normes d'évaluation prévues pour les cours obligatoires.

Pour poursuivre des études supérieures, tout étudiant qui optait pour le Département d'économique devait, comme ses confrères des autres départements, être détenteur du titre de bachelier en sciences sociales. Mais le programme proposé et la description des cours du Département d'économique donnaient clairement à entendre que chaque candidat devait aussi faire état de dispositions normales pour la logique symbolique que supposait l'apprentissage plus poussé de la mathématique, de la statistique et de la théorie économique.

En 1945, le programme des deux années d'études au Département offrait trente-neuf cours spécialisés, dont la plupart étaient obligatoires. [136] De ceux-ci, on peut mentionner dix-neuf titres qui étaient retenus au programme de la plupart des étudiants, soit : statistique économique, économie agricole, géographie économique, finances publiques, droit commercial, coopération, organisation et fonction des marchés, histoire des doctrines économiques, les théories économiques, histoire économique générale, histoire économique du Canada, systèmes monétaires et financiers, économie internationale, cycles économiques, organisation et administration des entreprises modernes, principes généraux de comptabilité, régimes d'assurances, transports et utilités publiques. En plus de ces cours obligatoires, l'étudiant était libre de participer à l'un ou l'autre des séminaires ou des conférences qui lui étaient offerts sur des sujets aussi divers que la sécurité sociale, les matières administratives et les commissions gouvernementales, la consommation, la technologie des produits, l'organisation de la production et l'économie contrôlée (expérience canadienne). Pour répondre à diverses attentes extra-départementales, mais, surtout, pour confirmer son appui à un engagement institutionnel de promotion du système coopératif québécois, le département offrait également un bloc de quelque dix autres cours exposant les aspects historiques, sociologiques, juridiques et techniques de la coopération.

Au terme de ces quatre années de travail, l'étudiant était également tenu de présenter une thèse pour faire état d'une recherche systématique et contrôlée. Et le succès aux examens, écrits ou oraux, dans toutes les matières inscrites à son programme, de même qu'une évaluation favorable de cette thèse, constituaient les conditions préalables à l'obtention du titre de Maître en sciences sociales, avec mention économique.

Une lecture rapide des sujets abordés dans les mémoires et dans les thèses est révélatrice de la problématique sociale de cette période et de la motivation personnelle des étudiants. Bien sûr, la philosophie du Département et de la Faculté, telles qu'elles trouvaient à s'exprimer dans le programme de cours, de même que la recherche personnelle de chaque professeur de carrière, inspiraient la plupart des sujets auxquels on voulait bien faire l'honneur d'un travail écrit. Mais beaucoup d'étudiants tenaient à imprimer de leur marque personnelle le choix du sujet et la façon de le traiter.

Un grand nombre de travaux faisaient référence, par exemple, aux différents aspects de l'économie de marché, vus surtout dans la perspective de l'homme d'affaires : transports, communications, secteurs industriels — surtout ceux que l'on considère aujourd'hui comme des secteurs « mous » : les textiles, la chaussure — problèmes agricoles, coopération, assurances. D'autres, davantage tributaires de la théorie et de l'histoire [137] économiques, visaient des cibles plus étendues comme les chemins de fer et les installations portuaires, le développement, le régionalisme, les faiblesses de l'économie de marché et le rôle de l'État comme maître d'œuvre de la stabilité économique. La conscience de la jeunesse est d'ores et déjà soumise à l'impact des luttes syndicales, de l'autonomie provinciale triomphante, de relations fédérales-provinciales perturbées par les projets fédéraux d'allocations familiales et de pensions de vieillesse, voire des accords de Bretton Woods aux États-Unis et des tractations laborieuses du pool charbon-acier en Europe. La « théorie générale » de Keynes séduit aussi les esprits qui répudient le socialisme pour des raisons morales, mais qui cherchent fébrilement des solutions à la récurrence des cycles économiques caractéristiques de l'avant-guerre. Et l'esprit de contestation, sans jamais épouser la forme de « refus global » sécrétée par le milieu artistique, trouve de plus en plus de voix autorisées pour lui donner cohérence et efficacité. Dans ce contexte, on n'a plus à se surprendre que quelques étudiants aient même cédé à la tentation de privilégier des sujets d'ordre politico-philosophique et de flirter, dans leurs loisirs, avec les crypto-socialistes du milieu québécois.

Déjà, au cours de cette période, les activités de recherche des professeurs étaient bien engagées, mais elles n'avaient d'autre cadre d'organisation que l'initiative individuelle. La rareté des professeurs de carrière — moins nombreux que les doigts d'une main — et la pléthore de sollicitations extérieures, caractérisées par des urgences sociales et politiques, rendaient à peu près impraticable la mise en chantier de la recherche fondamentale. Les aspects sociaux des attentes communautaires constituaient en effet le vecteur presque exclusif sur lequel devaient s'articuler les choix de recherche.

En dépit de ces difficultés, les maîtres d'œuvre de ces projets produisirent des travaux qui se révélèrent des réponses pertinentes aux commandites des collectivités. Parmi ceux-ci, il convient de signaler la publication d'une étude de haute tenue qu'on intitula modestement [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949)*.* Fruit d'une entreprise concertée de quelques professeurs du Département et de la Faculté, auxquels s'étaient associés, pour une longue période, d'éminents chercheurs anglophones du Canada et des États-Unis, ces « Essais » furent retenus, à cette époque, comme quelques-uns des paramètres les plus significatifs du Québec des années cinquante. Une appréciation devant laquelle l'observateur averti d'aujourd'hui devrait se garder de sourire.

Plusieurs étudiants des différents départements furent associés, de près ou de loin, à cette réflexion interdisciplinaire et y trouvèrent le laboratoire [138] de prédilection qui permettait tant de mieux saisir la réalité que de faire un apprentissage sérieux du stock de leurs connaissances.

Faut-il rappeler les conditions minables faites à ces initiatives de recherche ? Rareté des chercheurs, locaux insuffisants, bibliothèque embryonnaire, équipement artisanal, rareté du personnel de soutien et, surtout, connaissance insuffisante des outils de travail déjà en usage dans les universités occidentales, nommément la mathématique et la statistique. D'instinct, les praticiens de la recherche les percevaient déjà comme d'indispensables moyens de mieux définir les problématiques, d'imposer un cadre plus rigoureux aux démarches inductives ou déductives et de permettre le nécessaire contrôle critique des résultats.

Tant par la précision de ses mesures que par la richesse d'information de collectes de plus en plus imposantes de données numériques, la statistique descriptive, comme une des mémoires de l'histoire, apparaissait comme un instrument privilégié — l'équivalent du laboratoire des sciences exactes — dont les sciences humaines, l'économique au premier chef, ne pouvaient plus se passer. Pour les professeurs et les étudiants du Département, il n'était plus possible d'imaginer une recherche sérieuse sans l'apport d'un supplément d'information. À l'instar des chercheurs des autres universités, leurs exigences pour des données plus complètes et plus accessibles incitèrent les autorités publiques à consacrer davantage de ressources à la collecte et à la mise en ordre de séries plus diversifiées.

Mais la possibilité, pour les chercheurs, de quantifier et d'analyser le révélé historique les liait davantage au passé et au présent qu'à l'avenir, dont on rêvait toujours de prévenir les chocs. À ces substituts de laboratoire que constituaient la connaissance de l'histoire et sa face chiffrée, il fallait, pour rejoindre les exigences de la démarche expérimentale — au sens intellectuel du terme — l'apport indispensable de la mathématique et de la théorie statistique pour la construction de modèles de prévision et de prédiction. Avant même le début des années cinquante, le Département était parfaitement conscient de cette nécessité et quelques professeurs s'employaient déjà à étudier et à enseigner les rudiments de ces matières. Mais ce n'est qu'au milieu des années cinquante qu'un arrivage important de nouvelles ressources humaines permit de monter un dispositif, tout modeste qu'il fût, de cet appareillage complexe.

On ne pourrait affirmer que cette orientation emportait l'adhésion générale. Dans l'état d'extrême rareté des ressources, d'excellents esprits étaient d'avis qu'elle gênerait singulièrement le rythme de croissance du Département — les inscriptions des étudiants réguliers plafonnaient à une [139] trentaine pour tout le programme — parce que les préalables mathématique-statistique rebutaient beaucoup d'étudiants qui préféraient s'en remettre à « l'esprit de finesse » plutôt qu'à « l'esprit de géométrie ». Les canons de la mode aidant, celui-ci réussit à se tailler une place de plus en plus importante dans le programme et à disputer à celui-là la place que Pascal lui avait de toutes façons assignée. Et vogue enfin la logique symbolique !

L'arrivée de six nouveaux professeurs de carrière, de 1949 à 1954, permettait de doubler les objectifs déjà en place. Formée dans les universités américaines de Harvard ou de Chicago et dans les institutions anglaises de Londres et de Cambridge, cette relève permettrait enfin de présenter un premier programme important de statistique et de mathématique, comme il en a été fait état plus haut, mais aussi, de donner plus de consistance à l'enseignement de la théorie économique, dans sa partie micro surtout, qui n'avait reçu, jusque-là, que la portion congrue. À compter de ce moment, le Département tend à se délester de la partie de son programme qui semblait rien de moins qu'une doublure des activités de l'École de commerce dirigée par les frères des Écoles chrétiennes, et il met le cap sur une orientation prioritairement axée sur la théorie économique. On attend de celle-ci « qu'elle... (fournisse) des hypothèses à la recherche et... (qu'elle) rende possible l'interprétation du réel ». On opte délibérément pour « l'analyse scientifique », mais avec « le souci constant de toujours faire voir... l'aspect humain, donc moral, des problèmes économiques ».

Bon an, mal an, au cours de cette période, le Département formait à peine une vingtaine d'économistes chaque année. C'est beaucoup moins que ce que la société attendait. Si le marché de l'administration provinciale était hermétiquement fermé à nos diplômés, — comme à ceux des autres départements, d'ailleurs, — il n'en reste pas moins que les coopératives, les syndicats, les compagnies d'assurance, des banques, d'importantes entreprises, les universités, des corps intermédiaires et, surtout, l'administration fédérale leur offraient un très grand nombre de postes comme autant de défis à relever. L'histoire retient que leur confiance et leur discipline les amèneraient bientôt à assumer des responsabilités de tout premier plan comme chercheurs, cadres, hommes d'affaires, hommes politiques et professeurs. Le succès de très nombreuses carrières donne à penser que le Département, en contribuant à leur formation, s'est montré fidèle à la mission qu'on lui avait confiée.

On a maintenant la sensation agréable, à ce moment de l'histoire mondiale, de vivre une situation à peu près normale. La reconstruction de l'Europe est avancée, on a réussi à mettre un terme au conflit coréen et l'on essaie d'oublier les souvenirs honteux d'Hiroshima et de Nagasaki. Malgré [140] les inquiétudes latentes que suscitent la tension URSS-Occident et la naissance pénible de l'État d'Israël, on se prend à croire aux chances accrues d'une paix mondiale durable, et les Canadiens trouvent chez eux des raisons d'espérer en un monde meilleur.

La lecture de quelques indicateurs économiques de cette période donne une bonne justification de cet optimisme. Rappelons brièvement, pour mémoire, les chiffres suivants. Le produit national brut maintient une allure de croissance régulière ; en dollars de 1971, il croît de 35 milliards, en 1945, à plus de 40 milliards, en 1955, malgré une chute importante en 1954 comme conséquence de la fin des hostilités en Corée. De 1,5 qu'il était en 1945, le taux de chômage se stabilise, au terme d'oscillations annuelles successives, au niveau, inquiétant pour l'époque, de 5 en 1955. Mais l'indice des prix à la consommation, en pourcent de ceux de 1971, grimpait de 44 en 1945 à 70 en 1954 et le taux d'inflation, au niveau de 1 en 1945, explosait à 15 en 1950, sous les effets combinés de la guerre de Corée et des séquelles de la grande guerre, pour se stabiliser de nouveau à 1 en 1955. Enfin la dette canadienne, qui se chiffrait par 110 pour 100 du PNB en 1948, reculait à 40 pour 100 en 1953, et les déboursés en intérêts, qui prélevaient 2,9 pour 100 du PNB en 1948, n'en retenaient plus que 1,1 pour 100 en 1953.

C'est dans le contexte de cet environnement que le Département arrime ses ressources et se prépare au réveil — celui d'une société plus libérée — qui ne saurait tarder. On entre maintenant dans la période de son histoire où, à la faveur de la révolution tranquille, à laquelle il a contribué à sa manière, il va bientôt atteindre à une étape importante de son évolution.

III. UN EFFORT DE CONSOLIDATION :  
1954-1968

Au milieu des années cinquante, le Département doit encore arbitrer des situations conflictuelles entre les impératifs de la morale sociale et les préalables de la méthode scientifique, entre la pratique et la théorie, entre les disciplines qui relèvent de l'art des affaires ou de la gestion et celles des sciences économiques fondées sur une bonne connaissance des macro et micro-économies. Des tensions témoignent toujours de ces orientations réputées divergentes, mais l'apprentissage de la recherche et les demandes du marché donnent des indications de plus en plus précises sur les choix à faire. Fin des années cinquante, l'orientation définitive aura pris forme dans de tout nouveaux programmes où se fera beaucoup plus grande la part réservée à la théorie économique et à ses champs d'action privilégiés. [141] Dix ans plus tard, la théorie s'est imposée de façon indiscutable, et il ne persiste plus de tensions que celles qui résultent normalement du difficile équilibre entre le théorique et le pratique.

L'expérience de la première décennie avait permis de mettre en question, de façon sérieuse, le baccalauréat en sciences sociales. Tout en approuvant la philosophie originale qui l'inspirait, le Département d'économique, pour sa part, disait s'en accommoder de moins en moins bien et réclamait avec persistance qu'un rajustement des objectifs lui permît d'affecter un plus grand nombre d'heures à son propre programme. Comme suite à ses instances et à celles d'autres unités pédagogiques, le cours de baccalauréat fut délesté de plusieurs matières et réduit au format d'une seule année, dite propédeutique. On y donnait un enseignement de disciplines philosophiques et normatives, quelques cours d'initiation aux sciences sociales positives — le Département d'économique y assumant la responsabilité de l'économie politique et de la mathématique — et une initiation aux méthodes de recherche. Les quelques heures ainsi libérées furent affectées à un enseignement plus complet de la théorie économique et de l'économétrie.

Sur ces assises, celles mêmes qu'on souhaitait voir en place depuis un bon moment, il fallait se tenir prêt à réagir, de façon constructive, à une succession d'événements qui allaient tous obliger la société québécoise, à des degrés divers, à réviser ses valeurs et à redéfinir ses objectifs à long terme. Encore une fois, l'environnement culturel et social provoquerait les universitaires et leur ferait un devoir d'éclairer les choix.

La Commission Massey-Lévesque « sur l'avancement des Arts, Lettres et Sciences au Canada », vers la fin des années quarante, avait donné le coup d'envoi d'une politique fédérale plus généreuse, voir impertinente, au goût des autonomistes, qui visait rien de moins qu'une réanimation des institutions à vocation culturelle et scientifique sur tout le territoire canadien. Pour donner suite à ses recommandations, elle proposa la création d'un conseil national sur le modèle de celui que présidait lord Keynes, en Grande-Bretagne, avec mandat d'administrer d'importantes contributions financières destinées, partie à l'aide directe aux universités, partie à l'institution de bourses nationales, dont les « bourses du Canada », comme encouragement à des travaux exceptionnels, et deux importants régimes de bourses d'études universitaires de premier, deuxième et troisième cycles, à l'intention des étudiants d'humanités, de sciences sociales et de droit.

Malgré les fortes réticences du pouvoir politique québécois, cette politique nationale s'implanta avec d'autant plus de succès qu'elle répondait à un besoin pressant et venait à la rescousse d'institutions de haut savoir, qui ne [142] pouvaient compter jusque-là sur d'autres ressources que celles de frais d'inscription dérisoires, auxquels venaient s'ajouter, de façon aléatoire, de trop maigres subventions du gouvernement provincial et des entreprises privées. La conséquence de cette politique nouvelle, pour le Département, se mesure par les travaux de qualité qu'ont pu entreprendre quelques professeurs, pendant une bonne dizaine d'années, et par le nombre accru d'excellents étudiants, qui vinrent grossir, de façon sensible, le chiffre des inscriptions.

Quelques années plus tard, au milieu des années cinquante, une autre commission d'enquête, la Commission provinciale Tremblay, devait consacrer deux années d'études aux problèmes constitutionnels Québec-Canada. Les retombées de ces travaux ne devaient prévoir ni aide ni encouragement financier aux universités du Québec, mais la nécessité de faire le point sur l'état et l'évolution des finances fédérales, provinciales et municipales donna à plusieurs professeurs du Département une autre occasion de poursuivre d'importantes recherches et d'assurer une expertise qui répondait à une nécessité politique.

Le rapport de cette commission n'était pas sitôt publié qu'une autre commission fédérale, la Commission Gordon, s'apprêtait à mobiliser d'importantes ressources pour donner un aperçu, aussi fiable que possible, des « perspectives économiques du Canada ». Tant par son titre et son mandat que par une invitation pressante de son président, cette commission offrait aux économistes du Département un champ de recherche à la mesure de leurs préoccupations professionnelles : contribuer à décrire, en traits nets, la réalité de quelques secteurs industriels, donner une bonne approximation de leur croissance prévisible et proposer des indications sur le rôle que le gouvernement pourrait jouer à l'appui des forces favorables à cette croissance. Quelques-uns devaient s'employer consciencieusement à cet exercice pendant une bonne partie du mandat de la commission, qui dura de 1955 à 1957.

Sur ces entrefaites, à quelques mois à peine d'intervalle, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement, en 1960, vint imprimer une brusque accélération de l'histoire, qui imposerait désormais son rythme au développement de toutes nos institutions. Pour le système d'éducation québécois, le choc ressenti découlait des travaux de la Commission Parent, que l'histoire a retenue comme l'un des meilleurs catalyseurs de la révolution tranquille. Créature obligée de cette commission, le ministère de l'Éducation s'empressa alors de définir les nouveaux paramètres qui autorisaient l'Université Laval, entre autres institutions, à accélérer la réalisation des projets qu'elle avait commencé de mettre au point dès 1955. Devait [143] s'ensuivre, à très court terme, la construction, sur le campus de Sainte-Foy, de tout nouveaux locaux, plus spacieux et mieux équipés, dont une bibliothèque générale, qui allait bientôt devenir le merveilleux instrument de travail du pavillon Bonenfant.

Mais tout un train d'autres mesures allait bouleverser encore davantage la gestion des ressources humaines et de la clientèle universitaire : une politique stable de subventions rendrait plus facile le recrutement, en plus grand nombre, de professeurs mieux rémunérés, et la mise en place d'un régime de bourses et de prêts-bourses allait ouvrir les portes de l'Université à tous les étudiants ayant satisfait à ses conditions d'admission. Investie de la responsabilité de dispenser un enseignement mieux accordé à l'évolution technologique et forte des ressources financières sur lesquelles elle pouvait compter, l'Université Laval pourrait maintenant opérer une réforme majeure de ses programmes et de ses normes d'admission et de diplomation dans le sens des objectifs de démocratisation réclamés par la société québécoise.

Dans le sillage de cette évolution politique, la transformation profonde de l'administration provinciale, conformément aux exigences d'un État moderne plus interventionniste, allait créer une demande exceptionnellement forte en ressources humaines de divers horizons scientifiques et ouvrir les portes aux sciences humaines, que le pouvoir politique tenait jusque-là pour suspectes.

Pour répondre dans l'immédiat à sa demande pressante d'économistes expérimentés, l'administration provinciale en fut réduite à pratiquer un quasi-maraudage, dans la fonction publique fédérale, où œuvraient déjà bon nombre d'économistes formés à l'Université Laval. Ils furent nombreux à réintégrer un Québec plus « accueillant », pour y occuper des postes importants, en première ligne de feu, et présider à la mise au point de grands projets de développement dans les secteurs de l'énergie, de l'acier, de la construction automobile, dans plusieurs ministères à vocation sociale, nommément la santé, le bien-être et l'éducation, ou à vocation spécifiquement économique, les finances, le revenu, les ressources naturelles et le commerce.

La multiplicité et l'envergure des engagements étaient telles qu'il a aussi fallu battre la campagne pour recruter presque tous les jeunes économistes compétents que les universités québécoises pouvaient offrir. Ce n'est pas sans une certaine nostalgie qu'on se remémore aujourd'hui cette période fastueuse des années 1960 à 1975 pendant laquelle plus de cinquante pour cent des étudiants inscrits au Département trouvaient facilement à s'employer [144] dans cette même fonction publique qu'on leur tenait jadis fermée à double tour.

Au milieu des années soixante, un projet ambitieux devait avoir un autre impact très important sur la vie du Département d'économique. Une entreprise conjointe fédérale-provinciale, connue sous le nom de projet ARDA, avait confié au BAEQ — le bureau d'aménagement de l'est du Québec — la tâche de préparer un plan de développement pour la région-pilote formée des territoires du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Des sociologues et des économistes d'expérience furent invités à diriger les travaux du projet. Avec l'aide de professeurs et de graduands, dont plusieurs étaient recrutés au Département d'économique, ils s'engagèrent à relever le défi et à œuvrer pendant trois ans dans ce cadre expérimental.

L'organisation et la gestion de ces travaux étaient menées sur le modèle d'un immense et coûteux laboratoire de recherche multidisciplinaire en sciences humaines. Mais l'obligation, pour les maîtres d'œuvre, d'assumer parallèlement une importante responsabilité d'animation sociale en vue d'associer « planificateurs » et « planifiés », devait faire la preuve que la recherche objective s'accommodait mal du double poids ancillaire du souci démocratique et des contrôles politiques.

Sur plusieurs points, l'opération laissa insatisfaits planificateurs et planifiés. Malgré la qualité indéniable de plusieurs études, les servitudes démocratiques mobilisèrent trop d'énergies et firent souvent échec aux conditions professionnelles normales souhaitées par les chercheurs. En contrepartie, une forte proportion de la population locale associée au processus ne fut pas davantage satisfaite, ni d'un certain nombre d'études dont elle doutait, à tort ou à raison, de la pertinence, ni de plusieurs recommandations pratiques qu'elle jugeait souvent incompatibles avec les impératifs de ses attentes.

Du point de vue des chercheurs, le solde de l'expérience permit cependant de retenir un résultat très important : pour la première fois, peut-être, de l'histoire du Québec, un groupe de différents spécialistes des sciences humaines a eu le privilège inédit d'œuvrer librement, et pour une période prolongée, dans un projet multidisciplinaire d'une telle envergure, avec mission expresse de mettre des connaissances théoriques au service d'un plan de développement économique et social. L'exercice se révéla éminemment formateur pour tous ceux qui en firent l'apprentissage et contribua à assurer une relève toute prête pour répondre aux invitations que lui adressait déjà le nouvel État moderne du Québec.

[145]

Tant d'événements d'une telle importance, dans un si court laps de temps, devaient peser de tout leur poids sur la vie du Département. Encouragée dans ses efforts, la direction profita d'un afflux de nouvelles ressources pour améliorer sensiblement son programme et, forte d'une expérience durement acquise, elle décida de mettre le cap sur ce qui devait marquer son orientation à long terme. Elle formula alors le principe, de façon claire et définitive, que « l'enseignement de l'économique... (devait) reposer fondamentalement sur la théorie économique ». Elle prit aussi acte du fait que celle-ci « trouve son application dans l'étude de tous les problèmes économiques... que ce soit au niveau des agrégats (macro)... ou au niveau des unités de production, de consommation ou de distribution (micro),... à un moment donné du temps (statique), ou dans leur évolution (dynamique) ». Ce qui, concluait-elle, entraînait pour conséquence que « le travail de l'économiste doit s'appuyer constamment sur la connaissance et l'interprétation des faits. D'où l'importance... de l'histoire économique, de la statistique et de l'économétrie. » Comme dans les autres champs de l'activité scientifique, l'approche positive de l'économique éclaire dorénavant toute la place et ne considère plus que subsidiairement la prise en compte de l'aspect proprement humain des problèmes économiques.

Le produit offert aux graduands et, davantage, aux gradués, allait s'en trouver profondément transformé. Ainsi, l'année de propédeutique, avec sa grille d'introductions générales et de cours normatifs, cessa, en 1960 d'être un préalable à l'inscription au Département. Exprimé en termes d'une nouvelle unité comptable, le crédit, le programme de 72 crédits obligatoires, pour l'obtention d'un baccalauréat en économique, se présentait, en 1966-1967, sous les traits suivants : histoire, 11 unités ; théorie, 16 ; statistique, 11 ; mathématique, 12 ; économie appliquée, 22. Pour faire le compte des 90 crédits exigés par le diplôme, l'étudiant devait faire un choix, dans une banque de 44, de 18 autres unités de cours optatifs, dont 13 réservés à l'économétrie, à la mathématique et à la statistique, et 25 à l'économie appliquée. Mais l'expérience acquise dès les premières années qui ont suivi cette décision devait vite convaincre le Département d'introduire une distinction, dans sa diplomation, entre le baccalauréat général, où se trouvait valorisée l'économie appliquée, et le baccalauréat spécialisé qui voulait privilégier l'approche économétrique.

Pour répondre aux attentes du dernier choix, le Département dut assumer la responsabilité de dispenser une solide formation en économie mathématique. À cette fin, il institua en 1966-1967 un laboratoire d'économétrie, où était regroupée, dans une unité organique et fonctionnelle, une équipe de spécialistes de la discipline à laquelle il confia une importante [146] tâche d'enseignement et de recherche. Bon nombre de professeurs s'y succédèrent, depuis ce temps, et s'y employèrent à « modéliser », dans un cadre formel rigoureux, quelques-uns des problèmes économiques et techniques de l'expérience canadienne.

Le mode d'organisation et de fonctionnement de cette unité devait fournir le gabarit qui contribuerait à la formation, quelques années plus tard, d'autres groupes du même genre voués à autant de champs d'activités. À la faveur d'un recrutement plus intensif et plus diversifié des compétences, il deviendrait possible, au début des années soixante-dix, de mettre sur pied deux autres unités de recherche : l'une regroupant, dans le cadre de GREEN — le groupe de recherche en économie de l'énergie — des chercheurs intéressés aux problèmes économiques reliés à l'exploitation de nos richesses naturelles, dont celles, bien sûr, de l'énergie ; l'autre, sous le sigle de GREPE — le groupe de recherche en politiques économiques — s'attaquant à l'étude des mécanismes de gestion de la fonction gouvernementale. Il y aura lieu de revenir sur le sujet, dans la dernière partie de ce compte rendu, pour faire état de l'importance de ces groupes bien articulés dans les travaux de recherche du Département.

Dans les années soixante, le catalogue des publications du Département faisait référence à quatre rubriques générales : l'histoire économique, l'économie politique, les finances publiques et l'économétrie. Plusieurs livres publiés sous les trois premiers titres sont généralement retenus comme des contributions originales qui ont enrichi chacun de ces champs d'études ; et un grand nombre des articles publiés pour faire rapport d'études économétriques ont été favorablement accueillis par le monde universitaire et servent encore de modèles aux étudiants gradués, dans la préparation de leurs mémoires de maîtrise ou de leurs thèses de doctorat.

Sur la lancée d'une orientation, qui se voulait définitivement scientifique, et bien engagé dans sa volonté de développer les études de deuxième et de troisième cycle, le Département n'en oubliait pas, pour autant, ses responsabilités premières, tant à l'endroit de ses propres étudiants du premier cycle, auxquels il devait continuer d'assurer la meilleure formation possible, qu'envers toute la communauté universitaire, à laquelle il devait offrir une prestation accrue de cours de services.

Le lecteur vient tout juste de prendre connaissance, dans les quelques paragraphes précédents, de la nature et des exigences du programme restructuré offert aux étudiants d'économique à la fin des années soixante. Pour compléter cette information, il faut ajouter que, compte tenu d'un flot annuel de près de cent cinquante graduands et d'une vingtaine de gradués, la tâche d'enseignement, sans compter les activités de recherche et [147] de services divers à la communauté, constituait déjà un lourd fardeau pour les treize professeurs de carrière qui occupaient les postes disponibles. Enfin, dans son rapport annuel de 1967-1968, le directeur d'Économique faisait également état de la contribution de son unité aux enseignements d'un grand nombre de départements des cinq Facultés suivantes : agriculture, droit, foresterie et géodésie, sciences et sciences sociales. Près de treize cents étudiants de ces Facultés s'inscrivaient à l'un des cours spéciaux d'économique que leur offrait le Département, dans un choix de plus de vingt crédits différents.

À l'aube des années soixante-dix, le Département n'a pas encore atteint les standards élevés de ses grands concurrents nord-américains, mais il est déjà en mesure d'offrir des produits reconnus pour leur qualité. Le patient effort de consolidation des quinze dernières années lui aura permis de se donner le cadre et les instruments qui conviennent à sa nouvelle personnalité : une approche scientifique fondée sur une formalisation explicite des raisonnements déductifs ; le recours systématique au répertoire des propositions essentielles de la micro et de la macro-économique, pour répondre aux problèmes de gestion efficace, privée ou publique, des ressources du patrimoine. À tort ou à raison, c'est la piste de décollage qu'il a choisie, à la lumière de son expérience, en réponse à l'attente plus ou moins bien articulée « d'ingénieurs des problèmes sociaux du vingtième siècle ». Mais déjà, avant même d'aborder l'étape suivante, plusieurs se demandent : « À quel prix ? »

IV. LES FASTES DE LA CROISSANCE :  
1968-1987

À l'aube de la dernière période de son cinquantenaire, l'institution à caractère familial, qu'avait voulu être la Faculté mère, a maintenant l'allure d'une adulte qui ne se prive plus de jouir pleinement de sa liberté d'action. Elle s'est libérée des contraintes des années cinquante qui la déphasaient ; elle a pris son envol, sur la base même qu'elle avait choisi de se donner : une sensibilité attentive aux besoins fondamentaux de la société et aux exigences de la méthode scientifique. Au début des années soixante-dix, ces traits authentiques étaient encore perçus comme la marque profonde de son originalité propre et lui valaient d'être reconnue, par de nombreux observateurs canadiens et étrangers, comme l'une des rares institutions à défendre les couleurs de cette double allégeance.

Mais le primat d'une recherche de qualité allait bientôt l'obliger à faire des choix qui modifieraient sensiblement l'orientation qu'elle s'était [148] donnée, dans son premier quart de siècle. Ces choix, le Département d'économique avait déjà commencé de les faire, nous l'avons vu, dès le début des années soixante. Son service à la communauté, par exemple, passerait désormais par un examen plus critique des problèmes et par un recours plus systématique à l'analyse.

Les événements importants des vingt dernières années allaient justifier cette orientation. À l'abri des guérillas et des guerres qui sont alors contenues dans les limites territoriales de pays lointains, l'environnement socio-politique du Canada et du Québec est désormais dominé par un climat économique où alternent la prospérité des années soixante, le choc pétrolier de 1973, la stagflation des années 1975-1980, la dépression du début des années quatre-vingt, la reprise de 1984, le retour à l'orthodoxie de l'économie de marché, tant dans les démocraties populaires que dans les démocraties occidentales et, au cours de la dernière décennie, la plaie d'un chômage endémique, même chez les jeunes travailleurs, qui passe difficilement sous la barre de 9 pour 100.

Mais pour mieux juger de la lucidité du Département face à l'urgence des problèmes qui défient sa compétence, il n'est rien de plus opportun que de citer les objectifs qu'il se propose :

Les relations économiques occupent une place marquée dans la vie des individus, des entreprises, des pays et, de ce fait, elles constituent l'un des aspects les plus importants du dynamisme social. Qu'il s'agisse des problèmes posés par la pollution, la tarification des services publics (autoroutes, éducation, électricité, transport), le chômage, l'inflation, la balance des paiements ou des problèmes posés par la gestion efficace des entreprises industrielles, l'économique s'intéresse au plus haut point à tout ce qui implique une affectation des ressources rares et des choix pouvant toucher le bien-être des hommes pris individuellement ou collectivement [[54]](#footnote-54).

Ce paragraphe, à lui seul, propose bien sûr tout un programme, un peu comme le fait, dans son introduction, tout bon manuel d'économie politique, mais il exprime en même temps la volonté d'une institution qui veut avoir prise sur le réel, tel qu'il s'offre à son champ d'observation. De cette prise de conscience, qui datait déjà du début des années soixante-dix, devait d'ailleurs dépendre la réforme profonde des programmes et de la structure administrative qui allait marquer le début de la dernière période de son histoire.

[149]

Puisqu'il peut compter sur des moyens matériels beaucoup plus importants, le Département entreprend maintenant de faire le plein — ou presque — de nouvelles ressources humaines, qu'on invite à viser rien de moins que l'excellence. Des États-Unis d'Amérique — Berkeley, Carnegie-Mellon, Harvard, Massachusetts, Minnesota, Pennsylvania, Princeton, Virginia, d'Europe — Bordeaux, Lausanne, Londres, Louvain, Norvège, Paris, ou du Canada — Laval, Montréal, Toronto, Western, elles apportent avec leur nécessaire compétence pédagogique, la maîtrise d'une théorie qui a été enrichie, au cours de cette période, d'instruments d'analyse d'une qualité exceptionnelle. Bien avant la fin des années quatre-vingt, le corps professoral réunira un groupe de vingt-quatre professeurs à temps plein dont l'âge moyen sera à peine supérieur à 37 ans. Comme suite à la réglementation du ministère de l'Éducation, qui oblige l'Université à comptabiliser l'efficacité universitaire et la productivité par une donnée numérique fondée sur l'unité de mesure crédit-étudiant, le chiffre vingt-quatre apparaît être une norme inéluctable pour déterminer le nombre maximum de postes disponibles affectés aux activités de plus en plus diversifiées et toujours plus exigeantes du Département d'économique.

À ce moment de son évolution, le Département rêve de grandes conquêtes pour rapatrier dans ses rangs, ou pour les rejoindre dans une autre structure d'accueil, le très grand nombre d'économistes — on en dénombre plus de trente — éparpillés en îlots isolés dans d'autres programmes universitaires. D'innombrables mémoires de travail témoignent de la longue liste de demandes, jusqu'ici déboutées, pour regrouper en un tout cohérent ces forces dispersées et constituer une unité de rattachement d'où pourraient se déployer des activités de recherche complémentaires, comme conséquence d'un effort mieux concerté pour progresser vers l'excellence. L'histoire retient, malheureusement, que ces projets de rationalisation sont restés lettres mortes.

Qu'à cela ne tienne ! Fort de ses nouvelles sources d'énergie et soucieux de répondre aux défis de la société contemporaine, le Département n'en procédera pas moins, au début de cette période, à une diversification de ses programmes et à une importante modification de ses fonctions administratives.

Comme conséquences de l'augmentation du nombre d'étudiants, de la croissance du corps professoral et de la multiplication des programmes de cours et de recherche, les fonctions administratives se faisaient dorénavant trop complexes et trop exigeantes pour être confiées aux deux seuls responsables de l'administration, le directeur et le secrétaire. Vers l'année 1971, une réforme en profondeur confirma la décision d'abolir le poste de [150] secrétaire et d'en instituer trois autres, dont un adjoint responsable, pour une bonne part, des affaires courantes de l'administration et deux directeurs d'études, l'un affecté aux études de premier cycle, l'autre à celles des deuxième et troisième cycles. Plus fonctionnelle et mieux équipée, l'administration du Département pouvait maintenant se permettre de procéder à une plus grande diversification de ses programmes, conformément à la lecture qu'elle faisait des défis d'une société en voie d'industrialisation rapide.

Au premier cycle, on pourra offrir à la clientèle les choix d'un baccalauréat spécialisé, d'un diplôme ou « majeure » en économique et d'une « mineure » en économique.

Le baccalauréat spécialisé présente deux volets. Un premier, qu'on appelle « concentration A », veut répondre aux besoins spécifiques du marché du travail. Son programme d'études est ainsi fait qu'il propose d'abord une solide « formation générale » dispensée par quarante-huit crédits obligatoires en théorie économique et en économique appliquée ; en second lieu, le besoin de spécialisation est satisfait par quarante-deux crédits optionnels qu'offre une liste de cours constituée de cinq orientations différentes : les méthodes quantitatives, l'économie financière, l'économie internationale, l'économie publique et l'informatique.

L'autre volet du baccalauréat, sous le terme « concentration B », veut assurer une « formation technique » plus accentuée en économie mathématique. Le nombre de crédits exigés est également de quatre-vingt-dix, dont cinquante-deux obligatoires en théorie économique et en mathématique, avec l'appoint de trente-deux crédits optionnels, parmi trente-huit à pourvoir, regroupés dans trois orientations : la statistique, l'échantillonnage et l'analyse des données, la mathématique et la recherche opérationnelle.

La « majeure » offre un enseignement de soixante crédits qui donne une « formation de base » en sciences économiques ; jumelée à une autre discipline, elle peut conduire à l'obtention d'un baccalauréat ; autrement, c'est un diplôme en économique qui atteste le succès de l'étudiant dans le cadre de ce programme.

Enfin, pour répondre à la demande d'une clientèle, dont le nombre fluctue pour des raisons aussi difficiles à identifier qu'à prévoir, le Département a mis en place un programme de trente crédits, qui permet d'acquérir une « compréhension de base » en économique ; l'attestation en est fournie par une « mineure » en économique.

Mais c'est dans les études de deuxième et de troisième cycles que fut plus sensible et plus visible l'effort d'expansion du Département. Tout fut mis en œuvre pour construire et réaliser un programme de maîtrise dont on a [151] pu dire, fin des années soixante-dix, qu'il allait au-delà des normes généralement admises dans beaucoup d'universités. Dans la même foulée, on réussit enfin, avec une fierté bien légitime, à monter la structure d'un programme plus complet de doctorat — ou le « Ph.D. » — articulé à la fois sur les études de maîtrise et sur les travaux poursuivis par des groupes de recherche en voie de formation.

Dans les conditions du marché qui prévalent depuis déjà plus de dix ans, le degré de maîtrise — « M.A. en économique » — est de plus en plus considéré comme le diplôme professionnel. L'étudiant qui l'a obtenu est fin prêt à assumer les responsabilités professionnelles que lui proposent les secteurs privé et public ou à s'engager dans la carrière d'enseignant au niveau collégial.

Comme la pratique en témoigne depuis longtemps, les détenteurs du titre de doctorat, quant à eux, sont les cibles privilégiées des universités, des sociétés privées et des organismes publics qui prétendent à des responsabilités toutes spéciales en matière de recherches de nature scientifique. Au milieu des années soixante-dix, le Département dispose de ressources juste suffisantes pour honorer les lourds engagements qu'il prend dans la formation de chercheurs de carrière, et les standards de qualité qu'il a réussi à atteindre témoignent du bien-fondé tant de ses décisions que des nouveaux défis qu'il souhaite relever.

Le sérieux et le succès des programmes de deuxième et troisième cycles sont la conséquence directe d'un afflux important d'enseignants et de chercheurs de qualité : en seulement trois ans, de 1974 à 1977, pas moins de huit nouveaux professeurs viennent gonfler les effectifs du Département. Et c'est précisément au cours de cette période que furent définitivement reconnus, pour la qualité de leurs travaux, les trois groupes organisés de recherche mentionnés plus haut, soit le laboratoire d'économétrie, le groupe de recherche en économie de l'énergie (GREEN) et le groupe de recherche en politiques économiques (GREPE).

Au cours de la même période, on mit au point un important calendrier de rencontres pour favoriser des échanges universitaires réguliers entre professeurs et chercheurs, tant du Canada que des États-Unis et de l'Europe. C'est ce que le programme officiel présentait comme les colloques d'économétrie et les colloques d'économie politique ou de théorie économique. C'est dans les activités prévues à chacune de ces rencontres que les professeurs et les étudiants gradués peuvent s'initier à la pensée scientifique des distingués visiteurs et soumettre à leur critique les résultats de leur propre recherche, dont on trouve un échantillon d'excellence sous le format des « cahiers de recherche » publiés dans le Département.

[152]

Force est donc d'admettre que la recherche et les études de maîtrise et de doctorat ont atteint le stade d'une excellente symbiose et constituent enfin le fer de lance de la philosophie du Département. Pour s'en convaincre, il n'est que de lire le constat légèrement teinté de fierté que publiait son directeur, au milieu des années quatre-vingt :

Dans le domaine de la recherche et du rayonnement scientifique, les professeurs du Département ont été particulièrement actifs en 1984-1985. Avec un budget de plus d'un demi-million de dollars et leurs trois groupes de recherche, le GREEN, le GREPE et le Laboratoire d'économétrie, les professeurs du Département ont produit en 1984-1985 plus de 69 publications, dont 19 dans des revues avec comité de lecture, et 68 communications au Québec ou ailleurs dans le monde. Le Département a de plus accueilli 28 conférenciers dans le cadre de ses colloques d'économie politique, dont le professeur Lawrence Klein, prix Nobel de sciences économiques... un rythme de production académique enviable.

Dans les rapports annuels du directeur qui font régulièrement référence aux diverses tâches assumées par les membres du corps professoral, on note que ces derniers, en plus de l'enseignement et de la recherche, doivent prendre charge d'autres responsabilités comme celles de publications plus importantes sous forme de manuels ou d'études savantes, de rayonnement à l'extérieur, tant dans la production d'activités académiques — conférences spéciales, communications en congrès — que dans la fourniture d'expertises à la société. Faut-il mentionner que périodiquement, à tour de rôle, ils doivent se partager les multiples tâches qu'imposent les servitudes de la gestion et de l'administration. La longue liste des contributions mentionnées dans ces rapports témoigne d'une remarquable vitalité et d'une générosité qui mériteraient d'être mieux reconnues et plus encouragées.

Mais, à tout seigneur tout honneur ! La physionomie de l'institution, dont on vénère ici la mémoire, ne serait rien de moins que fantomatique si on ne prenait pas en compte ce qui fait la raison de son existence, les étudiants. Au gré de leurs projets d'avenir, de leurs rêves de conquête et de leurs aptitudes personnelles, on les voit envahir les galeries de cette fourmilière conformément au compromis rationnel qu'ils ont fait entre leurs aspirations profondes et les intentions explicites des programmes qui les encadrent.

C'est, bien sûr, au premier cycle que les étudiants sont le plus nombreux. De cent neuf qu'elles étaient en 1964, les inscriptions annuelles grimpent vite à cent quatre-vingts en 1968, le plateau où elles se maintiennent jusqu'en 1972. Puis, c'est un autre gonflement rapide et continu des effectifs, jusqu'au chiffre record de quatre cent trois, qui est atteint en [153] 1980. Pour le reste de la période, les nouvelles inscriptions dévalent lentement de ce sommet, par saccades annuelles, pour osciller jusqu'à maintenant, autour de trois cent soixante-quinze.

Jusqu'à la fin des années soixante, les inscriptions annuelles au programme de deuxième cycle ne dépassaient guère la vingtaine. Après la réforme du régime des études, des bourses plus substantielles et des subventions de recherche plus généreuses attirèrent un nombre croissant de gradués du Département et de l'extérieur qui fit plus que doubler le nombre habituel des postulants. Déjà, au début des années quatre-vingt, il oscillait pendant quelques années autour de la soixantaine pour atteindre le sommet, jusque-là inégalé, de soixante-treize, pour l'année 1985.

À l'étage supérieur de la pyramide se regroupent enfin, depuis les sept ou huit dernières années, une bonne vingtaine de candidats au doctorat qui contribuent, bon an, mal an, à enrichir les activités du Département, tant par la variété des problèmes étudiés que par la qualité des défis proposés à chaque directeur de thèse.

Au-delà des objectifs d'excellence qu'il tient à maintenir dans l'enseignement au premier cycle, c'est dans tout le programme d'études et de recherches des deuxième et troisième cycles que le Département investit maintenant le meilleur de son énergie, et c'est là qu'il se voit contraint, pour sa survivance, — concurrence étrangère oblige — de répondre efficacement aux exigences des meilleurs standards de qualité. Mais, aujourd'hui comme hier, la réalisation de cet idéal d'excellence est liée aux choix de valeurs de notre société et à sa volonté de lui donner les moyens de l'atteindre. Il faut espérer qu'elle pourra et qu'elle voudra les lui donner, si elle souhaite lui voir assurer la qualité, partout reconnue, et le nombre suffisant de jeunes diplômés, qui doivent sortir de ses classes et de ses laboratoires.

Depuis une quinzaine d'années, la promotion annuelle moyenne du premier cycle varie autour d'une centaine de bacheliers. En même temps, pour les sept dernières années, le nombre de maîtrises accordées se maintient autour de la quinzaine, pour atteindre le chiffre record de vingt-quatre, en 1985. Enfin, couronnement d'une performance universitaire en tous points remarquable, moins de vingt professeurs de carrière, avec l'aide de quelques chargés de cours, — les années sabbatiques privant le Département de trois, parfois quatre, professeurs de carrière — contribuaient à la promotion d'au moins un, souvent deux, quelquefois trois, nouveaux docteurs.

Faisons aussi état, pour compléter ce relevé de façon à peu près convenable, de l'importante participation du Département à la réalisation [154] de programmes multidisciplinaires, dont deux méritent d'être retenus : le premier mobilise les ressources de plusieurs départements universitaires pour encadrer des étudiants gradués qu'intéressent l'aménagement du territoire et le développement régional, le programme désigné ATDR ; fruit d'une collaboration avec le Département de sciences politiques, le second programme multidisciplinaire opère dans le cadre d'une maîtrise en analyse des politiques, MAP.

Comme une armée par rapport à l'intendance, la plus petite unité fonctionnelle de la communauté universitaire, le Département, serait vouée à la paralysie si elle ne pouvait compter sur cette équipe indispensable que constitue le personnel de soutien. Il faut prendre acte que celui du Département d'économique, dans toutes ses instances, assume avec une compétence et un dévouement exemplaires sa grande part des rouages essentiels de gestion et d'administration. En cela, l'équipe actuelle maintient la tradition d'excellence qui a si bien servi le Département au cours de ce demi-siècle de vie active.

V. CONCLUSION

À mi-chemin de ce premier centenaire, une mémoire le moindrement fidèle ne peut manquer de tourner un regard attentif vers le lointain passé de cette cellule toujours bien vivante qu'est le Département d'économique, pour saluer, d'un signe plein de respect et d'amitié, celui-là même qui a veillé à son éclosion : le fondateur et premier doyen de la Faculté des sciences sociales, le très révérend père Georges-Henri Lévesque. Aujourd'hui, ceux qui sont aux commandes de cette unité aussi bien que ceux qui l'animent par leur travail, étudiants et professeurs ont toutes les raisons de lui garder une profonde reconnaissance, à lui et à ses premiers collaborateurs, tant pour leur vision éclairée que pour leur inlassable persévérance. Sans lui, sans eux, la société québécoise se serait privée d'un groupe de travailleurs qui a beaucoup besogné et qui continue, dans des conditions encore difficiles, de travailler efficacement à son mieux-être.

Les quelques pages qui précèdent ont fait le bilan approximatif de l'œuvre qui a été accomplie à ce jour. Comment, dans un premier temps, ne pas évoquer le souvenir de ceux, trop tôt décédés, qui y ont contribué à leur heure, avec des qualités de cœur et d'esprit auxquelles il conviendrait, en d'autres circonstances, de rendre un hommage plus personnalisé et plus accordé à leurs mérites certains ? Mais comment aussi, en toute justice, ne pas témoigner toute sa confiance à la vaillante équipe qui reste en piste et [155] dont on peut dire, sans parti pris, qu'elle est restée fidèle aux paramètres les plus stables de la mission originale ? L'évolution rapide de la société la confronte à des défis toujours nouveaux et aussi difficiles que jamais. Il ne faut pas lui tenir rigueur de vouloir relever ces défis avec ce qui lui paraît être l'arme la plus efficace dont dispose la science.

La science évolue à un rythme encore plus rapide que celui de la société. Et elle dispose de moyens de plus en plus puissants : un support mathématique qui inspire encore confiance et sécurité ; une technique électronique en voie de progrès constant et plus apte que jamais à traiter commodément d'énormes amoncellements d'informations variées. Mais sa méthode lui impose toujours de procéder par voie de découpage, de conceptualisation, de mise en ordre et de schématisation. Aussi longtemps que sa lecture du réel sera fonction de ces contraintes, ses théories continueront d'être une traduction motivée des phénomènes. Ceux mêmes qui en font leur pratique quotidienne seront sans doute les premiers à reconnaître ce que les sciences exactes ont appelé l'effet Planck : « les théories disparaissent avec la mort de ceux qui les défendent ».

On se prend à espérer que la philosophie puisse trouver des éléments de réponse à des questions aussi graves et toujours pertinentes. En attendant, et ce pourrait être encore pour bien longtemps, il n'est pas exclu que ce besoin de sagesse puisse trouver son compte dans le recours à l'histoire économique de l'école récente dite quantitative, que caractérisent le questionnement théorique et la mesure économétrique. Il faut bien voir toutefois que ce type d'histoire suppose l'autre, dite conventionnelle ou traditionnelle, celle qui, privilégiant le récit, envisageant la longue période, place les événements en perspective et explique le changement et les mutations structurelles. Ensemble, ces deux types d'histoire, de leur nature interdisciplinaires, pourraient créer un lieu de rencontre nouveau et, au moins, ouvrir un dialogue sur la pertinence de certaines hypothèses des modèles déductifs. La réponse à cette interpellation est peut-être le prix à payer pour que les disciplines mathématiques, fondées sur un système de symboles opérationnels, puissent témoigner des objets et des idées avec autant d'efficacité qu'elles désignent des actes et des opérations.

À la borne du chemin parcouru, c'est plus qu'une institution adulte et renouvelée que nous découvrons. Malgré les apparences, elle a su rester fidèle à sa mission originale ; mais elle a subi une transformation profonde, tant dans sa nature même que dans l'orientation de son action.

Rappelons-nous qu'à son origine elle acceptait, comme une donnée nécessaire de son activité, la prise en compte des problèmes humains dans leur intégralité, y compris la dimension de leur poids moral, parce que [156] l'enseignement et la recherche se devaient de repérer les voies du bien tout autant que celles de la vérité. La philosophie morale rassemblait les volontés contre le mal à conjurer — crise économique, chômage, guerre — et imposait ses choix dans la poursuite des objectifs. En cours de route, l'évolution accélérée de la demande sociale et de l'organisation politique et économique l'a obligée à constater l'insuffisance de ses moyens et à prendre exemple sur les disciplines des sciences de la nature, déjà engagées dans un processus de complexité accrue de leurs méthodes et de leur langage.

Le Département d'économique de l'Université Laval a maintenant fixé les traits de sa maturité. Son territoire, c'est la recherche patiente et ordonnée de la vérité. Son outil : la science. Dorénavant, la jouissance du bien — sécurité, prospérité — ne peut plus compter sur les promesses d'un phalanstère instable ; elle doit d'abord passer par le chemin de la vérité, si décevante soit-elle. La longue liste annuelle des cahiers de recherche, des conférences et des publications diverses témoigne d'une conscience de l'excellence et d'une volonté d'efficacité exemplaires. A l'égard de ses homologues, le Département a un passé, donc une culture et un langage, qui lui impose de respecter les lois implacables de la recherche du savoir. Dans la foulée des réalisations remarquables de sa courte histoire, le succès qu'il poursuit ne dépendra pas que de la compétence de ses professeurs et de la volonté de travail de ses étudiants ; il est inéluctablement lié à la sagesse de l'administration universitaire et à la clairvoyance de la société qui le supporte. Les quelque cinq décennies qu'il vient de vivre l'autorisent à nourrir un optimisme modéré, au moins à moyen terme, sinon dans l'avenir le plus immédiat. Quoi qu'il en soit, il peut garder en mémoire que tous les anciens professeurs, étudiants et employés, se joignent aux quelques membres fondateurs que les années nous ont conservés pour lui dire leur fierté et pour l'assurer de leur appui enthousiaste et indéfectible.

Marc-Aurèle THIBAULT.

[157]

Encarts

A. *Les anciens professeurs du Département d'économique*

|  |  |
| --- | --- |
| 1985-1986 | Ughuran Gazi Berkok |
| 1985-1986 | Richard Carter |
| 1968-1970 | John F. Crean |
| 1951-1978 | Yves Dubé |
| \* 1945-1982 | Albert Faucher |
| 1970-1978 | Jean-François Gautrin |
| 1969-1979 | Raymond Guarnieri |
| 1943-1960 | Paul-Henri Guimont |
| 1964-1983 | Hugh George Hambleton |
| \* 1951-1962 | James Hodgson |
| \* 1944-1954 | Maurice Lamontagne |
| \* 1943-1948 | Paul Lebel |
| 1978-1983 | André Lemelin |
| 1951-1968 | Charles Lemelin |
| 1973-1977 | André Marcil |
| 1943-1975 | Jean-Marie Martin |
| 1966-1977 | Tadek Matuszewski |
| 1962-1970 | Jean-Luc Migué |
| 1946-1948 | Egbert Munzer |
| 1975-1986 | Henri-Paul Rousseau |
| 1976-1984 | Philippe Rouzier |
| 1981-1986 | Spencer Star |
| 1950-1962 | René Tremblay |

a professeur émérite.

\* décédé.

Source : Le fichier des professeurs de l'Université Laval, les annuaires de la faculté des sciences sociales et les rapports annuels du Département d économique.

[158]

B. *Les directeurs du Département d'économique*

(dans l'ordre de leurs mandats consécutifs, de 1943 à 1987)

|  |  |
| --- | --- |
| 1943-1946 | Paul-Henri Guimont |
| \* 1946-1952 | Jean-Marie Martin |
| \* 1952-1954 | Maurice Lamontagne |
| 1954-1956 | Albert Faucher |
| 1956-1968 | Yves Dubé |
| 1968-1971 | Marcel Daneau |
| 1971-1974 | Claude Masson |
| 1974-1977 | Michel Truchon |
| 1977-1978 | Jean-Thomas Bernard |
| 1978-1981 | Gérard Gaudet |
| 1981-1984 | Gérald Leblanc |
| 1984-1986 | Henri-Paul Rousseau |
| 1986-... | Michel Truchon |

\* décédé.

Source : *Annuaire de la Faculté des sciences sociales, 1986-87.*

C. *Les secrétaires du Département d'économique*

(dans l'ordre de leurs mandats consécutifs, de 1943 à 1972 [[55]](#footnote-55))

|  |  |
| --- | --- |
| \* 1943-1946 | Jean-Marie Martin |
| \* 1946-1950 | Maurice Lamontagne |
| \* 1950-1952 | René Tremblay |
| 1952-1954 | Albert Faucher |
| \* 1954-1956 | Charles Lemelin |
| 1956-1962 | Marc-Aurèle Thibault |
| \* 1962-1964 | James Hodgson |
| 1964-1968 | Marcel Daneau |
| 1968-1972 | Claude Masson |

*Professeur émérite*

Albert Faucher, M.A., Université de Toronto. (1945)

*Professeur invité en 1986-1987*

Serge Wibaut, Docteur en sciences économiques, Université catholique de Louvain.

\* décédé.

Source : *Annuaire de la Faculté des sciences sociales, 1986-87.*

D. *Les directeurs du Laboratoire d'économétrie, du Groupe de recherche en économie de l'énergie et du Groupe de recherche en politique économique, depuis l'année de fondation de chaque groupe*

1. *Laboratoire d'économétrie*

|  |  |
| --- | --- |
| a 1966-1974 | Tadek Matuszewski |
| 1974-1977 | Claude Autin |
| 1977-1979 | Gérald Leblanc |
| 1979- ... | Michel Truchon |

2. *Groupe de recherche en économie de l'énergie*

|  |  |
| --- | --- |
| a 1973 ... | Antoine Ayoub |

3. *Groupe de recherche en politique économique*

|  |  |
| --- | --- |
| a1976-1978 | Henri-Paul Rousseau |
| 1978-1980 | Bernard Fortin |
| 1980-1982 | Pierre Fréchette |
| 1982-1984 | Pierre Fortin |
| 1984-1986 | Bernard Decaluwe |
| 1986-... | Bernard Fortin |

a *Membre fondateur.*

Source : Département d'économique, *Rapports annuels,* de 1966 à 1987.

E. *Les directeurs des programmes de premier, deuxième et troisième cycles depuis 1967*

1. *Programme de premier cycle*

|  |  |
| --- | --- |
| 1967-1968 | Yves Dubé |
| 1968-1971 | Marcel Daneau |
| 1971-1974 | Claude Masson |
| 1974-1977 | Michel Truchon |
| 1977-1978 | Bernard Decaluwe |
| 1978-1980 | Pierre Fortin |
| 1980-1982 | Bernard Decaluwe |
| 1982-1984 | Denis Moffet |
| 1984 ... | Claude Masson |

2. *Programmes de deuxième et de troisième cycles*

|  |  |
| --- | --- |
| 1978-1980 | Henri-Paul Rousseau |
| 1980-1982 | Bernard Fortin |
| 1982-1984 | Jean-Thomas Bernard |
| 1984-1986 | Gérard Gaudet |
| 1986 ... | Bernard Decaluwe |

SOURCE : *Rapports annuels des directeurs de programmes.*

[160]

F. *Le corps professoral (année 1986-1987)*

Claude Autin, M. A., Université Laval et Études supérieures en sciences économiques, Minnesota. (1962)

Antoine Ayoub, Docteur d'État en sciences économiques, Paris. (1969)

Gérard Bélanger, M. A., Université Laval et Études supérieures en sciences économiques, Princeton. (1967)

Jean-Thomas Bernard, Ph.D., Université de Pennsylvanie. (1976)

Marcel Daneau, M.A., Université du Massachusetts et Études supérieures en sciences économiques, Massachusetts. (1959)

Bernard Decaluwe, Doctorat en sciences économiques, Université catholique de Louvain. (1977)

Roger Dehem, Docteur en sciences économiques, Université catholique de Louvain. (1961)

Bernard Fortin, Ph.D., Université de Californie, Berkeley. (1973)

Pierre Fortin, Ph.D., Université de Californie, Berkeley. (1973)

Pierre Fréchette, M.A., Sherbrooke et Études supérieures à l'Université de Montréal. (1979)

Gérard Gaudet, Ph. D., Université de Pennsylvanie. (1975)

Gérald Leblanc, Docteur en sciences économiques, Université catholique de Louvain. (1973)

Claude Masson, M.A., Université Laval et Études supérieures en sciences économiques, Harvard. (1963)

Denis Moffet, Licencié de 3e cycle, École d'administration d'économique de Norvège. (1979)

Manh Hung Nguyen, Ph.D., Université de Toronto. (1977)

Lloyd Paquin, Ph.D., Université de Londres. (1977)

Nicolas Schmitt, Ph.D., Université de Toronto. (1985)

Francis Taurand, Ph.D., Université de Californie. (1980)

Marc-Aurèle Thibault, M. A., Université Laval et Études supérieures à la London School of Economics, Londres. (1952)

Michel Truchon, Ph.D., Université Carnegie-Mellon, Pittsburgh. (1973)

G. *Liste des responsables de l'administration du Département d'économique, 1986-1987*

a. *Personnel universitaire*

|  |  |
| --- | --- |
| Michel Truchon | directeur du Département |
| Bernard Decaluwe | directeur des programmes de 2e et 3e cycles |
| Claude Masson | directeur des programmes de 1er cycle |
| Antoine Ayoub | directeur du GREEN |
| Michel Truchon | directeur du Laboratoire d'économétrie |
| Bernard Fortin | directeur de GREPE |
| Pierre Fréchette | directeur du programme ATRD |

b. *Personnel de soutien*

|  |  |
| --- | --- |
| Yvon Asselin | préparateur |
| Nicole Charest | secrétaire au GREEN |
| Judith Giguère | secrétaire à la direction du Département |
| Lise Gosselin | secrétaire à la direction du Département |
| Marie-France Hamel-Fournier | secrétaire à la direction des programmes |
| Marie-Claude Jouvet | secrétaire au GREEN |
| Rachel Lapierre | secrétaire au GREPE |
| Lucie Marcotte | secrétaire à la direction du Département |
| Carole Nadeau | secrétaire au Laboratoire d'économétrie |
| Jeannine Ouellet | secrétaire au Laboratoire d'économétrie |

c. *Personnel professionnel*

|  |  |
| --- | --- |
| Danny Bélanger | professionnel de recherche au GREEN |
| Isabelle Boudreau-Gaudet | documentaliste |
| Marc Leduc | professionnel de recherche au GREPE |
| Yvon Pépin | adjoint au directeur |
| Johanne Perron-Deslauriers | documentaliste |
| Simon Thivierge | professionnel de recherche au GREEN |

Source : Département d'économique, *Rapport annuel, 1986-1987.*

[162]

[163]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 6

“Le Département des relations industrielles 1943-1987.”

A. Nos commencements

Par Gérard DION

[Retour à la table des matières](#tdm)

[164]

[165]

A. Nos commencements [[56]](#footnote-56)\*

S'IL EST VRAI que les relations du travail sont un phénomène permanent et forment un champ d'étude extrêmement important, l'état de guerre dans lequel se trouvait le Canada leur avait donné une acuité particulière [[57]](#footnote-57). Les exigences d'une production maximale, d'une protection contre l'inflation et d'une réduction des conflits du travail avaient amené le gouvernement à établir une multitude de réglementations. Du côté des entreprises, une meilleure utilisation des ressources humaines avait amorcé l'établissement de la gestion du personnel.

Du côté des syndicats, l'obligation de soumettre toutes leurs réclamations salariales au Conseil national du travail en temps de guerre, pour approbation, nécessitait des dossiers bien préparés et du personnel possédant des connaissances appropriées. Enfin, les divers gouvernements avaient besoin de fonctionnaires spécialisés tant pour appliquer la législation déjà existante que pour en préparer de nouvelles.

[166]

Pour répondre à ces besoins, de même que pour développer les connaissances ad hoc et établir des politiques dans un champ aussi vital pour la société que, en raison des répercussions dans tous les autres domaines, nous considérions qu'aucune approche strictement disciplinaire n'était suffisante. « La sociologie, l'économique, la psychologie, le droit, la morale et les techniques industrielles, prises séparément ne peuvent embrasser qu'un aspect fragmentaire et incomplet de cet objet (les relations industrielles) si compliqué et si complexe [[58]](#footnote-58).

C'est donc dans une perspective essentiellement interdisciplinaire qu'a été établi le Département des relations industrielles de Laval.

Il n'est pas superflu de noter que le père Lévesque et ses collaborateurs estimaient que, à rencontre de ce qui se passait dans les universités étatsuniennes où s'enseignaient les relations industrielles et à Queen's ici au Canada, un tel département devait être intégré au sein de la Faculté des sciences sociales et non être rattaché à une école de commerce ou d'administration. Ils voulaient ainsi éviter le biais d'une vision affairiste ou déshumanisée pour bien marquer que les relations du travail étaient foncièrement des relations humaines et sociales.

L'enseignement des relations industrielles étant quelque chose de complètement nouveau, il ne fallait pas s'attendre à trouver plusieurs diplômés en relations industrielles pour former le corps professoral. D'ailleurs, une autre raison s'ajoutait : l'université, ne recevant pas de subvention de l'État comme aujourd'hui, n'avait pas les moyens financiers de verser des traitements concurrentiels avec l'entreprise privée pour attirer un grand nombre de personnes se consacrant exclusivement à l'enseignement universitaire. Aussi, pendant quelques années, j'étais donc le seul professeur à plein temps au Département, étant sur place pour m'occuper de tout. Les autres étaient des chargés de cours qui venaient de l'extérieur.

Le père Lévesque avait eu la main heureuse en allant chercher comme premier directeur un homme remarquable dans la personne de Gérard Tremblay, sous-ministre du Travail. Bien connu de tous les milieux des relations industrielles au Québec, il y jouissait d'un grand prestige et de beaucoup d'autorité. Il possédait une longue expérience en ce domaine. Après avoir été journaliste au *Devoir,* il avait occupé le poste de secrétaire du Conseil central de la C.T.C.C. à Montréal où le gouvernement était allé le chercher pour devenir sous-ministre au ministère du Travail créé en 1931.

[167]

Le premier secrétaire du Département a été Jean-Pierre Després qui, pendant ses études à l'École, avait été le secrétaire du père Lévesque. Lui aussi était alors fonctionnaire au ministère du Travail en tant que directeur général des services. Après un an, cependant, celui-ci a quitté le Canada pour aller faire carrière au Bureau international du travail à Genève. Jean-Pierre Després avait une capacité de travail extraordinaire, un esprit à la fois imaginatif et pratique ; il était enfin un organisateur hors pair.

Bien que n'étant à l'Université qu'à temps partiel, on ne saurait jamais dire assez comment ces deux personnes ont contribué à intégrer le Département naissant dans le monde des relations du travail au Québec et lui ont imprimé une impulsion et un dynamisme qui, par la suite, exigeront beaucoup d'efforts pour être soutenus.

Les autres membres du corps professoral avaient été recrutés parmi des personnes possédant déjà une formation universitaire et travaillant dans le domaine des relations industrielles pour le compte des entreprises, des syndicats ou dans des services des gouvernements fédéral et provincial. Tous ces chargés de cours, dont quelques-uns détenaient un doctorat dans leur matière, avaient une expérience pratique. Je ne peux m'empêcher de souligner la présence et l'apport de deux juristes de grande expérience dont la compétence était déjà reconnue en matière de législation du travail. Ils enseignaient déjà tous deux à l'École des sciences sociales avant la création des départements. Il s'agit de Me Marie-Louis Beaulieu et de Me Louis-Philippe Pigeon. Le premier avait été membre de la Commission pour la réforme de la loi relative à l'extension des conventions collectives *(L.Q. 1934,* c. 56) et avait rédigé la loi des conventions collectives du travail *(L.Q. 1938,* c. 52) ; il deviendra plus tard professeur de carrière à la Faculté de droit de Laval. Le second, sous le gouvernement Godbout, avait en pratique joué le rôle de ministre du Travail sans en avoir le titre. Il avait été l'instigateur et le rédacteur en 1944 de la Loi des relations ouvrières *{L.Q. 1944,* c. 30) et deviendra plus tard juge de la Cour suprême du Canada.

C'est avec le concours de ces ressources humaines qu'a été entreprise la réalisation des objectifs du Département : enseignement, recherches, diffusion de la connaissance et service à la communauté.

L'enseignement était réparti sur quatre ans. Durant la première année, cependant, ainsi que cela se passait dans les autres départements, les cours étaient communs à tous les étudiants de la Faculté. Il en avait été décidé ainsi dans la pensée qu'en donnant une base commune à tous on éviterait les cloisonnements et on favoriserait l'interdisciplinarité. Ces cours comprenaient les éléments nécessaires à une culture générale en sciences sociales : économique, sociologie, philosophie sociale, encycliques, économie [168] politique, statistiques, méthodes de recherches, hygiène sociale, droit civil, etc.

Durant les trois années de spécialisation, en plus d'un cours d'introduction aux relations du travail, le programme comprenait les matières suivantes : sociologie du travail, économique du travail, législation du travail et de sécurité sociale, psychologie du travail, histoire du syndicalisme, hygiène industrielle, techniques de direction du personnel, d'analyse, d'évaluation et de rationalisation des tâches, organisation syndicale, patronale et ouvrière, négociation collective et enfin application de la législation du travail.

Ainsi que l'on peut s'en rendre compte, c'était un programme vaste et ambitieux. Il n'était pas question, à cette époque, de cours facultatifs. Nous estimions que nos diplômés, quelle que soit l'orientation future où ils auraient à défendre les intérêts des institutions pour lesquelles ils travailleraient, devaient avoir reçu le même bagage de connaissances. Nous ne voulions pas que les clivages qui se rencontrent nécessairement dans la vie professionnelle se retrouvent à l'université.

Je me permets de souligner que l'enseignement du droit du travail à l'Université Laval s'est donné d'abord au Département des relations industrielles avant de trouver place à la Faculté de droit. De plus, alors que l'on vient de redécouvrir l'hygiène industrielle, cette matière était dans notre programme dès 1944.

Il serait souverainement injuste de porter un jugement sur la qualité de l'enseignement qui s'y donnait à partir des critères que nous pouvons utiliser aujourd'hui. D'ailleurs, elle était fonction de l'avancement des connaissances en chaque matière et de la compétence des professeurs. De toute façon, cet enseignement a contribué pour une bonne part à une diffusion des connaissances et a été un point de départ pour leur développement en notre milieu.

Il va sans dire qu'avec la pénurie de ressources humaines et matérielles, la recherche a mis un certain temps avant de démarrer bien que, dès 1945, eût été constitué un Office de recherches en relations industrielles dont j'étais responsable et qui était rattaché au Centre commun de la Faculté. À ces contraintes s'ajoutaient d'autres difficultés que nous avons eu à surmonter qui tenaient à la nature même des relations industrielles et à l'attitude du milieu.

On ne peut oublier que, dans le domaine des relations du travail où la poursuite d'intérêts divergents, la concurrence et le conflit font partie du cours normal des choses, employeurs et syndicats entretiennent indistinctement une appréhension vis-à-vis de ceux qu'ils considèrent comme des [169] « étrangers venant se mêler de leurs affaires ». Déformés aussi par une longue tradition de contacts avec des procureurs et des avocats chez qui il est normal de trouver des associés pour la défense d'une cause ou la promotion d'intérêts, ils sont portés à ne considérer la recherche que sous son aspect d'utilité immédiate. Avides d'obtenir des recettes ou des arguments pouvant leur servir dans la poursuite d'objectifs intéressés, ils sont, en général, assez suspects vis-à-vis des recherches fondamentales et, parfois même, vis-à-vis de ceux qui les exécutent. On préfère se fier à ses propres intuitions ou se réfugier dans des idéologies plutôt que d'avoir une vision nette. Quant à la recherche empirique, qui requiert l'acceptation et la collaboration des institutions et des personnes engagées dans ce domaine, il n'était pas facile de vaincre leur résistance instinctive à fournir de l'information et même, lorsqu'on réussissait à l'obtenir, de pouvoir l'utiliser. C'est ainsi qu'une étude très importante effectuée au Département par mon collègue Emile Gosselin sur les travailleurs en forêt n'a jamais pu être rendue publique.

Malgré les difficultés, grâce à notre détermination et à notre enthousiasme de néophytes, nous nous sommes attaqués à quelques questions qui faisaient alors l'objet de bien des controverses, comme la sécurité syndicale et la réforme de l'entreprise. À la suite d'une enquête auprès des employeurs qui avaient des clauses de sécurité syndicale dans leurs entreprises, je pouvais en 1946 publier les résultats dans notre bulletin.

La même année, Jean-Pierre Després publiait aussi *le Mouvement ouvrier canadien*[[59]](#footnote-59)avec une préface d'Edouard Montpetit, qui pendant longtemps a été chez nous le seul ouvrage en langue française sur le syndicalisme. En 1949, paraissait encore dans une édition bilingue l'étude *Réformes de structures dans l'entreprise* [[60]](#footnote-60)*.*

C'est à cette époque que, pour fins d'enseignement, puisque nous n'avions que des ouvrages de référence en langue anglaise, et pour aider à écarter les querelles de mots qui empoisonnent souvent les relations du travail, je formulai le projet d'un lexique des termes utilisés en relations industrielles. Bien longtemps avant que le français langue de travail devienne l'objet d'enjeu politique, j'étais convaincu qu'il était d'abord indispensable de fournir aux personnes engagées dans le domaine un instrument qui leur permettrait de connaître leur vocabulaire. J'accumulai [170] alors des matériaux et publiai de temps en temps des articles dans le *Bulletin.* Ce n'est cependant que vingt-six ans plus tard, en 1972, que j'ai pu publier la première édition du *Vocabulaire français-anglais des relations professionnelles/ Glossary of Terms Used in Industrial Relations* [[61]](#footnote-61). Et mon *Dictionnaire canadien des relations du travail* a paru en 1976 [[62]](#footnote-62).

J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur les problèmes de la recherche en relations industrielles lors d'un colloque de la Société royale du Canada à Calgary en 1968 [[63]](#footnote-63). Rappelons qu'à l'époque visée ici il n'existait pas d'organismes subventionnaires pour fins de recherche. Le Département ne pouvait compter que sur ses propres ressources et, à voir ce qui se passe encore aujourd'hui, on peut facilement imaginer que les professeurs, écrasés par des charges d'enseignement ou d'encadrement des étudiants, pouvaient difficilement se livrer à des grands travaux de recherche.

Dès la fin de la première année académique, en 1945, le Département organisait une session intensive générale d'une semaine qui réunissait 75 personnes venant des milieux patronaux, syndicaux et gouvernementaux, non seulement des environs de Québec mais de toute la province. Ce fut un succès, mais par la suite on décida de tenir des sessions intensives plus spécialisées, soit à la demande de groupes particuliers, soit de notre propre initiative, mais toujours en collaboration avec eux. Nous cherchions à répondre aux besoins de toutes les catégories de personnes engagées dans les relations du travail : dirigeants syndicaux, dirigeants d'entreprises, directeurs de personnel, contremaîtres, agents d'administration au ministère du Travail ou dans les services fédéraux, etc. C'est ainsi que pendant de nombreuses années, aux vacances d'été, en collaboration avec la Corporation des instituteurs, une soixantaine d'enseignants venaient à Laval faire un séjour de deux semaines.

Une de ces sessions spéciales que j'avais organisée, à la suite de la grève de l'amiante, en novembre 1949, a connu un certain retentissement dans le public. Elle portait sur « The Social Teaching of the Church and Social Changes ». Elle avait réuni, sur invitation personnelle, près d'une cinquantaine de hauts dirigeants de grandes entreprises. Le président de la [171] compagnie John's Manville, Lewis H. Brown, avait pris la peine de venir de New-York pour y participer. Elle avait duré trois jours à l'hôtel Kent House, les séances se tenant à huis clos pour permettre plus de liberté dans la discussion. Suite à une indiscrétion commise par le consul américain à Québec qui rapporta d'ailleurs faussement mes propos, le Premier ministre m'a violemment dénoncé dans tous les journaux comme un fauteur de désordre responsable de détourner du Québec les investissements du capital américain.

L'organisation de pareilles sessions intensives tout comme des cours du soir que nous assumions pour un public plus large s'est continuée jusqu'à ce que les groupements, mieux équipés, puissent mettre sur pied leur propre service d'éducation. Alors les professeurs, à titre individuel, étaient appelés à fournir leur collaboration en donnant des cours ou en servant de personnes ressources.

Parmi les initiatives du Département des relations industrielles qui ont contribué à l'intégrer aux milieux du travail, il faut compter l'organisation et la tenue d'un congrès annuel. L'objectif que nous poursuivions était double : d'abord, donner aux employeurs, aux dirigeants syndicaux et agents gouvernementaux l'occasion de se rencontrer et de provoquer un éclairage et des échanges sur des sujets importants controversés et d'actualité brûlante ; ensuite, par la publication des rapports, mettre à la disposition d'un public plus vaste des ouvrages en langue française.

Lorsqu'en 1946 nous avons organisé le premier Congrès des relations industrielles, nous avons fait œuvre de pionniers. Les centrales syndicales, chacune de son côté, et les groupements patronaux réunissaient bien leurs membres. Dirigeants syndicaux et employeurs se rencontraient à l'occasion des négociations collectives, souvent dans un climat de conflit, pour régler des problèmes immédiats. Tous avaient bien trop de méfiance vis-à-vis des hommes politiques pour répondre à une invitation que le ministère du Travail leur aurait faite. Seule une institution universitaire, croyions-nous, possédait une autorité morale et des garanties d'objectivité pouvant inspirer confiance à tous ces antagonistes qui avaient pourtant des intérêts communs. Dès le début, le succès dépassa nos attentes. Nous attendions une assistance de cinquante ou soixante personnes. Nous avons eu cent cinquante participants, tellement satisfaits de cette première expérience qu'ils expriment illico le vœu d'être convoqués l'année suivante et celui de recevoir le texte des communications déjà présentées.

En 1955, dans la préface de l'ouvrage *Problèmes d'autorité au sein de l'entreprise,* je pouvais écrire ce qui suit :

[172]

Les Congrès des relations industrielles de Laval sont désormais une institution bien établie dans la province de Québec. Quand, il y a dix ans, le Département des relations industrielles de Laval prenait cette initiative de convoquer à l'université les représentants du monde ouvrier et patronal ainsi que ceux des milieux administratifs, nous étions loin de prévoir une collaboration qui ne s'est pas démentie avec les années.

Non seulement nous avons fourni aux personnes engagées dans les relations du travail l'occasion de se rencontrer sur un terrain neutre pour discuter de leurs problèmes dans des perspectives empreintes d'objectivité, mais avec la publication de ce dixième rapport intitulé *Problèmes d'autorité au sein de l'entreprise,* nous nous rendons compte que nous avons contribué à constituer au Canada une littérature française en relations industrielles. Dans un pays où les institutions et les techniques de production sont de type américain, les ouvrages européens, malgré leur valeur réelle, sont peu adaptés à notre milieu et l'on est obligé de recourir presque exclusivement à des travaux publiés en langue anglaise. On ne saurait trop souligner l'œuvre de pionnier accompli par le Département des relations industrielles de Laval avec sa revue trimestrielle bilingue *Relations industrielles* et les rapports de ses congrès annuels [[64]](#footnote-64).

Le Congrès des relations industrielles est devenu avec le temps le rendez-vous annuel de tous ceux qui œuvrent dans les relations du travail. Il se tient, chaque année, à une date fixe que tout le monde connaît (le lundi qui suit le lundi de Pâques) et peut noter un an d'avance dans son agenda. Il serait aujourd'hui impossible de mettre sur pied une entreprise du genre. Nous avons réussi à la maintenir parce que nous avons été fidèles à l'orientation qui lui avait été donnée à l'origine. Ainsi, tout en étant un congrès de Laval, nous avons mis de côté tout chauvinisme et invité presque chaque fois des collègues d'autres universités à présenter des communications. Nous avons aussi pris le soin particulier de permettre à divers courants de pensée et d'intérêts de s'exprimer. En 1988, a été tenu le 43e Congrès avec une assistance de plus de cinq cents participants. Quarante-trois ouvrages forment maintenant la collection des Congrès des relations industrielles de Laval.

En septembre 1945, paraissait le premier numéro de *Bulletin des relations industrielles de Laval.* Publication mensuelle bilingue, bien modeste à l'origine, elle venait cependant combler un vide, car il n'existait alors rien du genre au Canada. Elle visait la diffusion des connaissances en relations du travail. Nous avons tenu à en faire une publication bilingue pour [173] atteindre les milieux anglais. Puisqu'ils ne comprenaient pas le français et que nous avions quelque chose à leur communiquer, nous avons voulu les rejoindre en nous exprimant dans leur langue. Ce n'était pas un mince défi. Et pour avoir été responsable de cette publication depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui, je crois que personne ne saura jamais mesurer l'aventure dans laquelle nous nous étions engagés et le fardeau que nous nous sommes imposé. Nous avons tenu le coup.

Les échéances de publication étant trop rapprochées, le *Bulletin* est devenu après cinq ans un périodique trimestriel et a pris le nom de *Relations industrielles.* Comme la traduction intégrale de tous les articles équivalait, en somme, à un travail de publication de deux revues, il a été décidé, trois ans plus tard, en 1953, de faire paraître les articles simplement dans leur langue originale avec un résumé substantiel dans l'autre langue. Nous en sommes arrivés à cette solution après avoir constaté que le monde universitaire avait une connaissance suffisante du français et que les grandes entreprises, voyant dans son résumé l'importance et l'utilité d'un texte, pouvaient le faire traduire entièrement en anglais par leur propre service de traduction. C'est la politique qui existe encore aujourd'hui. Avec le temps, la qualité de la revue et sa pénétration dans les milieux patronaux, syndicaux, gouvernementaux et universitaires ont attiré de toute part une collaboration scientifique. Je ne crois pas qu'il existe un seul universitaire canadien voué à l'enseignement des relations industrielles qui n'ait à un moment ou l'autre publié dans la revue *Relations industrielles.* Il y a une quinzaine d'années, nos collègues des universités anglaises du Canada ont songé à créer une revue en langue anglaise. Ils ont mis de côté leur projet en constatant que l'entreprise ne serait pas viable parce que le marché était déjà occupé et qu'ils ne pouvaient faire mieux. Par la suite, l'Association canadienne de relations industrielles nous a suppliés d'accepter que notre publication soit considérée comme la revue officielle de l'Association tout en continuant d'être exclusivement sous la direction de notre Département. N'y a-t-il pas là quelque chose d'unique en notre pays ! Elle a jeté un pont entre les deux solitudes et facilité les échanges entre deux mondes qui s'ignoraient. *Relations industrielles,* qui compte 43 années de publication, est la doyenne des revues universitaires spécialisées en relations du travail. Elle a vu le jour un an avant celle de Cornell et huit ans avant celle de la London School of Economics. Elle est honorablement classée parmi la huitaine de grandes revues de calibre international. Elle est largement pillée, souvent sans autorisation, par des professeurs, dans beaucoup d'universités, pour constituer des « Anthologies » ou « Readings » à l'usage de leurs étudiants.

[174]

Comme je m'occupais de la publication du *Bulletin des relations industrielles,* en 1947, je décidai — à titre de service aux prêtres déjà abonnés et aussi pour inciter les autres à souscrire — de joindre à l'envoi un supplément spécial sous le nom *d'Ad Usum Sacerdotum.* À cette époque, il y avait à travers le Québec une centaine de prêtres qui, d'une façon ou d'une autre, s'occupaient d'action sociale et particulièrement du syndicalisme. La quasi-totalité d'entre eux n'avaient pas eu l'avantage de s'initier aux questions sociales sauf au contact des groupements avec lesquels ils travaillaient. En 1946, à la demande de l'Épiscopat, un petit groupe d'entre eux, diplômés en sciences sociales, avait été chargé d'organiser des journées sacerdotales d'études sociales pour permettre les échanges et favoriser la concertation. Ce groupe dont je faisais partie, après une première réunion, a été constitué officiellement par l'Épiscopat sous le nom de Commission sacerdotale d'études sociales. On lui donna comme mission de conseiller les évêques sur tous les problèmes sociaux. La Commission jouera un rôle important par ses prises de position lors du retrait du projet de Code du travail (Bill 5) de Duplessis et de la grève de l'amiante. C'est elle aussi qui rédigera la fameuse *Lettre pastorale collective sur les problèmes ouvriers,* parue en 1950.

Pendant quatre ans, chaque mois, je rédigeais seul *Ad Usum Sacerdotum* qui comprenait de l'information, de la documentation et des commentaires. Lorsque le *Bulletin des relations industrielles* modifiera sa périodicité pour devenir revue trimestrielle, mon supplément pouvait difficilement accomplir son rôle d'une façon efficace. Il en a donc été dissocié pour continuer à être publié mensuellement comme bulletin indépendant. En 1960, le nom en a été changé pour celui de *Perspectives sociales.* Sans aucune publicité, la circulation s'est élargie pour atteindre environ mille abonnés. Son caractère, non pas clandestin mais plutôt discret, n'était pas étranger à cette diffusion qui rejoignait sans doute surtout le clergé mais aussi un certain nombre de personnes dans le monde de l'information. À partir de 1949, après la publication de chaque numéro, il était rare de ne pas retrouver ici ou là la reproduction d'un ou deux articles qui y avaient paru. Un de ces articles que j'avais écrit avec Louis O'Neill et intitulé « Lendemains d'élections » a connu à travers toute la province un retentissement aussi inattendu qu'imprévu sur lequel il est inutile de s'étendre. Seul pendant de nombreuses années, et ensuite avec un très petit nombre de collaborateurs occasionnels, j'ai maintenu cette publication sous ma responsabilité personnelle, non celle de l'Université. Au total, durant vingt-trois ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1970.

[175]

Il est important de noter que le Département des relations industrielles, tel qu'il a été conçu et tel qu'il a essayé d'être, tout en visant à l'objectivité dans son enseignement et dans les recherches qui y étaient conduites, s'inspirait d'une certaine philosophie. Rejetant tout dogmatisme, car il n'y a pas de vérité absolue en un tel domaine, nous partions cependant de certains postulats implicites, qui n'ont d'ailleurs jamais été formulés officiellement, touchant la nature des relations du travail, l'industrialisation, le syndicalisme, et nous visions à une humanisation des rapports du travail. Ainsi, nous concevions les relations industrielles comme l'ensemble des rapports sociaux et économiques qui naissent à l'occasion de la production des biens économiques. Il existe toujours et partout un régime des relations du travail, mais celui-ci n'est qu'un sous-régime à l'intérieur du régime économique, social et politique. Il n'est pas un champ clos imperméable à toute influence extérieure de l'ensemble du milieu. L'aménagement des rapports du travail est essentiellement dynamique. Il s'effectue dans un cadre général qui tient à la fois de la coutume, des conventions et de la législation. Ses principaux agents, — les syndicats, les employeurs et l'État, — mus par la logique de leur situation respective et par la poursuite d'intérêts divergents, sont en recherche constante d'accommodements et d'ajustements.

Le conflit est au cœur même des relations du travail tout autant que la collaboration. Évidemment, l'harmonie pure n'est qu'une utopie mais il faut quand même chercher à civiliser ces rapports dans le respect des personnes et de la société. Notre second postulat se rapportait aux libertés fondamentales sur lesquelles devait s'édifier et fonctionner le régime des relations du travail : liberté d'initiative, liberté d'entreprise, liberté d'expression, liberté d'association, démocratie politique, droit de chacun par l'intermédiaire de ses représentants d'avoir son mot à dire dans les choses qui l'affectent. Nous acceptions en outre le phénomène de l'industrialisation ; nous nous refusions à tout retour en arrière et nous souhaitions que celle-ci se fît dans un développement humanisé et équilibré dont tous pourraient équitablement bénéficier grâce à une réforme des esprits et des institutions. Enfin, nous acceptions le syndicalisme comme une institution normale et indispensable dans une économie industrielle et une société démocratique avec une double fonction : celle d'être agent de négociation collective et instrument de transformation sociale. C'était là la philosophie du Département. Elle était bien connue de tous.

Notre pleine acceptation du syndicalisme et le fait que plusieurs de nos anciens étudiants soient allés travailler dans des organisations syndicales ont contribué à donner au Département en certains milieux patronaux et [176] politiques la réputation d'être prosyndical. Naturellement, dans les milieux syndicaux, on aurait désiré que notre programme d'étude soit davantage axé sur la formation et la préparation de futurs agents syndicaux. Ce que nous avons toujours refusé de faire. Pour ma part, j'ai toujours veillé avec soin à l'indépendance du Département, tout particulièrement à ce qu'il ne devienne l'annexe ou l'antichambre du ministère du Travail (danger d'autant plus grand que mon prédécesseur à la direction était sous-ministre du Travail), ni ne soit à la remorque des intérêts patronaux, des syndicats, des formations politiques et même de l'Église (en raison de mon état sacerdotal).

Le Département, comme institution, avait son esprit mais il était ouvert à toutes les tendances. Il ne prenait pas de positions partisanes. Cette règle visait à lui conserver son caractère universitaire comme à respecter la liberté des professeurs en même temps que celle des étudiants. Le Département fournissait cependant à ses professeurs et à ses collaborateurs l'occasion d'exprimer leur opinion en toute liberté dans la revue et à l'occasion des congrès. Ceux-ci ne manquaient pas d'analyser les problèmes, de mettre en cause les institutions et leur fonctionnement sans craindre la controverse, en évitant toutefois la polémique. Comme il est normal, le Département ne s'immisçait pas dans les activités extra-universitaires de ses membres. Chacun pouvait prendre les engagements personnels qu'il désirait. Cependant, nous avons toujours essayé d'éviter que le Département soit identifié à un individu. Malheureusement, je ne suis pas sûr que nous y ayons réussi.

Si l'on veut avoir une illustration de cette préoccupation, on n'aura qu'à comparer, sur un même sujet, les articles que je publiais dans *Relations industrielles* avec ceux que je préparais pour les journaux ou autres publications [[65]](#footnote-65). Et je peux le dire aujourd'hui, pendant de nombreuses années, j'ai régulièrement collaboré au journal *le Travail,* publié par la C.T.C.C., sous le pseudonyme de Maurice Ladouceur. Seul le directeur (Gérard Pelletier d'abord et ensuite Fernand Jolicœur) connaissait mon identité.

Je suis un prêtre, je n'en ai pas honte et je n'ai pas à m'en excuser devant qui que ce soit. Opposé au cléricalisme comme à l'anticléricalisme, je n'ai jamais voulu que l'on accepte ou rejette mes positions à cause de ma condition sacerdotale. Je considérais qu'elles devaient être appréciées à leur valeur propre. C'est pourquoi, dans mes activités professionnelles, je me suis toujours présenté tout simplement comme professeur et, dans la [177] revue *Relations industrielles,* je n'ai jamais signé un article avec d'autre qualification.

À propos du cléricalisme qui existait il y a une trentaine d'années, on est porté aujourd'hui à simplifier ce phénomène. À l'époque, sauf en certains milieux, on s'en accommodait assez facilement. Souvent, on recherchait l'appui et le patronage (au sens français) de l'Église et des prêtres. Il n'y avait pas seulement Duplessis qui tenait à la présence d'évêques pour bénir les ponts et inaugurer les écoles ou les hôpitaux ! Et cela n'était pas une particularité propre au Québec.

Qu'on me permettre de dévoiler ici un fait qui n'a jamais fait la manchette des journaux, qui n'est pas très connu et que l'on ne trouvera pas dans l'histoire du syndicalisme au Québec. Devant le support que recevaient les syndicats catholiques de la part de l'Église, les autres syndicats ont à plusieurs reprises demandé à l'Épiscopat de mettre à leur service des aumôniers. Pour de multiples motifs plus ou moins valables et particulièrement pour ne pas nuire à la C.T.C.C., les évêques ont toujours refusé. Ces syndicats, dont les dirigeants et la grande majorité des membres étaient des catholiques, se sentaient ostracisés, non sans raison, d'autant plus qu'en dehors du Québec, lors de leurs congrès, ils pouvaient toujours compter sur la présence d'un évêque ou d'un prêtre pour faire officiellement la prière d'ouverture. C'est alors que mon double chapeau de professeur d'université et de prêtre est venu à leur secours.

Le Département des relations industrielles ne faisait pas de distinctions entre les syndicats et prêtait son concours à tous lors des sessions d'études qu'ils organisaient. En tant que professeur, je me devais de leur fournir une collaboration constante. Aussi, étaient-ils contents d'avoir ma présence comme prêtre à l'ouverture de leurs congrès, au grand dam de certains aumôniers des syndicats catholiques (et de certains évêques) qui ironiquement me qualifiaient d'« aumônier des syndicats internationaux ». Surtout, cela était bien commode pour pouvoir obtenir la messe du dimanche sur les lieux mêmes où se tenaient les sessions de fin de semaine. C'est très volontiers que je rendais ce service.

En plus de mon poste de professeur à l'université qui assurait ma subsistance (la première année, j'avais un traitement annuel de 500 $ et, dans ma lettre de nomination, le secrétaire de l'Université avait pris la peine de dire : « Mgr le recteur ne doute pas que vous mettrez toute votre science et tout votre dévouement au service de nos élèves »), l'archevêque de Québec m'avait demandé d'être l'assistant de l'abbé Omer Garant comme conseiller moral auprès des associations patronales du diocèse de Québec. J'ai d'ailleurs remplacé celui-ci pendant quelques années quand il [178] est devenu évêque. Dans ce rôle qui me mettait en contact permanent avec les employeurs, j'ai été mêlé à l'établissement de l'Association patronale des services hospitaliers (aujourd'hui, l'Association des hôpitaux du Québec) et des associations des commissions scolaires dans le Québec (aujourd'hui, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec). Comme les employeurs de la région de Québec étaient assez progressistes par rapport à ceux d'ailleurs, il est arrivé que j'ai eu maille à partir avec mon collègue le père Emile Bouvier qui jouait un rôle analogue auprès de l'Association professionnelle des industriels à Montréal [[66]](#footnote-66).

Je ne peux cacher que certaines des positions que j'ai exprimées n'ont pas été sans embarrasser mon collègue Gérard Tremblay et même blesser ses convictions profondes. L'ancien secrétaire des syndicats catholiques à Montréal n'avait pas du tout prisé mes articles tant dans les journaux que dans *Relations industrielles* touchant la confessionnalité syndicale dans notre régime juridique des relations du travail. Mais je dois lui rendre cet hommage que jamais il n'a essayé de mettre obstacle à ma plus entière liberté d'expression ou de mouvement.

Pendant toute la période que l'on m'a demandé de couvrir, c'est le gouvernement Duplessis qui était au pouvoir et nul besoin de rappeler la conception qu'il avait des relations du travail et du syndicalisme ainsi que de l'enseignement des sciences sociales. Au début, le Département lui-même était inclus dans la méfiance et l'opposition que M. Duplessis entretenait vis-à-vis de la Faculté et de son doyen. Il avait une tendance fortement marquée à tout personnaliser. Ses attitudes envers les institutions étaient toujours conditionnées par son humeur à l'égard des individus qui les dirigeaient ou qui y jouaient un rôle. Cependant, les relations entre le Département et le ministre du Travail, M. Antonio Barrette, étaient excellentes et c'est d'ailleurs avec son assentiment que Gérard Tremblay, son sous-ministre, et ensuite Jean-Pierre Després, ont pu assumer des responsabilités importantes au Département. Le Département n'a jamais reçu de subventions financières gouvernementales pour son organisation ni pour son fonctionnement, bien que nous ayons bénéficié d'une aide minime pour la publication des rapports des deux premiers congrès.

En janvier 1950, M. Duplessis déposait à l'Assemblée nationale au nom du ministre du Travail un projet de Code du travail (bill n° 5) dont la teneur était telle qu'il souleva la désapprobation unanime de tous ceux qui [179] s'occupaient de relations professionnelles. Le Conseil supérieur du travail qui, depuis quelques années, avait travaillé à la préparation d'une refonte de la *Loi des relations ouvrières* et avait réussi à mettre d'accord les employeurs et les syndicats, voyait démolir toute son œuvre. Il démissionna en bloc en guise de protestation. La Commission sacerdotale d'études sociales fit également une déclaration contre le projet qui eut un grand retentissement et amena ultimement son retrait. Monsieur Antonio Barrette, sans l'exprimer publiquement, fut très satisfait de ce résultat puisque le projet de loi non seulement ne répondait pas à ses vues mais avait été présenté à son insu. Il en allait différemment de M. Duplessis qui était furieux de perdre ainsi la face. Or, le père Lévesque, à titre personnel et non en tant que doyen de la Faculté, était vice-président du Conseil supérieur du travail, et moi-même j'étais membre de la Commission sacerdotale d'études sociales.

Depuis plusieurs années déjà, M. Duplessis ne me prisait guère. Nos conceptions sur la place et le rôle des syndicats dans notre société ne concordaient pas. Même s'il n'était pas grand liseur, mes articles sur la sécurité syndicale parus quelques années auparavant lui avaient déplu et il avait été grandement agacé par ma contribution à l'organisation des commissions scolaires en association. Aussi, après le retrait du bill 5, il manqua rarement l'occasion de m'attaquer en public. À ses dires, le Département des relations industrielles de Laval formait des révolutionnaires alors que la Section des relations industrielles de Montréal, sous une direction qui correspondait à son orthodoxie, jouait un rôle positif et recevait tous ses encouragements.

Bien d'autres événements auxquels j'ai été mêlé par la suite, toujours sous ma propre responsabilité en dehors de l'Université, n'ont pas contribué à améliorer mes rapports avec le Premier ministre : l'affaire de Saint-Rémi d'Amherst, la grève de l'amiante, la lettre pastorale collective de l'Épiscopat sur les problèmes ouvriers, la grève de Louiseville, mon article dans *Perspectives sociales* au lendemain des élections de 1956, la grève de Murdochville, etc. Malgré cette antipathie et cette défaveur de M. Duplessis, qui rendait cependant difficile à nos diplômés l'entrée dans le fonctionnarisme provincial, le Département, fidèle à son orientation et à sa politique d'ouverture et d'indépendance vis-à-vis de qui que ce soit, a continué à faire son chemin en tant qu'institution universitaire. Les travaux que nous avons entrepris nous-mêmes, la collaboration que nous avons apportée aux divers groupements ont sûrement concouru à préparer les voies qui ont conduit aux réformes considérables effectuées dans le régime des relations du travail au Québec durant la « Révolution tranquille ». Plusieurs de nos [180] anciens étudiants occupant différents postes, tant dans le secteur gouvernemental que dans le secteur privé, en ont été les artisans.

En ce qui me regarde personnellement, je peux dire que j'ai été engagé dans l'une des aventures les plus merveilleuses que l'on puisse vivre. J'ai été très heureux dans mon travail. Par la force des circonstances dans un milieu et à une époque où il y avait tant à faire, et peut-être aussi en raison d'un tempérament qui me portait à une constante disponibilité à répondre aux besoins qu'on me présentait, mon action a probablement été trop dispersée pour avoir un impact aussi profond que je l'aurais désiré. Je suis seul à connaître le large fossé qui sépare ce que je voulais faire de ce que j'ai réussi à accomplir. Sans arrogance, mon discours a toujours été le même devant tout le monde. Gardant mes distances vis-à-vis des pouvoirs de quelque nature qu'ils soient, je n'ai jamais eu tendance à la flagornerie ni au rampage. J'ai toujours essayé d'être cohérent dans ma façon de penser et dans mes comportements en m'adaptant sans cesse au monde et à mon milieu pour essayer d'y instaurer plus de vérité, de justice, de fraternité et de liberté.

Quant au développement de la discipline des relations industrielles à Laval où il nous a fallu partir de zéro, je ne peux pas dire que nous n'avons rien fait. Le Département est toujours là et il poursuit dans ses grandes lignes les objectifs que nous nous étions fixés. Avons-nous réussi à satisfaire aux espoirs qui nous inspiraient et aux attentes que l'on nourrissait à notre endroit ? Le travail d'enseignement, de formation et de recherche est difficile et toujours à recommencer. Je préfère laisser à d'autres le soin de porter un jugement. Cependant, je crois que les instruments que nous avons créés à l'usage de tous ceux qui sont engagés dans les relations du travail sont un apport positif non négligeable. Enfin, que dire de la formation que nous avons donnée aux milliers de personnes que nous avons atteintes, soit comme étudiants, soit comme auditeurs ou lecteurs ? Tout ce que je sais, c'est qu'on les retrouve aujourd'hui un peu partout, même dans d'autres domaines, un bon nombre occupant des postes stratégiques.

Nous avons aussi tenté de développer et de promouvoir une conception humaniste et interdisciplinaire des relations du travail, ainsi qu'il a été mentionné antérieurement. Il y a eu progrès de ce côté. Cependant, n'y en a-t-il pas encore trop qui pensent pouvoir tout régler avec une seule approche idéologique ou uniquement par la force ou les lois du marché ou par une intervention législative ?

De nombreux et profonds changements sont intervenus. Et je désire terminer sur une réflexion qui ne veut pas être un geste de nostalgie, mais [181] une simple constatation. Il y a une quarantaine d'années, nous nous sommes évertués à lutter contre le dogmatisme, le sectarisme, le cléricalisme et le paternalisme dans l'étude et la pratique des relations du travail C'était peut-être naïveté. Sur ce point, malgré nos efforts, le succès n'a pas été de longue durée. Le contenu des dogmes a changé, de nouveaux clercs se sont substitués à ceux d'autrefois, les pouvoirs sont passés en d'autres mains, la confessionnalité syndicale demeure toujours... mais avec une autre religion.

Gérard Dion.

[182]

Abréviations utilisées  
dans les pages 183 à 218 qui suivent

|  |  |
| --- | --- |
| AFSS | *Annuaire de la Faculté des sciences sociales* |
| AUL | *Annuaire de l'Université Laval* |
| FDRI | Fonds du Département des relations industrielles |
| FDRI (GD) | Partie du fonds du Département des relations industrielles soumise par Gérard Dion |
| FGD | Fonds Gérard Dion |
| PA | Préarchivage |
| PVD | Procès-verbaux du Département des relations industrielles |
| PVFSS | Procès-verbaux de la Faculté des sciences sociales |
| RAD | Rapport annuel du Département des relations industrielles |
| RI/IR | *Relations industrielles/ Industrial Relations* |

[183]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 6

“Le Département des relations industrielles 1943-1987.”

B. Évolution et développement  
(1943-1987)

Par James THWAITES

« ... s'occupant de relations industrielles, l'Université ne fait que remplir son rôle propre qui est de rendre service à la société chaque fois que celle-ci le requiert... »

(G.-H. Lévesque, 1946.)

*«*Découvertes ces derniers temps, les relations du travail sont pourtant un des phénomènes les plus permanents que l'on retrouve dans l'histoire, parce qu'elles sont intimement liées à la nature humaine... Ce n'est pas parce que les circonstances historiques ont permis que l'on négligeât les relations du travail que l'on est en droit de leur nier une place dans le domaine scientifique. »

(G. Dion, 1948.)

[Retour à la table des matières](#tdm)

Introduction

NOUS avons entrepris cette étude sur le Département des relations industrielles à la demande du comité formé pour célébrer le cinquantenaire de la Faculté des sciences sociales. Le texte qui suit comprend une analyse de l'évolution du Département de ses origines à nos jours. En dépit des contraintes archivistiques et documentaires qui ont limité nos recherches, nous tâcherons de présenter une vue d'ensemble la plus fidèle possible de certains aspects clés de la vie du Département. Ainsi, nous axerons notre analyse sur le programme d'enseignement du premier cycle, le congrès des relations industrielles et la revue *Relations industrielles/Industrial Relations.* Tout en mettant l'accent sur ces trois secteurs, nous apporterons au récit des éléments additionnels lorsque les sources le permettent. Enfin, si notre texte est plutôt dépouillé de renseignements biographiques, ce n'est pas pour minimiser les contributions personnelles des artisans, mais pour montrer le Département comme une entité en soi qui a évolué grâce à maints sacrifices, collaborations et même confrontations.

[184]

Comme l'a montré le texte précédent de monsieur Dion, le Département des relations industrielles est né d'un contexte particulier et de contributions individuelles indiscutables. La conjoncture issue des deux guerres mondiales, une récession de courte durée et une récession de longue durée, ainsi qu'une atmosphère de tension entre choix idéologiques et choix politiques à adopter, ont profondément marqué la génération des fondateurs, provoquant diverses réflexions et réactions. La préoccupation engendrée par le secteur des relations industrielles se manifestait au niveau gouvernemental, tant fédéral que provincial, stimulant l'intérêt de tous et mettant en particulière évidence le besoin d'un personnel qualifié.

Plus se poursuivait la réflexion, plus apparaissait l'urgence des besoins de ce secteur destinés d'ailleurs à augmenter. Il y avait déjà un exemple à prendre en considération — l'expérience des États-Unis à partir de la création de la première concentration en relations industrielles à Princeton (dès la fin de la Première Guerre mondiale) et plus récemment encore à Queen's, en territoire canadien, conçue d'après le modèle étatsunien vers la fin de l'entre-deux-guerres [[67]](#footnote-67). Bien connu, le rôle des Georges-Henri Lévesque, Gérard Tremblay, Jean-Pierre Després, Gérard Dion, Marie-Louis Beaulieu, Louis-Philippe Pigeon et autres au sein de la Faculté et du Département fait partie d'un actif qui inspira longtemps des générations d'étudiants et de professeurs.

UN PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT,   
SA CLIENTÈLE ET SON CORPS PROFESSORAL

Le programme régulier

Au cours des ans, le programme de relations industrielles a évolué face aux demandes étudiantes et aux exigences professorales, ainsi qu'aux divers contextes socio-économiques et aux grandes innovations du jour. Généralement, on a su conserver les éléments fondamentaux ou constants, tout en aménageant le programme au besoin et en y ajoutant les secteurs en devenir. L'évolution du programme en relations industrielles peut être subdivisée en deux grandes étapes : la période du tronc commun (formation initiale commune aux étudiants de la Faculté), qui a duré de 1943 à 1967, et [185] celle du programme autonome spécialisé en relations industrielles, en vigueur depuis 1967. À l'intérieur de ces catégories globales, se sont produits évidemment plusieurs changements, dont certains plus significatifs que d'autres. L'importance du tronc commun, à titre d'exemple, a crû en durée et en nombre de cours, du milieu des années quarante jusqu'à la fin des années cinquante. Ayant atteint son apogée, la formule du tronc commun a suscité de plus en plus de résistance jusqu'à sa disparition vers la fin de la décennie soixante. Pendant la période du « déclin » du tronc commun, le programme spécifique aux relations industrielles a connu une certaine spécialisation par l'établissement de concentrations, notamment à partir de 1962. Les années 1972 à 1981 constituent une période de recherche de nouvelles clientèles correspondant à la prolifération du programme. Dès 1982, le programme semble entrer dans une phase de consolidation. Les études des deuxième et troisième cycles suivaient leurs propres cheminements, indépendamment de l'évolution du premier cycle.

Le programme initial en relations industrielles durait trois ans ; il comprenait une gamme considérable de cours, mais de durée très variable (Annexe 1, page 213). Avant d'entrer en relations industrielles proprement dites, pourtant, l'étudiant suivait une année de cours en compagnie d'autres étudiants de la Faculté, dans un « tronc commun » des diverses composantes des sciences sociales. En effet, cette année de « formation générale » débordait la deuxième où l'étudiant suivait au début des cours en économique et en morale sociale. La plupart des cours suivis cette année-là, cependant, étaient tirés spécifiquement de la banque de relations industrielles. L'étudiant de deuxième année préparait également un mémoire. En troisième année, il suivait des cours exclusivement en relations industrielles tout en se soumettant à une « formation pratique » obligatoire. Au-delà du premier cycle, l'étudiant pouvait suivre un programme de maîtrise avec thèse d'une durée d'un an [[68]](#footnote-68). Au-delà de la maîtrise existait un programme embryonnaire de doctorat. Voilà pour le programme initial.

Quant aux changements, on a approuvé en 1948 la prolongation du tronc commun, mais elle n'entrera en vigueur qu'en septembre 1951. Cette transformation portait la scolarité de trois à quatre ans [[69]](#footnote-69), et elle a été adoptée malgré la protestation des étudiants du Département, en particulier ceux de troisième qui n'acceptaient pas de gaieté de cœur de se voir ajouter une année de scolarité [[70]](#footnote-70). Proposée par Gérard Tremblay, la nouvelle [186] orientation visait sans doute à procurer à tous les étudiants une meilleure formation de base en sciences sociales pour leur mieux permettre ensuite de se spécialiser. Mais elle entraînait aussi un changement au programme des relations industrielles proprement dit, d'abord aux cours d'introduction qui seraient désormais plus élaborés et moins nombreux, mais complétés par des cours de « spécialisation très poussée ». On a également réparti le programme en cours « stables », « cycliques », et « alternatifs » [[71]](#footnote-71), même si ce dernier changement devait être remis en cause quelques années plus tard (en 1955-1956). Pendant cette dernière année, le « tronc commun » serait érigé en programme de baccalauréat, avec sa propre direction administrative [[72]](#footnote-72).

En 1959, on remit en question la durée du tronc commun, la ramenant à un an pour l'année scolaire 1959-1960 [[73]](#footnote-73). Trois ans plus tard, le Département a amorcé une réflexion sur l'orientation des cours spécifiques de relations industrielles, et concrétisait sa pensée dans le rapport Deschênes Dion-St-Laurent. Adopté à l'été 1962, ce rapport recommandait la subdivision du programme en cours obligatoires et cours optionnels, ces derniers étant à leur tour subdivisés en deux concentrations : relations du travail (secteur public, secteur privé) et gestion industrielle [[74]](#footnote-74). L'année suivante, l’*Annuaire* expliquait :

Depuis septembre 1962, le Département offre aux étudiants la possibilité de choisir certains cours axés sur l'Organisation du travail, soit sur les Relations du travail. La première option concerne surtout l'aspect administratif des relations du travail dans le cadre de l'entreprise ; la seconde couvre le champ des rapports du travail au niveau des organisations syndicales, des entreprises et des pouvoirs publics. Cette innovation permet une spécialisation plus poussée sans accroître indûment les heures de cours [[75]](#footnote-75).

En même temps, cette réflexion portait sur les structures de la Faculté, particulièrement le programme de baccalauréat. Pendant l'année scolaire 1962-1963, on a rebaptisé ce programme l'« année de propédeutique », réduisant son envergure [[76]](#footnote-76). La continuité de la réflexion départementale a [187] été ponctuée par une réaction des étudiants (comprise dans un mémoire en date de 1963-1964) qui déplorent une trop grande dépendance vis-à-vis des autres départements de la Faculté. Cette dépendance ne trouvait nulle part son équivalent, remarquaient les étudiants : « Ce sont toujours les mêmes qui doivent aller prendre ailleurs un enseignement qui n'est pas donné dans leur département. Il semble que les autres départements ne peuvent rien prendre de bon venant des professeurs de relations industrielles [[77]](#footnote-77). » Cette réaction des tripes révélait un désir d'indépendance qu'exprimait une recommandation visant la condensation de la propédeutique en un trimestre contenant « au moins » un cours représentatif de chaque département [[78]](#footnote-78). La réduction de l'année propédeutique suivrait, accompagnée d'autres changements, en 1965-1966. Le trimestre de propédeutique comprendrait sept cours : Introduction aux sciences de l'homme, Principes de sociologie, Principes d'économie politique, Évolution socio-politique de l'Occident, Mathématiques I, Initiation à la recherche empirique, Statistiques descriptives [[79]](#footnote-79). On a articulé davantage les trois cycles au niveau de la Faculté : licence, diplôme d'études supérieures (DES) et doctorat [[80]](#footnote-80).

Désormais, le programme comprendrait ces sept cours de propédeutique ainsi que sept cours obligatoires en relations industrielles en première année. Le reste du programme était exclusivement dans le champ de concentration : onze cours obligatoires en deuxième année, neuf cours obligatoires en troisième et six cours obligatoires en quatrième, ainsi qu'un choix en deuxième, troisième et quatrième année parmi dix-sept cours optionnels [[81]](#footnote-81).

Dans l'*Annuaire* de 1966-1967, le Département a fait le point sur les changements effectués : « Le Département offre deux diplômes : la licence et la maîtrise. Le premier diplôme couronne un programme d'études de trois années. S'ils ont satisfait à certaines exigences, les détenteurs d'une licence peuvent s'inscrire à la maîtrise. Cette dernière est accordée après avoir suivi avec succès un programme d'études supplémentaires d'une durée d'un an... »

[188]

Par rapport à la nature des changements, on y lit :

Afin de répondre davantage aux préoccupations intellectuelles des étudiants, le Département a assoupli sa structure pédagogique ; aussi à partir d'un bloc de cours obligatoires pour tous, couvrant les matières essentielles en relations du travail, l'étudiant peut prendre, durant sa troisième année, un certain nombre de crédits, à même un réseau de cours offerts en relations industrielles et dans les autres disciplines sociales.

Cela permet aux étudiants d'acquérir la formation de base nécessaire en relations du travail, tout en leur permettant de mieux satisfaire à leur champ d'intérêt personnel [[82]](#footnote-82).

Pendant les années soixante-dix, plusieurs changements ont eu lieu au Département. C'était une décennie d'expansion, de prolifération du programme et de réflexion sur l'orientation des relations industrielles. Tout a commencé en 1973-1974 par la création de la mineure et de la majeure [[83]](#footnote-83) à l'intention de nouvelles clientèles, suivie de l'offre du programme du baccalauréat spécialisé aux étudiants du soir en 1975-1976 : « Afin de concrétiser dans les faits un désir souvent exprimé par les autorités d'intensifier davantage le rôle social de l'Université plus particulièrement dans le domaine de l'éducation permanente [[84]](#footnote-84)... »

La même année, le programme de maîtrise a été réarticulé en fonction de deux cheminements parallèles — de type B (avec thèse) et de type A (sans thèse). Cette nouvelle structure s'expliquait de la façon suivante :

Les cours... s'organisent... selon l'orientation de l'étudiant vers une carrière à caractère académique ou à caractère professionnel... Le type A (maîtrise professionnelle) comprend 33 crédits de cours, 9 crédits pour les essais et un examen synthèse d'une valeur de 3 crédits. Le type B (maîtrise académique) comprend 15 crédits de cours (cours formels, lectures dirigées, sujets spéciaux), 3 crédits pour la présentation d'un projet de recherche et 27 crédits pour la rédaction d'une thèse [[85]](#footnote-85).

Le Département révélait également son intention d'organiser « ... au cours de l'année 1976-1977 des programmes de formation des cadres, s'adressant tant aux entreprises publiques, para-publiques et privées qu'aux centrales syndicales [[86]](#footnote-86) ». Mais il a remis ce volet du programme à [189] 1978-1979. Pour composer avec ces nouveaux programmes et orientations, le Département a entrepris certaines démarches. Il a augmenté le corps professoral de sept nouveaux postes entre 1971 et 1975, afin d'assurer « le minimum vital dans chacune des sept sphères d'activités qui détermine le contenu du programme de baccalauréat ». Et il a spécialisé les tâches administratives : « le directeur adjoint agit dorénavant comme directeur des programmes de premier et deuxième cycles (en plus d'agir comme conseiller auprès des étudiants) mais le directeur du Département fait d'office partie de ces deux comités ». Le résultat paraissait opérationnel aux yeux de la direction : « La situation actuelle semble satisfaisante puisque les communications entre la structure des programmes et celle des ressources sont maintenues en permanence, les comités de programme agissant comme *Tables de négociation* pour canaliser les revendications étudiantes et les doléances des professeurs [[87]](#footnote-87) ».

En 1979-1980, une révision majeure des programmes entraîna la réarticulation intégrale des cours de la mineure, impliquant la création d'un bloc de dix nouveaux cours qui permettaient une vue d'ensemble cohérente des relations industrielles. La révision s'étendit encore au programme de premier cycle par l'ajout de nouveaux cours, la refonte des « préalables » et la différenciation entre les cours de premier et de deuxième cycle. La réflexion touchait également les « concentrations ». Désormais, on identifierait trois blocs : les relations du travail, la gestion des ressources humaines et les politiques en matière de travail. (Le premier bloc cependant représentait 50 pour 100 du programme tandis que les deux autres se partageaient également l'autre moitié.) À ce moment-là on a aussi amorcé une discussion sur le contenu des programmes d'études supérieures, particulièrement ceux du deuxième cycle.

Dans les années quatre-vingt, on a continué le développement de nouveaux secteurs (clientèles). D'abord en 1981 on collabora à la création du programme de certificat de deuxième cycle en santé et sécurité au travail, auquel s'ajouta subséquemment un certificat de premier cycle sur la gestion de la main-d'œuvre. Au cours des trois dernières années, on a entamé une évaluation formelle du programme de premier cycle. Actuellement, on procède à une réflexion susceptible de consolider les programmes des deuxième et troisième cycles.

[190]

Le temps partiel

L'éducation dispensée aux adultes était de toujours une autre préoccupation du Département. Le programme d'études à temps partiel, sous la direction du Conseil supérieur de la coopération depuis le début, s'est retrouvé sous celle du Service extérieur d'éducation sociale en 1944 et ensuite du Centre de culture populaire de Laval en 1951. Il s'agissait d'un programme facultaire, dans le cadre duquel le Département offrait des cours [[88]](#footnote-88). On visait divers moyens de diffusion des connaissances : cours du soir, cours par correspondance et publications [[89]](#footnote-89). Le Département s'est également attaqué à l'enseignement à des groupes particuliers par le biais de « sessions intensives », à l'intention de « chefs ouvriers, directeurs de personnels, chefs d'entreprises, officiers de l'administration publique [[90]](#footnote-90) ». En 1951 -1952, au moment du dernier changement, quelque quatorze cours s'offraient aux participants [[91]](#footnote-91).

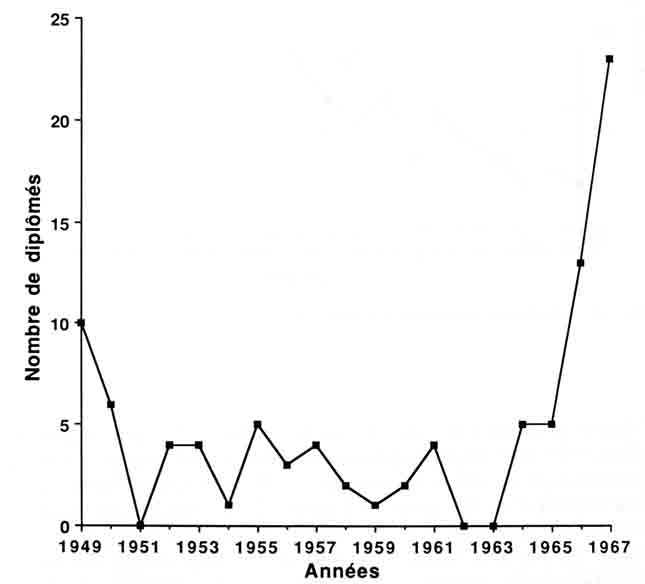
Plusieurs années plus tard, en 1960, un comité départemental composé de Roger Chartier, Jean-Paul Deschênes et Gérard Dion, a pris position sur l'offre de cours du soir coordonnés directement par le Département. Pendant la décennie suivante, on a offert des cours spécifiquement adaptés à des groupes cibles : les licenciés en droit [[92]](#footnote-92), l'International Association of Personnel in Employment Security [[93]](#footnote-93), Travail Canada, le SPIIQ, la Fédération des employés municipaux et les fonctionnaires provinciaux. Au milieu de la décennie soixante-dix, on a nommé un des professeurs du Département, Jean-Paul Deschênes, responsable de « l'éducation permamente » à la Faculté des sciences sociales [[94]](#footnote-94), jusqu'au moment où la Faculté décida de coordonner ce dossier indépendamment. Entretemps, le programme de soir en relations industrielles était né et, plus récemment encore, le Département offrait son programme de deuxième cycle le soir.

[191]

La clientèle scolaire

L'évolution des diverses clientèles est à l'image de l'investissement de temps nécessaire pour bâtir le Département et ses programmes. Le graphique 1 représente le nombre de diplômés en relations industrielles de 1949 à 1967, tandis que le graphique 2 montre l'augmentation considérable de diplômés depuis 1967.

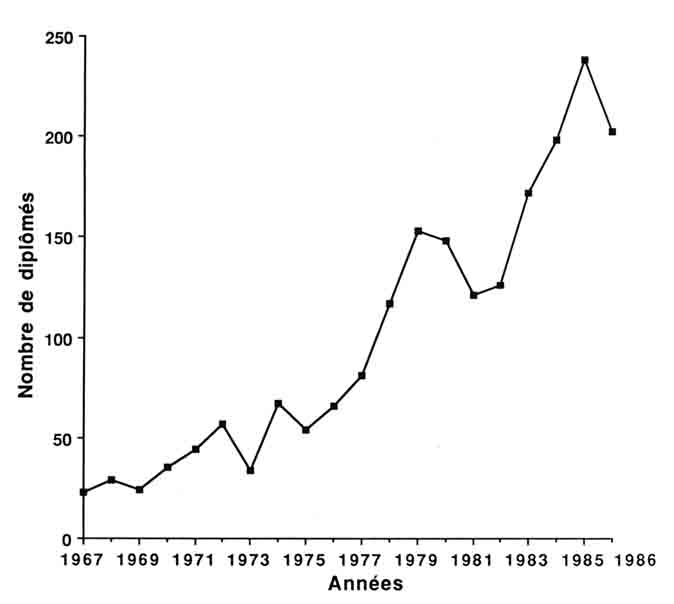
GRAPHIQUE 1  
Diplômés du 1er cycle en relations industrielles 1949 1967



Source : Bureau du registraire, Université Laval.

[192]

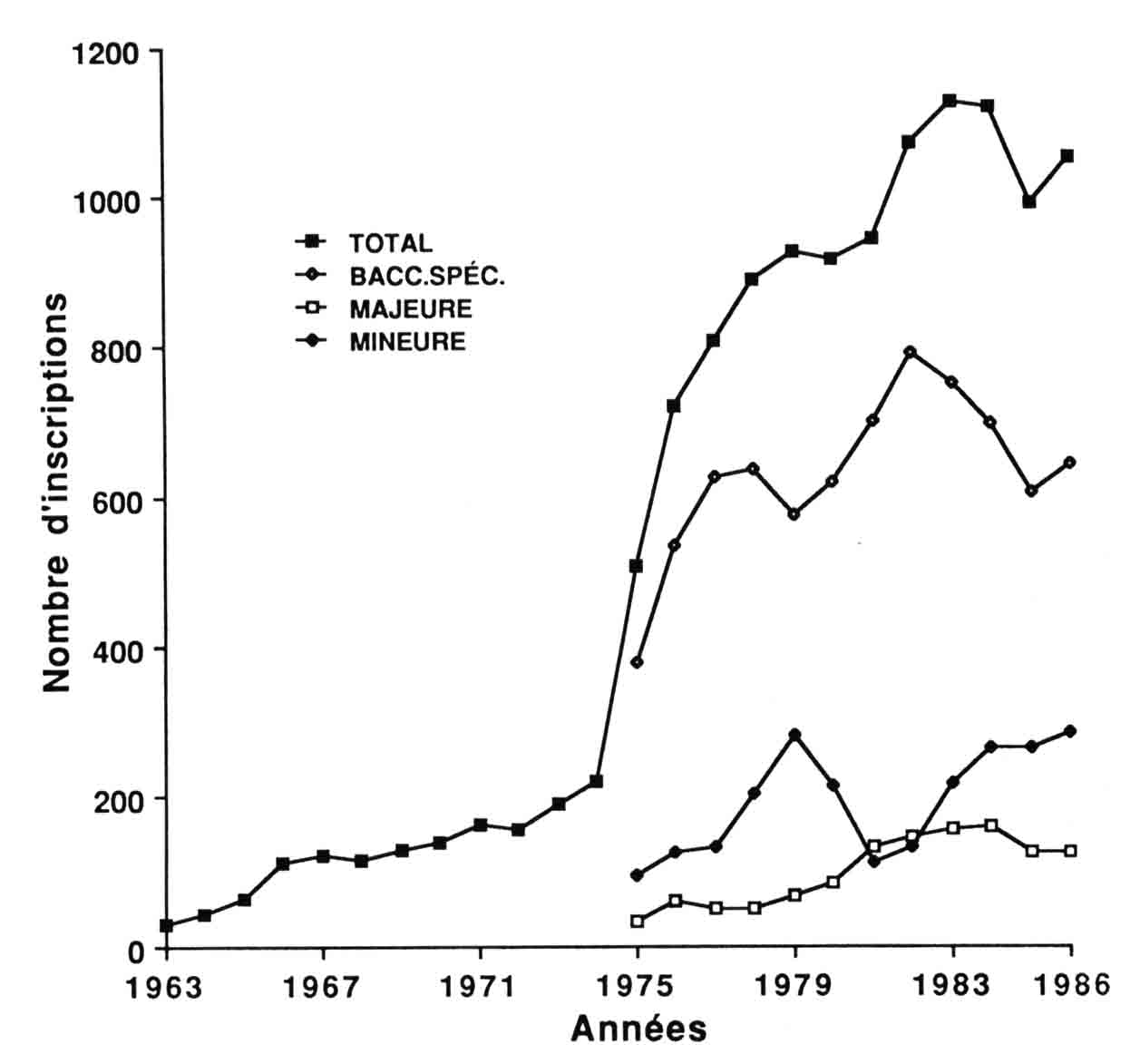
GRAPHIQUE 2  
Diplômés du 1er cycle en relations industrielles 1967 1986



Source : Bureau du registraire, Université Laval.

Quant au nombre des inscriptions, le graphique 3 le précise pour la période 1963-1986. Ce graphique présente également une certaine ventilation des statistiques, qui permet de cerner les clientèles du baccalauréat spécialisé, de la majeure et de la mineure. S'il montre l'importance primordiale du baccalauréat spécialisé, il fournit encore les données nécessaires pour évaluer l'importance relative des deux autres programmes. (La baisse dramatique de la clientèle de la mineure en 1981-1982 est sans doute attribuable à la suspension des inscriptions à ce moment-là.) Le graphique 4 [193] permet d'identifier la clientèle du soir de 1965 à 1986, et de distinguer entre celle du baccalauréat spécialisé et celle de la majeure de 1975 à 1986. Si la montée fulgurante des inscriptions de 1975 à 1981 permet de croire à la satisfaction d'une demande du marché, la baisse aussi dramatique depuis cette date exige une réflexion sérieuse et la recherche d'éléments de solution appropriés. Les statistiques de la majeure par contre sont en croissance constante à l'exception de la légère baisse des deux dernières années.

GRAPHIQUE 3  
Inscriptions (automne) au 1er cycle en relations industrielles, 1963-1986  
Baccalauréat spécialisé, majeure, mineure, total

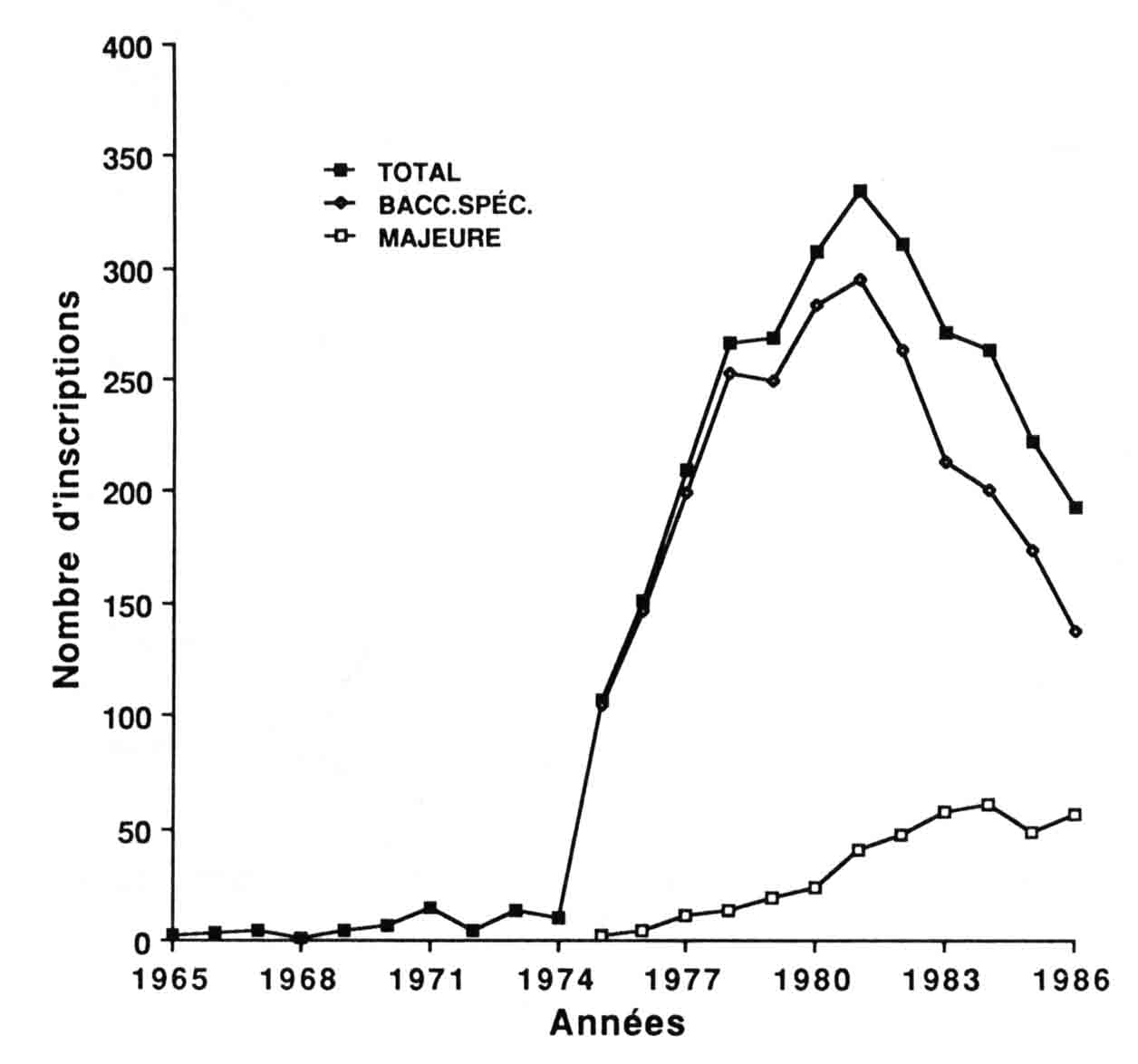


Source : Bureau du registraire, Université Laval.

[194]

GRAPHIQUE 4

Inscriptions (automne) au 1er cycle en relations industrielles, 1965 1986  
Étudiants à temps partiel inscrits  
aux programmes du baccalauréat spécialisé et de la majeure



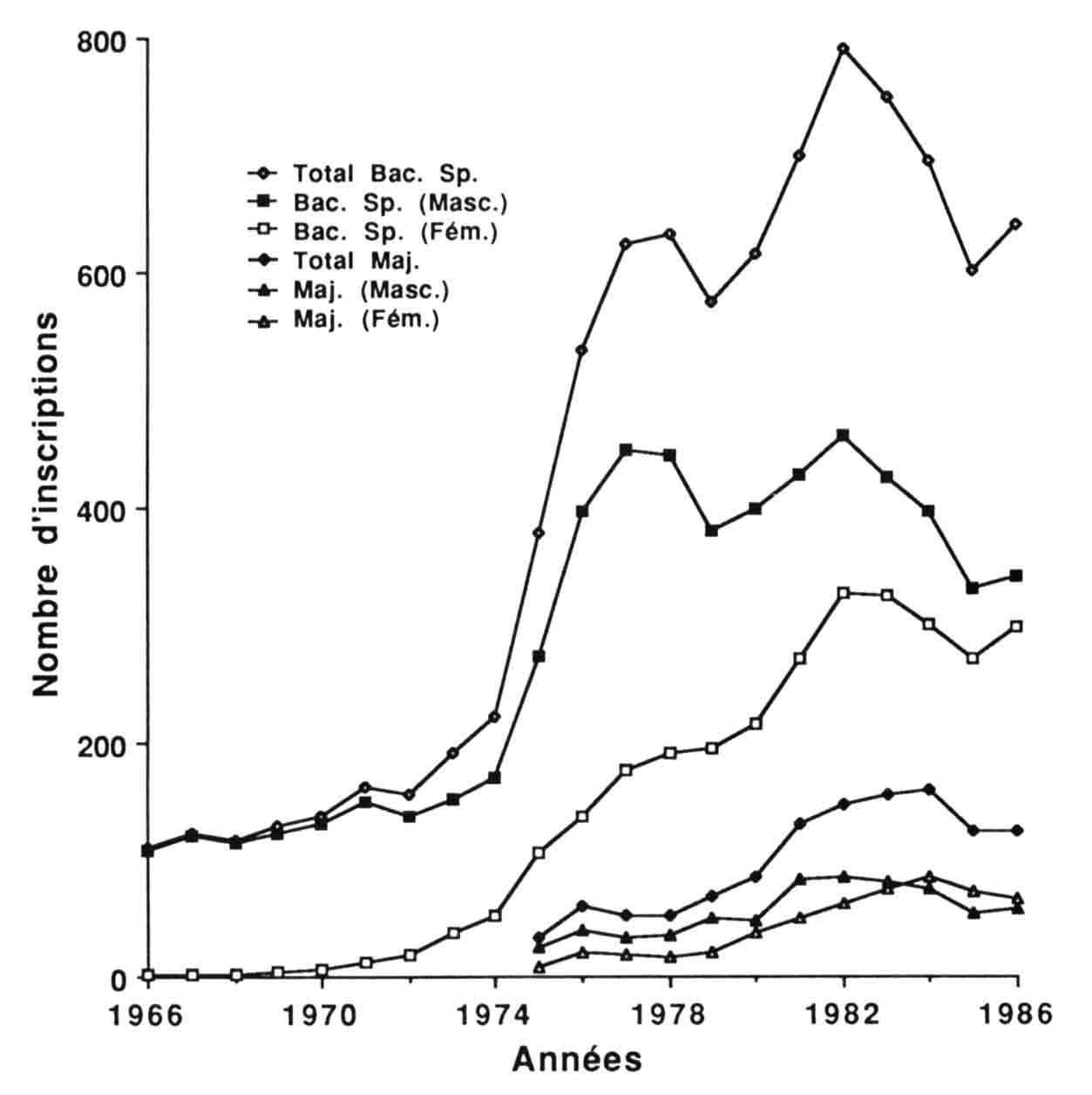
Source : Bureau du registraire, Université Laval.

Le graphique 5 permet de déceler une tendance particulière à travers les inscriptions aux deux programmes : baccalauréat spécialisé et majeure. Il s'agit des proportions masculine et féminine de ces deux cheminements, et les statistiques dénotent une féminisation marquée de ces deux programmes. Le nombre d'étudiantes se rapproche de celui des étudiants au baccalauréat spécialisé depuis 1983. À la majeure, le nombre d'étudiantes est supérieur depuis 1984.

[195]

GRAPHIQUE 5

Inscriptions (automne) au 1er cycle en relations industrielles  
1966 1986  
Nombre d'étudiants et d'étudiantes inscrits  
aux programmes du baccalauréat spécialisé et de la majeure

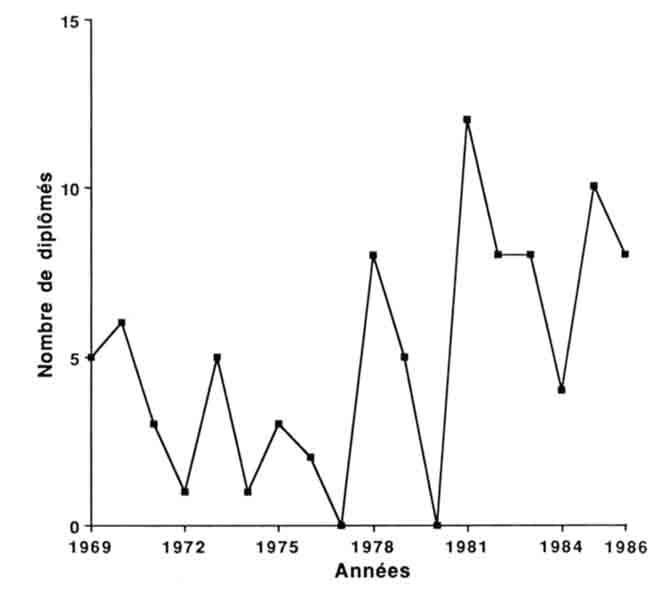


Source : Bureau du registraire, Université Laval.

Le graphique 6 signale le nombre de diplômés au programme de deuxième cycle de 1969 à 1986, où la deuxième moitié de la période a été clairement plus productive que la première. Il faut prendre en considération, cependant, le fait que la clientèle de ce programme a augmenté sensiblement entre les deux sous-périodes. Le graphique 7 permet d'observer l'évolution de la clientèle, depuis 1975, qui a contribué à cette augmentation de diplômés. Il nous permet également d'examiner l'importance relative des deux cheminements : type A (professionnel-sans thèse), type B (avec thèse) pendant ces mêmes années.

[196]

GRAPHIQUE 6  
Diplômés du 2e cycle en relations industrielles 1969 1986

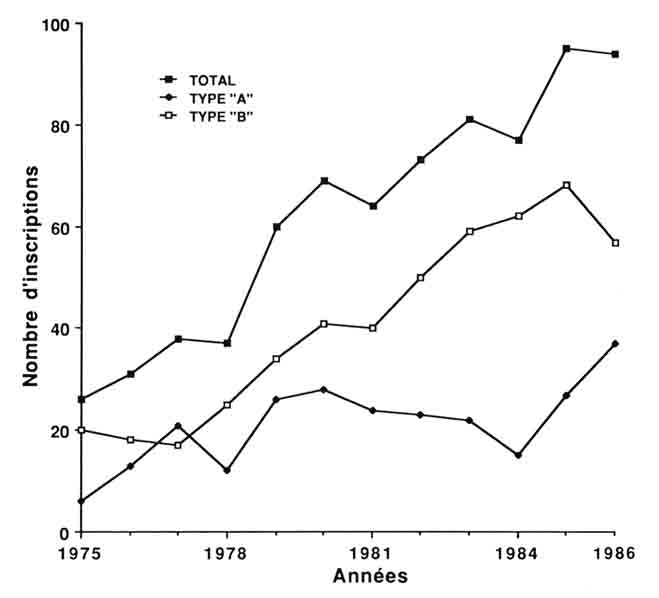


Source : Bureau du registraire, Université Laval.

Le corps professoral

De façon générale, l'évolution du corps professoral a suivi celle de la clientèle scolaire, mais avec un certain retard. Le graphique 8 montre les principaux moments de l'expansion du corps professoral. L'expansion du milieu des années cinquante (plus précisément en 1956 et 1957), si elle apparaît modeste à l'observateur d'aujourd'hui (deux nouveaux postes), a permis au jeune département de former une masse critique de professeurs à l'époque. Après cette croissance initiale, le Département est resté sans [197] nouvelles ressources à temps complet jusqu'en 1963. À partir de cette année-là, une deuxième phase d'embauché se dessine : en effet, de 1964 à 1972, il y eut un gain net de six professeurs (une augmentation de 250 pour 100). Ensuite, entre 1975 et 1987, on a ajouté plusieurs postes au Département : dix-huit professeurs nouveaux (une augmentation de 280 pour 100), et c'est l'année 1978 qui connut l'expansion la plus significative : on passe de treize à dix-huit postes. Malgré cette expansion remarquable, le ratio professeur-étudiants reste le plus élevé des départements et écoles de la Faculté des sciences sociales, et un des plus élevés de l'Université Laval.

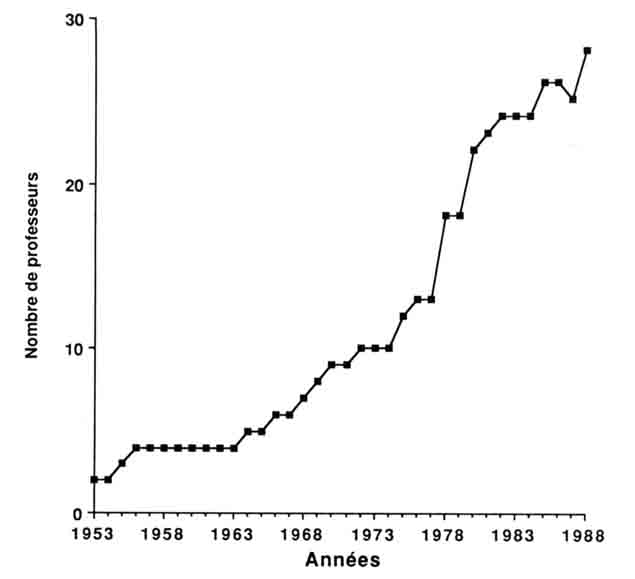
GRAPHIQUE 7  
Inscriptions (automne) au 2e cycle en relations industrielles  
1975 1986  
Maîtrise de type A et de type B



Source : Bureau du registraire, Université Laval.

[198]

GRAPHIQUE 8  
Croissance du corps professoral 1953-1988



Source : Annuaire de la Faculté des sciences sociales   
et Annuaire du Département des relations industrielles.

On comprend mieux ainsi que plusieurs chargés de cours soient venus dispenser l'enseignement au Département pendant ces années pour répondre davantage à la demande de sa clientèle scolaire.

L'éventail des spécialisations du corps professoral est vaste comparé à celui d'un département monodisciplinaire. Il comprend un nombre important de professeurs possédant une formation dans deux disciplines distinctes, dont l'une en relations industrielles, ou encore dans deux disciplines autres que les relations industrielles. Mais il compte également un nombre [199] croissant de professeurs avec une formation monodisciplinaire, soit en relations industrielles, soit dans une autre discipline.

Au sein du corps professoral sont représentés plusieurs domaines : relations industrielles, droit, économique, génie industriel, histoire, psychologie, sciences de l'administration, science politique et sociologie. Par rapport aux pays où ils ont étudié, les professeurs détiennent des diplômes obtenus au Canada (anglais et français), aux États-Unis, en France, en Suisse et au Royaume-Uni. (Une liste complète du corps professoral passé et actuel se trouve à l'Annexe 2, pages 214 à 217.)

LES INTERVENTIONS PRIVILÉGIÉES

Le Congrès des relations industrielles

Outre l'énergie qu'il a investie dans l'enseignement, le Département a doté son secteur professionnel d'une forme d'intervention privilégiée : le Congrès des relations industrielles.

L'idée du congrès est née, au milieu des années quarante, du souci de créer un forum à l'intention de tous ceux qui œuvrent dans le domaine des relations industrielles au Québec. Aucun autre lieu de rencontre de ce genre n'existait à l'époque. Cependant, comme le disait Gérard Dion au cours d'une entrevue en 1985, on visait plus qu'une simple rencontre annuelle. Il y avait trois objectifs distincts : « *donner* aux employeurs, aux dirigeants syndicaux et agents gouvernementaux l'occasion de se rencontrer, *provoquer* un éclairage et des échanges sur des sujets importants, controversés et d'actualité brûlante... (et) *mettre à la disposition* d'un public plus vaste des ouvrages en langue française [[95]](#footnote-95)*»*. Il n'était toutefois pas question d'apporter des solutions toutes faites, ni de dicter des lignes de conduite mais « de poser des problèmes, de stimuler la pensée, d'établir toutes les hypothèses, laissant ensuite aux intéressés le soin de prendre les décisions [[96]](#footnote-96). »

Ces buts s'inscrivaient sans doute dans la finalité envisagée par Georges-Henri Lévesque et telle que formulée après la tenue du deuxième congrès en 1947 : « apprendre à coordonner nos forces afin d'être ensuite en mesure de prendre les dispositions nécessaires pour régler le plus important problème actuel, le problème social, qui met en face l'un de l'autre, le [200] capital et le travail [[97]](#footnote-97) ». Les résultats les plus évidents sont la tenue d'une série de congrès annuels d'envergure de 1946 à nos jours sur une variété de thèmes pertinents, l'adaptation de ces thèmes particulièrement au contexte des relations industrielles au Québec, ainsi que la publication d'une série de rapports en langue française contenant les diverses communications présentées lors de chaque congrès.

Au départ, malgré ses succès évidents, le congrès avait dû compter sur des défenseurs aussi efficaces qu'éclairés. Le doyen de la Faculté des sciences sociales, Georges-Henri Lévesque, sentit le besoin en 1946, à titre d'exemple, de justifier une telle initiative de l'Université dans les termes qui suivent :

Cette initiative serait-elle venue des patrons qu'on l'aurait assez vite soupçonnée d'être par trop intéressée ; fût-elle venue des ouvriers qu'on lui eût facilement prêté un caractère ennuyeusement revendicatoire ; fût-elle enfin prise par l'État que certains n'eussent pas manqué d'y craindre une intervention trop politique. Ne revenait-il pas à l'Université de tenter l'entreprise, elle que tous reconnaissent mieux située pour garder la sereine objectivité qui s'impose en pareilles circonstances [[98]](#footnote-98) ?

Ce commentaire provoquerait d'autres réactions de nos jours où on remettrait en cause la nécessité et même la possibilité de « la sereine objectivité » du milieu universitaire. Pourtant, il nous permet de redécouvrir la saveur des premiers congrès et d'imaginer la sorte de réaction qu'ils provoquaient à l'époque. Les thèmes abordés étaient après tout assez inusités : convention collective et sécurité syndicale (1947) ; formes de collaboration patronale-ouvrière (1948) ; sécurité de la famille ouvrière ( 1951 ) ; problèmes humains du travail (1953) ; problèmes d'autorité au sein de l'entreprise (1955) ; la stabilité de l'emploi ( 1956) ; changements économiques et transformations syndicales (1957). Un élément essentiel pour comprendre l'orientation indiquée par Mgr Vandry et la préoccupation déjà signalée de Georges-Henri Lévesque en faveur de la « paix sociale » se trouve dans ces mots de Gérard Dion : « Notre philosophie de base... était la suivante : ce que nous voulions était la paix sociale, mais pas la paix sociale à n'importe quel prix... Dans la justice, dans la collaboration et avec au départ l'acceptation du syndicalisme comme étant une institution normale et indispensable dans une société démocratique... Les problèmes [201] de relations du travail devraient se régler grâce à la convention collective [[99]](#footnote-99) ».

En 1948, le professeur Gaston Cholette a soulevé à son tour la question des thèmes du congrès, en y ajoutant un mot sur la nature des délibérations : « Ce qui caractérise ces congrès, c'est l’*audace* dans le choix du thème et la *franchise* dans la discussion [[100]](#footnote-100). » Quelques années plus tard, J. Joblin, du Bureau international du travail (BIT) à Genève, s'exprimait d'une façon similaire : « Je vous félicite de ne pas craindre d'aborder les sujets brûlants mais capitaux de l'avenir du Québec [[101]](#footnote-101). » Évidemment impressionné par la nature des thèmes et la teneur des délibérations du congrès, monsieur Joblin a offert la collaboration du BIT pour en diffuser les résultats.

L'évolution et la fortune de la formule du congrès au cours des quinze premières années allaient de pair avec la croissance du syndicalisme : collaboration et plus tard unification intersyndicale, de même que confrontations périodiques, parfois sérieuses, entre syndicats, patronat et gouvernement provincial [[102]](#footnote-102). Parmi les congressistes des treize premières années on distingue les contingents des comités paritaires, des fonctionnaires, du milieu universitaire, des professionnels, du patronat et des syndicats, ces derniers étant les plus nombreux dans six cas et en deuxième place dans sept autres. D'ailleurs le graphique 9 nous le fait voir, à deux reprises syndicats et patronat apparaissent-ils presque nez à nez.

*Le Nouvelliste* a fait écho à certaines réflexions syndicales à l'égard du congrès en 1948 : « Le but des syndicats nationaux, en envoyant leurs officiers à des congrès de ce genre, est de former des compétences et des techniciens qui seront d'un précieux secours aux différents syndicats chargés d'appliquer la législation du travail et les lois de sécurité sociale [[103]](#footnote-103). » En 1952, Gérard Picard, président de la CTCC, faisait le commentaire qui suit :

[202]

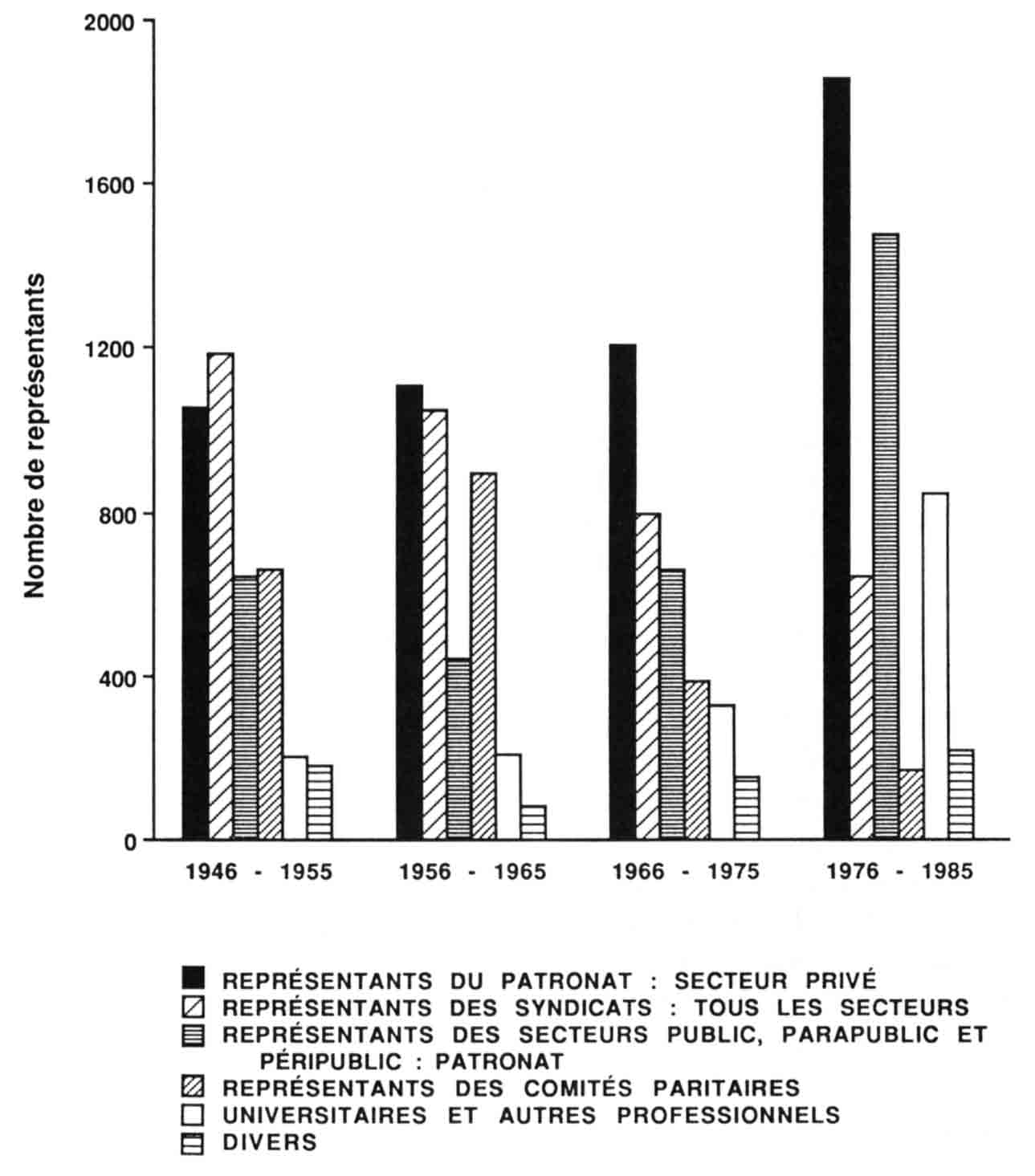
[Le monde du travail a] éprouvé une joie particulière en constatant que cette institution, qui déjà compte cent ans, ait pu dans son évolution se préoccuper des problèmes du travail, de la question sociale et y apporter le meilleur de son énergie pour contribuer à les résoudre. Pour le monde du travail, l'Université ce n'est pas simplement la formation de médecins, de notaires, d'avocats ; c'est plus que ça ; cette partie pouvait paraître au monde du travail déjà importante, mais depuis quelques années l'Université Laval a conquis un véritable prestige dans le monde du travail après avoir créé sa Faculté des sciences sociales, son Département des relations industrielles et ses congrès annuels de relations industrielles [[104]](#footnote-104).

Cet appui syndical enthousiaste en rejoignait un autre, celui-là du côté patronal : les délégués du patronat du secteur privé ont formé le groupe le plus nombreux à six des treize premiers congrès des relations industrielles. Mais le patronat a très rarement expliqué ses positions en présence des participants ; aussi, lors d'une réunion d'analyse et de réflexion concernant le congrès et son fonctionnement en 1953, certains membres du groupe syndical ont reproché au groupe patronal de ne pas s'engager dans les débats d'une façon utile et de demeurer largement passif [[105]](#footnote-105). Si ces commentaires étaient fondés à l'époque, ils s'expliquent sans doute par la dispersion relative du patronat à travers une kyrielle d'entreprises, l'absence d'organisations vraiment représentatives, et l'habitude du patronat de ne pas toucher à cette sorte de question sur la place publique [[106]](#footnote-106). Pourtant, les représentants du patronat étaient toujours nombreux aux congrès et leur importance devait d'ailleurs augmenter d'une décennie à l'autre.

Comme on peut le constater, la composition de l'assistance au congrès a évolué avec les années (voir graphique 9). Pendant la première décennie (1946-1955), les représentants des organisations syndicales constituaient le groupe le plus nombreux (30,2 pour 100) suivi de près par le patronat du secteur privé (28,9 pour 100). Les représentants des comités paritaires venaient en troisième position (16,9 pour 100), suivis de près par ceux des secteurs public et parapublic (patronat) à 16,3 pour 100, tandis que les universitaires et autres professionnels ne représentaient que 5,1 pour 100 du total.

[203]

GRAPHIQUE 9  
Congrès des relations industrielles, 1946 1985  
Clientèle par provenance



Source : Archives du Département des relations industrielles.

[204]

Pendant la décennie suivante (1956-1965), le patronat du secteur privé s'est révélé le plus nombreux : 29,2 pour 100 des délégués, suivi des représentants des syndicats avec 27,7 pour 100 et ceux des comités paritaires qui ont substantiellement augmenté pour atteindre 23,7 pour 100. La représentation des secteurs public et parapublic a diminué à 11,7 pour 100, phénomène en partie explicable sans doute par les relations tendues entre le Département et l'Union nationale pendant les dernières années de Maurice Duplessis. Enfin, le groupe d'universitaires et de professionnels n'a augmenté que très légèrement pour former 5,4 pour 100 de l'assistance.

Au cours de la troisième décennie (1966-1975), le patronat du secteur privé a maintenu la première position, cette fois avec 34,2 pour 100 des délégués. Les représentants des syndicats avaient diminué numériquement de 1 050 à 796 et, en proportion, de 22,5 pour 100, suivis de ceux des secteurs public et parapublic (18,7 pour 100), malgré l'augmentation de ces derniers, de 445 à 659 délégués. Quant aux représentants des comités paritaires, le nombre de leurs délégués a diminué considérablement, de 897 à 388, pour former 11 pour 100 du total. La représentation des universitaires et professionnels par contre, quoique modeste par rapport au total, comprenait 9,3 pour 100 de l'assistance (une augmentation de 206 à 330 délégués).

Le changement le plus considérable s'est manifesté pendant la quatrième décennie (1976-1985). Le patronat du secteur privé est resté le groupe le plus important. Quoique le pourcentage (35,6) des délégués de cette catégorie n'ait augmenté que de peu, en chiffres absolus leur représentation était beaucoup plus forte, passant de 1 207 à 1 856. Les représentants des secteurs public et parapublic occupaient la deuxième position (28,3 pour 100), connaissant aussi une importante augmentation en chiffres absolus de 659 à 1 477. Pendant ces années, la délégation des universitaires et professionnels venait au troisième rang (16,2 pour 100), ayant augmenté leur nombre de 330 à 845. Les délégués syndicaux se trouvaient en quatrième place avec seulement 12,4 pour 100 du total, leurs inscriptions étant passées de 796 à 646. Enfin, les représentants des comités paritaires affichaient aussi une diminution de 388 à 172 délégués pour former 3,3 pour 100 seulement de l'ensemble.

En tout, pendant ces quarante-deux ans, le congrès des relations industrielles a accueilli 17 708 congressistes, en moyenne 421,6 par année.

Au cours de la même période, l'assistance au congrès a franchi le cap des cinq cents à neuf occasions (voir graphique 10). Huit sur neuf de ces congrès à assistance très élevée ont eu lieu depuis 1976. Le congrès sur le

[205]

GRAPHIQUE 10  
Congrès des relations industrielles, 1946 1987  
Assistance annuelle



Source : Archives du Département des relations industrielles.

« Code du travail du Québec » (1965) fut le plus populaire à ce jour avec ses 693 participants et constitue le record d'assistance. Deux congrès ont franchi le cap des six cents participants : « Code du travail du Québec : 15 ans après » ( 1979) et les « Lésions professionnelles » (1987). Deux autres se sont situés légèrement au-dessous des six cents inscriptions : les« Régimes de santé et sécurité et relations du travail » (1984) et la « Mobilisation des ressources humaines » (1986). Les thèmes des autres congrès qui réunirent entre cinq cents et six cents participants sont : « Participation et négociation [206] collective » (1977), la « Sécurité d'emploi » (1978), la « Détermination des conditions minimales du travail par l'État » (1980), et les « Régimes de retraite » ( 1982). En somme, 36,42 pour 100 de toutes les présences (17 708) aux congrès de 1946 à 1987 se comptent au cours des douze dernières années ; la variété de ces thèmes les plus populaires témoigne clairement de la polyvalence du Département de même que de la diversité des intérêts qui attirent la clientèle des congrès.

La revue Relations industrielles

Un autre moyen d'intervention privilégié par le Département était la revue *Relations industrielles/Industrial Relations.* Appelée initialement *le Bulletin des Relations industrielles,* la revue a paru pour la première fois le 15 septembre 1945 ayant comme raison d'être « de renseigner objectivement ses abonnés sur les sujets d'actualité qui intéressent le Capital et le Travail [[107]](#footnote-107) ». L'équipe de direction s'est excusée de ne pas avoir réalisé plus tôt sa publication, mais signalait qu'elle avait profité du temps pour s'assurer des appuis nécessaires :

Au moment de l'organisation du Département des Relations industrielles de la Faculté des Sciences sociales de Laval, il fut décidé que l'Office des Recherches industrielles publierait un Bulletin. Des circonstances incontrôlables en retardèrent la publication jusqu'à aujourd'hui.

Ce délai n'a pas été perdu. Nous en avons profité pour entrer en contact avec les principales associations patronales et ouvrières de l'Amérique et de l'Europe. Nous avons également établi des relations avec tous les ministères du travail, lesquels nous ont accordé leur entière collaboration [[108]](#footnote-108).

Le premier numéro contenait cinq articles ainsi que divers renseignements et annonces dans ses modestes huit pages. Les sujets des articles démontraient des préoccupations à la fois provinciales, fédérales et internationales : « Clauses d'arbitrages dans les conventions collectives », « Les centres d'apprentissage », « Lois nouvelles de la législation provinciale », « Le gouvernement fédéral et les problèmes du travail », « L'avenir de l'Organisation du travail ». Ces mêmes orientations se manifestaient parmi les renseignements : « La C.R.O. », « Les comités mixtes de production », « Le Congrès mondial des syndicats ouvriers ». Le style était [207] décidément journalistique dans le meilleur sens du mot, c'est-à-dire que l'on visait une « saine vulgarisation » des grandes questions du jour.

La nouvelle revue paraîtrait dix fois l'an et serait bilingue, plusieurs articles paraissant dans les deux langues officielles. Elle évoluerait en effet vers un bilinguisme intégral à brève échéance. Coordonné pendant la première année par le « secrétaire de la rédaction » Jean-Pierre Després, ce rôle serait assumé désormais par le « secrétaire du département » Gérard Dion (dès le début de 1946). Le Bulletin augmenterait sensiblement son tirage pendant les premières années, de 841 en 1945-46 à 1 074 en 1946-47, 1 561 en 1947-48 et 1 877 en 1948-49 [[109]](#footnote-109). Et, heureuse initiative pour l'avenir financier du périodique, le responsable de la revue signalait la décision du Ministère du travail du Québec d'y abonner les membres des comités paritaires, pendant les premières années. Le prix de l'abonnement pendant les quatre premières années : 1,50$ !

Au sujet de la distribution du *Bulletin* pendant ces premières années, un rapport de la direction en 1948 identifie les catégories suivantes des destinataires : avocats, comités paritaires, compagnies, évêques et prêtres, gouvernement fédéral, gouvernement provincial, journaux et revues, librairies et bibliothèques, particuliers, pays étrangers (individus, institutions religieuses et hôpitaux), syndicats, universités, ainsi qu'échanges et envois gratuits [[110]](#footnote-110).

À partir de septembre 1948, le *Bulletin* est devenu plus substantiel, étant passé de huit à vingt-quatre pages, et au lieu de présenter les textes en langues française et anglaise en regard comme dans le passé, il comptait désormais deux sections distinctes et séparées. Chaque section débutait par une page titre suivie des articles exclusivement dans une langue et, par un simple jeu d'inversion, on pouvait tourner le *Bulletin* et le lire dans la langue de son choix [[111]](#footnote-111).

Plus tard, en 1950, on a abandonné le grand 8'/4 pouces sur 11 du début et adopté le format 6 sur 9 [[112]](#footnote-112), plus compact et sans doute plus pratique, celui du beau volume annuel de quelque deux cents pages [[113]](#footnote-113). Le coût de l'abonnement au *Bulletin* a augmenté à 2$ en 1949 et à 3$ en 1953 [[114]](#footnote-114).

[208]

Ce changement physique était accompagné d'autres plus significatifs. Dans son introduction au premier numéro du nouveau format, Gérard Tremblay écrivait :

Pourquoi cette transformation dans la présentation de la revue ? D'abord pour lui donner un peu plus de volume et permettre ainsi la publication d'études plus élaborées sur les sujets qui intéressent nos lecteurs. Les deux sections du *Bulletin* offraient vingt-quatre pages de texte ; la Revue en comporte soixante. Il devient alors plus facile pour nos collaborateurs de mieux présenter un sujet, de le développer scientifiquement et d'exposer de façon plus critique leurs conclusions.

On avait changé le format et le volume de la publication ; la fréquence en changerait également. Elle deviendrait trimestrielle. Pourquoi ce changement ? « La direction pourrait porter plus d'attention à une rédaction trimestrielle. Il ne faut pas oublier que la publication mensuelle du *Bulletin* imposait à nos collaborateurs, déjà pris par ailleurs, un fardeau devenant de plus en plus lourd si l'on songe que tous participent de façon bénévole au travail de rédaction [[115]](#footnote-115)... » Ce premier numéro transformé contenait deux articles d'envergure intitulés « Les camps de travaux forcés en Tchécoslovaquie » et « Étude comparative sur la législation de conciliation et d'arbitrage », ainsi que d'autres de moindre taille.

D'autres changements survenus au cours des années suivantes : on a intégré les textes de langue anglaise à la suite des textes de langue française, abandonnant la formule d'« inversion » pendant l'hiver 1951-1952 [[116]](#footnote-116). En 1953, on a abandonné la traduction intégrale des articles. Désormais, on les trouverait dans la langue d'origine de l'auteur suivis d'un résumé dans l'autre langue officielle [[117]](#footnote-117). L'exception à cette règle : l'article considéré d'importance primordiale aux deux groupes de lecteurs paraissait aussi en traduction intégrale [[118]](#footnote-118). Enfin, le volume de chaque numéro de la revue a augmenté graduellement pendant les années cinquante, passant de soixante pages (en 1950) à cent trente-cinq pages (en 1959).

En 1963, la revue a fait peau neuve avec une nouvelle page couverture et un nouveau sigle, la roue industrielle stylisée qui symboliserait le Département jusqu'à nos jours. Cette année-là également, suite à une entente entre [209] messieurs Cardin, Dion, Laskin et Woods, les collègues canadiens anglais abandonneraient un projet de revue anglophone de même discipline pour collaborer étroitement avec *Relations industrielles* [[119]](#footnote-119)*.* Plus tard, on a appris l'importance de cette démarche dans les pages de la revue :

En 1963, des représentants de dix universités canadiennes se rencontrèrent à Montréal et à Québec. Il fut alors convenu de fonder un Institut canadien de recherche en relations industrielles. Le but de cet organisme est de promouvoir la recherche dans le domaine des relations industrielles et dans des problèmes connexes, ainsi que d'en diffuser les résultats.

Les responsables de *Relations industrielles* acceptèrent de collaborer avec l'Institut et d'accroître les publications d'articles de recherche. Par conséquent, la Revue intensifiera son caractère bilingue et s'efforcera d'accroître sa circulation au pays et ailleurs. Le professeur Woods de l'Université McGill a bien voulu accepter de se joindre au Comité de rédaction à titre de membre associé pour assister celui-ci dans la publication d'articles de langue anglaise [[120]](#footnote-120).

L’ICRRI/CIRRI changerait de nom plus tard pour devenir l'Association canadienne des relations industrielles (ACRI) (Canadian Industrial Relations Association (CIRA) en anglais). La revue, pourtant, resterait le moyen privilégié de communication avec les membres.

C'est en 1963 également qu'on a fait le point sur la première partie de la vie de la revue (1945-1963) en établissant et diffusant un index cumulatif, sous les bons soins de Laurent Bélanger. Quoique la classification dût être modifiée plus tard pour comprendre les communications du congrès, elle permet quelques regroupements des sujets présentés dans *Relations industrielles*[[121]](#footnote-121)*.* La classification comprenait neuf rubriques : (1) Industrie/ Collectivité/Travail, (2) Organisation financière et technique de l'entreprise, (3) Organisation humaine de l'entreprise, (4) Syndicalisme, (5) Relations patronales-ouvrières, (6) Législation du travail, (7) Jurisprudence du [210] travail, (8) Sécurité sociale, (9) Méthodologie propre à l'étude des relations industrielles.

Pendant les années qui suivirent, la revue augmenterait le nombre de ses pages : de 580 en 1963 à 737 en 1968, à 853 en 1969, à 996 en 1970 et à 1 103 en 1971. Par la suite, elle a établi sa vitesse de croisière entre 850 et 1 000 pages annuellement [[122]](#footnote-122). Vers la fin des années soixante, l'équipe de direction a publié un numéro spécial sur l'Organisation internationale du travail afin d'en commémorer le cinquantième anniversaire (1919-1969). Ce numéro comprenait un hommage à David A. Morse, directeur général du secrétariat de l'OIT (le Bureau international du travail) ainsi qu'une série d'articles dont : « Employment and Economie Growth : An International Perspective » (David Morse) ; « Le Canada en tant que membre de l'OIT : réalisations et possibilités » (John Mainwaring) ; « Les aspects constitutionnels de la ratification des conventions de l'OIT » (Jan Wanczysky) ; « The Social Objectives of Economie Development » (Kalmen Kaplansky) [[123]](#footnote-123).

En 1970, *Relations industrielles* a fêté discrètement ses vingt-cinq ans. Au lieu de présenter le bilan purement rétrospectif de la revue, l'équipe de direction choisissait de mettre en lumière le *Rapport Woods* dans son ensemble, comprenant ses réflexions sur le passé, le présent et l'avenir [[124]](#footnote-124). En 1972, on publiait le massif « Vocabulaire français-anglais des relations professionnelles » dans un numéro spécial de 302 pages, un des résultats du projet énorme entrepris par Gérard Dion quelques années plus tôt. Mais tous les autres numéros, comme dans le passé, contenaient un sain mélange d'articles sur divers thèmes pertinents au vaste champ des relations industrielles, la philosophie de la revue étant de fournir des renseignements à ses divers lecteurs dans chaque livraison préférablement à la formule des numéros spécialisés. Le choix était en partie dicté par la nature multidisci-plinaire du domaine propre des relations du travail.

On a entrepris également une refonte de l'index de 1963, et on en a diffusé les résultats dans un numéro de la revue en 1970. Cet index reprenait intégralement l'analyse précédente et représentait en quelque sorte un standard que devait respecter l'équipe de direction en 1980. Quoique les catégories retenues diffèrent quelque peu de celles de 1963, on a conservé l'idée de fusionner les communications du congrès avec les articles et les autres renseignements de la revue. Le résultat offre une vue [211] d'ensemble remarquable de toute l'activité du Département dans ces deux secteurs. L'index de 1970 et celui de 1980 nous serviront par conséquent d'indice global en ce qui concerne *Relations industrielles.* La nouvelle classification comprenait dix catégories : (1) Direction du personnel, (2) Jurisprudence du travail, (3) Législation du travail, (4) Organisation et gestion de l'entreprise, (5) Questions économiques, (6) Relations industrielles, (7) Sécurité sociale, (8) Sociologie-psychologie, (9) Syndicalisme, (10) Travail et main-d'œuvre [[125]](#footnote-125).

Par ordre d'importance, les catégories qui ont alimenté le plus grand nombre de textes de 1945 à 1970 étaient : Relations industrielles, Syndicalisme, Législation du travail et Jurisprudence du travail. Entre 1970 et 1980, la catégorie de beaucoup la plus prolifique était Relations industrielles, suivie de Travail et main-d'œuvre, Législation du travail et Syndicalisme [[126]](#footnote-126).

Pendant la seule période de 1976 à 1980, *Relations industrielles* a publié 150 articles de fond, 23 commentaires juridiques, 37 autres commentaires, 5 renseignements généraux, 199 recensions, et les titres de 2 324 publications récentes, un total de 3 898 pages [[127]](#footnote-127).

Quant au rôle joué par la revue dans le secteur proprement dit des relations de travail, un rapport préparé en 1982 sur la période 1976-1980 en présente une vue d'ensemble [[128]](#footnote-128). La proportion des spécialistes de l'Université Laval était significative : 41 professeurs ont collaboré à 16,2 pour 100 du contenu, contribution majoritairement apportée par le Département des relations industrielles. En tout, huit universités québécoises ont fourni les professeurs qui ont signé des articles dans la revue, et leurs [212] contributions représentent 32,8 pour 100 du contenu. L'Ontario, les Maritimes et l'Ouest y trouvaient également leur compte, car leurs universitaires ont alimenté 28,2 pour 100 du contenu de la revue. Les représentants des gouvernements québécois et fédéral s'en partageaient 19,7 pour 100 et les universitaires d'autres pays 15,4 pour 100 [[129]](#footnote-129).

CONCLUSION

Cette vue d'ensemble de certains aspects du Département des relations industrielles reste incomplète à plusieurs égards, le début de cet article en convenait. Le lecteur y chercherait en vain les formes et les cas spécifiques d'intervention du corps professoral, les recherches et les publications effectuées, ainsi que les autres éléments d'infrastructure et formes d'action conçus pour promouvoir le travail du Département. La recherche sur tous ces sujets reste à faire. Les sources sont considérables et en partie inaccessibles actuellement. Au chapitre des formes et des cas spécifiques d'intervention, à titre d'exemple, il faudrait examiner le travail du Département auprès des divers comités et commissions d'enquête et en tant que personne-ressource auprès des organisations particulières des secteurs patronal, gouvernemental et syndical, ainsi que son rôle dans le domaine de l'arbitrage. Au chapitre des recherches et publications, plus facilement quantifiables mais dont l'influence reste plus difficile à estimer, on trouve une liste considérable d'articles, de rapports, de manuels et d'études particulières.

À ces activités multiformes particulièrement importantes s'en ajoutent bien d'autres, toutes marquées d'une qualité professionnelle reconnue, comme en fait foi la seule énumération qui suit : le centre des conventions collectives, le forum (de conférenciers internes et externes au Département) et les comités de publication (instruments du travail, collection des relations du travail, etc.). Cette liste, d'ailleurs, n'est certainement pas exhaustive. Bref, nous espérons que l'analyse qui précède servira néanmoins de point de départ à d'autres études, plus particulières ou plus exhaustives, qui compléteraient l'image esquissée dans les pages qu'on vient de lire sous notre signature.

James Thwaites.

[213]

**ANNEXE 1**  
*Programme de 1944-1945*

|  |  |
| --- | --- |
| R1 : | Cours d'introduction à l'étude des relations industrielles |
| R2 : | Étude et enquête sur quelques industries-types de la province de Québec |
| R3 : | Le marché du travail au Canada |
| R4 : | Organisation professionnelle du moyen âge jusqu'à 1789 |
| R5 : | Organisation professionnelle en Europe, de 1789 jusqu'à nos jours |
| R6 : | Histoire des organisations ouvrières au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne |
| R7 : | Organisation d'employeurs au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne |
| R8 : | Législation de sécurité |
| R9 : | Prévention des accidents |
| RIO : | Congés payés et utilisation des loisirs ; loi du dimanche |
| RI 1 : | Loi des établissements industriels et commerciaux |
| R12 : | Hygiène industrielle |
| R13 : | Rationalisation dans l'industrie |
| R14 : | Le salaire |
| R15 : | Droit d'organisation et associations |
| R16 : | Liberté syndicale | |
| R17 : | Convention collective de travail | |
| R18 : | Décrets d'ordre public rendant obligatoires les dispositions des conventions collectives | |
| R19 : | Comité paritaire | |
| R20 : | Conciliation et arbitrage | |
| R21 : | Législation du salaire minimum | |
| R22 : | Juridiction du travail | |
| R23 : | Organisation syndicale | |
| R24 : | Orientation professionnelle | |
| R25 : | Service fédéral de placement et règlements du service sélectif national (emplois civils) | |
| R26 : | Service provincial de placement | |
| R27 : | Formation professionnelle | |
| R28 : | Législation internationale du travail | |
| R29 : | Direction du personnel | |
| R30 : | Conférences sur l'administration du personnel | |
| R31 : | Introduction à la sécurité sociale | |
| R32 : | Réparation des accidents du travail | |
| R33 : | Assurance-chômage | |
| R34 : | Assistance sociale et pensions de vieillesse contributoires | |
| R35 : | Assistance et assurance-maladie | |
| R36 : | Allocations familiales | |
| R37 : | Logements ouvriers | |

Source : *Annuaire de la Faculté des sciences sociales, Annuaire de l'Université Laval 1944-1945,* p. 102.

[214]

**ANNEXE 2***Le corps professoral : passé et présent* [[130]](#footnote-130)\*

\* Archambault, Jean (depuis 1975) : B.Ph., D.Ph. (Montréal) Auclair, Gilles (1966-1968) : Ph.D. (Purdue)

\* Audet, Michel (depuis 1986) : B. A., M. A. (Laval), études de doctorat (Montréal)

Babineau, Fabienne T. (1956-1958) : M.Sc.soc. (Laval)

\* Barre, Alain (depuis 1977) : LL.L. (Laval), D.E.A. (Lyon III), LL.D. (Lyon III)

Beaulieu, Marie-Louis (1954-1964) : C.R., L.Ph., LL.D. (Laval)

\* Beausoleil, Gilles (depuis 1981) : M.Sc.soc. (Laval), études de doctorat (M.l.T.)

Bélanger, Charles-Eugène (1947-1953) : B.A., L.Sc.soc, M.Sc.soc. (Laval)

\* Bélanger, Jacques (depuis 1980) : B.A., M.A. (Laval), Ph.D. (Warwick)

\* Bélanger, Laurent (depuis 1964) : M.Sc.soc. (Laval), Ph.D. (Michigan State), (secrétaire du Département 1967-1975), (directeur du Département 1985)

Belzile, Bertrand (1966-1979) : B. Corn., M.Sc.soc. (Laval)

Bergeron, Marius (1948-1961) : LL.D., M.Sc.soc. (Laval)

\* Bernier, Jean (depuis 1968) : M.Sc.soc. (Laval), D.Se.soc. du travail (Paris) Bérubé, Léo (1953-1954) : B. Pêcheries (Laval)

Binet, Henri (1944-1948) : B.A. (St-Joseph, Nouveau-Brunswick), B.A., M.A., B.C.L. (Oxford), L.Ph. (Laval), (Membre du personnel du B.I.T.)

\* Blouin, Rodrigue (depuis 1974) : B.A., LL.L., LL.M. (Laval), (directeur du Département 1979-1982)

Boissonnault, Bertrand (1944-1948) : B.Sc. (McGill)

\* Boivin, Jean (depuis 1972) : M.Sc.soc. (Laval), Ph.D. (Cornell), (directeur du Département 1976-1979)

Bouchard, Jean-Marie (1944-1948) : B.A., LL.L. (Laval)

Boucher, Pierre (1951-1954) : LL.L., L.Ph., M.Sc.soc. (Laval)

\* Boulard, René (depuis 1978) : B.A., L.Th., B.Sc, M.Ps. (Montréal)

Brouillette, Benoît (1945-1946) : L.Sc.com. (Montréal), D. es L. (Sorbonne)

Bussière, Eugène (1944-1947) : B.A., Dipl. français (Sorbonne), L.Sc.soc, M.Sc.soc. (Laval), (secrétaire général du Service extérieur d'éducation sociale)

Cardin, Jean-Réal (1961-1972) : LL.B. (McGill), M.R.I. (Montréal), études supérieures (Chicago), (directeur du Département 1964-1969)

Clawson, H.D. (1954-1962)

Chartier, Roger (1954-1964) : M.Sc.soc. (Laval), études de doctorat (Chicago)

[215]

Cholette, Gaston (1961-1964) : M.Sc.soc. (Laval), LL.D. (Sorbonne)

Déom, André (1966-1972) : M.A. (Montréal)

\* Déom, Esther (depuis 1984) : B.A., M.A. (Laval), Ph.D. (Montréal)

\* Deschênes, Jean-Paul (depuis 1956) : M.Sc.soc. (Laval), M.Sc.Eng. (Johns Hopkins), (directeur du Département 1969-1976)

Després, Jean-Pierre (1944-1955) : L.Sc.soc. (Laval), stage d'études (Columbia), D.Sc.soc (Laval), (secrétaire du Département 1944-1947)

\* Dion, Gérard (depuis 1944) : B.A. (Laval), L.Th., M.Sc.soc. (Laval), (doctorat « Honoris Causa » Concordia, McGill, St-François-Xavier, Toronto, U.B.C.), (secrétaire du Département 1947-1950), (directeur adjoint du Département 1950-1956), (directeur du Département 1956-1967), (professeur émérite 1980)

Dion, Léon (1953-1954 et 1960-1962) : M.Sc.soc, D.Sc.soc. (Laval), (doctorat « Honoris Causa » Queen's)

Dussault, Gilles (1974-1985) : M.Sc.soc. (Laval), Ph.D. (London)

Faucher, Albert (1945-1948) : B.A., M.Sc.soc. (Laval), M.A. (Toronto)

\* Ferland, Gilles (depuis 1979) : B.Sc.A. (École polytechnique, Montréal, C. de l'Institut international d'études sociales, B.I.T. (Genève), M.Sc (Montréal), (directeur du département 1982-1985)

Fortier, Guy (1945-1946) : B.A., C.A., L.Sc.com. (Montréal)

Fortin, Gérard (1960-1962) : M.Sc.soc. (Laval), Ph.D. (Cornell)

Gagné, Jean-H. (1951-1954) : LL.L., M.Sc.soc. (Laval)

Gagnon, Jean-Jacques (1956-1964) : M.A. (Harvard)

Gagnon, Onésime (1946-1950) : C.R., C.P., C. A., LL.L., Doctorat « Honoris Causa »

Girard, Léonce (1944-1959) : L.Ph. (Laval)

Giroux, Michel (1944-1947) : LL.L., B.A., L.Ph., LL.D. (Laval)

Giroux, Rodrigue (1956-1964) : Ph.D. (Purdue)

Gosselin, Emile (1949-1964) : LL.L. (Montréal), M.A. (Toronto), études supérieures (Chicago), (secrétaire du Département 1951-1962)

Guimont, Paul-Henri (1945-1946) : B.A., L.Sc.com. (Montréal), M.Sc (Harvard)

Hekcher, Frédérick-T. (1944-1951) : B.A., LL.L. (Laval)

\* Laflamme, Gilles (depuis 1971) : M.Sc.soc. (Laval), D.Sc.soc. du travail (Paris), (directeur adjoint du Département 1975-1977)

\* Lagana, Antonio (depuis 1985) : B.Sc, M.A. (Montréal), D.Scécon. (Genève)

Lamontagne, Maurice (1946-1954) : B. A., Dipl. Ph. (Collège dominicain de philosophie), L.Sc.soc. (Laval), M.A. (Harvard), M.Sc.soc. (Laval)

\* Larocque, Alain (depuis 1974) : B. Péd., L.Ps. (Laval), M.B.A. (Sherbrooke)

Lebel, Paul (1945-1946) : B.A., LL.L. (Laval)

LeBlanc, Napoléon (1951-1972) : M.Scagr. (Laval)

Leblond, Wilfrid (1944-1959) : B.A., M.D., Dipl. hygiène (Lyon)

Lemay, Gérard (1945-1946) : B.A., LL.L., études supérieures (Toronto)

[216]

Lévesque, Georges-Henri (1944-1947) : B. A., Dipl. Sc.soc.pol. (Lille), (fondateur et premier doyen de la Faculté des sciences sociales 1943-1954), (professeur émérite 1968)

\* Lipsig-Mumme, Caria (depuis 1984) : M.A. (Boston), Ph.D. (Montréal)

Lussier, Doris (1949-1954) : M.Sc.soc. (Laval)

Maher, James O'Connell (1944-1948) : B.A. (Loyola Collège), (sous-ministre adjoint du Travail, Québec), (directeur adjoint du Département 1944-1950)

Martin, Jean-Marie (1945-1967) : B.A., L.Sc.agr. (Montréal), M.Sc. (Cornell)

\* Mercier, Jacques (depuis 1977) : M.Sc.soc. (Laval), Ph.D. (Illinois)

\* Morin, Fernand (depuis 1981) : B.A., LL.L. (Laval), LL.M. (Toronto), D.E.S. (Laval)

Munzer, Egbert (1946-1947) : Docteur en droit civil et en droit canonique (Iéna), études supérieures (London School of Economics and Political Science)

\* Murray, Gregor (depuis 1986) : B.A. (Carleton), Ph.D. (Warwick)

\* Pérusse, Michel (depuis 1983) : B.Sc.ps. (U.Q.T.R.), M.Ps. (Montréal), Ph.D. (Aston, Birmingham)

Picard, Gérard (1944-1946) : B.A. (Laval), (secrétaire général et, ensuite, président de la C.T.C.C.)

Picard, Stanislas (1944-1950) : B.Sc. A. (Montréal), ingénieur chimiste (École polytechnique, Montréal)

Piché, Marcel (1947-1949) : B.A., LL.L. (Laval)

Pigeon, Louis-Philippe (1944-1962) : B.A., LL.L. (Laval)

\* Poulin-Simon, Lise (depuis 1986) : B.Sc.écon. (U.Q.A.M.), Ph.D. (McGill) Rocher, Guy (1953-1954et 1958-1961) : M.Sc.soc. (Laval), Ph.D. (Harvard)

\* Rondeau, Claude (depuis 1977) : M.A. (Montréal), Ph.D. (London School of Economies and Political Science)

Royer, Maurice (1970-1972) : L.Ps.A. (Institut de psychologie de Louvain)

Saint-Laurent, Jacques (1954-1985) : M.Sc.soc. (Laval), Dipl. adm. (London School of Economies and Political Science), (secrétaire du Département 1962-1967)

Sartin, Pierrette (1968-1972) : Chargée de mission au Commissariat du Plan en France, (professeure invitée), (doctorat « Honoris Causa » Laval)

\* Sexton, Jean (depuis 1972) : M.Sc.soc. (Laval), Ph.D. (Cornell)

\* Solasse, Bernard ( 1966-1969, depuis 1981 ) : C. d'études supérieures (Paris), études de doctorat (Paris)

Thibault, Marc-Aurèle (1953-1954 et 1961-1964) : L.Sc.soc, M.Sc.soc. (Laval), études supérieures (London School of Economics and Political Science)

\* Thwaites, James (depuis 1978) : B.A. Honours (Toronto), M.A. (Carleton), M.A.P. (É.N.A.P.), D. es L. (Laval)

Tremblay, Arthur (1946-1947) : B.A., M.Sc.soc. (Laval), M.Ed. (Harvard), C. d'orientation professionnelle (Institut de psychologie de Montréal)

Tremblay, Gérard (1944-1959) : B.A., L.Ph. (Laval), (sous-ministre du Travail, Québec), (directeur du Département 1944-1956)

[217]

Tremblay, Maurice (1949-1954) : Dipl. Ph. (Collège dominicain de philosophie d'Ottawa), M.Se.soc. (Laval), M.A. (Harvard)

Tremblay, René (1960-1964) : M.Sc.soc. (Laval), L.Sc. (Louvain) Trottier, Louis-J. (1944-1946) : B.A. (Montréal), L.Sc.com. (Montréal), C.P.A.

\* Vinet, Alain (depuis 1979) : M.Sc.soc, D.Sc.soc. (Laval)

Whitelaw, John C. (1944-1954) : B.A. (Loyola), LL.B. (Montréal)

[218]

[219]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 7

“L'École de service social  
de l'Université Laval.  
1943-1988.”

Par Simone PARÉ

[Retour à la table des matières](#tdm)

LE TRÈS RÉVÉREND PÈRE GEORGES-HENRI LÉVESQUE, dominicain, ouvrait à l'automne de l'année 1938 l'unité de formation universitaire qui devait devenir la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Après avoir transmis pendant trois ans à son premier groupe d'étudiants une formation sociale fondamentale, il souhaitait la création, à partir du groupe originel, d'unités spécialisées, et envoyait quelques-uns de ses diplômés poursuivre des études supérieures. C'est ainsi que, petit à petit, il orienta Roger Marier vers l'École de service social de l'Université catholique de Washington, D.C., et manifesta, en 1939, le désir que mademoiselle Hayda Denault se dirigeât vers l'étude du service social personnel et familial à Columbia et à McGill. Mademoiselle Thérèse Morisset, dans le même but, s'inscrivit à la toute nouvelle école de service social de l'Université de Montréal. Puis, au cours de l'année 1943, le père Lévesque fit appel au franciscain Gonzalve Poulin, qui avait obtenu le diplôme supérieur de sciences sociales et politiques à Lille et le doctorat en sciences sociales de l'Institut catholique de Paris. Revenu au Québec au début de la guerre de 1939-1945, il s'était intéressé particulièrement à l'éducation populaire et aux aspects moraux et sociaux de la famille au Québec.

[220]

LES PREMIERS TEMPS

Le 20 septembre 1943, le premier groupe d'étudiantes en service social faisait son entrée au 2 de la rue de l'Université, dans le Vieux-Québec, accompagné d'un unique collègue masculin, Émilien Fortier, déjà diplômé en sciences sociales. Le premier cours à l'horaire portait sur les méthodes de recherche sociale et le titulaire en était Jean-Charles Falardeau qui, pour la circonstance, avait cédé sa chaire de professeur à Everett C. Hughes, de l'Université de Chicago, dont l'étude sur Drummondville, [*French Canada in Transition*](http://classiques.uqac.ca/classiques/hughes_everett_cherrington/rencontre_2_mondes/hugues_rencontre_2_mondes.pdf)*,* devait être plus tard traduite par monsieur Falardeau lui-même, sous le titre de *Rencontre de deux mondes.* En novembre, tous les étudiants pionniers étaient assignés en stage au Service familial de Québec, dont mademoiselle Hayda Denault était la directrice, en même temps que le professeur principal de service social personnel à l'École. Elle était assistée de mademoiselle Thérèse Morisset, cosuperviseur des stages et professeur de techniques de service social personnel.

Mademoiselle Denault écrivait en 1955 :

L'histoire des Œuvres, dans une localité, c'est un aspect de son histoire sociale [[131]](#footnote-131)...

*Le Secrétariat des œuvres*

Si nous voulons retracer l'origine de l'idée d'un comité central coordonnateur des œuvres diocésaines, c'est à la fondation du Secrétariat des Œuvres qu'il faut remonter. Elle eut lieu en 1910 et c'est Mgr Paul-Eugène Roy qui prit cette initiative, laquelle représentait assurément un premier effort de coordination et de planisme dans le domaine des œuvres puisqu'on y établissait un comité central et un bureau permanent avec un chef de secrétariat [[132]](#footnote-132). Le Secrétariat des œuvres groupait les premières œuvres sociales du diocèse. Celles-ci comportaient alors trois sections principales : œuvres de tempérance, avec le Conseil central de la Croix-Noire, œuvres ouvrières, avec les premiers syndicats catholiques, œuvres de presse et de propagande, avec un journal — qui s'appelait alors *l'Action Sociale —* , des publications, des tracts, une librairie et un centre d'information...

*Le Secrétariat des familles*

Il y eut, en 1922, un autre effort de coordination, dans le champ propre du bien-être, cette fois. Ce fut la fondation du Secrétariat des familles par la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Celle-ci avait, depuis soixante-quinze ans, fondé un grand nombre d'œuvres très importantes d'assistance et de protection ; [221] et le nombre de ses conférences augmentait chaque année. Elle sentait le besoin de centraliser le travail, pour les cas les plus difficiles, et de coordonner les initiatives. En fondant le Secrétariat des familles, la Société de Saint-Vincent-de-Paul suivait les directives données près d'un siècle plus tôt par Ozanam lui-même. Le rôle et le territoire de cette nouvelle fondation ont été décrits dans les termes suivants par un tract de l'époque [[133]](#footnote-133) : « tenter de trouver une solution satisfaisante à tous les problèmes difficiles de la Société de Saint-Vincent-de-Paul ; son champ d'action comprend toute la ville de Québec et il va même jusqu'à se permettre de petites incursions en dehors de la ville... »

*Le Service familial de Québec*

Le Service familial de Québec, qui ouvrit ses portes en novembre 1943, était appelé à remplir de façon à peu près complète le programme de service à la famille que s'était tracé le Secrétariat des Familles en 1922 [[134]](#footnote-134). Organisé sur des bases économiques et professionnelles stables et adéquates, il marque l'avènement du service social à Québec...

Parmi les premiers laïques consultés sur l'opportunité de fonder un service social familial central pour les familles de Québec, laïques à qui fut demandée sur-le-champ une collaboration intense de plusieurs années, et qui y répondirent avec quel dévouement et quelle fidélité ! on remarquait M. le juge Thomas Tremblay et Me Jean-Marie Guérard, C.R., respectivement premier et deuxième président du Service familial puis, successivement premier et deuxième président du Conseil central des œuvres. On retrouva, d'ailleurs, en 1945, parmi les organisateurs du Conseil des œuvres, plusieurs des fondateurs et premiers administrateurs du Service familial. La directrice-fondatrice du Service familial collabora intimement à la fondation du Conseil et fit partie pendant plusieurs années de son conseil d'administration.

En 1943, le père Lévesque avait prononcé au palais Montcalm une magistrale conférence intitulée « Service social et charité ». Il voulait y définir le service social « en précisant qu'il est lui-même œuvre de charité, puisqu'il est une technique mise au service de la charité, en même temps qu'une charité mise au service de la société [[135]](#footnote-135) ».

Suivit, en 1944, la campagne financière organisée par les Chevaliers de Colomb pour le progrès de l'École de service social. Cette campagne à laquelle participa activement monsieur Paul-Henri Guimont, secrétaire de [222] la Faculté et préposé aux affaires extérieures, rapporta la somme, alors très substantielle, de 70 169,39$.

La revue *Service social,* qui en est à son trente-cinquième volume, publiait en avril 1951 le premier numéro de sa production. Des représentants de diverses disciplines universitaires avaient été appelés à y signer un article, souhaitant ainsi, en quelque sorte, la bienvenue des aînés à la jeune école de service social : le père Lévesque pour les sciences sociales, monseigneur Ernest Lemieux pour la théologie, monsieur Charles de Koninck pour la communauté politique, le docteur Sylvio Leblond pour la médecine, maître Marie-Louis Beaulieu pour les aspects propres à la Cour de bien-être social, monsieur Zéphirin Rousseau pour le génie forestier et monsieur Luc Lacourcière pour la recherche folklorique. Tous des noms illustres qui venaient ajouter leur valeur aux premiers échos issus de l'École de service social.

Le bilan des fondations auxquelles le département de service social (devenu École en 1945) a été rattaché se révèle important. On a nommé ci-dessus le Service familial de Québec. Il faut aussi signaler sa filiale de Lévis.

D'autre part, le 10 février 1945, le Conseil central des œuvres de Québec faisait encore appel à la collaboration de l'École de service social qui y envoyait, en février 1946, sa première et unique diplômée de 1945, Simone Paré. Celle-ci fut fort occupée par une participation intense à la préparation de la première campagne de financement du Service financier de ce conseil où s'inscrivaient très tôt, dans un fichier central inspiré des structures sociales d'autres diocèses et d'organismes anglophones, bon nombre d'œuvres qui bénéficiaient de l'activité de la campagne de financement [[136]](#footnote-136).

En 1946 également apparaissait le Service de réadaptation sociale destiné à venir en aide aux ex-prisonniers et ex-délinquants juvéniles ; il était dirigé par le travailleur social Gérard Lortie.

La revue *Service social* [[137]](#footnote-137)présentait en 1955, sous la plume d'Albert Côté, le service réorganisé :

Le Service de Réadaptation Sociale Inc., est un service social, médical, psychologique et psychiatrique organisé en clinique-équipe pour servir les sujets jeunes et adultes des deux sexes, à l'endroit de la prévention à la délinquance ou à l'occasion de leurs efforts de réhabilitation quand ils ont commis des délits. Son activité s'étend aux institutions de protection et de détention comprenant les cours de justice, les prisons locales, les pénitenciers, [223] ainsi que les ressortissants du Département du Procureur Général et du Ministère du Bien-Être Social et de la Jeunesse de la Province de Québec, du Département des Pardons et du Commissariat des Pénitenciers du Ministère de la Justice à Ottawa, pour autant qu'il s'agisse de sujets de la région de Québec.

Au bout d'environ dix ans, l'École faisait une rétrospective dont voici le résumé.

En 1946 se fondait (avec Marie-Paule Laliberté) le *Centre psycho-social* qui fut réorganisé en 1952 sous le nom de *Centre médico-social,* et qui eut pour fonction de fournir des traitements spécialisés aux enfants présentant des troubles de personnalité ou de comportement.

Les premières fondations de l'École ne tardèrent pas à essaimer et le Service familial de Québec, qui possédait une succursale sur la *rive sud* depuis mars 1947, eut un bureau de quartier à *Limoilou* en novembre 1950. D'autre part, l'enseignement du service social à Laval portait des fruits dans les services publics fédéraux et dans les institutions. Encouragés et alimentés de travailleurs par l'École, des services sociaux médicaux s'installèrent à l'hôpital des Anciens Combattants et à l'hôpital Saint-François-d'Assise. Laval faisait encore sentir son influence par la création du *Service social médical de l'hôpital du Saint-Sacrement* en mars 1947, et par la réorganisation survenue entre l'Association patronale des Services hospitaliers et la *Sauvegarde de l'Enfance* au printemps de 1949. Dans ce dernier service, de nombreux diplômés religieux et laïques sont venus de l'École pour servir la clientèle. De son côté, *l'Assistance maternelle de Québec* recevait une stagiaire de l'École en septembre 1950.

En septembre 1947, l'École de service social prenait une initiative tout à fait nouvelle en milieu canadien-français et favorisait la fondation d'une première agence de service social des groupes appelée *Centre Saint-Vallier* où travailla activement, entre autres, Pierre Leclerc. Au printemps de 1952, cette agence se transportait au Centre de loisirs de la paroisse Saint-Cœur-de-Marie de Québec puis donnait naissance à un service diocésain de coordination et d'administration, *le Service des loisirs de Québec.* Il faut signaler enfin le travail accompli par des diplômés en service social de Laval dans des services sociaux diocésains tels que ceux de *Rimouski, Chicoutimi, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Nicolet* et *Montmagny.*

Dans les sections suivantes, l'histoire de l'École s'attachera à décrire les débuts des diverses méthodes de base ou spécialisations apportées à ses programmes.

[224]

LE SERVICE SOCIAL  
« PERSONNEL ET FAMILIAL »

On a rappelé précédemment que deux cours particuliers ont été suivis dès septembre 1943 par les étudiants de l'École de service social de l'Université Laval : (a) le cours de « service social personnel » confié à mademoiselle Hayda Denault, directrice du Service familial de Québec et secrétaire du Conseil d'administration de l'École de service social, *(b)* le cours de techniques de rédaction et d'utilisation de rapports, dossiers et correspondance, dispensé par mademoiselle Thérèse Morisset. Les deux professeurs assuraient en plus la supervision du travail pratique de tout le groupe étudiant des débuts.

Parmi les cours de sciences sociales particulièrement utiles à ce groupe figurait l'enseignement du fondateur de la Faculté, le très révérend père Georges-Henri Lévesque, O.P., dont les exposés d'inspiration thomiste portaient sur la morale et la technique de l'action.

En 1951, Hayda Denault exposait le travail qui s'accomplissait au premier centre de service social professionnel de Québec dont elle était la fondatrice et la directrice depuis 1943. En 1953, Maurice Painchaud y avait pris la relève et s'exprimait comme suit [[138]](#footnote-138) :

Le service social est devenu un rouage indispensable de la vie sociale et on en exige le constant perfectionnement. La famille moderne doit surmonter de nombreuses difficultés et a besoin d'aide pour les résoudre. La tâche du travailleur social dans ce domaine est d'une grande importance et tout doit être mis en œuvre afin qu'il soit bien préparé à la remplir. Sans doute, le changement détourne toujours des habitudes, mais le travailleur social est le premier à devoir se garder du danger de l'incrustation. Dans un monde qui se transforme à vive allure, nous devons repenser constamment notre action et nos méthodes de travail. Comme disait le fabuliste : « Le progrès toujours marche, et la routine expire. » Attentifs à améliorer leurs méthodes de travail pour un meilleur service et une plus grande efficacité, nos travailleurs sociaux ont tenu au cours de l'année sept séminars ou sessions de perfectionnement. Un comité permanent de perfectionnement professionnel a été formé ; de plus, en fonction du travail professionnel et de son développement au sein du Service familial, nous avons entrepris un travail de recherche.

Au fil du temps, des cours d'appoint venaient étoffer l'enseignement des méthodes : entre autres, ceux de Louis Morault, Michel Pléchaty et Michel Trottier en psychologie, ceux du docteur Jean-Charles Miller, puis du docteur Jean Delage en psycho-pathologie, celui d'Edgar Guay en [225] bien-être public et de son épouse Georgette Dorval-Guay en service social médical.

La revue *Service social,* fondée en 1951, exposait successivement dans ses pages les structures publiques et privées d'assistance sociale du Québec : en particulier, les allocations familiales et l'aide aux mères nécessiteuses (dans le volume 2, numéro 2), les institutions de bien-être (tout le volume 2, numéro 4), la Sauvegarde de l'enfance décrite par Thérèse Morisset (dans le volume 1er, numéro 3) et le réseau des écoles de protection de la jeunesse présenté par sa directrice, Me Jeanne d'Arc Lemay (volume 2, numéro 1). L'histoire du service social au Québec devra beaucoup à cette revue fondée en 1951 par le premier directeur de l'École de service social, le franciscain Gonzalve Poulin.

Un numéro consacré à la famille rappelait en 1963 l'importance du diagnostic familial et du dossier familial. Il faisait aussi écho à des « pratiques et techniques nouvelles dans le traitement de l'enfant et de la famille » qui avaient été exposées par des professeurs invités : Nathan B. Epstein et Dorothy Horn, du département de psychiatrie de l'Hôpital général juif de Montréal. Année après année, l'École de Laval invita des spécialistes chevronnés à venir rencontrer en journées d'étude les diplômés qui œuvraient dans différents services, entre autres le Dr Gisela Konopka, de l'École de service social de l'Université du Minnesota.

Lors de la célébration du vingtième anniversaire de l'École, en 1964, la directrice d'alors, Simone Paré, déclarait ce qui suit :

Le type de travailleur social que l'École de service social de l'Université Laval veut former est un *professionnel polyvalent animé d'un esprit de service et d'une motivation chrétienne.* Il est d'abord *un professionnel.* On ne s'arrête peut-être pas très souvent à se demander ce qui distingue le professionnel du non-professionnel, ce qui est le « spécifique » du professionnel. Il semble que le professionnel soit celui qui se montre capable d'une application souple et créatrice des théories et des techniques qu'il a apprises, à des situations sans cesse changeantes, toujours différentes.

De plus, le véritable professionnel est capable de contribuer, par ses réflexions et ses recherches, à l'augmentation du savoir dans le domaine qui lui est propre ; il est en mesure d'appliquer des théories et aussi de théoriser, c'est-à-dire d'ajouter à la théorie déjà existante. Cette capacité, le jeune diplômé l'acquerra au cours des années, s'il demeure toute sa vie ouvert à l'étude et animé du désir d'apprendre, convaincu que son premier devoir de professionnel consiste à augmenter constamment les connaissances de débutant qu'il possédait à sa sortie de l'école universitaire.

Enfin, le travailleur social, produit de Laval, sera appelé pendant ses études à approfondir la notion de *service gratuit et aimant* des autres, notion qui est à [226] la base même de la profession du service social, et on l'engagera à entreprendre cet approfondissement *dans une optique chrétienne.*

L'option de l'École de Laval pour la formation de professionnels polyvalents résulte de l'étude des besoins du Québec et du type de travailleur social qui peut actuellement répondre à ces besoins. La demande est encore très forte du côté du service social personnel. Cependant, certains milieux s'ouvrent de plus en plus au service social des groupes : hôpitaux et cliniques de santé mentale, centres communautaires, agences familiales polyvalentes, etc. ; d'autre part, on réclame aussi des praticiens de l'organisation communautaire pour des tâches comme celles des conseils d'œuvres, celles du Bureau d'aménagement de l'est du Québec, etc. Chez les praticiens d'expérience, on recherche les connaissances administratives et des organismes comme les services gouvernementaux de bien-être réclament d'urgence des chercheurs.

L'École de Laval n'exige pas de ses étudiants qu'ils fassent une unique option quant à la méthode professionnelle qu'ils pratiqueront. Nous croyons à l'enseignement d'une méthode globale, dite « générique », qui ouvre au praticien des perspectives sur le service social total et lui fournit un enseignement théorique assez poussé dans tous les domaines du service social. Du côté pratique, le futur travailleur social peut poursuivre deux différentes expériences de stages ; par exemple, en service social personnel et en service social des groupes, en service social des groupes et en organisation communautaire. Les stages ont pour cadres les différents services sociaux de Québec et de la région qui sont reconnus comme cliniques universitaires de service social. Cette année, pour la première fois, certains étudiants feront l'expérience de stages combinés, c'est-à-dire qu'ils traiteront, dans une même agence, des groupes de clients et des cas individuels.

Un autre trait caractéristique de notre école, c'est l'enseignement des sciences sociales de base : sociologie générale et spéciale, psychologie, économique, pensée sociale chrétienne, etc., dans des cours séparés et suffisamment poussés. Beaucoup d'écoles offrent, en lieu et place de ce programme, une sorte de cours général où s'entremêlent les notions de sociologie, d'anthropologie, de psychologie, d'économique. Nous croyons que nos élèves sont capables d'absorber comme telles les notions des sciences sociales et humaines et d'en faire eux-mêmes la synthèse dans leur réflexion et dans leur pratique. C'est précisément la raison d'être d'un cours universitaire et notre programme, réparti sur trois ans, offre cette possibilité à nos étudiants.

Le développement émotif et social de l'étudiant est soigneusement provoqué, contrôlé et évalué par le processus de la supervision. Un professeur, nommé consultant de chaque élève, est chargé de l'aider dans les difficultés particulières qu'il peut rencontrer, de guider ses lectures, d'orienter ses méthodes de travail, en un mot, de le soutenir dans tout son effort de formation théorique et pratique. Ce consultant est désigné d'office pour chaque étudiant de première année ; il peut ensuite être choisi par l'élève lui-même pendant la 2e et la 3e année du cours.

[227]

Les travaux de thèses et les stages, en plus de représenter des exercices académiques et cliniques, ont aussi pour effet de mettre l'étudiant en contact avec le milieu et les problèmes sociaux qui représenteront son champ de travail professionnel. Un futur travailleur social ne saurait rester enfermé dans le cercle des cas ou des groupes qui lui sont confiés en clinique ; son intérêt le plus profond doit se porter vers la communauté entière qui constituera toujours son client par excellence puisqu'il doit contribuer « à adapter la société à l'homme et l'homme à la société » [[139]](#footnote-139)*.*

Encore sous la signature de Simone Paré, la revue *Service social* de janvier à juin 1971 titrait son article liminaire de la façon suivante : *Un tournant de l'histoire du service social au Québec.*

En 1954, le ministre Paul Sauvé avait fait nommer un comité interministériel présidé par Edgar Guay. La Commission Boucher avait aussi vu à l'œuvre un autre professeur de l'École, Claude Morin, devenu plus tard ministre.

« L'évolution de la législation sociale au Québec fit sanctionner, en décembre 1971, la Loi sur les services de santé et les services sociaux (Loi 65). En vertu de cette loi « seront créés, disait le texte, des *centres locaux de services communautaires* où on assure à la communauté des services de prévention et d'action sanitaires et sociales » et des *centres de services sociaux,* « installations où on fournit des services d'action sociale ». Les journaux du 27 janvier 1972 annonçaient que la région administrative de Québec serait dotée de deux centres régionaux de services sociaux et de vingt-deux centres locaux. Or, depuis près de trente ans, dans la ville de Québec, depuis plus longtemps encore dans la métropole, et à diverses étapes de cette période, dans diverses localités et régions du Québec, existaient des organismes dits services sociaux dont quelques-uns, ayant débuté sous le vocable de services familiaux, sont devenus polyvalents et d'autres ont toujours été spécialisés, c'est-à-dire préoccupés soit de l'aide aux mères célibataires, soit de l'adoption, de l'éducation sociale de l'enfance et de l'adolescence, de la réadaptation des délinquants, de l'orientation de l'aspect social de la vie des jeunes en structures scolaires, voire de la socialisation par l'organisation des loisirs à l'intérieur de cadres tels que les Community Centers et l'University Settlement créés à Montréal.

Le texte de la Loi 65 et les nombreux mémoires présentés à l'occasion de son étude et de son adoption ont fait poser par plusieurs de multiples questions aux législateurs. Tous les Québécois sont impliqués à divers [228] titres dans cette législation. S'agit-il d'une étatisation des services de santé et des services sociaux et, s'il en est ainsi, que deviendront les institutions privées et les associations bénévoles ? La décentralisation visée ne donnera-t-elle pas lieu, par un regrettable paradoxe, à une centralisation gouvernementale plus poussée ? Pourquoi des changements si radicaux sont-ils survenus si globalement alors qu'ils auraient pu ou dû être précédés par des étapes soigneusement prévues et adaptées selon les réactions et les besoins ? La réforme envisagée prévoit la participation de la population à tout ce qui la concerne en matière d'organisation des services de santé et de bien-être. Mais il ne faut pas se leurrer : une telle participation ne s'obtient que par une pratique répétée de la part des participants eux-mêmes et par des efforts patients de la part des personnes chargées d'orienter cette participation. Ici, les travailleurs sociaux peuvent se dire que dans la collaboration obligée, et sans doute bienfaisante et fructueuse, que la plupart d'entre eux devront apporter à d'autres types de professionnels, ils sont, hors de tout doute, les mieux préparés à réaliser l'objectif de participation populaire que tous les Québécois espèrent et qui assurera, pour une grande part, le succès de la réorganisation entreprise. Les citoyens qui collaborent, en divers milieux et pour plusieurs fins, avec les travailleurs sociaux sont souvent aptes à fonctionner et à assumer des responsabilités dans des structures du genre de l'intergroupe, collectivité qui rassemble des délégués de toute la population considérée par groupes, strates ou par groupements et qui est l'une des bases de l'organisation et du développement communautaire et de l'animation sociale. Dans l'intergroupe, l'individu ne se préoccupe plus uniquement de lui-même, avec ses problèmes et ses besoins, et le travailleur social n'est plus principalement intéressé à faciliter son adaptation au groupe en tant qu'individu. L'objectif poursuivi dans cette collectivité n'est plus le bien-être de la personne ou du petit groupe, ni même celui de l'intergroupe en tant que tel, mais c'est le développement social sous toutes ses formes, au moyen de la recherche des besoins et de l'application des ressources qui peuvent remédier à ces besoins. Ce qui importe ici, c'est un aspect ou l'autre du développement social : mise en place ou amélioration d'une législation de bien-être, solution de problèmes de réaménagement urbain, de développement rural [[140]](#footnote-140), etc.

[229]

Avant ce tournant marqué, l'École avait déjà initié ses étudiants à des spécialités ou domaines d'action tels que le service social en milieu scolaire, les thérapies du couple et de la famille, le traitement des familles à problèmes multiples, en situation de pauvreté, l'intervention planifiée à court terme, les critères de sélection des familles d'accueil, etc.

En 1976 paraissait un numéro spécial de la revue de l'École traitant des centres de services sociaux au Québec dans l'optique de la réorganisation toute nouvelle apportée par l'application des conclusions de l'enquête de la Commission sur la santé et le bien-être social, dite Commission Castonguay-Nepveu dont le volume final fut publié en 1972.

La revue *Service social,* dès 1952, avait présenté un numéro entièrement consacré à la supervision et publia par la suite des numéros sur les processus de supervision et de consultation en service social et sur les innovations et pratiques établies en service social personnel et familial.

L'équipe chargée de ce numéro sur le travail social dans la famille exposait son propos dans les termes suivants [[141]](#footnote-141) :

La formation à la pratique du service social n'a pas été aussi bouleversée que la pratique elle-même depuis vingt ans, mais elle connaît des modifications profondes et, elle aussi, une évolution continue de son contenu et de ses modalités. La préoccupation des enseignants a toujours été de poursuivre une démarche synergétique, de formuler, de clarifier et d'intégrer des positions divergentes, de se mettre au fait des connaissances nouvelles et d'en réaliser la synthèse avec les connaissances antérieures. Toute cette activité a contribué à munir les praticiens du service social d'un répertoire de théories et de techniques de plus en plus riche et varié.

Hayda Denault, en 1958, présentait dans le cours de casework familial les innovations en thérapie familiale au fur et à mesure de leur apparition et savait en faire ressortir les nécessaires adaptations aux caractéristiques du milieu québécois. Elle fut encore du nombre des participants du premier programme de formation à la thérapie familiale donné au Québec en 1965.

Dans la décennie de 1970, Jeannine Lareau-Bélanger a apporté une impulsion importante à l'application de l'approche de résolution de problèmes ; sa clarté d'expression, son analyse critique, sa soif de dépassement ont inspiré ses collègues et ses étudiants dans la recherche de façons efficaces d'intervenir auprès des clientèles du service social.

D'autres professeurs, qui avaient reçu une formation à l'intervention à court terme et en situation de crise à l'Université de Chicago, au Smith Collège ou dans les écoles de service social de Boston et d'ailleurs, ont organisé des sessions de formation pour des praticiens provenant de tous les [230] coins du Québec. Les changements survenus dans les organismes, ainsi que les approches dites structurales, sont actuellement objets d'étude et de recherche et constituent des éléments importants de l'enseignement du service social individualisé et familial.

Parallèlement aux développements théoriques et méthodologiques qu'elle a intégrés et aux conclusions de l'analyse qu'elle fait continuellement de la situation sociale et économique de son environnement, l'École de service social de l'Université Laval subit des pressions très fortes de la part des organismes et des praticiens qui souhaitent la voir adapter son enseignement aux exigences de la pratique de 1982. D'autre part, les pressions exercées par la population et par les autorités gouvernementales sur les travailleurs sociaux pour qu'ils « règlent les problèmes sociaux » ou pour qu'ils soulagent les gens aux prises avec des difficultés dont ils ne détiennent pas la solution sont reportées par les travailleurs sociaux sur les formateurs. On demande à ceux-ci de procurer la formation qui permettra à toutes les personnes concernées de travailler d'une façon plus efficace et plus satisfaisante pour elles-mêmes et pour la population.

L'enseignement du service social individualisé est spécialement critiqué par les pouvoirs en place, par des travailleurs sociaux « brûlés » et par des analystes qui, constatant avec justesse que les problèmes actuels ne se situent pas au niveau des individus, en concluent que les services individualisés ne devraient plus être dispensés.

... En 1982, le service social personnel demeure une méthode d'analyse et d'action fondée sur un ensemble de théories psychologiques, sociologiques et autres. Il vise à provoquer une évolution dans les interventions entre individus et environnement en favorisant la modification de certaines conditions — personnelles et interpersonnelles, matérielles et sociales, — en stimulant et mobilisant les capacités des individus et des familles, en améliorant l'accès aux ressources chez les individus, leur entourage et le milieu plus étendu, en facilitant l'utilisation de ces ressources face aux besoins spéciaux ou aux difficultés d'adaptation et de croissance et, enfin, en défendant les droits sociaux des individus et des familles, de façon à permettre à tous d'atteindre un équilibre plus satisfaisant entre eux-mêmes et leur milieu.

Le service social personnel se relie aux autres méthodes d'intervention psychologique et sociale. Par les services procurés, il aide à réaliser le développement personnel et social. Il définit et concrétise une part du projet social qui incarne la planification et la relie au vécu des individus. Il permet l'épanouissement des possibilités d'accès au bien-être chez les personnes bénéficiaires des services créés par les politiques sociales.

Enfin, on pouvait se demander en 1981 si la supervision et la consultation telles qu'entendues dans la pratique d'alors devaient être considérées comme des procédés pédagogiques ou comme de véritables techniques [231] issues de l'expérience même du service social en tant que profession. La question semblait superflue, car pédagogie et application des principes et des techniques du service social sont étroitement imbriquées dans la pratique de la supervision et de la consultation.

À travers les procédés pédagogiques qui lui sont appliqués, le stagiaire rejoint son futur client. On l'habitue à lire une histoire de cas, à y déceler la difficulté fondamentale du client à partir de sa situation originelle, c'est-à-dire, selon la terminologie classique, à poser un diagnostic psychosocial. On lui apprend à remonter aux causes éloignées et prochaines des problèmes présentés, car la prévention ne peut exister que par l'étude de ce qui provoque les états problématiques. On enseigne aussi au stagiaire comment proposer et faire accepter à celui qui vient à lui le traitement qui semble présenter le plus de possibilités pour faire débloquer et évoluer sa condition inconfortable. Tout ce programme ne saurait se réaliser sans que l'étudiant apprenne à soutenir le client dans son apprivoisement à ce que le traitement présentera d'onéreux pour lui. Il faut donc aider cet homme, cette femme, cette famille, ce groupe à lire petit à petit et à interpréter correctement ce qui se passe en lui ou en elle et dans son environnement social. Il s'impose de soutenir celui qui cherche de l'aide, dans l'accomplissement des efforts souvent douloureux au prix desquels il pourra triompher de ses difficultés. En un mot, il est nécessaire de resocialiser le client par rapport à son entourage et d'étendre et approfondir cette socialisation jusqu'à ce qu'il ait appris que s'il a le droit de recevoir de l'aide dans ses difficultés, en vertu de la solidarité humaine, l'usage de l'aide est pour lui une occasion de pratiquer la justice. Il ne peut demeurer inerte et inactif, d'abord parce que cette attitude le maintiendrait dans son état pénible et, surtout, parce que son effort et sa collaboration efficace sont dus en justice aux membres de son entourage qui sont affectés par ses difficultés, au travailleur social qui l'assiste et à l'organisme de service social qui lui consacre une part de ses ressources humaines et financières. Cette éducation au sens de la justice représente peut-être la forme la plus profonde et la plus essentielle de la resocialisation du client.

Le superviseur, en même temps qu'il use de procédés pédagogiques avec le stagiaire, utilise avec lui des techniques qui relèvent proprement de la pratique du service social. Il voit à ce que les entrevues de supervision soient exemplaires pour le futur travailleur social, à ce qu'elles lui apprennent l'art du dialogue, de l'écoute, du support professionnel. Voilà pourquoi les techniques auxquelles le superviseur a recours : reflet, miroir, reformulation, simulation, confrontation, exercices divers, ne doivent jamais contribuer à [232] situer l'entrevue de supervision à un niveau superficiel et léger. Tout dans la supervision doit être vrai, motivé et orienté vers un objectif de formation. On peut d'abord passer en revue avec le stagiaire son histoire personnelle et sociale, explorer ce que lui ont apporté ses expériences, ses réussites et ses échecs, relever les causes des unes et des autres, les situer dans la personnalité ou dans le contexte social de l'étudiant, faire enfin le relevé de ses aptitudes à la pratique du service social en revivant avec lui la façon dont il les a utilisées dans des activités de bénévolat ou dans des périodes d'emploi rémunéré.

Le diagnostic précis des forces et des faiblesses du stagiaire lui évitera la stagnation dans une orientation erronée et viendra remédier peut-être — un peu tard, il faut l'avouer — aux techniques parfois rudimentaires d'acceptation auxquelles la surabondance des demandes d'admission a réduit de plus en plus les écoles de service social.

Le diagnostic pédagogique met le superviseur et le stagiaire à même de déterminer ensemble les points sur lesquels devront porter leur attention et leur effort conjoint pour assurer l'orientation bénéfique et l'évolution efficace de l'étudiant. Il s'agit là d'une forme de traitement pédagogique dont le futur travailleur social choisira le plus souvent possible le contenu et la matière et qui l'aidera à passer d'un état où il est encore, sans information et pratiquement sans habileté, à la situation d'un intervenant éclairé et apte à la pratique de sa future profession.

La consultation, d'autre part, se déroule entre un professionnel et l'un de ses collègues. Elle permet la confrontation de deux opinions professionnelles au sujet de la pratique courante ou de la vérification et de l'évolution de celui qui consulte. Si l'information ou l'efficacité de ce dernier semblent insatisfaisantes et stagnantes, il songera au recyclage ou du moins accentuera son effort d'étude continue et de mise à jour en assistant à des sessions de perfectionnement et en se maintenant au courant des progrès de sa profession par la lecture et la discussion entre collègues ou praticiens de professions parallèles. Supervision et consultation apportent donc aux membres futurs ou actuels d'une profession qui est éminemment pratique un complément indispensable à l'enseignement théorique qui ne constitue qu'un aspect, essentiel mais limité, de la formation en service social.

La question posée au début de ces pages sur la supervision trouvait enfin une réponse positive et mise à jour dans des articles sur le contrat d'apprentissage, le diagnostic pédagogique, l'évaluation, la formation pratique, la supervision et la consultation en intervention collective et en service social des groupes et enfin le développement de la conscience de soi comme technique de base en entrevue.

[233]

On trouvera plus loin une description de l'évolution du service social surtout « personnel et familial » dans les centres de services sociaux du Québec.

LE SERVICE SOCIAL DES GROUPES

La tradition veut que l'Université de Montréal ait connu un bref enseignement du service social des groupes par une anglophone au début des années quarante. Mais c'est l'École de service social de l'Université Laval qui prit l'initiative d'instaurer un enseignement théorique et pratique stable de cette spécialité dès l'année 1946. Après des études et des stages à l'Université de Toronto (1945), puis à l'Université de Pittsburgh (1947-1948) et enfin à l'Université Columbia (1955-1956), Simone Paré vint prendre part aux initiatives de Roger Marier qui avait ouvert le Centre social Saint-Vallier dès l'année 1947. Voici en substance ce qui pouvait s'écrire à ce sujet dans le tout premier numéro de la revue *Service social* (avril 1951) :

Le Centre social Saint-Vallier, au milieu des habitations construites par les employés des usines de munitions et d'autres constructions qui abritaient des familles à revenus modiques, organisa ce qui, alors, semblait l'apanage des familles bien nanties : une école maternelle. Vinrent en même temps une bibliothèque, des groupes d'activités sociales diverses pour enfants et adolescents, des classes de peinture et de cuir repoussé et des rencontres d'amitié, d'étude, de discussion, pour les parents. C'était, en bref, le programme et les services offerts par un véritable centre social fonctionnant d'après les principes et les techniques du service social des groupes et de l'organisation communautaire en service social.

Le rapport annuel du Centre pour 1949-1950 signale que 262 personnes fréquentèrent ces groupes cette année-là, dont 32 enfants d'âge préscolaire, 153 enfants de 6 à 14 ans, 54 adolescents et 23 adultes, tous sous la direction de Pierre Leclerc.

En 1952, le Centre transporta ses activités dans la paroisse Saint-Cœur-de-Marie de Québec. Des étudiants en service social des groupes à l'École de service social y assurèrent la poursuite du programme de formation personnelle et sociale à une clientèle augmentée. La réorganisation des services de santé et des services sociaux entreprise par le Québec devait venir modifier ces activités. Mais le service social des groupes n'en connut pas moins, dès son implantation, une floraison d'unités collectives de [234] toutes sortes, allant du traitement psycho-social jusqu'au développement guidé de la personnalité normale.

Il faudrait mentionner aussi, parmi les expériences de fonctionnement de groupes situées entre 1943 et 1960, le « partenariat » annuel des Camps Laquémac, organisés conjointement par le Service extérieur d'éducation sociale de la Faculté des sciences sociales de Laval et par le Collège MacDonald rattaché à l'Université McGill. Des travailleurs en service social des groupes y apportèrent une participation régulière pendant plusieurs années. Les trois syllabes du mot « Laquémac » voulaient représenter la collaboration de l'Université Laval et du Collège MacDonald au cœur du *Québec.* Dans cette structure, si éphémère fût-elle, on se préoccupait moins d'affrontement de cultures et de réalisations « en état d'opposition » que de recherche d'éléments communs susceptibles de faciliter le côtoiement que l'histoire avait, en quelque sorte, imposé aux deux entités culturelles mises en présence.

À noter également le rapprochement effectué à l'École de Laval entre les principes et techniques de la dynamique des groupes et le service social des groupes. Une présentation de cette étude a figuré dans l'un des trois numéros spéciaux publiés par la revue *Service social* en 1966,1980 et 1983. Ces numéros constituent en quelque sorte de véritables manuels sur le service social des groupes, et celui de janvier-juin 1980 est, en cette année 1987, en réimpression à cause de son utilité et de sa diffusion souhaitée.

Il faut ici mettre en lumière le nom de Christiane Dussault qui assura, pendant plusieurs années, dans le cadre de l'École, la supervision professionnelle d'étudiants stagiaires assignés à divers types de groupes dans la communauté québécoise.

L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE  
EN SERVICE SOCIAL

Roger Marier, premier professeur d'organisation communautaire à l'École, décrivit ainsi, en 1951, les origines et le développement initial de cette méthode [[142]](#footnote-142)*:*

On peut dire que la profession du service social est née en définitive de préoccupations d'organisation communautaire de la part de ses fondateurs. Le Charity Organization Movement, à ses débuts, en Angleterre, ne s'était pas du tout donné comme fonction d'établir des œuvres de redressement familial, mais bien de mettre de l'ordre dans le réseau [235] d'œuvres sociales existant alors, de coordonner les fonctions des agences existantes, d'améliorer leurs modes d'opération, de rendre plus efficaces leurs moyens de financement et, en définitive, de procurer à la communauté des fonctions sociales adéquates. Les services directs aux familles ne furent institués que comme moyen intégré à ce plan d'organisation. Il s'agissait d'établir une agence modèle et de démontrer aux autres agences existantes comment elles pouvaient améliorer leur travail. Les services directs aux familles et aux individus avaient donc un caractère temporaire et étaient destinés à disparaître, une fois la démonstration faite. Comme il arrive souvent, le temporaire revêtit bientôt un caractère de permanence [[143]](#footnote-143).

Transplantée aux États-Unis, la Charity Organization Society a rémunéré les services de personnes qui ont été les premières à réfléchir sur leurs méthodes de travail et à élaborer le service social personnel que nous connaissons. Ces premiers professionnels du service social n'ont pas renié leur responsabilité en organisation communautaire, puisqu'on les retrouve à l'origine de nombreux autres mouvements sociaux, mais le meilleur de leur effort a été dépensé à édifier la méthode du service social personnel. L'élaboration scientifique de la méthode de service social des groupes a été elle-même rendue possible par la professionnalisation de fonctions assumées auparavant par des bénévoles. De même il faudra attendre que les caisses de bienfaisance et les conseils d'œuvres sociales aient retenu les services de professionnels pour qu'il soit possible de formuler une méthode d'observation contrôlée de leurs fonctions.

Ce n'est qu'en 1947 qu'on commencera d'accorder sérieusement le statut de « méthode » à l'organisation communautaire. Kenneth Pray s'est alors appliqué à démontrer que le travailleur social du service social personnel, du service social des groupes ou de l'organisation communautaire a pour fonction de travailler sur des relations qu'il veut rendre plus faciles pour permettre au client, dans notre cas la communauté, d'atteindre un objectif de bien-être social [[144]](#footnote-144).

Avant que l'enseignement de l'organisation communautaire ne débutât à Laval, la fondation, le 10 février 1945, du Conseil des œuvres de Québec en avait été une préillustration.

Il avait pris naissance dans une préoccupation et dans une circonstance [[145]](#footnote-145). « La préoccupation était de mettre de l'ordre ; la circonstance fut la [236] fondation d'une école de Service social à l'Université et le Conseil des œuvres eut pour but spécifique de coordonner et de diriger les services indispensables au soulagement de la misère sociale ».

Plusieurs professeurs ont succédé à Roger Marier qui fut l'initiateur de l'enseignement de l'organisation communautaire à l'École. On peut citer parmi eux Pierre Laplante, qui œuvre toujours à Montréal d'où il était venu, Claude Morin, connu pour le rôle important qu'il a joué au gouvernement du Québec, Martin Poulin, qui a assumé deux mandats comme vice-doyen exécutif à la Faculté des sciences sociales de Laval, André Beaudoin, qui fut doyen de cette Faculté, et enfin Gérald Doré et Denis Fortin, responsables des « Cahiers du groupe d'organisation communautaire » à l'École. À ceux-là se sont joints successivement Yves Hurtubise, Jocelyne Barnabé, Denis Plamondon, Vicente de Paula Faleiros et André Jacob.

Gérald Doré et Denis Fortin ont publié en 1985 un numéro spécial de *Service social* sur l'organisation communautaire. Dans ce numéro, Gérald Doré définit l'organisation communautaire comme *pratique sociale.* Il souligne son existence antérieure à sa spécialisation professionnelle et sa pratique sous de multiples titres d'emploi, par exemple dans le cas « des permanents ou permanentes de grandes organisations syndicales ».

Comme *méthode d'intervention en service social,* « associée à un contenu de gestion », l'organisation communautaire a eu tendance à prendre ses distances avec la profession du service social, sauf à travers les programmes de formation des écoles et départements de service social et de travail social.

Enfin, l'organisation communautaire représente un « modèle normatif d'intervention ». Mais le besoin existe « d'un outil conceptuel qui permette de penser la totalité des orientations normatives possibles » de l'organisation communautaire. Et Gérald Doré propose de façon détaillée un paradigme où il explicite sa pensée [[146]](#footnote-146).

Il rappelle d'abord le contenu qu'il a élaboré au fil de ses onze années d'enseignement de l'organisation communautaire à l'École de service social de l'Université Laval, avec la collaboration de plusieurs collègues dont certains sont encore dans l'enseignement, à Laval ou ailleurs, et dont d'autres sont retournés dans la pratique. Puis il considère l'organisation communautaire comme *pratique sociale, comme méthode d'intervention en service social, et ensuite comme modèle normatif d'intervention.*

[237]

En proposant un paradigme qui est « outil de connaissance de l'ensemble du champ de l'organisation communautaire en tant que pratique sociale », il estime que la totalité des pratiques d'organisation communautaire

peut être pensée sous quatre grandes catégories d'orientation normative, selon la direction que l'on y donne à l'action :

1. *l'intégration :* rend compte des pratiques visant le renforcement de l'intégration des collectivités autour de leaders et de projets reliés aux structures de pouvoir en place ;

2. *la pression :* rend compte des pratiques visant la création d'un nouveau rapport de force en faveur des intérêts immédiats de la collectivité exploitée ou dominée à laquelle les intéressés appartiennent ;

3. *l'appropriation :* rend compte des pratiques visant le développement d'entreprises ou de projets économiques contrôlés par ceux et celles qui y travaillent ou qui en consomment les produits ou les services ;

4. *la politisation :* rend compte des pratiques tentant de relier des actions collectives actuelles à des perspectives de transformation des structures politiques.

\*  
\* \*

Après cette brève présentation des « trois méthodes de base » du service social enseignées à Laval, il importe de rappeler les événements clés qui ont joué sur ces méthodes et surtout sur leur utilisation au Québec. Marcelle Laforest et Belhassen Redjeb ont décrit cette évolution (rapportée ici de façon partielle) d'après *le Service social dans les centres de services sociaux au Québec : une double réalité* [[147]](#footnote-147) :

L'arrivée des années cinquante marque l'apparition des indices d'une évolution qui se manifeste dans les idées et les faits : émergence des sciences sociales qui substituent les critères de la science à ceux de la foi, critique de plus en plus sévère du monopole clérical, laïcisation du personnel des services sociaux, diminution du pouvoir local au profit du pouvoir étatique lors de la mise en vigueur de l'assistance-chômage, mise sur pied d'un comité d'étude pour solutionner les problèmes dus à l'augmentation accélérée des dépenses d'assistance financière provoquées par l'application de la loi d'assistance publique. Ce comité (Commission Boucher) qui avait pour mandat principal d'étudier les modes de collaboration des œuvres privées avec les services publics de bien-être, aboutira en fait à des considérations beaucoup plus larges et proposera la reconnaissance de la responsabilité directe de l'État dans la planification et l'administration des services sociaux.

[238]

Les conclusions du rapport du Comité Boucher qui arrivent au début des années soixante, coïncident avec la période qui marque l'avènement d'une nouvelle conception de l'État, laquelle conception exige un sérieux réaménagement au sein du domaine socio-sanitaire. Ce réaménagement est caractérisé entre autres par la consécration de la sécularisation des pratiques socio-sanitaires et la prise en charge des organismes de santé et de bien-être par des professionnels laïques. Tout au long de la décennie, l'État procède à une série d'études et de législations qui traduisent d'une part sa volonté d'organiser les initiatives privées et d'autre part de contrôler la gestion du champ socio-sanitaire. Ce type d'intervention permet à une nouvelle intelligentsia de pénétrer le champ socio-sanitaire et d'en prendre progressivement le contrôle.

Le rôle supplétif et complémentaire de l'État a pris fin. On assiste désormais à la volonté des dirigeants de tout mettre en œuvre pour réaménager les organismes de distribution de services. Mentionnons à ce titre dans le seul domaine du bien-être :

- l'élargissement du mandat du ministère du Bien-être social devenu en 1961 le ministère de la Famille et du Bien-être,

- le contrôle financier des organismes sociaux jadis relativement autonomes par rapport à l'État,

- la volonté affirmée de l'État de participer à la définition des objectifs des organismes.

Ce type d'intervention de l'État qu'on peut qualifier de « participatif » même s'il ne modifie en rien les orientations des pratiques professionnelles puisqu'il les cautionne, prépare la voie à une autre forme d'intervention qui loge dans les écrits de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social mise sur pied à la fin des années soixante [[148]](#footnote-148). Cette conception trouve son spécifique dans une préoccupation de prise en charge quasi totale des secteurs socio-sanitaires autant dans leur contenu que dans leurs formes d'action :

Le ministre a pour fonction d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques relatives aux affaires sociales pour le Québec dans les domaines de la santé, des services sociaux ainsi que de l'aide, des allocations et des assurances sociales, de façon à assurer une qualité et un niveau de vie convenables à chaque individu et à chaque famille. Le ministre doit voir à la mise en ouvre de ces politiques, en surveiller l'application et en coordonner l'exécution [[149]](#footnote-149).

[239]

Cette citation tirée du rapport de la Commission d'enquête témoigne de l'esprit qui allait présider à la réforme des services socio-sanitaires implantée au début des années soixante-dix.

LA GESTION DES SERVICES DE SANTÉ   
ET DE BIEN-ÊTRE AU QUÉBEC

Un numéro qu'on peut dire « ancien » de la revue *Service social* (janvier-décembre 1968) constitue, semble-t-il, le premier document public présenté par l'École sur le sujet ci-dessus. Le liminaire affirme que

l'accroissement et l'extension des services sociaux publics et privés au Québec ont souligné la nécessité de fournir à ces services plus d'administrateurs qui soient spécifiquement adaptés à leurs responsabilités. L'expérience du service social est fort utile à l'administrateur mais elle doit se compléter par une préparation théorique et pratique bien conçue. Multiples et difficiles sont les fonctions dévolues aux chefs de services. Plusieurs administrateurs américains ont adopté le sigle POSDCORB pour se rappeler l'étendue et la variété de leurs devoirs : planification, organisation, sélection du personnel, décisions, coordination, réalisation et enfin, pour employer un néologisme qui signifie inscrire au budget, budgétisation. C'est à ces diverses activités que les centres universitaires sont tenus de former ceux qui entrent ou reviennent dans leurs murs, après un temps de travail en qualité de praticiens.

En 1982, Simone Paré se demande si le gestionnaire des services sociaux doit être aussi travailleur social. Question devenue naïve, voire inconnue ou ignorée. Devant la pléthore de « professions » dont se « garnit » le domaine du service social, qui s'interroge maintenant sur la « nature » de la gestion des services sociaux ?

Elle a pour but de procurer aux bénéficiaires non des marchandises, mais des activités psychosociales *d'amélioration, d'adaptation* et de *maintien* des *relations humaines.* Il ne s'agit donc pas d'une question économique ayant pour fin la rentabilité mais de la gestion d'une pratique sociale qui vise à dispenser des services humains à un coût correspondant aux disponibilités que le domaine public désire y consacrer. Le gestionnaire des services sociaux administre en vertu de lois et de règlements votés par l'État et toute décision légale dans ces structures doit être adoptée par un conseil d'administration où figurent des usagers. On voit tout de suite que cette particularité n'est pas le propre, par exemple, des entreprises de distribution de biens matériels qui ne font jamais appel à leur clientèle dans leurs activités de gestion. Le gestionnaire des services sociaux est lié par les [240] lois qui ont créé ces services et qui en orientent le fonctionnement et il a l'obligation de rendre compte à la population de sa façon d'administrer lesdites lois.

Cette déclaration de principes rappelle au lecteur que les services sociaux fonctionnement actuellement au Québec selon un type « public » de gestion. Il n'en a pas toujours été ainsi. Avant l'adoption, en 1920, de la *Loi de l'assistance publique,* nombre d'institutions et d'établissements de santé et de bien-être avaient été mis sur pied par des communautés religieuses ou par des groupes confessionnels de laïques. Encore en 1943, au moment où s'ouvrait l'École de service social de l'Université Laval, la clientèle de l'Hôtel-Dieu de Québec n'avait pas à recourir aux prestations du service municipal de l'assistance publique. L'Hôtel-Dieu venait lui-même en aide à « ses pauvres » et se réservait le privilège « d'administrer » et souvent d'annuler leurs dettes envers l'hôpital. Celui-ci appliquait donc un mode de gestion « simple et privée » dans une structure de même sorte. Les premières travailleuses sociales parlaient — en utilisant un calque de l'anglais — « d'agences privées » (*private agencies*), les deux termes ayant aujourd'hui acquis un sens tout à fait québécois.

Ce n'est toutefois pas sans résistance ni sans regret que les hôpitaux et autres organismes ont peu à peu cédé à l'État leurs traditionnelles prérogatives d'assistance aux malades et aux déshérités. Mais, eux-mêmes appauvris dans leurs biens et dans leurs effectifs, communautés et services de bienfaisance ont dû passer la main au gouvernement et laisser attribuer à leurs membres un statut d'employés des pouvoirs publics.

Le gestionnaire actuel des organismes et des services de santé et de bien-être au Québec n'en désire pas moins voir maintenir les orientations qui ont soutenu l'action de ses prédécesseurs. Ceux qui souhaitent la présence de travailleurs sociaux à l'échelon administratif des activités des services sociaux font valoir le fait que le travailleur social gestionnaire peut remplir les fonctions suivantes : *(a)* analyser de l'intérieur la nature et l'évolution de la profession du service social dans son exercice même ; *(b)* en vertu d'une expérience personnelle vécue, réserver les tâches de service social aux praticiens les plus aptes à les exécuter ; (c) orienter la distribution des services selon les variations des ressources théoriques et pratiques de la profession ; *(d)* évaluer les besoins des clients et la qualité des services à la lumière des normes psychologiques et sociales et de l'éthique du service social.

Quelle que soit leur formation, les gestionnaires des services sociaux satisferont et l'État qu'ils représentent et les dispensateurs de services directs qui sont à leur emploi, et la clientèle, s'ils voient à assurer dans les [241] structures et les activités qu'ils administrent le respect des contrats qu'ils ont paraphés avec ces trois instances. En cela ils ne seront pas uniquement inspirés par un esprit légaliste mais ils agiront surtout au nom de la solidarité humaine et de la dignité des relations interpersonnelles qu'ils ont mission de protéger et d'aider à s'épanouir. Chaque fois que les gestionnaires des services sociaux manifesteront cette attitude, leurs employés et leurs commettants auront peut-être l'impression d'être engagés dans des cadres plus efficaces et plus humains.

LA RECHERCHE  
À L'ÉCOLE DE SERVICE SOCIAL DE LAVAL

Au cours de leur première année d'études, les diplômés de l'École de service social, conjointement avec les étudiants de première année de la Faculté des sciences sociales, ont réalisé les principaux projets de recherche suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| 1944 : | Étude sur le logement à Québec ; |
| 1945 : | Enquête sur le coût de la vie dans le milieu québécois ; |
| 1947 : | Survey de la ville de Québec-ouest ; |
| 1948 : | Survey de la paroisse Notre-Dame-de-Pitié de Québec ; |
| 1949 : | Survey de la paroisse Notre-Dame-des-Victoires de Québec ; |
| 1950 : | Survey de la paroisse Saint-Sauveur de Québec ; |
| 1951 : | Étude sur l'utilisation des allocations familiales ; |
| 1953 : | Étude sur le Québec *intra-muros.* |

Des études personnelles s'ajoutèrent à cette liste, par exemple, celle des *conditions économiques et sociales des familles de Gaspé-Nord* (1947)par Thérèse Légaré et, entre autres, l'étude du milieu social de Québec-ouest réalisée en 1966 par les étudiants en service social de première année dans le cadre du laboratoire de recherche dirigé par Suzanne B.-Grenier avec, comme assistant de recherche, Jean-Charles Guindon.

Les annuaires anciens de l'École de service social fournissent ces renseignements. Le Centre de recherche sociale de la Faculté des sciences sociales fut établi en 1943 sous l'administration d'un directeur et d'un secrétaire qui relevaient d'un conseil. On a vu que les étudiants en service social ont participé aux travaux de recherche réalisés. En 1954, Luce Jean représentait l'École au Centre de recherche. Lise Mathieu, travailleuse sociale, s'exprimant sur l'ensemble de la profession du service social, rapportait que

l'organisation de la recherche en service social semblait plutôt rudimentaire un peu partout. On s'accordait à dire que les travailleurs sociaux avaient une [242] résistance à l'égard de la recherche. Il y avait d'abord une difficulté psychologique. On observait que l'état d'esprit des praticiens qui jugeaient des situations individuelles venait à s'éloigner de l'esprit scientifique qui analyse une réalité selon une méthode rigoureuse pour aboutir à une conclusion portant sur un tout sans considération des éléments individuels. Pourtant ces deux attitudes loin de s'opposer sont de nature à se compléter ; elles devaient être possédées par les praticiens et les chercheurs. On était d'opinion que les travailleurs sociaux résistaient à la recherche pour une raison économique, celle-ci étant reconnue comme exigeant beaucoup de temps et d'argent. Aussi les travailleurs sociaux croyaient-ils qu'il aurait été maladroit de montrer au public les déficiences des services rendus, étant donné que les agences sociales étaient subventionnées par les fonds publics [[150]](#footnote-150)... !

Les objections notées en 1954 n'empêchaient pas la production de recherches poursuivies comme complément de formation professionnelle, produites en vue de l'obtention de diplômes supérieurs et en vue du perfectionnement de l'enseignement. Par exemple, en 1960 et 1961 paraissaient dans la revue *Service social* des résumés d'études sur la population des divers groupements de la ville de Beauport. Ces études présentaient un tableau typique de la vie du petit groupe extra-familial dans cette population de banlieue. Elles étaient le produit de la vérification des hypothèses suivantes [[151]](#footnote-151) :

1 — En général, chez les Canadiens français, on trouve une absence d'engagement profond dans l'adhésion aux groupements. 2 — Cette absence d'engagement varie dans la mesure où les associations volontaires sont reliées par leurs buts, leurs méthodes et leurs programmes, aux besoins actuels, tant personnels que sociaux, de leurs membres et de la communauté où elles fonctionnent. 3 — Cette absence d'engagement est reliée à la plus ou moins grande prépondérance d'autres types de groupements tels ceux d'amitié, de parenté ou de voisinage. 4 — Les types d'associations volontaires doivent varier en fonction des besoins individuels et sociaux et l'on doit apporter des changements aux buts, méthodes et programmes de certaines associations afin qu'elles procurent une plus grande satisfaction aux besoins de leurs membres, leur permettent une meilleure participation à la conduite de leurs propres affaires et y intègrent davantage les groupements naturels de parenté, d'amitié et de voisinage.

Il est très probable que les faits découverts au cours de cette étude exprimeront plusieurs des caractéristiques psychologiques et sociologiques des Canadiens français et inciteront à réfléchir sérieusement sur l'opportunité [243] et l'utilité pour eux de s'organiser en groupes ou associations dans une aussi large mesure que leurs concitoyens anglais ou leurs voisins américains. Les travailleurs sociaux pourront peut-être tirer parti des conclusions de ce travail pour orienter leurs méthodes d'action auprès des associations et groupes de nos milieux.

Une seconde observation fut réalisée à Beauport en 1967 et produite en 1970. Les chercheurs notaient une multiplication des groupes secondaires et une diminution du nombre des groupes primaires fréquentés. On remarquait, d'autre part, dans les groupes secondaires, une participation plus intense et plus active que celle qu'avait révélée l'étude de 1960, ce qui démontrait une évolution dans la formation de groupes de création récente appuyés sur les méthodes nouvelles restées inemployées jusque-là. Les chercheurs en concluaient : « Les nouvelles orientations de participation aux groupes, déjà notées en 1957, se sont accentuées à un point tel qu'il est difficile de croire à l'existence future des associations qui conservent trop d'éléments caractéristiques de la société traditionnelle [[152]](#footnote-152). »

Au cours des ans, on a présenté aux étudiants de l'École plusieurs cours portant sur les techniques du travail intellectuel scientifique, les méthodes non statistiques et statistiques, le tout étayé de séminaires de thèses. Vers 1965-1966, un laboratoire de recherche spécifique au service social fut organisé, soutenu par l'octroi de bourses venues de diverses sources. À partir de 1971, quand l'École offrit deux cycles d'études conduisant au baccalauréat ou à la maîtrise, les cours de recherche prirent une nouvelle ampleur et signification.

La Commission de la recherche de l'Université Laval, en vertu de décisions entérinées par le Conseil, soulignait « la nécessité du service à la société par l'affectation des ressources de l'Université à des travaux que celle-ci juge nécessaires au bien de la société ». L'École de service social n'avait jamais pensé autrement. Le Comité de la recherche scientifique du Québec avait déjà jugé prioritaires trois types d'objectifs : « prévention et promotion, aide, traitement et réadaptation, activité scientifique [[153]](#footnote-153) ». C'est dans cet esprit que fut fondé le laboratoire de recherche en service social de l'Université Laval.

[244]

Le laboratoire de recherche :  
son organisation et ses activités

À partir de 1975, le laboratoire fut administré par un comité composé du directeur et de trois professeurs. Ce comité avait essentiellement pour tâche de voir à la bonne marche d'ensemble du laboratoire, de renseigner les professeurs sur les sources de subventions, d'administrer le budget spécial de recherche et de définir, prévoir et proposer les orientations et les stratégies concernant le développement de la recherche à l'intérieur de l'École.

Avec le concours de la bibliothèque, le laboratoire a mis sur pied un centre d'information qui a comme objectif de recueillir et de conserver le matériel qui peut être le plus immédiatement utile aux chercheurs et aux étudiants de deuxième cycle dans l'accomplissement de leurs travaux de recherche : thèses et essais, rapports de recherche inédits. La secrétaire du laboratoire, madame Marcelle Martel, en a la responsabilité et guide les usagers qui le fréquentent. Depuis 1981, un programme s'intitulant les « Cahiers du Laboratoire » favorise la diffusion de rapports de recherche et de différents documents produits par les professeurs.

Les activités de recherche

Le laboratoire offre diverses activités pour promouvoir et supporter la recherche à l'École. En plus de donner de la consultation aux professeurs lors de l'élaboration des projets de recherche, le laboratoire agit comme liaison entre les projets du milieu de pratique et les professeurs de l'École, afin de faciliter la collaboration. Le laboratoire offre aux professeurs et aux étudiants des midi-recherche où divers chercheurs, de l'École et de l'extérieur, partagent leurs expériences et où les participants échangent en vue d'augmenter leurs capacités de recherche.

Les directeurs du laboratoire ont été successivement André Beaudoin, Jacques Vachon, Marie Simard, Alice Home, René Auclair et Nicolas Zay.

Jacques Vachon, alors directeur du laboratoire de recherche, présentait en 1981 un projet qui se donnait pour buts de favoriser la diffusion des travaux des professeurs de l'École, d'encourager l'échange d'idées et d'information à l'intérieur comme à l'extérieur de l'École et de faire connaître les travaux de recherche et d'analyse en voie de production à l'École. D'autre part, le laboratoire de recherche en gérontologie se nourrit depuis ses débuts par une participation facultaire, incluant évidemment l'École.

[245]

En 1979, avait paru un numéro de *Service social* entièrement composé de résumés de travaux de recherche : « Recherche ou pratique ? » ; « Solitude, ennui, entrée en logements autonomes réservés aux personnes âgées » ; « Organisation communautaire : pratique salariée d'animation des collectivités au Québec » ; « Les diplômés en service social de l'Université Laval en 1978 et l'emploi » ; « Recherche-consultation à propos du programme de baccalauréat en service social ».

Sans doute, maints travaux isolés avaient aussi été signalés au long des années mais ce dernier texte conduisait, par l'analyse du programme de baccalauréat, à la planification du programme de doctorat qui devait devenir réalité un peu plus tard. À preuve, la publication de la décision du Conseil de l'Université Laval parue dans les journaux du 12 octobre 1985.

Enfin, René Auclair, en collaboration avec Louise Tremblay, a publié en 1984 la traduction de trois livres sur la recherche en service social : *Recueil de textes inédits sur l'utilisation de la recherche en service social ; Enseignement de la recherche en service social ; Utilisation de la recherche dans l'enseignement en service social.* Ces ouvrages sont en vente aux Presses de l'Université Laval.

LE PROGRAMME DE DOCTORAT

Le Conseil de l'Université Laval a donné au début d'octobre 1985 le feu vert au démarrage d'un programme de doctorat en service social, seul programme de ce type offert en français, non seulement dans la francophonie mais dans le monde entier. L'obtention de ce doctorat en service social donnera droit au diplôme de « philosophiae doctor » (Ph.D.). Les études s'échelonneront sur une période variant entre trois et sept ans et exigeront l'obtention de 98 crédits.

Le programme entend toucher les problèmes posés à la société contemporaine par les changements sociaux, ainsi que par leurs répercussions sur les personnes : inégalités sociales, chômage et pauvreté, vieillissement difficile, difficultés propres à la famille et à l'enfance, condition de la femme, minorités et discrimination, etc.

On se propose, en premier lieu, de former des chercheurs dans ces domaines, notamment en ce qui a trait au développement de nouvelles pratiques sociales. On veut aussi produire des spécialistes capables d'évaluer l'efficacité des pratiques sociales existantes, de même que d'en élaborer de nouvelles. En second lieu, le programme entend préparer la relève qui aura [246] à former les travailleurs sociaux de demain dans les universités. Il entrera en vigueur en septembre 1987 et sept candidats y sont déjà inscrits.

Comme autre sceau accordé à ses progrès professionnels et scientifiques, l'École de service social de Laval a d'abord été affiliée au *Council on Social Work Education* de New York. Cet organisme a servi pendant longtemps d'agent de liaison entre les principales écoles de service social du Canada et des États-Unis en garantissant l'uniformité de valeur des diplômes accordés par les établissements d'enseignement qui satisfaisaient à ses exigences pour leur reconnaissance officielle.

En 1967, l'École a participé à la formation de l'Association canadienne des écoles de service social, affiliée à l'Association des universités et collèges du Canada. En 1971, l'ACESS a créé un bureau chargé d'étudier les programmes d'études des écoles de service social et l'École de Laval a soumis à ce dernier sa demande de reconnaissance officielle qui a été acceptée en juin 1973 et renouvelée en 1979.

CONCLUSION

Pour terminer ce texte, il semble utile d'énumérer quelques-uns des centres d'intérêt qui réclament actuellement, de façon urgente, la réflexion et l'action de l'École de service social de l'Université Laval et des autres institutions et constituantes de ce type au Québec :

1. La lutte contre ce qui détruit l’*activité intellectuelle* chez l'humain. Par exemple, l'alcoolisme, les autres toxicomanies et le laxisme intellectuel.

2. La réduction de la criminalité, de la délinquance et de toutes les actions qui font du Québec une *société divisée.*

3. La suppression de ce qui amène notre groupe ethnique à devenir petit à petit une *entité en voie de disparition.* Il faut citer ici l’*américanisme,* mangeur de cultures, et la recherche du superflu et du matériel au détriment de l'essentiel et des réalisations constructives, caractéristiques de notre personnalité collective tout comme de notre activité intellectuelle et spirituelle particulière.

4. La *mise au rancart* et l’*isolement* des personnes en voie de vieillissement et des anciens, procédé qui prive les autres générations du fruit de leur sagesse, de même que du contact et de l'effet de leur expérience.

5. Le *déclin actuel du chiffre* de notre population, en regard des *éclosions-miracle* des débuts et des diverses étapes de développement du peuple québécois.

[247]

6. Le *rôle* de plus en plus *primordial du travailleur social* au Québec semble par-dessus tout celui d'être un *maître à penser* et un *guide de l'action constructive,* tout autant qu'un *guérisseur de blessures psychologiques et sociales.*

Simone Paré.

[248]

**Les directeurs de l'École de service social**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| oct. 1944 | - sept. 1957 | R.-P. Gonzalve Poulin, O.F.M. (décédé 30-09-75) |
| sept. 1957 | - août 1958 | Jean-Marie Martin (décédé 16-11-76) |
| sept. 1958 | - août 1960 | Guy Rocher |
| sept. 1960 | -1967 | Simone Paré |
| 1967 | - mai 1973 | Nicolas Zay |
| mai 1973 | - mai 1976 | André Beaudoin |
| mai 1976 | - mai 1980 | Jacques Laforest |
| mai 1980 | - août 1981 | Marcelle Laforest |
| août 1981 | - mars 1982 | Denis Fortin |
| mars 1982 | - avril 1985 | Marcelle Laforest |
| mai 1985 | - juin 1988 | Élaine Carey-Bélanger |
| juillet 1988 | - | Jacques Vachon |

**Les anciens professeurs à l'École de service social**

Fondé en septembre 1943, le département de service social reçut, le 20 octobre 1944, le statut d'École supérieure rattachée à la Faculté des sciences sociales. Les professeurs qui y enseignaient appartenaient pour la plupart aux autres départements de la Faculté :

|  |  |
| --- | --- |
| Poulin, Gonzalve, O.F.M.  Marier, Roger  Denault, Hayda  Morisset, Thérèse  Paré, Simone  Guay, Edgar  Lortie, Gérard  Laplante, Pierre  de Passillé, François  Guay, Georgette  Morin, Claude  Rocher, Guy  Bélanger, Gilles-Marie, O.P.  Trottier, Michel  Poirier, Gérard | Boisvert, René  Dussault, Christiane  Turgeon-Krawczuk, Françoise  Blais-Grenier, Suzanne  Lareau-Bélanger, Jeannine (décédée 07-07-76)  Guindon, Jean-Charles  Laplante, Jacques  Gingras, Pauline  Boivin, Claudette  Jacob, André  Anctil-Fortier, Janine  Turcot, Gisèle  Home. Alice  Faleiros, Vincente |

[249]

**Les professeurs actuels**

*(avec indication de l'année de leur entrée en fonction)*

|  |  |
| --- | --- |
| Béliveau - Saint-Arnaud, Georgette | (1965) |
| Zay, Nicolas | (1966) |
| Auclair, René | (1968) |
| Poulin, Martin | (1968) |
| Bédard, Céline | (1971) |
| Doucet, Laval | (1971) |
| Côté, Christian | (1972) |
| Beaudoin, André | (1972) |
| Doré, Gérald | (1972) |
| Laforest, Jacques | (1973) |
| Carey-Bélanger, Élaine | (1973) |
| Martin-Beausoleil, Geneviève | (1973) |
| Fortin, Denis | (1974) |
| Simard, Marie | (1974) |
| Lindsay, Jocelyn | (1975) |
| Hurtubise, Yves | (1976) |
| Trottier, Germain | (1976) |
| Bilodeau, Guy | (1977) |
| Darveau-Fournier, Lise | (1977) |
| Laforest, Marcelle | (1977) |
| Ouellet, Francine | (1977) |
| Vachon, Jacques | (1978) |
| Tessier, Lise | (1987) |

[250]

[251]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 8

“Le Département  
de science politique.”

Par Vincent LEMIEUX

[Retour à la table des matières](#tdm)

LE DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE est créé en 1954. Trois professeurs du département de sociologie, Maurice Tremblay, Gérard Bergeron et Léon Dion sont rattachés au nouveau Département. Le premier est nommé directeur. Le nom officiel du Département, au moment de sa création, est Département des sciences politiques et administratives. Il en sera ainsi jusqu'en 1961 alors que le nom sera changé pour celui de Département de science politique.

Les raisons de la création du Département demeurent en partie obscures. Certains notent que les trois professeurs, et en particulier Gérard Bergeron, souhaitaient un détachement du Département de sociologie afin de s'identifier davantage à ce qu'on nommait à cette époque les « sciences politiques ». D'autres prétendent que c'est le père Lévesque, alors doyen de la Faculté, qui, conseillé par Maurice Lamontagne, aurait donné le coup de pouce décisif.

Dans *Gérard Bergeron :* [*de l'autre côté de l'action*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030155118)(propos recueillis par Jean Blouin, Montréal, Nouvelle Optique 1982 : pp. 46-47), l'auteur, sujet et objet du livre, répondait ainsi à la question, « Pourquoi la science politique ne se trouve-t-elle pas parmi (les) départements originels (de Faculté) ? » :

Pour un ensemble de facteurs. D'abord, un facteur global qui renvoie à ce que je viens de dire : la génération du Père Lévesque s'éveille à la « chose sociale » dans le sillage delà crise économique ; elle est attirée par les vocations sociales principalement : syndicalisme, coopération, éducation populaire, service social.

[252]

Ce caractère prédominant du social intégrait l'économique et était à toutes les faces : patronale, syndicale, industrielle, urbaine, familiale, d'assistance sociale, d'organisation coopérative. La société devenait quelque chose sur lequel on peut agir. D'autre part, nous sommes en plein duplessisme. Le mot même de « politique » connotait quelque chose de suspect, voire de dépravé. On n'en parlait jamais que de façon négative. « La politique » disait-on du bout des lèvres... Il aurait été même suspect de songer publiquement à fonder un département consacré à cette « chose ». Quand on fondera cet enseignement en 1954, il faudra employer le pluriel — le « département des sciences politiques... » — pour désamorcer la dynamite du mot, selon le modèle de la traditionnelle École des Sciences politiques de Paris, et ajouter — « et administratives » — comme précaution supplémentaire ! Le Département des sciences politiques et administratives naîtra donc onze ans après les départements d'origine.

Nous aurions quand même pu naître plus tôt. Le Père Lévesque y portait un intérêt particulier, avec son sens politique très aiguisé. Le manque de ressources internes autant que les rapports avec le pouvoir politique expliquent ce retard. Le Père Lévesque m'avait invité comme observateur — une marque du sérieux de son pari sur un jeune — à une réunion préliminaire, tenue en 1946 ou 1947, groupant ceux qui seraient éventuellement intéressés à la mise sur pied d'un tel département. J'étais alors étudiant en troisième année.

Les débuts sont modestes et le demeurent jusqu'à la fin des années soixante. Une première augmentation notable du nombre d'étudiants se produit à ce moment, suivie d'une autre, plus considérable, au milieu des années soixante-dix. Tenant compte de cela, on peut diviser l'histoire du Département en trois périodes, dont le découpage est plus ou moins arbitraire : 1954-1967, 1967-1975, 1975-1988.

I. LA PÉRIODE 1954-1967

Durant cette première période le nombre d'étudiants au Département est peu élevé. Six nouveaux professeurs viennent s'ajouter aux trois professeurs fondateurs, et deux autres sont transférés au Département, en provenance d'autres unités. Des modifications importantes sont apportées aux programmes d'enseignement. Des activités de recherche démarrent et quelques publications remarquées voient le jour. De plus le Département s'engage dans des services à la collectivité. Ce sont des années exaltantes pour les professeurs et les étudiants. Ils ont le sentiment de participer à la création d'une entité nouvelle qui peu à peu réussit à faire sa place à la Faculté, mais aussi dans la société québécoise et dans la société canadienne.

[253]

Les professeurs, leurs recherches,  
leurs publications

Il n'y a que deux directeurs durant cette première période, soit : Maurice Tremblay, de 1954 à 1960 et Léon Dion, de 1960 à 1967. Gérard Bergeron agit comme secrétaire du Département jusqu'en 1960, Vincent Lemieux lui succède de 1960 à 1966, année où André-J. Bélanger est nommé à ce poste.

Maurice Tremblay, un ancien de la Faculté, avait fait ses études doctorales à l'Université Harvard et avait comme champ de spécialisation la philosophie sociale et politique. Léon Dion, un ancien de la Faculté lui aussi, avait fait des études doctorales en Grande-Bretagne et en Allemagne principalement. Son champ de spécialisation était celui des idéologies politiques. En 1954, l'année de la création du Département, il soutenait sa thèse de doctorat à l'Université Laval. L'autre membre du trio fondateur, Gérard Bergeron, avait étudié à Paris et à Genève, en relations internationales principalement. Mais dès son retour à Laval il s'intéresse aussi à la théorie politique, qui fait l'objet de sa thèse de doctorat, soutenue à Paris, en 1964.

Six nouveaux professeurs s'ajoutent aux trois fondateurs, de 1960 à 1966. Ce sont successivement : Vincent Lemieux (comportements politiques) en 1960 ; Gérard M. Friters (relations internationales) en 1961 ; André Gélinas (administration publique) en 1962 ; André-J. Bélanger (idées politiques) en 1965 ; Paul Painchaud (relations internationales) en 1966 ; Lionel Ouellet (administration publique) en 1966.

Deux chargés de cours, Jean-Charles Bonenfant (institutions politiques canadiennes) et Roch Bolduc (administration publique) sont très actifs durant cette période. Pendant quelques années ils participent même aux réunions du Département, avec les professeurs réguliers. André Desgagné, Clément Ménard et André Patry ont eux aussi la charge de plusieurs cours.

Parmi les professeurs invités qui ont enseigné au Département durant cette période, rappelons les noms de Michael Oliver, Keith Callard, Marcel-Henri Prévost, Naïm Kattan, Jean Buchmann, Paul Mercier, Louis Sabourin, Georges Lavau.

Emile Gosselin, rattaché au Département de relations industrielles, mais qui enseigne l'administration publique au Département, est transféré en science politique en 1962. De même Claude Morin, d'abord rattaché à l'École de service social, passe au Département en 1962 et y demeure jusqu'en 1964, année de son départ pour la fonction publique québécoise. Il enseigne la politique économique et il continuera de donner cet enseignement, comme chargé de cours, après son départ.

[254]

Bolduc, Gosselin et Morin ont étudié aux États-Unis, mais toutes les nouvelles recrues venues directement au Département ont fait leurs études doctorales en Europe ou au Canada.

La recherche empirique démarre au début des années soixante, à l'occasion surtout de séminaires de recherches auxquels participent Léon Dion, Vincent Lemieux et André Gélinas. Un séminaire porte sur le projet de loi 60, créant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'Éducation, un autre porte sur les associations et la politique locale, un autre étudie les relations entre les parlementaires et l'administration. Les résultats de ces recherches feront l'objet de publications, dont [*le Bill 60 et la société québécoise*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30009821)*,* par Léon Dion (Montréal, Éditions HMH, 1967), et *les Parlementaires et l'administration au Québec,* par André Gélinas (Québec, les Presses de l'Université Laval, 1969).

Vincent Lemieux commence en 1962 ses recherches sur la parenté et la politique de l'île d'Orléans. Elles feront l'objet de sa thèse de doctorat, puis d'un livre, *Parenté et politique. L'Organisation sociale dans l'île d'Orléans* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971). Les études électorales se développent. En 1962, à l'occasion des élections fédérales, un séminaire conjoint est organisé avec les étudiants de John Meisel, de l'Université Queen's. Léon Dion et Vincent Lemieux écrivent chacun un chapitre dans l'ouvrage collectif dirigé par John Meisel, *Papers on the 1962 Election* (Toronto, Toronto University Press, 1964).

Quelques ouvrages plus théoriques ou plus ouverts sur l'extérieur paraissent. Gérard Bergeron publie son *opus maximum* (Raymond Aron dixit) [*Fonctionnement de l'État*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151485)(Paris et Québec, Armand Colin et Les Presses de l'Université Laval, 1965), tandis que Léon Dion fait paraître [*les Groupes et le pouvoir politique aux États-Unis*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030164456)(Paris et Québec, Armand Colin et les Presses de l'Université Laval, 1965).

Les étudiants et les programmes d'enseignement

Quand le Département est créé en 1954, quatre étudiants s'y inscrivent, soit deux de troisième année et deux de quatrième année. À cette époque la propédeutique s'étend sur les deux premières années à la Faculté, au terme desquelles l'étudiant obtient un Baccalauréat en sciences sociales.

Il y a donc deux étudiants de science politique parmi les finissants du printemps 1955 (Jean-Eudes Martin et Roland Rainville), et deux également en 1956 (Jean-Louis Duchaîne et Laurent-Paul Tardif). Il y en a deux encore, en 1957 (Jean-Marie Bouchard et Vincent Lemieux). Ensuite une [255] légère augmentation se manifeste. En 1959 la propédeutique est ramenée à une seule année. Dans les années subséquentes le nombre d'étudiants est le suivant :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1959-60 | 1960-61 | 1961-62 | 1962-63 |
| 2e année | 9 | 5 | 14 | 10 |
| 3e année | 5 | 9 | 5 | 12 |
| 4e année | 6 | 4 | 8 | 8 |
| Total | 27 | 18 | 27 | 20 |

En 1963-64 le nombre d'étudiants grimpe à 41, dont les deux premiers étudiants au doctorat James I. Gow et André-J. Bélanger. Le nombre d'étudiants augmente encore un peu dans les années suivantes, mais ce n'est qu'au début de la deuxième période que se produira la première explosion.

Deux réformes importantes des programmes d'enseignement marquent cette première période de l'histoire du Département. La première consiste à créer des options à l'intérieur du programme des cours. Les options de relations internationales et d'administration publique sont créées en 1962, et l'option de théorie politique s'ajoute en 1964. La propédeutique avait été réduite à un seul semestre en 1965. Elle disparaît complètement en 1966.

La comparaison des programmes de cours de 1960-61 et de 1961 -62 (à ce moment la programmation est faite sur deux années) avec celui de 1965-66 montre bien l'ampleur de cette évolution. On pourra consulter à ce propos les annuaires de la Faculté.

La deuxième réforme importante survient à la toute fin de la première période, quand l'administration des programmes de maîtrise et de doctorat de la Faculté est confiée à l'École des gradués. Au Département, comme dans les autres unités de la Faculté, une licence est désormais obtenue au terme des trois premières années d'étude, alors que la quatrième année comporte des cours de maîtrise. Les étudiants au doctorat doivent faire une autre année d'étude. C'est l'occasion de changements importants dans la programmation des cours des trois premières années. L'option de théorie politique est désormais nommée analyse politique. Les cours sont pondérés en crédits plutôt qu'en nombre d'heures.

La scolarité de maîtrise, faite en quatrième année, est de 15 crédits. La thèse de maîtrise a une valeur de 15 crédits. Au doctorat la scolarité est aussi de 15 crédits et s'étend normalement sur deux années. En plus de sa thèse, l'étudiant doit se soumettre à un examen de synthèse.

Les cours proposés à ces niveaux supérieurs découlent d'une grille sous-jacente à la réforme des trois programmes. Elle distingue trois niveaux de

[256]

TABLEAU 1.  
 Les cours du soir en administration publique, 1961 1966

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Matières | 1re promotion | | | 2e promotion | | | 3e promotion | | |
| 1re 1961-62 | 2e 1962-63 | 3e 1963-64 | 1re 1962-63 | 2e 1963-64 | 3e 1964-65 | 1re 1963-64 | 2e 1964-65 | 3e 1965-66 |
| Principes d'administration publique (É. Gosselin) | 45 |  |  | 45 |  |  | 45 |  |  |
| Gestion du personnel (R. Bolduc) | 45 |  |  |  |  | 30 |  |  | 30 |
| Politique économique (C. Morin) |  | 60 |  |  | 60 |  |  | 45 |  |
| Structures et fonctions de l'Exécutif (R. Bolduc) |  | 15 |  |  | 30 |  |  |  | 30 |
| Responsabilité et contrôle (R. Bolduc) |  |  | 15 |  |  |  |  |  |  |
| Syndicalisme dans la fonction publique (É. Gosselin) |  |  | 15 | 15 |  |  | 15 |  |  |
| Organismes autonomes (A. Gélinas) |  |  | 15 |  |  | 15 |  |  | 15 |
| Relations employeurs-employés (J.-R. Cardin) |  |  |  |  |  |  |  |  | 30 |
| Institutions politiques canadiennes (J.-C. Bonenfant) |  |  | 30 | 30 |  |  | 30 |  |  |
| Organisation et méthode (J.-P. Deschênes) |  |  | 30 |  |  | 30 |  | 30 |  |
| Sociologie politique (V. Lemieux) |  |  |  |  |  | 15 |  |  | 15 |
| Droit administratif (A. Desgagné) |  |  |  |  |  | 30 |  | 30 |  |
| Administration budgétaire (J.-M. Martin) |  |  |  |  |  |  |  | 15 |  |
| Total des heures par année | 90 h. | 90 h. 270 h. | 90 h. | 90 h. | 90 h.  300 h. | 120 h. | 90 h. | 120 h.  330 h. | 120 h. |

[257]

la science politique : celui des idées, celui des institutions et celui des comportements, ainsi que trois secteurs : celui des processus politiques au sens strict, celui des processus administratifs et celui des processus internationaux. Les trois secteurs correspondent aux trois options du Département, alors que les cours introductifs aux niveaux font partie de la liste des cours communs aux trois options.

Le service à la collectivité

La principale initiative touchant le service à la collectivité, au cours de la période, est certainement l'organisation des cours du soir en administration publique (voir le tableau 1).

Ces cours qui doivent s'étendre sur une période de trois ans, avec le début d'un nouveau cycle à chaque année, commencent en septembre 1961. Les deux premiers cours offerts portent l'un sur les principes d'administration publique en général, et l'autre sur la gestion du personnel. Quarante-deux étudiants, à peu près tous de la fonction publique provinciale, sont inscrits à ces cours. Quand Emile Gosselin passe au Département il devient responsable de l'organisation des cours, ainsi d'ailleurs que de la nouvelle option en administration publique à l'intérieur du programme régulier du Département. Après son départ, en 1964, c'est Jean-Marie Martin qui devient directeur du programme des cours du soir.

Un autre groupe d'étudiants commence à suivre la série des cours du soir, en septembre 1962, et un troisième en septembre 1963. Il y aura trois promotions, dont les étudiants auront suivi les cours indiqués au tableau de la page suivante.

Les cours du soir sont très appréciés et des professeurs songent même à créer une École d'administration publique, sur la base de cette expérience. Un comité, formé en bonne partie de professeurs du Département, se réunit à quelques occasions pour élaborer un projet, qui sera finalement abandonné, faute d'appui suffisant de la part de la direction de la Faculté.

En plus de ces initiatives institutionnelles, les professeurs du Département contribuent de façon plus personnelle aux débats et expériences qui agitent les sociétés canadienne et québécoise à cette époque. Ils sont très en demande pour des commentaires à la radio et à la télévision, ou encore pour des conférences en des séances de formation dans différentes associations volontaires.

Gérard Bergeron, sous le pseudonyme d'Isocrate, est un précurseur en ce domaine. De 1956 à 1958 il donne au journal *le Devoir* une série d'articles remarqués sur la politique provinciale et la politique fédérale.

[258]

Quand la commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme est créée en 1963, Léon Dion est nommé conseiller spécial à la recherche, tout en demeurant directeur du Département. Gérard Bergeron et Vincent Lemieux produisent des rapports de recherche pour le compte de la commission.

Le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) est chargé de préparer un plan d'aménagement de cette région, grâce au soutien financier du fonds ARDA. André Gélinas et Vincent Lemieux font ou dirigent des études spéciales sur l'administration publique et sur les partis dans cette région, avec l'aide de quelques étudiants du Département.

Les professeurs du Département contribuent également à la formation, en 1963, de la Société canadienne de science politique, qui regroupe les professeurs de science politique de langue française au Canada, ainsi que des étudiants. Paul Painchaud, qui rejoindra le Département en 1966, est le principal instigateur de la fondation de la Société, dont le premier président sera Léon Dion, et le premier secrétaire-trésorier, Vincent Lemieux.

II. LA PÉRIODE 1967-1975

Le nombre d'étudiants augmente de façon considérable au début de la période, ce qui entraîne l'engagement de plusieurs nouveaux professeurs. Après cette hausse subite, il y a une légère tendance à la baisse chez les étudiants, et quatre professeurs quittent le Département de 1973 à 1975. Aussi, en fin de période les effectifs professoraux ne sont pas beaucoup plus élevés qu'au début.

Au niveau du premier cycle le principal développement consiste dans la distinction qui est faite entre le baccalauréat spécialisé, la majeure et les mineures. Aux 2e et 3e cycles il y a croissance du nombre des cours offerts et regroupement de ces cours en cinq domaines différentes.

Le service à la collectivité continue, mais il prend d'autres formes, plus individualisées, que celles du milieu des années soixante.

Les professeurs, leurs recherches,  
leurs publications

Il y a trois directeurs durant cette deuxième période de l'histoire du Département : Vincent Lemieux, de 1967 à 1970 ; Louis Balthazar, de 1970 à 1973 ; Nasir Islam, de 1973 à 1975.

Si Vincent Lemieux et Louis Balthazar sont désignés de façon traditionnelle, c'est-à-dire par leur prédécesseur avec l'accord des professeurs du [259] Département, la désignation de Nasir Islam est plus controversée. Suite à une première grève des étudiants de science politique à la fin de 1981 et dans le contexte participationniste de l'époque, un étudiant, Gaston Pelletier, est candidat au poste de directeur, contre Nasir Islam. Il y a « consultation » dans deux collèges électoraux, celui des professeurs et celui des étudiants (c'est le Conseil de l'Université qui nomme le directeur). Tous les professeurs, sauf un qui s'abstient, appuient Islam, mais 46 étudiants préfèrent Pelletier, contre 41 qui préfèrent Islam. Celui-ci est nommé directeur.

Marcel Gilbert succède à André J. Bélanger comme secrétaire du Département, en 1969. À son départ, en 1972, il est remplacé par Alain Baccigalupo, à qui succède ensuite Louise Quesnel.

Il y a onze arrivées de nouveaux professeurs durant la période, mais aussi six départs. Si bien qu'à la fin de la période il y a quatorze professeurs réguliers au Département, contre neuf à la fin de la période précédente. Les arrivées et les départs sont les suivants : *arrivées :* Louis Balthazar (1968) (relations internationales), Marcel Gilbert (1968) (communication politique), Guy Gosselin (1968) (relations internationales), Albert Legault (1969) (études stratégiques), Jorge A viles (1970) (administration publique), Michel Bellavance (1970) (institutions politiques), Nasir Islam (1970) (administration publique), Louise Quesnel (1970) (politique locale), Alain Baccigalupo (1971) (administration publique), Harry Qualman (1972) (politique africaine), André Biais (1974) (comportements politiques) ; *départs :* André Gélinas (1969), Marcel Gilbert (1972), André-J. Bélanger (1973), Michel Bellavance (1973), André Biais (1975), Nasir Islam (1975).

Huit des onze nouveaux professeurs ont reçu une partie de leur formation, tout au moins, aux États-Unis, ce qui est un phénomène nouveau. Il est à noter aussi que quatre des nouveaux professeurs arrivés durant la période ont quitté avant la fin de la période (Gilbert, Bellavance, Biais et Islam), ce qui manifeste une certaine instabilité, caractéristique de cette deuxième période.

Étant donné que le nombre de professeurs augmente, le Département devient plus autonome dans la fourniture de ses cours. Les chargés de cours tiennent relativement moins de place. Parmi ceux qui ont apporté une contribution s'étendant sur plusieurs années : Clément Ménard, Henri Dorion, André Dufour. Les professeurs invités sont eux aussi relativement moins nombreux. Signalons Paul-André Comeau, Charles Roig, Dimitri Kitsikis.

[260]

La plupart des nouveaux professeurs demeurent trop peu de temps au Département, ou arrivent trop tard au cours de la période pour lancer des recherches ou faire paraître des livres.

Avant de quitter le Département pour l'Université de Montréal, André-J. Bélanger soutient en 1972 sa thèse de doctorat, qui sera publiée deux ans plus tard, sous le titre de [*l'Apolitisme des idéologies québécoises*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030179044)(Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974).

Albert Legault, d'abord engagé pour occuper une chaire d'études stratégiques à l'Université Laval, publie avec George Lindsay *le Feu nucléaire* (Paris, Seuil, 1973), qui sera ensuite traduit en anglais sous le titre de *The Dynamics of Nuclear Balance* (Ithaca, Cornell University Press, 1974).

En 1969, André Gélinas devient le premier directeur du programme de maîtrise de l'ÉNAP, nouvellement créé. Il publiera quelques années plus tard *Organismes autonomes et centraux* (Montréal, les Presses de l'Université du Québec, 1975), qui est le fruit de recherches commencées au Département.

Les « anciens » publient plusieurs ouvrages durant cette période. Léon Dion écrit une œuvre majeure, [*Société et politique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030165412)*. La vie des groupes,* en deux tomes (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971 et 1972). Il publie aussi [*Nationalismes et politique au Québec*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.dil.nat)(Montréal, HMH, 1975). Gérard Bergeron se fait remarquer par [*le Canada français après deux siècles de patience*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030164140)(Paris, Seuil, 1967) et par [*la Guerre froide inachevée*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030164452)(Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal). Vincent Lemieux dirige la publication de *Quatre Élections provinciales au Québec, 1956-1966* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969) et publie [*le Quotient politique vrai*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030373492)(Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973). Au cours de la période, Léon Dion dirige une importante recherche sur les cultures politiques au Québec. Plusieurs étudiants travaillent sur différents groupes ou partis politiques et produisent des thèses de maîtrise sur le sujet.

En 1969, le directeur du Département fonde le Laboratoire de recherches politiques sur le Québec, qui deviendra plus tard le Laboratoire d'études politiques et administratives (LÉPA). Le Laboratoire, dont la première secrétaire est Louise Quesnel, organise un colloque annuel et commence à publier, quelques années plus tard, des travaux et notes de recherche.

C'est aussi à cette époque qu'est créé le Centre québécois de relations internationales, suite à une entente entre l'Institut canadien des relations internationales et l'Université Laval. Paul Painchaud en est le premier directeur et d'autres professeurs du Département participent à ses activités.

[261]

À la différence du Laboratoire, le Centre a sa propre programmation de recherche. Le Centre assure aussi la publication de la revue *Études internationales,* qui commence à paraître en 1970.

Les étudiants et les programmes d'enseignement

C'est en 1968 que se produit la première explosion du nombre d'étudiants. En 1968-69 le Département accueille plus de 200 étudiants dans son programme de baccalauréat. Il y aura des fluctuations au cours de la période, mais à la fin une nouvelle explosion se produit, suite à la réforme des programmes du premier cycle. Les nombres d'étudiants sont les suivants :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1968-69 | 1970-71 | 1972-73 | 1974-75 |
| Baccalauréat | 204 | 158 | 102 | 407 |
| Maîtrise | 23 | 42 | 82 | 77 |
| Doctorat | 6 | 10 | 13 | 15 |
| Total | 233 | 210 | 197 | 499 |

La première grève des étudiants de science politique survient à la fin de 1971. Les changements apportés dans le système d'évaluation des études est l'élément déclencheur de la grève.

Le document numéro 8 de l'Université posait les bases du système d'évaluation que les étudiants connaissent aujourd'hui, avec les cotes et les moyennes cumulatives. Les étudiants de science politique, et plus généralement ceux des sciences sociales, font grève deux semaines durant, en novembre, pour protester contre certaines clauses du document en question. Des débats sont organisés. Une idée qui se trouve dans les objectifs généraux du document numéro 8 fait l'objet de ces débats : l'Université doit permettre à l'étudiant d'être l'agent principal de sa formation et de progresser suivant son dynamisme personnel. Les étudiants proposent une foule de mécanismes permettant de s'assurer un certain contrôle sur la gestion des études au département.

Au départ le mouvement de grève est dirigé contre la suppression du droit de reprise et contre l'emploi de la moyenne cumulative, prévus dans le document numéro 8. Dans la suite le mouvement prend une tournure plus idéologique. Les étudiants retournent aux études, après avoir adopté la philosophie sous-jacente à la réforme. Ils entendent pousser l'application du document numéro 8. Dans la suite le mouvement prend une tournure plus idéologique. Les étudiants retournent aux études, après avoir adopté

[262] [263]

Liste des cours (Science politique)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | |  | | Concentration Administration publique | | Concentration Analyse politique | | Concentration Relations internationales | |
| Cours obligatoires | | Crédits | Cours communs à option | Crédits | Cours | Crédits | Cours | Crédits | Cours | Crédits |
| 1 | Principes d'analyse politique | 6 | Systèmes sociaux et systèmes politiques d'Occident | 3 | Institution adm. au Québec | 3 | L’opinion publique | 3 | Les relations internationales jusqu’à la fin de la 2e Guerre mondiale | 3 |
| 2 | Principes d'administration publique | 6 | Problèmes politiques contemporains | 3 | Institutions administratives comparées | 3 | Système de partis | 3 | Analyse des systèmes internationaux | 3 |
| 3 | Principes d'administration publique | 6 | Politique économique | 3 | Organismes autonomes de gouvernement | 3 | Partis politiques canadiens | 3 | Droit international public | 3 |
| 4 | Analyse de systèmes politiques | 3 | Fédéralisme canadien | 3 | Administration du personnel | 3 | Participation politique | 3 | Séminaire de relations internationales | 3 |
|  | Système politique du Canada | 3 | Système politique des États-Unis | 3 | Institutions administratives de la planification | 3 | Les groupes d’intérêt | 3 | Politiques militaires contemporaines | 3 |
|  | Pensée politique ancienne | 3 | Théories politiques récentes | 3 | Contrôle juridique de l’administration | 3 | La propagande et l’information publique | 3 | Communautés politiques internationales | 3 |
|  | Pensée politique moderne | 3 | Idéologies politiques | 3 | Administration locale et régionale | 3 | Vote et élections | 3 | Théories de relations internationales | 3 |
|  | Séminaire de concentration | 6 | Systèmes politiques comparés | 3 | Administration budgétaire | 3 | Politique locale | 3 | Politique étrangère du Canada | 3 |
|  | 1 autre cours de système politique (É.-U., U.R.S.S. ou fédéralisme canadien | 3 | Système politique de l’U.R.S.S. | 3 | Séminaire d’administration publique | 3 | Séminaire d’analyse politique | 3 | L’Asie : forces, politiques et relations internationales | 3 |
|  |  |  |  |  | Finances publiques I | 3 |  |  | Relations économiques internationales | 3 |
|  |  |  |  |  | Programmation des ordinateurs | 3 |  |  |  |  |

[264]

la philosophie sous-jacente à la réforme. Ils entendent pousser l'application du document numéro 8 plus vite et plus loin que prévu. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la présence d'un candidat étudiant, quand vient le moment de désigner un nouveau directeur du Département, au printemps de 1973.

Au baccalauréat la programmation adoptée en 1966-67 est maintenue jusqu'en 1973. Toutefois avec l'arrivée de nouveaux professeurs le nombre de cours offerts augmente, surtout dans les options, nommées concentrations à partir de 1968-69. À titre d'exemple, la liste des cours offerts en 1969-70 se lit aux pages 262 et 263 qui précèdent.

Un changement survient en 1973, quand le Département offre pour la première fois la possibilité de poursuivre des études au premier cycle selon trois formules différentes.

Il y a d'abord la formule du baccalauréat spécialisé, qui comporte toujours 90 crédits. Depuis l'automne 1972, les cours obligatoires sont les suivants :

POL-11546 Principes d'analyse politique I

POL-13489 Principes d'analyse politique II

POL-11547 Principes de relations internationales I

POL-13490 Principes de relations internationales II

POL-11548 Principes d'administration publique I

POL-13491 Principes d'administration publique II

POL-11550 Idées politiques I

POL-11551 Idées politiques II

POL-12479 Système politique canadien

Les cours de concentration sont toujours regroupés autour des trois options initiales : administration publique, analyse politique, relations internationales.

L'étudiant a aussi la possibilité de faire une majeure en science politique, qui comporte 60 crédits. Les crédits obligatoires sont les mêmes que pour le baccalauréat spécialisé, et un choix peut être fait parmi les cours de trois concentrations. Le programme est compatible avec une mineure dans une autre discipline.

Enfin il y a quatre programmes de mineure, comportant 30 crédits : une mineure sans concentration, une mineure en administration publique, une mineure en analyse politique et une mineure en relations internationales. Ces programmes sont compatibles avec d'autres mineures ou une majeure dans une autre spécialité. À partir de 1974, les programmes de mineure pourront être équivalents à des certificats.

[265]

En 1968-69 le Département offre sept cours au niveau des études supérieures. L'année suivante on identifie pour la première fois des domaines de spécialisation, sous lesquels les cours sont regroupés. Cinq nouveaux cours sont d'ailleurs créés. À partir de l'année 1969-70, il y a, au niveau des études supérieures, cinq grands domaines de recherche et d'enseignement, dont les contenus et les professeurs sont les suivants :

…………………………….…………………………..

|  |  |
| --- | --- |
| 1) Méthode et théorie politique | G. Bergeron et V. Lemieux. |

La théorie fonctionnelle de l'État et son application à l'étude des situations politiques. L'utilisation des mathématiques en science politique, et tout spécialement celle de la théorie des jeux.

|  |  |
| --- | --- |
| 2) Idéologies politiques | L. Dion, A.-J. Bélanger et L. Balthazar. |

Les idéologies politiques étudiées à la lumière des comportements. Les idéologies politiques et la vie internationale. Situation des idéologies politiques au Québec.

|  |  |
| --- | --- |
| 3) La politique au Québec | L. Dion, M. Tremblay, V. Lemieux, A. Gélinas, L. Ouellet, A.-J. Bélanger et M. Gilbert. |

Les principaux champs étudiés sont les suivants : les groupes de pression et le phénomène de la consultation, les partis et les élections, les processus administratifs, les grands problèmes politiques actuels, l'information gouvernementale et les idées politiques.

|  |  |
| --- | --- |
| 4) Administration publique | A. Gélinas et L. Ouellet. |

La politique des différents ministères provinciaux du Québec. Le phénomène de la techno-bureaucratie.

|  |  |
| --- | --- |
| 5) Relations internationales | G.-M. Friters, P. Painchaud, L. Balthazar. |

La recherche dans ce domaine porte principalement sur l'analyse de la politique étrangère du Canada et d'un certain nombre de pays de l'Europe occidentale et de l'Asie.

…………………………….…………………………..

L'examen de synthèse, lié à la thèse de maîtrise, rencontre une forte opposition de la part des étudiants, ce qui amène finalement le Département à abandonner cet examen.

[266]

Le regroupement des enseignements dans les cinq domaines est maintenu jusqu'à la fin de la période, sans que cela ait toutefois une signification bien concrète dans le programme d'études des étudiants.

En 1975, la distinction est faite entre la maîtrise avec accent sur la recherche (avec thèse) et la maîtrise avec accent sur les cours (sans thèse). La très grande majorité des étudiants choisissent le premier type de maîtrise.

Le service à la collectivité

Tout compte fait, la deuxième période de l'histoire du Département offre moins d'occasions aux professeurs du Département de s'impliquer dans les expériences assimilables à celles de la première période. L'expérience des cours du soir en administration publique est terminée. Suite à la création en 1969, par l'Université du Québec, de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), le Département et plus généralement l'Université Laval ont perdu le leadership dans le domaine de l'enseignement et du perfectionnement en administration publique à l'intention des fonctionnaires et des autres agents de l'État québécois.

L'Université inscrit l'administration publique parmi ses grandes orientations et tente plus ou moins adroitement de montrer que l'ÉNAP doit être rapatriée à l'Université Laval. Mais la partie est perdue.

Gérard Bergeron prépare un cours sur les partis politiques canadiens et québécois qui doit être présenté sur les ondes de la télé et de la radio de Radio-Canada à l'automne 1970. Radio-Canada refuse par la suite de le diffuser, sous prétexte que le cours préparé par Bergeron porte sur la période contemporaine. La société aurait accepté la diffusion si la période couverte ne s'était pas étendue au-delà de 1944-1945. Comme le cours touche directement à l'actualité politique, Radio-Canada ne « veut pas diffuser un seul point de vue à l'exclusion des autres ». Il y a tollé dans la presse québécoise. L'affaire est prétexte à une critique plus large de la société Radio-Canada.

Avec l'apparition du Parti québécois, les élections de 1970 et les événements d'octobre 1970, les commentaires des professeurs du Département sont sollicités. Vincent Lemieux et Marcel Gilbert (avec André Biais) écrivent un petit livre sur les élections de 1970 ( *Une élection de réalignement,* Montréal, Éditions du Jour, 1970). Michel Bellavance et Marcel Gilbert publient *l'Opinion publique et la crise d'octobre* (Montréal, Éditions du Jour, 1971).

Les résultats aberrants des élections de 1970 déclenchent un nouveau débat sur la réforme de la carte électorale et du mode de scrutin. Vincent [267] Lemieux participe activement à ces débats au début des années soixante-dix.

Plusieurs professeurs sont actifs dans la Canadian Political Science Association et dans la Société canadienne de science politique. Gérard Bergeron et Léon Dion sont les deux premiers codirecteurs francophones de la *Revue canadienne de science politique,* créée en 1968. Lionel Ouellet puis Vincent Lemieux les assistent. Ce dernier succède à Léon Dion comme codirecteur de la revue. Enfin Léon Dion est président de la Canadian Political Science Association en 1974-75.

III. LA PÉRIODE 1975-1987

Cette troisième période de l'histoire du Département est marquée par un accroissement considérable du nombre des professeurs. Il est rendu possible par l'augmentation des étudiants et par les dernières années de prospérité dans le budget des universités. La grève des professeurs, à la fin de 1976, et les quelques grèves étudiantes au cours de la période n'entraînent pas de modifications importantes dans les programmes. La période est une période de consolidation. Par contre les activités de recherche, la participation aux colloques et congrès augmentent, de même que les publications. Le maintien à un niveau élevé du nombre des étudiants et plus généralement des points d'activité des professeurs permet d'obtenir de nouveaux postes de professeurs, même dans les années quatre-vingt.

Les professeurs, leurs recherches,  
leurs publications

Il y a six directeurs du Département durant cette période, dont trois de 1978 à 1982 : Louise Quesnel, de 1975 à 1978 ; Alain Baccigalupo, de 1978 à 1979 ; Louis Balthazar, de 1979 à 1980 ; Réjean Pelletier, de 1980 à 1982 ; Harry Qualman, de 1982 à 1985 ; Jean Crête, de 1985 à 1988.

La nomination de Louise Quesnel, comme celle de son prédécesseur Nasir Islam, donne lieu à une candidature étudiante, celle de Chantai Nadeau. Les étudiants se rallient finalement mais obtiennent que le directeur adjoint et la secrétaire du Département soient des leurs. Les autres directeurs sont choisis sans opposition de la part des étudiants. Au directeur adjoint succède un adjoint au directeur. Le poste sera rempli successivement par Clément Bourque, Olivier Nicoloff, Jean Bernatchez et Jean Labrie.

L'augmentation du nombre des étudiants entraîne l'engagement de plusieurs nouveaux professeurs. Contrairement à la période précédente, [268] peu de professeurs quittent le Département. Les arrivées et les départs sont les suivants : *arrivées :* Kenneth Courtis (1975) (socialisation politique), Jean-Pierre Derriennic (1975) (politique comparée), Gérard Hervouet (1975) (relations internationales), Réjean Landry (1975) (théorie politique), Carol Levasseur (1975) (forces politiques), Réjean Pelletier (1975) (institutions politiques), Jacques Zylberberg (1975) (politique comparée), Jean Crête (1976) (comportements politiques), Laurent Lepage (1976) (administration publique), Jacques Champagne (1977) (administration publique), Raymond Hudon (1977) (forces politiques), Max Nemni (1977) (idées politiques), Guy-A. Lafleur (1978) (politique canadienne), Antoine Ambroise (1981) (administration publique), Gilles Breton (1981) (économie politique), Gordon Mace (1981) (relations internationales), Jean Mercier (1982) (administration publique), Louis-M. Imbeau (1985) (politique canadienne), Diane Lamoureux (1986) (idées politiques) ; *départs :* Lionel Ouellet (1976), Jacques Champagne (1980), Laurent Lepage (1980), Gérard Bergeron (1981).

La fin de l'année 1986 est assombrie par le décès du professeur Friters, à la retraite depuis quelques années, mais qui était toujours chargé de cours au Département.

Des nouveaux professeurs, seuls Mercier et Imbeau, arrivés après 1980, ont obtenu leur doctorat aux États-Unis. La plupart des autres l'ont obtenu en Europe.

Il y a de nombreux chargés de cours qui assurent des enseignements de baccalauréat durant la période. Parmi ceux dont les noms reviennent le plus souvent notons Michel de la Durantaye, Paul Pilisi, Daniel Surprenant. Mais le plus célèbre d'entre eux est sans doute Robert Bourassa qui donne deux fois le cours de politique économique.

Les professeurs invités sont également nombreux. Dans l'ordre chronologique de leur passage au Département, signalons Hugh C. Thorburn, Jean-William Lapierre, Moshe Czudnowski, Wladimir Andreff, Hidechiro Nakano, Claude Émeri, Jean Rémy, Anthony Carty, Carlos Agulla, Claude Klein, Jean-Luc Bodiguel, Pierre Favre.

Les publications des professeurs réguliers sont abondantes durant la période. Si on les regroupe dans les principaux domaines de recherche identifiés au niveau des études supérieures, on arrive à la liste suivante : en théorie politique Gérard Bergeron publie [*la Gouverne politique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030164235)(Paris, Mouton, et Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1977) et Vincent Lemieux, [*les Cheminements de l'influence*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030373495)(Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979) ainsi que [*Réseaux et appareils. Logique des systèmes et langage des graphes*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030135405)(Paris, Maloine, et Saint-Hyacinthe, Édisem, 1982).

[269]

On peut aussi inclure dans cette catégorie l'ouvrage dirigé par Jacques Zylberberg, *Masses et postmodernité* (Paris, Méridiens Kliensieck, et Québec, Presses de l'Université Laval, 1986).

Dans le domaine des relations internationales plusieurs professeurs du Département contribuent à l'ouvrage collectif *les Politiques étrangères régionales du Canada* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1983), publié sous la direction de Gérard Hervouet, et à *la Politique étrangère du Canada : approches bilatérale et régionale* (Québec, CQRI, 1984), publié sous la direction de Guy Gosselin. Paul Painchaud avait auparavant dirigé la publication du collectif *le Canada et le Québec sur la scène internationale* (Québec, CQRI, et Presses de l'Université du Québec, 1977).

Les ouvrages en études régionales et en politique comparée sont nombreux. Jean-Pierre Derriennic publie *le Moyen-Orient au XXe siècle* (Paris, Armand Colin, 1983, deuxième édition). Jacques Zylberberg est l'auteur de *Aux sources du Chili contemporain* (Paris, Anthropos, et Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980). Gordon Mace publie *Intégration nationale et pluralisme idéologique au sein du groupe andin* (Québec, CQRI, et Bruxelles, Emile Bruylant, 1981). Gérard Hervouet écrit *le Canada face à l'Asie de l'Est* (Québec, Nouvelle Optique, 1981). Les ouvrages de Vincent Lemieux, [*le Patronage politique. Une étude comparative*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24910426)(Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1977) et [*Systèmes partisans et partis politiques*](file://localhost/llez%20utiliser%20cette%20adresse%20(DOI)%20pour%20citer%20ce%20document/%20http/::dx.doi.org:doi/10.1522:030373496)(Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1985) tombent aussi dans ce domaine, de par leur nature comparative. Il en est de même du livre dont Réjean Pelletier et Jacques Zylberberg sont, parmi d'autres, les directeurs, *Minorités et État* (Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, et Québec, Presses de l'Université Laval, 1986).

En administration publique signalons trois ouvrages d'Alain Baccigalupo, *l'Administration québécoise* (Paris, Berger-Levrault, 1976), *les Grands Rouages de la machine administrative québécoise* (Montréal, Les Éditions Agence d'Arc, 1978) et, en collaboration avec Luc Rhéaume, *les Administrations municipales québécoises* (Montréal, Les Éditions Agence d'Arc, 1984). Dans le domaine des politiques publiques Réjean Landry dirige la publication de *Introduction à l'analyse des politiques* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980).

Les professeurs du Département publient aussi sur la politique au Québec et au Canada. Louis Balthazar donne [*Bilan du nationalisme au Québec*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.bal.bil)(Montréal, L'Hexagone, 1986). Avant son départ pour L'ÉNAP en 1981, Gérard Bergeron ne publie pas moins de quatre recueils d'essais sur la situation politique entourant le référendum québécois. Léon Dion, [270] pour sa part, publie [*le Québec et le Canada : les voies de l'avenir*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030164455)(Montréal, Québécor, 1980), ainsi que [*À la recherche du Québec*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030175005)(Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1987). Deux ouvrages collectifs sur les partis sont dirigés par Réjean Pelletier, *Partis politiques au Québec* (Montréal, Hurtubise HMH, 1976), et Vincent Lemieux, *Personnel et partis politiques au Québec* (Montréal, Boréal Express, 1982). Raymond Hudon et Vincent Lemieux signent [*Patronage et politique au Québec, 1944-1972*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/lemieux_vincent/patronage_politique_qc_1944_1972/patronage_pol_1944-1972.pdf)(Québec, Boréal Express, 1975). Jean Crête dirige la publication de *Comportement électoral au Québec* (Chicoutimi, Gaétan Morin, 1984). Diane Lamoureux écrit *Fragments et collages, essai sur le féminisme québécois des années 70* (Montréal, Éditions du remue-ménage, 1986).

Cette période est marquée par la création du groupe DYSEQ (Dynamique sociale de l'État du Québec), en 1976. Gérard Bergeron anime le groupe, auquel participent plusieurs professeurs du Département et quelques professeurs de l'ÉNAP. Des travaux du groupe résultera un ouvrage publié sous la direction de Gérard Bergeron et de Réjean Pelletier, [*l'État du Québec en devenir*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/bergeron_gerard/Etat_Qc_en_devenir/Etat_Qc_en_devenir.html)(Montréal, Boréal Express, 1980).

En 1975 le LÉPA est réorganisé, sous la direction de Jorge Aviles. Les publications deviennent plus nombreuses. Un peu plus tard, sous l'initiative de Jacques Zylberberg, en particulier, les colloques annuels du laboratoire prennent une dimension canadienne et même internationale. Ils se prolongent en collaborations de recherche et en publications, dont certaines viennent d'être signalées *(Introduction à l'analyse des politiques, Comportement électoral au Québec, Minorités et État, Masses et postmodernité).*

Les étudiants et les programmes d'enseignement

C'est en 1976 que se produit le deuxième accroissement considérable du nombre des étudiants. Il y a plus de 600 inscrits au premier cycle en 1976-77. Le nombre diminue par la suite, mais à partir du milieu des années quatre vingt il augmente de nouveau. Aux 2e et 3e cycles le nombre d'étudiants est plus grand à la fin de la période qu'au début. Voici les chiffres :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1976-77 | 1978-79 | 1980-81 | 1982-84 | 1984-85 |
| Baccalauréat | 624 | 458 | 358 | 266 | 545 |
| Maîtrise | 98 | 99 | 118 | 145 | 130 |
| Doctorat | 27 | 25 | 26 | 27 | 35 |
| Total | 749 | 582 | 502 | 438 | 710 |

L'AEESPUL (Association des étudiants en science politique de l'Université Laval) est fondée durant cette période de l'histoire du Département. Elle permet aux étudiants de se donner une action plus continue et mieux organisée.

Trois grèves d'étudiants se produisent au cours de la période. À la rentrée de l'hiver 1978, l'administration de la Faculté augmente le coût des recueils de textes de 100 pour 100. Le 18 janvier, les premiers gestes concrets de mécontentement se font sentir chez les étudiants : des gens de science politique occupent le local des appariteurs. Le 31, les étudiants de science politique boycottent les cours et occupent les locaux du secrétariat du Département et celui de la Faculté. Les étudiants d'anthropologie et de sociologie font de même.

Le doyen de la Faculté propose que 20 pour 100 des recueils prévus pour chaque cours soient déposés à la réserve. De toute façon, soutient-il, ces recueils sont « antipédagogiques, antiéconomiques et illégaux ». L'association des étudiants en science politique réplique que la gratuité et le maintien des recueils de textes en tant qu'outil pédagogique sont indispensables. Le Conseil de la Faculté statue que si les cours ne sont pas repris au plus tard le 27 février, la session sera annulée. Les étudiants retournent aux cours le 21 février. Us continuent d'occuper les locaux quelque temps encore. À l'hiver 1979 les étudiants de première année de science politique occupent les locaux de la direction de la Faculté pour protester contre le nouveau titulaire du cours d'Initiation à l'économie politique. Us boycottent son cours, qui est obligatoire. L'année suivante, le Département offre un nouveau cours sur les rapports entre l'économie et la politique. Les étudiants ont désormais le choix entre ce nouveau cours et le cours traditionnel d'initiation à l'économie.

La deuxième grève prend origine à l'extérieur du Département. Les étudiants d'histoire quittent leurs cours, le 19 mars 1981, pour donner plus de poids aux revendications que leurs représentants avaient soumises à la direction du Département : plus de ressources professorales, une plus grande participation des étudiants à la gestion des études.

Le 8 avril, les étudiants de science politique débrayent à leur tour, pour appuyer les revendications des étudiants d'histoire. La session sera tout de même valide, les douze semaines réglementaires en heures d'enseignement sont tout juste terminées. Les étudiants occupent le local du secrétariat du Département. Le 4 mai, ils cessent la grève et obtiennent un délai dans la remise des notes jusqu'au 18 mai.

À l'automne 1983, les employés de soutien de l'Université font plusieurs jours de grève et les cours sont régulièrement perturbés. Face à cette [272] situation, les étudiants de science politique débrayent, non pas pour appuyer les revendications des employés de soutien, mais pour montrer leur mécontentement vis-à-vis de cette situation. Les locaux du secrétariat du Département sont symboliquement occupés. Après quelques jours, les étudiants votent un retour aux cours. Après 1983 les étudiants choisissent la voie de la concertation plutôt que celle de la confrontation avec la direction du Département.

La période n'est pas marquée par de bien grands changements dans les programmes d'enseignement. En 1976, on commence à suspendre les inscriptions dans les programmes de mineures qui seront ramenés à un seul, en science politique, un peu plus tard.

Le Département opte alors pour une structure de programmes qui subsiste encore aujourd'hui :

un baccalauréat spécialisé de 90 crédits, avec six concentrations qui ne sont qu'indicatives : administration publique, forces politiques, relations internationales, systèmes politiques comparés, théories et idées politiques, méthodologie ;

une majeure (diplôme) avec les six mêmes concentrations ;

une seule mineure (certificat), de nature générale.

Au niveau des études graduées, maîtrise et doctorat, il n'y a pas de modification notable, si ce n'est du nombre plus grand de cours et du nombre plus élevé de crédits inscrits aux programmes. Depuis 1985, toutefois, la thèse de maîtrise s'appelle « mémoire de maîtrise ».

Au doctorat il y a maintenant deux séminaires obligatoires pour tous les étudiants. L'examen de synthèse, portant sur un projet élaboré de la thèse, a été maintenu. Tous les étudiants doivent s'y soumettre après la fin de leur scolarité. Un effort a été fait en 1984-85 pour réactiver le programme de mineure en administration publique, mais il n'a pas eu de suite concrète. En 1986, le comité de programme du premier cycle a travaillé à une réforme globale du programme, qui a finalement été rejetée par la partie étudiante après avoir été très discutée par les professeurs.

Au début des années quatre-vingt, les étudiants ont désormais la possibilité de faire un stage en administration publique, à l'intérieur de leur programme de baccalauréat. Le premier responsable des stages est Yvon Saindon, prêté au Département par le gouvernement du Québec. Les stages sont ensuite élargis en stages en science politique. Ils peuvent être faits dans différents milieux et non plus seulement dans les organismes du gouvernement du Québec.

La maîtrise en analyse des politiques (MAP) est créée en 1976, après approbation du Conseil de l'Université Laval et du Conseil des universités. [273] Les cours doivent commencer à l'automne 1976, mais ils sont retardés par la grève des professeurs. Ils commencent finalement au début de 1977.

La MAP est une maîtrise interdisciplinaire à laquelle participent des professeurs de science politique et des professeurs d'économique. C'est une maîtrise avec accent sur les cours et donc sans thèse. Le premier directeur est Vincent Lemieux. Deux autres professeurs du Département, Antoine Ambroise et Jean Mercier, en assument la direction au cours de la période.

En 1986 le Conseil des universités approuve la création d'une maîtrise en relations internationales, qui débute à l'automne 1987. Des professeurs de droit et d'économique y participent avec des professeurs de science politique.

Le service à la collectivité

Plusieurs professeurs du Département sont appelés à commenter l'actualité politique municipale, provinciale, canadienne ou internationale durant la période. De façon moins visible des professeurs travaillent à des commandites venant de ministères fédéraux ou provinciaux, ou encore d'organismes autonomes ou de commissions d'enquête. Quelques-uns font partie d'organismes consultatifs rattachés à des ministères, ou militent dans des groupes populaires, des groupes politiques ou même des partis.

Léon Dion, qui a été conseiller de la commission Pépin-Robarts à la fin des années soixante-dix, préside la commission sur l'avenir de l'Université Laval, de 1977 à 1979. Paul Painchaud conseille le ministère québécois des Relations internationales, Albert Legault est conseiller particulier auprès du ministère de la Défense au début des années quatre-vingt. Guy Gosselin s'occupe des activités des organismes internationaux à Québec. En 1986, Vincent Lemieux préside un comité de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales (UMRLQ) sur l'avenir du pouvoir municipal.

Dans le cadre du programme « Laval à Laval », plusieurs professeurs du Département, dont surtout Guy-A. Lafleur, vont enseigner des cours de science politique à des détenus du pénitencier Saint-Vincent-de-Paul, à Laval, de 1980 à 1983.

Les professeurs continuent d'être actifs dans la Société québécoise de science politique et dans la Canadian Political Science Association. Jean Crête est codirecteur de la *Revue canadienne de Science politique,* de 1982 à 1984 et, quand la revue *Politique* est créée, Réjean Landry puis Réjean Pelletier entre autres y prennent une part active.

[274]

Signalons enfin qu'en décembre 1979 le Département célébrait le 25e anniversaire de sa création. Tous les anciens professeurs et étudiants y étaient invités. En plus de deux séances consacrées aux origines du Département et à l'avenir de la science politique, un panel regroupe six anciens étudiants : Denis de Belleval, alors ministre dans le gouvernement Lévesque, Louis Duclos, député fédéral, Marcel Gilbert, ancien professeur, attaché au Conseil exécutif à Québec, Brigitte von Schœnberg, du ministère de l'Éducation, Réal Barnabé, journaliste, et Paul Breton, réalisateur à Radio-Canada. Tous disent, en des mots différents, que la science politique leur a donné une capacité d'analyse, le goût des nuances et une certaine polyvalence.

CONCLUSION

Le Département de science politique de l'Université Laval aura trente-quatre ans, au moment où la Faculté des Sciences sociales célébrera son cinquantenaire. Comme la Faculté, il a été logé successivement au Quartier latin jusqu'en 1961, dans le pavillon Pouliot de 1961 à 1964, et dans le pavillon De Koninck depuis. En plus des professeurs dont on a donné la liste plus haut, et des étudiants dont on a signalé le nombre et quelques faits d'armes, le Département a pu compter sur plusieurs secrétaires : Maud McGough, Janine Blanchet, Claire L'Heureux, Hélène Gingras, Claudette Roy, Carole Chamberland, pour ne nommer que celles qui ont été en poste le plus longtemps. Saluons aussi au passage les centaines de chargés de cours, d'assistants d'enseignement ou de recherche qui ont contribué aux travaux du Département et à sa renommée.

Plus de trente étudiants ont obtenu un doctorat de science politique, au terme de leurs études au Département, et les essais, thèses ou mémoires de maîtrise atteignent le nombre de trois cents, ou presque (voir les Annexes pertinentes).

Au cours de son histoire, le Département a entretenu des échanges avec des universités canadiennes, américaines et françaises : Queen's, Northwestern, Bordeaux, Grenoble pour n'en nommer que quelques-unes. Sa réputation a grandi avec les années. D'abord considérée, à la Faculté, comme un champ d'études plutôt que comme une véritable discipline, la science politique s'est imposée, si bien qu'elle occupe actuellement une [275] place enviable à l'intérieur de la Faculté. Tellement que, s'il fallait fonder à nouveau une Faculté des Sciences sociales, on ne négligerait pas, cette fois, de se donner dès le départ un Département de science politique.

Vincent Lemieux. [[154]](#footnote-154)\*

[276]

ANNEXE 1

*Liste des thèses de doctorat (1954-1987)*

Toutes les thèses de doctorat en science politique répertoriées aux Archives et livres rares de la Bibliothèque générale de l'Université Laval ont été retenues. Elles sont classées par ordre chronologique.

Dion, Léon, [*la Révolution allemande du XXe siècle : l'idéologie politique du National-socialisme*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030165787)*,* 1954.

Gow, James L, *The Opinion of French Canadians in Québec on the Problem of War and Peace,* 1969.

Bélanger, André-J., [*l'Apolitisme des idéologies québécoises et les grands tournants de 1934-1936*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030179044)*,* 1972.

Coulibaly, Lenissongui, *l'Autorité dans l'Afrique traditionnelle : étude comparative des états Mossi et Ganda,* 1972.

Levy, Gary, *Canadian Participation in Parliamentary Associations,* 1973.

Rivet, Jacques, *Grammaire du discours politique de presse,* 1976.

Bernier, Gérald, *Développement politique, dépendance et analyse historique. Un champ d'application : la société québécoise de 1837 à 1867,* 1977.

Kly, Yussouf Naïm, *The U.S. Human Rights Foreign Policy, the Black Minority in the U.S. and International Law,* 1978.

Turcotte, Denis, *Étude comparative de la politique linguistique en Côte d'Ivoire et à Madagascar,* 1978.

Beaud, Jean-Pierre, *Structures et élites : analyse diachronique du Parti québécois,* 1979.

Gendron, Jean-Louis, *la Structuration du pouvoir dans l'implantation de CLSC en Estrie,* 1979.

Giner, Marcel-Manuel, *Structures et processus de planification au Ministère des Affaires sociales du Québec, de 1972 à 1976 : problèmes et réponses,* 1979.

Ban-ethat, Rigobert, *la Politique américaine à l'égard de la décolonisation de l'Angola (1961-1976),* 1980.

Laliberté, G.-Raymond, *l'Ordre de Jacques-Cartier ou l'utopie d'un césarisme laurentien,* 1980.

Nicolas, Gabriel, *État, modernité, sous-développement : le cas du Mexique,* 1980.

Marceau, Richard, *Une théorie cybernétique de la sélection de l'agenda gouvernemental,* 1981.

[277]

Kanamby, Paul Mulemeri, *la Politique internationale du Congo-Kinshasa de 1960 à 1965 : essai d'explication de l'échec de cette politique fondée sur le non-alignement et le panafricanisme,* 1982.

Charlton, Mark William, *The Management of Canadian Food Aid Policy : a Study in Donor Structure and Aid Strategy,* 1983.

Beauchesne, Line, *D'une impossible démonstration à une paradoxale posivité : le dialogue juridico-politique en matière de droits de l'homme,* 1984.

Bouchard, Pierrette, *le Journal : instrument d'incitation à la militance chez la Ligue marxiste-léniniste canadienne,* 1984.

Laurin, Luc, *le Sénat américain et la guerre du Vietnam,* 1984.

Mahmud, Farhat, *Pakistan's Relations with the United States and the People's Republic of China in the Ayub Khan Era : 1958-1969,* 1984.

Simard, Pierre, *l'Entrepreneurship dans les entreprises publiques : le cas du commerce des alcools au Québec (1961-1962),* 1984.

Giroux, Guy, *l'Information sur l'État et le non-accès à l'information en démocratie (Incidences sur l'avenir du régime),* 1985.

Labrecque, Laurent, *les Coopératives de consommation : dimensions culturelles, sociales et économiques du pouvoir,* 1985.

Vuong, Thanh Huu, *Un modèle cognitif et décisionnel de fabrication de stratégies de changement,* 1985.

Tremblay, Daniel, *le Dispositif gouvernemental québécois de gestion de la vieillesse : 1970-1981,* 1986.

Traore, Oumar Aba, *le Parti unique et l'objectif de construction de l'unité nationale : le cas de l'U.D.P.M. au Mali (1979-1984),* 1987.

Beauchamp, Michel, *Communication, pouvoir et organisations coopératives : le cas du Mouvement Desjardins,* 1987.

Diop, Abdoulaye, *Environnement et changement politique : le multipartisme sénégalais,* 1987.

[278]

ANNEXE 2

Distribution par principaux champs d'études des thèses de maîtrise  
du Département de science politique (1954-1985)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1954-1960 | 1961-1965 | | | 1966-1970 | 1971-1975 | 1976-1980 | | 1981-1985 | Total |
| Méthodes et théorie | 1 | | 3 | 3 | | 4 | | 8 | 12 | 31 |
| Penseurs et idées politiques | 1 | | 13 | 2 | | 4 | | 3 | 14 |  |
| Institutions canadiennes et québécoises | 4 | | 11 | 9 | | 12 | | 12 | 9 | 57 |
| Vie politique canadienne et québécoise | 7 | | 7 | 7 | | 12 | | 17 | 25 | 75 |
| Droit international | 2 | | 0 | 0 | | 2 | | 3 | 2 | 9 |
| Politique étrangère et relations internationales | 1 | | 6 | 6 | | 5 | | 10 | 12 | 40 |
| Études régionales | 6 | | 0 | 4 | | 4 | | 11 | 11 | 36 |

[279]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 9

“La recherche et l'intervention  
anthropologiques à l'Université Laval.”

Par Marc-Adélard TREMBLAY

I. PROBLÉMATIQUE ET CONTEXTUALISATION [[155]](#footnote-155)

[Retour à la table des matières](#tdm)

EN TANT QUE DISCIPLINE ACADÉMIQUE, l'anthropologie est née vers le milieu du XIXe siècle en Europe et aux États-Unis. Dans une très large mesure, sa naissance a coïncidé avec l'apogée de l'ère coloniale. Suite aux pressions internes venant des peuples gouvernés, les puissances coloniales ont été dans l'obligation de s'intéresser de plus près aux traditions et coutumes des colonies qui, en très grande majorité, étaient multiethniques et multilingues. Les motifs premiers des puissances conquérantes avaient toujours été jusque-là l'exploitation des ressources [280] naturelles disponibles sur les territoires assujettis pour des fins d'enrichissement matériel et, à ce sujet, on avait mis en place des structures politiques et des modes de contrôle qui en assuraient l'efficacité. Les revendications internes des peuples soumis visaient surtout la participation tant aux structures gouvernementales qu'économiques et sociales. La participation des peuples conquis a obligé les puissances impériales à former des administrateurs ayant une excellente connaissance de la langue et des coutumes des ethnies qu'ils auraient à administrer (l’*indirect rule).* Aux États-Unis, la situation fut quelque peu différente car, à cette époque-là, l'ambition des Américains se limitait à conquérir l'Ouest où vivaient de nombreuses tribus indigènes qui ont lutté, sans succès, pour contrer l'envahissement et l'usurpation de leurs territoires.

En Europe, comme en Amérique d'ailleurs, bien avant que l'anthropologie ne conquît son statut de discipline académique insérée dans les structures universitaires, il y eut des missionnaires, des explorateurs, des commerçants ainsi que des philanthropes et des autodidactes qui s'intéressèrent aux langues indigènes, aux rituels religieux et cérémonies médicinales et aux visions du monde de ces populations et qui se préoccupèrent de leur sort. Il existait donc, avant la naissance formelle de l'anthropologie scientifique, toute une documentation écrite sur un très grand nombre d'ethnies qui a servi de matériel de base aux premiers anthropologues, ceux que l'on a appelés les *armchair anthropologists.*

Cette discipline fit son apparition peu de temps après la parution de [*On the Origin of Species*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24756283)(DARWIN 1859). Darwin y effectuait la démonstration de l'évolution des espèces animales sur de très longues périodes à la suite de processus adaptatifs (à l'environnement naturel), compétitifs (des espèces entre elles), sélectifs (sélection naturelle) et de lentes mutations génétiques. Cet ouvrage, plus que tout autre, allait inspirer dans sa foulée des interrogations sur l'évolution de l'Homme dans sa lente progression vers la station verticale, dans la spécialisation de ses membres antérieurs, dans la fabrication d'outils et dans le développement de son cerveau. L'apparition de l'espèce *Homo sapiens* allait susciter des questionnements très nombreux se rapportant à l'évolution de la vie en société et de l'organisation sociale. Ce sont les réponses apportées à ces questions qui seront à l'origine des premières théories anthropologiques, c'est-à-dire des explications générales à caractère universel sur le processus d'hominisation et sur les processus de la complexification sociale et de la diversité culturelle. C'est par son intérêt dans celles-ci, basées à la manière des sciences naturelles sur l'observation rigoureuse et la documentation minutieuse des faits, que l'anthropologie aspirait à l'acquisition d'un statut scientifique. Il fallait, selon cette [281] optique, développer des lois universelles de comportement tout comme il s'avérait nécessaire de reconstituer, par l'analyse comparative et des perspectives transculturelles, les grandes étapes de l'expérience humaine et de l'évolution des sociétés. Voilà une ambition qui s'est concrétisée dans plusieurs directions différentes et qui fut à l'origine de la spécialisation en anthropologie et de la définition de champs particuliers ou de sous-disciplines anthropologiques, à savoir, l'anthropologie somatique, l'archéologie, l'ethnolinguistique (étude des langues indigènes) et l'anthropologie sociale.

Ce bref aperçu sur l'anthropologie vise à contextualiser la très grande variété des conditions historiques et socio-politiques qui ont été à l'arrière-plan de l'émergence de cette discipline, en tant que l'une des sciences de l'Homme, et qui ont inspiré ses principales orientations, lesquelles donnèrent lieu à l'apparition de champs disciplinaires particuliers. Il faut ajouter que les grands centres de l'anthropologie, en tant que science moderne, sont l'Angleterre (anthropologie sociale), la France (ethnologie) et les États-Unis (anthropologie culturelle). Tous trois possèdent des traditions spécifiques que reflète l'appellation de la discipline dans ces pays et auxquelles se rattachent les anthropologues des autres pays, répartis aujourd'hui sur tous les continents. Le cas de l'anthropologie indigéniste (celle que pratiquent les nationaux nés et vivant dans des pays économiquement peu développés) mériterait à lui seul un traitement spécial.

Étant à la périphérie des grands centres, l'anthropologie pratiquée au Canada et au Québec n'échappe pas à cette règle générale. Le Canada français est un espace intellectuel où coexistent les traditions européennes et nord-américaines. Les anthropologues universitaires, à tout le moins, sont influencés par les travaux d'adhérents à l'une ou l'autre de ces traditions et la dynamique de leurs interinfluences crée au Québec un type particulier d'anthropologie. Cependant l'anthropologie qui s'y pratique, par les francophones en particulier, se distinguait nettement, jusqu'à tout récemment en tout cas, du type d'anthropologie pratiquée au Canada anglais. Les conditions socio-politiques qui ont présidé à sa naissance ainsi que les traditions intellectuelles qui l'ont développée sont différentes de celles du Canada anglais.

L'enseignement des sciences sociales débuta à l'Université Laval en 1938 (COLLECTIF 1948 ; LÉVESQUE 1984) et l'École obtint le statut de faculté en 1943. C'est le 13 octobre 1970 que le Conseil de l'Université Laval adoptait une résolution créant le Département d'anthropologie, jusqu'alors partie intégrante du Département de sociologie et d'anthropologie (Résolution U-70-472).

[282]

Énonçons les grandes lignes de développement du chapitre. Une première section traitera de la recherche anthropologique à Laval. Une seconde portera sur l'organisation administrative, les programmes d'enseignement et les clientèles étudiantes. Une dernière abordera brièvement l'intervention anthropologique.

2. LA RECHERCHE ANTHROPOLOGIQUE

L'activité de recherche ne représente pas une qualité spéciale de l'anthropologie puisque toutes les disciplines académiques s'y adonnent, avec plus ou moins d'intensité. Toutefois, étant donné les objectifs de l'anthropologie dont la vocation l'amène à étudier toutes les civilisations passées et présentes de la planète, ce qui l'oblige à entreprendre des analyses à caractère historique, spatial (la perspective spatio-temporelle) et transculturel (la méthode comparative), je dois examiner, brièvement, les principales sociétés qui ont fait, ou qui font l'objet d'études approfondies par les professeurs de Laval. La recherche anthropologique est une partie intégrante d'un programme de formation et d'apprentissage disciplinaires. On conçoit mal, par exemple, comment un anthropologue pourrait dispenser un enseignement sur une aire culturelle ou sur un des paliers de l'analyse anthropologique sans posséder lui-même une longue expérience ethnographique de cette aire de culture. D'ailleurs, un apprentissage à une lecture anthropologique de la réalité d'ici ou d'ailleurs nécessite plusieurs années de formation aux perspectives conceptuelles de l'anthropologie et de familiarisation à ses techniques et outils d'observation (TREMBLAY 1957, GENEST 1985). Dès ses débuts l'anthropologie à Laval s'est d'autant sentie liée à ces exigences disciplinaires que le seul débouché disponible sur le marché du travail était la recherche. C'est ainsi que furent encouragées les expériences hâtives sur le terrain et que celles-ci devinrent la composante principale de la formation. Cette orientation permit à nos premiers diplômés d'être facilement acceptés dans les universités étrangères en vue de poursuivre des études doctorales comme à s'intégrer ici dans des milieux de travail réservés à d'autres profils universitaires.

La recherche en anthropologie est dispendieuse puisqu'elle nécessite des déplacements vers des contrés éloignées et des séjours prolongés sur le terrain. Dans *la Passion de l'échange* (GENEST 1985), des membres du Département relatent leurs expériences : celles-ci mettent en lumière les difficultés de l'entrée sur le terrain et de la cueillette de données significatives [283] qui se prêtent à une analyse systématique et à une interprétation. L'anthropologue s'inspire principalement de données qui constituent un corpus dont la construction nécessite plusieurs années d'observations à caractère ethnographique. Des circonstances socio-historiques, liées principalement aux politiques des organismes subventionnaires et à la croissance rapide des effectifs étudiants, suscitèrent de profondes transformations de la recherche anthropologique.

Un inventaire de l'ensemble des travaux empiriques et conceptuels des collègues, depuis leur entrée au Département, fut réalisé par Muena-Muanza Ntumba [[156]](#footnote-156) (1985), dans le cadre d'une opération visant à établir des champs de recherche privilégiés autour desquels se constitueraient des groupes fonctionnels de transmission du savoir anthropologique et de recherche. Tout en fournissant des lieux de réflexion, de discussion et d'encadrement, ces champs de recherche permettraient une meilleure intégration des étudiants aux principales préoccupations disciplinaires et favoriseraient une meilleure concertation des efforts de l'équipe professorale tant dans l'enseignement que dans la recherche. Ces champs sont maintenant en voie d'organisation et plusieurs thèmes ont fait l'objet de présentations [284] à l'occasion de séminaires dans le cadre des conférences du Laboratoire d'anthropologie. Une grille de préparation aux discussions fut proposée. Les responsables des exposés devaient répondre aux cinq questions suivantes : *(a)* Quels sont les défis qui se posent à ce champ sur le plan conceptuel ? *(b)* Quels sont les rapports interdisciplinaires qu'entretient ce champ ? (c) Quelle est la spécificité de la contribution anthropologique dans ce champ par rapport aux autres disciplines ? *(d)* Quelle est l'utilité présente et future des recherches dans ce champ (applications pratiques) ? et *(e)* À quel point notre Département est-il prêt à soutenir et développer ce champ ? Les champs ayant fait l'objet de présentations formelles sont : (1) les ethnies et l'identité culturelle ; (2) la condition féminine ; (3) la parenté au Québec ; (4) les classes sociales dans le milieu rural ; (5) les recherches nordiques ; et (6) la sémiotique.

Afin de mieux comprendre comment cette volonté de prioriser des champs de recherche est née, il faut se reporter à la tradition de recherche qui s'est établie depuis les premiers enseignements de l'anthropologie en 1958. Il faut aussi reconstituer les principales étapes de son évolution au moment de la départementalisation, tenant particulièrement compte des efforts qui ont été faits par l'équipe professorale pour s'arrimer aux Grandes Orientations de l'Université en élaborant des plans triennaux de développement qui leur étaient étroitement associés.

2.1. L'ethnographie  
de la Côte-Nord du Saint-Laurent

Deux projets de recherche ont imprimé leur marque sur les orientations de la recherche anthropologique au Département. Ce sont la Commission d'étude Hawthorn-Tremblay sur les Indiens contemporains du Canada (HAWTHORN 1966-1968) et un programme de recherche qui a duré dix ans (1965-1975) sur l'Ethnographie de la Côte-Nord du Saint-Laurent (TREMBLAY 1967, Tremblay et LEPAGE 1970). Ces recherches ont permis la formation de nombreux étudiants, dont quelques-uns sont aujourd'hui dans le monde de l'enseignement, ont favorisé la publication d'articles scientifiques et ont contribué à définir les premières orientations de l'anthropologie par l'établissement d'un Laboratoire d'ethnographie lequel, avec le temps, est devenu un Laboratoire d'anthropologie. Bien que cette équipe de recherche n'ait pas publié un rapport d'ensemble (il existe à l'état préliminaire) et qu'elle ait utilisé une problématique culturaliste (valable pour l'époque dans l'état de développement de l'anthropologie d'ici), le bilan d'ensemble m'apparaît positif. Cette équipe a démarré un programme de recherche ayant une certaine continuité à un moment où ce [285] genre d'initiative était difficile ; elle a permis la formation d'un grand nombre d'anthropologues dont la réputation est bien établie, pour ne pas mentionner l'établissement d'un fichier bâti à l'image de ceux établis par Clyde Kluckhohn dans ses études au Sud-Ouest américain et par Alexander H. Leighton dans ses études épidémiologiques sur la maladie psychiatrique dans le comté de Stirling, en Nouvelle-Ecosse. L'ensemble des données recueillies ont été largement sous-utilisées. Toutefois, elles ont servi aux travaux de Paul Charest et de ses équipes dans la région et plus récemment à Yvan Breton et à son équipe qui ont rédigé, en montagnais, en français et en anglais, six brochures de vulgarisation sur divers aspects du milieu à l'intention des résidents de la région. En dernier lieu, les travaux sur cette région isolée, en voie de changement rapide, ont permis, comme le soulignent Marc-Adélard Tremblay et Gerald L. Gold (1983 : 57), l'élaboration de cadres théoriques inspirés de l'écologie culturelle (CHAREST 1973), de la perspective ethnohistorique (DOMINIQUE 1974) et du matérialisme historique (BRETON 1973b).

2.2. Les études inuit à Laval

Les études inuit, tout comme celles sur le Canada d'expression française, ont été définies, au moment de la départementalisation, comme étant une des aires de culture privilégiée. Bénéficiant dès le départ d'appuis financiers importants, ces études visent à une « compréhension globale de la culture esquimaude de l'arctique oriental, celle du Nouveau-Québec, en particulier » (dorais 1972 :1). Bien qu'on se soit intéressé aux aspects technologiques, écologiques et socio-économiques traditionnels et contemporains, on note, cependant, un intérêt plus marqué pour les représentations symboliques et la dialectologie, deux domaines de recherche constituant les champs d'études privilégiées des deux premiers professeurs du Département à s'intéresser aux Inuit, à savoir, Bernard Saladin d'Anglure et Louis-Jacques Dorais. Saladin d'Anglure avait séjourné au Nouveau-Québec en 1956, 1960, 1961 et 1962. Dès 1965 débutèrent les travaux d'équipe ayant pour base l'Université de Montréal. « À partir de 1968, le centre de gravité du projet se déplace de Montréal à Québec, le directeur et la majorité des participants travaillant dans le cadre du Département d'anthropologie de Laval (DORAIS 1972 :3). »

De 1967 à 1971, Saladin d'Anglure fut professeur invité à Laval : il reviendra enseigner à plein temps en 1971 pour assumer la direction du nouveau Département d'anthropologie. Dorais se joignit à l'équipe départementale en 1972 tandis que François Trudel complète l'équipe des [286] inuitologues en 1975. L'abondance des subventions de recherche au cours des ans a permis d'engager de nombreux assistants de recherche. Une des caractéristiques originales de cette équipe fut d'intégrer des Inuit comme assistants de recherche, traducteurs ou informateurs-rédacteurs, permettant ainsi aux autochtones, comme ils le souhaitaient, de participer aux activités de recherche et à la publication de textes inuit en syllabique. Ces recherches au Nouveau-Québec inuit ont eu un impact certain sur le milieu. Les recherches sur l'occupation effective et l'utilisation traditionnelle du territoire par exemple, ont servi d'éléments de base à l'Association des Inuit de cette région à l'occasion des négociations entourant l'Entente de la Baie-James.

Dans le domaine des publications, cette équipe a produit de nombreux articles, surtout depuis 1979-1980. Saladin d'Anglure, pour sa part, a produit un article sur les Inuit du Nouveau-Québec dans le tome 5 du *Handbook of North American Indians* (1984a) en plus de faire paraître dans *Études/Inuit/Studies* et dans d'autres revues des articles reliés à ses recherches dans le Grand-Nord (SALADIN D'ANGLURE 1983, 1984b, 1984c en sont des exemples). Trudel, de son côté, dans les perspectives de l'ethnohistoire, a assumé la direction de numéros de *Recherches amérindiennes au Québec,* le dossier caribou (TRUDEL 1979) et les rapports entre l'ethnologie et l'histoire (TRUDEL 1978) en plus de présenter les résultats de ses travaux ethnohistoriques sur le Nord dans d'autres revues et ouvrages. Dorais vient de publier l'historique d'un village inuit (1984a) ainsi qu'une grammaire de la langue inuit (DORAIS 1983). Il a esquissé un bilan critique des études sur les Inuit du Nord Québécois (1984b) en plus de faire paraître des études sur les Inuit dans des publications canadiennes et européennes.

Les membres de cette équipe ont mis sur pied en 1974, en collaboration étroite avec les Inuit, une association indépendante de l'Université Laval, l'Association INUKSIUTIIT KATIMAJIIT inc, mais qui regroupe sensiblement les mêmes individus. En 1978, cette Association met sur pied la revue *Études/Inuit/Studies .* La Corporation, en plus de se spécialiser dans la production de documents en syllabique, organise à tous les deux ans sur un campus universitaire québécois un congrès qui réunit les chercheurs et spécialistes de la culture inuit ainsi que ses principaux leaders.

2.3. Les études sur l'Afrique noire francophone

Les études africaines à Laval ont représenté, au début de l'anthropologie, une aire privilégiée. Les étudiants des premières générations s'y sont rendus pour effectuer des terrains suscités par la nature de leurs intérêts [287] sans être encadrés dans des équipes. Aussi est-il plus difficile de reconstituer l'historique des contributions des africanistes. Il existe deux articles qui nous éclairent sur les études africaines à Laval : ce sont ceux de Renaud Santerre (1974) et de D. Paul Lumsden (1983). Il est important de mentionner que Serge Genest est en ce moment le rédacteur de la *Revue canadienne des études africaines* laquelle constitue une source générale d'information.

Le premier africaniste à joindre le Département de sociologie en 1963 fut Albert Doutreloux, un Belge qui travailla une dizaine d'années au Zaïre avant sa venue à Québec (DOUTRELOUX 1967). Il assuma, avec Tremblay et des professeurs invités européens, jusqu'à son départ pour l'Université Libre de Louvain en 1969, les enseignements anthropologiques de base (cours théoriques et méthodologiques, cours sur les aires culturelles, introduction à l'anthropologie sociale et culturelle, cours sur les auteurs et les paliers d'analyse en anthropologie, etc.) aux étudiants inscrits à l'Option anthropologique. La perspective herméneutique, sa préoccupation d'établir une jonction entre la philosophie, la psychologie et la sociologie ainsi que son intérêt pour les phénomènes religieux caractérisent son travail durant son séjour à Laval. Il a dirigé les travaux de terrain d'étudiants préparant des mémoires de maîtrise dans des régions aussi variées que le Rwanda, le Cameroun, la Haute-Volta et le Zaïre. Charest, avant son engagement comme professeur à Laval, fit un terrain sous l'égide de Doutreloux au Rwanda et sous la direction de Robert Gessain du Musée de l'Homme à Paris au Sénégal oriental.

Le premier programme de recherche sur l'Afrique portait sur La transmission du savoir. Il fut mis sur pied par Santerre en 1970, soit deux ans après son arrivée au Département. L'objectif de ce programme « est d'étudier les modalités de la transmission du savoir en divers types de sociétés (à tradition orale, à tradition écrite et à tradition mixte) dans le but de contribuer à l'élaboration d'une théorie du savoir qui serait l'analogue de la théorie du pouvoir pour l'anthropologie politique » (SANTERRE 1972 : 2). Santerre produisit sa thèse doctorale sur l'école coranique (1968), tandis que Genest, dans la sienne, s'est intéressé au savoir traditionnel (1976). Ces recherches africaines se sont poursuivies à peu près jusqu'en 1980. Elles permirent à des étudiants, provenant d'horizons disciplinaires différents, de poursuivre une expérience d'observation en Afrique et, dans certains cas, de produire une thèse de maîtrise. Elles sont aussi à l'origine d'un certain nombre d'articles parus dans diverses revues par Santerre et Genest et de deux ouvrages (SANTERRE 1973 et 1982c). Le dernier, un [288] collectif sur une anthropologie de l'éducation camerounaise, représente certes une remarquable contribution.

Jean-Jacques Chalifoux, arrivé au Département en 1974, a pour sa part conduit des recherches suivies chez les Piti du Centre du Nigeria. Reposant sur treize mois d'ethnographie en Afrique de l'Ouest, elles ont donné lieu à une thèse de doctorat (CHALIFOUX 1976) et fait l'objet de publications portant sur des questions de polyandrie (1977 et 1979), des rapports parenté-économie (1980b), de l'impact de l'histoire coloniale (1976), des rapports d'âge et de générations (1985), des rituels et idéologies (1976), et de l'ethnicité (1980a, 1982,1983). La contribution originale de ces travaux fut de permettre des analyses transformationnelles comparatives des populations de cette région, et même d'ailleurs, en collaboration avec Jean-Claude Muller et Chantale Collard qui s'est intéressée à des populations homologues au Cameroun. Ces modèles ont permis de redéfinir les approches structuralo-marxistes des sociétés africaines et de montrer comment la logique dialectique représentait une opération autonome des rapports matériels.

2.4. Les études sur la Méso-Amérique

Deux aires culturelles particulières, le Mexique et les Caraïbes, furent au cœur de la formation intellectuelle tant de professeurs que d'étudiants au Département. Ainsi Claude Bariteau, Jean-Jacques Chalifoux, Huguette Dagenais et Lise Pilon-Lê ont produit leur mémoire de maîtrise dans le cadre du Centre de Recherches caraïbes de l'Université de Montréal, dirigé alors par Guy Dubreuil et Jean Benoist. Chalifoux et Dagenais ont développé, par la suite, des intérêts de recherche dans la région : Dagenais, sur les femmes en Guadeloupe, et Chalifoux, sur la question de l'ethnicité en Guyane française, ce dernier pays établissant une jonction entre les Caraïbes et l'Amérique du Sud.

Les recherches effectuées sur la Méso-Amérique, à ses débuts, furent conduites soit par des individus ou par des groupes sur divers terrains et non pas à l'intérieur d'un projet unique. À ce propos, il convient de souligner « le travail pionnier de Pierre Beaucage, maintenant professeur au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal qui, dès 1966, entreprenait des études sur le terrain au Honduras » (BRETON 1972 : 1). Ses études au Mexique dans la Sierra Norte de Puebla débutèrent en 1969, après que des contraintes politiques l'eurent empêché de poursuivre ses travaux sur l'anthropologie économique des Caraïbes noires, par un inventaire démographique et économique complet de trois communautés. [289] En 1970 les travaux de cette équipe prirent de l'ampleur et se sont poursuivis dans six villages différents sur la morphologie sociale et la dynamique sociale.

À l'automne 1970, Breton entreprenait des travaux d'observation chez les pêcheurs-paysans du nord-est vénézuélien, qui se situaient dans la foulée de ses travaux à Saint Paul's River sur la Basse-Côte-Nord (1973 b), en fonction de ses études doctorales à l'Université du Michigan (1973a). Ces communautés vénézuéliennes tiraient leur subsistance traditionnelle d'une économie mixte (ressources de la mer et de la terre). Cette économie était en voie de transformation rapide en vue d'une spécialisation : il s'agissait d'analyser comment elles s'adaptaient à cette situation économique nouvelle.

En 1972-1973, Breton entreprenait des travaux d'observation chez les pêcheurs-paysans mayas des Basses Terres du Yucatan au Mexique dans le but « d'étudier les problèmes de spécialisation économique de l'agriculteur maya dans une sous-région particulière, celle de la plaine côtière au nord-est de la ville de Mérida, et d'analyser, à l'aide de caractéristiques différentielles des unités de production, les possibilités de diversification qu'offrent les secteurs occupationnels de la pêche et de l'artisanat » (BRETON 1972 :10). Cette étude s'inspire des développements enregistrés alors dans le champ de l'anthropologie économique, principalement par Erik Wolf, et conteste les fondements fonctionnalistes des études sur les sociétés paysannes réalisées, pour la plupart d'entre elles, en Afrique tribale. En examinant de plus près les facteurs et les rapports sociaux de production, l'auteur vise à démontrer que l'amélioration des conditions de vie dépend à la fois d'une diversification des ressources et d'un contrôle direct sur ces ressources. Cette étude a permis la publication d'un ouvrage en français (BRETON et LABRECQUE 1981) et en espagnol (BRETON et LABRECQUE 1982) et la réalisation d'une thèse doctorale (LABRECQUE 1982b).

Les études amorcées par Breton au Venezuela en 1970 se continuèrent en 1976 : elles ont porté sur des villages de pêcheurs et le procès de production économique dans les perspectives du matérialisme historique. Mentionnons encore que les études sur la Méso-Amérique ont débordé ce cadre géographique pour pénétrer dans le champ des études latino-américaines grâce aux efforts de Breton et de ses équipes de recherche ainsi que ceux de Bernard Arcand qui auparavant, par ses travaux sur les Cuivas de la Colombie (arcand 1971, 1972, 1976, 1977, 1978 et 1979), a élargi les préoccupations (ethnocide) ainsi que les perspectives théoriques (structuralisme et approche symbolique) de notre programme d'étude.

[290]

2.5. Les études autochtones à Laval

Dès les débuts de l'anthropologie à Laval, les études autochtones ont été un champ privilégié. Si on met de côté les études autochtones des précurseurs (TREMBLAY 1982b), les premiers travaux d'envergure ont été lents à démarrer. D'abord théoriques, les études autochtones ont vite évolué, dans la période récente, vers les études à caractère utilitaire dont la portée socio-politique ne faisait aucun doute. C'est à l'automne 1972 qu'un groupe formel d'études amérindiennes fut mis sur pied (POTHIER 1972). On envisageait même « de faire de cette équipe un centre important pour les Indiens du Québec eux-mêmes » (pothier 1972 : 1). Cet objectif se réaliserait, croyait-on, « en associant des Indiens aux travaux de recherche, en rejoignant des clientèles étudiantes amérindiennes et en élaborant des services (comme des publications en langues indiennes) qui seront accessibles à l'ensemble de la collectivité » *(Ibidem).* Ces objectifs ont contribué à mieux ancrer une tradition naissante qui prendra un essor considérable quelques années plus tard. Ces premiers travaux ont porté sur la pharmacopée traditionnelle et les mythes des Iroquois Mohawk du Québec (SIMONIS 1972,1973a, 1973b, 1977a et 1977b), les problèmes de développement chez les Cris de la Baie-James et un inventaire toponymique chez les Montagnais de la Basse-Côte-Nord et du Labrador (BOUCHARD 1973).

Ces dernières années, des collègues ont particulièrement influencé l'évolution et le développement des études autochtones : ce sont Gerald McNulty dans le champ des études ethnolinguistiques (McNULTY 1974 et 1978, McNULTY et BASILE 1981, McNULTY et TAILLON 1982) ; Trudel dans le domaine des analyses ethnohistoriques soit sur l'histoire des Inuit du Québec nordique, l'exploitation des ressources dans la péninsule du Québec-Labrador (TRUDEL 1979) ou encore sur les relations interethniques au Nord (trudel 1981) ; Arcand, particulièrement dans ses études sur les représentations sociales (ARCAND et VINCENT 1979) ; ainsi que Charest dans ses travaux sur les ressources naturelles indigènes à la lumière de l'écologie culturelle (1977, 1980a, 1980b, 1982a, 1982b, 1986). Dans ce dernier cas, il faut mentionner son association au Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) dont les retombées sont considérables (CHAREST 1987), à la fois pour la formation des étudiants et le rayonnement du Département. Charest a également été engagé, avec Trudel qui assumait la coordination de la présentation du dossier d'exploration-élaboration (TRUDEL *et al.* 1986), dans la mise sur pied d'un certificat en études autochtones à l'automne 1986. Il a aussi pu, avec la collaboration de McNulty et de Jean Huot (biologie), obtenir des subventions de recherche [291] totalisant près d'un demi-million de dollars pour le projet « Exploitation et aménagement des ressources fauniques par les Montagnais du Québec », avec l'appui du CAM et des communautés montagnaises.

2.6. Les études sur les communautés rurales

Les orientations théoriques ainsi que les démarches méthodologiques des premiers travaux accomplis à Laval sont assez bien couverts dans une publication récente de Tremblay et Gold (1984 : 263-274). Celles-ci, pour la plupart, se situent dans la foulée des courants fonctionnalistes en anthropologie. Mais, dès les débuts des années soixante-dix, d'autres courants théoriques vont marquer les études sur le Québec rural, en particulier, le matérialisme historique. En agriculture comme dans les pêcheries, par exemple, on cherchera à décomposer « l'impact d'une pénétration du mode capitaliste de production » (TREMBLAY et GOLD 1984 : 275). Le modèle néo-marxiste, on le sait, accorde une place importante aux effets du capitalisme sur le procès de différenciation sociale associée aux nouvelles structures du pouvoir et aux transformations idéologiques qui les accompagnent. Bariteau, dans ses analyses des pêcheries aux Îles-de-la-Madeleine (1978 et 1979), Breton (1979) et Pilon-Lê (1979, 1980), dans leurs travaux sur l'agriculture d'un Québec moderne, en arrivent à la constatation d'une insertion de plus en plus grande du capitalisme comme force de production, d'une influence de plus en plus pénétrante de l'État sur le processus de production lui-même et d'un relâchement dans l'autonomie du producteur.

Les travaux de l'équipe de Breton dans Bellechasse sont intéressants sur ce point car ils visaient principalement à mettre en relation « les concepts de sociétés paysannes, de classes sociales et de structure étatique » (BRETON 1979 :312) après avoir constaté que les grandes caractéristiques de la société paysanne québécoise étaient *(a)* la diversité du procès de travail chez les paysans ; *(b)* l'absence d'une stratification socio-économique poussée entre les producteurs et *(c)* la prédominance de la petite production marchande comme mode d'organisation économique *(Idem :*3l 1).

Les études récentes de Pilon-Lê sur le Québec rural portent sur la transmission des fermes. Elles s'insèrent dans le cadre d'un Projet France-Québec qui s'intéresse principalement à une étude comparative des politiques agro-alimentaires de l'État et des conséquences qu'elles engendrent sur les collectivités rurales. Le volet québécois de ces études tente d'identifier l'impact des politiques agricoles sur la transmission des fermes, principalement en ce qui a trait aux problèmes rencontrés par les familles et les unités de production lors de la transmission proprement dite (PILON-LÊ 1984).

[292]

Claude Bariteau a amorcé des travaux sur les effets du développement capitaliste sur les villages de pêcheurs aux Îles-de-la-Madeleine. À l'aide d'un modèle marxiste, il a illustré comment l'ensemble des contraintes originaires du système capitaliste réduisent l'efficacité des coopératives. Par extension, tout comme l'a fait Bernier et Breton, Bariteau met à jour les freins structurels du développement régional (bariteau 1977). Ce dernier estime que le cas des Madelinots est typique. Les coopératives sont d'abord instituées dans le but de corriger les déséquilibres économiques évidents. Dans un second temps, le gouvernement les marginalise pour favoriser l'implantation, dans le milieu où elles sont établies, de corporations multinationales. Les coopératives deviennent ainsi soumises au mode capitaliste de production *(Idem*: 36).Selon Bariteau, il est possible, dans le contexte régional, d'améliorer la compréhension de la structure du pouvoir ainsi que celle des conflits par le biais de l'étude de l'impact des changements produits par le monopole capitaliste. Bien que cette perspective sur le développement régional de Bariteau possède une teinte déterministe, elle est solidement ancrée dans une description ethnographique de qualité sur la structure des élites locales et régionales ainsi que sur les procès d'industrialisation. Il poursuit aujourd'hui ses observations, dans la même ligne de pensée, dans trois municipalités du Québec ayant une structure économique différente en vue de comparer les variations qui se manifestent dans les diverses modalités du pouvoir local et, par voie de conséquence, dans les comportements et relations de classe (bariteau, durand, pilon-lê 1980). Comme ces travaux portent tout autant sur les travailleurs que sur les gérants, ils enrichiront l'univers des données sur lesquelles se fondent les analyses anthropologiques comparatives sur les conséquences de l'industrialisation au Québec (Tremblay et gold 1984 : 283-284).

2.7. Le structuralisme  
et la représentation symbolique du Québec

Les modèles structuralistes ont servi à la représentation symbolique des autochtones et des populations euro-québécoises. Ils ont été utilisés à la fois par des étudiants européens de Lévi-Strauss venus au Québec (Saladin d'Anglure, Simonis) et par des Québécois qui ont étudié à la Sorbonne (Savard). Les structuralistes et les néo-marxistes, engagés dans l'étude du Québec, ont entretenu des relations de coexistence. Tout récemment, d'ailleurs, certains anthropologues ont cherché à intégrer ces deux approches dans une seule et même visée théorique. Tandis que l'anthropologie marxiste québécoise vise à déceler comment sont sapées les structures précapitalistes en faisant appel à un matérialisme historique de type universaliste, les structuralistes, de leur côté, fondent leurs interprétations sur des critères de type universaliste pour apprécier les représentations idéologiques de la structure sociale québécoise et des mutations qu'elle subit. (TREMBLAY et GOLD 1984 : 280).

[293]

L'analyse structurale du discours populaire de Pierre Maranda prolonge ses recherches antécédentes sur le mythe par une étude systématique de l'étayage sémantique des différences de classe et de celles des groupes ethniques (maranda 1978 et 1979). Par une comparaison sémantographique du domaine travail à la Haute ville et dans la Basse ville de Québec, Maranda centre son analyse sur l'infra-discours. En utilisant les outils de l'analyse structurale et ceux de l'informatique, il fait la démonstration que les « clichés, les stéréotypes et les résidus expérientels » (maranda 1978 :251) du résident urbain définissent « la condition de son locuteur » *(Ibidem)* selon les clivages socio-économiques. Une analyse plus substantielle du même auteur compare la carte sémantique des groupes ethniques à Montréal par rapport à la solidarité sexuelle, la masculinité, la féminité et la solidarité ethnique (maranda 1979). Basés sur plusieurs types d'analyse, les résultats préliminaires de cette étude produisent des cartes d'associations entre les groupes ethniques qui mettent en évidence le fait qu'un « réseau complexe d'intersections et de complémentarités sémantiques entre les groupes ethniques montréalais repose sur un fonds commun qui s'exprime au niveau paradigmatique (narratif) ». Cette étude fait l'objet d'études réplicatives dans d'autres villes du continent nord-américain (Tremblay et gold1984 : 281-282).

À la lumière de ces résultats, on peut constater que Maranda utilise les perspectives conceptuelles et les outils opératoires du structuralisme et de la sémiotique afin de révéler les codes non verbalisés qui, tout en trahissant des patrons culturels implicites, nous apportent des constats d'une grande utilité pour mieux saisir la signification des rapports interethniques au Québec.

2.8. Les études féministes

Une étude toute récente de Dagenais portant sur la méthodologie féministe mérite une attention spéciale en ce sens qu'elle vise à donner un aperçu d'ensemble sur la terminologie, à révéler les principes épistémologiques et éthiques qui sous-tendent les démarches d'observation et à énoncer quelques pistes de recherche (DAGENAIS 1987) :

... C'est parce qu'il existe actuellement une production scientifique féministe, abondante et de grande qualité qu'il m'est possible aujourd'hui de tenter une présentation systématique de sa méthodologie. Les principes, les questions, les contradictions, les pistes que j'évoque ici sont ceux que, selon moi, on retrouve implicitement ou explicitement, dans les travaux scientifiques des féministes, nord-américaines en particulier, ceux qui m'apparaissent récurrents dans leur discours (dagenais 1987 : 1).

[294]

Le féminisme en tant que champ de recherche est un type de regard sur la réalité sociale et une perspective d'analyse des phénomènes observés, étroitement associés et nourris par le mouvement des femmes, un mouvement social dont l'objectif primordial est la transformation des institutions et des structures d'autorité ainsi que des rapports sociaux afin de bâtir une société égalitaire. Certains milieux scientifiques considèrent que cette approche a une visée politique et ont tendance à l'écarter comme n'étant pas scientifique. Dagenais, dans son exposé, cherche justement à mettre en relief que la recherche féministe se caractérise par une grande rigueur dans la démarche et par l'intégration de principes épistémologiques qui, en dépit d'appartenances disciplinaires différentes, revêtent un caractère d'unité.

La plupart des études de Dagenais, dans les perspectives féministes, ont porté, soit sur le Québec (dagenais 1979, 1980, 1981a, 1981b, 1985a, 1985b entre autres) ou sur la Guadeloupe (1985c, 1986, DAGENAIS et POIRIER 1986). Certains travaux de Marie-France Labrecque ont été menés au Mexique où sa préoccupation majeure est davantage liée au domaine de l'anthropologie économique. En effet, plusieurs de ses travaux se rapportent à la production économique et à la prolétarisation de la paysannerie maya au Yucatan (BRETON et labrecque 1981, labrecque 1982a, 1982b, 1985). Tout en poursuivant ses travaux dans les perspectives du matérialisme historique sur les rapports de production au Yucatan, elle s'est également intéressée à la condition des femmes là-bas et à leur position dans la structure sociale (1986 et 1987). Dans des observations en Haute-Mauricie sur les Attikamèques, Labrecque a intégré les perspectives néo-marxiste et féministe afin de mieux rendre compte de l'état de dépendance des communautés autochtones en regard du régime capitaliste et de mieux saisir la nature des rapports femmes-hommes. Elle a produit en collaboration avec Gaétan Drolet un guide annoté des ressources documentaires sur ces populations (LABRECQUE et DROLET 1986).

2.9. L'ethnicité urbaine

L'anthropologie urbaine et l'anthropologie de l'ethnicité sont devenues au Québec des champs d'études ayant de si nombreuses interconnexions que je puis les unifier pour en rendre compte. L'émergence de ces deux sous-disciplines anthropologiques tient à la fois à l'évolution de l'anthropologie, aux transformations de la société québécoise et à la venue au Québec d'anthropologues nés à l'étranger. Ces derniers n'ont pas perçu de la même manière que les anthropologues nés au Québec les pressions du [295] nationalisme québécois par rapport à l'urgence de certaines études. Ils ont ainsi élargi les horizons géographiques et idéologiques des études de terrain. Cette influence s'est fait surtout ressentir dans le choix des populations étudiées, les problématiques mises à l'essai (ELBAZ 1985a) et l'examen des trajectoires de leur insertion sociale dans les infrastructures et institutions québécoises. Dans le cas du Québec, les minorités ethniques sont surtout localisées à Montréal où elles représentent un segment de plus en plus important de la population. En 1987, les francophones du Montréal métropolitain représentent à peu près 65 pour 100 de la population de ce territoire, ce qui traduit un déclin par rapport aux décennies précédentes. La proportion des anglophones à Montréal est également en décroissance. L'immigration au Québec est devenue ces dernières années un sujet d'une très grande importance pour le groupe francophone, surtout en ce qui a trait à l'apprentissage linguistique des immigrants. En cette période de la baisse du taux de natalité chez les francophones, cet enjeu est devenu prioritaire.

Au début de l'anthropologie à Laval l'intérêt s'est porté sur les autochtones et les Acadiens du Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse et de la Louisiane. Ces études ont porté principalement sur les assises de l'identité culturelle ainsi que sur les conditions sociales de l'aliénation culturelle et de la marginalité. Dans cette foulée, d'ailleurs, Tremblay a entrepris quelques études sur la société québécoise d'ascendance française qui ont permis son essai récent sur les périls que comportent l'accentuation des contacts interculturels et la pénétration de la culture de masse américaine (TREMBLAY 1983b).

En tant que champ scientifique, ce n'est que tout récemment que les études ethniques ont obtenu leur statut particulier. « Les études ethniques au Québec n'ont guère constitué jusqu'à tout récemment un véritable champ scientifique. Ce n'est qu'avec l'arrivée de cohortes d'immigrants non-européens et des implications posées par leur insertion dans le système urbain montréalais qu'un intérêt manifeste pour la recherche se développa et que de nouvelles interrogations furent formulées sur la place des ethniques dans la société civile au Québec » (ELBAZ 1985 : 24 ; voir aussi, ELBAZ 1983). Les recherches récentes ont été, dans une certaine mesure, tributaires des intérêts des institutions gouvernementales des deux niveaux de gouvernement qui s'en sont inspirées dans la gestion des problèmes que ces populations nouvellement arrivées posaient à la société d'accueil.

Depuis 1978, les études ethniques se sont diversifiées tant dans les perspectives théoriques et méthodologiques que dans les champs d'investigation. Plusieurs recherches tentent de saisir les processus de communalisation ethnique, politique et culturelle des immigrants en milieu urbain. Les [296] dimensions d'interaction symbolique, de constructions d'identités situationnelles, d'insertion dans l'espace politique et sur le marché du travail sont explorées, notamment, dans les travaux de Dorais et Pilon-Lê sur les communautés vietnamiennes (DORAIS *et al.* 1984, dorais *et al.* 1985, dorais *et al.* 1987), laotiennes et cambodgiennes, et par Mikhaël Elbaz sur les communautés juives du Québec respectivement (elbaz 1979b, Ï983, 1984, 1986, 1987). Elbaz a également poursuivi des recherches sur l'ethnicité urbaine en Israël (elbaz 1979a, 1980a, 1980b, 1986) tandis qu'Eric Schwimmer a fait de même en Nouvelle-Guinée. D'autres professeurs poursuivent des études sur les groupes ethniques : Nancy Schmitz sur les Irlandais et anglophones de Québec et Chalifoux sur les anglophones de Québec.

2.10. L'anthropologie de la santé,   
de la maladie et du vieillissement

Ce champ d'étude est né de la convergence de trois traditions scientifiques particulières : l'ethnographie traditionnelle intéressée par les médecines indigènes, les études transculturelles sur la culture et la personnalité auxquelles ont collaboré anthropologues et psychiatres et les actions associées à l'expansion des programmes internationaux de santé publique. Ces traditions ont en quelque sorte fait éclater le modèle biomédical des explications de la maladie pour y insérer les facteurs psychosociaux susceptibles d'influer sur l'état de santé des individus. C'est cette problématique générale qui a inspiré les premiers travaux à Laval dans ce champ d'étude. Deux articles mettent en relief les travaux produits au Québec dans les perspectives de l'anthropologie de la santé : l'un d'eux fait la recension des écrits jusqu'à 1982 (TREMBLAY 1982a) et l'autre insiste sur les conditions sociopolitiques de son émergence (TREMBLAY 1983a). Les études récentes de Tremblay se rapportent à l'élaboration d'une perspective systémique de la santé (TREMBLAY 1982a) et à une évaluation des services psychiatriques québécois depuis l'instauration de l'Assurance-maladie (TREMBLAY 1987).

Genest orienta ses études dans le champ de l'ethnomédecine. Il se rendit au Cameroun septentrional en 1979 pour démarrer une étude chez les guérisseurs Mafa qui s'est poursuivie jusqu'en 1985 (GENEST 1981 et 1983). Mais il avait dès 1974 mis en route son projet doctoral sur le savoir traditionnel et la transmission des connaissances des forgerons Mafa (genest 1974 et 1976). Il s'intéressa également à la phytothérapie dans la [297] médecine africaine (GENEST 1979a et 1979b). Ses connaissances sur l'ethnomédecine, ses problématiques, et ses outils d'observation sont reflétées dans un article qui fait autorité sur le sujet (GENEST 1978).

Santerre, pour sa part, s'est intéressé au vieillissement au moment de ses travaux sur la transmission du savoir en Afrique. Il se rendit compte que les vieillards sont les dépositaires d'un savoir, occupent un statut d'autorité et sont investis de prestige. Le Québec rural traditionnel accordait un statut et des privilèges semblables à ceux qu'il avait observés en Afrique. Mais dans un Québec postindustriel, qui subit des mutations sociales de ses institutions et des rôles associés à l'âge, la situation s'est profondément transformée. Ce constat amena Santerre à s'intéresser au processus de vieillissement et au statut accordé aux aînés québécois des deux sexes, vivant seuls ou en institution (santerre 1982a, 1982b).

Les études de Santerre sur le vieillissement se déploient en trois volets différents. Un premier aspect porte sur l'incidence du facteur ethnique sur le vieillissement. Un second se rapporte à des études dirigées par Ellen Corin portant sur l'influence du milieu dans le processus de vieillissement. Le troisième volet se rapporte aux trajectoires de vie et cherche à y révéler l'impact de l'histoire occupationnelle. On y met l'accent sur le métier principal de la personne âgée et sur la manière dont elle se représente et vit sa vieillesse. L'ensemble des travaux de Santerre sur le vieillissement lui a permis de coordonner, avec Corin, un numéro spécial *d'Anthropologie et Sociétés* sur le sujet (vol. VI, n° 3, 1982).

2.11. Les études symboliques

Cette perspective conceptuelle, dont les premiers enracinements renvoient à l'étude des croyances, des rituels et des pratiques religieuses, s'est renouvelée depuis un quart de siècle, grâce surtout aux efforts déployés par Lévi-Strauss, pour prolonger et élargir l'univers des apparences et des phénomènes visibles, qu'ils appartiennent au domaine religieux ou au domaine profane, en renvoyant à leurs fondements, à leur sens et à leur portée symbolique. Plusieurs collègues ont effectué des études en s'inspirant de cette tradition et Laval est reconnue pour la qualité de ses contributions dans ce domaine. À titre illustratif, on peut mentionner : celles de Saladin d'Anglure dans ses analyses sur le troisième sexe (1986) ; celles d'Arcand dans ses écrits sur les Cuivas (1978) ou encore celles sur les représentations sociales des Amérindiens (1979) ; celles de Simonis dont le livre *la Passion de l'inceste* (1968) est un classique sur le sujet et est traduit dans plusieurs langues ; celles de Schwimmer dont les nombreuses analyses sur la fonction [298] symbolique et en sémiotique (1965, 1979, 1981a, 1981b, 1983, 1985) font autorité autant sur le continent nord-américain qu'en Europe ainsi que les recherches et publications de Maranda tant sur l'analyse des mythes (1967, 1968, 1970, 1972a, 1972b, 1977a, 1977b, 1977c) que sur les champs sémantiques (1981, 1982a, 1982b) et la sémiographie (1977d, 1977e, 1978, 1981). Cette dernière approche, à caractère expérimental sur les représentations symboliques, nécessite la cueillette de données sur le terrain au moyen du protocole TAL-TAN. Elles sont analysées à l'aide d'un progiciel qu'il a développé. Il effectue aussi des travaux de longue haleine sur les traditions orales des Lao de Malaita, îles Solomon. Ceux-ci ont permis la production du film de Granada Télévision, en Angleterre, *The Lau,* lequel a remporté un grand prix international du documentaire en octobre 1987.

La contribution de Schwimmer sur les Maori, les Orokaiva (Papouasie) est fondamentale en anthropologie de l'Océanie. Il y effectue des études en collaboration avec la prestigieuse équipe parisienne de Louis Dumont (schwimmer 1973, 1978, 1984, 1986a, 1986b). Tout récemment il a amorcé des recherches empiriques sur la fête au Québec. L'ensemble de ses travaux, qui portent sur plusieurs cultures, en suivant des pistes nouvelles d'analyse ou encore en portant sur des objets auxquels l'anthropologie avait accordé peu d'importance jusqu'à maintenant (la construction politique de l'objet esthétique par exemple : 1986b), élargit la portée comme il consolide les assises de l'approche symbolique.

2.12. Conclusions  
sur la recherche anthropologique à Laval

Les réalisations qui précèdent situent l'importance accordée à la recherche par les membres de l'équipe professorale. Entreprises dans les premières années dans le cadre d'équipes s'intéressant à l'une ou l'autre des aires culturelles privilégiées, les recherches se sont graduellement déployées au fur et à mesure que s'accroissaient l'équipe professorale et les effectifs étudiants. Cette diversification des intérêts de recherche a coïncidé aussi avec l'apparition des sous-disciplines anthropologiques et le fractionnement des orientations de recherche. En revanche, « on peut retrouver, sous l'apparente diversité des projets spécifiques, un certain nombre de grands thèmes encadrés par une démarche théorique généralement assez bien définie qui caractérisent la recherche actuelle » (DORAIS 1980 :7). Le Plan triennal de développement (1979-1982) du Département est explicite là-dessus :

[299]

À l'intérieur de deux grands cadres théoriques que nous voulons complémentaires, le structuralisme et le matérialisme historique, l'essentiel de nos enseignements et de nos recherches porte sur quatre thèmes principaux : l'étude des minorités ethniques, l'analyse de la décomposition de la production primaire (chasse, pêche, trappe, agriculture), les phénomènes d'urbanisation et l'étude de la production symbolique et idéologique ; l'analyse de ces thèmes se concrétise au sein de plusieurs aires culturelles, soit les cinq aires traditionnelles (Québec français, Inuit, Amérindiens, Amérique latine, Afrique noire francophone) et des aires nouvelles, qui reflètent les champs de spécialisation des professeurs : l'aire caraïbe, le Nigeria, le Moyen-Orient, la Mélanésie, l'Indonésie, l'Amérique du Nord francophone et les minorités ethniques du Québec.

Depuis cette date, la prédominance des deux grands courants théoriques s'est atténuée pour laisser une place plus large à d'autres courants conceptuels tels que l'approche symbolique, la perspective systémique, les recherches féministes, ou encore à des horizons théoriques nécessitant l'utilisation de l'informatique. Certains travaux de recherche n'entraînent pas de dépenses financières. Les travaux d'observation recensés ici, cependant, ont nécessité le support financier de plusieurs organismes de recherche dont le Conseil des arts du Canada, le Conseil des recherches en sciences humaines du Canada, le ministère de l'Éducation du Québec, le Conseil québécois de la recherche sociale ainsi que divers ministères et fondations privées (la Donner Foundation, par exemple, pour les études amérindiennes). Le Laboratoire d'anthropologie a fourni l'infrastructure et les services d'appoint nécessaires à la réalisation de ces travaux et à la production des rapports de recherche. Il « administre et anime le centre de documentation en anthropologie ainsi que les importantes collections d'objets divers (vêtements, outils, sculptures, etc.) qui constituent l'embryon d'un musée ethnographique » (DORAIS 1980 :8). Depuis cette date, on y a ajouté un service d'ordinateurs.

3. ORGANISATION ADMINISTRATIVE,   
PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT   
ET CLIENTÈLES ÉTUDIANTES

3.1 Vue d'ensemble

Le développement du Département se caractérise par une croissance, d'abord relativement lente, des effectifs étudiants à temps complet. À compter de l'automne 1972, cependant, le rythme d'accroissement s'accentue et le nombre des étudiants en anthropologie double quasiment à chaque [300] année durant trois années consécutives. De 69, durant l'année académique 1971-1972, ce nombre se hausse à 470 en 1974-1975. Il a atteint un plafond en 1976-1977 avec un total de 497 inscriptions. La population étudiante diminuera quelque peu l'année suivante (480) pour amorcer, à compter de 1978-1979, une décroissance, d'abord spectaculaire, puis régulière, jusqu'à ces toutes dernières années où le niveau de la population étudiante des trois cycles se stabilise autour de 200.

Comment expliquer cette croissance des effectifs étudiants au début des années 1970, suivie d'un affaissement subit en 1978 ? La popularité de l'anthropologie m'apparaît liée à l'évolution des effectifs étudiants dans les cégeps, à une meilleure connaissance des champs d'application dans lesquels les diplômés peuvent s'engager et à l'exotisme et l'aventure qu'on accolait volontiers à cette discipline. Cet engouement s'est atténué brusquement lorsqu'on se rendit compte des exigences académiques du programme et de l'incertitude des débouchés sur le marché du travail. Il est à remarquer que l'étude, conduite sous l'égide de Simonis dans les années quatre-vingt, allait apporter des éclairages sur le marché de l'emploi pour les anthropologues et rectifier certaines fausses perceptions à ce sujet (SIMONIS 1982). D'autres facteurs plus facilement identifiables ont pu exercer une influence sur les choix de carrière des étudiants. Je pense, en particulier, au fait qu'à partir de l'automne 1974 on a supprimé du profil des prérequis pour l'inscription en sciences sociales les cours de mathématiques. Des facteurs aléatoires ont pu aussi exercer un certain rôle. Examinons comment les cohortes étudiantes ont influé sur l'évolution du corps professoral.

Une augmentation proportionnelle du nombre des professeurs a suivi, avec un ou deux ans de retard, celle des effectifs étudiants. Au moment de la départementalisation (1970), il y avait cinq professeurs à temps plein. Dans les quatre années subséquentes, le nombre de postes réguliers augmenta de huit et atteignit le niveau actuel de 22 postes trois ans plus tard.

Sur le plan administratif, le département a connu... plusieurs essais d'aménagement du cadre structurel imposé par l'Université. À partir de 1973, le grand nombre d'étudiants (plus de 200) ne permit plus la participation directe de tous à la vie départementale, caractéristique des premières années de l'anthropologie. Une solution originale fut trouvée : la nomination d'un, puis de deux directeurs-adjoints étudiants. Leur rôle d'intermédiaires entre l'assemblée des professeurs et la masse étudiante fut cependant jugé trop limité. En 1975-1976, on créa une Association des étudiants en anthropologie, afin de donner un poids plus décisionnel aux volontés étudiantes (DORAIS 1980 :4). Cette Association s'incorporera et obtiendra ses lettres patentes en 1985.

[301]

À l'automne 1976, on s'acheminait vers la création d'un conseil départemental paritaire (professeurs et étudiants), mais la grève des professeurs et la signature d'une première convention collective remirent en question le partage des pouvoirs. Les années qui suivirent furent caractérisées par le militantisme syndical et une certaine agitation de type politique, qui menèrent, entre autres, au retrait des étudiants de toutes les instances (comité de programme du premier cycle ; comité de programme des 2e et 3e cycles ; comité du laboratoire) auxquelles ils participaient déjà (dorais 1980 : 4).

Il faudra quelques années avant le retour des étudiants aux comités de programme et c'est un étudiant habituellement en rédaction de thèse qui remplit la fonction d'adjoint administratif au directeur.

3.2. La conception du programme

À l'automne 1958, Tremblay offrit pour la première fois aux sociologues un cours intitulé « Éléments d'anthropologie ». En 1961, le Département de sociologie devient Département de sociologie et d'anthropologie. À cette époque, le programme est structuré de la manière suivante : *(a)* la première année d'inscription est une année de Propédeutique et tous les étudiants de la Faculté des sciences sociales suivent les mêmes cours ; *(b)* à la seconde année, les étudiants entrent au Département de sociologie et d'anthropologie et reçoivent une formation commune ; et (c) c'est seulement après deux années complètes d'étude qu'ils s'inscrivent soit en sociologie ou en anthropologie. Par contre, sociologues et anthropologues continuent de suivre certains cours de base en commun, même à ce niveau de spécialisation (COLLECTIF 1970).

La Propédeutique, correspondant à une année de calendrier universitaire, disparaîtra en 1965-1966 pour couvrir un seul trimestre. Dans le cas du Département de sociologie et d'anthropologie, les étudiants suivront des cours en commun durant les deux semestres suivants. C'est seulement au début du quatrième semestre d'inscription que l'étudiant entrera de plain pied en anthropologie. Durant ses deux dernières années de spécialisation (quatre semestres) l'anthropologue continuera à suivre des cours de base avec le sociologue. Ces cours communs sont « Théorie sociologique générale », « Histoire de la pensée sociologique et anthropologique », et « Statistiques et techniques de recherche » *(Annuaire de la Faculté des Sciences sociales 1965-1966 : 26).* En 1966-1967, la durée du baccalauréat sera ramenée à trois ans pour correspondre aux recommandations du Rapport de l'abbé Lorenzo Roy et, dès la deuxième année d'inscription, les étudiants optent soit pour l'anthropologie ou la sociologie *(Annuaire de la Faculté des Sciences sociales 1966-1967 : 40).*

[302]

L'option anthropologie (les deux dernières années) offrent des cours qui se rapportent à la théorie sociologique (« Théorie sociologique systématique », « Sociologie et histoire des religions », « Sociologie des relations ethniques »), à l'initiation à la linguistique (« Les théories contemporaines du langage », « Introduction à la linguistique historique », « Initiation à la linguistique générale », « Phonétique générale et la linguistique descriptive »), aux aires culturelles (« Démographie et urbanisation des pays sous-développés », « Géographie de l'Afrique », « Ethnographie de l'Afrique française », « Systèmes politiques africains »,et« Ethnographie du Canada français ») et aux techniques ethnographiques (« Séminaire d'ethnographie » et « Techniques de recherche II »).

Comme ces cours de spécialisation s'offraient sur une base cyclique, il était possible de concentrer en une première année une ou deux aires culturelles particulières et de rendre disponibles les cours sur les autres aires culturelles l'année suivante. Comme tous ces cours étaient obligatoires, il fallait que l'étudiant commence ses études au mois de septembre de chaque année académique. Si le curriculum strictement anthropologique était mince, les étudiants pouvaient aller sur le terrain, ces expériences comblant en partie les lacunes structurelles du programme. Une analyse sommaire de *Y Annuaire de la Faculté* fait ressortir clairement qu'avec les années le nombre des cours disponibles en anthropologie n'a cessé de croître avec la venue de nouveaux professeurs réguliers. En contrepartie on remarque que, avec la croissance de l'équipe anthropologique, le nombre des invités, venant soit de la Faculté des Lettres ou de l'étranger, a diminué et que l'anthropologie a cherché à se distinguer et à se distancier de la sociologie. La rupture complète surviendra au moment de l'établissement du Département d'anthropologie le 13 octobre 1970. Le Département est alors constitué de cinq professeurs et de 53 étudiants.

Tel que spécifié lors de sa création, le département a toujours centré ses activités pédagogiques sur l'enseignement de l'anthropologie sociale. Dès le début, le programme de premier cycle, qu'il s'agisse de la mineure, de la majeure ou du baccalauréat spécialisé, fut conçu comme une introduction, plus ou moins approfondie selon le diplôme postulé, au fonctionnement des sociétés humaines. Cette introduction a toujours eu deux aspects complémentaires, l'un thématique, d'initiation aux différentes instances (économiques, politiques et idéologiques) de la structure sociale, l'autre ethnographique, de prise de contact avec divers types de sociétés concrètes. Elle s'est accompagnée, la plupart du temps, d'une ouverture possible (grâce à des cours optionnels) sur d'autres champs de l'anthropologie : archéologie biologique, ethnolinguistique, ainsi que sur des disciplines auxiliaires : démographie, muséologie, méthodes quantitatives, langues amérindiennes (montagnais et inuit).

[303]

Ce qui a pu varier, c'est l'éventail des cours contribuant à remplir cet objectif de base, ainsi que leur organisation. Dans les premières années, le petit nombre d'enseignants à plein temps (compensé, il est vrai, par l'engagement des professeurs invités et des chargés de cours) limitait, cela va de soi, la liste des enseignements offerts. À partir de 1973-74 cependant, le choix de cours s'élargit beaucoup. Au point qu'on en arrive à une certaine anarchie, n'importe quel cours pouvant être suivi n'importe quand (certains s'inscrivaient même au cours d'introduction à l'anthropologie en troisième année du premier cycle seulement). C'est ce qui explique qu'à partir de 1975 on ait cherché à organiser l'enseignement de façon plus rationnelle, en établissant tout d'abord un « bloc d'introduction », qui devait être obligatoirement suivi pendant la première année. Les réflexions sur le programme de premier cycle se poursuivirent au cours des années suivantes, pour aboutir, en septembre 1980, à l'entrée en vigueur d'un « nouveau programme », composé de cinq modules obligatoires (quatre pour la majeure, complétés au baccalauréat spécialisé par dix cours optionnels).

Ces modules, dont chacun répond à un objectif spécifique, sont les suivants : introduction générale ; introduction à l'anthropologie sociale ; module thématique ; module théorique ; module d'apprentissage pratique. Notons que ce dernier reprend une tradition (travaux pratiques et recherche sur le terrain dès le premier cycle) qui remonte à la fondation du département. D'abord individuelle, cette initiation à la recherche a été organisée de façon collective à partir de 1977.

Les études de deuxième et troisième cycles, qui existaient déjà au moment de la création du département, n'ont été organisées de façon rigoureuse qu'à partir de 1974. Visant à la formation de chercheurs professionnels, elles se caractérisent par l'importance accordée aux travaux personnels de l'étudiant. C'est ainsi qu'une bonne partie des crédits étaient octroyés suite à la rédaction d'un mémoire (maîtrise) ou d'une thèse (doctorat). Un comité tutorial (de deux ou trois personnes selon le cycle) assure l'encadrement du candidat. Notons que si les premières maîtrises en anthropologie ont été décernées bien avant 1970, le premier doctorat n'a été soutenu qu'en septembre 1979... Presque tous ces mémoires et thèses ont été rédigés suite à une recherche originale sur le terrain (celui-ci étant obligatoire au doctorat) (dorais 1980 : 5-6).

Depuis que Dorais a rédigé cette synthèse, deux changements majeurs sont survenus : l'un se rapporte aux études de premier cycle et l'autre a trait au programme de deuxième cycle. Au premier cycle, on a introduit des stages en troisième année pour permettre aux étudiants de choisir cette voie et d'obtenir le type d'encadrement souhaitable tant dans le milieu de pratique choisi qu'au Département. Le deuxième changement réalisé est que les étudiants peuvent s'inscrire à un programme de type A ou de type B [304] au niveau de la maîtrise. « Le cheminement de type A vise à former des praticiens de l'application des connaissances anthropologiques dans le domaine socio-culturel » *(Annuaire de la Faculté 1986-1987 :* 84) en permettant une formation sur les lieux mêmes où la pratique est susceptible de s'exercer et en favorisant une réflexion critique sur cette expérience. Cette évaluation devient un critère d'importance dans l'appréciation des aptitudes des candidats à transposer leurs connaissances dans un contexte professionnel. Ceux qui, au contraire, s'orientent vers la recherche (maîtrise de type B) sont invités, dès leur troisième année, à opter pour la recherche et à s'engager, dans le cadre d'une recherche en cours par l'un ou l'autre des professeurs, à entreprendre des démarches d'observation et d'analyse. Cet exercice doit donner lieu à la rédaction d'un rapport de recherche.

Les études de troisième cycle conservent essentiellement les mêmes orientations que celles décrites plus tôt. On note toutefois un renforcement de l'encadrement accordé par le directeur de thèse et le comité de direction. Cela suppose un suivi plus systématique des différentes démarches de l'étudiant d'une part, et l'obligation pour l'étudiant, d'autre part, de fournir des rapports semestriels sur les progrès accomplis durant les différentes phases de son cheminement académique. Un autre changement se rapporte aux différentes formules qui ont été utilisées jusqu'à maintenant dans l'organisation des séminaires de doctorat afin d'assurer la meilleure formation possible des doctorants.

3.3. Le corps professoral,  
la répartition des tâches, les revues

Déjà au moment de la création du Département, les titres académiques du corps professoral étaient de bonne qualité.

Les qualifications académiques du corps professoral sont excellentes et supérieures à celles de l'ensemble du corps professoral de la Faculté et de l'Université. Cinq professeurs sur six sont détenteurs de doctorats en anthropologie d'institutions aussi célèbres que la Sorbonne, la London School of Economics et Cornell University. Cette réalisation est d'autant plus remarquable que les études doctorales en anthropologie sont longues, car elles nécessitent des études sur le terrain dans au moins une, sinon plusieurs sociétés. Les expériences nombreuses et prolongées de terrain sont véritablement « la marque de commerce » des anthropologues. En cumulant les diverses expériences d'observation sur des terrains anthropologiques du corps professoral à plein temps et des assistants de recherche, nous obtenons respectivement 9 1/2années et 6 années, soit un total de plus de quinze années d'expériences vécues scientifiquement dans diverses civilisations situées dans l'une ou l'autre des trois aires culturelles d'enseignement (collectif 1970 : 9).

[305]

Avec l'accroissement du corps professoral, ces expériences de recherche se sont poursuivies sensiblement selon les mêmes présupposés méthodologiques et avec la même intensité. Les travaux réalisés dans les trois aires culturelles de départ se sont consolidés et d'autres aires culturelles sont devenues des champs privilégiés, à la fois des professeurs et des étudiants. Cela ne signifie pas que chacune de ces dernières soit devenue de ce fait une aire de spécialisation. Comme on a pu le remarquer, au fur et à mesure que le corps professoral s'est élargi et que le département a consolidé ses assises, notre programme s'est plutôt orienté vers des grandes thématiques de recherche que les professeurs pouvaient appliquer dans l'aire de civilisation de leur choix.

Afin de présenter un juste aperçu du corps professoral qui a conféré à notre département son profil actuel, il m'apparaît approprié de présenter la liste des professeurs réguliers ayant dispensé des enseignements, d'abord au Département de sociologie et d'anthropologie et, par après, au Département d'anthropologie. Pour chacun des professeurs énumérés j'inclus le nom, l'année d'embauché, l'année de départ (s'il y a lieu) et quelques remarques se rapportant aux fonctions administratives internes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Tremblay, Marc-Adélard | 1956 | Directeur du Département 1970-1971 Directeur, École des gradués 1971-1979 |
| Doutreloux, Albert | 1963-1969 |  |
| Schmitz, Nancy | 1966 | Directrice du Département 1983-1986 |
| Charest, Paul | 1969 |  |
| Beaucage, Pierre | 1968-1971 |  |
| de Rohan-Csermak, Geza | 1970-1972 |  |
| Santerre, Renaud | 1968 | Doyen, Faculté des Se. soc. 1976-1980 |
| Saladin d'Anglure, Bernard | 1971 | Directeur du Département 1971-1974 |
| Breton, Yvan | 1971 | Directeur du Département 1974-1976 |
| Mailhot, José | 1971-1972 |  |
| Dorais, Louis-Jacques | 1972 |  |
| Pothier, Roger | 1972-1976 | Directeur du Département 1976-1978 |
| [306] |  |  |
| Simonis, Yvan | 1973 | Directeur du Département 1978-1981 |
| Gold, Gerald L. | 1974-1976 |  |
| McNulty, Gerald | 1974 | Directeur du Département 1981-1983 |
| Collard, Chantale | 1974-1984 |  |
| Genest, Serge | 1974 | Directeur du Département 1986 |
| Chalifoux, Jean-Jacques | 1975 |  |
| Maranda, Pierre | 1975 |  |
| Schwimmer, Éric | 1975 |  |
| Trudel, François | 1975 |  |
| Arcand, Bernard | 1976 |  |
| Bariteau, Claude | 1976 |  |
| Dagenais, Huguette | 1976 |  |
| Elbaz, Mikhaël | 1976 |  |
| Pilon-Lê, Lise | 1976 |  |
| Durand, Pierre | 1977-1980 |  |
| Labrecque, Marie-France | 1977 |  |
| Couillard, Marie-Andrée | 1987 |  |

La qualité du corps professoral s'est maintenue avec les années puisqu'en décembre 1987 dix-neuf professeurs sur les vingt et un en poste (90 pour 100) détiennent un doctorat. Sept de ces doctorats ont été obtenus dans des universités canadiennes tandis que sept autres ont été obtenus dans des universités européennes. Les autres détenteurs d'un doctorat l'ont obtenu dans cinq universités américaines différentes. Tout compte fait, cette répartition des docteurs entre les universités européennes, américaines et canadiennes établit un équilibre entre les centres de la pensée anthropologique que sont l'Europe et les États-Unis et les universités périphériques du Québec et du Canada. Elle reflète aussi la diversité des traditions qui ont alimenté les préoccupations théoriques et méthodologiques des professeurs dans leurs travaux de recherche.

La fonction de direction est considérée comme rotative puisque, après dix-sept ans d'existence en tant qu'unité administrative autonome, nous en sommes à notre huitième directeur. En principe, tout membre du corps professoral est susceptible d'assumer cette fonction à un moment ou l'autre de sa carrière, s'il en a les dispositions et le goût. D'après les Statuts de l'Université, le directeur d'une unité pédagogique est nommé à la suite [307] d'une consultation menée auprès des différentes composantes de l'unité concernée par un comité spécialement nommé à cette fin. Dans la pratique, toutefois, le directeur de notre Département est élu par trois collèges électoraux, soit celui des professeurs, celui des étudiants et celui du personnel de soutien. Il doit obtenir la majorité des voix dans chacun des collèges. Dans les universités francophones, cette fonction est très différente de celle qui est exercée dans les universités anglophones. D'ailleurs, elle comporte des variantes à l'intérieur de la francophonie et d'un département à l'autre à l'intérieur de la même université. Dans ces dernières années, même depuis la syndicalisation des professeurs en 1976, le directeur d'une unité d'enseignement et de recherche est bien plus un coordinateur et un animateur qu'un administrateur. Il l'est au sens de la convention collective, car il ne fait pas partie de l'unité syndicale. Dans notre Département, les réunions de l'unité d'enseignement et de recherche donnent lieu à des prises de position qui se traduisent habituellement dans des pratiques quotidiennes. En ce sens, elle est une instance quasi décisionnelle. À ce niveau, tous les sujets d'importance y sont largement débattus à l'occasion de réunions épisodiques. Les étudiants, pour leur part, ont leurs propres structures de participation et les décisions qui y sont prises sont acheminées au directeur. Les tentatives pour établir et faire fonctionner sur une base régulière une assemblée départementale, constituée de toutes les composantes de l'unité, n'ont pas obtenu jusqu'à maintenant de succès. Nous en sommes encore au stade des essais. Par contre il existe au Département des comités mixtes étudiants-professeurs (les comités de programme, le comité du Laboratoire, le comité des orientations, etc.) qui ont, dans les dernières années en tout cas, assez bien fonctionné.

Une des fonctions importantes du directeur de Département est de distribuer la charge de travail des professeurs d'une manière équitable. Dans notre Département cette opération a toujours donné lieu à de nombreuses réunions et discussions, se rapportant tout autant aux fondements et principes de la répartition entre les professeurs du Département de l'ensemble des responsabilités académiques et administratives à assumer qu'à l'assignation proprement dite des tâches à chacun des membres de l'unité. Ces deux questions, qui ont alimenté le débat depuis une décennie, ont donné lieu à l'établissement de comités spéciaux visant à mieux définir les principes à prendre en ligne de compte, la méthodologie à adopter pour obtenir une répartition jugée équitable et les instruments de mesure à utiliser pour apprécier le plus justement possible les efforts que chacun consent pour assumer les responsabilités proprement dites de l'unité. Le directeur du Département est le principal maître d'œuvre de cette délicate

[308]

Tableau 1. *Données historiques sur les populations étudiantes en anthropologie* \*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Étudiants inscrits | 70/71 | 71/72 | 72/73 | 73/74 | 74/75 | 75/76 | 76/77 | 77/78 | 78/79 | 79/80 | 80/81 | 81/82 | 82/83 | 83/84 | 84/85 | 85/86 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Temps complet** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1er cycle | 48 | 56 | 54 | 112 | 220 | 269 | 256 | 214 | 180 | 140 | 133 | 144 | 118 | 107 | 97 | 76 |
| 2e cycle |  |  |  |  |  | 21 | 21 | 27 | 30 | 28 | 36 | 46 | 52 | 61 | 59 | 52 |
| 3e cycle |  |  |  |  |  | 2 | 8 | 5 | 11 | 11 | 15 | 19 | 24 | 19 | 19 | 23 |
| Total |  |  |  |  |  |  |  |  | 221 | 179 | 184 | 209 | 194 | 187 | 175 | 151 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Temps partiel** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1er cycle |  |  | 6 |  |  | 10 | 20 | 18 | 23 | 17 | 26 | 24 | 36 | 26 | 26 | 24 |
| 2e cycle |  |  |  |  |  | 21 | 25 | 29 | 29 | 33 | 17 | 16 | 20 | 19 | 20 | 15 |
| 3e cycle |  |  |  |  |  | 5 | 5 | 10 | 5 | 6 | 6 | 6 | 65 | 6 | 5 | 8 |
| Total |  |  |  |  |  |  |  |  | 57 | 56 | 49 | 46 | 61 | 51 | 51 | 47 |
| 1er cycle | 48 | 56 | 60 | 112 | 220 | 279 | 276 | 232 | 203 | 157 | 159 | 168 | 154 | 133 | 123 | 100 |
| 2e cycle | 17 | 27 | 28 | 43 | 42 | 42 | 46 | 56 | 69 | 61 | 53 | 62 | 72 | 80 | 79 | 67 |
| 3e cycle |  |  | 2 | 6 | 6 | 7 | 13 | 15 | 16 | 17 | 21 | 25 | 29 | 25 | 24 | 31 |
| **TOTAL** | 65 | 83 | 90 | 161 | 268 | 328 | 335 | 303 | 278 | 235 | 233 | 255 | 255 | 238 | 226 | 198 |

\* Données obtenues du bureau du registraire de l'Université Laval 1975-1976 à 1985-1986 (le 21 octobre 1985). Les données sont pour le trimestre d'automne.

[309]

opération annuelle. En l'absence de positions claires de la part de l'assemblée des professeurs au moment de la consultation, il doit prendre des décisions, non sans avoir pris en considération les desiderata des professeurs concernés.

Douze des professeurs de l'unité ont été embauchés entre 1974 et 1977. Durant la décennie qui suit, soit de 1977 à 1986, un poste a été perdu à la suite d'un départ. En 1987, une jeune docteure a comblé un poste laissé vacant par le départ récent d'une collègue.

3.4. Les clientèles étudiantes

En s'appuyant sur les données statistiques rendant compte de l'évolution des effectifs étudiants fournies par le registraire de l'Université à compter des années 1975-1976 jusqu'à 1985-1986 et sur celles compilées par le Département avant cette date, un certain nombre de tendances émergent (Cf. Tableau 1).

Si on examine ces statistiques, on y relève deux tendances qui m'apparaissent exercer des influences importantes tant pour l'avenir du Département d'anthropologie que pour l'avenir de l'anthropologie, en tant que discipline académique et en tant que profession orientée vers l'action et l'intervention. Une première tendance à observer dans la courbe des effectifs est qu'au fur et à mesure que le nombre des étudiants du premier cycle a chuté (à compter de 1976-1977), le nombre des étudiants de deuxième et de troisième cycles s'est accru. Cette croissance est plus forte au troisième cycle qu'au second. Les étudiants de troisième cycle sont passés de 13 à 31 sur une période de dix ans tandis que ceux du niveau de maîtrise, durant la même période, ont évolué de 46 à 67. Pour mieux saisir la signification de cette évolution vers les études de troisième cycle, il faut invoquer plusieurs facteurs. L'un d'entre eux est la volonté politique de l'Université et du Département d'augmenter le nombre des candidats à ce niveau pour mieux assurer le progrès de la recherche et des études supérieures à l'Université et ainsi justifier les investissements consentis par les bailleurs de fonds. Un autre facteur a été la capacité de certains professeurs du Département d'attirer des clientèles nouvelles, parfois même en provenance d'autres pays, ayant soit une formation en anthropologie ou dans une autre discipline. Étant donné que notre Département est celui qui, au Canada, a la plus forte concentration de professeurs en anthropologie sociale et culturelle, il n'est pas étonnant que certains étudiants y sentent un attrait. Un dernier facteur se rapporte au fait que le doctorat est devenu le diplôme essentiel pour entreprendre une carrière de recherche à l'université, [310] dans un centre de recherche ou dans le secteur privé. La maîtrise demeure toujours un diplôme qui permet, d'une part, de se considérer comme anthropologue et, d'autre part, de se trouver un poste d'intérêt sur le marché du travail. Au niveau de la maîtrise, depuis une couple d'années, nous offrons un programme ayant une concentration qui favorise l'application des connaissances anthropologiques à la solution de problèmes et de l'intervention.

Une deuxième tendance, qui n'apparaît pas au tableau comme telle mais qui a une grande importance pour l'avenir de la discipline, concerne les rapports entre les effectifs masculins et féminins au Département. Depuis 1975-1976, les femmes surpassent en nombre les hommes. Cette inégalité s'accentue légèrement à chaque année durant la décennie pour devenir au niveau de la maîtrise le rapport suivant : 1,8 femme pour un homme en 1985-1986. Au doctorat, on observe une tendance similaire mais elle est plus récente. En effet c'est seulement depuis 1984-1985 que le nombre des femmes surpasse celui des hommes, soit 13 femmes pour 11 hommes. L'année suivante, il y avait 1,6 femme pour 1 homme. J'ai l'impression que c'est une tendance qui va se maintenir sinon s'affirmer davantage. Si on examine les chiffres sous cet angle au premier cycle, on se rend compte que l'année 1975-1976 constitue un tournant et que les femmes, pour la première fois, surpassent les hommes en nombre, soit 22 contre 20. Durant la décennie qui suit, cette tendance se confirme et s'accentue puisqu'en 1985-1986 on retrouve 1,8 femme pour 1 homme. Ces données chiffrées ont tendance à illustrer que les femmes ont la même persévérance scolaire que les hommes, au niveau de la maîtrise à tout le moins puisqu'à ce niveau elles réussissent à maintenir le ratio qui existe au premier cycle. Elles ont, par ailleurs, été plus lentes que les hommes à s'affirmer au niveau des études de troisième cycle. Cependant, depuis trois ans elles appartiennent à ce niveau à la catégorie numériquement la plus nombreuse et rien ne laisse croire qu'il y aura un renversement de cette tendance dans les années à venir.

La féminisation de la discipline n'est pas exclusive à Laval puisque des tendances analogues se manifestent dans les départements d'anthropologie nord-américains. Elle aura un impact sur la discipline de plus d'une manière. Ces jeunes docteures seront dans les années à venir de sérieuses compétitrices pour l'obtention de postes de prestige sur le marché du travail. Les études anthropologiques elles-mêmes vont acquérir une teinte nouvelle. Les études sur et par les femmes vont devenir plus importantes de même que celles des anthropologues féminins sur d'autres thématiques [311] vont conférer aux interprétations avancées un coloris nouveau. L'anthropologie qui avait été jusqu'à aujourd'hui une science occidentale (en train de se désoccidentaliser), une science de colonisateurs (en train de fleurir dans les lieux périphériques qui n'ont pas de tradition impérialiste) et une science d'hommes (bien qu'il y eût dans le passé des anthropologues féminins de grand prestige) est en passe de subir une autre mutation profonde. Il s'agit de l'orientation nouvelle de plus en plus prononcée vers l'étude de nos propres sociétés. Autrefois presque tous les efforts anthropologiques portaient sur des sociétés éloignées très différentes des nôtres sur les plans de leur histoire, de leurs structures, de leur organisation sociale et de leurs systèmes symboliques.

Les données historiques sur les crédits étudiants, apparaissant au Tableau 2, fournissent les données pour les années s'échelonnant de 1973-1974 à 1985-1986. On remarque que ces crédits-étudiants, qui accordent une importance primordiale à l'enseignement, évoluent en fonction des clientèles étudiantes. Plus il y a d'étudiants prenant des cours en anthropologie, plus grand est le nombre de crédits accordés à notre Département. Ce système nous défavorise, comme l'a démontré notre collègue Santerre dans plusieurs mémoires qu'il a rédigés à ce sujet. Il faut remarquer qu'en 1973-1974 ces crédits forment un total de 4 831. C'est sur cette base que sont allouées les ressources départementales, c'est-à-dire, le nombre de professeurs, le personnel de soutien, les subventions internes de recherche, l'allocation des espaces, et le budget de fonctionnement du Département. Ces crédits on atteint leur plus haut niveau en 1975-1976, soit près de dix mille. Il est à remarquer que c'est durant ces années qu'ont été recrutés plusieurs collègues de notre unité. Dans les deux années suivantes, le nombre des crédits étudiants descend à huit mille à peu près. La baisse continue régulièrement par après et suit assez fidèlement la courbe de la décroissance des effectifs étudiants. Il semble que le nombre de ces crédits se soit stabilisé à 6 500 à peu près ces dernières années.

Il existe deux revues au Département d'anthropologie. L'une d'entre elles, *Anthropologie et Sociétés,* est une revue départementale tandis que l'autre, *Études/Inuit*/*Studies,* est une revue de l'Association INUKSIUTIIT KTIMAJIIT Inc. dont les principaux animateurs sont des professeurs du Département. La production de ces revues nécessite des ressources matérielles et humaines importantes pour assurer leur parution à des dates régulières. Le Département fournit une partie de ces ressources dans le cas de la revue départementale, tandis que l'autre revue doit compter sur les ressources fournies par l'Association qui la patronne. Dans le cas *d'Anthropologie et Sociétés,* le Département nomme le rédacteur et celui-ci est tenu de faire un

[312]

Tableau 2. Données historiques sur les crédits-étudiants en anthropologie \*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Trimestre d’été* | | | | | *Trimestre d'automne* | | | | | *Trimestre d'hiver* | | | | | Total annuel |
|  | 1er cycle | 2e et 3e cycles | | | Total trimestriel | 1er cycle | 2e et 3e cycles | | | Total trimestriel | 1er cycle | 2e et 3e cycles | | | Total trimestriel |
| Cours | Recherche | Sous-total | Cours | Recherche | Sous-total | Cours | Recherche | Sous-total |
| 1973-74 |  |  |  |  |  | 1 884 | 114 |  | 114 | 1 998 | 2 559 | 78 | 196 | 274 | 2 833 | 4 831 |
| 1974-75 | 3 |  | 71 | 71 | 74 | 3 687 | 144 | 131 | 275 | 2 962 | 3 837 | 158 | 221 | 379 | 4 216 | 8 252 |
| 1975-76 |  |  | 48 | 48 | 48 | 4 497 | 170 | 230 | 400 | 4 897 | 4 485 | 141 | 266 | 407 | 4 892 | 9 837 |
| 1976-77 | 6 | 5 | 57 | 62 | 68 | 4 128 | 135 | 273 | 408 | 4 536 | 3 000 | 107 | 222 | 329 | 3 329 | 7 933 |
| 1977-78 | 6 |  | 32 | 32 | 38 | 3 552 | 171 | 345 | 516 | 4 068 | 3 420 | 239 | 292 | 531 | 3 951 | 8 057 |
| 1978-79 | 18 | 18 | 20 | 38 | 56 | 3 333 | 194 | 417 | 611 | 3 944 | 3 147 | 254 | 299 | 553 | 3 700 | 7 700 |
| 1979-80 | 30 | 3 | 102 | 105 | 135 | 2 844 | 275 | 315 | 590 | 3 434 | 2 796 | 271 | 380 | 651 | 3 447 | 7 016 |
| 1980-81 | 21 | 18 | 151 | 169 | 190 | 2 916 | 237 | 423 | 660 | 3 576 | 3 018 | 240 | 455 | 695 | 3 713 | 7 479 |
| 1981-82 | 27 | 18 | 125 | 143 | 170 | 2 712 | 288 | 510 | 798 | 3 510 | 2 496 | 207 | 647 | 854 | 3 350 | 7 030 |
| 1982-83 | 75 | 18 | 254 | 272 | 347 | 2 550 | 324 | 673 | 997 | 3 547 | 2 340 | 303 | 716 | 1019 | 3 359 | 7 253 |
| 1983-84 | 402 | 24 | 410 | 434 | 836 | 2 406 | 240 | 753 | 993 | 3 399 | 2 004 | 303 | 738 | 1041 | 3 045 | 7 280 |
| 1984-85 | 237 | 12 | 339 | 351 | 588 | 2 304 | 264 | 725 | 989 | 3 293 | 1 731 | 234 | 751 | 985 | 2 716 | 6 597 |
| 1985-86 | 552 | 15 | 451 | 466 | 1018 | 2 217 | 297 | 658 | 955 | 3 082 | 2 196 | 234 |  |  |  |  |

\* Données obtenues du bureau du registraire de l'Université Laval le 21 octobre 1985.

[313]

rapport annuel à l'assemblée des professeurs. Les membres du comité de rédaction, au nombre de douze et également répartis entre les deux sexes, dont la moitié proviennent de Laval et l'autre moitié d'institutions québécoises, sont aussi nommés par les professeurs en assemblée. « Un comité international a également été constitué pour apporter un regard critique de l'extérieur sur la publication et pour conférer à celle-ci un plus grand rayonnement à l'extérieur. » (DESM ARTIS, *le Fil des Événements,* 8 octobre 1987, p. 3.) Le rédacteur s'est vu déchargé d'une de ses quatre tâches d'enseignement pour assumer plus adéquatement sa fonction. Les espaces alloués à la revue sont pris à même ceux du Département. *Études/Inuit/Studies,* pour sa part, doit se débrouiller avec ses propres ressources. Disons, enfin, que les deux revues reçoivent des subventions annuelles du Fonds de publications du FCAR.

4. L'INTERVENTION ANTHROPOLOGIQUE  
AU DÉPARTEMENT

Si, à ses débuts, l'anthropologie a participé avec la sociologie, l'économique et les relations industrielles à des recherches qui avaient des objectifs d'action et d'intervention, dans la mesure où ces recherches multidisciplinaires visaient à transformer la réalité québécoise (l'insalubrité des logements à Québec, l'instabilité des travailleurs forestiers, la pauvreté et la marginalité des villages agro-forestiers de l'arrière-pays de la région du Bas-Saint-Laurent, l'endettement des familles salariées d'ascendance française, etc.), il y eut comme un temps d'arrêt dans ce genre d'activités vers le milieu des années soixante au moment où justement l'anthropologie tentait de s'établir comme discipline académique et s'inspirait d'une anthropologie dite classique. On comprendra la justification : il s'agissait d'abord et avant tout d'assurer l'apprentissage des étudiants aux aspects fondamentaux de la discipline. Aux États-Unis, en particulier, ceux qui préconisaient des orientations disciplinaires plus pragmatiques au début des années soixante avaient acquis une plus grande influence dans la profession. Celles-ci découlaient en quelque sorte des pratiques professionnelles associées aux programmes d'aide au développement des pays du Tiers-Monde ainsi qu'aux programmes reliés à la promotion de la santé publique dans ces mêmes pays. Il y avait donc un nombre de plus en plus grand d'anthropologues américains engagés dans ces programmes d'intervention. La tendance inverse existait en Europe où l'anthropologie dite appliquée était tombée en discrédit après l'accession de nombreux pays d'Afrique à l'indépendance politique. La stratégie anthropologique de Laval, du milieu des années [314] soixante, de s'inspirer de modèles anthropologiques accordant une large place à la recherche empirique, a permis d'asseoir sur des bases solides les revendications de 1970 quant au droit de l'anthropologie à l'autonomie. En effet, il était impensable que l'on puisse développer une tradition d'application en anthropologie avant que la discipline elle-même se soit bien établie. Une volonté de développer cette discipline selon des règles et des canons plus traditionnels était donc existante. Mais la recherche de terrain se chargera de redresser les cibles et de calibrer les efforts. Au Projet Côte-Nord, par exemple, après quelques années d'existence, on se rendit compte que la population étudiée non seulement voulait être mieux informée des résultats, mais aspirait à prendre une part active à la recherche. Les dirigeants du Projet durent en tenir compte dans les demandes de renouvellement de leurs subventions.

Les dirigeants du Projet inuit furent eux aussi confrontés aux mêmes attentes de la part des populations étudiées et durent en tenir compte dans son développement. Il faut remarquer, toutefois, que dès ses débuts les études au Nouveau-Québec inuit accordaient une certaine importance à l'action et à la participation des autochtones. Roger Pothier, au moment où il établissait un groupe de recherche sur les Amérindiens, au début des années soixante-dix, envisageait également une participation active des autochtones dans les activités de recherche du groupe. Il assumait d'ailleurs à ce moment-là l'enseignement de l'anthropologie appliquée au Département. Vers la même époque McNulty, encore rattaché au Centre d'études nordiques, travaillait en étroite collaboration avec les autochtones pour traduire des contes et rédiger des textes en montagnais. Mais c'est pour ainsi dire vers le milieu des années soixante-dix, avec l'amorce du Projet Bellechasse, sous la direction de Breton, qui était également à la tête du Département, qu'on observe une volonté plus ferme de donner à l'aspect appliqué de l'anthropologie une plus grande visibilité. Le Projet Bellechasse, soutenu financièrement par la FCAC du ministère de l'Éducation, se déroula de 1974 à 1979. Il visait à étudier la décomposition de la paysannerie québécoise dans un comté rural situé à proximité de l'agglomération urbaine de Québec. Tout en favorisant l'apprentissage à la recherche, on voulait définir la situation socio-économique des producteurs agricoles du comté de Bellechasse en utilisant, sur une base quasi-expérimentale, le cadre conceptuel du matérialisme historique.

À ce premier objectif se greffaient d'autres intentions telles la participation au débat entourant le concept de « petite production marchande », la vérification de l'utilité de ce concept dans l'approfondissement d'une réalité régionale et l'expérimentation d'un processus d'animation sociale [315] dans le milieu en vue de le transformer. Détaillons un peu plus ce dernier élément. Ces interventions dans le milieu sont variées et nombreuses comme on le constatera à leur énumération : *(a)* production de documents à tirage limité distribués dans le milieu ; *(b)* production de rapports-synthèses des résultats de la recherche d'observation dans les hebdomadaires régionaux ; *(c)* production d'un film *On a not' quota* et d'un vidéo *l'Industrie laitière dans Bellechasse* lesquels ont fait l'objet de projections publiques suivies de discussions avec les producteurs ; *(d)* rédaction de brochures sur le patrimoine de Bellechasse ; *(e)* sessions d'animation avec des groupes d'étudiants du primaire dans le but de les sensibiliser aux réalités patrimoniales et socio-économiques du comté dans lequel ils vivaient ; (/) production d'un guide pédagogique à l'intention des élèves de quatrième année ; et *(g)* production d'une exposition photographique sur le patrimoine de Bellechasse par les élèves du primaire. Les retombées pour le milieu lui-même furent nombreuses, car en plus de ces activités formelles, Breton, un résidant du milieu, eut à répondre à plusieurs demandes de renseignements venant de sources multiples. De plus on dut répondre à des demandes de participation dans des comités consultatifs en vue de la création d'une municipalité régionale de comté (MRC) et s'impliquer dans la mise sur pied d'un vidéo par le Centre local de services communautaires (CLSC). On peut également attribuer à cette recherche l'engagement de trois membres de l'équipe au ministère des Affaires culturelles (M.A.C), l'embauche de Breton (prêt de service) comme consultant durant une période de deux ans au ministère des Affaires culturelles à l'occasion de laquelle il a développé des approches spécifiques d'animation auprès des pêcheurs de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

Le projet Bellechasse, par sa visée double (académique et d'intervention) représente un tournant important dans l'histoire du Département dans la mesure où on fit la démonstration (BRETON 1984) que ce genre d'approche était à la fois valable pour susciter l'avancement des connaissances et pour favoriser chez les observés la prise de conscience nécessaire aux transformations sociales désirables et désirées tout en permettant aux futurs diplômés de se tailler une place sur le marché du travail.

Le groupe qui s'intéresse aux études inuit depuis maintenant plus de vingt-cinq ans a lui aussi plusieurs réalisations à son crédit. La participation de Charest aux nombreuses initiatives du Conseil Attikamek Montagnais (le CAM), en tant que conseiller scientifique mais aussi en tant qu'aviseur technique, a aussi permis le développement de nouveaux enseignements mieux arrimés aux réalités concrètes autochtones, la participation de [316] nombreux étudiants à différents projets de recherche et l'ouverture de nouveaux débouchés sur le marché du travail.

On pourrait encore mettre en relief les efforts de Santerre dans le domaine du vieillissement. Il a non seulement dirigé un Laboratoire de gérontologie sociale et amorcé des travaux sur le processus de vieillissement tant dans les Centres d'accueil que dans la communauté, mais il a aussi participé à l'Université comme dans les milieux régionaux intéressés à des enseignements dans le cadre du certificat en gérontologie. Au fur et à mesure que les résultats de ses travaux s'accumulent, il les diffuse auprès des milieux les plus particulièrement intéressés afin que ceux-ci en tirent avantage dans leurs pratiques professionnelles. Les travaux de Bariteau aux Îles-de-la-Madeleine ont comporté des retombées non négligeables. Ses études plus récentes sur certaines petites villes sont conçues pour produire des résultats à être utilisés par les intéressés. Il est un de ceux qui, au Département, a préconisé un élargissement des intérêts pédagogiques pour accorder une certaine importance aux aspects appliqués de la discipline. Au moment de l'établissement d'une maîtrise orientée vers l'action, on lui confia la responsabilité de monter un dossier qui permettrait de convaincre les autorités facultaires que les enseignements et stages projetés en anthropologie ne dédoublaient pas ceux de l'École de Service social.

Bariteau assuma, dès l'instauration de ce nouveau programme, la responsabilité des enseignements liés aux stages dans un milieu de pratique. Les recherches et interventions de Dorais et Pilon-Lê sur les immigrants de l'Asie du Sud-Est de même que celles d'Elbaz sur les Juifs montréalais sont aussi des démarches soucieuses d'apporter à ces minorités culturelles des informations susceptibles de les aider dans leur processus d'intégration sociale. Les nombreuses études effectuées dans le domaine de la santé et de la maladie depuis plus de vingt-cinq ans n'ont peut-être pas exercé d'impact direct sur les milieux professionnels mais elles ont ouvert de nombreux postes aux nouveaux diplômés (CLSC, DSC, établissements hospitaliers) et, par ce biais, elles ont suscité des transformations dans les pratiques et services de santé.

L'engagement de Dagenais et de Labrecque dans les études sur les femmes, la première en Guadeloupe particulièrement mais aussi au Québec, la seconde dans le contexte amérindien, sont d'autres sources d'influence sur le milieu. La participation de Dagenais, à l'occasion d'un prêt de service, au Conseil du statut de la femme (condition féminine) de même que son engagement au GREMF sont encore d'autres expériences qui enracinent le département dans la communauté à laquelle il appartient et le font participer aux grands débats de notre société. Qu'il s'agisse des [317] revendications autochtones, des transformations sociales en cours dans notre société (le numéro spécial *d'Anthropologie et Sociétés,* « Comprendre et modifier »), des débats linguistiques (les réflexions de Maranda sur l'abâtardissement de la francophonie québécoise dans la même revue), des prises de position sur la crise du nationalisme québécois et la crise d'identité culturelle des minorités ethniques (les réflexions d'Arcand (L'ethnocide), d'Elbaz, de Tremblay et de tous ceux qui travaillent en ce moment sur les minorités culturelles), de la crise que traverse en ce moment l'agriculture québécoise (Breton, Pilon-Lê), des nouvelles technologies de la reproduction (Saladin d'Anglure) et de combien d'autres sujets d'actualité, critiques pour l'avenir de notre société, l'un ou l'autre des membres de notre équipe départementale fait connaître ses vues au grand public et parfois même prend un engagement social. La série de quinze émissions par Radio-Canada portant sur le Département d'anthropologie de Laval a sûrement servi à mieux faire connaître notre discipline comme elle a pu familiariser le grand public aux travaux qui s'effectuent par les membres du corps professoral.

Ce bref tour d'horizon met en relief les principales activités du corps professoral dans le domaine de l'intervention. Mais il fait seulement référence à ce qui se fait au Québec. Les actions à l'extérieur sont trop récentes pour qu'on soit en mesure aussi de les évaluer à leur juste valeur. Il faudra, un jour ou l'autre, effectuer une analyse plus exhaustive et plus rigoureuse de l'ensemble des réalisations départementales dans ce domaine. Car, il ne faut pas nous le cacher, l'avenir de notre discipline (son utilité) de même que l'avenir de nos futurs diplômés (marché du travail) reposent dans une bonne mesure sur une connaissance plus approfondie de ce que nous sommes et sur une conscience plus vive de ce que nous pouvons faire.

Marc-Adélard Tremblay.

[318]

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Arcand, Bernard

1971 « Documents : Los Cuiva », in La *situation del Indegena en America des Sur* (G. Grunberg, édit.), Montevideo, Biblioteca Cientifica.

1972 *The urgent situation ofthe Cuiva Indians of Colombua,* Document n° 7, Copenhague, International Workgroup for Indigenous Affairs.

1976 « Cuiva Food Production », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie,* vol. 13, n° 4 : 387-396.

1977 « The logic of Kinship, an Example From the Cuiva », *Actes du XLIF Congrès international des Américanistes,* Paris, vol. II : 19-34.

1978 « Making love is like eating honey and sweet fruit ; it gives cavities : essay on Cuiva Symbolism », in *Yearbook of Symbolic Anthropology* (E. Schwimmer, édit.), Londres, Hurst : 1-10.

1979 « The Cuiva Band », in *Challenging Anthropology* (D. H. TURNER & G. A. Smith, édit.), Toronto, McGraw-Hill Ryerson : 214-228.

Arcand, B., et S. Vincent

1979 [*L'Image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/vincent_sylvie/image_amerindien/image_amerindien.html)*,* Montréal, HMH-Hurtubise, 334 p.

Bariteau, Claude

1977 « Les limites du rôle des coopératives dans le développement d'une région capitaliste : l'exemple madelinot », *Revue de l'Université de Moncton,* vol. 1, 10, n° 1 : 27-39.

1978 « [Incidences locales du développement du capitalisme : Le Havre aux Maisons, Îles-de-la-Madeleine](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030078232)», *Anthropologie et Sociétés,* vol. 2, n° 2 : 23-50.

1979 *Stratégies de développement et liens de dépendance au Havre aux Maisons,* Montréal, McGill University, Thèse de doctorat en anthropologie.

Bariteau, C, L. Pilon-Lê et P. Durand

1980 *Comparaison des projets et des stratégies de développement à Plessisville, St-Georges et Thetford Mines,* Projet de recherche, Manuscrit.

Bouchard, Serge

1973 *Classification montagnaise de la faune : Étude en anthropologie cognitive sur la structure du lexique* « *Animal indien »* *chez les Montagnais de Mingan,* Québec, Thèse de maîtrise en anthropologie.

[319]

Breton, Yvan

1972 *Projet Yucatan,* Laboratoire d'anthropologie, Section Méso-Amérique, Département d'anthropologie, ronéo, 16 p.

1973a *A comparative study of rural fishing communities in Eastern Venezuala : anthropological explanation of economic specialization,* Thèse de doctorat, Michigan State University, U.S.A.

1973b « A comparative study of work groups in an Eastern fishing community : bilateral Kinship and adaptative process », *Ethnology,* vol. 12, n° 4 : 393-418.

1979 « Anthropologie sociale et paysannerie québécoise », in *Perspectives anthropologiques* (un collectif d'anthropologues québécois), Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique : 305-316.

1984 « De l'ampleur des institutions à la mesure du geste concret : la diffusion et l'utilisation des résultats de recherche dans Bellechasse », *Anthropologie et Sociétés,* vol. 8, n° 3 : 43-61.

Breton, Y., et M.-F. Labrecque

1981 *L'agriculture, la pêche et l'artisanat au Yucatan : prolétarisation de la paysannerie Maya au Mexique,* Québec, Presses de l'Université Laval.

1982 *La organizacion de la producion de Las Mayas de Yucatan,* Mexico, Instituto Nacional Indigenista, no 65.

Chalifoux, Jean-Jacques

1976 « Changements politiques et innovations rituelles/cérémoniales chez les Abisi (Piti) et les Rukuba, Nigeria », *Revue canadienne des études africaines,* vol. 10, no 1 : 107-124.

1977 *Polyandrie et organisation économique et sociale des Abisi (Piti) du Nigeria,* Montréal, Thèse de doctorat en anthropologie à l'Université de Montréal.

1979 « Polyandrie et dialectique communautaire chez les Abisi du Nigeria », *Anthropologie et Sociétés,* vol. 3, n° 1 : 75-128.

1980a « Le fœtus : synthèse culturelle des rapports individus-univers », *Cahiers de bioéthique,* n° 2 *(Le diagnostic prénatal) :* 193-205.

1980b « Secondary marriage and levels of seniority among the Abisi (Piti), Nigeria », *Journal of Comparative Family Studies,* vol. XI, n° 3 : 325-335.

1982 « Ethnicité et culture chez les Javanais de Guyane et les Abisi du Nigeria », *Pluriel,* n° 32 : 53-57.

1983 « Frontière ethnique et rites de pluie chez les ABISI (Piti) du Nigeria », *Culture,* vol. III, n° 2 : 15-24.

[320]

1985 « Aînesse et génération chez les ABISI du Nigeria », in *Âge, Pouvoir et Société en Afrique noire* (sous la direction de Marc Abélès et Chantale Collard), Karthala/PUM : 91-109.

Charest, Paul

1973 « [Cultural ecology of the Gulf of St-Lawrence](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030154776)», in (G.L. GOLD et M.A. Tremblay, édit.), [*Communities and Culture in French Canada*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/tremblay_marc_adelard/communautes_et_culture/communautes_et_culture.html)*,* Toronto, Holt., Rinehart and Winston : 11-50.

1977 *Les Impacts de l'exploitation forestière sur le milieu physique, les activités cynégétiques et les droits territoriaux des Montagnais de la Moyenne et de la Basse Côte-Nord,* Québec, Conseil Attikamek-Montagnais.

1980a « Les barrages hydro-électriques en territoires montagnais et leurs effets sur les communautés amérindiennes », *Recherches amérindiennes au Québec,* vol. IX, n° 4 : 323-338.

1980b « Développement hydro-électrique en territoire montagnais », *Tepat-chimuwin,* vol. 5, n° 3 : 5-13.

1982a « Effects of Dams and Reservoirs on the Montagnais », in Eleanor B. Leacock et Richard B. Lee (édit.), *Politics and History in Band Societies,* Cambridge University Press : 413-426.

1982b « [Recherches anthropologiques et contexte politique en milieu Attikamek et Montagnais](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030138123)», *Culture,* vol. II, n° 2 : 11-23.

1986 « [La militarisation des territoires montagnais](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030154755)»*, Anthropologie et Sociétés,* vol. 10, n° 1 : 255-260.

1987 « Commentaires sur ma tâche pour 87-88 », 13 avril, ronéo, 2 p.

Collectif

1948 *1938-1948 : Déjà dix ans de vie,* Québec, Faculté des Sciences sociales, Université Laval, 63 p.

1970 *Mémoire de l'anthropologie,* présenté au Conseil de la Faculté des Sciences sociales, Sainte-Foy, Université Laval, avril, 177p.

Dagenais, Huguette

1979 « L'évolution des Québécoises en période de luttes féministes », *Atlantis,* vol. 4, no 2 : 146-156.

1980 « [Les femmes dans la ville et dans la sociologie urbaine : les multiples facettes d'une même oppression](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030092497)», *Anthropologie et Sociétés,* vol. 4, n° 1 : 21-36.

1981a « Représentations des rapports hommes-femmes chez les adolescents québécois », *Cahiers de recherche éthique,* vol. 8 : 147-168.

1981b *Condition féminine et tabagisme chez les jeunes femmes québécoises : une enquête exploratoire* (avec N. Coquatrix *et al.),* Rapport de recherche, 138 p.

[321]

1985a « Le travail des femmes et la micro-informatique : un défi pour les sciences sociales », in *Nouvelles technologies et Sociétés* (M.-A. Tremblay, rédacteur), Québec, Faculté des Sciences sociales : 157-164.

1985b « Les femmes et le pouvoir dans le domaine de la santé », in *Les Femmes et le pouvoir dans le domaine de la santé* (C. Gendron et M. Beauregard, édit.), Chicoutimi, Gaétan Morin : 107-118.

1985c « [Une expérience humaine complète : la recherche sur le terrain en Guadeloupe](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030080092)», in *la Passion de l'échange : terrains d'anthropologues du Québec* (S. Genest, édit.), Chicoutimi, Gaétan Morin : 135-157.

1986 « Spécificités culturelles et méthodologie féministe : l'exemple d'une recherche en Guadeloupe », in *Approches et méthodes de la recherche féministe : Actes du Colloque du GREMF* (H.Dagenais, édit.), GREMF, Université Laval : 78-85.

1987 « Méthodologie féministe et anthropologie : quelques jalons en vue d'une heureuse alliance » (à paraître).

Dagenais, H., et J. Poirier

1986 « En marge : la situation des femmes dans l'agriculture en Guadeloupe : situation actuelle et questions méthodologiques », *Environnement Caraïbe,* « Marges, Margins, Margenes », n° 2 : 151-176.

Darwin, Charles

1859 [*On the Origins of Species*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24756283)*.* Direction

1963 *Rapport annuel de la Faculté des Sciences sociales 1962-1963.* Dominique, Richard

1974 *Dans ce temps-là... Pi ast'heure : l'ethnohistoire de la moyenne Côte-Nord,* Thèse de maîtrise, Université Laval. Dorais, Louis-Jacques

1972 « L'équipe Inuksiutiit », Laboratoire d'anthropologie, Université Laval, ronéo, 15 p.

1980 *Le département d'anthropologie de l'Université Laval :* éléments d'histoire du département et informations annexés, Septembre (Ms21 p.).

1983 *Uqausigusiqtaat. An Analytical Lexicon of Modern Inuktitut in Québec-Labrador,* Québec, Presses de l'Université Laval.

1984a *Les Tuvaalumiut : Histoire sociale des Inuit de Quaqtaq* (Québec arctique), Montréal, Recherches amérindiennes au Québec (RAQ), 209 p.

[322]

1984b « La recherche sur les Inuit du Nord québécois : bilan et perspectives », *Études/Inuit/Studies,* vol. 8, n° 2 : 99-115.

Dorais, J.-J., L. Pilon-Lê, *et al.*

1984 *Vietnamiens du Québec : profil socio-linguistique,* Québec, Centre international de recherche sur le Bilinguisme.

Dorais, L.-J., L. Pilon-Lê et Huy Nguyên

1985 « The survival of the Vietnamese Language in Quebec : some opinions and initiatives », *The Vietnam Forum,* 6 : 220-238.

1987 *Exile in a cold land : A Vietnamese community in Canada,* New Haven, Yale Southeast Asia Studies.

Doutreloux, Albert

1967 *L'Ombre des Fétiches : Société et culture Yombé,* Louvain, Éditions Nauvelaerts.

Elbaz, Mikhaël

1979a « L'exil intérieur : sur les Juifs orientaux en Israël », *les Temps modernes,* 394 bis : 199-250.

1979b « Ethnicité et divisions de la classe ouvrière dans les sociétés multiethniques », in D. Juteau-Lee (édit.), *Frontières ethniques en devenir,* Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 37-56.

1980a « Contrôle territorial, urbanisation périphérique et ségrégation ethnique en Israël », *Anthropologie et Sociétés,* vol. 4, no 1 : 65-95.

1980b « Oriental Jews in Israeli Society », *Middle East Research and Information Project,* 92 : 15-28.

1983 « [La question ethnique dans la sociologie québécoise : critiques et questions](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030079509)», *Anthropologie et Sociétés,* vol. 7, n° 2 : 77-84.

1984 « Réflexion sur la culture sépharade », *Tribune juive :* 15-16.

1985a *L'Économie politique des clivages ethniques : thèmes et théories,* Document de recherche n° 3, Laboratoire de recherches anthropologiques, Université Laval, 94 p.

1985b « Les études ethniques en anthropologie », in *Bulletin de l'Association des études canadiennes,* Printemps : 24.

1986 « Entre l'errance et l'espoir : les Juifs à Montréal », *Forces :* 58-61.

1987 « Une mémoire vagabonde : sur les judéités contemporaines », *Anthropologie et Sociétés,* vol. II, n° 3.

genest, Serge

1974 « Savoir traditionnel chez les forgerons Mafa (Nord Cameroun) », *Revue canadienne des études africaines,* vol. VIII, n° 3 : 495-516.

1976 *La Transmission des connaissances chez les forgerons Mafa (Nord-Cameroun),* Thèse de doctorat de 3e cycle, Paris, E.H.E.S.S., 228 p.

[323]

1978 « [Introduction à l'ethnomédecine : essai de synthèse](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030135393)»*, Anthropologie et Sociétés,* vol. 2, n° 3 : 5-28.

1979a « Phytothérapie et médecine africaine : quelques réflexions d'un anthropologue en marge d'une réunion d'experts », *Revue canadienne d'études africaines,* vol. 13, n° 3 : 497-499.

1979b « Phytothérapie et médecine africaine : examen d'une tendance », *Actes du Colloque CAMES,* Libreville : 368-372.

1981 « Tendances actuelles de l'ethnomédecine : maladie et thérapeutique en pays Mafa », *Bulletin de liaison,* Séminaire mensuel d'ethno-médecine, n° 8 : 5-21.

1983 « Dalmana ou l'étrange itinéraire d'une maladie », *Culture,* vol. III, n° 1 : 59-66.

Genest, Serge (sous la direction de)

1985 [*La Passion de l'échange : terrains d'anthropologues du Québec*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030034431)*,* Chicoutimi, Gaétan Morin éditeur.

Hawthorn, Harry B., et Marc-Adélard Tremblay

1966-68 [*A Survey of the Contemporary Indians of Canada : Economie, Political, Educational Needs and Policies*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/tremblay_marc_adelard/Survey_Indians_Canada_t2_1967/Survey_Indians_Canada_t2_1967.html)*,* Ottawa, Indian Affairs Branch, 1966 et 1967 (2 vols).

Labrecque, Marie-France

1982a « [Les intellectuels et le prolétariat rural : le cas de Temax au Yucatan](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030080261)», *Anthropologie et Sociétés,* vol. 6, n° 1 : 99-129.

1982b *From peasantry to Prolétariat : the rural Prolétariat in the Hene-quenera Région of Yucatan,* New York, City University of New York, Thèse de doctorat en anthropologie, 464 p.

1985 « [Yucatan 1973-1974 : le terrain en milieu rural et prolétaire](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030080262)», in [*la Passion de l'échange*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030034431)(S. Genest, rédacteur), Chicoutimi, Gaétan Morin : 233-256.

1986 « [Femmes, travail et domination masculine au Mexique](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030161284)», *Anthropologie et Sociétés,* vol. 10, n° 1 : 199-217.

1987 « [Les femmes et le mouvement féministe mexicain](https://www.erudit.org/fr/revues/as/1987-v11-n2-as514/006420ar/)», *Anthropologie et Sociétés,* vol. II, n° 2 : 95-106.

Labrecque, M.-F., et G. Drolet

1986 *Les Femmes amérindiennes au Québec : guide annoté des ressources documentaires,* Québec, Laboratoire d'anthropologie de Laval, Collection outils pédagogiques.

Lévesque, Georges-Henri, *et al.*

1984 [*Continuité et rupture : les Sciences sociales au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/levesque_georges_henri/continuite_et_rupture_t1/continuite_et_rupture_t1.html)*,* Montréal, Presses de l'Université de Montréal (2 vols).

[324]

Lumsden, Paul D.

1983 « Africa in Canada and Africanist Ethnologists in Canadian Academe », in *Consciousness and Inquiry : the Ethnology of Canadian Realities* (F. Manning, édit.), Ottawa, Muséum of Man : 130-175.

Maranda, Pierre

1967 « Computers in the Bush : Analysis of Ge Mythology », in *Essays on the Verbaland Visual Arts (S.* Helm, édit.), Proceedings of the 1966 Annual Meeting of the American Ethnological Society, Seattle, University of Washington Press : 77-83.

1968 « Analyse qualitative et quantitative de mythes sur ordinateurs », in *Calcul et formalisation dans les Sciences de l'Homme* (B. Jaulin et J.-C. Gardin, édit.), Paris, CNRS : 78-86.

1970 « Informatique et mythologie », *Informatique en sciences humaines,* Paris, Sorbonne, Centre de mathématique sociale : 3-21.

1972a « Qualitative and Quantitative Analysis (revised) », in *Mythology* (P. Maranda, édit.), Penguin Books : 151-161.

1972b « Structural Analysis in Cultural Anthropology »*, in 1972 Annual Review of Anthropology,* Palo Alto, Annual Reviews Inc. : 329-348.

1974 « Myth as a Cognitive Map », Proceedings of the International Social Science Council's Conférence on Content Analysis, UNESCO.

1977a « Symbolic Production Symbolique », numéro spécial *d'Anthropologica* sous la direction de P. Maranda.

1977b « [Situer l'anthropologie](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.map.sit2)», in *Perspectives anthropologiques* (L.-J. Dorais, édit.), Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique : 9-22, 399-436.

1977c « Cartographie sémantique et folklore », *Recherches sociographiques,* 18 : 247-270.

1977d « Du drame au poème : l'infra-discours populaire dans la basse ville de Québec », *Études littéraires,* 10 : 525-544.

1977e « [Serpent, femme et homme : expérimentation sémantique](https://www.erudit.org/fr/revues/as/1977-v1-n3-as483/000867ar/)», *Anthropologie et Sociétés,* vol. 1, n° 3 : 119-129.

1978 « Sémantographie du domaine « travail » dans la Haute ville et dans la Basse ville de Québec », *Anthropologica,* vol. 20, nos 1-2 : 249-294.

1979 *A Socio-Semantic Sketch of Nine Montreal Ethnic Groups,* A progress Report, Québec, Université Laval.

1981 « Sociogénèse de la représentation collective de l'Amérindien chez les jeunes adultes québécois », *Recherches sémiotiques,* 1 : 35-54.

[325]

1982a « Champs sémantiques et identité culturelle », in *Identité culturelle : approches méthodologiques* (J.-D. Gendron *et al,* édit.), Actes du Colloque IDERIC-CIRB, (Nice) Québec : 79-133.

1982b « Structures sémantiques et apprentissage d'une L2 », in *Interaction Li-L2 et stratégies d'apprentissage »* (G. Alvarez *et al.,* édit.), Actes du 2e Colloque sur la didactique des langues, Québec : 68-76.

McNulty, Gerald

1974 In SlLVY, Antoine, *Dictionnaire montagnais-français* [1678-1684], (Lorenzo Angers, David E. Cooper et Gerald McNulty, trans-cribers), Montréal : Presses de l'Université du Québec.

1978 « [Néologismes et emprunts dans le parler montagnais de Mingan, P. Q](https://www.erudit.org/fr/revues/as/1978-v2-n3-as486/000902ar/). », *Anthropologie et Sociétés,* vol. 2, n° 3 : 163-173.

McNulty, Gerald, et Marie-France Basile

1981 *Lexique montagnais-français du parler de Mingan,* Collection Nordicana n° 43, Québec, Centre d'études nordiques de l'Université Laval.

McNulty, Gerald, et Marie Taillon

1982 *La Toponymie de la Basse Côte-Nord,* Québec, Ministère des Affaires culturelles (en montagnais, en français et en anglais).

Ntumba, Muena-Muanza

1985 *Champs d’étude et de recherche,* Sainte-Foy, Comité des orientations du département d'anthropologie, miméo, 108 p.

Pilon-Lê, Lise

1979 *L'Endettement des cultivateurs au Québec : une analyse socio-historique de la condition paysanne, 1670-1907,* Montréal, Thèse de doctorat en anthropologie de l'Université de Montréal, 585 p.

1980 « Le régime seigneurial au Québec : contribution à une analyse de la transition au Capitalisme », *Cahiers du Socialisme,* vol. 6 : 132-170.

1984 « La relève agricole au Québec : problèmes juridiques et économiques du transfert de la ferme spécialisée » in CNRS-INRA-FNSP, *les Politiques agro-alimentaires et leurs conséquences sur le milieu rural,* Actes du Colloque France-Québec de 1983 : 250-280.

Pothier, Roger

1972 *Projets algonquin et iroquois,* Québec, Département d'anthropologie, ronéo, 6 p.

Saladin d-anglure, Bernard

1983 « [Ijiqqat : voyage au pays de l'invisible inuit](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030139627)», in *Études/Inuit/Sludies,* vol. 7, n° 1 : 67-83.

1984a « Inuit of Québec », in *Handbook of North American Indians* (D. Damas, édit.), vol. 5 : 476-507.

[326]

1984b « Contemporary inuit of Québec », in *Handbook of North American Indians,* vol. 5, Washington, Smithsonian Institution : 683-688.

1984c *Sanaaq Sanaakkut Puisiviningita Unikkaus innguangat,* Roman inuit par Salone Mitiarjuk, édité par B. Saladin d'Anglure, Québec, Inuksiutiit Allaniagait 4, Assoc. Inuksiutiit Katimajiit, Université Laval, 170 p.

1986 « Du fœtus au shamane : la construction d'un « troisième sexe » inuit », *Études/Inuit/Studies,* vol. 10, nos 1-2 : 25-113.

Santerre, Renaud

1968 *L'École coranique de la savane camerounaise,* Paris, Thèse de doctorat de 3e cycle en ethnologie.

1972 *Projet : Transmission du savoir,* Laboratoire d'anthropologie, Université Laval.

1972 *Projet Transmission du savoir,* Laboratoire d'anthropologie, section Afrique noire francophone, Québec, Département d'anthropologie, ronéo, 6 pages et deux annexes de 4 pages chacune.

1973 *Pédagogie musulmane de l'Afrique noire,* Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

1974 « Africanisme et science de l'éducation », *Revue canadienne des études africaines,* vol. VIII, n° 3 : 467-477.

1982a « Masculinité et vieillissement dans le Bas-Saint-Laurent », Notes de recherche, *Anthropologie et Sociétés,* vol. VI, N° 3 : 115-128.

1982b « Vieillesse, modernisation et foyers », Notes de lecture, *Anthropologie et Sociétés,* vol. VI, n° 3 : 105-114.

1982c *La Quête du savoir. Essais pour une anthropologie de l'éducation,* Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Schwimmer, Eric

1965 « The cognitive aspect of culture change », *Journal of the Polynesian Society,* 74 : 149-181.

1973 *Exchange in the Social Structure of the Orokaiva.* Londres, Hurst.

1979 « Feasting and Tourism », *Semiotica,* 27 (1-3) : 221-236.

1981a « L'archéologie des messages », *Anthropologie et Sociétés,* vol. 5, n°3 : 137-156.

1981b « Secrecy and Détection », *Recherches sémiotiques,* 1 : 214-243.

1983 « The taste of your own flesh », *Semiotica,* 46 (2-4) : 107-129.

1984 « Male couples in New Guinea », dans Christopher Hurst : 226-242.

1985 « The Polysemie analysis of Oral Literature », *Style,* 19 : 213-226.

[327]

1986a « Le discours politique dans une communauté papoue », *Anthropologie et Sociétés,* vol. 10, n° 3 : 137-158.

1986b « Gramsci, History and the Future Economy », in *Anthropology and Political Economy* (J. Clam mer, édit.), Londres, Macmillan.

Simonis, Yvan

1968 [*Claude Lévi-Strauss ou la « passion de l'inceste »* : *Introduction au structuralisme*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030572512)*,* Paris, Aubier-Montaigne.

1972 « Notes de recherche sur l'usage des champignons chez les Indiens d'Oka », *Recherches amérindiennes au Québec,* vol. 2, n° 2 : 29-36.

1973a « Éléments d'analyse structurale d'un récit cannibale Seneca », *Recherches amérindiennes au Québec,* vol. 3, nos 1-2.

1973b « L'analyse structurale, commentaire épistémologique », *Recherches amérindiennes au Québec,* vol. 3, nos 3-4 : 77-81.

1977a « Grand-mère, sa fille et ses petits-fils, mythes iroquois »*, Anthropologie et Sociétés,* vol. 1, n° 3.

1977b « Le cannibalisme iroquois : comportement social, environnements, structures de l'esprit », *Anthropologie et Sociétés,* vol. 1, n° 3.

1982 *Agir sur le marché de l'emploi des anthropologues :* Rapport de l'enquête de mai 1981, Québec, Département d'anthropologie de l'Université Laval.

Tremblay, Marc-Adélard

1957 « [The Key Informant Technique : A non Ethnographie Application](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030608642)», *American Anthropologist,* vol. 59, n° 4 : 688-701.

1967 « [L'ethnographie de la côte Nord du Saint-Laurent](https://www.erudit.org/fr/revues/rs/1967-v8-n1-rs1518/055337ar/)», *Recherches sociographiques,* vol. VIII, n° 1 : 81-87.

1982a « [La santé en tant que représentation](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24898887)», in [*Imaginaire social et représentations collectives*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/imaginaire_social/imaginaire_social.html)(Sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin), Québec, Les Presses de l'Université Laval : 253-273.

1982b « [Les études amérindiennes au Québec 1960-1981 : état des travaux et principales tendances](http://classiques.uqac.ca/contemporains/tremblay_marc_adelard/etudes_amerindiennes_qc/etudes_amerindiennes_qc.html)», *Culture,* vol. II, n° 1 : 83-106.

1983a « L'anthropologie de la santé : une réponse aux innovations dans le système médical québécois », *Santé, Culture, Health,* vol. 1, n° 2 : 14-22.

1983b [*L'Identité québécoise en péril*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.trm.ide)*,* Québec, Les Éditions St-Yves.

1987 « La révolution tranquillisante en psychiatrie : paradigmes, univers des pratiques et représentations sociales », in *Pour un réseau autonome en santé mentale,* Actes du colloque organisé par GIFRIC et COSAME (nov. 1986) : 6-18.

[328]

Tremblay, M.-A., et G. L. Gold

1983 « La formation de l'anthropologie au Québec 1960-1980 », in M.-A. Tremblay, rédacteur, *Conscience et Enquête : l'ethnologie des réalités canadiennes,* Ottawa, Musées nationaux du Canada : 52-94.

1984 « [L'anthropologie québécoise et l'étude du Québec : Continuités et Ruptures](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.trm.ant2)», in [*Continuité et Rupture : les sciences sociales du Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/levesque_georges_henri/continuite_et_rupture_t1/continuite_et_rupture_t1.html)(sous la direction de G.-H. Lévesque *et al.),* Montréal, Presses de l'Université de Montréal : 257-297.

Tremblay, Marc-Adélard, et André Lepage

1970 « [La Côte-Nord du golfe Saint-Laurent : une ethnologie en construction](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274945)», *Recherches sociographiques,* vol. II, nos 1-2 : 9-15.

TRUDEL, François

1978 « Ethnologie et Histoire », *Recherches amérindiennes au Québec,* vol. 7, nos3-4 : 127 p.

1979 « Dossier caribou. Écologie et exploitation du Caribou au Québec-Labrador », *Recherches amérindiennes au Québec,* vol. 9, nos1-2, 164 p. (en collaboration avec Jean Huot).

1981 *Amerindians, Inuit and Europeans : A study of Interethnic Economie Relationships on the Canadian Southeastern Seabord,* Thèse de doctorat en anthropologie, Université du Connecticut, 465 p.

TRUDEL, François, *et al.*

1986 *Dossier d'exploration-Élaboration Certificat/Mineure en études autochtones,* Québec, Université Laval, 52 pages et 4 annexes.

[329]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 10

“L'École de psychologie de  
la Faculté des sciences sociales.”

Par Jean-Yves LORTIE

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#tdm)

RATTACHÉE à la Faculté des sciences sociales en 1974, l'École de psychologie en est l'unité la plus récente. Son histoire, cependant, remonte à plusieurs années an arrière. Si on excepte une tentative de la Faculté de philosophie de créer, à la fin des années trente, un département ou une section de psychologie expérimentale [[157]](#footnote-157), projet qui fut abandonné en 1942, c'est du côté de la nouvelle École de pédagogie, fondée en 1943, qu'il faut se tourner pour voir se développer l'enseignement de la psychologie, et ce sera d'abord aux fins de servir à la fois l'orientation professionnelle et la pédagogie. C'est à monsieur Wilfrid Éthier, P.S.S., que revient le mérite d'avoir posé les premiers jalons qui permettront plus tard la reconnaissance officielle de cette discipline.

[330]

Les débuts de la psychologie à l'École de pédagogie

Après des études à New York, monsieur Éthier avait ouvert un bureau d'orientation à Montréal, l'Institut canadien d'orientation professionnelle. En 1941, à cause de l'intérêt grandissant porté à l'orientation à Québec, il décide d'y ouvrir une succursale : c'est dans un modeste local, au 14 rue Salaberry, qu'avec l'aide de monsieur Arthur Tremblay, alors étudiant en sciences sociales (aujourd'hui le sénateur Tremblay), qui jouera le rôle de secrétaire administratif, et de monsieur Arthur Fréchet, psychotechnicien, il recevra près d'une centaine de clients dès la première année [[158]](#footnote-158).

En plus de l'orientation professionnelle on faisait de la sélection pour l'entrée au cours classique dans les collèges de la région. Dès la première année, plus de 800 enfants ont été soumis à l'examen d'aptitudes intellectuelles. On fit également une série de conférences dans plusieurs maisons d'enseignement secondaire affiliées à l'Université Laval, visant à proposer l'utilisation « d'examens scientifiques d'aptitudes intellectuelles [[159]](#footnote-159) » pour l'admission en Éléments latins.

En même temps, monsieur Éthier est invité par l'Université à donner, d'octobre à décembre 1941, dix leçons d'« Orientation professionnelle » à l'École normale supérieure. L'année suivante ce cours couvre une période plus longue, d'octobre 1942 à février 1943. Plus de 50 étudiants le suivent régulièrement.

Lorsque l'Université fonde l'École de pédagogie le 18 mai 1943 et en confie la direction à monsieur l'abbé Alphonse-Marie Parent, monsieur Éthier fait partie du corps enseignant, de même que monsieur Tremblay, qui avait obtenu sa maîtrise en sciences sociales, économiques et politiques en 1942. Monsieur Éthier est chargé du cours de Psychologie expérimentale et monsieur Tremblay, de Méthode des tests. Un troisième cours, Biophysiologie, est donné par le docteur Jean-Charles Miller : il s'agit d'un cours de médecine mentale qui couvre, entre autres, la psychologie de l'enfant et de l'adolescent. Avec trois cours de psychologie dans un programme qui en comprenait sept en tout, on entrevoit déjà l'orientation que prendra l'École par la suite.

Ce premier programme était bien modeste, sans doute, et l'enseignement ne se dispensait que les mercredis à 17 heures et les samedis matin. Mais le mouvement était lancé : il ne fera que s'amplifier durant les années [331] suivantes, à la fois à l'École de pédagogie et à l'Institut Laval d'orientation professionnelle, ce dernier étant le bureau de monsieur Éthier que l'Université avait pris sous sa responsabilité en 1942 et avait logé au 8 d'Aiguillon. C'est à cet endroit, par exemple, que se rendaient les étudiants de l'École qui avaient à exécuter des travaux de laboratoire en psychologie expérimentale ou à mener des études sur les tests psychologiques. Fin avril 1945, il sera relogé au 71 d'Auteuil où emménagera aussi l'École de pédagogie. En 1947, l'Institut d'orientation et l'École de pédagogie sont fusionnés et deviennent l'École de pédagogie et d'orientation. La nouvelle école a pour directeur monseigneur Parent et pour directeur adjoint, monsieur Tremblay. L'Institut est désormais voué uniquement à la formation pratique des étudiants stagiaires et au service de la clientèle extérieure.

Programmes d'études et laboratoires

Si en 1943 on n'offre que quelques cours, il n'en est plus de même en 1945, année où on est en mesure d'accepter des étudiants réguliers pour la première fois. Ce sont trois programmes qu'on présente maintenant, soit le baccalauréat et la licence en pédagogie, de même que la licence en orientation professionnelle.

Les cours offerts dans ces trois programmes sont à forte concentration de psychologie. Ainsi au niveau du baccalauréat en pédagogie (que devaient également suivre avec quelques variantes les étudiants en orientation), on retrouve pas moins de 12 cours à caractère proprement psychologique sur un total de 19 offerts ! À la licence en orientation, la moitié des titres se réfèrent à des cours de psychologie.

En 1947 l'École procède à un remaniement de ses programmes, ce qui a pour conséquence de prolonger la licence d'un an. Pour la psychologie cela se traduit par huit cours nouveaux.

En 1945 on organise deux laboratoires communs à l'Institut et à l'École, soit un laboratoire de psychologie expérimentale et un laboratoire de psychologie animale. Le premier sera actif, semble-t-il, jusqu'en 1948 et le deuxième, jusqu'en 1949.

Les pionniers

On peut dire, à l'examen des cours offerts en 1946 et en 1947, que la variété des contenus est impressionnante, surtout si l'on tient compte du nombre restreint de professeurs spécialisés en psychologie et des ressources en argent et en locaux extrêmement humbles dont disposait l'École. Quiconque a vécu au 71 d'Auteuil, ou l'a visité, peut en témoigner.

[332]

Que l'expérience ait réussi, le mérite en revient en bonne part à messieurs Éthier et Tremblay de même qu'à Mgr Parent. Officiellement, monsieur Éthier était chargé des cours d'Introduction à la psychologie expérimentale, de Développement affectif et de Psychologie de la personnalité, en plus de deux cours d'orientation : Procédés généraux de l'orientation professionnelle et Mesure des aptitudes professionnelles ; monsieur Tremblay était responsable du cours sur la Psychologie de l'apprentissage, du cours de Psychologie appliquée à l'éducation et des cours Notions générales sur les tests mentaux, Développement mentaux et Pratique clinique des tests mentaux individuels. Mais leur influence réelle débordait de beaucoup le cadre de ces cours.

Ainsi, le souci qu'eut plus tard le Département, puis l'École de psychologie, d'assurer une place importante à la psychologie fondamentale dans ses programmes est dû, on peut l'affirmer sans crainte de se tromper, à l'influence de monsieur Éthier sur ses premiers disciples. Il était convaincu de la nécessité de cette discipline et il a contribué fortement à la faire connaître.

Monsieur Éthier a été très actif à l'Université Laval jusqu'à la fin des années quarante alors qu'il retourne à Montréal. En 1956 il est nommé professeur émérite à la Faculté des arts et en 1966 il reçoit de l'Université un doctorat d'honneur à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de fondation de l'Institut canadien d'orientation professionnelle. S'il est, à juste titre, appelé le père de l'orientation au Québec, monsieur Éthier, on l'a vu, doit aussi être considéré comme un pionnier de la psychologie fondamentale à l'Université Laval.

Monsieur Tremblay a, quant à lui, montré l'importance de la mesure et de la précision dans des domaines aussi divers que celui de l'intelligence et celui des attitudes. De plus, il a le mérite d'avoir fait connaître Jean Piaget aux Québécois à un moment où celui-ci n'avait pas encore la notoriété qu'il aura par la suite.

Monseigneur Parent était l'âme dirigeante de l'ensemble et un médiateur extrêmement précieux auprès des autorités de l'Université. Plus tard, il accédera aux plus hautes fonctions de l'Université, dont celles de vice-recteur et de recteur. Chaque fois, alors, que la psychologie sera en difficulté, c'est à lui qu'on recourra et il fera toujours preuve d'une grande compréhension de ses problèmes. Son décès, survenu le 7 octobre 1970, sera une lourde perte pour la psychologie.

[333]

Nouveaux développements

En 1949 l'École divise ses programmes d'études en trois sections : à la pédagogie et à l'orientation elle ajoute la psychologie scolaire. Comme les deux autres, cette section offre un programme complet de baccalauréat et un autre de licence avec thèse.

Du programme de psychologie scolaire on désigne un bloc de cours qui constituera un autre programme. Celui de psychotechnique. On conçoit le rôle du psychotechnicien en quelque sorte comme auxiliaire par rapport à celui du psychologue ou du conseiller d'orientation.

Mais ces deux programmes semblent très peu fréquentés : quatre ans après, en 1953, on n'a accordé qu'un seul diplôme de psychotechnique [[160]](#footnote-160). L'annuaire 1951-1952 annonce l'abandon de ce diplôme pour un certain temps. Quant au programme de psychologie scolaire, il n'apparaît pas, lui non plus, dans les programmes offerts en 1951-1952. On n'apporte aucune raison pour justifier cette exclusion, mais il semble, lui aussi, avoir été très peu populaire puisqu'en 1953 on n'avait délivré que deux baccalauréats et une licence en cette discipline [[161]](#footnote-161).

Puis en 1952 l'École, pour répondre aux besoins de plus en plus pressants de spécialistes de la psychothérapie, décide de fonder une section de psychothérapie. Avec la collaboration du père Henri Samson, S.J., et du docteur Roméo Blanchet (tous deux de l'Institut de psychothérapie de l'Hôtel-Dieu de Québec, qu'ils avaient fondé en 1949), monsieur Tremblay élabore un programme complet conduisant à la licence en psychothérapie. L'enseignement théorique est assuré par l'École alors que l'Institut de psychothérapie prend en charge la formation pratique des étudiants en psychothérapie. Le programme est approuvé par le Conseil de l'Université à sa séance du 6 mars 1952. La collaboration entre l'École et l'Institut n'a pas été sans heurts. Elle durera, malgré tout, jusqu'en septembre 1963 alors que ce dernier sera détaché de l'Université par le Conseil de l'Université.

En 1958 on pose un jalon important pour la reconnaissance de la discipline en instituant un baccalauréat en psychologie dont on confie la responsabilité à monsieur Maurice Meunier, psychologue. « Ce nouveau diplôme ne constitue pas une innovation totale dans l'enseignement que dispensait jusqu'ici l'École. Depuis ses débuts, en effet, une importance [334] considérable a toujours été attachée à cette science fondamentale de la psychologie tant au programme des baccalauréats en Éducation et en Pédagogie qu'à celui des licences en Orientation et en Pédagogie et à leurs diverses spécialisations [[162]](#footnote-162). »

Cette nouvelle structure visait une formation générale en psychologie et se voulait une première étape cohérente en vue de la spécialisation en orientation ou en psychothérapie. On la recommandait aussi aux personnes qui voulaient se consacrer à l'enseignement de la psychologie dans les Écoles normales. C'était un programme d'une durée d'un an. Dès son apparition, le programme a suscité beaucoup d'intérêt. Ainsi en septembre 1958, treize candidats avaient déjà fait une demande officielle [[163]](#footnote-163).

La contribution de monsieur Roméo Miville  
à l'avancement de la psychologie

Aux noms des pionniers mentionnés plus haut il faut ajouter celui du deuxième directeur de l'École de pédagogie et d'orientation, monsieur Roméo Miville. Nommé en 1949, il demeurera au poste jusqu'en novembre ! 960. Il aura donc mené les destinées de l'École de pédagogie et d'orientation pendant près de douze ans, toujours assisté de monsieur Tremblay, et aura beaucoup contribué au développement de la psychologie à Laval. Ainsi, c'est durant son mandat qu'apparaîtront la psychologie scolaire, la psychotechnique, la psychothérapie et le baccalauréat en psychologie. En mars 1960 [[164]](#footnote-164), il songe même à la licence en psychologie. S'ils n'ont pas tous connu le succès désiré, ces programmes n'en indiquent pas moins le souci constant de monsieur Miville pour la psychologie.

Monsieur Miville a aussi exercé une influence déterminante par son enseignement. Il succéda d'abord à monsieur Éthier avec son cours d'Introduction à la psychologie expérimentale. Il donna aussi ceux de Psychologie de la personnalité, Théologie, philosophie, psychologie et de Dynamisme humain. Bref, sous sa direction, avec l'appui de monsieur Tremblay, l'École a structuré de mieux en mieux son enseignement de la psychologie. Au moment de son départ, en novembre 1960, la création d'un département était imminente.

[335]

LA FONDATION  
 DU DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE

Au début des années soixante, plusieurs raisons militent en faveur de la création d'un département de psychologie à l'École de pédagogie et d'orientation. On a vu, par exemple, le développement remarquable de cette discipline durant la période s'étendant de 1943 à 1961 : à la fin elle est présente partout et presque tous les programmes, en particulier ceux de pédagogie et d'orientation professionnelle, y puisent une bonne partie de leur formation de base. Cette discipline ne pouvait remplir son rôle efficacement si elle ne se donnait pas les moyens de se renouveler elle-même. Pour ce faire il devenait impérieux qu'elle se donnât une structure appropriée.

Elle se devait aussi d'être attentive aux besoins en psychologues de la région de Québec. La profession était de mieux en mieux connue dans la région et pourtant, à l'est de Montréal, aucune institution n'y préparait.

Une autre raison, et non la moindre, pour offrir une formation complète en psychologie était la pression exercée par les étudiants, particulièrement ceux qui étaient inscrits au baccalauréat en psychologie, auprès de l'École et de l'Université. Il faut se rappeler qu'à ce moment le baccalauréat ne durait qu'un an et n'avait pas pour but de former des psychologues, mais bien de préparer l'accès aux divers programmes de licence offerts par l'École, surtout celui d'orientation.

On le voit, la tâche était double : d'une part, offrir une véritable formation en psychologie ; d'autre part, se doter d'une structure appropriée. Dans la tradition de l'École, c'est la licence qui préparerait à l'exercice de la psychologie. Il fallait donc s'attaquer sans plus tarder à la préparation d'un tel programme. Quant à la structure, on se rappellera que jusque-là l'enseignement était organisé par sections. Mais on parlait beaucoup de restructuration et l'idée qui faisait lentement son chemin était celle d'une organisation des principales disciplines en départements, un peu à la façon d'une faculté.

Un faux départ

Un premier départ, cependant, se solda par un échec. On semble n'avoir envisagé, au début, qu'une seule unité englobant les deux disciplines dont on confia la direction au père Julien Beausoleil, C.S.V., le 9 novembre 1960. Sa tâche semble avoir été la « réorganisation des cours du Département de psychologie et d'orientation [[165]](#footnote-165) ». Le programme d'études qu'il soumet en [336] janvier 1961 rencontrant certaines difficultés, peut-être dues au fait qu'il était incomplet, le père Beausoleil décida, peu après, de quitter la tâche. Sa démission fut acceptée par le Conseil de l'Université le 14 avril 1961.

Création du Département  
et approbation du programme de licence

Il fallait donc repartir quasiment à zéro ! Le nouveau directeur de l'École, monsieur Maurice Barbeau, nomme alors un premier comité dont le mandat est de préparer un programme complet de formation conduisant à la licence en psychologie. Parallèlement, un deuxième comité a pour tâche de revoir totalement le programme d'orientation professionnelle, sur lequel un programme de psychologie aurait des répercussions certaines. Le premier comité, qu'on appellerait aujourd'hui comité d'élaboration de programme, était formé de messieurs Paul L'Archevêque, Henri Ouellet et Henri Richard. Le premier était professeur à l'École depuis 1947 ; quant à messieurs Ouellet et Richard, ils y étaient arrivés l'un en juillet 1960 et le deuxième, le 26 septembre suivant.

Ce comité se mit à la tâche avec beaucoup d'enthousiasme et d'ardeur. On a étudié divers programmes d'universités canadiennes, américaines et européennes. À partir des éléments les plus intéressants et en fonction des objectifs qu'on s'était fixés, on élabora un programme d'une durée de quatre ans qu'on présenta à l'École le printemps suivant. Accepté sans aucune difficulté par le Bureau de direction de cette dernière, le programme fut adopté par le Conseil de l'Université le 11 avril 1962. Celui du Département d'orientation le sera le 22 mai suivant. À noter que, si ces deux comités travaillèrent séparément, ils se sont rencontrés à quelques reprises pour échanger le fruit de leur travail.

Entre-temps, on avait fait des représentations auprès des autorités de l'Université pour modifier les structures existantes et obtenir la reconnaissance officielle de la psychologie. Cette démarche aussi fut fructueuse : c'est ainsi que, pendant qu'on est en plein travail d'élaboration des programmes, on apprend que le Conseil de l'Université vient de créer officiellement le Département de psychologie en autorisant la restructuration de l'École en quatre départements. La résolution se lit comme suit : « que l'École de Pédagogie et d'Orientation soit réorganisée de façon à comprendre quatre départements : un de Pédagogie, un d'Orientation, un de Psychologie et un d'Éducation Physique [[166]](#footnote-166) ».

[337]

À cette même séance en nomme monsieur Henri Richard directeur du nouveau Département pour un terme de trois ans. Après avoir obtenu une licence en orientation professionnelle de l'École en 1950, monsieur Richard avait étudié deux ans au Teachers' College de l'Université Columbia, à New York, puis il s'était inscrit à l'Institut de psychologie de l'Université de Paris (Sorbonne), où il obtenait son doctorat en psychologie en 1959. Il fréquenta aussi l'Institut de psychanalyse de Paris de 1952 à 1959. Il en obtint son attestation de psychanalyste en 1959. Il avait aussi travaillé à l'Unesco à titre de directeur de la recherche en psychologie et en sociologie.

Les premiers étudiants  
et la première équipe professorale

Quand recevrait-on les premiers étudiants ? Question difficile. Le Département venait d'être fondé mais on n'avait pas encore de programme officiel. C'est pourquoi les idées étaient partagées : les uns, considérant que la situation était urgente, voulaient qu'on les acceptât dès septembre 1961. D'autres préféraient démarrer plus lentement et attendre l'année suivante pour les recevoir. Le recteur, monseigneur Louis-Albert Vachon, suggère au docteur Richard de commencer dès l'automne. Ce qui fut fait. Pour la première année les étudiants s'inscrivirent au programme de baccalauréat en psychologie, programme, on se rappelle, qui préparait aux diverses licences offertes par l'École. Il y eut en tout 26 inscriptions. De celles-ci 17 étaient en orientation professionnelle. En psychologie on en compte d'abord 6, ce sont messieurs Pierre Audet, Maurice Clermont, Jacques Côté, Roger Gourde, Alain Larocque et Michel Poisson. Trois autres se joignent à eux en cours d'année : mesdames Lise Gauthier, Gisèle Turgeon-Barry et monsieur Yves Roberge. Ces étudiants forment un groupe dynamique et enthousiaste. Ils jouent un rôle si important dans la vie et les activités du Département à ses débuts que le directeur Richard les surnomme les étudiants-fondateurs du Département. Ce sont ces mêmes étudiants qui, en fin de deuxième année, accepteront de faire pendant les vacances un premier stage d'observation à Mastaï, stage non requis par le programme, avant de compléter leur véritable stage dans les institutions de Montréal l'année suivante. Ces étudiants et ceux qui les suivront immédiatement auront particulièrement à cœur l'épanouissement de la psychologie et, lorsque viendront les difficultés, ils n'hésiteront pas à aller jusqu'à la grève pour faire valoir leur point de vue.

La première équipe professorale était formée de messieurs Henri Richard, directeur, Paul L'Archevêque, Maurice Meunier et Henri Ouellet ; monsieur [338] Paul Germain, du Département de biologie, assumait le cours sur les Aspects biologiques du comportement humain.

Obtention des ressources humaines et matérielles

Comme le Département avait, en fin de compte, inscrit ses premiers étudiants dès septembre 1961, il fallait maintenant aller résolument de l'avant. Inscrits au baccalauréat, ces étudiants voulaient être assurés d'entrer dès l'année suivante en deuxième année de la licence en psychologie et ils exerçaient des pressions en ce sens. Pourtant le programme en était encore au stade de l'élaboration. Le directeur venait à peine d'être nommé et il n'était toujours qu'à demi-temps à l'emploi de l'Université ; ce n'est qu'en avril 1962 qu'il se verra offrir une charge à temps complet. Son Département ne comptait, à part lui, que trois professeurs et il fallait envisager un enseignement sur quatre ans. En vérité, la tâche n'était pas facile.

Monsieur Richard se mit résolument à la tâche. Il déploya beaucoup d'énergie à dépister et engager le personnel dont il avait besoin. Il se préoccupa de faire acheter par la Bibliothèque générale les livres essentiels à la formation en psychologie. Il entreprit des démarches pour obtenir les crédits permettant l'achat du matériel et de l'équipement requis par les cours de nature plus expérimentale. Bref, durant la première année il fit en sorte que tout fût en place pour permettre le transfert des étudiants en deuxième année du nouveau programme de licence. Cette étape franchie, il lui fallut préparer la troisième, puis la quatrième année. En d'autres mots, pendant quatre ans la besogne était en partie à recommencer : engagement de nouveaux professeurs, préparation des facilités exigées : locaux pour les cours, salles d'observation, puis stages à offrir dès la troisième année...

Pour bâtir son Département le directeur avait envisagé la récupération du personnel de l'École œuvrant dans des domaines relevant de la psychologie. C'est ainsi que monsieur Lortie, arrivé d'un stage d'études à l'extérieur, est rattaché au Département en septembre 1962. Il est d'abord responsable de l'enseignement de tout ce qui relève de la psychologie expérimentale. L'année suivante il met sur pied un laboratoire de psychologie expérimentale qui sera permanent, cette fois. L'enseignement de la psychométrie passant, en 1963, du Département d'orientation au nouveau Département, monsieur Jean Hérickx est dorénavant rattaché à la psychologie. Signalons l'arrivée, cette même année, de deux nouveaux professeurs : monsieur Hubert Chéné est engagé comme responsable du laboratoire de psychométrie (dont le nom sera changé peu après en celui de testothèque) et monsieur Gaétan Daigle est chargé de l'entraînement pratique en [339] psychométrie (alors que M. Hérickx s'occupait de l'enseignement théorique). Avec l'arrivée de ces nouveaux professeurs et une redistribution de certaines matières au programme, le Département peut, dès 1963, offrir aux étudiants une spécialisation dans les trois domaines de la psychologie clinique, la psychologie expérimentale et la psychométrie. Enfin, monsieur Gérald Noelting, spécialiste en psychologie du développement (approche piagétienne), passe, l'année suivante, du Département de pédagogie à celui de psychologie et y organisera l'option de psychologie du développement.

Le premier programme de licence en psychologie

Le baccalauréat étant aboli, les grades auxquels préparait le Département étaient la licence et le doctorat en psychologie.

La licence exigeait quatre années d'études à temps complet ; on devait aussi se soumettre à un examen de synthèse et présenter une thèse.

On offrait la spécialisation dans deux domaines d'application : la psychologie clinique et l'enseignement de la psychologie. On envisageait d'offrir éventuellement des options en psychologie industrielle, en psychologie sociale et en recherche. Quant à la spécialisation en psychothérapie, elle ne figurait pas dans les options : les étudiants intéressés par cette spécialité pouvaient, après leur licence, se diriger vers les instituts professionnels.

Les deux premières années étaient communes aux deux options. La spécialisation commençait en troisième année et s'accentuait en quatrième.

Le programme était plutôt complet et offrait des cours non seulement en psychologie mais aussi dans des disciplines connexes, comme la sociologie et l'anthropologie culturelle. L'approche qui caractérise l'enseignement de la psychologie à l'École à cette époque se traduit dans le programme par l'importance accordée à des questions telles que la relation entre la psychologie rationnelle et la psychologie empirique, la relation entre la psychologie et la philosophie et même la relation entre la psychologie et la théologie. D'autre part, on insiste beaucoup sur les laboratoires, auxquels on accorde neuf crédits pour les deux premières années ; et la psychologie clinique en exigera trois autres en quatrième année. Au cours de la même année cette option met nettement l'accent sur les techniques projectives, y consacrant pas moins de seize crédits.

Le programme de doctorat, auquel on pouvait accéder lorsqu'on possédait la licence, exigeait dix crédits de cours supplémentaires, la préparation d'un examen basé sur dix questions et la soutenance d'une thèse. Pour le reste, on s'en tenait aux exigences de l'École des gradués et de l'École de pédagogie et d'orientation, sans offrir de programme détaillé.

[340]

Organisation des stages

Dans le champ de la formation pratique, le Département innove en organisant un stage d'observation à l'hôpital Saint-Michel-Archange (aujourd'hui Centre hospitalier Robert-Giffard). C'est ainsi que, du 20 mai au 30 août 1963, six étudiants font un stage comme surveillants auprès des bénéficiaires.

Suite à ce premier stage, dont 'e but était le contact avec le bénéficiaire, les étudiants devaient, l'année suivante, entreprendre un second stage d'un an mais de nature différente, celui-là, puisqu'ils étaient soumis à la supervision d'un psychologue et se préparaient auprès des bénéficiaires à leur rôle de futurs praticiens.

Ce stage formel eut lieu dans les départements de psychiatrie d'hôpitaux généraux de Montréal, vu que Québec et la région ne rencontraient pas encore à cette époque une des conditions essentielles à l'accréditation des endroits de stage, soit la présence sur les lieux de psychologues d'expérience agissant comme superviseurs. De plus, pour assurer la coordination des activités de supervision et dispenser les cours requis un professeur du Département se rendait chaque semaine à Montréal ; c'est ainsi que monsieur Meunier fit la navette entre Québec et la métropole : le vendredi soir il donnait un cours sur les techniques projectives et le samedi on se réunissait et on mettait en commun l'expérience vécue en milieu de stage. L'année suivante, monsieur Chéné vint prêter main-forte à monsieur Meunier dans sa tâche de coordination.

L'éphémère École des sciences pédagogiques  
et psychologiques

On le voit, le Département était en pleine croissance et on débordait d'énergie et d'optimisme. La reconnaissance de cette expansion se traduit d'ailleurs par le changement de nom pour l'École. À sa réunion du 25 janvier 1964, le Conseil de l'Université acceptait que l'École soit désignée sous le nom d'École des sciences pédagogiques et psychologiques. Comme raison on donne : « Ce changement devenait nécessaire afin que l'appellation coiffe les réalités distinctes que constituent les département de psychologie, d'orientation et de pédagogie aussi bien que les sections du baccalauréat en pédagogie générale, en pédagogie préscolaire, en pédagogie des inadaptés et en éducation physique [[167]](#footnote-167). »

[341]

Mais ce nouveau titre, l'École ne le portera pas longtemps : à l'automne de la même année elle devenait la Faculté des sciences de l'éducation. L'aspect psychologique, qui avait pourtant tellement marqué la formation donnée à l'École, disparaissait du titre au moment où celle-ci était élevée au statut de faculté. Doit-on y voir un signe précurseur des événements à venir ?

Conflit avec l'Orientation et la Faculté

L'arrivée de la psychologie à l'École de pédagogie et d'orientation forçait celle-ci, en quelque sorte, à clarifier la relation qui devait exister entre cette discipline et le reste de l'École : plus précisément, la relation entre la psychologie et l'orientation professionnelle et, de façon plus générale, la situation de la psychologie par rapport à la structure de l'École dans son ensemble. Les difficultés rencontrées à ces niveaux avaient des répercussions sur l'organisation de l'enseignement et la formation.

Mais, selon qu'on était du Département de psychologie ou non, on avait des vues très divergentes sur ces questions. Par exemple, depuis près de vingt ans l'orientation professionnelle et la pédagogie avaient largement emprunté à la psychologie, au point où celle-ci leur était devenue une science instrumentale dans la formation de leurs étudiants. Pour elles, un département de psychologie avait sa place à l'intérieur de la Faculté à la condition de se limiter, dans ses applications, aux aspects qui concernaient l'éducation. De plus, l'orientation professionnelle voulait, malgré la présence nouvelle de la psychologie, conserver le plein contrôle de ses programmes de formation [[168]](#footnote-168)*.*

La psychologie [[169]](#footnote-169), d'autre part, se refusait désormais au seul rôle de science ancillaire : elle voulait une pleine autonomie dans son développement au triple point de vue de l'enseignement, de la recherche et de la formation professionnelle. La relation entre la psychologie et l'orientation professionnelle, elle la voyait sous un angle différent : elle considérait l'orientation [342] comme l'un de ses champs d'application, au même titre que tous les autres. Elle trouvait inacceptable « l'existence parallèle d'une science fondamentale... et l'une de ses spécialisations... au sein de deux départements [[170]](#footnote-170)*»*... Elle soutenait qu'une telle situation était responsable des problèmes rencontrés, en particulier en ce qui touchait le programme d'études et de formation.

Quant à la structure de la Faculté, elle aussi créait des difficultés : si, au début, la psychologie, formant un des quatre départements de l'École, y exerçait un rôle important, la situation avait bien évolué en 1965, alors qu'elle n'était plus que l'un des sept départements de la Faculté. Les autres avaient pour la plupart comme premier souci, et c'était normal, l'avancement des sciences de l'éducation et non celui de la psychologie. Pour mieux sauvegarder son autonomie dans un tel complexe, elle proposait une structure dans laquelle elle aurait le statut d'École. L'orientation professionnelle serait l'un de ses départements.

Il va sans dire que l'orientation se refusait au nouveau rôle que voulait lui faire jouer la psychologie, se considérant bien plus près de la pédagogie et de l'éducation en général que de la psychologie.

L'impossibilité de s'entendre, malgré rencontres et échanges entre les professeurs de psychologie et ceux d'orientation, provoqua trois événements d'importance au cours des années 1965 et 1966 : la démission du directeur du Département de psychologie, la grève des étudiants de ce Département et la séparation de ce dernier de la Faculté.

Démission du directeur et grève des étudiants

Se considérant incapable de remplir son mandat, vu que la Faculté ne reconnaissait pas la responsabilité du Département sur tout ce qui touche l'enseignement de la psychologie à la Faculté, monsieur Richard, qui avait été nommé pour un deuxième mandat le 8 septembre 1964, démissionne en janvier 1965. Monsieur L'Archevêque, vice-doyen de la Faculté et responsable de la coordination des études à l'intérieur de celle-ci, est nommé directeur par intérim.

Dès les débuts les étudiants s'étaient montrés très impliqués dans la vie du Département. Les problèmes rencontrés par celui-ci ne les laissèrent pas indifférents, loin de là ! La nomination de monsieur L'Archevêque, qui détient un doctorat non pas en psychologie mais en pédagogie, les fait craindre maintenant pour la reconnaissance extérieure de leur discipline. [343] Ils soumettent leurs doléances au recteur. Leur mémoire, daté du 15 septembre 1965, fait état de plusieurs griefs. De façon générale ils attribuent les difficultés vécues par la Faculté au « choc » qu'a provoqué l'arrivée d'une « science autonome ayant sa méthode propre ». Ils informent le recteur qu'ils se verront forcés de s'absenter des cours à partir du 22 septembre si d'ici là des démarches ne sont pas entreprises pour trouver une solution définitive au problème. Ce qu'on leur a proposé ne les a certes pas satisfaits puisqu'ils déclenchèrent effectivement la grève ! Voyant cela, monsieur L'Archevêque se retire et le Conseil de l'Université nomme le 12 octobre, pour administrer le Département, un triumvirat composé de monsieur Daigle, président, et messieurs Chéné et Ouellet. Plus tard monsieur Chéné se retire à son tour et est remplacé, le 28 février 1966, par monsieur Hérickx.

Rupture des liens avec la Faculté

Entre-temps, soit le 21 septembre, le Conseil avait confié l'examen du problème posé par le Département à la Commission des études qui devait lui faire rapport, ce qu'elle fera le 3 mai 1966. Le 12 juillet, le Conseil qui, en plus du rapport de la Commission des études, favorable au Département, avait reçu des contre-propositions de la Faculté, détache le Département de la Faculté et se le rattache directement de façon provisoire, se proposant de définir « dans le plus bref délai possible le futur statut de cette discipline [[171]](#footnote-171) ». Il autorise la Faculté à assurer son propre enseignement de la psychologie et il laisse les professeurs du Département libres de demeurer à la Faculté ou d'opter pour un rattachement au nouvel organisme qu'il créerait [[172]](#footnote-172). La presque totalité des professeurs optèrent pour ce nouvel organisme.

Tour d'horizon

Un tour d'horizon sur cette période de cinq ans (septembre 1961- juillet 1966) permet de constater que, malgré les énergies consacrées à la solution du conflit, le Département avait consolidé ses structures, rodé son enseignement sur les quatre années de la licence, dispensé un nombre impressionnant de cours de service, à l'orientation en particulier, et il se préparait à recevoir ses premiers étudiants au doctorat.

[344]

De neuf étudiants au début on était passé à 71 en juillet 1966, dont 36 étaient en première année. En juin 1966 on délivrait les premiers diplômes, soit cinq licences en psychologie. Les nouveaux licenciés étaient messieurs Maurice Clermont, Roger Gourde, Alain Larocque, Michel Poisson et madame Suzanne Tremblay.

L'équipe professorale était passée, de quatre lors de la fondation, à huit professeurs à temps complet et deux chargés d'enseignement à temps partiel au moment de la séparation en 1966. Elle se composait de messieurs Maurice Meunier, titulaire ; Henri Ouellet, agrégé ; Gérald Noelting, agrégé ; Henri Richard, agrégé ; Hubert Chéné, adjoint ; Gaétan Daigle, adjoint ; Jean Hérickx, adjoint ; J.-Yves Lortie, adjoint ; P. Germain, chargé d'enseignement ; V. Maheux, chargé d'enseignement. Rappelons que monsieur L'Archevêque, alors vice-doyen de la Faculté, s'était retiré du Département en octobre 1965.

Le directeur sortant, monsieur Richard, était un homme d'action, dynamique, enthousiaste, sachant mettre au défi ses collaborateurs et leur faire donner le meilleur d'eux-mêmes. Psychanalyste de formation, il savait reconnaître la contribution des autres secteurs de la discipline à la compréhension du comportement humain. Par exemple, il a toujours fourni un appui sans réserve à la psychologie expérimentale, aimant répéter que celle-ci était indispensable à la formation de nos cliniciens, si nous ne voulions pas en faire des poètes !

UN DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE AUTONOME  
(1966-1974)

Lorsqu'en juillet 1966 le Département fut détaché de la Faculté des sciences de l'éducation pour être rattaché directement au Conseil de l'Université c'était sur une base temporaire : le Conseil se proposait de se prononcer sur le statut définitif de la psychologie dans les semaines suivantes. Mais la Commission des études avait obtenu qu'on procédât plutôt par étapes, proposant pour l'immédiat la création d'un comité de direction qui aurait pour mandat de veiller au développement de la recherche et de l'enseignement au Département. C'est à travers l'expérience, selon la Commission, qu'apparaîtraient les structures les plus appropriées [[173]](#footnote-173).

Ce premier comité, créé par le Conseil le 25 juillet, était composé de monseigneur Alphonse-Marie Parent, messieurs Jean-Yves Drolet, Joseph [345] Risi, Lorenzo Roy et le directeur du Département, en l'occurrence monsieur Henri Ouellet.

Intérieurement, le Département fonctionnait un peu à l'exemple d'une faculté, avec son directeur, son secrétaire et son assemblée des professeurs dont faisaient partie d'office tous les professeurs. Les différentes sections, clinique, expérimentale, développement et scolaire, sociale, avaient des coordinateurs qui rendaient compte de leurs activités directement au directeur, monsieur Ouellet. Plus tard, en janvier 1969, celui-ci formera un comité exécutif composé de ces coordinateurs. En décembre 1971 ce comité sera remplacé par un Conseil du Département dont les membres seront élus.

Au cours de ces huit années de quasi-faculté les énergies furent consacrées principalement aux activités suivantes : Restructuration du programme d'études ; Développement de la recherche ; Préoccupations sur le statut du Département.

Restructuration du programme d'études

Le programme établi en 1961 resta en vigueur, avec des modifications mineures, jusqu'en 1968 : on obtenait, rappelons-le, la licence après quatre années d'études, un examen de synthèse et la rédaction d'une thèse. Malgré ces exigences la licence était considérée de niveau prégradué. Ainsi, les thèses produites par nos étudiants, véritables travaux de deuxième cycle par leur ampleur et les exigences auxquelles elles devaient répondre, ne figuraient pas dans les listes de l'École des gradués et n'étaient pas comptabilisées comme travaux de cycles supérieurs. Pourtant elles demandaient beaucoup de ressources, chacune étant supervisée par deux professeurs.

Deux modifications d'importance furent apportées au programme, la première en 1968 et l'autre en 1972.

En 1968 le Département, de concert avec les autres universités francophones du Québec, modifia considérablement la structure de son enseignement. Ainsi l'ancien programme qui conduisait à la licence fut scindé en deux : les trois premières années (90 crédits) furent désormais couronnées par le diplôme de baccalauréat et la maîtrise, en quatrième année, couvrait en principe deux trimestres. Ce programme exigeait un minimum de 12 crédits de cours et la rédaction d'une thèse à laquelle étaient tenus tous les étudiants, aussi bien ceux qui se destinaient à la pratique professionnelle que ceux qui voulaient se consacrer à la recherche. La maîtrise était offerte dans trois secteurs : psychologie clinique, psychologie expérimentale et [346] psychologie du développement. Elle fut approuvée par le Conseil de l'Université pour une période de deux ans [[174]](#footnote-174).

Les étudiants avaient participé activement à cette refonte des programmes puisque, suite aux décisions du Conseil de l'Université, la direction du Département les avait invités à déléguer des représentants aux différents comités et à l'assemblée générale des professeurs.

C'est à cette époque qu'on institua les comités de programme et les comités d'admission et de supervision tels qu'on les connaît aujourd'hui : ainsi le premier cycle eut son propre comité de programme qui faisait office aussi de comité d'admission et de supervision. Les deuxième et troisième cycles avaient en commun un même comité. En juin 1977, on scindera les deux cycles supérieurs, chacun ayant dorénavant ses propres comités.

La nouvelle maîtrise n'était approuvée que pour deux ans. On se remit donc au travail rapidement. Cette fois on se fixa comme premier objectif de répondre davantage aux attentes de la majorité des étudiants qui, eux, se dirigeaient du côté professionnel. Un comité, présidé par monsieur Hubert Laforge, propose une double maîtrise : la maîtrise professionnelle (M.Ps.) pour les futurs praticiens et la maîtrise scientifique (M.A.) préparant au doctorat (Ph.D.). On abandonnait ainsi le modèle scientifique-professionnel accepté jusque-là dans la plupart des universités nord-américaines.

L'École des gradués se montra favorable à une telle proposition, mais suggéra qu'on offrît plutôt deux cheminements à l'intérieur d'une seule maîtrise : un cheminement professionnel (type A) et un cheminement scientifique (type B). Reformulé ainsi, le programme de type B reprenait essentiellement l'ancien programme avec un rajustement des crédits à 45, dont 30 réservés à la thèse. Le cheminement de type A, de 45 crédits également, comprenait 23 crédits de stage, un cours obligatoire (déontologie) et 14 crédits de cours optionnels. L'essai, auquel on attribuait sept crédits, était évalué par deux correcteurs.

Ce programme à deux cheminements fut mis en application dès septembre 1973. Il restera sensiblement le même jusqu'en 1982 alors qu'on réduira l'essai à six crédits et qu'on modifiera la formule des stages : on offrira désormais 24 crédits de formation pratique dont 16 seront obligatoires. On réduira aussi le nombre de crédits de la thèse de 30 à 24.

À partir de ce moment les stages de psychologie appliquée se firent surtout dans les services de la région de Québec de même qu'au Service de consultation du Département, dont il est question ci-dessous.

[347]

*Le Service de consultation de l'École de psychologie.* — Le Service de consultation fut établi en janvier 1970, suite à une étude menée, en novembre 1968, par un comité présidé par monsieur Pierre Morin. Cette clinique, qui fonctionne régulièrement depuis, a une double vocation : son rôle, sur le plan externe ou communautaire, est d'offrir à la population des facilités de consultation et de traitement de nature psychologique. Son rôle interne est double : assurer la formation professionnelle de l'étudiant gradué ; constituer un laboratoire de recherche en psychologie appliquée.

*Annexe à Trois-Rivières.* — En 1967, suite à une entente intervenue entre le Département de psychologie et le Centre des études universitaires, de Trois-Rivières, une annexe était organisée au Centre où les étudiants de la région pouvaient compléter les deux premières années du programme de licence en psychologie. Ce sont les professeurs du Département qui assumaient la plupart des cours donnés au Centre. Quant aux séances de laboratoire, elles avaient lieu dans les locaux du Laboratoire de psychologie expérimentale, au Pavillon de services, à Sainte-Foy, où les étudiants devaient se rendre chaque lundi. En mai 1969, cette annexe obtenait sa pleine autonomie dans le cadre de la nouvelle Université du Québec.

Développement de la recherche

Si l'enseignement était une préoccupation constante (et les professeurs consacrèrent plusieurs réunions à améliorer leurs différents programmes de formation), la recherche le devenait de plus en plus. Il est évident que la période mouvementée qu'avait connue le Département dans la première moitié des années soixante n'était pas propice à l'avancement de la recherche. Mais celle-ci préoccupait de plus en plus les professeurs maintenant qu'on était dans des conditions plus propices pour la produire.

Le Département possédait, à l'époque, les laboratoires suivants : laboratoire de recherche en psychologie du développement, en psychologie sociale, en psychologie expérimentale, en psychologie projective, en psychométrie, et sur les émotions humaines.

Jusqu'en 1968 la recherche réalisée au Département était subventionnée exclusivement à même le budget de fonctionnement et d'investissement de l'Université. La première subvention provenant de l'extérieur fut accordée à monsieur Gérald Noelting pour l'année 1968-1969. Il s'agissait d'un montant de 3 000$ provenant du ministère de l'Éducation. Trois ans après, en 1971-1972, on avait obtenu 20 500$. L'année suivante les demandes, au nombre de six, totalisaient 156 352$.

Voulant faire le point sur la situation du Département par rapport à la recherche, le Conseil des professeurs créa, le 13 décembre 1971, un comité [348] dont le mandat était de « dégager une politique de recherche » et de proposer un ou plusieurs domaines de recherche.

Le comité travailla avec célérité. Il déposa en mars un rapport détaillé [[175]](#footnote-175) qui faisait un examen complet de l'état de la recherche au Département : formation universitaire des professeurs, leurs réalisations et publications, la direction de thèses. On passait en revue les facilités de laboratoire, les équipes de recherche et le financement de la recherche. Enfin, on tentait d'isoler quelques obstacles à la recherche au Département : isolement du chercheur, dispersion des efforts, insuffisance des ressources humaines, etc. Les recommandations touchaient la publication des résultats et les subventions et octrois : on suggérait des actions à entreprendre par le Département pour favoriser l'organisation et le progrès de la recherche, telles que la création d'un Service de la recherche avec comités de laboratoires, de consultation et de documentation.

Le rapport ne resta pas lettre morte : la recherche s'amplifia, des équipes nouvelles se formèrent, on soumit plus de demandes de subventions et celles qu'on obtint s'accrurent.

Préoccupations sur le statut du Département

Il n'est pas facile de catégoriser la psychologie. Certes, l'objet de son étude et ce qui la spécifie ce sont les comportements. Par ses méthodes d'investigation, cependant, elle pourra s'apparenter soit aux sciences exactes, soit aux sciences humaines. Qui plus est, ses modèles et ses explications théoriques feront qu'elle sera considérée tantôt comme science biologique, tantôt comme science sociale.

La psychologie physiologique, par exemple, a étendu passablement ses domaines d'investigation : elle ne se limite plus à des phénomènes tels que la sensation, les émotions et la motivation, mais elle aborde maintenant des sujets tels que les désordres psychosomatiques, le stress, la névrose et même la personnalité. Elle étudie même la psychothérapie. Sous cet angle elle est une science proprement biologique. Grâce à cette branche, la psychologie appartient à la famille des sciences exactes. Ses méthodes d'investigation exigent, par conséquent, les ressources matérielles d'une science « mouillée » par rapport à une science « sèche ». Pour assurer son développement normal, sa localisation physique devrait être à proximité des services qu'utilisent les autres disciplines de même nature.

[349]

La psychologie sociale, par contre, étudie les attitudes, les aspects sociaux du développement de la personnalité, les groupes, l'affiliation, le processus d'aide, etc., l'agression et le crime, la cognition sociale, etc. Son domaine d'investigation, ses méthodes et ses concepts théoriques l'apparentent aux sciences humaines et sociales. En conséquence, son développement sera favorisé si on installe ses chercheurs à proximité de ceux des autres disciplines sociales. Et ceci est difficilement conciliable avec les exigences d'une science biologique !

Mais il est d'autres domaines d'investigation, où la psychologie n'emprunte ses modèles explicatifs ni aux sciences biologiques, ni aux sciences sociales. On peut citer comme exemple la psychologie cognitive, qui depuis le début des années soixante a connu un développement important. La psychologie cognitive, qu'on peut définir comme l'étude des processus mentaux en tant que tels, illustre que, dans la saisie et le traitement qu'il fait de l'information lui provenant du monde environnant, l'humain utilise des processus qu'on peut difficilement expliquer par un recours au domaine biologique d'une part, et qui sont indépendants de facteurs culturels d'autre part. Si la méthode relève des sciences expérimentales, les explications théoriques et les modèles proposés sont *sui generis.*

Les disciplines auxquelles s'intéresse particulièrement le cognitiviste sont l'intelligence artificielle, la psycholinguistique, l'informatique *(computer science)* et la mathématique. Et la psychologie clinique a aussi ses exigences propres : à cause des services qu'elle a à rendre et de la population qu'elle vise, sera-t-elle mieux assortie avec les sciences sociales ou avec les sciences de la santé ?

Le tâche du Conseil de l'Université n'était donc pas facile : il lui fallait donner à la psychologie un statut, un rattachement et des conditions matérielles qui respecteraient chacune de ces caractéristiques, puisqu'elles étaient toutes représentées dans les programmes d'études et de recherche du Département.

Une consultation rapide des procès-verbaux du Département permet de constater que le statut futur de cette unité préoccupait beaucoup les professeurs. Mais en 1968 il n'était pas facile de se fixer puisque les structures de l'Université elle-même étaient remises en question. C'est pourquoi, en réponse à une demande du Comité, les professeurs avaient demandé le statut d'une école directement rattachée au Conseil de l'Université [[176]](#footnote-176). Mais, au début de 1971, suite aux propositions de la Commission [350] de la réforme [[177]](#footnote-177), l'organisation de l'Université se précise : le Département en profite alors pour demander le statut de faculté [[178]](#footnote-178). On rappelle, par exemple, qu'on a le nombre de professeurs et d'étudiants requis et on cite des exemples de facultés de psychologie au Canada, en Belgique et en U.R.S.S. Cette proposition ne reçut pas de réponse officielle. Mais il semble qu'elle n'alla pas plus loin qu'au Comité des aviseurs, auquel elle paraissait inacceptable.

Il est, par ailleurs, intéressant de constater que, trois ans plus tard, le Comité qui sera chargé d'étudier le rattachement du Département écrira : « Ce statut a déjà été demandé au Comité des aviseurs par le Département de psychologie. Les arguments apportés à ce moment-là étaient très valables. En effet, le nombre et la qualification des professeurs, le nombre d'étudiants inscrits aux 1er, 2e et 3e cycles, la qualité des programmes étaient tout à fait comparables à ce qui existait dans d'autres facultés. Le statut de faculté apparaissait, dans le temps, comme la meilleure garantie de l'autonomie, de l'unité et de la croissance de la psychologie comme discipline [[179]](#footnote-179). »

Nous nous permettons de demeurer perplexe sur les motifs qui, à cette époque, ne permirent pas l'acceptation de cette solution.

Au cours des années, même si la composition du Comité des aviseurs est modifiée à quelques reprises, celui-ci s'attardera davantage à la supervision du Département et laissera quelque peu en veilleuse l'étude de son statut futur. On préférait le voir se développer suffisamment avant de proposer une orientation définitive. Cette attitude, il va sans dire, apportera une certaine stabilité à la vie du Département.

En 1973, le Conseil de l'Université reconstitue définitivement le Comité et lui donne le mandat spécifique d'étudier la question du futur rattachement du Département. Sa composition est la suivante : messieurs Armand Maranda, président, Jean-Yves Drolet, doyen de la Faculté des sciences de l'éducation, Yves Dubé, doyen de la Faculté des sciences sociales, Marc-Adélard Tremblay, directeur de l'École des gradués, madame Jocelyne Taillon-Laroche, étudiante en psychologie à l'École des gradués, et le directeur du Département, monsieur Henri Ouellet.

En réponse à la demande de ce nouveau Comité et suite à des délibérations, les 12, 13 et 14 septembre à la Forêt Montmorency, les professeurs [351] soumettent un nouveau document [[180]](#footnote-180). Ce rapport examine le problème dans le nouveau contexte créé par la redéfinition des structures de l'Université. Il décrit d'abord la croissance et l'évolution de la psychologie depuis 1965. Il examine ensuite les différentes possibilités quant au site futur de la psychologie et il rappelle trois principes auxquels les professeurs tiennent résolument : (1) « l'unité topographique et idéologique de la psychologie comme champ de recherche et champ de formation professionnelle doit être assurée dans le nouveau statut » ; (2) « la localisation de la psychologie, conséquente à son statut, doit permettre à ses différents laboratoires un accès facile aux services requis... » ; (3) « la clinique de consultation psychologique doit être située en un endroit qui assure aux usagers... facilité d'accès et discrétion [[181]](#footnote-181) ».

Puis le rapport passe en revue les options suivantes : maintien du statut actuel, département rattaché à une faculté, faculté et école. Après avoir pesé les avantages et inconvénients de chaque possibilité, il retient le mode de gestion d'une école comme étant « le plus propre à favoriser l'évolution déjà engagée de la psychologie ».

On poursuit en considérant les avantages et les inconvénients du rattachement de l'École à l'une ou l'autre des facultés suivantes : les Sciences sociales, les Sciences de l'éducation, les Sciences pures et appliquées, la Faculté de médecine et les Sciences de la santé. Et on conclut en demandant « le statut d'École rattachée au secteur des Sciences de la santé et située à l'ouest du Grand axe [[182]](#footnote-182) ». À leur tour, le 26 novembre, les étudiants du Département présentent un mémoire qui appuie d'emblée la démarche des professeurs [[183]](#footnote-183).

Le Comité reçut le rapport Ouellet-Lortie et ses membres amorcèrent leur étude en partant de ce document. Ils reconnaissent l'autonomie qu'il faut conserver à la psychologie : le Département a « une tradition, courte mais réelle, d'autonomie [[184]](#footnote-184) ». Il « jouit pratiquement d'une autonomie comparable à celle d'une faculté, son directeur jouant le rôle de doyen, [352] assisté d'un conseil ou bureau de directeurs, et administrant son propre budget [[185]](#footnote-185) ». En conséquence ils proposent de le rattacher « à une faculté d'accueil qui a l'habitude de l'autonomie de ses départements et écoles et qui peut offrir et recevoir des collaborations, surtout dans la recherche et l'enseignement au 2e et au 3e cycles [[186]](#footnote-186) ». La Faculté des sciences sociales répond à cette exigence, selon le comité. On cite l'exemple de l'École de service social qui jouit aussi d'une grande autonomie à l'intérieur de la Faculté. C'est pourquoi on propose, pour le Département, un statut d'École rattachée à cette Faculté.

Il faut dire que, suite aux discussions qu'ils avaient eues avec plusieurs personnes occupant des postes de direction, les membres du Comité avaient pu obtenir des renseignements sur les ouvertures possibles, renseignements que ne possédaient pas les professeurs au moment où ils formulaient leur choix.

Afin de favoriser le développement de la psychologie, le Comité y va de trois autres recommandations, dont l'une sera très utile quand viendra le temps de loger définitivement l'École en 1980. Elle se lit comme suit : qu'à moyen terme, on la loge dans des locaux spécifiquement conçus pour ses activités et à proximité de la Faculté.

Aperçu

Durant cette période de 1966 à 1974, le Département avait vu son corps professoral passer de dix à quinze personnes. C'est à regret qu'en 1968 on apprenait le départ de monsieur Richard qui, pour des motifs personnels, avait décidé de retourner à la Faculté des sciences de l'éducation. Les effectifs étudiants passaient de 100 à 141 au premier cycle. La maîtrise recevait ses premiers étudiants en 1969-1970 : ils étaient au nombre de 32, mais quatre ans plus tard, en 1973-1974, on comptera pas moins de 153 inscriptions. Quant au doctorat, il accepta ses six premiers étudiants en 1966-1967. En 1973-1974, ils seront au nombre de 30. Les deux premiers diplômes de doctorat sont délivrés, le premier à madame Andrée Pomerleau-Malcuit en 1972 et l'autre, à monsieur Robert Ladouceur en 1973.

De nulles qu'elles étaient en 1966, les subventions de recherche sont passées de 3 000$ en 1968-1969 à 43 190$ en 1974. Il faut croire que l'interrogation poussée, qu'avaient faite les professeurs en 1972 de leur implication en recherche, avait porté fruit : on avait réussi à se sensibiliser à cette importante activité.

[353]

*Monsieur Ouellet, directeur.* — D'abord nommé membre du triumvirat qui, suite à la démission de monsieur L'Archevêque, avait dirigé le Département à partir d'octobre 1965, monsieur Henri Ouellet en assuma seul la direction de juillet 1965 à juillet 1968 et de juillet 1969 à juillet 1975. En 1968-1969, il était en année sabbatique et c'est monsieur Gaétan Daigle qui l'avait remplacé à la direction.

Monsieur Ouellet était, certes, bien préparé pour la tâche. Après des études en philosophie à l'Université Laval, il y obtenait son doctorat en 1949. En 1955, boursier Fullbright, il s'inscrit à l'Université de Paris (Institut de psychologie) où il poursuit des études en psychologie clinique et infantile. Il séjourne alternativement en France et aux États-Unis, partagé entre l'étude et l'enseignement. En 1958, il obtient un M.A. en psychologie de F Université d'Omaha. Boursier du Gouvernement français, il fait, en 1958-1960, un stage aux hôpitaux Sainte-Anne et La Salpêtrière. Revenu au pays à l'été 1960, il devient professeur auxiliaire au Département. Dès l'année suivante, il est membre du comité qui élabore le premier programme de licence.

Comme directeur, il a servi d'intermédiaire entre le Département et le Comité des aviseurs nommés par le Conseil de l'Université, tâche dont il s'acquitta avec doigté et diplomatie.

Sur le plan interne, il a vu à assurer l'amélioration des programmes d'enseignement, faire démarrer la recherche pour de bon et s'occuper d'obtenir les ressources humaines et matérielles nécessaires à cette fin. Sa contribution à l'enseignement aura été surtout du côté de l'histoire de la psychologie. Ses connaissances étendues en ce domaine l'avaient convaincu de la nécessité de développer la psychologie sous tous ses aspects ; c'est pourquoi, même si, en plus de l'enseignement, il œuvrait en psychologie appliquée, il a su conserver l'équilibre entre cette dernière et la psychologie fondamentale.

Quant à monsieur Daigle, il fut le collaborateur et le bras droit de monsieur Ouellet pendant plusieurs années, alors qu'il a agi comme secrétaire du Département. Son bref mandat à la direction aura été sous le signe de la collégialité.

L'ÉCOLE DE PSYCHOLOGIE  
DE LA FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES

Le 11 juin 1974, le Conseil de l'Université rattache le Département de psychologie à la Faculté des sciences sociales et lui accorde le statut d'École. Le directeur de l'ancien département, monsieur Ouellet, continue [354] son mandat, mais, cette fois, comme directeur de l'École nouvellement créée.

Protocoles d'entente entre la Faculté et l'École

Suite à la décision du Conseil, la Faculté et l'École signent un protocole d'entente sur la gestion administrative de cette dernière. Cette entente, en date du 20 septembre 1974, reconnaît à l'École, à cause de sa situation géographique éloignée de la Faculté, de conserver son poste de secrétaire-administratif. Elle confirme la responsabilité de ce dernier dans la gestion administrative des opérations courantes. La préparation du budget de fonctionnement, les engagements de personnel, l'aménagement, l'entretien et l'allocation des espaces demeurent la responsabilité de l'École, mais devront recevoir l'approbation de la direction de la Faculté. Enfin on précise d'autres tâches incombant au secrétaire administratif de l'École. Pour le reste, soit la représentation de l'École au sein des différents organismes de l'Université, on s'en réfère aux statuts en vigueur.

Le 21 novembre 1979 une nouvelle entente est signée entre les deux parties, qui conserve sensiblement les mêmes clauses, à l'exception de celle qui touche le budget : maintenant la direction de la Faculté et celle de l'École déterminent de concert la part du budget de la Faculté qui revient à l'École ; la gestion du budget se fait par l'École avec l'accord de la Faculté. En 1987 cette entente tient toujours.

Découverte réciproque

La nouvelle École quitte, à l'automne 1974, le Pavillon de l'ouest qu'elle habitait depuis 1961. Elle emménage, temporairement encore, dans les bâtiments désaffectés de l'ancienne Procure des Missions étrangères chemin Sainte-Foy. L'Université venait d'acquérir cet immeuble dans le but de le convertir éventuellement en résidence pour les étudiants mariés. La section de psychologie expérimentale, cependant, demeurait au Pavillon des services de l'agriculture, rue Hochelaga, où elle était installée depuis 1967. Elle n'avait été logée au Pavillon de l'ouest que pendant deux courtes périodes, soit de 1965 à 1967 et de 1970 à 1974.

Au début, les rapports entre les professeurs de l'École et les autres collègues de la Faculté étaient assez peu fréquents, en raison du peu de connaissance qu'ils avaient les uns des autres. D'ailleurs, la distance entre l'immeuble de l'École et le pavillon De Koninck ne facilitait pas les choses. En conséquence, si les professeurs de l'École participaient aux élections lorsque des postes étaient à pourvoir à la Faculté, leurs chances d'obtenir [355] l'un ou l'autre de ces postes étaient à peu près inexistantes. Petit à petit, soit au cours de rencontres sociales, soit grâce à des comités, etc., on apprit à échanger davantage et à mieux se connaître. La grève des professeurs, qui dura de septembre à décembre 1976, accéléra le mouvement : ensemble sur les lignes de piquetage, psychologues, sociologues, anthropologues et autres collègues se rapprochèrent davantage.

Lorsqu'en 1980, l'École obtint enfin des locaux permanents dans la nouvelle tour, à proximité des Sciences sociales, les échanges s'accrurent et on fit si bien qu'en 1982 l'un de nos collègues, monsieur Michel Loranger, devint vice-doyen. En 1984, c'est un professeur rattaché à l'École, membre du Laboratoire de psychologie expérimentale, monsieur Hubert Laforge, qui fut élu doyen. C'était un signe, d'une part, de l'engagement de l'École dans la vie de la Faculté, et, d'autre part, de la reconnaissance par les collègues des autres unités des compétences à l'intérieur de celle-là.

Suite à son rattachement aux Sciences sociales, l'École entreprit d'explorer les points communs existant entre elle et les autres unités de la Faculté. « Au niveau particulièrement du vaste secteur de la compréhension de l'homme en rapport avec son entourage, il semble possible et souhaitable de consolider les actuelles collaborations », lit-on dans le Rapport d'étapes présenté par le directeur de l'École au conseil de la Faculté, le 16 février 1976.

Plans directeurs triennaux

À partir de 1978, à l'instar des autres disciplines de l'Université, l'École s'attela à la tâche de définir son propre plan triennal de développement [[187]](#footnote-187). Si c'était le premier plan officiel, ce n'était cependant pas la première fois qu'on s'arrêtait, contemplait le chemin parcouru puis fixait de nouvelles balises pour les années à venir : par exemple, on l'a fait pour la recherche en 1971-1972 et pour la redéfinition des programmes d'études en 1972-1973. L'exercice n'était donc pas nouveau.

Pour les trois années subséquentes, on se fixa comme objectif de développer les études avancées et la recherche. Ainsi au doctorat on décide d'augmenter la banque de cours et d'encadrer les étudiants de façon plus rigoureuse. On institua un programme de subventions aux étudiants afin qu'ils poursuivent leurs recherches à plein temps.

Pour ce qui est de la recherche, on décida de développer les laboratoires et d'encourager la formation de groupes de recherche. Par exemple, le [356] laboratoire de psychologie expérimentale venait d'identifier ses priorités (mai 1978) et avait demandé une subvention de développement régional au CRSNG, subvention qu'il obtenait une première fois pour l'année 1978-1979 et qui, l'année suivante, fut renouvelée pour une période de trois ans. Les autres groupes de recherche étaient invités à présenter des plans semblables. On encourageait particulièrement les professeurs de psychologie clinique et de psychologie scolaire à élaborer des projets d'équipes de recherche. Cette initiative porta fruit puisqu'on vit se développer les préoccupations de recherche dans ces secteurs, et le nombre de communications et de publications augmenta sensiblement.

On se proposait aussi d'alimenter les deux cliniques de consultation psychologique, le Service de consultation de l'École de psychologie et le Service d'interventions psychologiques en milieu populaire qui, en plus de recevoir les internes de maîtrise et de doctorat, se voulaient des milieux privilégiés d'observation pour la recherche clinique.

On a décrit précédemment le double rôle du Service de consultation. Disons quelques mots maintenant du Service d'interventions psychologiques en milieu populaire. Ce laboratoire, de nature professionnelle et sous la responsabilité de messieurs Robert Ladouceur et Richard Cloutier, voulait, lui aussi, familiariser l'étudiant avec différentes techniques d'interventions psychologiques. Il avait pour but de sensibiliser les stagiaires aux aspects familiaux, sociaux et légaux retrouvés dans la plupart des cas issus de milieux très défavorisés. Cette initiative, vue d'un œil favorable par la Faculté, a débuté en 1976, mais faute de ressources suffisantes elle a dû être abandonnée en 1979.

Pour répondre davantage aux nouveaux besoins de la société et des psychologues travaillant dans le milieu, on envisageait, mais en voulant éviter les engagements inconsidérés, d'instaurer un système d'éducation permanente. Enfin, on pensa à la préparation d'un programme interdisciplinaire sur l'environnement et la qualité de vie : « notre situation dans une Faculté de sciences sociales, nos intérêts pour la biologie et le traitement, nos méthodes d'analyse nous désignent pour prendre le leadership dans ce secteur [[188]](#footnote-188) ».

On se souciait aussi de l'amélioration de la qualité de l'enseignement : on avait confié à un collègue, monsieur André Renaud, la responsabilité de l'expansion pédagogique à l'École. L'effort porta principalement sur l'enseignement au premier cycle. Ce plan directeur fut approuvé par le Conseil de la Faculté le 13 novembre 1978.

[357]

La préparation du deuxième plan directeur triennal [[189]](#footnote-189) fut l'occasion d'évaluer le travail accompli et de se fixer de nouveaux objectifs pour les trois années subséquentes. On constata avec beaucoup de satisfaction que la plupart des objectifs énoncés en 1978 avaient été atteints. Ceux qu'on n'avait pas réalisés, comme l'organisation de cours de perfectionnement pour les professionnels, reposaient sur une aide extérieure au corps professoral trop dispendieuse.

Pour les trois années à venir, on entendait surtout consolider le développement engagé depuis 1979 : on décidait de tirer le profit maximum des structures dont on disposait plutôt que de les refondre. On voulait aussi maintenir le coefficient d'activité élevé qu'on avait atteint.

Pour les années 1983-1986 on orienta la recherche sur un thème prioritaire : « la personne en relation avec son milieu ». Cinq programmes d'activités découlaient de ce thème : la relation d'aide et le milieu, le développement psychologique et le milieu, les attitudes du milieu envers la personne, la communication personne-milieu, méthodologie de la mesure en psychologie. Le plan triennal suivant [[190]](#footnote-190) poursuit l'opération de consolidation entreprise depuis 1983, mais veut mettre davantage en valeur ce qui fait la force et la spécificité de l'École.

Fêtes du vingt-cinquième anniversaire de l'École

L'année 1986 marquait le 25e anniversaire de la fondation du Département de psychologie en juillet 1961. Il convenait de souligner l'événement de façon particulière. Sous le thème « À l'écoute de soi et des autres », on organisa, pour les 16, 17 et 18 octobre, un programme d'activités comprenant, entre autres, un colloque sur « la psychologie... hier, aujourd'hui, demain ? » et un débat sur l'« évaluation critique de la présence et de l'apport de la psychologie dans les services à la société ». Une conférence magistrale fut prononcée par le professeur Albert Jacquard, généticien, qui a parlé « De l'animalité à l'humanitude ». Il y eut lancement d'un livre écrit par deux professeurs de l'École, messieurs de Grâce et Joshi [[191]](#footnote-191). Le samedi 18, c'était l'opération Portes ouvertes : le grand public était invité à venir rencontrer les professeurs et les étudiants et à visiter les laboratoires de recherche et les [358] services de l'École. Enfin, on couronna la fête par le Banquet des retrouvailles, dans le cadre de la rencontre annuelle des Anciens.

Le chemin parcouru depuis ces vingt-cinq ans ne fut pas toujours facile, loin de là : il a fallu faire l'unité de l'intérieur et la défendre devant les diverses instances de l'Université, que ce soit sur le plan des structures académiques et administratives ou encore celui de la localisation de la psychologie sur le campus. Il a fallu sauvegarder l'autonomie de la discipline, cette autonomie essentielle au développement de la recherche et de l'enseignement. Ces objectifs atteints, l'École s'avance, confiante, vers l'avenir.

Défis pour les prochaines années

*Sur le plan de la formation professionnelle :* La psychologie, à l'École, devra s'efforcer de répondre aux besoins changeants de la société et préparer ses professionnels en ce sens. Comme son histoire l'indique, elle tentait, dans les années cinquante, de répondre au besoin principal de l'époque, l'orientation des jeunes ; c'est pourquoi on l'a vue occuper une partie importante des programmes d'orientation professionnelle avant même d'avoir une existence propre. Puis ce fut la psychothérapie, mais utilisée exclusivement selon la grille psychanalytique. Signe révélateur, c'est sous la pression des étudiants que l'on privilégia l'approche du counseling, appuyé sur des principes différents. Puis on vit s'ajouter l'approche humaniste et celle de la désintégration positive. Enfin, un autre groupe important de professeurs s'intéresse à la thérapie béhaviorale.

Peut-être doit-on maintenant mettre l'accent sur les besoins nouveaux de la population et former nos professionnels en conséquence : il faudra les préparer à intervenir face aux difficultés vécues dans les diverses strates de la société : chez les personnes âgées, le vieillissement et ses difficultés d'adaptation, la maladie, la mort ; chez les jeunes, les problèmes créés par le chômage, la drogue, la menace nucléaire et même parfois le nihilisme existentiel qui conduit au suicide, etc. Pour des raisons économiques, sinon idéologiques, il faudra peut-être repenser la relation client-thérapeute et passer de l'aide individuelle aux techniques collectives de thérapie.

*Sur le plan de l'avancement des connaissances en psychologie :* Si la formation professionnelle est une tâche fondamentale, à l'École, l'avancement de la discipline en est une autre d'égale importance. Cet avancement se fera par la recherche, qu'elle soit fondamentale ou appliquée.

*Recherche appliquée :* les modes d'aide et les thérapies qui voient le jour sont nombreuses, trop nombreuses. Quelques-unes s'appuient sur une [359] base scientifique défendable alors que d'autres sont tout à fait fantaisistes. La recherche appliquée est essentielle pour démêler le bon grain de l'ivraie en ce domaine. Il y va de la réputation de la psychologie comme discipline sérieuse et l'École, à cause de la renommée dont elle jouit, a un rôle à jouer à ce niveau.

Les intervenants sont, eux aussi, très nombreux et de formation plutôt disparate. C'est le sérieux de la recherche qui se fera en psychologie qui lui méritera sa respectabilité et sa crédibilité dans le public en général et chez les autres professionnels. Ici encore c'est une question de survie à long terme. En un mot, c'est la recherche en psychologie appliquée qui permettra d'offrir à la société un savoir-faire et une expertise de la plus haute qualité.

*Recherche fondamentale :* la différence entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée s'amenuise constamment au point où on peut dire que la recherche appliquée est de la recherche fondamentale à court terme et la recherche fondamentale, de la recherche appliquée à long terme ! Mais si ce qui justifie la recherche appliquée, c'est sa valeur écologique et pratique, c'est sa valeur théorique et méthodologique qui est la raison d'être de la recherche fondamentale. Les deux sont essentielles au progrès de nos connaissances, en psychologie comme dans toute discipline.

L'École a beaucoup favorisé la recherche appliquée au cours des dernières années et c'est tout à son honneur. Quant à la recherche fondamentale, elle ne semble plus jouir de la considération qu'elle avait dans le passé. Il serait tragique que l'École néglige cet aspect de la recherche dont les retombées sont à très long terme et souvent tout à fait imprévisibles : qu'on songe aux apports extrêmement importants de la recherche fondamentale dans d'autres domaines. Nous prenons en exemple deux d'entre eux : l'électricité et l'électronique d'une part, l'informatique d'autre part. Qui aurait pu prévoir que les recherches de Du Fay et Nollet en 1733, ou celles de Franklin un peu plus tard sur les fluides électriques, ou encore les travaux de Coulomb, en 1785, mesurant les quantités d'électricité, auraient quelque valeur d'application que ce soit ! Et pourtant, cette recherche « pour connaître » a révolutionné notre vie. De même, c'est le travail d'un mathématicien anglais, George Boole, travail purement théorique, oublié un temps sur les tablettes, qui permit à Shannon, en 1938, d'en tirer les applications et ouvrir la voie aux ordinateurs. On pourrait ajouter les travaux qui ont conduit à la découverte du laser. Citons, à cet égard, le nom d'un pionnier, John C. Polanyi, corécipiendaire du Prix Nobel de chimie (1986), professeur à l'Université de Toronto. Étudiant les caractéristiques de nouvelles molécules formées lors de réactions chimiques, il mesurait, entre autres, la lumière qu'elles dégageaient. [360] C'est cet aspect de sa recherche qui a permis, plus tard, la découverte du rayon laser. On connaît les innombrables applications que l'on fait maintenant de cette découverte.

Plus près de nous, rappelons les travaux de B. F. Skinner portant sur l'apprentissage. Les lois qu'il énonça ont conduit à des applications telles que l'enseignement programmé. On sait aussi que la technique de la rétroaction biologique *(bio-feedback)* doit son existence aux travaux de Neal Miller avec des rats en laboratoire. Le lecteur pourra sans difficulté fournir bien d'autres exemples à l'appui de cette thèse. L'important est qu'on ne peut présumer des retombées de la recherche fondamentale au moment où on l'entreprend. La restreindre, c'est se pénaliser fortement à long terme.

La psychologie, à cause de la complexité de son sujet d'étude, a besoin, plus encore peut-être que les autres sciences, de recherche fondamentale : la nature est très cachottière et ne se livre pas facilement, encore moins lorsqu'il s'agit de l'humain ; ce n'est que par le développement de techniques d'investigation encore plus raffinées, de modèles et de théories mieux assis expérimentalement, que l'on pourra en percer les secrets. Et pour ce faire il faut chercher pour la simple satisfaction de connaître. Les grandes corporations américaines, par exemple, à but évidemment lucratif, alimentent quand même des laboratoires où la recherche fondamentale occupe une place de premier choix. Aux Bell Laboratories se poursuit depuis plusieurs années de la recherche fondamentale sur le traitement de l'information visuelle et auditive par l'humain. L'École va sans doute continuer de porter sa réflexion sur cet aspect de ses activités futures.

Les directeurs de l'École

*Monsieur François-X. Desrosiers, 1975-1981,* qui prit la relève à la fin du mandat de monsieur Ouellet, devait diriger les destinées de l'École pendant six ans. Au cours de son mandat il aura, entre autres, la responsabilité de préparer l'emménagement de la psychologie dans ses locaux permanents au pavillon Félix-Antoine-Savard. Il lui reviendra aussi de rédiger le premier plan triennal de développement de l'École.

*Monsieur André Renaud, 1981-1984,* prépara le deuxième rapport triennal de l'École. Il s'impliqua dans la refonte des programmes de l'Ecole à tous les niveaux. Il contribua beaucoup à l'esprit qui caractérise l'École : l'unité dans la diversité.

*Monsieur Robert Rousseau, 1984-1987,* fut le premier représentant de la psychologie expérimentale à occuper ce poste ; tous les directeurs, [361] depuis la fondation du Département en 1961, avaient été des spécialistes de la psychologie appliquée. Toujours au fait de ses dossiers, il a su défendre les intérêts de l'École chaque fois que le besoin s'en fit sentir et lui revint l'honneur de présider les fêtes du vingt-cinquième anniversaire.

*Monsieur Gilles Kirouac, 1987-1990,* le directeur actuel, est lui aussi un expérimentaliste. Au moment où ces notes sont écrites, il est en début de mandat.

ÉPILOGUE

Cette trop brève revue du cheminement de la psychologie à l'Université Laval, à partir des premières tentatives des années trente et quarante jusqu'aux activités récentes de l'École, permet de mieux saisir le caractère distinctif de la formation qu'elle offre.

Historiquement, les circonstances ont été telles qu'on a fourni beaucoup plus d'énergie et d'efforts dans les aspects appliqués de la psychologie. Mais, dès les débuts, on a insisté sur l'importance à accorder à la discipline fondamentale. C'est monsieur Éthier qui, par exemple, écrivait en 1947 en guise de préambule à son cours d'Introduction à la psychologie expérimentale : « Plusieurs des cours donnés à l'École de Pédagogie et à l'Institut d'Orientation supposent la connaissance de la psychologie expérimentale. Il en va de même du diagnostic professionnel et de la pratique de l'enseignement telle que la conçoit *V* École de Pédagogie. C'est donc ajuste titre que le cours de psychologie expérimentale est considéré dans ces écoles comme l'un des cours de base [[192]](#footnote-192). »

Son enseignement a porté fruit : on a su, au cours des ans, cultiver un modus vivendi qui respecte à la fois les exigences posées par l'essor de la psychologie fondamentale et celles que requiert le perfectionnement des aptitudes à l'intervention. Ce trait distinctif, puisse l'École le conserver pendant de nombreuses années encore !

Jean-Yves Lortie.

[362]

[363]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

Texte 11

“Une institution  
en pleine croissance.”

Par Hubert LAFORGE

« Rien sur la planète ne peut croître  
si ce n'est pas convergence. »

(Pierre Teilhard de Chardin  
dans *le Phénomène humain)*

[Retour à la table des matières](#tdm)

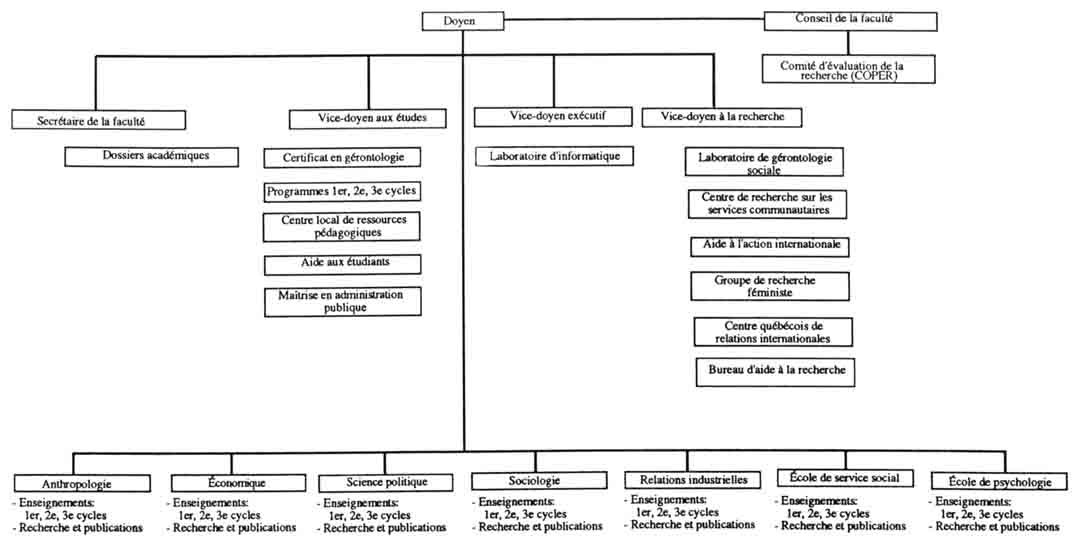
LES CHAPITRES précédents constituent l'essentiel de l'histoire de la Faculté et permettent de mieux définir la structure actuelle de l'institution, de parler de son dynamisme et de l'esprit qui anime le personnel de ses équipes et ses unités.

Cette dernière partie propose d'abord un bilan qui témoigne du vécu collectif de la Faculté des sciences sociales : son organisation, ses programmes, ses revues, ses laboratoires et ses centres de recherche. Ses sept unités de base, pour avoir de nombreux points en commun, ont aussi beaucoup de diversité de par leur propre spécificité. S'il y a cohérence dans la finalité — un objectif d'excellence — il y a aussi unité dans la diversité, soit miser et maximiser les forces sur des axes centraux.

En second lieu, en se penchant sur les projets d'expansion et quelques-unes des orientations dans lesquelles la Faculté s'engage, on sera à même de constater que les sciences sociales à l'Université Laval concentrent leur attention sur des problèmes bien contemporains et qu'il y a effectivement convergence des objectifs poursuivis.

[364]

Structure de la Faculté des sciences sociales



[365]

*Structures décisionnelles et consultatives*

|  |  |
| --- | --- |
| Équipe de direction | doyen, vice-doyens, secrétaire de la faculté. |
| Comité exécutif | doyen, vice-doyens, secrétaire de la faculté et les 7 directeurs (départements et écoles). |
| Assemblée des professeurs. |  |
| Conseil de la faculté | doyen, vice-doyens, secrétaire de la faculté, 7 directeurs d'unités, 7 représentants des professeurs, 7 représentants des étudiants de 1er cycle, 7 représentants des étudiants de 2e et 3e cycles. |
| Bureaux de direction | École de psychologie et École de service social. |
| COPER | le vice-doyen aux études de 2<= et 3e cycles et à la recherche, le représentant des professeurs de la faculté à la Commission de la recherche de l'Université Laval et 3 professeurs. |

[366]

REGARDS SUR LE PRESENT :  
VITALITÉ EXEMPLAIRE

Ce qu'on appelle la Faculté des sciences sociales en 1987 résulte d'un processus graduel qui a conduit à une spécialisation de plus en plus grande. Elle se présente d'abord comme une association de cinq départements et deux écoles, soit les départements d'anthropologie, d'économique, de science politique, de sociologie et de relations industrielles, et les écoles de psychologie et de service social [[193]](#footnote-193)\*.

L'organigramme précédent illustre la structure de la Faculté ainsi que la hiérarchie des instances décisionnelles et consultatives qui animent et orientent l'enseignement et la recherche.

Fidèle à sa mission, attentive aux besoins de la société, soucieuse de l'avenir de ses diplômés, la Faculté veut tenir compte de la réalité et elle s'efforce d'y adapter ses nombreux programmes d'enseignement aux premier, deuxième et troisième cycles.

La Faculté offre 26 programmes d'enseignement au premier cycle et 28 aux deuxième et troisième cycles. Il y a des programmes conduisant au doctorat dans chaque département et école et le plus récent, en service social, constitue une exclusivité dans les universités de langue française. Il a reçu des approbations du Conseil des universités et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science malgré la vive concurrence montréalaise. En effet, tout programme nouveau doit être soumis à l'approbation de ces instances et il ne faut pas s'étonner, à l'occasion d'initiatives semblables, de voir apparaître les réclamations des institutions universitaires de la métropole. Des expériences similaires ont été vécues à l'occasion de l'approbation du nouveau programme de maîtrise en relations internationales ainsi que du Centre de recherche sur les services communautaires créé en collaboration avec la Fédération des C.L.S.C. du Québec.

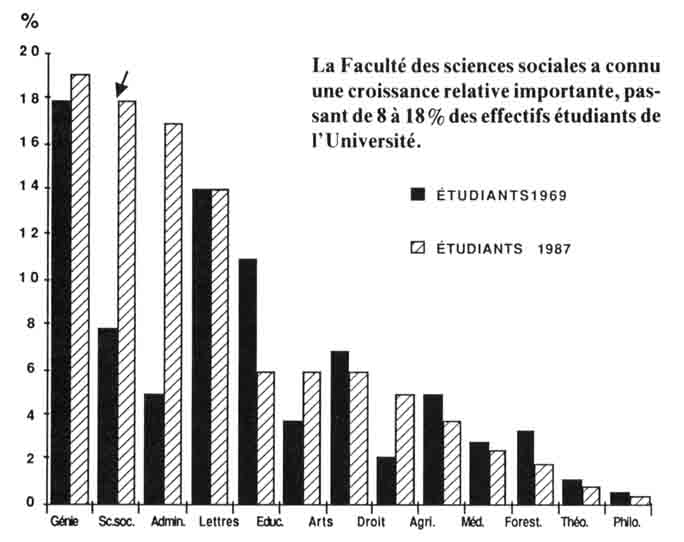
[367]

| Programmes | |
| --- | --- |
| 1er cycle | 2e cycle |
| *Baccalauréat* | *Maîtrise* |
| Anthropologie  Économique  Science politique  Psychologie  Relations industrielles  Sociologie  Service social | Anthropologie A et B  Économique A et B  Science politique A et B  Psychologie A, B et M.A.  Relations industrielles A et B  Sociologie B  Service social A et B  Relations internationales  Développement international \*  Ergonomie |
| *Majeure* | *Doctorat* |
| Anthropologie  Économique  Science politique  Relations industrielles  Sociologie  Service social | Anthropologie  Économique  Science politique  Psychologie  Relations industrielles  Sociologie  Service social |
| *Mineure / certificat* |  |
| Anthropologie  Économique  Science politique  Psychologie  Relations industrielles  Sociologie  Service social |  |
| *Multidisciplinaire* | *Multidisciplinaire* |
| Gérontologie  Méthodes de recherche ou Sciences sociales (bacc.) \* | Maîtrise en analyse des politiques Gérontologie \* |
| *Multifacultaire* | *Multifacultaire* |
| *\** Projets |  |
| [368] |  |
| Études africaines  Gestion de la main-d'œuvre  Études autochtones | Économique (doctorat en économie rurale)  Aménagement du territoire et développement régional  Sciences humaines de la religion |

[368]

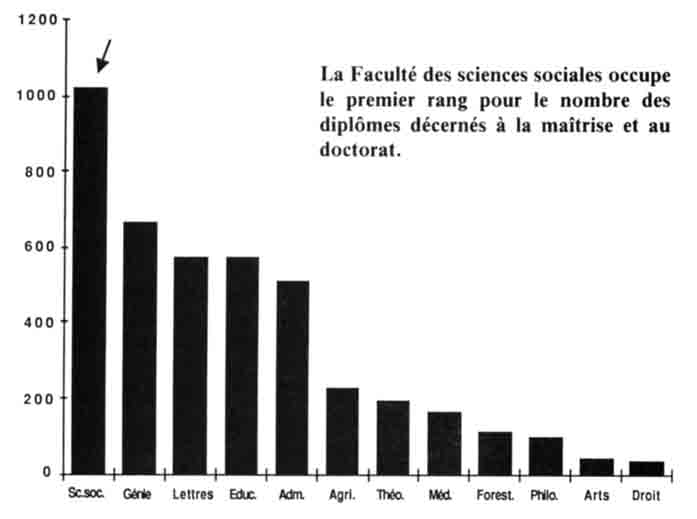
La Faculté des sciences sociales a occupé dès ses débuts non seulement une place importante à l'Université Laval, mais une position de plus en plus grande ; l'illustration de la figure 1 en fait foi. On y observe en effet qu'entre 1969 et 1987 la proportion des étudiants des sciences sociales à l'Université est passée de 8 pour 100 des effectifs à 18 pour 100, ce qui situe la Faculté en seconde position, peu après celle des sciences et génie. Cette dernière d'ailleurs n'a guère vu modifier sa position relative. Les facultés qui ont connu une croissance relative semblable sont celles d'agriculture et d'administration. Il faut ajouter que cette croissance relative de l'importance des sciences sociales s'est faite durant une période où les effectifs étudiants de l'ensemble de l'Université ont augmenté de façon très considérable.

Figure 1  
Nombre d'étudiants réguliers en 1969 et 1987  
par faculté \*



[369]

Figure 2. Diplômes de maîtrise et de doctorat  
(1978 à 1985)



La croissance de la Faculté des sciences sociales s'est faite de façon particulière au niveau des études de maîtrise et de doctorat de telle sorte qu'on peut constater (voir figure 2) que c'est en sciences sociales que s'est décerné le plus grand nombre de diplômes supérieurs entre 1978 et 1985. Avec 1 021 diplômés, la Faculté des sciences sociales est de beaucoup la plus « productive » et il est permis d'affirmer qu'elle est à l'Université Laval la faculté la plus caractérisée par l'importance des deuxième et troisième cycles. Aujourd'hui encore, avec plus de 1 000 étudiants inscrits aux études supérieures, la Faculté demeure toujours en tête. Plus que dans les autres facultés se trouve réalisé l'objectif prioritaire de l'Université Laval du développement des études de maîtrise et de doctorat.

La réalisation et la gestion des programmes d'enseignement et de recherche aux trois cycles sont dispensées par près de 200 professeurs réguliers et 130 chargés de cours. Il faut se réjouir de voir que, devant la performance exceptionnelle de la Faculté, les autorités de l'Université ont [370] accordé un nombre élevé, exceptionnel dans les circonstances, de nouveaux postes de professeurs pour la durée du plan triennal 1987-1990.

La vitalité de la Faculté s'exprime aussi, et incontestablement, par la publication de revues scientifiques qui sont autant d'organes de diffusion des résultats de la recherche. Notre Faculté est responsable de six des douze publications à comité de lecture de l'Université Laval, lesquelles revues sont répertoriées dans une dizaine d'index périodiques nationaux et internationaux. Elles jouissent donc d'un rayonnement international et permettent la convergence, vers l'Université Laval et la Faculté, du monde intellectuel et savant des disciplines sociales. Ces revues sont

*Relations industrielles/Industrial Relations,* publiée par le Département des relations industrielles et dont le premier des quarante-trois volumes de la collection est paru en 1945 ;

*Service social,* publiée par l'École de service social et qui en est à son trente-cinquième volume ;

*Recherches sociographiques,* publiée depuis 1960 par le Département de sociologie ;

*Anthropologie et sociétés,* publiée depuis 1977 par le Département d'anthropologie ;

*Études internationales,* résultant d'une collaboration de la Faculté des sciences sociales, de l'Institut canadien des affaires internationales et du Centre québécois des relations internationales ;

*Études Inuit Studies,* publiée depuis 1977, est sous la responsabilité de Groupe d'études inuit et circumpolaires.

On doit ajouter des collections spécifiques telles que « Études stratégiques et militaires » et « Choix ». Chaque département et école a, en plus, une ou plusieurs publications internes qui circulent aussi à l'extérieur, comme les *Cahiers d'économétrie,* les *Cahiers de sociologie,* les *Cahiers de psychologie,* etc. Les *Cahiers du GREMF* ont à leur actif la publication de dix dossiers thématiques depuis 1985.

On peut donc considérer comme majeur l'apport de la Faculté à l'enrichissement et à la diffusion de la connaissance. Comme les collaborateurs à ces diverses revues se recrutent sur la scène internationale, c'est un leadership certain que les collègues et leurs unités exercent ainsi sur la communauté des spécialistes de nos disciplines.

Des réalisations concrètes...

Les centres de recherche et laboratoires sont pour les professeurs, leurs auxiliaires et leurs étudiants un cadre physique et une infrastructure [371] administrative qui permettent de mener à bien leurs activités de recherche. Au nombre de sept, ils correspondent à chaque école et département. Un huitième laboratoire, celui de gérontologie sociale, se rattache à la direction de la Faculté des sciences sociales. Ils fournissent aux étudiants l'occasion d'une formation pratique, contribuent à l'enrichissement des activités d'enseignement et permettent la poursuite de la recherche et le progrès de la connaissance. Ils comportent de plus des activités d'organisation, de diffusion et de promotion ainsi que de recherche de financement.

Les centres de recherche et laboratoires sont rattachés soit aux départements et écoles, soit à la Faculté, ou encore sont de nature multifacultaire. Chaque unité compte plusieurs laboratoires dont l'orientation est étroitement liée à des objectifs disciplinaires. Sont rattachés à la Faculté en vertu de protocoles variables les groupes suivants : le Groupe de recherche en économie de l'énergie et ressources naturelles (GREEN), le Centre de recherche sur les services communautaires (CRSC), le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (GREMF), le Laboratoire de recherche en gérontolongie sociale, le Centre québécois de relations internationales (CQRI). Plusieurs groupes sont actuellement en émergence : le Groupe d'études inuit et circumpolaires (GÉTIC), le Groupe de recherche sur l'informatisation de la société (GRIS). Il faut aussi mentionner que le Département de relations industrielles s'est doté d'un service de placement pour ses étudiants et que l'École de psychologie dispose d'un dynamique service de consultation psychologique.

Plusieurs groupes de recherche sont à caractère multifacultaire et font appel à des participations importantes de la Faculté des sciences sociales : le Groupe de recherche sur la santé et la sécurité au travail (relations industrielles, sociologie, médecine), le Centre de recherche en aménagement et en développement (collaboration de huit départements ou facultés), le Groupe d'étude sur la désertification du Sahel.

Sont en voie de création ou d'expansion : l'Institut d'études internationales, le Groupe de recherche sur l'intelligence artificielle. Il faut mentionner que la Faculté participe à de nombreux programmes d'enseignants en diverses facultés dont celles de sciences et génie, de médecine, d'administration, de théologie, des lettres, d'agriculture, etc.

Les sciences sociales privilégient certains thèmes comme objets d'analyse : les nouvelles technologies et leur impact sur l'organisation du travail, la santé et la sécurité, l'organisation des institutions ; les politiques en matière de santé, le vieillissement, la famille, l'enfance ; la mobilité sociale, la consommation et les structures des besoins, les produits culturels, l'observation participante et l'ethnographie, les comportements électoraux ; [372] l'intervention culturelle étatique, l'administration publique, les politiques québécoises et canadiennes, la politique étrangère, les relations internationales, les finances, les systèmes politiques, etc. ; la condition féminine, les stratégies de gestion des ressources humaines, les autochtones, le droit des minorités, etc.

La Faculté des sciences sociales a connu une progression constante de ses subventions de recherche, passées de 1,4 millions $ en 1980-1981 à près de 4 millions $ en 1987-1988. Les activités de recherche non subventionnée occupent aussi une place importante, ce qui peut s'expliquer à la fois par la nature des disciplines et par la faiblesse des fonds de recherche disponibles en sciences sociales et humaines. Malgré ces facteurs peu favorables et sans doute pour les contrer, la Faculté des sciences sociales occupe sans conteste le premier rang à l'Université Laval pour l'activité de recherche non subventionnée appelée « recherche libre ».

Parmi les réalisations récentes, il convient de mentionner la création du *Fonds Georges-Henri-Lévesque* destiné à la promotion d'une œuvre chère au fondateur de la Faculté, soit l'engagement social, national et international. Les objectifs que vise cette fondation sont de promouvoir l'accroissement de la recherche des professeurs et des étudiants et le progrès de l'enseignement dans le domaine des sciences sociales en regard des mutations sociales et de leurs effets sur le développement et la coopération, tant au Québec et au Canada que sur la scène internationale. Le Fonds Georges-Henri-Lévesque permettra de répondre à des demandes spécifiques d'aide financière pour des activités de recherche, d'enseignement et de diffusion susceptibles de contribuer à l'avancement des connaissances et permettre aussi de souligner de façon tangible les contributions les plus marquantes.

Des personnalités, au nombre de 58, appartenant aux milieux académiques, gouvernementaux et des affaires, ont accepté, à l'invitation du doyen, de se constituer fondateurs du Fonds Georges-Henri-Lévesque. Déjà et grâce à leur action, des engagements financiers substantiels sont acquis, parmi lesquels il faut signaler des contributions exemplaires de la part des professeurs de la Faculté.

REGARDS SUR L'AVENIR :  
MULTIPLICATION DES PROJETS ET OPTIMISME

À l'occasion du récent exercice de préparation de son plan triennal 1987-1990, la Faculté des sciences sociales s'est livrée à une réflexion en profondeur sur sa mission, sur les conditions nécessaires à la reconnaissance [373] extérieure de la nécessité de ses disciplines, sur les orientations à privilégier afin de répondre aux nouvelles exigences de la société.

Un nombre impressionnant de projets ont aussi été étudiés et retenus. On les retrouve dans le tableau suivant, regroupés sous les thèmes des études aux trois cycles, de la recherche, du volet international et autres. On observe que la plupart de ces projets d'expansion ou de création sont à caractère académique et que l'encadrement administratif est maintenu au strict minimum, reconnaissant en cela la prépondérance des premiers sur les seconds. Ce tableau fait de plus mention, selon le cas, des responsabilités relevant de la direction de la Faculté ou de l'un ou l'autre de ses départements ou écoles.

Sur le plan de l'enseignement

Au premier cycle, la Faculté vise à réduire le cloisonnement des disciplines, en envisageant en particulier la création d'un baccalauréat en sciences sociales, à améliorer la qualité du français chez les étudiants, à participer aux enseignements en pêcheries, à offrir un certificat d'études sur les organisations, à réévaluer son programme de certificat en gérontologie et à étudier la multiplication d'enseignements dans ce domaine.

Aux deuxième et troisième cycles, la *maîtrise en relations internationales* ayant été approuvée, ce programme est offert depuis septembre 1987. Son objectif est de desservir l'ensemble du Québec et d'attirer des étudiants de toutes les régions ainsi que de l'étranger. Les départements de science politique, d'économique, de sociologie, le Centre québécois de relations internationales et la Faculté de droit y joignent leurs efforts. La *maîtrise en coopération et développement international en* est au stade de la rédaction du programme, dans une perspective complémentaire à celle qui a amené la maîtrise en relations internationales. Ces programmes constituent pour l'enseignement le complément naturel au projet d'Institut d'études internationales.

La *maîtrise en ergonomie* est en préparation au département de relations industrielles. La *maîtrise de type B en psychologie,* orientée entièrement vers la recherche, vise à la préparation aux études de troisième cycle. La création de *certificats de deuxième cycle en service social* veut répondre à des besoins particuliers des milieux d'intervention. Le *doctorat en service social* a accueilli ses premiers étudiants en septembre 1987. Le *doctorat en économique,* option économie rurale, est un élargissement du programme actuel de doctorat du département d'économique et a été préparé en collaboration avec la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation.

[374]

Université Laval  
Faculté des sciences sociales

PLAN TRIENNAL 1987-90 : PROJETS ET PARTICIPATIONS

| THEMES | PROJETS ACADÉMIQUES | PROJETS AIDE-SOUTIEN | DIR | ANT | ECN | POL | PSY | RLT | SOC | SVS |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2e et 3e  cycles | Maîtrise : Relations internationales |  | X | X | X | X |  |  | X |  |
| Maîtrise : Développement international |  | X | X | X | X |  |  | X |  |
| Gérontologie : Etudes graduées |  |  | X |  | X | X |  | X | X |
| Doctorat : Service social |  |  |  |  |  |  |  |  | X |
| Doctorat : Option économie rurale |  |  |  | X |  |  |  |  |  |
| Maîtrise : Ergonomie |  |  |  |  |  |  | X |  |  |
| Maîtrise type B : Psychologie |  |  |  |  |  | X |  |  |  |
| Certificats en service social |  |  |  |  |  |  |  |  | X |
|  | Aide à la recherche | X |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Espace pour étudiants gradué : | X |  |  |  |  |  |  |  |
| 1er cycle | Bacc. : Sciences sociales |  | X | X | X | X | X | X | X | X |
| Bacc. : Pêcheries |  |  | X | X |  |  |  | X |  |
| Décloi.proq. :2 cours oblig.(bacc.spéc) |  | X | X | X | X | X | X | X | X |
| Certificat : Etudes des organisations |  |  |  |  |  | X | X |  |  |
| Qualité du français |  | X | X | X | X | X | X | X | X |
| Gérontologie |  | X | X |  | X | X |  | X | X |
|  | CLRP : salle multi-média | X |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Laboratoire d'informatique | X |  |  |  |  |  |  |  |
| [375] |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Recherche | Centre GREEN : consolidation |  |  |  | X |  |  |  |  |  |
| Laboratoire de gérontologie |  | X | X | X | X | X |  | X | X |
| Centre Sahel |  | X | X |  | X |  |  | X | X |
| Centre CRSC : développement |  |  |  |  |  | X |  | X | X |
| Groupe GEROSP |  |  |  |  | X |  | X |  |  |
| Groupe GREMF |  |  | X |  | X | X |  | X | X |
| Groupe GRIG |  |  |  |  | X |  |  |  |  |
| Groupe GETIC |  |  | X |  |  |  |  |  |  |
| Centre IQRC : intégration |  |  | X |  |  |  |  | X |  |
| Centre CQRI : intégration |  |  |  | X | X |  |  |  |  |
| Impact technologique (GECIT) |  |  |  |  |  | X |  |  |  |
| Impact bureautique (GRIS) |  |  |  |  |  |  | X | X |  |
| Intelligence artificielle (GRIA) |  |  | X |  |  |  |  |  |  |
| Groupe GREPE |  |  |  | X |  |  |  |  |  |
|  | Groupe GIROSST |  |  |  |  |  | X | X |  |
|  | Aide à la recherche | X |  |  |  |  |  |  |  |
| Interna-  tional | Maîtrise : Relations internationales |  | X | X | X | X |  |  | X |  |
| Maîtrise : Développement international |  | X | X | X | X |  |  | X |  |
| Bacc. : Pêcheries |  |  |  | X | X |  |  |  | X |
| Centre Sahel |  | X | X |  | X |  |  | X | X |
| Centre d'études canadiennes à Shanghaï | | X |  |  | X |  |  |  |  |
| Institut d'études internationales | | X | X | X | X |  |  | X | X |
| Liban, Chine, Gabon, Argentine, Brésil, Mexique, Haïti, Pologne | | X | X | X | X |  | X | X | X |
| Thème de convergence pour l'Université | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Activités internationales |  | X |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Aide action internationale | X |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres | Histoire de la Faculté des sciences sociales | | X | X | X | X | X | X | X | X |
| 50e anniversaire de la Faculté des sciences sociales | | X |  |  |  |  |  |  |  |
| Evaluation sectorielle (Conseil des Universités) | | X |  |  |  |  |  |  |  |
| Aide orientation-placement |  | X |  |  |  |  |  |  |  |
| Bureautique intégrée |  | X |  |  |  |  |  |  |  |
| Fonds Georges-Henri-Lévesque |  | X |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Hubert Laforge Doyen

[376]

On étudie actuellement les possibilités de mise sur pied d'enseignements de la gérontologie sociale au niveau de la maîtrise.

Sur le plan de la recherche

La Faculté voit en 1988 l'ouverture d'un *Bureau d'aide à la recherche.* Dans un avenir rapproché on verra la création d'un *Centre de ressources d'apprentissage* sous la responsabilité du Centre local des ressources pédagogiques, mis sur pied à la Faculté en 1985.

Le plan triennal prévoit aussi :

*la consolidation du Centre Green.* C'est au cours de 1985-1986 que ce groupe de recherche sur l'économie de l'énergie, rattaché au département d'économique, a été reconnu au titre de centre par le Conseil de l'Université. Ses réalisations à caractère national et international sont déjà remarquables et son programme de développement prévoit des réalisations tout aussi souhaitables sur les plans académique et pratique ;

*le développement du laboratoire de gérontologie sociale.* Ce laboratoire, rattaché à la Faculté, sera soumis à un plan de relance. L'objectif du laboratoire est d'accroître l'efficacité et la qualité de l'action d'un bon nombre de professeurs qui consacrent déjà leurs activités de recherche à l'un ou l'autre aspect social du vieillissement. Une collaboration avec des partenaires majeurs est à l'étude ;

*la réalisation de la mission du Centre Sahel.* L'objectif du centre est de favoriser la recherche et l'information sur le développement d'une partie de l'Afrique durement touchée par la désertification. Son fonctionnement a débuté à l'automne 1986 et c'est la Faculté des sciences sociales qui en a hébergé la direction et les services de coordination ;

*le développement du Centre de recherche sur les services communautaires (CRSC).* La Faculté des sciences sociales et la Fédération des CLSC sont liées par une entente dont la durée est de cinq ans. Le centre regroupe les activités de plus de douze chercheurs, la plupart appartenant aux Ecoles de psychologie et de service social. Ses réalisations sont remarquables et hautement appréciées par les divers partenaires ;

*la mise sur pied du Groupe d'études inuit et circumpolaires (GETIC).* Ce groupe vise à coordonner et favoriser la recherche sur les Inuit et autres populations circumpolaires ; de nombreuses collaborations [377] nationales et internationales sont acquises ; une revue de haute qualité est produite ;

*la poursuite de la croissance du Groupe de recherche sur les interventions gouvernementales (GRIG).* Rattaché au département de science politique, ce groupe connaît une augmentation remarquable de ses activités ;

*le rattachement à l'Université de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC).* Dès l'été 1987 la direction de la Faculté a effectué des démarches auprès des autorités gouvernementales et universitaires dans le but de sauver et de confier à l'Université un groupe de recherche de grande importance pour le Québec et auquel nos collègues ont apporté une contribution unique ;

*l'intégration du Centre québécois de recherche internationale* déjà localisé et administré à la Faculté des sciences sociales. Ce centre regroupe des membres issus pour la plupart des départements de science politique et d'économique, et il accueille des centaines d'étudiants à son service de documentation. La formule d'intégration permettrait de garantir un rôle de premier plan dans la mise sur pied d'un Institut d'études internationales.

Autres projets : perspective internationale

Plusieurs facteurs concourent à la création à l'Université Laval d'un Institut d'études internationales, soit l'expertise de nombreux professeurs, en particulier à la Faculté des sciences sociales et l'intention du gouvernement du Québec de faire de sa capitale une ville à caractère international. Plusieurs comités sont au travail et les consultations qui se poursuivent devraient bientôt conduire à la première phase de réalisation.

Suite à l'accord intervenu entre notre Faculté et l'Université des études internationales de Shangaï, l'idée progresse de créer dans cette ville un Centre d'études canadiennes. Un tel institut, à caractère bilingue où l'Université Concordia serait responsable du volet anglophone, intéresse au plus haut point les autorités canadiennes et québécoises.

Les accords de coopération

La Faculté accueille depuis plusieurs années des professeurs chinois venus compléter ici des études de maîtrise ou de doctorat en sociologie et en science politique. Un autre projet a pour objectif d'associer la Faculté des sciences sociales à la formation en français, dans les disciplines sociales, des étudiants de l'Institut de diplomatie de Pékin. C'est un projet [387] de prestige et d'importance considérable pour le Québec et le Canada, sur le plan des retombées tant économiques que politiques.

Un *Institut de recherche en sciences sociales appliquées* a été créé en 1985 dans le cadre d'un accord entre les Universités Laval et Saint-Joseph de Beyrouth. Il fait appel à la collaboration de chercheurs des Facultés des sciences sociales (surtout de l'École de service social) et des lettres, de même que l'Université libanaise. Les travaux actuels portent particulièrement sur l'étude des populations affectées par la guerre.

La Faculté entretient d'autres projets qui en sont à des degrés divers d'avancement. Avec le *Gabon,* un programme de recyclage et de formation des travailleurs sociaux de ce pays est en préparation. Avec l’*Argentine* il existe un accord de coopération avec l'Université Belgrano de Buenos-Aires et un colloque a déjà été tenu. Avec le *Brésil* un accord-cadre a été signé qui implique des échanges avec plusieurs universités. Plusieurs de nos professeurs de la Faculté poursuivent des travaux en collaboration avec des collègues du Mexique. Un projet de collaboration avec l'Université d'État d'Haïti est en voie de préparation dans le domaine de l'analyse des politiques. Le département de relations industrielles a récemment préparé un programme de coopération avec l'Université de Lodj en Pologne. L'École de service social travaille à la mise au point d'un projet impliquant le même pays. Le département de relations industrielles entretient des échanges suivis depuis plusieurs années avec l'Université de Lyon III (France) et il vient de soumettre un programme d'accord-cadre avec cette institution.

Ces descriptions ne sont pas exhaustives. Les activités multiples de rayonnement externe et de service à la collectivité donnent à penser que les réalisations qui s'y rattachent ne feront que croître en qualité et en quantité.

\*  
\* \*

Dès ses débuts, la Faculté des sciences sociales a joué un rôle essentiel dans l'évolution de la société québécoise. Moteur de la révolution tranquille et du renouveau social, nos disciplines se sont révélées indispensables à la société qui s'interroge. Aujourd'hui encore, la Faculté des sciences sociales éclate de dynamisme et de projets, cherchant la justification de son rôle dans le service à la collectivité et l'épanouissement de l'esprit humain par l'avancement de ses disciplines.

Si la technologie évolue, l'environnement économique et social évolue, de même que les besoins collectifs et individuels, les valeurs et les modèles

[379]

de comportement. Pour faire face avec succès à ces nouveaux défis, la civilisation doit emprunter à l'exploration des possibilités scientifiques et techniques sans omettre de tenir compte des réalités humaines et sociales.

Hubert Laforge,  
*doyen.*



Le premier doyen, le très révérend père Georges-Henri Lévesque,   
et le doyen actuel, Hubert Laforge.

[380]

[381]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**  
*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

NOTICES  
BIOGRAPHIQUES

[Retour à la table des matières](#tdm)

Eugène BUISSIÈRE

Il est né en 1910 à Normandin, Québec, a reçu son éducation universitaire à l'Université Laval de Québec et à l'Université de Paris. Après plusieurs années consacrées à l'enseignement à l'Université Laval de Québec où il était titulaire de la chaire de culture populaire, il a dirigé pendant plus de quatre ans la division de l'Éducation des adultes de l'Unesco à Paris et, à ce titre, a organisé plusieurs conférences internationales en Europe sous les auspices de l'Unesco. Il est ensuite devenu directeur de la Citoyenneté canadienne à Ottawa avant d'être nommé en 1957 le premier directeur associé du Conseil des arts du Canada, poste qu'il occupait jusqu'à sa nomination de consul général du Canada à Marseille. Au cours de sa carrière, il a représenté le Canada à de nombreuses conférences et rencontres internationales dans divers pays d'Europe, aux États-Unis, en Amérique latine, en Afrique et au Japon. Parmi ses diverses responsabilités au Conseil des arts, il était particulièrement chargé des relations culturelles internationales et des relations avec l'Unesco. À ce titre il a été le premier secrétaire de la Commission nationale canadienne pour l'Unesco qu'il a largement contribué à organiser. Tout en exerçant ses fonctions, il a également occupé de 1955 à 1959 le poste de vice-doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa. En 1965, le gouvernement canadien le nommait consul général du Canada à Marseille et un an plus tard il devait cumuler la fonction de consul général du Canada à Monaco. Il est le seul Canadien avec Victor Barbeau, président-fondateur de l'Académie canadienne-française, à avoir été élu membre correspondant étranger de l'Académie des sciences, des arts, de belles-lettres d'Aix-en-Provence.

[382]

Gérard DION, ptre

C'est à Sainte-Cécile de Frontenac au Québec qu'il est né, le 5 décembre 1912. Il fait ses études secondaires au Collège de Lévis, puis fréquente l'Université Laval où il obtient un baccalauréat en 1935, de même qu'une licence en théologie en 1939, une licence en philosophie en 1942 et une maîtrise en sciences sociales en 1943. Il s'est ensuite spécialisé en relations industrielles à l'Université Queen's. Il a été professeur de relations industrielles à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval de 1944 à 1980 et y dirigea le département de relations industrielles pendant plusieurs années. Parmi ses nombreuses activités, signalons la direction de la revue *Relations industrielles* depuis sa fondation en 1945, ainsi que la direction de la revue *Perspectives sociales,* de 1950 à 1970. En outre, il a été membre de plusieurs organismes, notamment de la Commission sacerdotale d'études sociales de 1947 à 1960 et, de 1966 à 1967, de la Commission Woods et président du Comité syndical-patronal de l'industrie canadienne des textiles. Il a été également membre du Conseil économique du Canada, de 1976 à 1979, ainsi que du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, de 1978 à 1981. Membre depuis 1962 de la Société royale du Canada, il est détenteur de nombreux doctorats honorifiques, notamment des universités McGill, British Columbia, Toronto et Concordia. Il a publié le *Vocabulaire français-anglais des relations professionnelles,* paru en 1972, et le *Dictionnaire canadien des relations du travail,* paru en 1976 et réédité en 1986, ainsi que de nombreux articles dans des revues spécialisées, tant au Canada qu'à l'étranger. Il est professeur émérite de l'Université Laval, Officier de l'Ordre du Canada, Officier de l'Ordre national du Québec.

Jean-Charles FALARDEAU

Après des études secondaires aux collèges Sainte-Marie et Brébeuf de Montréal et au Séminaire de Québec, il obtient le baccalauréat es arts en 1935, et en 1941 une licence en philosophie de l'Université Laval. Boursier de la Société royale du Canada, il poursuit des études prédoctorales à l'Université de Chicago, de 1941 à 1943. En 1943, il est nommé professeur de sociologie à l'Université Laval et occupe ce poste jusqu'en 1983. De 1953 à 1961, il est directeur du département de sociologie de la Faculté des sciences sociales. Il a été professeur invité à l'Université de Toronto à l'hiver de 1949 et professeur à l'Université de Bordeaux en 1949-1950. Professeur invité à l'Université d'Aix-en-Provence à l'été de 1955 et à l'Université de Vancouver (University of British Columbia) à l'été de 1957, il est professeur « associé » à l'Université de Caen durant trois années consécutives (1968-1971). Il a été professeur invité à l'Université de Paris-nord en 1972-1973. Il a été fait docteur « honoris causa » en droit de l'Université de York (Toronto) en 1977. Il est membre, depuis 1953, de la Société royale du Canada. Durant huit ans, il a été membre du Conseil de recherches en sciences sociales du Canada et président en [383] 1952-1953. Il a été membre du bureau de direction de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (1953-1955). Il a été membre de la délégation canadienne à la neuvième Conférence générale de l'Unesco à la Nouvelle-Delhi (novembre 1956), président du Conseil des arts du Québec (1962-1965) et membre du Conseil de la langue française du Québec. Il est membre de l'Académie canadienne des sciences morales et politiques, de l'Académie canadienne-française ainsi que de la Société des écrivains canadiens. Il a mérité la médaille Louis-Gérin de la Société royale du Canada, la médaille Esdras Mainville de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le grand prix Léon-Gérin pour les sciences de l'homme du gouvernement du Québec. Il a publié plus de deux cents articles et monographies portant sur quelques grandes lignes historiques, la société québécoise, son histoire et ses principales institutions, depuis l'Église et l'université jusqu'aux classes sociales, à la famille et à la culture en général. Il a publié quelques volumes sur la littérature québécoise en général et, en particulier, sur le roman dont il a été le premier à dégager les significations en regard de la société ambiante. Mentionnons seulement *Notre société et son roman, Imaginaire social et littéraire,* et de nombreux articles dans le *Dictionnaire biographique du Canada* et principalement dans le *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec.*

Nicole GAGNON

Elle est née à Mont-Joli le 27 juillet 1938. En 1957, elle termine son baccalauréat au Collège des Ursulines de Québec et obtient successivement, en 1961 et 1962, une maîtrise es arts en philosophie et une maîtrise en sociologie à l'Université Laval. Au cours de son séjour à Paris, de 1964 à 1967, elle a suivi des cours en sémiologie à l'École pratique des hautes études et fait un diplôme d'études supérieures en psychologie sociale à la Sorbonne. Elle enseigne au département de sociologie de l'Université Laval depuis 1967 et est professeur titulaire depuis 1982. Elle occupe, en outre, le poste de rédacteur de *Recherches sociographiques* depuis 1969. Elle a été membre du Bureau de direction de l'Association internationale des sociologues de langue française de 1982 à 1985 et cofondateur d'un groupe international d'étude sur l'approche biographique en sociologie. Elle est actuellement chercheur associé et membre du comité des publications de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Elle a publié plusieurs articles sur les méthodes, notamment en France, en Belgique et aux États-Unis, et elle est coauteur, avec Jean Hamelin, de *l'Homme historien* (1979), ainsi que de *Histoire du catholicisme québécois. Le XXe siècle,* I. *1898-1940,* qui lui a valu un prix du gouverneur général pour 1984.

Napoléon LEBLANC

Il est professeur émérite. Il a fait sa carrière à la Faculté des sciences sociales et à l'Université Laval. Au départ, intégré à l'équipe du Service extérieur d'éducation [384] sociale (Centre de culture populaire), il participe à la mise en œuvre de ses programmes de formation. Par la suite il est nommé chargé du cours de méthodologie de l'éducation des adultes. Une bourse de la Fondation Carnegie lui a permis de visiter des universités de l'Ouest canadien et des États-Unis d'Amérique pour y étudier les modalités de leur participation à l'éducation des adultes, à l'action communautaire et à la compréhension internationale. Nommé doyen de la Faculté des sciences sociales, avec l'aide du Conseil des arts du Canada, du British Council et de la Fondation Pro Helvetia, il étudie l'organisation des études et de la recherche relatives aux disciplines des sciences sociales dans des universités d'Angleterre, de Belgique, de Suisse et de France. Au terme de son mandat de vice-recteur de l'Université, il est nommé directeur du Service de promotion de l'éducation permanente.

Hubert LAFORGE

Il a étudié la psychologie, les mathématiques, la physique et la musique aux universités d'Ottawa, de Montréal et Cornell. Il a été professeur et conseiller au Cambodge et en Tunisie de même qu'invité à Ottawa et à Dijon. Il est actuellement titulaire de psychologie et doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Il participe aux travaux de divers organismes et il est membre de plusieurs conseils d'administration dont celui de l'Institut canadien. Ses activités de recherche portent sur les déterminants psychoculturels de l'usage des drogues ainsi que sur les effets psychologiques de facteurs environnementaux. Il est l'auteur d'ouvrages sur l'analyse multivariée en sciences sociales et biologiques. Ses articles et monographies portent aussi sur la méthodologie de la recherche et l'informatique, sur les politiques québécoises et fédérales de recherche ainsi que sur plusieurs aspects des relations et de la coopération internationales. Il s'intéresse à la musique ancienne pour clavecin et orgue ; il est spécialiste de la restauration et de la reproduction du clavecin français du XVIIIe siècle.

Vincent LEMIEUX

Il est né le 13 juillet 1933 à Lévis où il fréquenta le Collège de Lévis, puis il obtint un baccalauréat et une maîtrise en sciences politiques à l'Université Laval, respectivement en 1953 et en 1957. Il détient, depuis 1969, un doctorat en études politiques de l'Université de Paris. Depuis 1960, il est professeur au département de science politique de l'Université Laval et en fut le directeur, de 1967 à 1970. Outre l'enseignement, il a œuvré dans le domaine de la recherche en sciences humaines et a mérité, en 1978, la Médaille Pariseau pour ses travaux. Parmi ses publications, on lui doit *Parenté et politiques* ( 1971 ), *le Patronage politique* ( 1977), *Cheminements de l'influence* (1979) et *Réseaux et appareils* (1982).

[385]

Jean-Yves LORTIE

Après ses études en psychométrie et en orientation professionnelle à l'Université Laval, il se rendit à la Michigan State University, aux États-Unis, poursuivre des études doctorales en psychologie expérimentale générale. À son retour, il fut rattaché au nouveau département de psychologie de l'École de pédagogie et d'orientation où il fut chargé d'organiser la section de psychologie expérimentale. Ses publications et communications scientifiques portent sur la psychométrie, les processus sensoriels, l'organisation perceptive et le traitement visuel de l'information. Il fut membre actif de plusieurs organismes scientifiques : c'est ainsi que, par exemple, il fut membre du conseil d'administration de l'ACFAS dont il avait participé aux travaux de la commission scientifique pendant plusieurs années. Il fut appelé à faire partie du Conseil consultatif sur le rendement humain et ergonomie, du Conseil de recherches pour la défense et fut président d'un comité de sélection pour les bourses doctorales du Conseil des arts du Canada. Ses principales activités de loisir sont la musique, la menuiserie et la navigation de plaisance.

Simone PARÉ

Elle est entrée au Département de service social de l'École des sciences sociales de l'Université Laval le jour de l'ouverture de ce département aux étudiants : le 20 septembre 1943, au moment où la Faculté des sciences sociales devait se constituer comme telle. Elle a poursuivi des études en service social (première diplômée en 1945) et en sociologie (baccalauréat en 1946). Après y avoir obtenu la maîtrise en service social (1947), elle a étudié aux universités de Toronto et de Pittsburgh (maîtrise en 1948) pour enfin recevoir le doctorat en bien-être social à l'Université Columbia (New York, 1961). Elle a enseigné à l'École de service social de l'Université Laval de 1946 à 1983 et, à temps partiel, en service social des groupes à l'École de service social de l'Université de Montréal de 1948 à 1969. Son champ d'intérêt principal a toujours été le service social des groupes et elle a publié le premier manuel français en cette matière en 1955. Ce manuel a été traduit en espagnol et en portugais, et a été réédité et complété en 1971. Elle a aussi enseigné en méthodes de recherche et en histoire du service social. La publication de deux autres ouvrages en gérontologie et en spiritualité des personnes âgées a occupé sa préretraite et ses années de retraite qui ont débuté en 1983. Elle anime des groupes de personnes âgées et est souvent invitée à adresser la parole à des résidants de centres d'habitations occupés par ces personnes. Elle est enfin professeur émérite de l'Université Laval et étudiante à la Faculté de théologie de cette institution.

[386]

Marc-Aurèle THIBAULT

Il est né en 1920 à Saint-Octave-de-Métis (Matane). Il est marié et père de deux enfants. Il a obtenu un baccalauréat es arts du Séminaire de Rimouski et une maîtrise en économique de l'Université Laval. Il a fait des études supérieures à la London School of Economics. Il a été professeur de mathématique, de statistique et de théorie économique, de 1947 à 1950, puis de 1952 à 1987. Il a obtenu des mandats successifs de secrétaire du cours de baccalauréat du département d'économique et de la Faculté des sciences sociales. Professeur titulaire depuis 1961, il est maintenant à la retraite depuis septembre 1987.

James THWAITES

Il a étudié l'histoire et l'administration aux universités de Toronto, de Carleton, de l'ÉN AP et de Laval. Il a travaillé comme cadre au sein de deux grandes entreprises canadiennes, Bell Canada et London Life. Pendant ses années d'enseignement aux universités du Québec et de Laval, il a fondé une revue scientifique *le Bulletin RCHTQ,* et était cofondateur d'une deuxième, *Labour/Le Travailleur.* Actuellement, il est secrétaire de la revue *Relations industrielles.* Il est professeur titulaire au Département des relations industrielles et fait partie de plusieurs organismes et associations professionnelles. Ses activités de recherche portent sur les institutions patronales, syndicales et gouvernementales. Ses publications ont paru dans diverses revues et volumes publiés par des maisons d'édition canadiennes et touchent des sujets fort variés, tels que les associations patronales et les relations professionnelles, les changements technologiques, les commissions scolaires, la croissance et le développement syndicaux, les disciplines en relations industrielles, la grève, les relations professionnelles dans le secteur de l'éducation et de la presse écrite. Pendant ses heures de loisirs, il s'intéresse au scoutisme et au guidisme, et particulièrement à la formation des équipes d'animation. Il est responsable du plus grand groupe du District de Québec (à Cap-Rouge), comprenant neuf unités du mouvement. Il agit également comme secouriste pour le compte de la Croix-Rouge.

Marc-Adélard TREMBLAY

Né le 24 avril 1922 aux Éboulements, comté de Charlevoix, c'est à Montréal qu'il termine ses études classiques, pour ensuite obtenir une licence en sciences agricoles à l'Université de Montréal, en 1948. Il obtiendra deux ans plus tard une maîtrise en sociologie à l'Université Laval et, en 1954, la Cornell University lui décerne un doctorat en anthropologie. Professeur de cette discipline à l'Université Laval [387] depuis 1956, il est professeur titulaire depuis 1963. En 1970, il fonde le département d'anthropologie de l'Université Laval. Outre les postes académiques qu'il a occupés et ses nombreuses recherches sur le terrain, il a été, à divers titres, membre de différents comités, conseils et commissions, et a présidé plusieurs associations et sociétés dont la Société canadienne de sociologie et d'anthropologie (à titre de président-fondateur), la Société canadienne d'ethnologie, la Société royale du Canada dont il fut le président de 1981 à 1984. Auteur d'un grand nombre d'articles publiés dans des revues spécialisées, il a fait paraître, notamment, *les Comportements économiques de la famille salariée du Québec* en 1964, *Initiation à la recherche dans les sciences humaines* en 1968, *Famille et parenté en Acadie* en 1971 et, en 1983, *l'Identité québécoise en péril.* Il est lauréat du Prix Molson 1987 du Conseil des arts du Canada.

|  |  |
| --- | --- |
| Liste des doyens de la Faculté | |
| Le très révérend père Georges-Henri Lévesque, O.P. | 1943-1954 |
| Jean-Marie Martin | 1954-1961 |
| Napoléon LeBlanc | 1961-1968 |
| Yves Dubé | 1968-1976 |
| Renaud Santerre | 1976-1980 |
| André Beaudoin | 1980-1984 |
| Hubert Laforge | 1984- |

[388]

[389]

TABLE DES MATIÈRES

Eugène Bussière, En hommage au fondateur. [7]

Albert Faucher, Avant-propos. [11]

Jean-Charles Falardeau, La Faculté du Cap Diamant, une genèse et une réussite. [15]

Eugène Bussière, L'éducation des adultes à l'Université Laval. [35]

Napoléon LeBlanc, Le Service extérieur d'éducation sociale et le Centre de culture populaire. [55]

Nicole Gagnon, Le Département de sociologie, 1943-1970. [75]

Marc-Aurèle Thibault, Le Département d'économique, 1943-1987. [131]

Le Département des relations industrielles, 1943-1987

A) Gérard Dion, Nos commencements. [163]

B) James Thwaites, Évolution et développement. [183]

Simone Paré, L'École de service social. [219]

Vincent Lemieux, Le Département de science politique. [251]

Marc-Adélard Tremblay, Le Département d'anthropologie. La recherche et l'intervention anthropologique à l'Université Laval. [279]

Jean-Yves Lortie, L'École de psychologie de la Faculté de science sociale. [329]

Hubert Laforge, Une institution en pleine croissance. [363]

Notices biographiques [381]

[391]

COMPOSÉ AUX ATELIERS  
GRAPHITI BARBEAU, TREMBLAY INC  
À SAINT-GEORGES-DE-BEAUCE

1. Allocution prononcée à Québec, le 28 juin 1982, lors de la réception du Prix de la Banque Royale du Canada. [↑](#footnote-ref-1)
2. \* Pour plus de détails sur les débuts de la Faculté et sur son fondateur, voir *Réminiscences* de l'auteur, publié aux Éditions Pierre Tisseyre. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir ses mémoires, *Souvenances I,* Montréal, Éditions La Presse, 1983, ch. VI. [↑](#footnote-ref-3)
4. Les Presses de l'Université Laval, 1952. [↑](#footnote-ref-4)
5. Les Presses de l'Université Laval, 1954, 288 p. [↑](#footnote-ref-5)
6. *Souvenances II,* Éditions La Presse, 1988. [↑](#footnote-ref-6)
7. *Souvenances I,* p. 331, Éditions La Presse. [↑](#footnote-ref-7)
8. Voir « L'Éducation des Adultes, tendances et réalisations actuelles », Unesco, 1949. [↑](#footnote-ref-8)
9. *Conseil supérieur de la coopération : l'inventaire du mouvement coopératif.* Rapport du 5e congrès des coopérateurs, nov. 1943, Québec, 1944, pp. 147 149. [↑](#footnote-ref-9)
10. Université Laval, *Journal des délibérations du conseil*, Procès-verbal, n° 574, 1944. [↑](#footnote-ref-10)
11. Faculté des sciences sociales, *Annuaire 1944-1945,* pp. 123-124 ; le Service extérieur d'éducation sociale deviendra le Centre de culture populaire en 1951. [↑](#footnote-ref-11)
12. Une version élaborée de cette histoire a été déposée aux archives de la Faculté des sciences sociales, Université Laval. [↑](#footnote-ref-12)
13. Centre de culture populaire : nouveau nom donné au Service extérieur d'éducation sociale, Procès-verbal, 13 juin 1951. [↑](#footnote-ref-13)
14. Laquémac 1947, Alex Sim. [↑](#footnote-ref-14)
15. Voir Renée Morin, Harold H. Potter, *Camp Laquémac, a bilingual adult éducation venter,* publié par la Canadian Association for adult éducation, Série Learning for living man, 1953. [↑](#footnote-ref-15)
16. Prix annuel, du nom du premier président de l'Université d'Alberta, créé par la CA AE, pour honorer une réalisation importante dans le domaine de l'éducation des adultes. [↑](#footnote-ref-16)
17. *Junior Former news,* Department of Agriculture, Toronto, 1956. [↑](#footnote-ref-17)
18. Dont huit ont été déposées aux archives de la Faculté des sciences sociales. Université Laval, l'autre étant épuisée. [↑](#footnote-ref-18)
19. Qui devient la Société canadienne d'éducation des adultes en 1952 et, ultérieurement, l'Institut canadien d'éducation des adultes, le 7 août 1956, date de l'obtention de sa charte fédérale. [↑](#footnote-ref-19)
20. Les associations existant par leurs membres ; (2) les institutions d'enseignement ; (3) les organismes, services ou mouvements, participant à l'éducation populaire, qui ne se rattachent pas aux catégories précédentes ; (4) les organismes de coordination. [↑](#footnote-ref-20)
21. En 1953, la Société canadienne d'enseignement postscolaire adoptait une nouvelle constitution. D'une fédération de sociétés provinciales, devenues inopérantes, elle devenait une société d'associations nationales et provinciales des universités francophones. Elle déménageait son secrétariat de Québec à Montréal en 1954. [↑](#footnote-ref-21)
22. \* Les informations dont la source n'est pas autrement indiquée proviennent principalement d'une boîte d'archives léguée au Département de sociologie par Jean-Charles Falardeau, et qui contient des procès-verbaux de réunions de département, des programmes de cours, des listes et dossiers d'étudiants, des mémoires, un peu de correspondance et quelques notes manuscrites ; cette documentation couvre la période 1943 à 1968. D'autres documents ont été consultés aux Archives de l'Université. Plusieurs informations proviennent de Recherches sociographiques, sans que ce soit toujours indiqué. Je me suis aussi servie ponctuellement de quelques entrevues inédites ou ad hoc auprès de certains des acteurs concernés, ou de mes souvenirs personnels. Merci à Jean Gould, qui a collaboré au travail de documentation, et aux collègues du département pour leurs remarques sur le manuscrit. [↑](#footnote-ref-22)
23. Georges-Henri LÉVESQUE, *Souvenances,* I, entretiens avec Simon Jutras, Montréal, La Presse, 1983, p. 313. [↑](#footnote-ref-23)
24. Maurice Halbwachs, « Chicago, expérience ethnique », *Annales d'histoire économique et sociale,* IV, 1932 ; repr. dans Y. Grafmeyer et I. Joseph (édit.), *l'École de Chicago,* Paris, Aubier Montaigne, 1984, p. 287. [↑](#footnote-ref-24)
25. Everett C. Hughes, « [Regards sur le Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/25050925)», dans Jean-Charles Falardeau (édit.), [*Essais sur le Québec contemporain*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030274949)*,* Québec, Les Presses universitaires Laval, 1953, p. 217. [↑](#footnote-ref-25)
26. Jean-Charles Falardeau, « Présentation », dans Horace Miner, [*Saint-Denis : un village québécois*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030077107)*,* Montréal, H.M.H., 1985, p. 4. [↑](#footnote-ref-26)
27. Jean-Charles Falardeau, « [La génération de *la Relève*](https://www.erudit.org/fr/revues/rs/1965-v6-n2-rs1514/055263ar/)*»*, *Recherches sociographiques,* VI, 2, 1965, p. 123. [↑](#footnote-ref-27)
28. Marcel Fournier, « [L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.fom.ins)», *Sociologie et sociétés,* V, 1, 1973, p. 43. [↑](#footnote-ref-28)
29. Jean-Charles Falardeau, « [Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.faj.ant)», *Recherches sociographiques,* XV, 2-3, 1974, p. 147*.* (*La Sociologie au Québec.)* [↑](#footnote-ref-29)
30. Jean-Charles Falardeau, « Léon Gérin : His Life and Work », dans Laurier Lapierre (édit.), *Four O'Clock Lectures,* Montréal, McGill University Press, 1966, p. 68. [↑](#footnote-ref-30)
31. Jean-Charles Falardeau, « [Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.faj.ant)», *loc. cit.,* p. 148. [↑](#footnote-ref-31)
32. Gérald Fortin, « [La sociologie urbaine au Québec : un bilan](http://classiques.uqac.ca/contemporains/fortin_gerald/sociologie_urbaine_au_quebec/sociologie_urbaine.html)», *Sociologie et sociétés,* IV, 1, 1972, p. 8. [↑](#footnote-ref-32)
33. Guy Rocher, « Témoignages », dans F. Dumont et Y. Martin, [*Imaginaire social et représentations collectives. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/imaginaire_social/imaginaire_social.html)*,* Québec, Presses de l'Université Laval, 1982, p. 39. *(Recherches sociographiques,* XXXIII, 1-2, 1982.) [↑](#footnote-ref-33)
34. Guy Rocher, « [Itinéraire sociologique](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.rog.iti)», *Recherches sociographiques,* XV, 2-3, 1974, p. 243. *(La Sociologie au Québec.)* [↑](#footnote-ref-34)
35. Guy Rocher, « [Témoignage](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/imaginaire_social/imaginaire_social.html)», *loc. cit.* [↑](#footnote-ref-35)
36. Gérard Bergeron, « [Itinéraire sociologique](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.beg.iti)», *Recherches sociographiques,* XV, 2-3, 1974, p. 234. [↑](#footnote-ref-36)
37. Guy Rocher, « [Itinéraire sociologique](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.rog.iti)», *loc. cit.* [↑](#footnote-ref-37)
38. Hubert Guindon, « [Réexamen de l'évolution sociale du Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/25053784)», dans Marcel Rioux et Yves Martin (édit.), [*la Société canadienne-française*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/martin_yves/societe_can_fr/societe_can_fr.html)*,* Montréal, H.M.H., 1971, p. 164. [↑](#footnote-ref-38)
39. Jean Blain, « Économie et société en Nouvelle-France [...] la voie des sociologues », *Revue d'histoire de l'Amérique française,* XXX, 3, 1976, pp. 331-332. [↑](#footnote-ref-39)
40. Albert Faucher, « [La dualité canadienne et l'économique : tendances divergentes et tendances convergentes](http://classiques.uqac.ca/contemporains/faucher_albert/dualite_can_et_economique/dualite_can_et_economique.html)», dans Mason Wade (édit.), [*Canadian Dualism/ La dualité canadienne*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030276428)*,* Toronto et Québec, University of Toronto Press/ Presses universitaires Laval, i960, p. 230. [↑](#footnote-ref-40)
41. Mason Wade, « Conclusions », dans [*Canadian Dualism*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/wade_h_mason/dualite_canadienne/dualite_canadienne.html)*, op. cit.,* p. 147. [↑](#footnote-ref-41)
42. Jean-Charles Falardeau, « [Les Canadiens français et leur idéologie](http://classiques.uqac.ca/contemporains/falardeau_jean_charles/can_fr_et_leur_ideologie/can_fr_et_leur_ideologie.html)», dans Mason Wade, *op. cit.,* p. 25. [↑](#footnote-ref-42)
43. Jean-Charles Falardeau, « Mariage de raison : A perspective on French-English relations in Canada », *Food for Thought,* X, 10, 1949. [↑](#footnote-ref-43)
44. Jean-Charles Falardeau, « Les Canadiens français et leur idéologie », *op. cit.,,* p. 32. [↑](#footnote-ref-44)
45. Léon Dion, « [Le nationalisme pessimiste. Sa source, sa signification, sa validité](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dion_leon/nationalisme_pessimiste/nationalisme_pessimiste.html)», *Cité libre,* 18, novembre 1957 ; cité par Jean Blain, *loc. cit.,* p. 337. [↑](#footnote-ref-45)
46. Jean Blain, *loc. cit.,* p. 324. [↑](#footnote-ref-46)
47. Jean-Jacques Simard, « [Le chemin de croix : nation et sciences sociales au Québec](http://classiques.uqac.ca/contemporains/simard_jean_jacques/le_chemin_de_croix/le_chemin_de_croix.html)», dans G. Rocher *et al.,* [*Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/levesque_georges_henri/continuite_et_rupture_t1/continuite_et_rupture_t1.html)*,* Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1984, p. 521. [↑](#footnote-ref-47)
48. Fernand Dumont, « [Itinéraire sociologique](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.duf.iti)», *Recherches sociographiques,* XV, 2-3, 1974, pp. 257s. [↑](#footnote-ref-48)
49. Guy Frégault, *Chronique des années perdues,* Ottawa, Leméac, 1976, 251 p. [↑](#footnote-ref-49)
50. Jacques Brazeau, « [Les nouvelles classes moyennes](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.brj.nou)», *Recherches sociographiques,* VII, 1-2, 1966, p. 152. *{Le Pouvoir dans la société canadienne-française.)* [↑](#footnote-ref-50)
51. Jacques Godbout, [*la Participation contre la démocratie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174957)*,* Montréal, Saint-Martin, 1983, 187 p. ; Jean-Jacques SlMARD, [*la Longue Marche des technocrates*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030032535)*,* Montréal, Albert Saint-Martin, 1979, 198 p. [↑](#footnote-ref-51)
52. Paul-André LlNTEAU, « Débat », *Recherches sociographiques,* XXV, 1-2, 1984, p. 139. *(Situation de la recherche sur le* « *Canada français »*, *1962-1984.)* [↑](#footnote-ref-52)
53. Voir Nicole Gagnon, « [Les sociologues de Laval et les questions de culture](http://classiques.uqac.ca/contemporains/gagnon_nicole/sociologues_Laval_questions_culture/sociologues_Laval.html)», dans G. Rocher *et al,* [*Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/levesque_georges_henri/continuite_et_rupture_t1/continuite_et_rupture_t1.html)*, op. cit.,* pp. 221-231. [↑](#footnote-ref-53)
54. *Annuaire de la Faculté des sciences sociales 1986-87,* p. 84. [↑](#footnote-ref-54)
55. À compter de 1972, par suite d'une réforme de la structure administrative du Département, le poste de secrétaire est aboli. [↑](#footnote-ref-55)
56. \* Extrait de *Continuité et ruptures : les sciences sociales au Québec,* 1984, pp. 69-85. Nous remercions les Presses de l'Université de Montréal de nous avoir permis de reproduire ces pages. [↑](#footnote-ref-56)
57. Sur les raisons qui ont motivé la création du Département des relations industrielles, voir G.-H. Lévesque, O.P., « L'Université et les relations industrielles », *Rapport,* premier Congrès des relations industrielles de Laval, Québec, Département des relations industrielles de Laval, 1946, pp. 1-10 ; Gérard Dion, « L'Université Laval et les relations industrielles », *Bulletin des relations industrielles de Laval,* vol. 4, 1948, n° 4, pp. 32-33. [↑](#footnote-ref-57)
58. Gérard Dion, *op. cit.,* p. 32. [↑](#footnote-ref-58)
59. Jean-Pierre Després, *le Mouvement ouvrier canadien.* Bibliothèque économique et sociale, no 3, Montréal, Fides, 1946, 205 p. [↑](#footnote-ref-59)
60. Paul-Émile Bolté, Marcel Clément, Gérard Dion, *Réformes de structures dans l'entreprise,* Québec, Département des relations industrielles, 112 p. [↑](#footnote-ref-60)
61. Québec, Presses de l'Université Laval, 1972, 302 p. ; 2e éd. revue et augmentée, chez le même éditeur, 1975, 351 p. [↑](#footnote-ref-61)
62. Québec, Presses de l'Université Laval, 1976, 662 p. ; 2e éd. chez le même éditeur, 1986, 993 p. [↑](#footnote-ref-62)
63. Gérard Dion, « La recherche en relations industrielles dans les universités du Québec », *la Recherche au Canada français,* textes présentés par Louis Beaudoin, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1968, pp. 71-86. [↑](#footnote-ref-63)
64. *Problèmes d'autorité au sein de l'entreprise,* Québec, Presses de l'Université Laval, p. 3. [↑](#footnote-ref-64)
65. Voir, par exemple, mes positions sur la confessionnalité de la CTCC. [↑](#footnote-ref-65)
66. Au sujet des attitudes patronales de l'époque, voir Gérard Dion. « La grève de l'amiante : trente ans après », *Mémoires de la Société royale du Canada,* 4e série, t. XVII, 1979, pp. 31-40. [↑](#footnote-ref-66)
67. Laurence Kelly, « Industrial Relations at Queen's : the First Fifty Years », *Relations industrielles/ Industrial Relations,* vol. 42, n° 3, 1987, pp. 475-500. (Désormais *RI/IR.)* [↑](#footnote-ref-67)
68. *AFSS, A.U.L. 1944-1945,* pp. 56 s. [↑](#footnote-ref-68)
69. PVFSS, 16 décembre 1948, pp. 171 s. [↑](#footnote-ref-69)
70. PVFSS, 20 avril 1951, p. 288. [↑](#footnote-ref-70)
71. *AFSS, AUL 1951-1952,* pp. 33-34. [↑](#footnote-ref-71)
72. *AFSS, AUL 1955-1956,* pp. 15, 99. [↑](#footnote-ref-72)
73. PVFSS, 5 mai 1959, p. 184. [↑](#footnote-ref-73)
74. *AFSS,* Rapport de la 94e réunion du Département des relations industrielles, le 31 janvier 1962, réf. 17/1 (PA), et PVFSS, 20 juillet 1962, p. 274. [↑](#footnote-ref-74)
75. *AFSS, AUL 1962-1963,* pp. 47-48. [↑](#footnote-ref-75)
76. *AFSS, AUL 1962-1963,* p. 48. [↑](#footnote-ref-76)
77. FDRI (GD), « Mémoire étudiant 1963-1964 », réf. 684/83-228, B-2. [↑](#footnote-ref-77)
78. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-78)
79. *AFSS, AUL 1965-1966,* pp. 58-59. [↑](#footnote-ref-79)
80. FDRI, « Cours du Département », Réf. 684/83-236, B3 (PA). [↑](#footnote-ref-80)
81. *AFSS, AUL 1965-1966,* p. 59. Le système de crédits a fait son entrée en même temps. [↑](#footnote-ref-81)
82. *AFSS, AUL 1966-1967,* pp. 65-66. [↑](#footnote-ref-82)
83. *AFSS, AUL 1976-1977,* pp. 46-47. [↑](#footnote-ref-83)
84. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-84)
85. *AFSS, AUL 1975-1976,* p. 45. [↑](#footnote-ref-85)
86. *AFSS, AUL 1976-1977,* pp. 46-47, et *AFSS, AUL 1979-1980,* p. 55. [↑](#footnote-ref-86)
87. *AFSS, RAD 1976-1977,* (PA). [↑](#footnote-ref-87)
88. FDRI (GD), réf. 684/83-228, boîte 2, Service extérieur d'éducation sociale. [↑](#footnote-ref-88)
89. PVFSS, 26 avril 1944, pp. 74-75. [↑](#footnote-ref-89)
90. *RI/IR,* vol. 4, n° 4, 1948, p. 33. [↑](#footnote-ref-90)
91. FDRI (GD), réf. 684/ 83-228, boîte 2, Service extérieur d'éducation sociale — cours du soir. [↑](#footnote-ref-91)
92. FDRI, réf. 178-144, 4-2-1-5 (PA). « Rapport sur les activités académiques de 1964-1965 ». [↑](#footnote-ref-92)
93. FGD, réf. 117-31-1-5, « Extension de l'enseignement ». [↑](#footnote-ref-93)
94. FDRI, réf. 83-121, 30-3-5-1 (PA), « Éducation permanente ». PVFSS, 16 août 1976, p. 24, et PVFSS, 21 novembre 1977, p. 79. [↑](#footnote-ref-94)
95. J. Thwaites *et al., Entrevue avec Gérard Dion,* Québec, Université Laval, 7 mars 1985. [↑](#footnote-ref-95)
96. Cité dans G. Pratte, « À la solde de personne », *la Presse,* 11 avril 1961. [↑](#footnote-ref-96)
97. Cité dans *l'Action catholique,* 16 avril 1947. [↑](#footnote-ref-97)
98. G.-H. Lévesque, « L'Université et les relations industrielles », dans *Rapport, Premier Congrès des relations industrielles de Laval, 1946,* Québec, Département des relations industrielles, 1946, p. 1. [↑](#footnote-ref-98)
99. J. Thwaites *et al., Entrevue avec Gérard Dion, op. cit.* [↑](#footnote-ref-99)
100. Gaston Cholette, « Audace et franchise », *l'Action catholique,* 28 avril 1948. [↑](#footnote-ref-100)
101. J. Joblin à G. Dion, 1957, FGD. [↑](#footnote-ref-101)
102. James Thwaites, « Union Growth and Development in Canada », dans A. Sethi (édit.), *Collective Bargaining in Canada,* Toronto, Nelson Canada, à paraître en 1988. [↑](#footnote-ref-102)
103. « Nos syndicats au Congrès de Québec », *le Nouvelliste,* 19 avril 1948. [↑](#footnote-ref-103)
104. Gérard Picard, « Hommage des travailleurs », dans *Salaires et prix,* Québec, Université Laval, 1952, p. 189. [↑](#footnote-ref-104)
105. *AUL,* FSS-DR1, Compte rendu d'une réunion préparatoire au 9e congrès, 23 octobre 1953. [↑](#footnote-ref-105)
106. Voir, à ce sujet : Julien Bauer, « Patrons et patronat au Québec », *Revue canadienne de Science politique,* vol. IX, n° 3, 1976, pp. 473-491. [↑](#footnote-ref-106)
107. « Présentation », *Bulletin des Relations industrielles,* n° 1, 15 septembre 1945, p. 1. [↑](#footnote-ref-107)
108. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-108)
109. FGD, Département des relations industrielles, Conseil du département, réf. 117/4/1. [↑](#footnote-ref-109)
110. FGD, Département des relations industrielles, Conseil du département, réf. 117/4/1. [↑](#footnote-ref-110)
111. Voir *Bulletin des Relations industrielles,* vol. 4, n° 1, 1948. [↑](#footnote-ref-111)
112. PVFSS, 19-10-1950, p. 245. [↑](#footnote-ref-112)
113. Gérard Tremblay, « La Revue des relations industrielles », *Relations industrielles/Industrial Relations,* vol. 6, n° 1, 1950, p. 3 (désormais *RI/IR).* [↑](#footnote-ref-113)
114. PVFSS, 06-03-1953, p. 49. [↑](#footnote-ref-114)
115. Gérard Tremblay, « La Revue... », *loc. cit.* [↑](#footnote-ref-115)
116. Voir volume 7, nos 1 et 2, 1951-1952. [↑](#footnote-ref-116)
117. Voir volume 8, 1953. [↑](#footnote-ref-117)
118. Par exemple, « Le syndicalisme dans une société libre », *RI*/*IR*, vol. 11, n° 4, 1956, pp. 234-253. [↑](#footnote-ref-118)
119. *AFSS (P-A),* réf. 17/1, *PVD,* 22 octobre 1963. [↑](#footnote-ref-119)
120. « The Canadian Industrial Relations Research Institute/L'Institut canadien de recherche en relations industrielles », *RI/IR,* vol. 20, n° 1, 1965, p. i. [↑](#footnote-ref-120)
121. « Index bibliographique/Cumulative Index », *RI/IR,* vol. 18, n° 4, 1963, pp. 449-580. Pendant ces mêmes années, la revue a parrainé une autre publication diffusée à une liste parallèle d'abonnés. *Ad Usum Sacerdotum,* comme on l'appelait, était fondée par Gérard Dion et paraissait mensuellement avec la revue. Quand on a changé la fréquence de publication de *Relations industrielles, Ad Usum Sacerdotum* a dû être diffusée séparément. Plus tard, en 1960 pour être précis, cette dernière serait rebaptisée *Perspectives sociales.* PVFSS, 29-09-1949, p. 201. Voir aussi G. Dion, « Continuité et rupture... », *loc. cit.* [↑](#footnote-ref-121)
122. À la seule exception de la période 1976-1978. [↑](#footnote-ref-122)
123. Voir *RI/IR,* vol. 24, n° 4, 1969. [↑](#footnote-ref-123)
124. Voir *IR/RI,* vol. 25, n° 1, 1970. [↑](#footnote-ref-124)
125. *RI/IR,* vol. 25, n° 4, 1970, pp. 778-778/C, et *RI/IR,* vol. 35, n° 4, 1980, pp. 731-734. La catégorie la plus ambiguë est « Relations industrielles ». L'index de 1970 l'explique ainsi : « Articles concernant les relations entre la direction des entreprises et les travailleurs syndiqués : Négociation collective, Convention collective, Conciliation et arbitrage, Conflit industriel, etc. » *RI/IR,* vol. 25, n° 4, 1970, p. 778/B. [↑](#footnote-ref-125)
126. « Travail et main-d'œuvre » était défini de la façon suivante : « Comprend les articles portant sur le chômage et le plein emploi ; la composition de la main-d'œuvre, les politiques de main-d'œuvre, la mobilité et la migration des travailleurs », *Ibid.,* p*.* 778/C. [↑](#footnote-ref-126)
127. James Thwaites, *la Revue* « *Relations industrielles/Industrial Relations »* : *Une étude axée sur la période 1976-1980 inclusivement et effectuée à la demande du Conseil des publications savantes à l'Université Laval,* Québec, CPS, 1982, 20 p. [↑](#footnote-ref-127)
128. *Ibid.,* p. 6. [↑](#footnote-ref-128)
129. « *Ibid.,* p. 10. [↑](#footnote-ref-129)
130. \* = Professeur actuel du Département [↑](#footnote-ref-130)
131. *Service social,* vol. 5, n° 2, pp. 67-78. [↑](#footnote-ref-131)
132. M. Amédée Denault remplit ce poste jusqu'en 1920. [↑](#footnote-ref-132)
133. Dr E. M. Miville-Dechêne, *le Secrétariat des familles,* Montréal, L'Œuvre des Tracts, n° 82. [↑](#footnote-ref-133)
134. Absorbé par le Service familial en 1945. [↑](#footnote-ref-134)
135. Georges-Henri Lévesque, op., *Service social et charité,* Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, vol. III, n° 2, p. 3. [↑](#footnote-ref-135)
136. Document d'archives : *le Fichier central,* publié par le Conseil central des œuvres de Québec, 1946. [↑](#footnote-ref-136)
137. *Service social,* volume 5, numéros 3-4, pages 159 à 168 inclusivement. [↑](#footnote-ref-137)
138. *Service social,* vol. 3, n° 2, p. 86. [↑](#footnote-ref-138)
139. Numéro spécial du *Vieil Escolier de Laval,* 1964. [↑](#footnote-ref-139)
140. Voir en particulier l'étude d'Élaine Carey-Bélanger « Ideology and the Social Welfare System in Québec (1940-1963) », École de service social de l'Université Laval. [↑](#footnote-ref-140)
141. *Service social,* volume 31, numéros 2-3, pp. 189-192. [↑](#footnote-ref-141)
142. *Service social,* volume 1, numéro 2, pp. 67-69. [↑](#footnote-ref-142)
143. W. McMillen, *Community Organization for Social Welfare,* Chicago University Press, 1945, pp. 19-27. [↑](#footnote-ref-143)
144. Kenneth L.M. Pray, « When is Community Organization Social Work Practice », *Proceedings N.C.S. W.,* 1947, pp. 194-204. [↑](#footnote-ref-144)
145. Alphonse Giroux, dans *Service social,* volume 5, numéro 2, p. 63. [↑](#footnote-ref-145)
146. « L'organisation communautaire : définition et paradigme » dans *Service social,* volume 34, numéros 2 et 3, 1985, pp. 210-231. [↑](#footnote-ref-146)
147. Université Laval, École de service social, 1983, pp. 11-13. [↑](#footnote-ref-147)
148. La Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social fut créée en novembre 1966 par le gouvernement québécois. L'objectif était de présenter une conception d'ensemble de la sécurité sociale, de la santé et du champ de l'assistance. Dans la recherche, cette Commission sera souvent désignée par le sigle C.E.S.B.E.S. [↑](#footnote-ref-148)
149. Gouvernement du Québec, *Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (C.E.S.B.E.S.), Les services sociaux,* volume VI, tome 1, 1972, p. 69. [↑](#footnote-ref-149)
150. *Service social,* Québec, volume 4, printemps 1954, numéro 1, pp. 29-36. [↑](#footnote-ref-150)
151. Simone Paré, *Service social,* volume 8, numéro 3, p. 123. [↑](#footnote-ref-151)
152. Claire Brassard-Gagnon, Suzanne Girard-Houde, Lise Larue-Bérubé, Danielle Thibault-De Charette, *la Participation sociale à Beauport en 1967,* École de service social, 1970. [↑](#footnote-ref-152)
153. *Pour une politique de recherche en affaires sociales.* Comité de la recherche scientifique, Québec, 1973, p. 95. [↑](#footnote-ref-153)
154. \* Dans la préparation de ce chapitre, l'auteur a pu compter sur la collaboration d'un assistant de recherche, Jean BERNATCHEZ, qu'il remercie très sincèrement pour la qualité de son travail. [↑](#footnote-ref-154)
155. Je tiens à remercier en tout premier lieu Josée Thivierge qui m'a assisté dans ce travail de reconstruction historique et qui m'a été d'une aide précieuse. J'exprime également mes remerciements à mes collègues qui m'ont fourni soit des documents ou qui m'ont rédigé des sommaires me permettant de mieux caractériser les activités départementales de recherche. J'ai fort apprécié l'aide que m'ont apportée Michèle Bouchard et Jean-Pierre Garneau, en tant qu'adjoints au Directeur du Département dans le repérage de certains documents. Pour une version complète de la monographie dont ce chapitre est tiré, il faut se référer à un document du Laboratoire d'anthropologie publié sous le titre de « L'anthropologie à l'Université Laval : fondements historiques, pratiques académiques et dynamismes d'évolution ». [↑](#footnote-ref-155)
156. Le Rapport NTUMBA, le fruit du Comité des orientations du Département, présidé par Eric Schwimmer, a identifié dix principaux champs de recherche à la suite d'une analyse fouillée des activités de recherche des professeurs du Département. Il m'apparaît intéressant de les mentionner dans la mesure où ils reflètent les principaux intérêts des professeurs du Département : Adoption et parenté au Québec et ailleurs (6 prof.) ; Questions ethniques au Québec et ailleurs (8 prof.) ; Paysans et chasseurs-collecteurs (6 prof.) ; Développement et impacts au Québec et ailleurs (9 prof.) ; Anthropologie des sexes (7 prof.) ; Rites, arts et tourisme au Québec et ailleurs (6 prof.) ; Anthropologie de l'éducation (3 prof.) ; Anthropologie de l'informatique (6 prof.) ; Anthropologie de la santé au Québec et ailleurs (4 prof.) ; et Langues et représentations symboliques, représentations de l'histoire locale et mondiale (8 prof.). Pour chacun de ces champs, l'auteur présente les compétences développées et les services à la société québécoise, les chercheurs intéressés par le champ, les activités de recherche des dernières années, y compris les communications et les publications, les cours et les conférences et les thèses d'étudiants. Durant la dernière année académique un certain nombre de groupes se sont constitués autour de certains thèmes et, dans le cadre des Conférences du Laboratoire du Département d'anthropologie, ils sont venus présenter, pour fins de discussion, les champs retenus pour le moment, à savoir, le sémiotique, les études autochtones, les études sur les femmes, ethnies et identité, et classes sociales dans le milieu rural. Plusieurs autres efforts devront être déployés pour que ces groupes puissent fonctionner selon la conception que l'on s'en fait. [↑](#footnote-ref-156)
157. *Faculté de philosophie, Programme des cours : annuaire 1939-1940.* Cet annuaire présente, aux pages 24, 30, 35, 40 et 44, un programme complet de psychologie expérimentale. On avertit, cependant, le lecteur que « le département de psychologie expérimentale, cours et laboratoires, n'est pas encore organisé à la Faculté de philosophie ». Le même programme, avec une notice semblable, est reproduit dans les deux annuaires subséquents, mais en 1942 il n'en est plus fait mention. [↑](#footnote-ref-157)
158. Renseignements puisés dans un article publié dans *Au fil des événements,* 10 décembre 1981, par L. B. et intitulé « La Clinique d'orientation, 1941... 1981 ». [↑](#footnote-ref-158)
159. *Annuaire général 1944-1945,* Université Laval, p. 193. [↑](#footnote-ref-159)
160. *L'École de pédagogie et d'orientation de l'Université Laval : Dix ans au service de l'éducation, 1943-1953,* p. 6. [↑](#footnote-ref-160)
161. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-161)
162. *Annuaire 1959-1960.* École de pédagogie et d'orientation, pp. 30-31. [↑](#footnote-ref-162)
163. *Université Laval, Rapport 1958-1959,* p. 37. [↑](#footnote-ref-163)
164. Procès-verbal, Réunion spéciale du Bureau de direction de l'École de pédagogie et d'orientation, 18 mars 1960. [↑](#footnote-ref-164)
165. Procès-verbal, Réunion du Bureau de direction de l'École de pédagogie et d'orientation, 18 février 1961. [↑](#footnote-ref-165)
166. Conseil de l'Université, résolution U-61-66, séance du 26 juillet 1961. [↑](#footnote-ref-166)
167. *Rapport de l'Université Laval pour l'année 1963-1964,* p. 49. [↑](#footnote-ref-167)
168. Le Département d'orientation s'est prononcé à plusieurs reprises sur le conflit. Le document qui semble le mieux refléter son point de vue s'intitule *Position du Département d'orientation sur le litige en cours à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval au sujet de la psychologie.* Non daté, il est très probablement du début de 1966. [↑](#footnote-ref-168)
169. À partir de 1963 jusqu'à 1966, les professeurs et les étudiants de psychologie ont exprimé leur position en diverses occasions. Mais c'est dans le document que les professeurs ont adressé à la Commission des études en janvier 1966 que cette position prend sa forme définitive. [↑](#footnote-ref-169)
170. Lettre que les cinq professeurs nouvellement arrivés au Département de psychologie adressent au recteur le 10 décembre 1964. [↑](#footnote-ref-170)
171. Conseil de l'Université, résolution U-66-184, séance du 12 juillet 1966. [↑](#footnote-ref-171)
172. *Ibidem,* résolution U-66-185. [↑](#footnote-ref-172)
173. Lettre de monsieur Lorenzo Roy, président de la Commission des études, à monseigneur Louis-Albert Vachon, recteur, le 22 juillet 1966. [↑](#footnote-ref-173)
174. Conseil de l'Université, résolution U-69-33, séance du 12 février 1969. [↑](#footnote-ref-174)
175. *La recherche au Département de Psychologie de l'Université Laval.* Rapport préparé par le Comité de recherche du Département de psychologie de l'Université Laval, mars 1972, 152 p. [↑](#footnote-ref-175)
176. Lettre adressée à monseigneur Alphonse-Marie Parent, le 26 janvier 1968, par monsieur Henri Ouellet, directeur du Département. [↑](#footnote-ref-176)
177. Document n° 10, Commission de la réforme, 15 décembre 1970. [↑](#footnote-ref-177)
178. *Le statut du Département de psychologie dans les cadres de l'Université,* Document préparé par le Comité exécutif du Département, le 30 mars 1971. [↑](#footnote-ref-178)
179. *Rapport du Comité du Département de psychologie sur le rattachement du Département de psychologie présenté au Conseil de l'Université,* 11 juin 1974, p. 7. [↑](#footnote-ref-179)
180. *Réflexions sur le statut du Département de psychologie* (Rapport Ouellet-Lortie), 12 octobre 1973. [↑](#footnote-ref-180)
181. *Ibid.,* p. 6. [↑](#footnote-ref-181)
182. *Ibid.,* p. 14. [↑](#footnote-ref-182)
183. *Position des étudiants sur l'orientation du Département de psychologie,* le 26 novembre 1973. [↑](#footnote-ref-183)
184. *Rapport du Comité du Département de psychologie sur le rattachement du Département de psychologie présenté au Conseil de l'Université,* le 11 juin 1974, p. 14. [↑](#footnote-ref-184)
185. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-185)
186. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-186)
187. *Plan directeur triennal de l'École de psychologie (1979-1982),* 19 juin 1978. [↑](#footnote-ref-187)
188. *ibid.* [↑](#footnote-ref-188)
189. École de psychologie, *Plan directeur triennal (1983-1986),* adopté par le Bureau de direction le 16 novembre 1982. [↑](#footnote-ref-189)
190. *Plan triennal 1987-1990, École de psychologie,* juin 1986. [↑](#footnote-ref-190)
191. G. R. de GRÂCE et P. Joshi, *les Crises de la vie adulte : Expression et résolution,* Montréal, Décarie, 1986. [↑](#footnote-ref-191)
192. École de pédagogie, Institut d'orientation, *Annuaire 1947-1948,* Université Laval, p. 22. [↑](#footnote-ref-192)
193. \* *Note au lecteur.* — Ont été consultés les documents suivants :

     *- l'Annuaire 1987-88, Études de premier cycle, Faculté des sciences sociales, Université Laval ;*

     *- Le Bilan des acquis 1985-86, Faculté des sciences sociales, Université Laval ;*

     *- le Plan triennal 1987-90 de la Faculté des sciences sociales, Université Laval.* [↑](#footnote-ref-193)